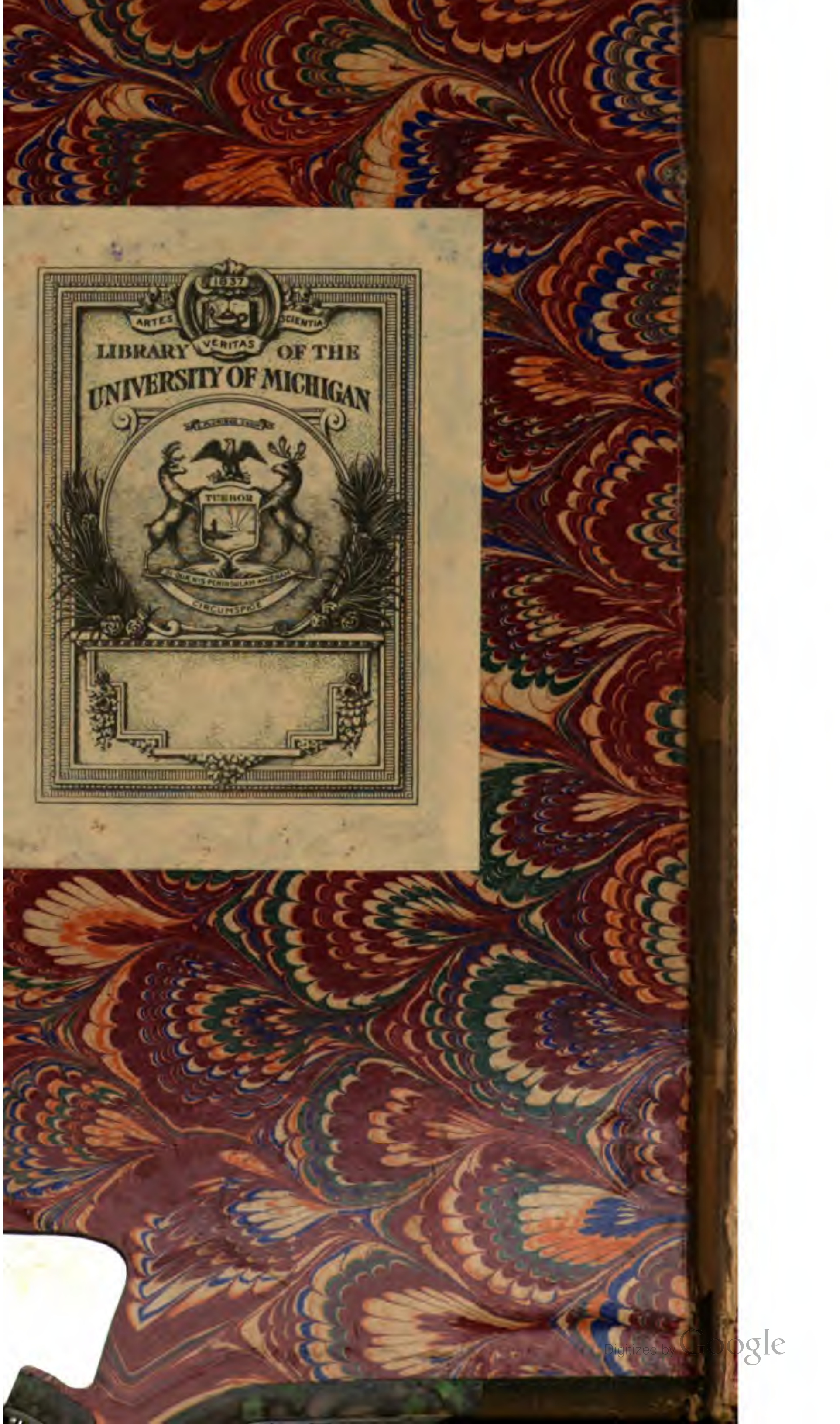
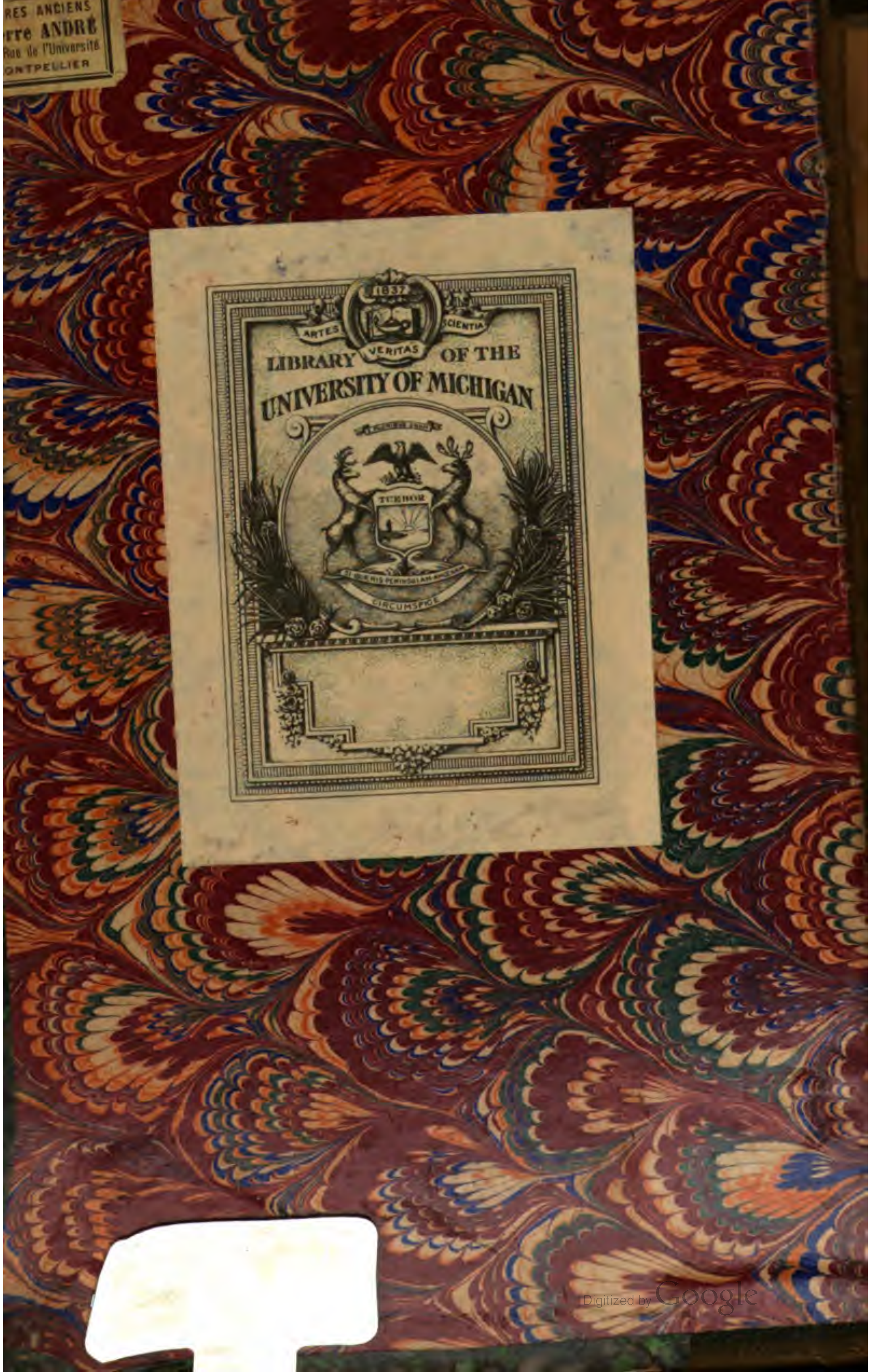

1837
ARTES
SCIENTIA
LIBRARY
VERITAS
OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE





RES ANCIENS
rre ANDRÉ
Rue de l'Université
ONTPELLIER
1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



# HISTOIRE

DU

# COMMERCE DE MONTPELLIER.

# HISTOIRE
# DU COMMERCE
## DE MONTPELLIER,

ANTÉRIEUREMENT A L'OUVERTURE DU PORT DE CETTE,

RÉDIGÉE D'APRÈS LES DOCUMENTS ORIGINAUX,
ET ACCOMPAGNÉE DE PIÈCES JUSTIFICATIVES INÉDITES;

PAR


A. GERMAIN,

PROFESSEUR D'HISTOIRE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE MONTPELLIER,
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT.


TOME I.





MONTPELLIER,
IMPRIMERIE DE JEAN MARTEL AINÉ,
RUE DE LA CANABASSERIE, 2.
1861

« Il y a deux choses par lesquelles la ville de Montpellier » n'a pas discontinué, depuis le temps des Guillems, d'avoir » une grande importance dans le monde : son commerce » et ses écoles. » Ainsi nous exprimions-nous, voilà dix ans, en abordant l'histoire de la puissante Commune.

Nous avons dû nous contenter alors de fournir les principales preuves. Traiter du commerce de Montpellier avec tous les développements que comporte le sujet, c'eût été franchir les limites où nous renfermait le plan d'un livre destiné par son titre à embrasser nombre d'autres points de vue.

Nous entreprenons aujourd'hui de restituer à la science, d'une manière aussi complète que possible, cette glorieuse portion des annales du commerce français. Il ne suffit pas de lui avoir marqué sa place dans l'histoire de Montpellier ; il faut la lui faire dans l'histoire collective du négoce européen. Une étude de cette étendue nécessite un travail particulier.

Le commerce, d'ailleurs, a long-temps occupé à Montpellier le premier rang. « Ladicte ville », selon les termes d'une requête adressée en 1356 au roi Jean par nos consuls, « est proprement lieu fundé de marchandise; et » plus des deux parties des habitans d'icelle sont d'estranges » parties, les uns Cathalains, les autres Espaignols, Jen- » nevois, Lombars, Venessiens, Chiprois, Provensals, » Alamans, et d'autres plusieurs estranges nacions [1]. »

Faut-il s'étonner qu'avec de tels éléments le commerce ait primé parmi nous? Il y domina si bien, qu'il y monopolisa les fonctions municipales, absorption grave dans une commune où d'autres aspects moralement supérieurs éblouissent par leur éclat. Montpellier fut, durant toute la période des Croisades, et jusqu'à l'aurore de l'âge moderne, un des plus remarquables centres commerciaux de la France et du monde entier.

L'agriculture elle-même y était subordonnée au commerce. Le duc Louis d'Anjou, lieutenant-général en Languedoc, prescrit, le 15 octobre 1369, au sénéchal de

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. Dorée, Liasse 9, N° 14. — « *Dicta villa mercibus et mercatoribus est fundata* », avait déjà dit un syndic ou procureur des consuls de Montpellier dans un document du 6 mai 1346, conservé aux mêmes Archives, Arm. D, Cass. XII, N° 4 du Grand Chartrier. « *Notorium et manifestum est* », avait-il ajouté, « *quia locus Montispessulani est clavis maris istius terre.* »

Beaucaire, et au recteur ainsi qu'au bayle de Montpellier, de veiller à l'exécution d'une mesure récemment prise par le conseil de nos bourgeois, et interdisant de fumer trop souvent les vignes, de peur que les vins ne fussent moins propres à être exportés, soit par mer, soit par terre [1].

Il n'est pas jusqu'aux chartes monastiques qui ne conservent chez nous l'empreinte des préoccupations commerciales. Lorsque Guillem VI, de concert avec sa mère Ermessens et sa femme Sibylia, accorde aux Bénédictins de Cluni, sous les murs de Montpellier et sur la rive du Lez, un emplacement destiné à recevoir un monastère de leur congrégation, il stipule, non-seulement qu'on n'y bâtira ni forteresse ni nouveau groupe d'habitations, mais qu'on n'y établira aucun marché public, et qu'on n'admettra ni marchands ni marchandises à y débarquer [2]. Le pieux seigneur

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. VII, Liasse 34. Cf. *Petit Thalamus*, pag. 384 de l'édition publiée par la Société archéologique de Montpellier.

[2] « *Ego Guillelmus, Montispessulani dominus, et ego Hermesendis, mater ejus, et ego Sibilia, predicti domini Guillelmi uxor, auctoritate et precepto domini pape Innocentii, donamus et cum hac presenti carta perpetuo jure tradimus Domino Deo et beatis apostolis Petro et Paulo, et monasterio Cluniacensi,.... in manu domini Petri, ejusdem monasterii religiosissimi abbatis, pro redemptione animarum nostrarum et parentum tociusque nostri generis, videlicet locum quendam prope Salzetum, super ripam fluminis Lesi, ad construendum inibi monasterium cum cimiterio. Hanc tamen donationem tali tenore et pacto facimus, ut nulle fiant in predicto loco, nec in*

craignait de se donner des rivaux qui eussent amoindri sa position et ses revenus. Il tenait à concentrer le commerce dans son port de Lattes, et n'entendait partager qu'avec l'évêque de Maguelone les précieux avantages dont la pratique du négoce enrichissait leurs domaines respectifs.

Le commerce est donc, on n'en saurait douter, l'une des principales manifestations par lesquelles resplendit l'ancienne importance de Montpellier. Nous en retraçons les vicissitudes, depuis le jour où nos Archives projettent sur lui la lumière de l'histoire, jusqu'à l'ouverture de nouvelles voies par la création du Canal des deux mers. Au-delà commence l'histoire du commerce de Cette, où Montpellier cesse d'être au premier plan.

Nous nous proposons, si le public agrée l'essai qu'on va lire, de retracer dans un troisième volume cette seconde histoire. Depuis bientôt deux siècles qu'existe le port de Cette, il a acquis le droit d'avoir ses fastes commerciaux. Nous nous efforcerons d'en asseoir les bases, sauf à laisser aux

*omnibus ad predictum locum pertinentibus, municiones seu forcie, nec villa, nec publicum mercatum, neque fiat ibi habitacio alicujus seu aliquorum hominum, nisi tantum monachorum ibidem Deo famulancium et proprie ipsorum familie. Negociatores vero causa negocii, nec merces eorum ibi nullo modo recipiantur, nec fiat ibi aliquid ut lesde domini vel domine Montispessulani vel utilitas hominum Montispessulani in aliquo minuatur.* » Arch. mun. de Montp., *Mémorial des Nobles*, fol. 70 v°.

généreuses dispositions de quelque riche ami de la science le soin de faire continuer après nous l'édifice, par l'établissement d'un prix analogue à celui dont la périodicité assure la publication successive des annales du commerce marseillais [1]. Le plus difficile en pareille œuvre est de commencer.

Une seconde partie ainsi conçue nous permettrait de joindre dans une même étude l'histoire du commerce de Cette à l'histoire du commerce de Montpellier, et d'assigner leur place à une foule de questions qu'il nous a paru inopportun d'effleurer dans ces deux premiers volumes, où elles eussent constitué une sorte d'anachronisme. Les théories qui intéressent le plus le monde commercial et industriel d'aujourd'hui n'entrent, pour la plupart, dans le domaine de la science qu'avec l'administration de Colbert, c'est-à-dire précisément à la date qui sert de clôture à ce premier travail. Nous avons cru devoir les réserver, soit pour ne pas avoir à nous répéter, soit afin de mieux en embrasser l'ensemble. Les origines dont nous offrons ici le tableau n'en comportaient pas la mise en scène ; et on eût

[1] Le baron Félix de Beaujour a, personne ne l'ignore, fondé un prix de 5,000 fr., à décerner tous les cinq ans à l'auteur du meilleur ouvrage sur le commerce de Marseille. Le prix a été obtenu, en 1833 par M. J. Julliany, en 1846 par M. S. Berteaut, et en 1857 par MM. C. Bousquet et T. Sapet. Ce sont déjà trois monuments élevés à la gloire de Marseille.

été en droit de nous objecter comme un manque de méthode leur introduction prématurée.

A chaque période son caractère et ses habitudes. Faire un crime au moyen âge de n'avoir pas connu les principes modernes est une méprise trop fréquente. Qui obligera-t-on à l'éviter, si les hommes dont la mission est d'enseigner l'histoire commettent eux-mêmes la faute d'y tomber?

Tout nous commandait donc de nous abstenir de mêler ici l'époque moderne au moyen âge. L'époque et les principes modernes pourront avoir leur tour dans une continuation. Les deux volumes actuels devaient restreindre leur rôle à éclaircir les origines.

Ils forment, par suite, à eux seuls, un ensemble distinct, un livre complet en son genre. Ils serviront de couronnement à notre *Histoire de la Commune de Montpellier*. Aussi avons-nous cru devoir nous contenter de renvoyer à cette Histoire pour maintes circonstances réduites ici à l'état de simples allusions. Nous y renvoyons surtout pour les textes originaux, résolu à ne transcrire parmi nos Pièces justificatives que des documents neufs [1]. C'est à la fois

[1] Deux seuls documents, parmi les deux cent cinquante-un que nous donnons en entier, avaient déjà été produits avant nous. Nous avons cru devoir les rééditer, pour en offrir une leçon plus complète ou plus exacte.

le moyen de simplifier notre publication, et de laisser voir d'un coup-d'œil le surcroît que nous ajoutons au trésor de la science. Les érudits sont devenus avares de leur temps ; il convient de leur épargner la fatigue du double emploi.

Nous nous sommes particulièrement attaché à produire celles des pièces inédites qui à l'avantage de renseigner touchant l'histoire particulière réunissent celui d'intéresser l'histoire générale. Telles sont, par exemple, les lettres de nos rois. Nous en rapportons un certain nombre, omises dans le Recueil des Ordonnances, et dont nous avons retrouvé les parchemins dans les diverses Archives. Est-il nécessaire de dire que nous avons toujours adopté l'orthographe des manuscrits ? Nous nous sommes borné à les rectifier l'un par l'autre, quand nous avons pu nous procurer plusieurs expéditions d'une même pièce.

Peut-être nous reprochera-t-on d'avoir prodigué les textes. Mais ce reproche ne saurait venir d'esprits vraiment versés dans l'érudition. C'est surtout aux documents originaux que les Mémoires de Capmany sur le commerce et la marine de Barcelone doivent d'être aujourd'hui recherchés : et il en est de même de la plupart des ouvrages soit des Bénédictins, soit de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. On ne refera pas de long-temps,

il y a apparence, l'Histoire du commerce de Montpellier. Nos textes offriraient, dans tous les cas, de précieux matériaux à un ouvrier plus habile, qu'un incendie ou un malheur quelconque risquait hier encore d'en priver à toujours.

A une époque de positivisme comme celle où nous vivons, et au début de la nouvelle ère commerciale dont l'Europe salue avec joie l'avènement, la publication des documents commerciaux des siècles antérieurs est de nature à rendre quelques services. La connaissance approfondie du passé renferme en elle le meilleur moyen d'apprécier le bienfait du régime qui s'inaugure sous nos yeux.

Le département de l'Hérault se devait, du reste, à lui-même d'achever son œuvre. N'a-t-il pas réclamé un des premiers, par l'organe de ses principaux mandataires, en faveur de la liberté commerciale [1]? On sera moins étonné de son rôle de féconde initiative dans cette voie d'avenir, quand on lira ici rassemblés les titres nombreux que lui avaient légués les âges précédents à une mission dont le succès constituera auprès de la postérité un de ses plus légitimes motifs d'orgueil.

[1] Voy., parmi les procès-verbaux du Conseil-général de l'Hérault, les vœux émis dans les sessions antérieures à 1860, et les remarquables discours de son président, M. Michel Chevalier.

Nous nous dispensons, en vertu d'un sentiment d'économie méthodique dont les lecteurs exercés nous tiendront compte, de redire ici ce que tout le monde sait concernant l'histoire générale du commerce. Elle a été suffisamment traitée ; et les hommes sérieux nous auraient reproché de nous arrêter à des choses aujourd'hui presque élémentaires.

Il nous eût fallu, si nous nous étions lancé dans ces redites, étendre outre mesure les dimensions de ce travail. L'histoire du commerce de Montpellier est, à certains égards, pour la période que notre livre embrasse, l'histoire même du commerce de la France, puisque, jusqu'à l'acquisition de Marseille en 1481, c'est par Aiguesmortes et Montpellier qu'a eu lieu la plus grande partie du commerce français avec les régions méditerranéennes. A combien de pages inutiles ne nous eût pas assujetti, si nous avions pu la concevoir, la pensée de revenir, ne fût-ce que d'une manière succincte, sur tant de faits déjà incorporés au domaine de la science !

Une sobriété de rédaction analogue distingue la carte qui accompagne ce premier volume. Nous la devons à l'obligeance de M. Régy, ingénieur en chef du service maritime du département de l'Hérault. Il eût été facile de la dresser sur un plan beaucoup plus vaste, qui aurait englobé tous

les pays où s'est répandu le commerce de Montpellier. Mais l'honorable ingénieur a préféré, lui aussi, se restreindre dans un espace du littoral que ses connaissances personnelles le missent en état de mieux décrire, et où il lui fût possible d'ajouter aux études déjà existantes. Nous prions M. Régy d'en recevoir nos remerciements.

Supposer connue l'histoire générale, et établir sur cette base l'édifice complémentaire que nous ont permis de restituer nos recherches individuelles, voilà, en somme, notre dessein. Nous nous estimerons heureux, si le public daigne lui reconnaître, avec l'avantage de grandir, au profit de l'érudition contemporaine, le passé d'une ville qui nous est chère, le mérite d'éclairer certains aspects de l'ancienne France, à la progressive révélation de laquelle nous nous efforçons de contribuer.

# HISTOIRE

DU

# COMMERCE DE MONTPELLIER.

---

## I.

### IDÉE GÉNÉRALE DU SUJET.

Une des choses qui excitent le plus l'intérêt quand on étudie l'histoire de Montpellier, c'est le merveilleux développement qu'y offre dès l'origine le commerce. La ville apparaît à peine formée, qu'elle devient le centre d'un vaste négoce, où se confondent les marchandises comme les races du monde alors connu. Chrétiens d'Europe et d'Asie, juifs, mahométans, orientaux et occidentaux, hommes de tout sang et de toute religion, s'y donnent rendez-vous, au point qu'on pourrait presque appliquer à l'héritière de Maguelone

le dire d'un vieil auteur [1], au sujet de la diversité de la population de Pise au XII[e] siècle. Il n'y a dans le midi de la France, excepté Marseille, aucune ville qu'ait distinguée, à partir des Croisades, une telle variété d'éléments.

Les Croisades, toutefois, n'auraient pas suffi à faire de Montpellier un des plus considérables entrepôts de l'Occident, si la position topographique, d'accord avec l'état social, n'avait favorisé cet essor. Mais quelle admirable situation que celle de Montpellier! Placée comme en sentinelle en face des îles Baléares et de l'Afrique, et illuminée par les splendeurs d'un des plus beaux soleils de l'Europe, l'entreprenante rivale de Marseille communique librement, soit avec l'Espagne, soit avec l'Italie, soit avec les autres points échelonnés sur l'immense lac de la Méditerranée, ouvert à toute heure et en toute saison devant elle. Elle n'a qu'à vouloir pour entrer en mer. Nulle permission, nul passage à demander ou à conquérir; elle tient elle-même les clefs de la navigation. Elle est, d'ailleurs, de nature essentiellement accueillante. Quoique catholique jusqu'au fond de l'âme, et ne sacrifiant rien de ses convictions, elle professe, néanmoins, de remarquables égards pour les personnes. A une époque où les fils d'Israël endurent çà et là tant de révoltantes avanies, elle se borne à tarifer leur admission dans

[1] Donizo, *Vita Mathildis comitissæ*, lib. I, cap. 20, ap. Murat. *Rer. italic. script.* V, 364.

ses murailles et à les exclure des fonctions publiques[1]. Mais, en revanche, elle leur accorde le droit de commercer à leur guise, et les tolère dans certains emplois financiers. Les Sarrazins, à leur tour, peuvent venir trafiquer chez elle, moyennant un péage convenu d'avance[2]. Ils auraient eu, en tout cas, la ressource de recourir à l'intermédiaire des agents juifs, toujours prêts, toujours disponibles lorsqu'il s'agissait de s'enrichir par l'office lucratif de courtier.

Le seigneur de Montpellier n'est pas hostile à cet esprit général de tolérance. Personne n'est, à coup sûr, plus fermement catholique, durant la dynastie des Guillems, et même plus tard sous Jayme I^er^ d'Aragon et les rois de Majorque ses successeurs. Mais les principes que professe le seigneur de Montpellier touchant la pureté du dogme chrétien ne s'étendent pas non plus

[1] Guillem VI, par exemple, enregistre dans son testament du 11 décembre 1146 la défense de mettre à Montpellier aucun juif pour bayle. Guillem V avait déjà fait une disposition analogue en 1121 : « *Prohibeo ab heredibus meis, qui Montempessulanum habebunt,* avait-il dit, *ne aliquam bailiam neque dominationem donent in Montepessulano alicui judæo vel sarraceno.* » Voy. *Hist. gén. de Lang.*, II, 442, et Pr. 416. — « Qu'aucun juif ne soit bayle de Montpellier », répètent en 1172 Guillem VII et en 1202 Guillem VIII dans leur testament. « Le seigneur de Montpellier ne prend jamais de bayle parmi les juifs », précise aussi l'art. 7 de la grande charte du 15 août 1204. Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 61.

[2] Lorsque le pape Alexandre III vint à Montpellier en 1162, il y fut, dit-on, harangué par un prince sarrazin. Voy. *Hist. gén. de Lang.*, II, 490, et *Hist. de la Comm. de Montp.*, Introduction.

aux personnes. Il a vu de près les hommes de l'Orient, et il sait quel magnifique avenir la constance de leurs relations promet à sa seigneurie. Il les protège, au nom et dans l'intérêt de son peuple. Le seigneur n'est pas, du reste, toujours là; et l'administration municipale, qui a la haute main dans les affaires, comprend encore mieux que lui peut-être la nécessité d'encourager des rapports si féconds en résultats.

Avec de pareilles conditions, faut-il s'étonner que Montpellier ait joui d'une telle fortune commerciale? Et y a-t-il, par suite, à s'émerveiller de la présence d'éléments juifs et arabes parmi notre population? Benjamin de Tudela put constater oculairement ce double fait, lorsque sa mission de rabbin visiteur le conduisit au sein de notre ville. « C'est », dit-il dans son *Itinéraire*, « un lieu très-favorable au commerce, où viennent trafiquer en foule Chrétiens et » Sarrazins, où affluent des Arabes du Garb[1], des » marchands de la Lombardie, du royaume de la » grande Rome, de toutes les parties de l'Égypte, de » la terre d'Israël, de la Grèce, de la Gaule, de l'Espagne, de l'Angleterre, de Gènes, de Pise, et qui y » parlent toutes les langues. On y remarque, entre les » plus célèbres disciples de nos sages, Ruben, fils de

[1] Le Garb, comme nous l'avons déjà dit en citant ce même passage dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, c'est l'Afrique septentrionale, le couchant par rapport aux Arabes d'Égypte.

» Théodore, Nathan, fils de Zacharie, Samuel surtout, » le plus important de tous, Selamias et Mardochée. » .... Plusieurs parmi eux sont fort riches et généreux » envers les pauvres; ils secourent tous ceux qui vien- » nent à eux[1]. »

Ces indications d'un témoin oculaire sont précieuses; et rien n'établit mieux qu'elles l'ancienneté de notre existence commerciale. Aussi, dès le XII[e] siècle, éprouvait-on le besoin d'instituer à Montpellier des consuls de mer. C'est au XII[e] siècle également que furent conclus nos premiers traités de commerce. Les conventions relatives au commerce abondent dans nos archives; seigneurs et évêques leur font large part. Un accord de 1140, entre l'évêque de Maguelone Raymond I[er] et le seigneur de Montpellier Guillem VI, consacre le droit d'aborder librement et de séjourner, à volonté, dans leurs ports respectifs[2]. Quelques années antérieurement, le comte de Melgueil Bernard IV avait renoncé au droit de naufrage, c'est-à-dire à la bar-

[1] Benjam. Tutel. *Itinerar.*, Antuerp. 1575 et Lips. 1764. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, II, 516, et *Hist. de la Comm. de Montp.*, Introd.

[2] « *De portu ita dictum est, quod naute liberam habeant facultatem apellendi Tavanum, vel ad portum de Latis, si voluerint; et, si in portu de Latis, propter loci securitatem, remanere voluerint, nullo modo prohibeantur.* » Transaction de septembre 1140, Arch. impér. de Paris, Trésor des chartes, J, 340, et Arch. mun. de Montp., *Mém. des Nobles*, fol. 20 r°. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, II, 429, et Pr. 491, où *Tavanum* est dénaturé en *Tavarum*.

bare coutume pratiquée par la plupart des seigneurs féodaux, de s'approprier les dépouilles des naufragés que la tempête poussait sur leurs domaines; et cette renonciation fut renouvelée en 1149, moyennant finance, par sa fille la comtesse Béatrix, agissant de concert avec son second époux Bernard Pelet [1].

Un des obstacles qui entravaient le plus le développement du commerce, c'était la perception multipliée des péages sur les routes. Chaque seigneur avait son bureau, et y trouvait une source lucrative de revenus [2]. Il fallait acquitter pour les marchandises un impôt fixé d'avance, et l'acquitter souvent plus

[1] Arch. mun. de Montp., *Mém. des Nobles*, fol. 36 r° et v°; et Arch. départ. de l'Hérault, *Cartul. de Mag.*, Reg. A, fol. 168 v°. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, II, 410, 465, et Pr. 524 sq. — Le concile de Rome de 1078 avait frappé d'anathème quiconque spoliait les naufragés. Voy. *Sacros. concil.* Labb. X, 370. Cet usage inhumain subsista toutefois long-temps encore. Voy. Pardessus, *Lois maritimes*, II, cxv sq., et *Hist. gén. de Lang.*, V, 205, où se lit la curieuse scène de pillage qu'offrirent en 1561 les gens de l'évêque d'Agde à l'égard d'une ambassade envoyée d'Orient à notre roi Charles IX. — La ville de Narbonne avait supprimé une des premières cette coutume barbare. Voy. Port, *Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne*, pag. 42.

[2] Même les seigneurs ecclésiastiques. Le Registre B du *Cartulaire de Maguelone*, conservé dans nos Archives départementales, donne le tarif des péages dus à l'évêque de ce diocèse, en qualité de comte de Melgueil et de Montferrand. Le Registre C, fol. 195 r°, contient un autre tarif pour le passage des étangs, en faveur de l'évêque et du prévôt de Maguelone. Il a été publié par M. Pagezy, page 79 de son *Canal maritime du Lez*.

d'une fois, eu égard à l'excessif morcellement du territoire. Les voyageurs payaient même çà et là pour leur personne. Les seigneurs affermaient ordinairement le produit de ce double impôt. Ils y trouvaient leur compte, et le commerce aussi : car ils s'assuraient de la sorte une rente annuelle ou beaucoup d'argent d'un seul coup; et comme ils réglaient par contrat la somme à percevoir sur hommes et marchandises, chacun savait à quoi s'en tenir. On voit, par exemple, le 28 janvier 1176, le vicomte Roger II, fils de Raymond-Trencavel Ier, engager à Elzéar de Castries, moyennant cinq mille sous melgoriens, le péage de la route de Béziers à Montpellier, avec stipulation expresse de treize deniers à percevoir, soit par paquet, soit par balle de marchandise, soit aussi par cavalier, le piéton ne devant payer que trois deniers et une pougeoise, et avec tarif de trois deniers par charge de fer. Elzéar était assujetti, en revanche, à garder et entretenir à ses frais la route de Béziers à Montpellier, en pourvoyant à ce que les voyageurs pussent la parcourir d'un bout à l'autre en sûreté. Les héritiers devaient prendre le même soin, mais se borner à exiger la moitié du tarif, si à la mort d'Elzéar Roger II ne s'était pas racheté de son engagement[1]. Bérenger de Puisserguier tenait à ferme, en vertu d'une inféodation analogue, la leude des chemins

[1] Acte du 28 janvier 1175 (1176), *Cartulaire des Trencavels*, fol. 167 r°. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, III, Pr. 137. — Voy. Pièces justificatives, III.

de Béziers à Narbonne et de Saint-Thibéry à Marseillan [1].

Nos seigneurs, néanmoins, finirent par comprendre jusqu'à quel point ces entraves paralysaient l'essor du commerce; et l'intérêt qu'ils avaient à l'encourager leur suggéra la pensée de notables réductions. Le comte de Toulouse Raymond V, traitant, à titre de comte de Melgueil, avec le seigneur de Montpellier Guillem VIII, promet de renoncer aux nouveaux péages et de se borner à maintenir les anciens [2]. Guillem VIII se lie, de son côté, par une promesse du même genre [3]. C'était justice; il régnait tant d'abus

[1] Actes du 17 octobre 1179 et de juin 1184, *Cartul. des Trenc.*, fol. 168 et 169 r°. — P. J. III.

[2] « *Ego vel alius comes Melgorii, per nos vel per alium, non accipiemus in caminis de Sostanzones et episcopatus Magalone ullum guidaticum nec pedaticum, excepto pedatico veteri, quod est de IIII*$^{or}$ *denariis in Carnone, et excepto pedatico veteri de camino Montisferrandi usque ad Aganticum, et de Agantico usque ad Montempessulanum.* » Acte de mars 1189 (1190), Arch. mun. de Montp., *Mém. des Nobles*, fol. 37 r°. Cf. *ibid.*, fol. 27 r°, et *Hist. gén. de Lang.*, III, Pr. 166. — Le comte Raymond II de Melgueil, dans un accord avec Guillem V de Montpellier, avait déjà, vers 1103, renoncé à certains droits de leude, qu'il avait établis « *de ipsos averos que passara per caminis ni per las vias que veniunt ad Montepistellario* », et s'était engagé à ne les prendre « *ni de jouis ni de christians.* » *Mém. des Nobles*, fol. 27 r°. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, II, Pr. 363.

[3] « *Juro tibi* (Raymundo) *quod de cetero in antea usaticum, pedaticum, guidaticum non capiam nec capere faciam vel permittam in toto Sustancionensi, exceptis usaticis antiquis, sicut in*

sous ce rapport[1] ! Aussi papes et évêques s'efforcèrent-ils de les réprimer. Alexandre III tenta en 1165 une démarche de cette nature auprès du comte de Melgueil Bernard Pelet[2], et Innocent IV en 1249 embrassa dans le même sens la cause des marchands de Montpellier vis-à-vis des nobles de la province de Narbonne[3]. Le concile de Latran de 1179 et les conciles de Montpellier de 1195 et de 1214 en firent autant, en statuant sur la police des péages, et en remettant en vigueur, avec

*cartis continetur de pedaticis compositis; et juro tibi quod, si aliquis homo vel femina aliquid ibi caperet preter usatica vetera, ero tibi domino comiti inde fidelis adjutor et amicus, donec ille desistat, et guerra que inde orta esset componeretur.* » Acte du 29 mai 1190, *Mémorial des Nobles*, fol. 38 r° (rapporté à l'année 1194 par les Bénédictins, *Hist. gén. de Languedoc*, III, 93, et *Spicileg.*, III, 556, de concert avec De Grefeuille, *Hist. de Montp.*, I, 48).

[1] Ils ne demeuraient pas toujours impunis; témoin ce texte de la chronique du *Petit Thalamus*, sous la date de 1217 : « *En aquel an, prezeron li homes de Montpellier Madieyras, que son en Larzac, e deroqueron lo castel, e cremeron los vals; car lo senhor del castel raubava los camins.* »

[2] Bulle du 17 janvier 1165, *Mém. des Nobles*, fol. 13 v°. Cf. Gariel, *Ser. præsul. Magal.*, I, 213, et *Hist. gén. de Lang.*, II, 507. — Nous avons déjà parlé de cette démarche dans notre *Étude sur les comtes de Maguelone, de Substantion et de Melgueil*, de même que dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier* nous avons enregistré la protection accordée en 1162 par cet éminent pontife aux hommes et aux marchands de cette ville.

[3] Bulle du 16 août 1249, Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. E, Cass. V. — P. J., XVII.

les lois contre l'usure, la salutaire et protectrice institution de la Trève de Dieu[1].

Les rois de France régularisèrent les péages, mais les perpétuèrent par cela même. On leur paya le droit de rève, à raison de quatre deniers par livre; le droit de foraine, au taux d'estimation de douze deniers par livre, somme équivalant à l'aide, et en tenant lieu pour les terres où l'aide n'existait pas; le droit de haut passage, montant à sept deniers par livre, exigibles de certaines marchandises destinées à sortir du royaume. Il en fut ainsi jusqu'à Henri II, qui, en 1551, essaya de simplifier cette difficile perception. On revint toutefois en 1556 à l'ancien système, et on ne s'en écarta, sous Henri III et sous les monarques suivants, que pour tomber dans un dédale plus inextricable encore[2]. Il était réservé à l'âge moderne d'abréger la perception de l'impôt en la généralisant.

Il lui appartenait aussi de la soumettre à un mode moins vexatoire. Croira-t-on qu'à la fin du XVII[e] siècle encore la navigation du Rhône se trouvait embarrassée de plus de soixante péages[3] ?

Mais ces entraves étaient communes; tout le monde les subissait, et Montpellier n'en souffrait qu'à l'unisson

[1] *Sacros. concil.* X, 1519 sq.; Baluze, *Concil. Gall. Narbon.*, pag. 28 sq. et 38 sq. Cf. not. pag. 25 sq., et Gariel, *Ser. præsul. Magal.*, I, 305.

[2] Basville, *Mém. pour servir à l'hist. de Languedoc*, pag. 215 sq.

[3] *Ibid.*, pag. 308.

des autres villes. Un mal de ce genre affecte beaucoup moins quand il est partagé, surtout lorsqu'on peut se glorifier du privilége d'exceptionnelles compensations.

Tel fut le sort, tel fut l'avantage de Montpellier. Après avoir joui sous ses premiers seigneurs d'une fortune presque merveilleuse, la libre et forte fille de Maguelone eut l'insigne prérogative de passer aux mains des rois d'Aragon et de Majorque, dont l'habituel éloignement lui permit de vivre de sa vie propre. Elle n'eut alors, à vrai dire, plus de maîtres; elle s'appartint à elle-même. Elle n'eut guère de souverains que pour la forme, auxquels elle eut l'adresse précautionneuse de faire d'avance leur part [1], sauf à l'amoindrir dans la pratique, si faible et si mince qu'elle fût déjà par écrit. Elle utilisa, qui plus est, l'autorité quasi nominale de ces chefs envers elle, en se faisant concéder de précieuses franchises dans le reste de leurs domaines, et en exploitant à son profit particulier le respect de leur pavillon. Faut-il donc s'étonner de la rencontrer sur toutes les plages de la Méditerranée, dans tous les ports, soit d'Espagne, soit d'Italie,

[1] Elle la leur fit, au point de se soustraire à l'onéreuse obligation de péages profitables à leur trésor. « *Dominus Montispessulani* », dit l'article 90 de la charte du 15 août 1204, « *non accipit pedaticum in tota terra Montispessulani.* » *Pet. Thal.*, pag. 42. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 407. — La ville, ou plutôt la commune, retint, conséquemment, pour elle-même le droit de péage.

soit même d'Afrique ou d'Orient? N'obtint-elle pas également un pied-à-terre dans les Baléares, pour prix de sa participation à la conquête de Majorque? Les rois de France eurent beau entreprendre de brider son ambition, en l'obligeant à reconnaître le monopole du port d'Aiguesmortes. Ils avaient en même temps intérêt à la ménager; car ils convoitaient de la posséder quelque jour, et de l'adjoindre comme un riche joyau à leur couronne. Montpellier était alors une des villes les plus enviables et les plus peuplées du Midi. En 1232 déjà, les fours s'y trouvaient insuffisants à cuire le pain nécessaire [1], et il avait aussi fallu y accroître le nombre des églises investies du droit d'administrer les sacrements [2]. Ce progrès se développa, à la faveur de la puissance périodiquement conquérante de Jayme Ier; et ce prince put dire avec orgueil, vers la fin de son règne, que Montpellier avait, sous l'ombre de sa domination, grandi d'une manière presque immense, jusqu'à figurer parmi les villes réputées les meilleures de l'univers [3].

[1] L'acte dont nous invoquons le témoignage dit expressément « *furnos in Montepessulano nunc ediffìcatos non sufficere multitudini hominum de Montepessulano* »; et on prend, en conséquence, la résolution de construire six nouveaux fours. Arch. mun. de Montp., Arm. F, Cass. VII, No 9. Cf. *Gr. Thal.*, fol. 28 vo et 29 ro, et *Pet. Thal*, pag. 333.

[2] Voy. notre récent Mémoire intitulé : *La paroisse à Montpellier au moyen âge.*

[3] « *Que villa sub umbra dominationis nostre, divina potentia*

Cette splendeur alla s'exaltant, et atteignit sans grande éclipse le milieu du XIV[e] siècle. Les monarques français, déjà à demi installés chez nous, s'y substituèrent, à partir de ce moment, aux seigneurs espagnols ; et exempts désormais de jalousie, travaillant pour eux-mêmes en s'occupant du bien public, ne craignant plus de fournir des armes à des rivaux, ils se dévouèrent à l'expansion de notre prospérité. Malheureusement, ils avaient eu à peine le temps de s'asseoir, que s'ouvrait l'ère de nos infortunes nationales. Montpellier, grâce à son éloignement du territoire anglais, fut une des villes qui résistèrent le plus. Quoique lamentablement dépeuplée par les pestes et fortement éprouvée par les innombrables fléaux qui ravagèrent tour-à-tour le pays, elle renfermait une telle exubérance de vigueur, qu'il lui devint possible de lutter contre les attaques de la mort. La défaillance finit cependant par la saisir, et le mal commun par promener sur elle son niveau. L'inexorable nécessité l'étreignit de ses chaînes invincibles. Quelle place pouvait-il rester au négoce, au milieu d'une société

*condonante, crevit nostris temporibus quodammodo in immensum, et una de melioribus villis totius mundi hodie reputatur.* » Charte de Jayme I[er], du 8 février 1272 (1273), Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. VII, N° 1. — Rien n'établit mieux peut-être l'éclat de cet âge d'or que les règlements somptuaires couchés au *Petit Thalamus*, aux dates de 1227, 1255, 1268 et 1273. Ils attestent l'invasion d'un luxe indiquant une richesse exceptionnelle.

sans ressources et sans lendemain, entre gens épuisés de sang et d'argent, réduits à vivre au jour le jour, constamment sur le qui-vive ? Tous ceux que ne retinrent pas des liens trop difficiles à rompre partirent, et derrière cette successive émigration le désert se fit. Les étrangers formaient dans notre ville les deux tiers de la population. Que dut-il donc demeurer, après la retraite de la plupart d'entre eux ? Et comment poursuivre, en dehors de leur concours, la carrière d'une existence commerciale qu'ils avaient tant contribué à créer ?

Ce fut dans ces conditions que Montpellier vit s'acheminer vers son terme le moyen âge. Quand Charles VII, au seuil des temps modernes, commença l'œuvre de la restauration de la France, le mal était presque sans remède. On ne le crut pas d'abord, néanmoins, et Charles VII lui-même entreprit de le guérir. Louis XI et Charles VIII l'essayèrent aussi. Ils songèrent l'un et l'autre à repeupler Montpellier, afin d'y ramener peu à peu le commerce[1]; et cette double tentative ne fut pas complètement stérile. Les registres d'*habitanage* conservés dans nos archives prouvent que l'appel royal eut un certain écho. Nombre d'hommes accoururent de divers côtés, séduits par les priviléges qu'on leur

[1] Nos consuls avaient déjà pris l'initiative d'un essai analogue, comme l'établissent le *Liber affranquimentorum* de 1424 à 1441 et les lettres du 6 septembre 1432, éditées parmi nos documents originaux. On pourrait indiquer des mesures antérieures encore.

offrait. Mais le désert apparaissait si grand ! Les vides étaient si considérables ! Notre population devait se reconstituer à la longue, selon d'autres bases : l'aristocratie judiciaire et savante allait, avec la petite noblesse de village, désireuse de se faire citadine, contrebalancer du même coup, dans l'ancienne capitale du commerce et de l'industrie de la France méridionale, l'industrie et le commerce. Marseille, d'ailleurs, était devenue française, elle aussi. Nos rois avaient acquis en 1481 la Provence, comme naguère le Languedoc. Quel avantage auraient-ils trouvé désormais à opposer Montpellier à Marseille ? Et si des raisons politiques, impossibles à imaginer, leur eussent suggéré la pensée de prolonger un pareil antagonisme, se seraient-ils flattés de le voir réussir au profit de leur fille aînée ? Marseille n'était-elle pas déjà la cité-reine, absorbant et monopolisant tout ce qu'elle peut soumettre au régime dominateur de son sceptre [1] ?

Si au moins Montpellier eût disposé, pour une telle concurrence, d'un port égal en ressources et en fixité à celui de Marseille ! Mais les graux de nos étangs étaient de nature trop capricieuse pour qu'on pût compter sur eux ; et le port d'Aiguesmortes, dont le privilége subsistait toujours, refusait de plus en plus son service. Il nous fallut, sous le poids de cette déses-

[1] Voy. Julliany, *Essai sur le commerce de Marseille*, édition de 1842, T. I, chap. 3 et 4 du livre Ier.

pérante infériorité, patienter jusqu'à la création du canal des deux mers; et quand le port de Cette lui fut adjoint, à titre de tête et de complément, Marseille avait pris un essor que rien ne pouvait maîtriser. Comment lutter avec une place si heureusement située, et en possession de franchises exceptionnelles? L'antique Massilie était déjà, d'une manière presque définitive, la ville de l'avenir.

## II.

### NATURE DU COMMERCE DE MONTPELLIER. — INDUSTRIE LOCALE.

On risquerait d'avoir une idée bien vague du commerce de Montpellier, si l'on ne savait préalablement quelle en était la nature. C'est à éclaircir ce point que nous allons consacrer ce chapitre.

Pour tout homme tant soit peu initié, il est manifeste que le commerce de Montpellier reposait, comme celui de Marseille, de Narbonne et de la plupart des villes du littoral méditerranéen, sur un double mouvement d'exportation et d'importation. Et de même que tous les objets importés ne provenaient pas d'un seul territoire, les marchandises exportées avaient, à leur tour, une provenance diverse. Montpellier était pour beaucoup d'entre elles un lieu de passage, notre ville ne produisant qu'une faible partie de ce qu'elle expédiait.

Dressons d'abord l'inventaire de ce qu'elle produisait; il deviendra plus facile de nous renseigner sur les objets pour lesquels elle ne servait que d'entrepôt.

Les productions émanant de Montpellier étaient, au moyen âge, comme elles le sont aujourd'hui, de deux sortes, ou naturelles ou manufacturées; les unes imputables à la fertilité du terroir, les autres dues au travail de l'industrie. Les produits naturels d'alors ne différaient guère, à certaines exceptions près, de ceux de notre époque, que par leur quantité respective. Le sol, moins morcelé qu'il ne l'est de nos jours, et soumis pour une portion relativement considérable au régime de douce exigence habituel aux biens de main morte, paraîtrait avoir été, par suite, moins fécond. Il comportait, en outre, une plus grande variété de culture : la vigne ne l'avait pas encore assujetti à son absorbant monopole, et les céréales y occupaient une place moins restreinte. Elles n'y rendaient pas toutefois assez pour la consommation ; à peine y suffisaient-elles à la moitié des besoins [1].

Le pays abondait, du reste, comme actuellement, en fruits et légumes de toute espèce. Il n'y avait néanmoins exubérance que pour l'huile et le vin; et c'étaient ces deux genres de denrées qui alimentaient particulièrement notre commerce d'exportation agricole.

Les produits manufacturés se distinguaient davan-

[1] Voy., parmi nos Pièces justificatives, nombre de lettres des règnes de Philippe III, Philippe IV, Philippe VI, Jean, Charles V, etc., d'où ce fait ressort de la manière la plus évidente. La nécessité d'importer à Montpellier des grains de l'extérieur y revient périodiquement.

tage de ceux d'aujourd'hui. Montpellier était spécialement renommé par ses draps et sa teinture écarlate; industrie reléguée pour nous dans l'histoire, et dont il ne subsiste aucune trace dans nos fabriques modernes. Nos fabriques elles-mêmes, prises d'une manière générale, sembleraient être moins nombreuses qu'elles ne l'étaient alors. Est-ce à dire que la population montpelliéraine soit de nos jours inférieure à ce qu'elle était au XIII$^{e}$ siècle? Nous ne le pensons pas; nous la croirions plutôt supérieure [1]: et elle l'est, à coup sûr, de plus de moitié par rapport à ce que les documents nous la montrent dans la première partie du XV$^{e}$ siècle, sous le coup des grandes mortalités et de nos infortunes nationales. Mais la classe riche s'est substituée chez nous à la classe ouvrière; et l'industrie, autrefois dominante dans nos murs avec le commerce, est descendue au second rang. Ce changement ne s'est pas accompli soudainement; il s'est opéré peu à peu, et notre génération l'a vu se réaliser pour certaines branches de travail. Qui de nous ne se rappelle les manufactures de toiles de coton qui fonctionnaient dans nos faubourgs? Elles ont, à l'heure qu'il est, totalement disparu. Et l'industrie du verdet, de son côté, naguère

[1] Les lettres de Charles VIII du 30 mars 1495, déjà citées dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 325, disent que « icelle ville estoit tres grandement peuplée, comme de trente-cinq » à quarante mille feux, à cause du cours de la marchandise et port » de mer. »

si répandue et si productive, ne marche-t-elle pas vers une égale disparition? Quelle remarquable déchéance, quand on la compare à ce qu'elle fut jadis!

Ne nous étonnons donc pas de ne rencontrer que dans les vieilles chartes notre draperie rouge. La rue à demi supprimée qui en garde le nom perpétue en même temps le souvenir d'une industrie bien importante, depuis le lavage et la teinture des laines jusqu'à l'apprêt final des tissus. Ces draps s'expédiaient la plupart en Orient, où l'ampleur des costumes en nécessitait une notable consommation. Montpellier les y envoyait tantôt directement, tantôt par l'intermédiaire des navires italiens. Leur confection constituait une sorte de travail privilégié. « L'étranger », selon l'article 110 de la grande charte du 15 août 1204, « ne peut teindre à Montpellier » aucuns draps de laine avec la teinture de kermès, ni » en toute autre couleur. Il ne doit y vendre en détail » que les draps qu'il portera à son cou [1]. » Guillem VIII avait déjà promulgué en 1181 un statut analogue, également inscrit au *Petit Thalamus* [2], mais sans y mentionner la tolérance ménagée au colporteur. Le monopole perdit plus de terrain encore par le règlement

[1] « *Nullus extraneus homo aliquos pannos laneos in Montepessulano tingere potest in grana, vel in aliquo colore; nec quis extraneus pannos aliquos in hac villa vendere debet ad tallium, nisi eos quos ad collum portaverit per villam.* » *Pet. Thal.*, pag. 48. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 148.

[2] *Pet. Thal.*, pag. 137.

de 1226, en vertu duquel nos consuls étendirent le privilége aux étrangers qui auraient cinq ans de séjour à Montpellier, ou qui y auraient épousé depuis deux ans une femme de la ville [1]. Un nouvel *établissement* de 1251, élargissant toujours le cercle des privilégiés, ne prescrivit plus les cinq ans de séjour, et n'exigea plus qu'on se fût marié à une femme de Montpellier; il se borna à imposer l'obligation de deux ans de résidence, et admit à l'exercice de l'art de la teinture le célibataire lui-même, qui, à l'expiration de ce délai, serait possesseur d'une fortune de 300 livres melgoriennes payant redevance au seigneur de Montpellier, et s'engagerait à habiter la ville pendant dix ans. Tout étranger remplissant ces conditions fut déclaré apte à se livrer à l'industrie de la teinture des draps, après en avoir obtenu l'autorisation des consuls, du conseil et des gardes du métier [2].

Nos bourgeois tenaient donc beaucoup à se réserver le privilége de la teinture écarlate et de la vente des étoffes ou des draps de cette couleur. Le pouvoir seigneurial ne se montrait pas moins jaloux de le leur maintenir, soit par orgueil, soit surtout par intérêt. On voit l'évêque de Maguelone Guillaume Christol promettre, le 13 septembre 1260, de ne pas établir de teinturerie d'écarlate à Montpellier, sans le consen-

[1] *Pet. Thal.*, pag. 138.

[2] *Pet. Thal.*, pag. 138-139.

tement de Jayme I^er [1]. C'était du roi-seigneur que relevait spécialement ce genre lucratif d'industrie ; c'était lui qui en surveillait l'exercice, et qui, dans une pensée d'avenir en même temps que de moralité, en protégeait la réputation, ou en modifiait, selon le besoin, la pratique. Il existe un règlement de Jayme I^er en ce sens, à la date du 4 juin 1265, et il s'en est conservé un autre de son successeur Jayme II du 19 janvier 1296 (1297). Jayme I^er, afin de prévenir toute dépréciation des draps de Montpellier, auxquels on reprochait d'être moins bien teints que les draps de Gènes, de Lucques et de Marseille, veut qu'on augmente la dose de teinture, sauf à permettre comme compensation à l'ouvrier, contraint jusque-là par les statuts à vider chaque fois sa cuve sans y plonger aucune nouvelle pièce, de teindre dans la même eau une biffe ou un autre menu objet [2]. La teinture dont il s'agit s'obtenait, selon toute probabilité, au moyen du produit granuliforme d'une sorte de cochenille, parasite du chêne-kermès, assez commun autrefois dans les environs de Montpellier. Mais on tendait déjà à lui substituer l'emploi de la garance. C'est à cette innovation que se rapporte le règlement de Jayme II. Il tolère, malgré

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XIV, N° 27. Cf. *Petit Thalamus*, pag. 152, *Gall. christ.* VI, Instrum. 372, et Gariel, *Ser. præsul. Magal.*, I, 385.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. A, Tiroir XVI, N° 3. — P. J., XXXIX.

l'interdiction expresse de l'ancienne coutume [1], l'usage de la garance, et autorise même celui de tout autre procédé. Mais il n'admet pas ce nouveau mode pour toutes les étoffes indistinctement. « La teinture de » graine, depuis long-temps usitée à Montpellier, étant » universellement prisée, comme supérieure en élégance » et en perfection à toutes les autres teintures analogues » du monde entier, nous voulons, dit-il, lui maintenir » inaltérablement et à jamais sa pureté, source de sa » réputation. Afin donc de prévenir toute fraude et tout » soupçon de fraude par suite de la ressemblance des » couleurs, nous ordonnons que les draps rouges teints » avec la graine soient fins et à l'abri de tout mélange » de laine ou de teinture, en vertu de l'habitude im- » mémorialement suivie. Nous prescrivons aussi, pour » plus grande sûreté, qu'en tête de chaque pièce sera » apposé par les gardes de la teinture rouge à la graine » un sceau en plomb, au coin de notre sceau à nous » et de la ville de Montpellier, tout comme il se voit » sur notre monnaie d'argent frappée à Castelnau [2]. — » Toute pièce de drap teinte en autre rouge nous devra,

[1] Malgré l'interdiction formulée dans l'article 111 de la charte du 15 août 1204, ainsi conçu : « *Nullus pannus laneus albus tingatur in rogia, ita quod remaneat rubeus, nisi solummodo in grana.* » *Pet. Thal.*, p. 48. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 119.

[2] La monnaie d'argent connue en numismatique sous le nom de gros de Montpellier. Voy. notre *Mémoire sur les anciennes monnaies seigneuriales de Melgueil et de Montpellier.*

» ainsi qu'à nos successeurs, un denier melgorien. —
» Quant aux laines, il y aura pour les peser un poids
» fixe, pesant lui-même huit livres et demie. Chaque
» pesée de cette nature nous vaudra une pite, de la
» part des étrangers et des personnes soumises à la
» redevance dite droit de poids. Les vendeurs astreints
» à ce droit ne pourront peser ailleurs; mais il n'y aura
» ensuite plus rien à payer. Au-delà de huit livres
» et demie, jusqu'à dix-sept livres inclusivement, la
» redevance sera d'une obole, et elle s'accroîtra pro-
» portionnellement, s'agît-il d'un demi-quintal, d'un
» quintal ou d'un poids plus élevé encore, comme il
» est d'usage, sans qu'il puisse être forfait à notre
» droit seigneurial [1]. »

Ce règlement nous montre la teinturerie et la fabrication des draps, conservant à Montpellier, à la fin du XIII[e] siècle, l'importance qu'elles y avaient au siècle précédent. Il témoigne même en faveur de l'extension progressive de cette double industrie. Elle grandissait, malgré les entraves du monopole, sous le double patronage des seigneurs et des consuls, attentifs à en sauvegarder l'honneur et la célébrité traditionnels, puisant chaque jour de nouvelles conditions d'avenir dans la loyauté des hommes qui l'exerçaient, ou qui en surveillaient l'exercice [2]. Les teinturiers de Montpellier

[1] Règlement du 19 janvier 1296 (1297), Arch. mun. de Montp., Liasse cotée *Lanéfice*. — P. J., LX.

[2] Voy., pag. 262 et 263 du *Petit Thalamus*, le double serment

formaient, à eux seuls, une notable corporation. Nous avons encore des statuts qu'elle se donna librement le 17 juin 1340, et où figurent les noms de trente-sept d'entre eux[1].

Les documents nous manquent pour préciser l'origine de la fabrication et de la teinturerie des draps au sein de notre ville. Mais elles y étaient fort anciennes : Guillem V les mentionne, dès 1121, dans son testament[2].

Il n'est pas moins difficile d'assigner le point de départ des autres branches d'industrie qui contribuaient à enrichir au moyen âge Montpellier. A peine subsiste-t-il çà et là quelques lambeaux de leur histoire. Comment donc pourrions-nous prétendre la reconstituer ? Comment surtout parviendrions-nous à renseigner sur leurs débuts respectifs ? L'industrie des blanquiers ou corroyeurs a laissé son nom à une de nos rues, et nombre d'actes attestent l'importance dont jouissaient dans nos murs la préparation et le commerce des cuirs[3]. Mais qui oserait se flatter

que prêtaient les teinturiers et les gardes de la teinture à la graine.

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. I, N° 4. — P. J., CXIX.

[2] *Hist. gén. de Lang.*, II, Pr. 416, et De Grefeuille, *Hist. de Montp.*, I, 17.

[3] Notamment, les formules transcrites pag. 284 et 285 du *Petit Thalamus*. Voy. aussi la charte du 1er septembre 1259 de Jayme Ier, publiée par Capmany, ap. *Memorias historicas sobre la marina, comercio y artes de Barcelona*. Suppl. T. IV, pag. 5, *Colecc. diplom.*

d'en découvrir les commencements et d'en retracer les vicissitudes? Et nos argentiers, si célèbres autrefois, nos émailleurs, nos affineurs de métaux, nos potiers d'étain, pour ne rien dire d'industries plus vulgaires et moins artistiques, qui serait en mesure d'en reconstruire les annales?

Montpellier paraîtrait avoir été au moyen âge une ville de grande industrie, en même temps que de grande marchandise. Ces deux choses se tiennent, et l'une marche rarement sans l'autre. Les formules de serment consignées dans notre *Petit Thalamus* ne permettent point de séparer les deux aspects, et on en peut dire autant du livre des *Établissements*. Qui ne sait la place qu'y occupent, à côté des marchands, les hommes de métiers? La répartition des bourgeois en échelles, pour la garde quotidienne de la ville et pour l'élection des ouvriers de la Commune-clôture, nous représente, tout comme les tableaux de roulement applicables à la nomination annuelle des consuls majeurs, les deux catégories d'habitants prenant leur part des services et des honneurs municipaux. Il fallait nécessairement appartenir à l'une de ces deux classes pour aspirer au consulat, pinacle des fonctions bourgeoises. Il n'y avait d'exception que pour les agriculteurs, hommage bien légitime rendu au premier des arts. Mais l'agriculture

— Il existe, à la date du 20 avril 1506, des statuts à l'usage de la corporation des blanquiers de Montpellier. Arch. du Greffe de la Maison consulaire, Arm. F, Reg. coté 426, fol. 198 r°.

est aussi un métier, pour la plupart de ceux qui y coopèrent. L'exception n'est donc qu'apparente. Les citoyens voués aux professions libérales, les docteurs, les avocats, les notaires, etc., sont seuls exclus du consulat : système diamétralement opposé à nos principes modernes, animés d'un sentiment beaucoup plus juste de la vraie égalité, mais qui, par son étroitesse même, prouve d'une manière caractéristique la prépondérance de l'industrie et du commerce à Montpellier au moyen âge.

La simple mention d'un pareil fait en dit plus que de longs développements. A quoi bon, en présence d'une telle politique, s'évertuer à établir la double suprématie des éléments industriel et commercial au sein de notre vieille Commune? Ne ressort-elle pas à la fois comme cause et comme résultat d'une doctrine si fondamentalement exclusive ? Montpellier renierait, à coup sûr, aujourd'hui son ancienne maxime, si la chute de l'état social dont elle était l'emblème ne l'avait reléguée dans les souvenirs de l'histoire, avec tant d'autres idées égoïstes ou défiantes. Car Montpellier est de nos jours l'une des villes du monde les plus amies du progrès intellectuel. Mais ce changement démontre, à son tour, combien nous sommes loin du temps où le commerce et l'industrie se trouvaient aux mêmes lieux en possession d'un si révoltant monopole, et y exerçaient un empire si inexorablement absolu.

C'est, du reste, un travers assez fréquent, que les

exigences des intérêts matériels partout où ils règnent; et on s'étonnerait presque de voir se perpétuer sous leur domination nos écoles de droit et de médecine, s'il n'y avait eu dans nos murs place pour tout, et si l'Église, plus puissante au moyen âge que le commerce, n'y eût couvert la science de son égide universellement respectée. Nos écoles éprouvèrent, à diverses reprises, un urgent besoin de cette protection. Le pouvoir consulaire, représentant-né de la classe marchande, contemplait d'un œil jaloux les priviléges dont jouissaient nos professeurs et nos élèves; et une de ses préoccupations favorites consistait à les amoindrir, pour tout soumettre au niveau commun. Heureusement le pouvoir ecclésiastique veillait, tantôt intercédant, tantôt menaçant, et défendant son œuvre en patronnant les universités qu'il avait contribué à établir. Le Saint-Siége ne mollissait guère sur ce point : sa présence à Avignon, au XIVe siècle, lui rendait la tâche d'autant plus facile. On vit son légat, le cardinal Bertrand de Deaux, insinuer à nos consuls, s'ils ne se désistaient de leurs rigueurs tracassières, l'intention de déshériter leur ville de la portion la plus durable de sa gloire, en transférant nos écoles dans un centre moins inhospitalier [1].

Le commerce donc, les intérêts commerciaux et industriels, tenant à Montpellier la principale place et

[1] *Hist. de la Comm. de Montp.*, III, 51. Cf. *ibid.*, 143, et Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XXII, N° 11.

essayant de tout façonner à leur image, en absorbant tout, voilà le point culminant de la situation. Montpellier, où le commerce et l'industrie, — l'industrie spécialement, — sont aujourd'hui relégués au second rang, les déployait alors avec ostentation au premier, ville d'importantes fabriques et de grande marchandise, trafiquant plus encore qu'elle ne manufacturait, et ouvrant aux produits les plus divers son universel asile. Elle y trouvait son compte : l'aisance et la richesse entraient avec les articles entreposés ou vendus. Il suffit de parcourir les *leudaires* du *Petit Thalamus* pour admirer la multiplicité des objets payant redevance que Montpellier admettait chaque jour dans ses murs. Le chiffre paraîtra sans doute, de prime abord, assez faible à quiconque lira les tarifs. Mais l'argent n'avait pas encore subi la progressive dépréciation qu'il éprouve depuis le XVI[e] siècle. Le sou d'alors valait plus de deux francs de la monnaie actuelle, le denier équivalant à environ vingt de nos centimes, et la maille ou obole à dix centimes. Et puis la perception de l'impôt se répétait souvent ; elle était même en certains cas périodique : tel marchand tenant table payait trois deniers et demi chaque semaine. La douzaine de cordouans était taxée à trois deniers, excepté celle de provenance roussillonnaise, qui n'en devait que deux. Tout drap de laine de deux cannes [1] payait un denier ; la pièce de futaine

[1] Environ quatre mètres d'aujourd'hui.

un denier; celle d'étamine un denier; celle de poil de lapin ou de lièvre un denier; la douzaine de peaux de mouton affaitées un denier; le millier de vairs quatre sous; les peaux de renard deux deniers; les peaux et les pelisses d'agneau une maille. Le paquet de peaux d'agneau devait en sortant de la ville quatre deniers, comme aussi le paquet de peaux de lapin. La livre de soie d'Espagne donnait un denier; un cuir de bœuf ou de vache, d'âne ou d'ânesse, de cheval, de mulet, de cerf, une maille; un mulet ou une mule, un cheval ou une jument, chacun quatre deniers; âne ou ânesse, bœuf ou vache, un denier par tête; porc ou truie, valant au moins douze deniers, une maille; sarrazin et sarrazine trois sous (Nous traduisons textuellement: le sarrazin et la sarrazine suivent dans le tarif le porc et la truie; l'association, fortuite ou calculée, est caractéristique [1]). Puis, toujours à la suite, hauberts et

[1] L'article est supprimé dans un tarif postérieur, contemporain des rois de Majorque, ce qui semble attester un progrès dans les idées de tolérance. — L'injure d'une pareille association n'existe pas dans les tarifs des péages dus aux évêques de Maguelone; mais on y remarque une distinction non moins curieuse à noter, commune aux Sarrazins et aux Juifs. Le Sarrazin et le Juif qui passent par le grau de Melgueil sont astreints l'un comme l'autre à payer trois sous, de même que la femme juive ou sarrazine. Si cependant la Juive ou la Sarrazine se trouve en état de grossesse, elle paie pour deux, c'est-à-dire six sous. Arch. départ. de l'Hérault, *Cartul. de Mag.*, Reg. C, fol. 195 vº. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 62, et III, 251.

haubergeons, quatre deniers; épée d'Allemagne, un denier; épée de Poitou, une maille; cuir de cerf affaité, un denier; la charge de fer, deux deniers; tout drap de soie ouvré, quatre deniers; grands tapis, quatre deniers; la charge de vin, une maille; la charge de charbon, un denier, etc. [1].

Ce tarif fut modifié : le roi-seigneur Jayme II le simplifia, en 1296, par la fixation d'une cote générale [2]. Tout homme étranger à Montpellier, clerc ou laïque, fût-il prélat ou chevalier, et toute personne n'y possédant pas maison de la valeur d'au moins vingt-cinq livres, durent acquitter au poids du roi, pour les denrées achetées ou vendues, un impôt proportionnel de dix deniers par charge, alors même que l'objet vendu ne serait pas réellement pesé et serait évalué d'après estimation, d'accord avec le vendeur et l'acheteur. L'impôt de dix deniers devait être payé par les deux parties, si elles n'étaient ni l'une ni l'autre de la ville. Si l'acheteur seul était étranger, il payait seul les dix deniers par charge, le vendeur ne payant, de son côté, qu'un denier tournois. Dans le cas où acheteur et vendeur

[1] *Pet. Thal.*, pag. 224 sq. Cf. *ibid.*, 229 sq.

[2] Il avait déjà été modifié antérieurement, comme le prouvent les lettres de Philippe le Hardi du mois de février 1277 (1278), ap. *Ordonnances des rois de France*, IV, 669, et Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 60 v°, où les chiffres diffèrent un peu. — Il modifie lui-même, pour certains articles, le tarif du XII[e] siècle (*Carta de leusdis*), transcrit au *Mémorial des Nobles*, fol. 95 v° et 102 v°. Cf. *Gr. Thal.*, fol. 38 v°, et *Livre Noir*, fol. 47 v°.

auraient chacun maison à Montpellier, valant au moins vingt-cinq livres, ils paieraient chacun un denier et une maille par charge. C'était d'après cette proportion que se percevait l'impôt sur les sucres, les épiceries, le chanvre, le cuir, le verdet, la cire, le suif, le fromage, la chair salée, la laine, le safran, le pastel, etc. Mais la règle admettait des exceptions. La graine servant à la teinture écarlate, par exemple, payait deux sous par charge, et le fer sept deniers. Le quintal de plomb payait deux deniers, ainsi que le quintal de gaude, de bois, de prunes, de figues, de châtaignes, de poix, de semoule, de sel gemme, de vitriol, de riz, de paille, de miel, d'avelines, de fleurs de chardon, etc. Chaque pièce de drap ou de toile vendue par un étranger devait un denier de la part du vendeur, et autant de la part de l'acheteur, de même que chaque livre de soie en pareil cas[1].

Nous risquerions d'ajouter beaucoup à l'ennui de cette nomenclature, si nous consentions à analyser de la sorte tous les tarifs que nous a transmis le *Petit Thalamus*. Il en reste un où sont marqués les droits

[1] *Pet. Thal.*, pag. 234 sq. — Au même ordre d'idées paraît appartenir ce texte d'un statut de Jayme Ier, inscrit au *Grand Thalamus*, fol. 50 vo : « *Statuimus quod nulla extranea persona in Montepessulano deinceps ipsorum vendat vel audeat vendere pannos, telas, vel sericum seu sendatos, piper vel merces aliquas seu res consistentes in pondere, numero et mensura ad tallium, nisi esset petia integra, nec averum de pondere de uno cartairone quintali inferius.* »

dus aux courtiers qui intervenaient pour la vente des marchandises, un autre relatif au péage du pont de Lunel, un troisième concernant celui du canal de la Radelle, un quatrième fixant la redevance exigible sur le chemin de Lattes à Montpellier. Le second surtout paraît être fort ancien. Il porte son cachet de vétusté dans cet article, intercalé juste au milieu d'une énumération de bêtes de somme : « Juif à pied paie six deniers. » Le juif y est, quant à l'impôt, assimilé au roussin, au mulet, etc., en compagnie desquels il se trouve enregistré [1]. Il figure également au troisième tarif, entre la jarre d'huile et l'esclave, à l'unisson de qui il est condamné à payer cinq sous pour droit de passage, c'est-à-dire autant que le gerfaut, et neuf fois plus que le perroquet, qui le suivent, escortés des jambons et des cercles de barrique [2].

Curieux traits de mœurs assurément ! Nous ne voyons pas, néanmoins, que les juifs de Montpellier aient beaucoup souffert de ces taquineries; elles ne les atteignaient qu'indirectement. Leur seul titre de citoyen ou de bourgeois les plaçait dans une sphère inaccessible à pareils affronts. Ils en étaient quittes pour vivre entre eux, dans le quartier où les règlements de police les cantonnaient, avec leur boucherie et leur eau

[1] « *Tot colier que porta mersaria, la cargua* II *s.*, *o* XVIII *d.*, *o* XII *d.*, *o* VI *d.* — *Juzieu a pe pagua* VI *d.* — *Rossi* VI *d.* — *Muol* VI *d.*, *etc.* » *Pet. Thal.*, pag. 239.

[2] *Pet. Thal.*, pag. 242.

spéciales[1], et pour reprendre de temps à autre, quand il y avait redoublement de sévérité, le signe distinctif que l'usage leur prescrivait sur leurs habits[2].

Quiconque tiendrait à se faire une idée de l'importance respective des divers genres d'industrie installés à Montpellier durant le moyen âge, n'aurait qu'à examiner les listes de roulement transcrites au *Grand Thalamus*[3], pour la nomination des consuls. Les changeurs ou banquiers y figurent en tête, avec privilége unique de fournir à eux seuls un consul; et ce témoignage de la prépondérance de l'élément financier sert comme d'enseigne à l'état général des choses. L'argent était le nerf naturel d'une société presque toute de commerce et d'industrie. Cette prééminence est d'autant plus significative, que le tableau de roulement où nous puisons ce fait est daté du 20 février 1393 (1394), c'est-à-dire d'une époque où Montpellier ne possédait plus que six consuls, au lieu de ses douze consuls d'autrefois, et où la verge de nos infortunes nationales venait d'imprimer sur ce régime destiné à périr le sillon d'un premier amoindrissement. Mais la tradition sauvegar-

[1] Voy. l'*établissement* consulaire du 6 mai 1368, *Pet. Thalamus*, pag. 166 sq. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, III, 246.

[2] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, III, 247 sq.

[3] Et aussi au *Petit Thalamus*. Mais nous indiquons de préférence les plus récentes, par manière d'argument *a fortiori*, en même temps que par simplification, les dernières listes n'ayant trait qu'à la nomination de six consuls, au lieu des douze mentionnés au statut de 1252. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, III, 173.

dait sans doute l'ancienne prérogative de la finance ; et on conservait encore, d'ailleurs, l'espoir d'une renaissance, propre à lui rendre son éclat primitif. Les changeurs ou banquiers étaient donc, à la fin du XIVe siècle, possesseurs de l'exceptionnel avantage de fournir à eux seuls un des six consuls investis du droit de régir la Commune. Les poivriers s'associaient aux drapiers et aux bourgeois, rentiers ou capitalistes, pour choisir parmi eux le second consul ; association remarquable, à son tour, en ce qu'elle agrège le haut commerce à la haute société d'alors. L'élection du troisième consul appartenait aux drapiers encore, réunis aux pelissiers ou pelletiers, aux sediers, représentant l'industrie sérigène, et aux merciers. Celle du quatrième consul était faite dans la catégorie des orgiers, des canabassiers, des épiciers ; celle du cinquième consul par les mazeliers ou bouchers, les poissonniers, les courtiers, les blanquiers, les fabres ou forgerons, les sabatiers ou cordonniers ; celle du sixième consul enfin par les fustiers, les peyriers et les laboureurs [1].

Voilà quelles étaient chez nous les professions entre lesquelles se recrutaient les consuls-majeurs. Le recrutement des ouvriers de la Commune-clôture offrait un caractère analogue. Mais, afin d'assurer un contingent de représentation à tous les corps appelés à contribuer

[1] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 159 v° et 160 r°, et *ibid. init.*, fol. non coté. Cf. *Cérémonial des Consuls*, fol. 52 r°. — P. J., CLXXXVII.

à la défense et aux charges de la ville, on admettait à y participer les industries les plus diverses ; et c'est, par suite, dans ce programme que se trouve l'énumération la plus complète des métiers dont se composait notre personnel de travailleurs. Ils étaient répartis en sept échelles, vaquant chacune un jour de la semaine à la garde des portes et des murailles, destinées à protéger par le réseau d'une enceinte unique l'ensemble de la population [1]. Sauf les ordres privilégiés des clercs et des nobles, tout le monde est couché sur les listes de cette sorte de milice permanente ; et voici les groupes successifs qui la constituent.

A l'échelle du dimanche sont rangés les avocats et les notaires, dont on évite avec soin de se passer, aucun bras n'étant à dédaigner ; les barbiers, parmi lesquels il faut sous-entendre les chirurgiens ; les teinturiers ; les mazeliers, *moutonniers* et *porcatiers ;* les poissonniers, les cabassiers, les chandeliers, les peintres et vitriers, les fourniers, les bluteurs, les aubergistes, les merciers de Castel-Moton, et les poulaillers. — A l'échelle du lundi, les pelletiers, les sediers, les tailleurs, les juponniers ou jupiers, les potiers, les barralliers ou tonneliers, les selliers, les verriers. — A l'échelle du mardi, les blanquiers, tanneurs ou cor-

[1] Voy., pour la distribution des rôles et le partage des postes, le statut plus ancien en tête des *Établissements* du *Petit Thalamus*, pag. 95. Ce statut témoigne, en outre, de plusieurs changements survenus dans les diverses échelles.

royeurs, les tessiers ou tisserands, les merciers, les revendeurs, les apprêteurs, les peigneurs, les marchands de la Fabrerie, les laboureurs, les jardiniers, les gardes des poids et mesures. — A l'échelle du mercredi, les courtiers, les cordonniers et savetiers, les serruriers, les fabricants d'épées, les merciers de l'Aiguillerie, des Tables et de Saint-Firmin, les ceinturiers, les freniers, les cordiers, les gaîniers, les faiseurs de besaces, d'escarcelles, etc. — A l'échelle du jeudi, les changeurs, les canabassiers, les blanchisseurs, les épiciers, les poivriers, les bâtiers, les argentiers, les merciers de Saint-Nicolas, les batteurs de toile blanche, les scribes des encans. — A l'échelle du vendredi, les drapiers, les orgiers, les fripiers, les fabricants de chausses, de chandelles, de mesures, etc. — A l'échelle du samedi, les fustiers, les peyriers, les meuniers, les manœuvres, les plombiers et batteurs de feuilles d'étain, les batteurs de feuilles d'or et d'argent, les arbalétiers, les compagnons de la grande orgerie et de l'orgerie du Pyla Saint-Gély, les fustiers de la Blanquerie, les charretiers, les crieurs de vin, les posandiers ou vendeurs d'eau, les messagers, les chapeliers, les sauniers, etc.[1]

Qu'on s'étonne, après cela, de la physionomie démocratique qu'a revêtue durant tout le moyen âge la

[1] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 163 v° sq. Cf. ***Hist. de la Comm. de Montp.***, III, 169 sq. et 175 sq., où se trouve une sorte de statistique industrielle utile à consulter. — P. J., CLXXXVIII.

Commune de Montpellier. Ne résultait-elle pas presque nécessairement de l'organisation sociale que nous venons d'indiquer? Dans un ensemble comme le nôtre, où l'industrie et le commerce tenaient la principale place, où chaque métier, chaque corporation avait son rôle propre et ses représentants spéciaux, ses consuls périodiquement élus, admis à participer, selon leur mesure, au gouvernement public, la démocratie ne pouvait manquer de se faire jour; elle devait même l'emporter, par la force des choses.

De là ce type distinctif de nos institutions municipales, que nous nous sommes précédemment attaché à mettre en relief. Le régime des corporations, alors en vigueur, et qui semblerait avoir dû être un obstacle au développement de la vraie démocratie, concourait, au contraire, à en perpétuer le triomphe, par les liens qu'il établissait entre les membres de chaque association industrielle. Maîtres et compagnons veillaient simultanément au maintien de leurs communs priviléges, et perpétuaient du même coup l'avenir d'institutions dont on n'avait pas encore appris à se passer. Les consuls et les gardes de métiers leur montraient la voie d'une manière si honorable, qu'ils auraient cru forfaire à l'honneur s'ils se fussent abstenus de les y suivre.

## III.

### ROUTES QUE SUIVAIT AU MOYEN AGE LE COMMERCE MARITIME DE MONTPELLIER. — PORTS DE LATTES ET D'AIGUESMORTES.

Une question se présente d'elle-même à quiconque ouvre une Histoire du commerce de Montpellier. Montpellier, se dit-il, n'est pas un port de mer : la mer en est aujourd'hui distante de onze ou douze kilomètres, et il ne paraît pas que l'éloignement ait été beaucoup moindre autrefois. A l'endroit, d'ailleurs, où la Méditerranée se rapproche le plus de la ville, l'accès est intercepté par une barrière d'étangs, dont les eaux vaseuses s'opposent à une facile et salubre navigation. Comment des navires chargés de marchandises auraient-ils pu circuler à travers de pareils marécages ? Comment ensuite s'expliquer qu'on ait si long-temps consenti à voiturer ces marchandises de Montpellier à la mer, ou de la mer à Montpellier ?

L'objection serait sérieuse s'il s'agissait d'une époque comme la nôtre, où se multiplient avec une rapidité

qui tient de l'enchantement les voies de communication. Mais les siècles passés étaient beaucoup plus patients et beaucoup moins inventifs. Ne sait-on pas que le Pirée fut le port d'Athènes, et Ostie le port de Rome ? Et, postérieurement, Pise n'a-t-elle pas compté parmi les principales cités maritimes de l'Italie, quoique située assez loin de la mer ? De nos jours, et en France même, Nantes, Rouen et Bordeaux sont, avec des conditions un peu différentes il est vrai, d'importantes places de commerce. Un rôle analogue est-il donc si difficile à concevoir pour Montpellier, dans un état social comme celui du moyen âge ?

L'héritière de Maguelone devait, du reste, se sentir instinctivement attirée vers le commerce. La pratique de la mer était traditionnelle parmi les familles que la catastrophe attribuée à la politique belliqueuse de Charles Martel avait contraintes à chercher un refuge dans nos murs. Elles y importèrent nécessairement leurs habitudes, et durent, une fois leur ancienne ville détruite et les Sarrazins repoussés par l'effet de cette destruction, s'efforcer de donner libre cours à leurs goûts. La position de Montpellier en face de Maguelone, dont on embrassait de loin le rivage, le leur permit aisément ; et alors s'ouvrit, comme d'elle-même, la première voie où se lança le commerce montpelliérain.

Entre la plage de Maguelone toutefois et la lisière du continent s'étendaient diverses nappes d'eau stagnante, d'inégale profondeur. On les utilisa en guise de ports.

Ce furent des ports naturels, dont l'établissement ne coûta guère que la peine de les creuser davantage, et d'où l'on gagnait ensuite, au moyen des graux, la pleine mer. On employa également le lit des petites rivières répandues dans cette direction, de celle du Lez par exemple, et, en en remontant le cours, on eut, à proximité de Montpellier, un port d'arrivage. Puis, afin d'abréger la navigation et de se soustraire à l'ennui des ensablements comme des sinuosités du Lez, on imagina le système d'un canal [1] ou d'une *robine*, selon le langage d'alors, qui, en recevant à l'aide d'écluses habilement ménagées les meilleures eaux du petit fleuve, les conduirait par une ligne plus directe et moins déclive à la plage la plus voisine du port de Lattes, et offrirait du même coup l'avantage de pouvoir circuler en tout temps, à l'abri des crues torrentielles et des périodiques dessèchements. Ces ouvertures n'étaient accessibles qu'à des barques de restreinte dimension : les gros navires eussent vainement essayé d'y pénétrer. Ils ne pénétraient même pas toujours jusqu'aux étangs ; ils s'arrêtaient en vue des graux, eu égard au manque de profondeur suffisante, et c'était

[1] Il faut se garder de confondre ce canal avec celui qui existe aujourd'hui. La canalisation du Lez, telle que nous la voyons actuellement, ne remonte pas au-delà de 1675. Autorisée par lettres patentes de Louis XIV en 1666, elle a été exécutée au nom du marquis de Solas, aïeul de M. le colonel Hippolyte de Grave, encore propriétaire de ce second canal, au moment où nous écrivons.

sur ces barques d'un moindre tirant d'eau[1] que les marchandises ou denrées s'acheminaient jusqu'au port de Lattes[2].

Il nous semble voir le sourire se dessiner aux lèvres de nos lecteurs, au récit de ces procédés, qui par leur complication rappelleraient presque l'enfance de l'art nautique. Mais gardons-nous de prendre en pitié nos pères. Admirons plutôt leur courage à se servir des ressources qu'ils avaient sous la main, faute de pouvoir s'en créer de factices. On ne connaissait pas alors comme aujourd'hui les entreprises par compagnies et

[1] Il fallait qu'elles en eussent un bien faible, et que tout le reste fût en elles à l'avenant, puisqu'un devis des réparations à exécuter en 1635 à la robine de Lattes assigne à ce canal une simple largeur de trois cannes (environ six mètres) et une profondeur de quatre pans (environ un mètre). Il y avait çà et là, il est vrai, des endroits d'une canne ou de deux mètres plus larges, pour permettre de se croiser aux barques qui se rencontraient montant et descendant. — Arch. dép. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer de Montpellier, B, 60. — P. J., CCXLIX. — Un pareil système de navigation ne pouvait convenir qu'aux bateaux plats d'autrefois.

[2] Ce port, dont le petit port actuel de Carnon pourrait donner une idée, était situé au Sud-Ouest de l'enceinte de Lattes, et à l'extrémité septentrionale de la Robine, qu'on traversait à l'aide d'un pont. Il se trouvait, conséquemment, au-delà du mur de Lattes par rapport à Montpellier, et en deçà par rapport à la mer et à l'étang. On distingue encore les ruines de la porte fortifiée qui conduisait du port dans l'intérieur du village. — C'est à ce lieu que doit s'appliquer la désignation du chroniqueur Roger de Howeden (*Annal.*, Part. post., ann. 1191) : « *Portus de Montepessolano, qui dicitur Lates.* »

par actions ; et il y avait d'ailleurs si peu de sécurité, que, les eût-on connues, on n'aurait osé se risquer dans des tentatives rendues quasi impossibles par le morcellement des juridictions. Il existait autant de seigneurs particuliers que de villes et de villages ; et la ville de Montpellier eut, à elle seule, au XII[e] siècle, jusqu'à trois seigneurs distincts. Elle en avait eu deux au siècle précédent, et elle en conserva deux pendant tout le XIII[e] siècle et la première moitié du XIV[e] [1]. Et autour d'elle, sur la plage maritime comme du côté de la région montagneuse, c'était le même fractionnement. Quand S. Louis fonda le port d'Aiguesmortes, il lui fallut en acheter le terrain aux moines de Psalmodi [2].

La fondation du port d'Aiguesmortes par S. Louis

[1] Voy. l'*Introduction* de notre *Histoire de la Commune de Montpellier*.

[2] « *Dominus rex Francorum, ne sibi possit inferre nocumenta Fredericus peregrinaturo, et portuum opportunitatem denegare navigaturo, sibi in Provincia, super mare Mediterraneum, portum aptissimum multum effusis sumptibus præparavit, et castris fortissimis prudenter communivit.* » Matthieu Paris, à la date de 1246. Cf. Lettre de Clément IV à Louis IX, du 21 septembre 1267, ap. Martène et Durand, *Thes. nov. anecdot.*, II, 405, où le pape loue le roi de France d'avoir fait construire un port à Aiguesmortes, « le seul de son royaume, sur la Méditerranée, propre aux embarquements pour le passage de la Terre-Sainte », et la tour de Constance, destinée à servir à la fois de phare pour les navires et de forteresse pour la sûreté des marchands qui abordaient au nouveau port.

date, comme on sait, du milieu du XIIIe siècle[1]. Ce fut à ce port que vint désormais aboutir le commerce de Montpellier; ou du moins l'autorité des monarques Capétiens voulut bientôt l'y contraindre, dans le double but d'entrer en partage des bénéfices et de s'imposer au pays. Mais jusqu'à ce moment nos marchands demeurèrent libres de communiquer avec la mer par où il leur plut[2], et ils le firent au moyen des graux situés en face de leur ville. Il serait difficile de marquer l'exacte position de ces ouvertures : rien de variable comme elles. Les graux naissent et disparaissent, sans qu'on sache toujours préciser l'époque de leur apparition ou de leur disparition. Le phénomène, de nature capricieuse et le plus souvent indéterminée, qui donne

[1] Voy. *Hist. gén. de Lang.*, III, 461, et Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 34 sq. de l'édition de 1849.

[2] En acquittant toutefois certaines redevances, à l'entrée ou à la sortie des marchandises. Un acte du 23 juillet 1079 nous montre le comte Pierre de Melgueil, celui qui devait, six ans plus tard, se constituer vassal du Saint-Siége, engageant à l'Église de Maguelone « la part de revenus à laquelle il avait droit sur les navires s'arrêtant soit le long des côtes de son domaine, soit dans son port. » Par un autre acte du 9 août suivant, le même Pierre de Melgueil renonce, de concert avec sa femme la comtesse Almodis, en faveur de la même Église, au droit qu'ils avaient coutume de percevoir sur les navires abordant auprès de l'île de Maguelone. Pierre se désista aussi, vers l'année 1083, de la perception d'une leude ou d'un péage établi à Castelnau et à Substantion par son père et son aïeule. Voy. *Hist. gén. de Lang.*, II, 253, et Pr. 301 et 314.

origine à certaine de ces portes, a ordinairement pour suite d'en fermer une autre. Chaque étang, néanmoins, chaque bassin d'eau salée sis le long du rivage méditerranéen, se trouve en relation avec la mer au moyen d'une ou plusieurs ouvertures de ce genre; et si la position topographique de ces dernières est susceptible de changer, le déplacement n'a guère lieu que dans un rayon suffisamment circonscrit pour que l'œil puisse l'embrasser. Peu importe donc en général la fixation rigoureusement précise de la place qu'occupèrent nos graux avant la fondation du port d'Aiguesmortes. Nous n'avons pas beaucoup à regretter l'ignorance où les documents historiques nous laissent parfois à cet égard. La seule chose vraiment utile à savoir, c'est que nos marchands de Montpellier correspondaient avec la mer par celles de ces portes, plus ou moins rapprochées, qui s'ouvraient dans le bassin de nos étangs. ]

Avec la création du port d'Aiguesmortes, ou du moins avec son acquisition[1] par S. Louis, commence un nouvel ordre de choses. Le roi de France, qui jusque-là n'avait pas eu, à lui appartenant, d'issue vers la Méditerranée, put dès-lors s'étendre dans cette direction; et un de ses premiers soins, après avoir mis le port d'Aiguesmortes au service de la Croisade, fut d'en tirer tout le parti possible pour le progrès du

[1] Voy., sur les antécédents d'Aiguesmortes, le troisième chapitre de l'*Histoire d'Aiguesmortes* par Em. di Pietro, Paris 1849. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, III, 593, et *Gall. christ.* VI, Instrum. 202.

commerce, et surtout pour faire concourir la pratique du négoce au progrès même de la royauté. La royauté française, déjà grandie au sein de nos provinces par l'obtention des droits de la maison de Montfort et des Trencavels sur une zone importante du Midi, s'attacha désormais à se compléter de ce côté, soit en recueillant à son profit, au moyen d'une politique habile et persévérante, toutes les conséquences de la conquête opérée à l'aide de la guerre contre les Albigeois, soit en exploitant avec un admirable esprit de suite les occasions que lui fournirent çà et là nos seigneurs méridionaux de s'immiscer dans leurs rivalités. La possession d'Aiguesmortes contribua beaucoup au développement de ce système d'extension. Grâce à l'ensemble d'officiers ou de fonctionnaires qu'ils y entretinrent pour les exigences du commerce et de l'administration, les monarques Capétiens surveillaient de ce poste avancé leur propre accroissement dans nos parages; et Aiguesmortes, malgré son étroite enceinte, devint bientôt un centre d'où se ramifièrent leurs prétentions sur la contrée adjacente. S. Louis lui-même, si scrupuleux pourtant lorsqu'il s'agissait de justice, et si attentif à respecter le droit d'autrui, s'entendit reprocher par le pape la convoitise de ses légistes à l'égard du comté de Melgueil[1]. Il les arrêta bien vite.

[1] Lettres de Clément IV à Louis IX et à l'évêque de Maguelone, du 16 septembre 1266, ap. Martène et Durand, *Thes. nov. anecdot.*, II, 401; *Gall. christ.* VI, Instrum. 373; Gariel, *Ser. præs. Magal.*, I,

Le prince qui avait fait sévèrement rechercher, par l'entremise de commissaires spéciaux chargés de parcourir en enquêteurs les diverses portions du pays, les terres illégalement détenues par le domaine royal, afin d'en prescrire la restitution [1], ne pouvait s'inscrire en faux contre une réclamation du Saint-Siége si raisonnablement motivée.

Mais, s'il ne dépendait pas de S. Louis de se créer des droits qu'il n'avait pas réellement, il pouvait, en revanche, agir en pleine liberté quant à sa ville d'Aiguesmortes. Il y établit l'obligation d'acquitter un impôt d'un denier pour livre sur la valeur des marchandises que recevrait son port. Le monarque entendait subvenir ainsi aux frais nécessités par sa dispendieuse fondation. Il croyait, d'ailleurs, légitime de faire payer au commerce la royale protection qu'il lui accordait, dans un pays où n'existait auparavant aucun abri accessible aux gros navires. Et puis il lui fallait bien, d'une certaine manière, constater son autorité vis-à-vis du nouveau port. Cet impôt, comparé aux redevances analogues perçues par les divers seigneurs, n'avait

309 sq., et Caseneuve, *Franc-alleu de la province de Languedoc*, 2e édit., pag. 287 sq. Cf. Lettre de Grégoire IX du 25 mai 1227 à l'archevêque de Bourges, *Thes*. I, 940, et *Hist. gén. de Lang.*, III, 365 et 508. Consulter, pour toute cette affaire, notre *Étude historique sur les comtes de Maguelone, de Substantion et de Melgueil.*

[1] *Cartulaire de Poussan*, fol. 93 r° et 98 r°. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, III, 458, 481, 485, 494, 495, Pr. 511; et Ménard, *Hist. de Nismes*, I, 326, 328, et Pr. 80.

rien d'excessif. Le pape Clément IV, toutefois, par un conseil souverainement libéral, recommanda au pieux roi, en en autorisant l'établissement, de s'abstenir de l'augmenter [1]; et S. Louis, cette fois encore, tint compte de la recommandation. Philippe le Hardi et Philippe le Bel lui-même, malgré son insatiable besoin d'argent, respectèrent le tarif [2], et ce fut seulement Louis X qui dérogea à l'ancien usage [3]. Mais quand le

[1] Lettre du 21 septembre 1267, ap. Martène et Durand, *Thes. nov. anecdot.*, II, 405. Cf. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, p. 92 sq., en y rectifiant la date, et pag. 481 sq. — Le pape invite le roi, dans cette lettre, à s'entendre pour la fixation de l'impôt avec les pouvoirs intéressés du voisinage, et notamment avec les consuls de Montpellier.

[2] Philippe le Hardi y ajouta temporairement la perception d'un quarantième sur toutes les marchandises introduites à Aigues-mortes, par terre ou par eau, quand il lui fallut pourvoir à la construction de l'enceinte de la ville, et quand il traita, en 1272, pour cette entreprise avec le génois Guillaume Boccanegra. Mais cette imposition extraordinaire, et purement de circonstance, cessa, une fois le travail achevé. Voy. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 112 sq., et *Hist. gén. de Lang.*, IV, 8.

[3] C'est, du moins, ce que dit Philippe le Long, dans les lettres du 20 septembre 1317, où il charge ses commissaires réformateurs de s'enquérir des motifs qui avaient porté les marchands italiens à quitter la sénéchaussée de Beaucaire : « *Ex eo quod*, y lit-on, [*per*] *preclare memorie germanum nostrum karissimum Ludovicum, condam dictorum regnorum (Francie et Navarre) regem, impositio* duorum denariorum pro libra *mercatoribus Lombardis et Ytalicis, in ipsa senescallia comorantibus, pro mercationibus quas exercebant*, de novo *fuit eis imposita.* » Ménard, *Hist. de Nismes*, II, Pr. 24, et III, Not. 19 sq.

changement se fit, l'état de choses qu'il modifiait subsistait depuis plus d'un demi-siècle. L'impôt du denier pour livre ne laissait pas, du reste, que d'être assez productif. Tout le commerce de cette portion du Midi affluait à Aiguesmortes, et Philippe le Hardi avait imposé aux marchands italiens l'obligation d'y aborder avec leurs marchandises [1]. Cette mesure lui fut, en partie, dictée par un sentiment hostile à la maison d'Aragon, dont la branche cadette occupait la seigneurie de Montpellier. Mais nul doute, en même temps, qu'il n'ait voulu centraliser ainsi le commerce au profit de son propre avantage. Les marchands italiens furent, en outre, assujettis à venir fixer leur résidence à Nimes, où une juridiction spéciale, une cour des Conventions-royaux, reçut mission d'expédier leurs procédures. Ces marchands auraient préféré de beaucoup Montpellier; et rien ne le prouve comme l'insistance qu'il fallut mettre à les en arracher. Ils avaient à Montpellier des habitudes de vieille date et des comptoirs plus que séculaires. Le pouvoir royal, toutefois, déploya tant d'énergie, qu'ils se virent contraints d'avoir au moins l'air de s'exécuter. Cette lente et incomplète exécution, ébauchée à contre-cœur, et toute pleine d'arrière-pensées, contribuerait à expliquer le maintien pur et simple, par le fils et le petit-fils de S. Louis, de la redevance primitive d'un denier pour

[1] Voy. notre chapitre IV, sur le Commerce de Montpellier avec l'Italie.

livre perçue au port d'Aiguesmortes. L'augmenter, au milieu de pareilles difficultés, eût été presque provoquer à la désobéissance des hommes que leurs affaires commerciales n'appelaient pas tous à Nimes, et qui auraient de plus fort persisté à vouloir suivre les anciens errements. Aussi ne dut-on se résoudre qu'à la dernière extrémité à accroître le tarif primordial. Il nous a été impossible de retrouver la date précise de cette augmentation. Mais nous ne croyons pas nous écarter beaucoup, en la rapportant d'une manière générale à l'époque où le gouvernement de nos rois, ému par les plaintes unanimes relativement au mauvais état du port d'Aiguesmortes, se sera occupé de sa restauration. Postérieurement aux lettres de Philippe le Long, du 20 septembre 1317, qui font remonter l'origine de la surtaxe au règne de Louis X, d'autres lettres, données à Villeneuve-lez-Avignon le 28 avril 1363 par le roi Jean, mentionnent qu'à l'ancien denier pour livre se trouvait alors ajouté un nouveau denier, à titre de droit de claverie [1], et il est fait allusion à ce droit, le 18 avril 1339, dans d'autres lettres encore, émanées du lieutenant du sénéchal de Beaucaire [2]. C'était, sous

[1] Le nouvel impôt est également indiqué dans des lettres du dauphin Charles, agissant en qualité de lieutenant-général, du 21 janvier 1357 (1358). Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 56. — P. J., CXLII. — Cf. Lettres de Philippe de Valois du 2 octobre 1336, ap. Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 95, où le chiffre d'augmentation n'est pas encore précisé.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 14. — P. J., CXIV.

un nom différent, doubler l'impôt primitivement établi. Mais la moitié ajoutée paraissait nécessaire pour subvenir aux dépenses urgentes. Les marchands italiens n'étaient plus, d'ailleurs, un obstacle aussi grave. Ils arrivaient moins nombreux en France ; et, Montpellier ayant été réuni en 1349 au domaine des rois Capétiens, ils n'éprouvaient ni le même intérêt ni les mêmes entraves à résider au sein de notre ville. L'augmentation fut maintenue [1], et elle subsistait encore au milieu du XVI[e] siècle [2].

Si les marchands italiens se trouvaient soumis à l'obligation d'aborder au port d'Aiguesmortes, à plus forte raison en était-il ainsi des autres, et surtout des nationaux. La mesure devint générale, et, quoiqu'elle fasse plus d'honneur à la politique de nos rois qu'à leur esprit de liberté, demeura comme le moyen efficace de sauvegarder l'avenir de la ville de S. Louis. L'impôt du denier pour livre produisit d'assez notables résultats, puisque non-seulement il s'éleva, par suite de son universalité, à des sommes importantes, mais servit au pouvoir royal à se poser au-dessus de tous les pouvoirs seigneuriaux. La royauté française arrivait de la

[1] Elle fut même doublée, à son tour, momentanément du moins, puisqu'une requête adressée en 1356 par les consuls de Montpellier au roi Jean, parle de « quatre deniers pour livre de toutes les marchandises qui viennent et s'en vont par le dit port d'Aygues mortes. » Arch. mun. de Montp., Arm. Dorée, Liasse 9, N° 14.

[2] Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 143.

sorte, bien que d'une manière détournée, à la situation prépondérante rêvée, ou plutôt entrevue pour elle, par l'éminente sagesse du fondateur d'Aiguesmortes. Quand Philippe le Hardi, en vertu du contrat du mois de février 1277 (1278), astreignit les marchands italiens à débarquer au port d'Aiguesmortes, il ne fit que leur prescrire la pratique d'un usage déjà suivi généralement. Tout navire chargé de marchandises était tenu, une fois entré dans le rayon du phare établi sur la tour de Constance, de venir, sous peine de saisie judiciaire, aborder au port de S. Louis, et d'y acquitter le tribut du denier pour livre[1]. Nos monarques ne transigeaient pas sur ce point. Philippe le Bel et Philippe de

[1] « *Quando excubia turris Aquarum Mortuarum seu alius videt navem vel alia navigia seu eorum vela in mari, quantumcunque in profundum, et quantumcunque a longe, significabatur custodi portus, cum signo cornu seu nanfili, et ipse custos cum ligno seu barqua domini regis armata, ibat ad eos; et licet non proponerent applicare ad portum Aquarum Mortuarum, dictus custos faciebat eos venire pro jure regio exsolvendo; dicens se vidisse plures naves, galeas, taridas, et alia grossa ligna sic adduci ad predictum portum, que erant mercatorum Massiliensium, Catalanorum et Narbonensium, de quorum nominibus dixit se non recordari, nisi videret cartularium clavarie, in quo predicta scribebantur; et soluto denario pro libra, recedebant quocunque vellent, cum licentia curie Aquarum Mortuarum et cum suis mercaturis.* » Déposition du juge d'Aiguesmortes Bernard Marchesi, dans l'enquête de 1299, conservée aux Archives impériales de Paris, Trésor des Chartes, J, 892. — Cf. Lettres de Philippe de Valois du 18 novembre 1329, citées par Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, p. 144.

Valois maintinrent le vieil usage; et leur successeur le roi Jean, de chevaleresque mémoire, alla plus loin encore. Non content de l'avoir sanctionné à son avènement[1], il ordonna, en 1360, qu'il n'y aurait en Languedoc aucun autre port que celui d'Aiguesmortes[2], et approuva la défense intimée par son lieutenant-général dans la province, le comte de Poitiers, aux habitants de Narbonne, de continuer les travaux qu'ils avaient entrepris pour le rétablissement de leur port[3].

Les marchands de Montpellier n'obtinrent guère plus que ceux de Narbonne à cet égard. L'autorisation dont les gratifia en 1364 le maréchal Arnoul d'Audrehem de faire entrer par la robine de Lattes et le grau de Cauquillouse les marchandises ou denrées nécessaires à leur ville[4], fut purement transitoire; et son octroi exceptionnel eut d'ailleurs pour motif, outre une économie de temps et de frais de transport, les entraves que créaient à la circulation sur les routes

[1] Par des lettres du 15 novembre 1350. Voy. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 144.

[2] Em. di Pietro, *ibid.*, pag. 145.

[3] Lettres des 7 février et 27 mars 1359 (1360) adressées par le dauphin Charles, régent du royaume de France, à son frère le comte de Poitiers. Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. VII, N° 29, et Arm. H, Cass. V, N° 40. — P. J., CXLIII.

[4] Lettres du 29 janvier 1363 (1364) et du 6 septembre 1364, *Ordonn. des rois de France*, IV, 240, et Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 18. — P. J., CLV.

les brigandages des Grandes-compagnies. Elle ne dispensait nullement, du reste, de payer au fisc pour les objets ainsi introduits un droit équivalant à celui qu'on eût payé à Aiguesmortes[1]. Elle demeura, malgré cela, essentiellement éphémère. Charles V, à peine monté sur le trône, révoqua la permission du maréchal d'Audrehem. Il exigea, par de nouvelles lettres du 2 novembre 1364, que tous les navires pouvant de la mer apercevoir le phare d'Aiguesmortes eussent à

[1] « *Notum facimus*, dit le maréchal d'Audrehem dans ses lettres du 29 janvier 1363 (1364), *ad nostri presentiam venisse quamplures mercatores,.... asserendo mercaturas eorum non posse ad dictam villam (Montispessulani) adducere de presenti, propter latrunculos nunc discurrentes patriam Lingue Occitane,.... supplicantes.... ut eisdem concedere dignaremur quod dictas eorum mercaturas per aquam vehi et portari facere valeant usque locum Latarum, offerentes se daturos domino regi unum denarium pro libra, de valore seu precio mercaturarum suarum predictarum, pro jure clavarie, donec et quousque dicti latrunculi a regno presenti sint egressi. Nos igitur, cupientes dictos mercatores totis viribus confovere,.... predictis mercatoribus concessimus, auctoritate regia qua fungimur in hac parte, ut dictas mercaturas, quas per terram portare consueverant super muletos, pro obviandis periculis dictorum latronum, possint et valeant per aquam ad dictum locum de Latis portare et exonerare, ac in eodem onerare pro portando apud Montempessulanum, solvendo jura clavarie, que solvissent si in loco Aquarum Mortuarum exonerate extitissent; ordinatione facta ne quis portum a portu de Leucata usque gradum de Passone facere presumat, et aliis ordinationibus contrariis non obstantibus quibuscumque, hinc ad festum Beati Johannis Baptiste proximum.* » *Ordonn. des rois de France*, IV, 240.

aborder à ce port, et à y acquitter les droits précédemment établis [1].

Le privilége du port d'Aiguesmortes fut ratifié par les successeurs de Charles V; et en 1557 encore Henri II ordonnait que des pieux seraient plantés au grau voisin de Mauguio, pour n'en laisser l'accès libre qu'aux seules barques de pêcheurs [2].

On s'explique, à l'aide d'un pareil monopole, comment Aiguesmortes est devenu, à partir du milieu du XIIIe siècle, le port de Montpellier. Mais les deux villes, bien que voisines, sont encore assez distantes l'une de l'autre. Il fallait qu'elles pussent correspondre entre elles par une route qui n'offrît pas trop de difficultés au commerce. Transporter les marchandises par terre eût été démesurément dispendieux, le chemin d'Aiguesmortes à Montpellier n'étant surtout alors ni aussi court, ni aussi commode, ni même aussi sûr qu'il l'est aujourd'hui. La correspondance par eau était possible de deux manières. On pouvait côtoyer le littoral, et, entrant par les graux, venir déboucher dans les étangs répandus le long de la plage; ou bien, — et c'était la voie la plus généralement suivie, — on se dirigeait d'Aiguesmortes, par le canal dit de la Rudelle ou de la Radelle [3], vers l'étang de Mauguio,

[1] *Ordonn. des rois de France*, IV, 502.— Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 291.

[2] Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 149.

[3] Ce canal tombait dans l'étang même de Mauguio. Divers actes,

puis on allait descendre, par la Robine, au port de Lattes, d'où l'on communiquait ensuite aisément avec Montpellier. De Montpellier à Aiguesmortes, on pratiquait la même voie en sens inverse[1].

Aussi le canal de la Radelle a-t-il fourni matière à nombre de dispositions dont nos archives conservent le texte. Le seigneur de Lunel Raymond Gaucelin, par exemple, s'engage solennellement, le 18 novembre 1251, vis-à-vis de nos consuls, qui lui confèrent en échange le titre alors ambitionné de citoyen ou de bourgeois de leur ville, avec diverses maisons dont il convoitait la propriété, à laisser librement circuler par ce canal les habitants de Montpellier, sans jamais recevoir d'eux, pour les denrées qu'ils y conduiraient ou feraient conduire, aucun droit de péage[2]; con-

et notamment des lettres de la reine Blanche de 1250 et une requête de 1346 (Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 59 v°, et Arm. H, Cass. V, N° 26.— P. J., xx et cxxx), tendent à en faire remonter la construction au règne de S. Louis. — Cf. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 80.

[1] Le canal qui vient aujourd'hui aboutir à Lunel n'existait pas encore. Un mandement du sénéchal de Beaucaire, du 23 décembre 1489, mentionne de ce côté une robine alors en simple voie d'exécution : « *Robina dudum temporibus retrolapsis incepta et nondum completa,.... a stagnis et paludibus dicti loci Aquarum Mortuarum usque ad villam Lunelli, pro ibidem transsire faciendo naves mercanciis onustas, a dicta villa Lunelli usque ad Aquas Mortuas et mare.* » Ménard, *Hist. de Nismes*, IV, Pr. 50. — Le canal de Lunel n'a été définitivement établi qu'au XVIII[e] siècle.

[2] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 23 v°. — P. J., xxii.

cession importante, si l'on songe aux entraves qu'apportaient la plupart des seigneurs, dans ces temps d'infini morcellement, au progrès régulier du commerce. Cette faveur exceptionnelle prouve, néanmoins, par son octroi même, que l'usage ordinaire était d'acquitter sur la Radelle, au profit de Raymond Gaucelin, certaine redevance, à titre de droit de circulation. Les successeurs de Raymond Gaucelin exploitèrent comme lui cette source féconde de revenus, qu'un tarif spécial[1] ne tarda pas à régler; mais les gens de Montpellier demeurèrent, à leur tour, en jouissance de l'exemption au prix de laquelle le fier seigneur avait acheté le droit de bourgeoisie dans leurs murs.

Ils en jouirent même lorsque, à partir de 1295, Philippe le Bel, dont la politique était de continuer à s'étendre vers le midi, et qui venait tout récemment d'acquérir, au moyen d'un échange mémorable, la part épiscopale de la seigneurie de Montpellier[2], se fut substitué dans la possession de la baronnie de Lunel aux droits des anciens seigneurs[3]. Les officiers du roi de France eurent beau, s'efforçant de tirer au profit du domaine tout le bénéfice possible de cette double réunion, vouloir astreindre les habitants de

[1] Voy. *Pet. Thal.*, pag. 240 sq.

[2] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 112 sq.

[3] *Hist. gén. de Lang.*, IV, 85 sq. — Philippe le Bel possédait aussi depuis février 1291 les salins de Peccais. Voy. *ibid.*, IV, 69, et Ménard, *Hist. de Nismes*, I, 388.

Montpellier à l'obligation commune du péage sur la Radelle, puis, toujours par zèle exagéré, grossir les tarifs et ériger impérieusement cette route en route unique, afin d'y rançonner au passage tout le commerce de notre ville ; le roi, plus juste ou moins entreprenant, se déclara satisfait du monopole exercé par le port d'Aiguesmortes, et refusa de l'aggraver en y ajoutant celui du canal de la Radelle. Il confirma, soit par l'organe de son sénéchal de Beaucaire [1], soit en son nom propre [2], l'immunité semi-séculaire des habitants de Montpellier quant au péage de la Radelle, et, admettant l'ensemble des étrangers à participer, eux aussi, à tous les avantages contenus dans les anciennes coutumes, se prononça à la fois contre toute élévation arbitraire des tarifs précédemment fixés et contre la prétention de ses agents à soumettre toutes les marchandises ou denrées à se servir exclusivement de son canal. Il maintint, par suite, aux marchands la faculté de conduire comme naguère, s'ils préféraient cette voie, leur cargaison à Montpellier par les graux et les étangs

[1] Sentence du sénéchal Jean d'Arreblay, du 31 janvier 1300 (1301), Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 43 v°. — P. J., LXVI.

[2] Lettres royales du 13 mai 1297, du dimanche après la Saint-Denis 1301, du jeudi après la Saint-Luc 1301, du jeudi après la Saint-Martin d'hiver 1301, du 23 juillet 1304, du 14 mars 1308 (1309), du 14 septembre 1310, et du dernier jour de mars 1312, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 4 *bis*, 8, 9, 12, 10, 13 et 14. — Cf. Biblioth. impér. de Paris, manuscr. du Fonds français coté 8409, fol. 8 r° et 10 r°. — P. J., LXI.

en communication avec le port de Lattes, dès qu'ils se seraient mis en règle vis-à-vis du port d'Aiguesmortes en y acquittant l'impôt ordinaire du denier pour livre, sauf obligation de payer en outre à l'évêque de Maguelone et au roi de Majorque leurs redevances respectives. Il leur permit, qui plus est, s'ils l'aimaient mieux encore, de mener leurs marchandises par terre, en soldant de même les anciens droits : combinaison très-habile; car Philippe le Bel, par ce respect calculé des vieilles pratiques touchant les péages intermédiaires, sauvegardait la chose la plus importante pour lui, c'est-à-dire le monopole du port d'Aiguesmortes. Il attendait là tout le commerce, qu'il eût risqué de mettre en fuite par l'addition de nouvelles chaînes; et comme d'ailleurs il était devenu depuis 1295 maître de la baronnie de Lunel, il percevait encore, en cette qualité, soit par eau, soit par terre [1], certains autres droits de passage, que tous les marchands, à l'exception de ceux de Montpellier, acquittaient de temps immémorial au profit des anciens seigneurs de Lunel. L'envie d'enfler les tarifs ne lui manquait vraisemblablement pas : elle dut plus d'une fois s'offrir à l'esprit d'un monarque sans cesse dominé par le besoin d'argent; et peut-être ne serait-il pas trop téméraire de penser que ses représentants dans le pays, pénétrant

[1] Voy. le tarif du péage du pont de Lunel, pag. 239 du *Petit Thalamus*.—Voy. également le tarif du péage de la Radelle, *ibid.*, pag. 240 sq.

ses intentions, et, oserons-nous le dire, obéissant à de secrètes insinuations, crurent lui plaire en manifestant par intervalles de plus hautes exigences[1]. Mais aussitôt les consuls de Montpellier, gardiens attentifs des franchises de leurs administrés, se plaignaient; et vite le roi, dont la tactique était de faire de la popularité pour arriver à la possession complète d'une ville opulente où il venait à peine de mettre un pied, désavouant ses maladroits éclaireurs, battait en retraite, sauf à les renvoyer à l'œuvre quelques mois après. De là dans nos archives cette série de lettres au moyen desquelles le doucereux monarque mande de temps à autre à son sénéchal de Beaucaire d'avoir à arrêter les entreprises de ses officiers, tantôt méconnaissant le privilége des habitants de Montpellier de pouvoir, aux termes de la concession du 18 novembre 1251, librement circuler sur la Radelle, tantôt exagérant et essayant de monopoliser les péages. Ces officiers royaux n'étaient probablement pas aussi coupables au fond qu'en apparence. Mais il ne convenait guère qu'aux yeux de populations dont on recherchait les utiles sympathies l'autorité royale parût avoir tort. Surprise en flagrant délit d'en-

[1] En exigeant, par exemple, sur la Radelle un denier ou même deux deniers par quintal de marchandises, comme le marque une réclamation du 30 juin 1301, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, No 7; et six sous huit deniers pour chaque centaine de setiers de blé, comme le leur reproche une plainte énoncée dans le manuscrit des Archives impériales J, 892. — Cf. Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 43 vo. — P. J., LXIV et LXVII.

vahissement, elle rejetait la faute sur ses agents subalternes, et, se drapant dans sa dignité, donnait de nouvelles prescriptions pour un retour immédiat à l'ancien ordre de choses, que personne plus qu'elle n'avait cependant intérêt à voir modifier.

Un stratagème si profitable à Philippe le Bel ne pouvait être abandonné par ses fils. Ils en usèrent à qui mieux mieux. Il nous reste, comme preuves à l'appui de ce machiavélisme, plusieurs lettres de Louis X[1] et de Charles IV[2]. Il en subsiste également de Philippe de Valois[3], de Charles V[4], et de son frère le duc d'Anjou[5], exerçant alors les fonctions de lieutenant-général en Languedoc. Ces lettres établissent par leur fréquence la fréquence même des relations de Montpellier avec Aiguesmortes, et le soin vigilant qu'apportaient nos marchands à se mettre en garde contre les usurpations de moins en moins timides des officiers royaux.

[1] Lettres du 6 mars 1314 (1315) et du 10 avril 1315, Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir IV, N° 4, et Arm. E, Cass. II, N° 15. — P. J., LXXX.

[2] Lettres des 26 juin, 13 juillet, 25 juillet, 2 août et 6 août 1324, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, Liasse 22. — P. J., XCII.

[3] Lettres du 22 janvier 1333 (1334), Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 27. — P. J., CV.

[4] Lettres du 11 août 1364, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 28. — P. J., CLIV.

[5] Lettres du 15 mars 1369 (1370), Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 29. — P. J., CLXVIII.

Ne nous hâtons pourtant pas de condamner ces derniers. En faisant ainsi les affaires de la royauté, ils faisaient du même coup celles de la France. La France ne pouvait devenir grande et forte que par la substitution de l'unité monarchique au morcellement féodal. L'avenir et l'affermissement de notre nationalité étaient à ce prix. Le port d'Aiguesmortes lui-même n'eût pu se maintenir sans l'active surveillance des successeurs de S. Louis, surtout lorsque, à partir du milieu du XIVe siècle, presque toute l'attention, par suite de notre duel si complexe avec l'Angleterre, se concentra, comme l'ensemble de nos ressources nationales, sur les rivages de l'Océan. Qu'auraient fait les pouvoirs féodaux, en proie à leurs mesquines rivalités, pour la conservation d'un port à la ruine duquel semblaient travailler, outre l'affaiblissement progressif du commerce et les incessantes menaces de la piraterie, les périls suscités à la navigation par de périodiques ensablements? Les produits ordinaires du monopole, dont l'action centralisatrice de la monarchie assurait d'ailleurs seule la durée, n'auraient pu suffire aux nécessités du port d'Aiguesmortes. La preuve en est dans le doublement des anciennes redevances par l'addition du droit de claverie déjà mentionné au droit primordial d'un denier pour livre. Cette augmentation fut bientôt, à son tour, reconnue impuissante à parer à l'urgence des besoins; car, d'un côté, ceux-ci se multipliaient avec le mal, à mesure que le port d'Aigues-

mortes se trouvait de moins en moins fréquenté, et le remède était, d'autre part, incapable d'opérer l'amélioration qu'on en attendait. Il n'avait rien d'encourageant pour le commerce, qu'il dut plutôt effrayer par un onéreux surcroît d'exigences; et, au lieu de le raviver, il contribua à le paralyser davantage. Il fallut alors indispensablement, sous peine de voir se combler tout-à-fait le port d'Aiguesmortes par l'accumulation des obstacles de diverse nature, recourir à des moyens extraordinaires, et le pouvoir monarchique était seul en état de les prescrire. L'autorité seule investie d'une mission générale paraissait également seule apte à généraliser un impôt destiné à faire face à des besoins communs.

La royauté eut à subvenir de bonne heure à ces besoins. Quand Philippe de Valois arrêta en 1336, à Avignon, le plan d'une croisade que la recrudescence de sa rivalité avec Édouard III ne lui permit pas de mettre à exécution, le port d'Aiguesmortes ne pouvait déjà plus, eu égard à son mauvais état, recevoir sans d'assez grandes réparations une flotte, même la plus ordinaire. Il fallut donner bien vite des ordres pour qu'on se hâtât de le restaurer; et le monarque établit, dans ce but, d'accord avec les prélats, les barons et les villes de la sénéchaussée de Beaucaire, un impôt dont la perception enveloppait tous les habitants du pays indistinctement[1]. Il était plus facile, néanmoins,

[1] Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 79, et Pr. 95.

de prescrire une pareille mesure que de la mener à fin; et c'est surtout dans cette seconde partie de la tâche que se fût révélée l'insuffisance des pouvoirs féodaux. Le gouvernement de Philippe de Valois eut à déployer, malgré son incontestable supériorité, une prodigieuse vigueur, pour réduire sous le niveau fiscal les oppositions divergentes. Il parvint, à force d'énergie, à faire payer la plupart des récalcitrants; et le sénéchal Philippe de Prie, donnant suite à cette politique, présida même à Montpellier, le 12 avril 1337, une imposante assemblée, où l'on s'occupa des moyens d'utiliser le produit de l'impôt. Les habitants de Montpellier y furent investis du droit d'élire un commissaire qui surveillerait les réparations, soit du port proprement dit, soit du canal ou de la robine rattachant le port à la mer [1]. Il ne paraît pas toutefois que ces dispositions aient abouti au résultat ambitionné. Les écrasantes complications qui survinrent dans les affaires de la France auront sans doute, en concentrant les regards vers le Nord, détourné de cette voie l'action gouvernementale. Il y eut cependant, les choses empirant toujours, urgence d'y rentrer; et le roi Jean, malgré l'aggravation des infortunes publiques, essaya un pas dans ce sens, lorsqu'en avril 1363, se trouvant à Villeneuve-lez-Avignon, il ordonna au sénéchal de Beaucaire Pierre-Raymond de Rabastens de se

[1] Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 80. — Cf. De Grefeuille, *Hist. de Montp.*, I, 589.

transporter à Aiguesmortes, afin d'y constater personnellement l'état des lieux et les réparations qu'ils réclamaient. Le sénéchal visita, en effet, du 13 au 15 juillet, le terrain, puis, édifié sur la situation, se hâta de prescrire les travaux nécessaires. Ils furent poursuivis sous le règne de Charles V. Ce prince, qui, n'étant encore que lieutenant-général ou régent du royaume, avait déjà pris en main la cause du port d'Aiguesmortes, par une sage ordonnance touchant l'administration économique de ses émoluments [1], et en interdisant de continuer celui de Leucate, dont les gens de Narbonne préparaient de nouveau la concurrence [2], s'occupa, à peine monté sur le trône, de remettre en honneur les précédents essais de restauration. Il revêtit d'abord du sceau de sa souveraine autorité, le 2 juillet 1364, un projet de réduction que lui présentèrent le sénéchal Pierre-Raymond de Rabastens et

[1] Lettres du 21 janvier 1357 (1358), Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, No 56. — P. J., CXLII.

[2] Lettres des 7 février et 27 mars 1359 (1360), Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. VII, No 28 et 29, et Arm. H, Cass. V, No 40 et 58.— P. J., CXLIII et CXLV.— L'idée d'un port à Leucate était déjà ancienne. Il en est question dès l'année 1309. Philippe le Bel, Louis X, Charles IV et Philippe VI s'en sont successivement occupés. Voy. *Hist. gén. de Lang.*, IV, 145-148. Cf. *ibid.* 518; Pardessus, *Lois maritimes*, III, CVIII; *Ordonn. des rois de France*, IV, 668, et Port, *Essai sur l'hist. du comm. marit. de Narbonne*, pag. 199 sq. — On a repris de nos jours cette même idée, au profit de l'anse de La Franqui. Voy., à ce sujet, l'estimable travail publié en 1858, à Carcassonne, par M. Gary.

le trésorier de la sénéchaussée de Beaucaire Bernard François[1], tous deux commissaires délégués à ce sujet, et dont le but fut de restreindre de six à trois le nombre des officiers préposés au service de la réparation du port d'Aiguesmortes[2], réduction préalablement essentielle ; car les émoluments affectés à la réparation, qui naguère atteignaient et dépassaient même six mille livres par an, avaient baissé au point de ne pas excéder de beaucoup les six cents livres tournois auxquelles montaient les gages annuels des six officiers, maître, surintendants et clavaires ou receveurs, dont le roi réorganisait, en le diminuant de moitié, le personnel. Il ne restait, conséquemment, presque rien, ces gages une fois prélevés, pour les travaux du port, c'est-à-dire pour l'objet même qu'on s'était proposé de réaliser par l'établissement du nouvel impôt[3]. Non-seulement

[1] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 142 v° sq.— P. J., CLIII.

[2] La prépondérance commerciale de Montpellier se révèle encore ici. Charles V, en réduisant les trois surintendants et les deux clavaires ou receveurs, jusque-là préposés, sous l'autorité supérieure d'un maître, à la réparation du port d'Aiguesmortes, à un seul officier de chaque catégorie, stipule que le surintendant et le clavaire maintenus, comme devant continuer à fonctionner en dessous du maître, seront alternativement présentés, le clavaire par les consuls de Montpellier et les consuls d'Aiguesmortes, le surintendant par les consuls de Montpellier, les consuls d'Aiguesmortes et les syndics de Lunel, mais en donnant la priorité de présentation, quant au renouvellement annuel de ces deux officiers, aux consuls de Montpellier.

[3] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 142 v°. — P. J., CLIII.

Charles V restitua aux travaux de réparation du port d'Aiguesmortes, en vertu de cette première mesure, toute la part qu'il lui fut possible de leur réserver sur les recettes de la claverie, mais il s'attacha à leur imprimer une impulsion qu'ils n'avaient pas encore eue. Il recommanda, par lettres expresses du 11 avril 1366, à son frère le duc Louis d'Anjou, investi des fonctions de lieutenant-royal en Languedoc, de les pousser avec activité [1]; puis, la ville d'Aiguesmortes ne pouvant acquitter à elle seule la somme considérable de cinquante-six mille livres tournois, à laquelle s'élevait l'évaluation de ces travaux, il statua qu'il y contribuerait lui-même pour un tiers, que les communautés de la sénéchaussée de Beaucaire fourniraient à leur tour le second tiers, et que le dernier tiers serait pris, soit sur le produit du denier de la claverie, soit, en cas d'insuffisance, sur la recette de l'autre denier perçu au profit du trésor royal [2].

Malgré la pompeuse annonce de ce triple sacrifice, néanmoins, et le zèle que le duc d'Anjou apporta à l'exécution des ordres de Charles V [3], les travaux du

[1] Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 170, et Arch. dép. de l'Hérault, collection inédite de D. Pacotte, tom. VII.

[2] Lettres du 15 décembre 1367, mentionnées par Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 171.

[3] Témoin les ordres qu'il donna, à son tour, à Beaucaire le 3 juillet 1366, et les dispositions qu'il prit à Montpellier le 12 du même mois. Voy. *Hist. gén. de Lang.*, IV, 331, et Ménard, *Hist. de*

port d'Aiguesmortes continuèrent de languir. Il ne faut en faire un crime à personne : l'attention et les forces de l'autorité monarchique étaient absorbées par l'œuvre plus impérieuse de la délivrance et de la reconstitution nationales ; et la province de Languedoc, mise à contribution pour cette œuvre nécessairement prédominante, et tout aussi appauvrie cependant que le reste de la France, ne pouvait fournir l'argent dont aurait eu besoin, pour marcher avec la célérité désirable, la restauration du port de S. Louis. On eut beau tripler, sextupler même, au profit de cette languissante restauration, la double redevance que payaient les navires à Aiguesmortes. Les marchands, rebutés par ce surcroît d'impôts, ne vinrent plus ; ils allèrent, les étrangers surtout, descendre aux ports de Gènes, de Marseille, de Barcelonne ou de Collioure[1], et on atteignit par leur retraite un résultat diamétralement opposé à celui qu'on ambitionnait. Le duc d'Anjou essaya en vain, par de tardifs adoucissements, de les rappeler à Aiguesmortes[2]. Ils persistèrent la plupart dans la direction moins coû-

*Nismes*, II, 283. Témoin aussi l'ordonnance qu'il signa, à Beaucaire encore, le 21 mai 1368, et dont parlent également les auteurs de l'*Histoire générale de Languedoc*, IV, 337.

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 14, 49 et 60. Cf. Ménard, *Hist. de Nismes*, III, Not. 19 sq.

[2] Lettres du 11 mai 1377, Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 49.— P. J., CLXXX.— Cf. lettres de Charles V, de juillet 1366, confirmant celles de Philippe III de février 1277 (1278), *Ordonn. des rois de France*, IV, 668 sq.

teuse et plus sûre vers laquelle ils s'étaient tournés, et les réparations du port d'Aiguesmortes s'en trouvèrent tout juste moins avancées. Charles VI fut contraint de donner, à deux reprises, le 10 juillet 1386, puis le 24 novembre 1400, de nouveaux ordres les concernant[1]. Mais les ressources manquaient, et les lamentables calamités dont la France allait redevenir le théâtre n'étaient pas de nature à permettre de remédier efficacement à un mal que tant d'infructueux efforts n'avaient pu guérir.

Le mal ne fit que s'accroître encore en se perpétuant. Les navires, grâce au progrès des ensablements, arrivaient de plus en plus difficilement sous les murs d'Aiguesmortes[2]. Il leur fallait le plus ordinairement, faute de pouvoir pénétrer dans le port, s'arrêter en vue de la plage, où ils se trouvaient exposés aux déprédations des pirates, et parfois même se pillaient les uns les autres. En 1394, par exemple, au mépris de la sainteté du jour de Noël, un navire venu de Rhodes, et chargé de draps de divers pays, fut attaqué par un patron génois, qui, s'emparant de ses dépouilles, et

[1] Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 171.

[2] Cela explique en partie, et justifierait jusqu'à un certain point, la tentative que se permirent, vers la fin du XIVe siècle, les habitants d'Agde, de construire un nouveau port sur leur plage. Mais Charles VI, par des lettres de novembre 1396, en arrêta les travaux, et, comme pour rendre, à son tour, hommage au monopole, confirma du même coup les priviléges octroyés au port d'Aiguesmortes. Voy. *Hist. gén. de Lang.*, IV, 518.

les réunissant à une cargaison d'épiceries qu'il portait déjà, alla vendre ailleurs le tout ensemble [1].

Est-il besoin d'ajouter qu'à mesure que le désert se faisait ainsi dans le port d'Aiguesmortes, il s'étendait parallèlement dans les murs mêmes de la ville? Charles V avait en vain songé à y remédier, en transférant à Aiguesmortes le droit de bourgeoisie de la *part antique* de Montpellier [2]. Les eaux, privées de circulation, viciaient l'air respirable; et, la mortalité envahissant, la population continuait de s'amoindrir. L'émigration venait, comme à Montpellier, s'ajouter à cette cause d'affaiblissement. Car à quoi bon demeurer dans une ville où l'on mourait de maladie et de misère?

Ce fut dans cet état d'infériorité qu'Aiguesmortes vit s'ouvrir le XV[e] siècle; et les malheurs publics qui remplirent toute la première partie de cette autre période, loin de lui permettre de se relever, ne contribuèrent qu'à aggraver la situation. Vainement Charles VII prodigua les marques d'intérêt et les faveurs à la ville de S. Louis, jusqu'à renouveler pour le Languedoc l'interdiction de tout autre port que le sien, et jusqu'à prescrire l'impérieuse obligation pour certaines mar-

[1] *Pet. Thal.*, pag. 127 de l'édition publiée par la Société archéologique de Montpellier.— Em. di Pietro (*Hist. d'Aiguesm.*, pag. 172) rapporte à tort ce fait à l'année 1393. Le manuscrit original donne, comme le texte imprimé, la date du 25 décembre 1394.

[2] Lettres de Charles V du 29 juillet 1373, *Ordonn. des rois de France*, V, 627 sq. Cf. Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 305, et Pr. 316. Voy. aussi notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 124.

chandises d'entrer en France par cette unique voie [1]. François I[er] lui-même, malgré les améliorations qu'il fit exécuter au port d'Aiguesmortes [2], fut impuissant à y rappeler la vie. Après une courte lueur d'espoir, qu'on prit, hélas ! pour une renaissance, tant les hommes sont enclins à substituer leurs rêves à la réalité ! le mal poursuivit son cours. Les ensablements recommencèrent sur presque tous les points ; et, malgré les promesses de Charles IX et de Henri IV, il fallut nécessairement renoncer à voir le commerce refleurir sur cette plage. Il l'avait décidément quittée ; et, après une si longue série d'efforts inutiles, l'idée ne pouvait plus venir à personne de se remettre à une œuvre signalée par d'irremédiables déceptions. Le port de Cette, projeté dès le XVI[e] siècle, allait remplacer le port d'Aiguesmortes ; et il ne devait rester à la ville de S. Louis, avec son magnifique diadème architectural et son auréole

[1] Lettres du 31 mai 1423 et du 24 septembre 1449. Voy. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 180, et *Hist. gén. de Lang.*, V, 13. — Cf. Lettres de Charles VIII du 23 septembre 1485 et du 27 avril 1488, Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 57. — P. J., CCXVI. — Charles VII fit plus encore : il réduisit à deux deniers pour livre les droits à percevoir au port d'Aiguesmortes sur les denrées et marchandises que l'urgence des besoins avait grevées outre mesure, comme l'établissent ses lettres du 21 mars 1436 (1437), confirmées par Louis XI le 1[er] novembre 1463, par Charles VIII en mai 1484, et par Louis XII en septembre 1499, *Ordonn. des rois de France*, XIX, 343, et XXI, 240.

[2] Ménard, *Hist. de Nismes*, IV, 115, 119, et Pr. 120 sq. Cf. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesm.*, pag. 187 sq.

plus radieuse encore de glorieux souvenirs, que l'abandon et la solitude pour partage.

Voilà un exemple saisissant de ce qu'a de ruineux et de délétère la pratique du monopole. Le commerce, si florissant chez nous quand il pouvait s'y développer librement, subissait la funeste conséquence des entraves que la royauté capétienne avait persisté à lui imposer, et voyait, à son universel détriment, se changer en fruits de mort les conditions vitales qui naguère constituaient sa force et sa splendeur.

Les marchands de Montpellier ne devaient cependant pas se résigner du premier coup à se laisser ainsi immoler. Ils réclamèrent avec persévérance auprès du pouvoir monopoleur, et le contraignirent, au nom de son intérêt même, à leur rendre, ne fût-ce que temporairement, à défaut du port d'Aiguesmortes convaincu d'insuffisance, et d'ailleurs hors de service, les anciennes issues au moyen desquelles ils communiquaient avec la mer. Les successeurs de S. Louis, après avoir long-temps et énergiquement résisté, finirent par comprendre que, se trouvant impuissants à assurer au commerce une route convenable vers la Méditerranée, ils n'avaient néanmoins pas droit d'exiger que, pour la plus grande gloire du monopole, une ville de l'importance de Montpellier se condamnât, de gaieté de cœur, à une ruine certaine. Philippe de Valois commença à autoriser, le 27 juillet 1333, un peu moins de seize ans avant de devenir maître de toute la seigneurie de

Montpellier, la réparation de la robine par laquelle le port de Lattes communiquait avec la mer, et que de récents attérissements du Lez avaient rendue impropre à la navigation [1]. Puis, le 31 mars 1338, il accorda aux navires la faculté d'entrer et de sortir par les graux, jusqu'au prochain rétablissement du port d'Aiguesmortes. Seulement, pour ne rien perdre de ses droits fiscaux, et pour ne rien enlever non plus aux ressources que nécessitaient les travaux de ce rétablissement, Philippe soumit les navires à l'obligation d'acquitter les redevances qu'ils eussent payées à Aiguesmortes même [2]. Cette permission fut prolongée à diverses reprises, en dépit des obstacles qu'essaya d'y apporter le zèle parfois indiscret des officiers royaux [3]; et le monarque en vint, comme conséquence, à prescrire l'entretien des graux appelés à servir provisoirement de ports à la place de celui d'Aiguesmortes, toujours hors d'état d'offrir à la navigation les secours qu'elle réclamait. On le voit notamment, le 7 juillet 1346, enjoindre au sénéchal de Beaucaire de laisser les consuls de Mont-

[1] A ces lettres de Philippe de Valois est joint, dans nos Archives municipales, Arm. H, Cass. V, N° 8, le procès-verbal d'une descente opérée sur les lieux le 19 mars suivant par le Recteur de Montpellier, escorté de témoins et d'experts, avec l'assiette d'un impôt destiné à subvenir aux frais de la réparation. — P. J., CIV.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 14. — P. J., CXIV.

[3] Elle fut prolongée, entre autres, par de nouvelles lettres de Philippe de Valois du 6 avril 1339 et du 29 juillet 1340. Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 13 et 21. — P. J., CXV et CXX.

pellier vaquer librement au curage et à la conservation d'un grau dont ses officiers d'Aiguesmortes prétendaient neutraliser l'existence [1]. Ce grau était des plus utiles; car, se trouvant situé en vue même de Montpellier, il épargnait aux navires de longs détours. C'était, en outre, le grau le plus voisin du port d'Aiguesmortes de ce côté; et il offrait, à ce titre, une voie abrégée de communication entre les deux villes. Cette situation avait de tout temps paru si favorable, que, dès l'année 1250, c'est-à-dire à une époque quasi contemporaine de la création du port d'Aiguesmortes et antérieure à la reconnaissance du monopole de ce dernier, les consuls de mer de Montpellier s'étaient fait inféoder par l'évêque de Maguelone Pierre de Conques le droit d'y établir, moyennant une redevance annuelle [2], un grau et une tour, destinée à servir à la fois de phare et de forteresse. Arnaud de Verdale ajoute, en relatant la concession dans sa *Chronique* [3],

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 25. — P. J., cxxx.

[2] Moyennant la redevance annuelle de quatre livres de poivre. Le poivre était alors, comme on sait, d'un très-haut prix et très-recherché. Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 18 v°, et Arch. départ. de l'Hérault, fonds des consuls de mer, B, 59. — L'évêque se réserva, en outre, un bénéfice plus réel, quoique soumis à des chances d'éventualité : il dut percevoir sur les marchandises passant par le nouveau grau les mêmes droits que dans l'étang de Maguelone.

[3] Voy. De Grefeuille, *Hist. de Montp.*, II, 444. La transaction y est enregistrée à tort sous la date de 1252. La charte originale,

que nos consuls ne tirèrent aucun parti de ce droit [1]. Il ne nous en donne pas le motif ; mais peut-être serait-on autorisé à le rapporter à l'établissement du privilége du port d'Aiguesmortes, proclamé désormais seul et unique port de cette région. Peut-être aussi y aurait-il lieu de l'attribuer à l'ouverture du grau de Cauquillouse. Nos consuls, regardant comme inutile de créer un passage dispendieux, quand la mer leur en frayait un d'elle-même, se seraient alors bornés à compléter l'œuvre de la nature ; et on devrait attribuer à un travail de ce genre la mention couchée au *Grand Thalamus* d'une passe et d'un chemin de vingt-deux cannes, qu'ils auraient fait établir en 1269, à l'aide de pieux ou de piques, entre la goulette de Lattes et le grau [2]. Ce fut,

conservée dans nos Archives de l'Hérault, est expressément datée du 13 avant les calendes de juin 1250.

[1] « *Sed tamen eis usi non fuerunt.* » Fut-ce volontairement ou involontairement ? Il est regrettable que le chroniqueur n'ait rien précisé.

[2] « *Et aquel an meseus* (1269) *feron li dit consols pas e via de* XXII *canas, del gra entro a la goleta de Latas, la cal via trimeron ab pals, presen e consenten l'avesque de Magalona o son mesatge ab los pariers de la sebisses.* » Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 91 r°. — Si, comme le supposait naguère M. Pagezy (*Canal maritime du Lez*, pag. 72 sq.), ce texte concernait, en place de l'ouverture naturelle du grau de Cauquillouse, l'ouverture factice projetée en 1250, on ne s'expliquerait pas qu'Arnaud de Verdale en eût nié l'existence moins d'un siècle après ; et on ne comprendrait pas non plus que nos consuls aient mis tant d'intervalle entre la concession de leur évêque et l'exécution des travaux.

en effet, vers ce temps que se creusa le grau de Cauquillouse, d'après les témoignages les plus certains.

La navigation montpelliéraine persista, du reste, constamment, en dépit du privilége du port d'Aigues-mortes, à se porter vers cette plage rapprochée; et il ne fallut rien moins que les ordres impérieux des successeurs de S. Louis, d'accord avec l'énergique maintien de la franchise dont jouissaient sur le cours de la Radelle les habitants de Montpellier, pour contre-balancer cette tendance presque irrésistible. Notre commerce avait, de longue date et dès le temps des Guillems, adopté de préférence cette direction. Elle est l'objet d'une stipulation spéciale de Guillem VI en septembre 1140 [1], et d'une concession expresse de Guillem VIII en avril 1181 [2]. Et quand le roi d'Aragon Pierre II a, par son mariage avec Marie de Montpellier, succédé à nos anciens seigneurs, c'est encore de ce côté que nos marchands appellent ses regards. Non contents d'obtenir de lui, à titre de gage, pour un prêt

[1] Dans une transaction de ce seigneur avec l'évêque de Maguelone Raymond Ier, où se lit ce qui suit : « *De portu ita dictum est, quod naute liberam habeant facultatem apellendi Tavanum, vel ad portum de Latis, si voluerint; et, si in portu de Latis, propter loci securitatem, remanere voluerint, nullo modo prohibeantur.* » Arch. mun. de Montp., *Mém. des Nobles*, fol. 20 ro. Cf. *ibid.*, fol. 20 vo et 21 ro.

[2] « *Carta que totz hom puesca descargar defora los murs de Latas dans l'estang.* » Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 28 ro et 51 vo. — P. J., v.

d'argent qu'ils veulent bien lui faire, en juillet 1206, la ville de Montpellier, ils exigent la remise de certains châteaux, parmi lesquels figure celui de Lattes, centre privilégié de leurs opérations maritimes, en même temps que forteresse féodale [1]. Plus tard, en août 1231, ils mettent à contribution, au profit de semblables intérêts, le noble fils de ce monarque, l'héroïque Jayme Ier, et se font donner en emphytéose perpétuelle toute la plage, soit des étangs, soit de la mer, comprise entre Cette et Aiguesmortes [2]. Bien long-temps donc avant S. Louis, le commerce de Montpellier faisait route directement en face de notre ville. Il n'abandonna pas complètement cette ligne sous le régime du privilége du port d'Aiguesmortes. Car on comprit à quel point, dans certains cas, pour les navires qui arrivaient de la région occidentale par exemple, la nécessité d'aller aboutir au port d'Aiguesmortes, en allongeant le trajet et en multipliant les causes de dépense, devenait onéreuse. Les bois, entre autres, furent, dès l'origine, affranchis de l'obligation d'avoir à se montrer dans le port d'Aiguesmortes, qu'ils n'eussent fait qu'encombrer. On les autorisa à entrer tout d'abord par les

[1] Charte du 4 juillet 1206, Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. IV, No 2, *Gr. Thal.*, fol. 3 vo, et *Livre Noir*, fol. 19 vo. Cf. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 45.

[2] Charte du 27 août 1231, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 32 vo, et *Livre Noir*, fol. 41 vo. Cf. Arm. Dorée, Liasse A, No 2 *bis*. — P. J., XII.



graux, sauf à payer au passage, conformément aux tarifs ou à la coutume, les droits dévolus soit à l'évêque de Maguelone, soit au roi d'Aragon ou de Majorque [1], et à acquitter en faveur du roi de France, une fois à destination, le denier pour livre qu'ils eussent versé à Aiguesmortes [2]. On adopta une mesure analogue envers les barques ou petits navires pouvant pénétrer par les graux sans décharger leur cargaison. Le roi en fut quitte pour entretenir à Lattes ou sur l'emplacement même des graux un commissaire chargé de prévenir la

[1] Sentence du juge de l'évêque de Maguelone du 12 mars 1266 (1267), Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 54 v°. Cf. Lettres de Philippe le Bel du dimanche après l'Assomption 1295, ap. Ménard, *Hist. de Nismes*, I, Pr. 139, et Enquête des commissaires de Philippe le Bel de 1299, ap. Arch. impér. de Paris, Trésor des Chartes, J, 892.— P. J., LXIV.— Les droits de l'évêque se payaient à la cabane de Carnon, construite en vertu de l'accord du 5 janvier 1272 (1273) entre Jayme I^er et Bérenger de Fredol. Cet accord, en interdisant au prélat de trafiquer sur la plage, l'autorisa à y avoir une simple *cabane* de vingt-quatre pans (environ six mètres) de haut, pour y percevoir ses redevances. Elle fut établie à Carnon, dans le voisinage de Pérols, et demeura le bureau de péage le plus important de nos évêques. Le Cartulaire de Maguelone renferme le texte des règlements qui régissaient ce bureau, et dont on renouvelait chaque année la publication. Les peines qu'on y édicte contre les blasphémateurs rappellent la célèbre ordonnance de S. Louis, et prouvent que nos hommes de mer d'alors n'étaient ni plus révérencieux ni moins joueurs que ceux d'aujourd'hui — P. J., XLVII et CCXXIX.

[2] Lettres de Philippe le Long du 16 octobre 1321, Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 6. — P. J., LXXXIX.

fraude et de percevoir son denier [1]. On maintint, dans le principe, néanmoins, à l'égard des forts navires incapables de s'engager à travers les étangs sans

[1] Lettres de Philippe le Long du 21 juin 1317, Arch. impér. de Paris, Trés. des Chartes, J, 340, N° 37 *quater*.— Outre le texte de ces lettres, qu'on trouvera parmi nos Pièces justificatives N° LXXXIV, et qui concerne particulièrement les navires venant d'Espagne, il existe dans la même layette J des mêmes Archives parisiennes un document coté N° 45, où le bénéfice de la mesure est étendu aux marchands italiens. Nous avons cru y reconnaître la minute d'une transaction entre Philippe de Valois et Jayme III de Majorque, fort peu antérieure à la cession de la seigneurie de Montpellier, quoique sans date officielle. « *Omnes mercatores* », y lit-on, « *quicumque et undecumque venientes, aliique Ytalici, licite in Montepessulano et in castro de Latis mercari poterunt, mercesque suas, que in propriis vasis per mare vehebuntur, et quas in ipsis vasis oneratis introducere per gradus poterunt, et ad Montempessulanum portare voluerint, possint hoc facere, absque eo quod per gentes nostras compellantur ad portum Aquarum Mortuarum venire et ibi ipsas merces exonerare, licet ante comunionem hujusmodi prohiberentur per dictos gradus intrare, quin prius ad portum de Aquis Mortuis applicarent. Cetera vasa, que sine exoneratione vel alleviatione per dictos gradus cum mercibus intrare non poterunt, applicare ad portum de Aquis Mortuis et ibi exonerare, et deveria solvere tenebuntur. Et nos custodem proprium seu leudarium tenere poterimus apud Montempessulanum vel Latis, vel in dictis gradibus, ad custodiendum ne fraus ibi comitatur in nostrum prejudicium, et ad percipiendum jura Aquarum Mortuarum, que recipimus de hiis qui ibi applicant et exonerant de hiis que introducentur per gradus predictos. Et dictus avunculus noster* (*Jacobus*) *leudarium seu custodem proprium tenere poterit in locis eisdem, videlicet in Montepessulano et castro et portu de Latis, ad percipiendum leudam seu theloneum sibi debitum pro portu suo de*

décharger ou alléger leur fardeau, l'obligation d'aller raisonner à Aiguesmortes.

Mais le premier pas était fait. Lancé dans cette voie de tolérance, qui se révélait d'ailleurs aussi comme une voie de conciliation, et où tous les intérêts semblaient devoir trouver leur compte, il devenait facile d'y marcher. Le monarque français n'y perdait rien, puisque, à l'aide de préposés secondaires échelonnés le long de la plage, il touchait périodiquement ses redevances; et il avait, en outre, la satisfaction, assez grande pour un prince jaloux de sa popularité, de ne plus entendre retentir à ses oreilles avec la même vigueur les plaintes de nos marchands montpelliérains. Le port d'Aiguesmortes, qui s'ensablait chaque jour davantage, était, à son tour, soulagé en proportion; et, l'affluence diminuant, on pouvait se croire permis de retarder ou de ralentir des travaux qu'on n'eût pas impunément différé d'accomplir dans d'autres conditions.

Mais, après avoir dispensé de venir au port d'Aiguesmortes les simples barques, il fallut bientôt aussi, par la force des choses, et eu égard au progrès des ensablements, renoncer à y recevoir les navires plus considérables. Il fallut également, par suite, mettre les graux en état de leur livrer passage. Nous avons déjà vu Philippe de Valois autorisant, le 7 juillet 1346, le

*Cocolibero et aliorum locorum suorum.* » — Cf. Lettres du maréchal Arnoul d'Audrehem du 29 janvier 1363 (1364), ap. Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 274 et Pr. 287 sq.

curage et l'entretien du grau de Melgueil. Il était de date récente ; car l'ancien grau de cette portion de plage avait, sans qu'on sache comment, disparu, et elle était même demeurée environ quatre ans démunie d'ouverture de ce genre. Les gens d'Aiguesmortes avaient profité de cet intervalle pour renouveler leurs prétentions ; et quand la nature, en vertu d'accidents dont on ignore les circonstances, fraya le nouveau passage, leur première pensée fut de l'obstruer artificiellement, au moyen d'une embarcation chargée de pierres, afin de réduire nos marchands à l'impuissance de l'utiliser. Mais les consuls de Montpellier, toujours attentifs aux intérêts de leur ville et toujours prêts à les défendre, ne se laissèrent pas ainsi régenter. Ils se pourvurent auprès du roi de France, et en obtinrent les lettres déjà indiquées, grâce auxquelles, à l'aide du mot un peu vague et d'autant plus élastique de curage, ils entraient en possession du droit de compléter le travail de la nature en perfectionnant le nouveau grau ; puis, ils s'attachèrent de tous leurs efforts à contraindre le sénéchal de Beaucaire à s'occuper de leur mise à exécution [1]. Si rien n'atteste qu'ils y aient réussi, ils purent au moins continuer à se servir du grau de Cauquillouse [2], pour l'importation des denrées

[1] Requête consulaire du 19 octobre 1346, Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. V, N° 26. — P. J., cxxx.

[2] Le grau de Cauquillouse servait, en effet, déjà depuis long- … ittance du 20 janvier 1301 (1302), conservée aux

nécessaires à l'approvisionnement de Montpellier. Ils s'en firent donner à diverses reprises l'autorisation [1], sauf à payer toujours, en abrégeant ainsi la route, les redevances dévolues au port d'Aiguesmortes. Ce grau de Cauquillouse paraîtrait avoir eu une importance exceptionnelle. Il fut un moment question d'y établir un port, qui pour nos marchands eût remplacé celui d'Aiguesmortes. Ils le proposèrent à l'autorité royale : nous avons encore le Mémoire qu'ils dressèrent à ce sujet [2], et il offre un très-remarquable ensemble. On y

Archives départementales de l'Hérault, Fonds des consuls de mer, B, 47, fol. 17 r°, et B, 59, nous montre ces magistrats de la marchandise payant aux co-seigneurs de Melgueil, pour la pratique de ce grau, une redevance annuelle d'une livre de poivre. — Le Cartulaire 22 de la Bibliothèque impériale de Paris, plus connu sous le nom de *Cartulaire de Montpellier,* renferme, au fol. 111, un article intitulé : « *Ayso son los usatges del gra de la Cauquillosa, et pagon se a San Miquel.* »

[1] Lettres du comte Jean de Poitiers du 30 avril 1360; du connétable Robert de Fiennes du 27 février 1360 (1361); du maréchal Arnoul d'Audrehem du 6 septembre 1364; et de Charles V du 4 août 1369, Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 39, 42, 45, et Arm. B, Cass. XX, N° 18. — P. J., CXLVI, CXLVII, CLV et CLXVI. — Cf. Lettres du maréchal Arnoul d'Audrehem du 29 janvier 1363 (1364), ap. *Ordonn. des rois de France*, IV, 240.

[2] Il a été publié en 1846 par M. Pagezy, dans son *Projet de canal maritime du Lez*, pag. 67 sq.; mais il s'y est glissé des fautes d'impression qui nous imposent le devoir de le rééditer parmi nos Pièces justificatives, N° CLXIII. — M. Pagezy rapporte avec une grande apparence de raison ce document à la fin de l'année 1366 ou au commencement de 1367.

vante la profondeur peu ordinaire du grau de Cauquillouse, capable de livrer accès à tous les navires, hormis cependant aux plus forts, et de leur permettre d'arriver, moyennant certaines réparations à accomplir à la robine, jusque sous les murs de Lattes[1]. Quant à ceux qui ne pourraient pas entrer, il serait facile de leur créer un abri contre les périls de la haute mer, par la construction d'une jetée. Si le roi agréait ces travaux et daignait concéder au nouveau port quelques priviléges propres à y attirer les marchands étrangers, avec leur famille et leur commerce, à l'instar de ceux qu'avait octroyés S. Louis en faveur du port d'Aigues-mortes, la Commune de Montpellier y contribuerait

[1] Cette partie du territoire de Lattes offrait dès-lors, il paraîtrait, l'aspect naturel que l'œil y remarque actuellement. Des lettres du maréchal Arnoul d'Audrehem, du 26 août 1363, mentionnent déjà la multitude de saules et d'autres arbres qui garnissent aujourd'hui les abords du village : « *Ex multitudine salicum et aliarum diversarum arborum circa locum de Latis et fortalicium dicti castri existentium, locus predictus est adeo absconditus et cohopertus, quod hostes qui presentem patriam et alias circumvicinas discurrunt, et discurrere et equitare nituntur, inter dictas arbores abscondi possunt, et se pluries abscondere ceperunt de die et de nocte, ob quorum hostium abscontionem dictus locus posset per eos faciliter occupari ac etiam devastari; ex quibus posset terre Montispessulani maximum dampnum sequi, si locus predictus sic occuparetur per eos, cum victualia et alie omnes merces que in Montepessulano exercentur per portum de Latis transferantur ad dictam villam Montispessulani...* » Le maréchal permet, en conséquence, de couper les arbres qui constituaient le danger. Ménard, *Hist. de Nismes*, II, Pr. 271.

volontiers. On acquitterait, du reste, au port de Cauquillouse comme à Aiguesmortes le denier pour livre; et le produit de cet impôt serait employé sur les lieux mêmes. L'argent dépensé de la sorte procurerait un port bien supérieur à l'ancien, que tous les sacrifices du monde ne parviendraient jamais à rendre bon.

Cette requête ne manquait ni d'habileté ni même d'une certaine force de raisonnement. L'expérience constatait l'inutilité des tentatives prodiguées pour l'amélioration du port d'Aiguesmortes, et nos Montpelliérains avaient un notable intérêt à lui substituer le port de Cauquillouse, surtout avec la condition qu'ils mettaient de dépenser leur argent chez eux. On ne voit pas cependant que leur projet ait eu de suite. Le roi de France ne pouvait renoncer de gaieté de cœur à son port d'Aiguesmortes, qu'il s'occupait en ce moment même de réparer; et Charles V, d'ailleurs, n'était ni assez libre ni assez entreprenant pour se lancer dans les hasards d'une affaire dont l'avantage ne lui paraissait pas suffisamment démontré.

Quel était ce grau de Cauquillouse, à l'occasion duquel venait de se formuler un si curieux programme?

C'est là une question bien difficile à résoudre aujourd'hui. Rien de plus changeant, on l'a déjà reconnu, rien de plus variable que la situation de nos graux aux diverses époques de l'histoire. N'entendions-nous pas tout-à-l'heure les consuls de Montpellier énoncer devant le sénéchal la fermeture du grau par

lequel l'étang de Melgueil communiquait avec la mer ? N'attestaient-ils pas que cet étang était demeuré quatre ans dépourvu de grau, puis qu'une nouvelle brèche s'était fortuitement créée, au grand désappointement des gens d'Aiguesmortes, qui s'étaient hâtés d'en obstruer le passage, de peur que le commerce de Montpellier ne s'en emparât ? Ces vicissitudes ne sont nullement inouïes dans nos annales : la Chronique du *Petit Thalamus* en mentionne plusieurs exemples, et une enquête de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle en renferme quelques autres. Cette pièce, naguère citée dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier,* existe aux archives de l'Empire, et elle est de la plus haute valeur pour notre navigation locale. L'enquête qui s'y trouve consignée fut entreprise sur ordre de Philippe le Bel, désireux de mettre un terme à d'incessantes réclamations du roi de Majorque. Le monarque, par des lettres datées de Paris le lundi après l'Épiphanie 1298 (1299), en confia le soin à l'évêque de Soissons Gui de la Charité et à l'archidiacre de Lisieux Richard Neveu, qui devait bientôt après occuper le siége épiscopal de Béziers. Les deux commissaires se rendirent sur les lieux mêmes, et s'y livrèrent à une minutieuse instruction, questionnant les personnes de la localité, les vieillards surtout, dont les souvenirs remontaient plus loin, et recueillant les témoignages, qu'un notaire enregistrait au fur et à mesure. Rien donc de plus certain ni de plus authentique que cette série de dépo-

sitions émanées d'hommes pertinemment renseignés. La conservation d'un pareil document, quoiqu'on ait à regretter la perte de ses derniers feuillets, est une sorte de bonne fortune. Pour une époque où les statistiques sont si rares, c'est presque une statistique, et une statistique d'autant plus précieuse qu'on y lit concernant l'état de notre plage nombre de détails absents partout ailleurs.

[ La communication de l'étang voisin de Montpellier avec la mer eut lieu, au XIII[e] siècle, nous apprend-elle, au moyen de quatre graux, non simultanés toutefois, mais successifs, savoir le grau Neuf, le grau de Maguelone, le grau de Cauquillouse et le grau de Vic. Ces deux derniers, contre l'usage habituel, existèrent en même temps[1]. Celui de Cauquillouse prit naissance vers 1268, et celui de Vic vers 1290[2]. Le

[1] « *Petrus Rollandi,.... etatis, ut dicit,* LX *annorum, dixit se vidisse et audisse a* XL *annis usque ad* X *annos proxime preteritos, quatuor gradus in rippa maris, circa seu prope monasterium Magalone, quorum unus vocabatur gradus Novus, alter gradus de Magalona, alter gradus de Cauquilhosa, et alter gradus de Vico, non tamen simul; sed quando unus fiebat per fortunam maris, alter claudebatur. Finaliter tamen remanserunt dicti gradus de Vico et de Cauquilhosa.* » Enquête mentionnée, audience du 24 avril 1299.

[2] « *Guillelmus Roqua de Melgorio, laborator, etatis* L *annorum et amplius,.... dixit quod gradus de Cauquillosa fuit apertus per fortunam maris, bene sunt* XXX *anni et plus, scilicet per unum annum vel circa, ut sibi videtur, antequam ipse qui loquitur moraretur ibidem. Item dixit quod gradus de Vico tunc non erat*

grau de Cauquillouse demeura donc durant cet intervalle de plus de vingt ans la seule porte qui conduisît

*apertus. Et dixit quod, antequam fieret dictus gradus de Cauquillosa, erat quidam alius gradus prope Magalonam, ad quem tunc applicabant omnia navigia, sicut postmodum applicaverunt ad dictum gradum de Cauquillosa.* » *Ibid.*, audience du 25 avril 1299. — « *Nicolosus de Riverolo, oriundus de Janua, habitator Aquarum Mortuarum, marinarius, etatis, ut dicit,* LXX *annorum,..... dixit quod a modico tempore citra, scilicet a* X *annis citra, usitatum est barquas venire ad dictum gradum de Vico. Qui gradus de Vico factus est a* X *annis citra. — Petrus de vico de Mesoa, olim marinarius, nunc laborator,.... etatis, ut dicit,* LV *annorum, vel circa,..... dixit se vidisse et audivisse, bene sunt* XXXV *anni, quod ipse piscavit multotiens et multis diebus in mari Magalonensi, quo tempore non erant isti gradus, qui nunc sunt, videlicet de Cauquillosa et de Vico, quoniam non sunt nisi* XXX *anni, vel circa, quod dictus gradus de Cauquillosa fuit apertus et factus, nec sunt nisi* VIII *anni, vel circa, quod ille de Vico fuit similiter factus et apertus, ut dicit; sed tunc temporis erant duo alii in rippa prope Magalonam, qui modo sunt obturati et desiccati, ad quos vidit et audivit, ut dicit, naves, galeas, ligna, barquas et alia navigia applicare, honerare et exhonerare, intrare et exire, et merces apud Latas portare.... Dicit tamen quod navigia grossa non poterant intrare dictos gradus.... Et hoc idem dixit se postmodum vidisse fieri pluries et diversis temporibus in gradu de Cauquillosa, et etiam in gradu de Vico. — Johannes Praderii de Mesoa,.... olim marinarius, nunc mercator, etatis, ut dicit, bene quatuorviginti annorum,.... dixit se vidisse et audisse, bene sunt sexaginta anni, quod in rippa maris Magalonensis prope Magalonam erat quidam gradus, qui vocabatur gradus de Magalona, qui duravit per longum tempus, et postea fuit et est obturatus et desiccatus. Deinde post, bene sunt* XXX *anni, gradus de Cauquillosa fuit factus et apertus, et ille de Vico bene sunt* XII *anni....* » Ibid.

de l'étang à la mer. Le grau de Vic, à partir du jour où la nature le creusa, lui fit concurrence. Mais, comme il ne présentait pas autant d'avantages, il se trouva beaucoup moins fréquenté. Il ne correspondait pas, en effet, en ligne aussi directe avec le port de Lattes outre qu'il n'avait probablement ni la même largeur, ni la même profondeur. Le grau de Cauquillouse fut long-temps un grau exceptionnel; et rien ne le montre mieux que le projet dont nous venons de parler, conçu un siècle après sa formation, pour y établir le principal port de Montpellier.]

Si toutefois l'histoire constate avec certitude l'existence et la succession de ces divers graux, elle ne saurait déterminer avec une justesse équivalente leur topographie respective. La physionomie actuelle des lieux ne saurait être à cet égard que d'un secours secondaire, par suite des périodiques déplacements qu'ont subis durant les siècles postérieurs ces passages maritimes. Nous pencherions, néanmoins, à croire que le grau de Cauquillouse a dû faire face, en inclinant vers la gauche, à la robine de Lattes. Il aurait alors occupé une position mitoyenne entre le grau de Pérols ou de Carnon et le grau de Palavas d'aujourd'hui. Cette situation résulte pour nous de l'examen des documents originaux [1],

[1] Elle résulte aussi de l'étude d'une excellente carte qu'a bien voulu nous communiquer M. l'ingénieur Régy, et où sont très-exactement indiqués jusqu'aux moindres accidents de la plage dont nous nous occupons.

et elle explique l'importance qu'attachaient nos marchands à y établir un nouveau port. Ce port eût eu pour auxiliaire l'étang même, et eût aisément correspondu avec le petit port d'arrivage, alimenté, sous les murs de Lattes, par les écluses du Lez.

Il serait plus difficile encore peut-être de déterminer l'endroit précis où s'ouvraient les autres graux mentionnés dans l'enquête des commissaires de Philippe le Bel. On se représente bien l'espace qu'ils auront arrosé, mais sans qu'il soit possible de marquer rigoureusement le point du littoral qu'ils ont couvert de leurs eaux. Deux d'entre eux étaient déjà complètement fermés à la fin du XIII[e] siècle, et les couches subséquentes d'alluvions ont dû anéantir leurs derniers vestiges. Ce serait travailler stérilement pour la science historique que d'entreprendre de fixer la trace de flots variables selon le caprice des vents. Le grau de Cauquillouse lui-même, en dépit de sa profondeur, ne put échapper à la loi commune: un témoin, âgé de cinquante-cinq ans, déposa devant les commissaires royaux avoir vu la mer le déplacer, en se frayant à côté de l'ancien lit une autre ouverture [1].

[1] « *Raimundus Calberti de Lerida, olim mercator, etatis, ut dicit,* LV *annorum,... dixit... se vidisse semel vel bis quod gradus de Cauquillosa mutatus fuit per fortunam maris, quoniam mare perforabat terram alibi ibi prope, et faciebat novum gradum, per quem similiter intrabant dicte barque.* » Enquête déjà citée, audience du 22 avril 1299.

Laissons donc aux géologues et aux ingénieurs l'exclusive jouissance d'un domaine qu'ils sont seuls capables d'explorer avec profit, et n'allons pas, quand d'autres questions plus importantes réclament nos efforts, nous consumer sur de vaines curiosités. Abandonnons-leur également le soin de rechercher jusqu'à quelle époque ont subsisté les graux de Vic et de Cauquillouse. Nous n'aurions que des hypothèses à émettre, et le lecteur nous reprocherait de nous y arrêter. Mieux vaut ressaisir le terrain solide de l'histoire, en visitant à la suite de nos marchands les régions qui ont servi de théâtre à leur développement commercial.

## IV.

### COMMERCE DE MONTPELLIER AVEC L'ITALIE ET LA SICILE.

Il était nécessaire, avant de rechercher les traces de nos marchands à travers les régions diverses où s'est répandue leur activité, d'établir en quoi consistait leur négoce et par quelles voies ils trafiquaient. Ces deux questions éclaircies, nous pouvons nous mettre à recueillir les faits particuliers relatifs à leur expansion, soit en Italie, soit en Orient, soit en Espagne, soit au nord de la France et au-delà. Afin de procéder avec ordre dans une si vaste exploration, nous la distribuerons par zones, en partant du bassin de la Méditerranée; et nous diviserons celui-ci, à son tour, en plusieurs groupes, à la tête desquels figureront nos rapports avec l'Italie et la Sicile. C'est, nous croyons, la marche la plus méthodique, l'Italie ayant primé pour la fréquence des relations.

Les rapports de Montpellier avec ce pays datent de fort loin. Ils ont dû commencer le jour où les états

italiens du moyen âge eurent une marine. Mais il n'est guère possible de préciser plus nettement leur point de départ. La première mention circonstanciée qu'on en rencontre se rattache à l'histoire de la seigneurie de Guillem VI, et à celle du mouvement populaire qui déposa au sein de notre ville le germe de la grande existence communale dont nous avons esquissé ailleurs les vicissitudes[1]. Guillem VI, forcé de se retirer devant l'émeute, ne put reprendre possession de Montpellier qu'avec le secours du comte de Barcelone et des galères génoises. Mais, une fois réintégré au siége de sa seigneurie, il lui fallut payer à ses victorieux protecteurs la dette de la reconnaissance. Les Italiens n'étant pas hommes à se contenter de vulgaires remerciements, Guillem ne fut pas quitte à leur égard pour se déclarer leur humble serviteur et leur ami dévoué[2]. On exigea de lui autre chose que de banales paroles de gratitude, et même que les promesses les plus explicites d'une perpétuelle fidélité[3]. On lui imposa un traité dans les

[1] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, I, 12 sq. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, II, 435 sq. et De Grefeuille, *Hist. de Montp.*, I, 26 sq.

[2] « *Patet utique ipsum (Deum) per vos, ad laudem et honorem vestrum,.... Montempesulanum michi servo vestro subjecto ac devoto amico reddidisse.* » Lettre de Guillem VI à l'archevêque, aux consuls et au peuple de Gênes, en 1143, ap. *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 87.

[3] « *Fidelissimus semper et tanquam unus de concivibus vestris perpetuo ero, et me et mea et omnium meorum servitio vestro omni tempore esse volo.* » Même lettre de Guillem VI de 1143, *ibid.*

règles, qu'il se vit contraint de faire ratifier et garantir par ses *bourgeois*, un traité formel, au profit du commerce et de la puissance de Gênes, où les prétentions de l'ambitieuse république se trouvaient comme sanctionnées pour le présent et l'avenir. Non-seulement le seigneur de Montpellier s'engagea à laisser les Génois librement commercer dans toute l'étendue de ses domaines, et à leur donner protection, sans autre concurrence que celle des Pisans; non-seulement aussi il renonça en leur faveur à son droit de naufrage, et leur assigna, à titre de maison commune, certaine habitation que son père Guillem V avait déjà concédée à l'un d'entre eux dans l'enceinte de sa ville seigneuriale [1], mais il s'obligea, en son nom et au nom de ses sujets, à ne jamais naviguer au-delà des côtes et de la rade de Gênes [2]. C'était se fermer la route du Levant.

[1] « *Per fare un fondaco in quella terra, dove concorrono al mercato tutte le genti, che gli sono d'attorno.* » Foglietta, *Ist. di Genov.*, lib. I, pag. 49 de la traduction de Serdonati, à défaut de l'original, que nous n'avons pu nous procurer.

[2] « *Guillielmus de Monte pesulano et burgenses ejus salvabunt et tuebuntur bona fide sine fraude homines Januensis districtus cum rebus suis, per totum suum posse, tam euntes vel redeuntes per mare quam per terram. Naves Januensium, cum terratenus venerint Montem pesulanum, non debent querere securitatem; sed secure intrabunt cum rebus que in eo erunt, undecumque veniant; et homines extranei, qui in navibus illis venerint, simiiiter cum rebus suis securi erunt. Quod si naufragium pertulerint, Guillielmus de Monte pesulano et burgenses ipsius loci non auferent eis nec accipient de rebus eorum aliquid, sed defendent et manutenebunt*

Guillem VI, il est vrai, ne se condamnait à cette servitude que pour cinq ans; et il ne se trouvait pas, d'ailleurs, en position de regimber contre les exigences d'auxiliaires à l'égard desquels le souvenir des services reçus se joignait à l'espérance de nouveaux services. Le seigneur que venait de rétablir l'appui des Génois pouvait avoir encore besoin d'eux. Le sacrifice servirait

*homines navigantes in illis cum rebus eorum,... a gradu Magalone usque Agde.... Navibus venientibus de pelago non dabunt securitatem, nec eas recipient, neque pecuniam quam attulerint, exceptis navibus peregrinorum ultra mare euntium, vel inde redeuncium, que sint hominum Montis pesulani, et exceptis navibus eorum ipsorum per pelagus in Hispaniam euntium vel inde redeuntium, quas Januenses non debent offendere in toto suo posse. Homines Januensis districtus... qui apud Montem pesulanum portum fecerint, non dabunt ullum usaticum in posse ipsorum; nec ipsi nec res eorum pro aliqua occasione detinebuntur apud Montem pesulanum, nisi pro aliquo contractu, quem ibi fecissent. Sed si quis homo Montis pesulani habuerit aliquam actionem in Januensem, veniet Januam, pro justitia consequenda. Dominus Guillielmus Montis pesulani reddet, usque ad menses duos postquam juraverit pactum istud misso comunis Janue, domum quam pater ejus dedit Lanfranco Piperi pro comuni, et jurabit observare in perpetuo totum id quod continetur in conventione quem pater ejus fecit cum predicto Lanfranco. Homines Montis pesulani non ibunt versus Orientem, nisi terratenus usque Januam. Sed si aliquo casu pelagus intrarent, quod meditatum non fiet, vel si ultra Januam irent impulsi aliqua maris sevitia, vel aliquo alio modo bona fide, quamcicius poterunt exibunt pelagus, et redibunt Januam vel citra, sine mercium quas portaverint transmutacione contracta.* » Traité de 1143, ap. *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 87 sq.

de leçon à des sujets trop peu dociles ; et, l'expiation révolue, le commerce montpelliérain reprendrait son essor, avec la réserve de simples franchises, à l'adresse de protecteurs si utiles[1].

Les Génois, il y a apparence, furent loin d'attribuer à cette humiliante concession le caractère transitoire dont se berçait Guillem VI. L'aventureuse république réussissait trop bien à asseoir son monopole, pour consentir à lâcher ce que la nécessité avait une fois mis dans ses mains. Les cinq ans s'écoulèrent, et sept autres années encore, sans qu'elle voulût se dessaisir de sa capture. Elle parvint, qui plus est, à s'en assurer, en 1155, la possession pour une nouvelle période de cinq années. Telle est, en effet, la principale clause d'une convention qu'elle conclut, à cette date, avec

[1] « *Expletis istis quinque annis, non detinebunt homines Januensis districtus nec res eorum, nec detineri permittent, quin Januam venire vel alibi ire per mare sive per terram, undecumque voluerint, possint tute et sine impedimento.* » Traité de 1143, *ibid.* — « *Nec tollam amodo hominibus illis qui venerint Janue, et hominibus qui venerint Pise, vel tollere fatiam quicquid soliti sunt dare in mea terra; nec aliquem usum eis ab hinc ponam. Et si aliquis Januensium vel Pisanorum offenderit aliquem de nostris in persona vel in habere, nullum damnum fatiam ceteris qui in culpa non erunt. Et viginti solidos quos Pisani soliti sunt dare, et decem solidos quos Januenses soliti sunt dare propter predam quam fecerunt hominibus Montispesulani, non tollam eis.... Et do eis domum Bruni Telose cum suis nepotibus, et aliam domum meliorem quam eorum esse videretur.* » Serment de Guillem VI, se rapportant à la même année, *ibid.* 89.

Guillem VII. Au prix du renouvellement de l'odieuse servitude, qui paralysait notre commerce avec l'Orient, elle eut la dérisoire générosité de promettre assistance à nos relations avec l'Espagne [1].

Mais les Génois ne tinrent qu'à demi leur promesse. On les voit bientôt après, revendiquant la domination

[1] « *Nos consules et populus Janue facimus convenientiam vobis Guillelmo de Montepesulano et burgensibus vestris, quod homines loci vestri venientes Januam secus terram a Montepesulano, vel qui temporis sevitia, vel aliquo alio impedimento pelagus ingressi fuerint, dummodo bona fide quamcicius poterint, inde mercium transmutacione contracta, pelagus exeant, et Januam vel citra revertantur, eundo ac redeundo, et euntes Yspaniam vel reddeuntes inde, a Janua usque Montempesulanum, et a Montepesulano usque Yspaniam, ubicumque posse habebimus, tuti erunt atque securi, cum omnibus rebus suis. Et si homines Montispesulani querimoniam fecerint in Januensi curia, nos bona fide faciemus eis racionem infra quadragesimam diem... Homines Montispesulani et res ipsorum non destinebuntur Janue pro aliqua occasione, nisi pro aliquo contractu, quem fecissent in Janua. Sed si quis Januensis habuerit aliquam actionem in hominem Montispesulani, ibit apud Montempesulanum pro justitia consequenda. Et si homines Arelatenses vel Sancti Egidii non observaverint conventum quem fecerunt cum legato nostro Idone Gontardo, nos bona fide faciemus devetum ut homines nostri in posse eorum ipsorum portum non faciant, et edicemus illis ut faciant illum portum apud Montempesulanum... Hec omnia observabimus sine omni fraude, per totum proximum quinquenium, quo expleto homines Montispesulani nec res eorum detinebuntur in toto posse nostro, quin tute et absque impedimento Montempesulanum redire valeant per terram sive per mare..... Datum Janue in capitulo MCLV mensis madii.* » *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 182.

exclusive de la mer, essayer de s'approprier le port de Guillem VII, incendier les navires de Montpellier, dépouiller nos marchands, et les entraîner violemment sur leurs rivages italiens. C'est du moins ce que leur reproche le pape Alexandre III dans deux lettres du 11 octobre 1168[1]. Le seigneur, à bout de tentatives pour arrêter à l'amiable ces criminelles usurpations, entreprit d'opposer aux Génois l'amitié de leurs rivaux les Pisans; et ceux-ci, qui avaient également des torts à expier vis-à-vis de notre commerce, se soumirent de bonne grâce, afin de conquérir de précieux alliés dans leur lutte avec Gênes, à nous faire réparation. Tel est le but d'une convention conclue à Pise le 1er novembre 1169. Les consuls de Pise, cédant aux instances de Guillem VII, s'y engagent à payer à ceux de ses *hommes* qui avaient eu à souffrir des injures de leurs nationaux une somme proportionnelle, à titre de restitution. Elle devait être, jusqu'à entier paiement, perçue en détail sur les marchands de Pise, soit à l'entrée,

[1] Transcrites fol. 13 vo du *Mémorial des Nobles*, existant aux Archives municipales de Montpellier, et publiées par Gariel, *Ser. præsul. Magal.*, I, 220-221. Elles sont adressées l'une à l'archevêque de Gènes, l'autre aux consuls et au peuple de Gènes. Le pape y interdit à l'ambitieuse république d'affecter sur mer un monopole inconnu aux païens eux-mêmes : « *Universitatem vestram monemus attentius atque precipimus, quatenus ab hujusmodi gravaminibus et molestiis desistatis, quia non decet vos hujusmodi proprietates in mari requirere, quas paganos etiam non legimus requisivisse.* »

soit à la sortie des ports compris entre Marseille et Barcelone [1].

Les Génois se dédommagèrent de cette défection du seigneur de Montpellier. Non contents d'avoir obtenu en 1166 des chefs et de la population de Narbonne les plus favorables priviléges pour leur commerce, à l'encontre de leurs rivaux [2], ils se firent décerner en 1174 par le comte de Toulouse Raymond V, naguère leur ennemi, le monopole le plus absolu, comme aussi le plus vaste, sur le littoral français de la Méditerranée. Cette charte mérite d'être analysée, à cause de son importance toute spéciale, et eu égard à l'usage que Gènes entreprit d'en faire par la suite au préjudice de Montpellier.

Raymond V y concède d'abord aux consuls de Gènes, au nom de leur république, une maison particulière, — une *fonde* ou un *fondique*, — à Saint-Gilles [3], avec

[1] Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. E, Cass. IV, N° 1. — P. J., II.

[2] *Hist. gén. de Lang.*, III, 11 et Pr. 113 sq. Cf. Port, *Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne*, pag. 96 sq. — Rapprocher ce traité de ceux de 1171 et de 1182 publiés ap. *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 256 et 322.

[3] Le comte Bertrand avait déjà fait, le 10 août 1109, d'amples concessions aux Génois, en leur octroyant une sorte de monopole commercial à Saint-Gilles. « *Populo Genuensi promisit* », dit textuellement la charte ainsi datée, « *atque procul dubio convenit quod ad introitum burgi Sancti Egidii usque ad exitum numquam ullum usaticum daret populus Genuensis, et omnis qui cum illo cum navibus ad auxilium sibi venerit..... Iterum Bertrannus*

une rue dans la ville ou dans le faubourg d'Arles, à leur choix, devant servir à leur habitation et à leur négoce [1]. Il leur abandonne, en sus, à titre de possession, les villes de Marseille et d'Hyères, et leur accorde dans toutes les autres places maritimes échelonnées le long de la côte, d'Arles à Turbia, la moitié du domaine et des entrées. Dans tous les ports répandus de Turbia à Narbonne, les Génois jouiront d'une pleine liberté, quant à leurs personnes et leurs marchandises, avec droit d'y admettre ou d'en exclure qui il leur plaira, excepté pourtant les hommes de Raymond V, le comte de Toulouse ne pouvant y donner accueil sans leur

*comes convenit quod non consentiret introire in burgum Sancti Egidii ullum, mercandi causa per mare venientem, nisi tantummodo Genuensem populum, neque in burgum, neque ubicumque dominationem habuerit.* » *Hist. patr. monum., Lib. jur. reip. Gen.*, I, 19. — Le même Recueil publie, au Tome II, col. 360 des *Chartes*, un acte de société, à la date du 13 octobre 1156, relatif à des marchandises expédiées de Gênes à Saint-Gilles et à Montpellier.

[1] « *Ego Raymundus, Dei gracia dux Narbone, comes Tholose atque marchio Provincie, dono et concedo vobis consulibus comunis Janue,.... domum unam, id est fondicum, in villa Sancti Egidii, in quo mercatores Janue, qui ad villam illam diverterint, se comode recipere, et cum mercibus suis ydonee habitare et negociari possint.... Itidem donamus et concedimus vobis carreriam unam sive rugam in civitate vel burgo, si magis volueritis, Arelatensi, quam elegeritis, ad usum et utilitatem vestram et comunis Janue, sicut ordinare placuerit, in perpetuum.* » *Hist. patr. monum., Lib. jur. reip. Gen.*, I, 296, et Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 7.

consentement, et devant même leur livrer ceux de leurs ennemis qui oseraient s'y arrêter [1]. Raymond leur concède, de plus, les salines de Bouc, le rocher de Monaco, qu'il leur permet de fortifier à leur fantaisie, et la moitié de la ville de Nice [2]. Les Génois auront, en outre, le privilége de ne rien payer pour leur commerce sur toutes ses terres, présentes et futures; et

[1] « *Preterea donamus vobis civitatem Marsilie in integrum, ut pro utilitate vestra ipsam habere et possidere et quicquid volueritis facere debeatis. Preterea dono vobis in integrum castrum Arearum cum pertinentiis suis.... In omnibus preterea civitatibus maritimis et locis atque castellis, que inhabitantur et sunt vel fuerint a civitate Arelatensi usque ad castrum de Turbia, do vobis tam dominii quam omnium introituum medietatem, ad habendum et possidendum secundum voluntatem et electionem vestram. Preterea dono vobis pro comuni Janue omnes portus qui sunt a prefato castro de Turbia usque Narbonam, ut in omnibus ipsis cives vestri plena et perfecta gaudeant libertate, tam in personis quam in rebus sive mercibus quas secum exportaverint, et ut quos ibi volueritis recipere recipiatis, et quos prohibere volueritis prohibeatis inde. Nec ego contra voluntatem vestram in aliquo eorum quemquam recipiam vel recipi permittam, exceptis duntaxat hominibus meis propriis, et qui terre mee incole fuerint. Et si forte ad aliquem ipsorum portuum inimici vestri diverterint, eos si retinere vel impedire volueritis, absque consilio et voluntate vestra inde exire non permittam.* » Ibid.

[2] « *Item do vobis similiter, nomine comunis Janue, salinas de Bucco; podium quoque et montem Monaci, cum suis pertinentiis, ad incastellandum et quicquid volueritis proprietario nomine faciendum, similiter vobis dono et nominatim, cum castro Turbie et ejus territorio in integrum. Item simili modo do vobis medietatem Nicie....* » Ibid.

non-seulement ils y seront dispensés des leudes et des péages ordinaires, mais ils y seront exempts de la justice commune, hormis le cas de crime capital[1]. Raymond s'engage, du reste, à ne jamais traiter sans leur concours avec aucun de leurs adversaires, qui possèderait un point quelconque de la région maritime comprise entre Tortose et Turbia, nommément avec le roi d'Aragon, et à leur prêter assistance contre ceux de leurs rivaux dont les hostilités leur paraîtraient nuisibles[2]. Il promet, chaque fois que la république de

[1] « *Preterea in omnibus terris que dominio nostro subdite sunt vel fuerint, sive Deo propicio erunt in futurum, do et concedo civibus Janue in perpetuum plenam et omnimodam libertatem, tam ingrediendo quam stando seu redeundo, ut de cetero videlicet nullum pedagium, nullam leudam, nichil nomine comerciorum per totam terram quam habeo vel de cetero habuero dent ullo modo Januenses, et ab omnibus demum justiciis et exactionibus sint immunes, excepto si, quod Deus avertat, in crimen capitale inciderint, ubi justiciam integram secundum leges et bonas consuetudines nostras reservamus et excipimus.* » Ibid.

[2] « *Ab hac die in antea non faciemus pacem neque finem, nec convencionis amicabilis fedus cum rege Aragonense, vel cum aliquo quod in suprascriptis adversarii videntur, vel sunt et inimici sunt, a civitate Tortose usque ad castrum de Turbia, absque consilio et concensu Januensium consulum.... Preterea promitto vobis quod, si pro convencione quam mecum facitis.... vobis guerra apparuerit vel ullo modo inferretur aliquando a quacumque persona a Tortosa usque ad prefatum castrum de Turbia, ego tunc contra omnes personas vobis et comuni Janue ero inde fidelis adjutor,... et inde adversariis vestris viriliter et vivide sine fraude guerram faciam.* » Ibid.

Gènes entreprendra une expédition d'au moins dix galées sur le territoire limité par Marseille et Albenga, de leur fournir pour cette expédition cent soldats ou chevaliers tout équipés, aux besoins desquels il pourvoiera jusqu'à Vintimille, la suite des frais, pour le temps qu'ils séjourneront en Italie, de Vintimille à Albenga, devant demeurer à la charge de Gènes [1]. Raymond V professe par ce traité un dévouement si complet envers les Génois, qu'il se met à leur disposition pour les aider à recouvrer les sommes d'argent exigibles, à titre de restitution, des gens de Narbonne, et même pour agir auprès du pape, à l'effet de rendre l'évêque de Nice suffragant de leur archevêque [2]. Il leur livre enfin le monopole absolu de la navigation, en s'obligeant à interdire à ses propres sujets de com-

[1] « *Item convenio et promitto vobis quod, quociens comune Janue hostem vel expedicionem fecerit decem galearum a Marsilia usque Albinganam, dabo vobis in hoste illa sive expedicione centum milites guarnitos sine soldis, quibus Vintimilio ultra usque Albinganam comune Janue dabit dispendium, et ego per ceteras partes.* » Ibid.

[2] « *Item per bonam fidem vobis consilium et efficax auxilium prestabo, ad recuperandam peccuniam totam bona fide, quam Narbonenses civibus vestris abstulerunt, vel aliis quibuscunque, que ad eorum dominium pertineret. Simili modo, quandocunque vos vel archiepiscopus vester inde procedere volueritis, plenarie vobis consilium et auxilium ministrabo, tam apud dominum papam, quam ubicunque necesse fuerit, quod Niciensis episcopus sit suffraganeus archiepiscopi vestri, et ei per omnia tamquam metropolitano suo obediens et devotus.* » Ibid.

mercer par mer, sans la permission de la république de Gênes [1].

Raymond, comme pour accroître la grandeur du sacrifice, voulait que l'observation du traité fût jurée par deux cents de ses barons et par trois cents de ses bourgeois, que choisiraient à leur convenance les consuls de Gènes, par tous les officiers municipaux et seigneuriaux des lieux intéressés, par quiconque de ses domaines serait promu à l'ordre de chevalerie. Ses fils, Raymond et Taillefer, devaient, à leur tour, se lier par un serment analogue, et après eux leurs descendants appelés à régner sur les mêmes pays, successivement et à perpétuité. Le serment serait renouvelé de cinq en cinq ans, si les consuls de Gènes l'exigeaient, par deux cents autres barons, par trois cents autres bourgeois, que désigneraient périodiquement les chefs de la puissante commune parmi ceux des barons et des bourgeois qui ne l'auraient pas encore prêté, et même par Raymond V, dans le cas où il conviendrait à la république de Gènes de le voir réitérer son engagement [2].

Le connétable du comte de Toulouse, Guillaume de

[1] « *Item interdicam negociatoribus totius terre mee ire vel mittere negociandi causa per pelagus, sine licencia consulum comunis Janue et majoris partis consiliatorum ipsorum. Eum autem qui contra fecerit, in tercia capitalis et toto proficuo puniam; vel, si ad manus Janue pervenerit, licenter ab eis pena simili puniatur.* » Ibid.

[2] *Hist. patr. monum., Lib. jur. reip. Gen.*, I, 296 sq., et Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. E, Cass. IV, N° 7.

Sabran, délégué pour aller jurer à Gênes l'exécution de ces divers articles, s'acquitta de sa mission en plein conseil, solennellement et la main sur l'Évangile, au mois d'août 1174 [1].

Voilà, certes, d'immenses concessions : c'est un vrai partage entre Raymond V et les Génois. Mais ne nous hâtons pas d'admirer. Ce partage, qui de prime-abord ressemble tant à une abdication, n'a, en réalité, nullement ce caractère. Raymond V pouvait être aisément généreux : il donnait ce qui ne lui appartenait pas, et partageait à l'avance des domaines à conquérir. Il était juste qu'il traitât largement les Génois, puisque, s'il fût devenu possesseur de ces domaines, c'eût été grâce à leur secours. Les Génois promettaient par le même traité, en retour des prodigieux avantages que Raymond leur faisait, de lui fournir, de leur côté, seize galées, avec lesquelles il se flattait d'opérer la conquête de Tarascon, d'Arles, de Nice, d'Hyères et des autres places sises sur le rivage de la Méditerranée, d'Arles à Turbia. Ils entretiendraient ces galées aux frais de leur république pendant un mois. Mais, passé ce mois, le comte de Toulouse subviendrait de son argent à l'entretien de la flotte auxiliaire, à raison de cinquante sous melgoriens par jour et par galée [2]. Dans le cas,

[1] *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 296 sq., et Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 7.

[2] « *Nos Januenses consules de comuni.... convenimus et promittimus vobis Raymundo, Dei graria potenti duci Narbone, comiti*

toutefois, où l'une des places ainsi conquises se révolterait, de manière à nécessiter de nouveau l'intervention génoise et l'envoi d'une armée régulière, les Génois auraient à contribuer encore jusqu'à concurrence de seize galées, dont l'entretien serait soumis aux mêmes conditions. Ils ne concluraient, du reste, eux non plus, sans l'assentiment du comte de Toulouse, aucun traité avec le roi d'Aragon, ni avec toute autre personne domiciliée sur un point quelconque de la côte entre Tortose et Turbia, au préjudice du présent contrat. Il y aurait, d'ailleurs, réciprocité de priviléges commerciaux et d'indépendance de juridiction en faveur des hommes du comte de Toulouse dans tout le territoire de Gènes, hormis l'éventualité de crime capital, où les lois génoises seraient rigoureusement suivies. Défense aussi cependant de fréquenter la mer, sans en avoir obtenu l'autorisation de la commune de Gènes. Cette dernière jurera, à son tour, tous les cinq ans, à la requête du comte de Toulouse, l'observation des articles ci-énoncés. Elle s'engage à les exécuter de point en

*Tholose, et marchioni Provincie, quod conferemus et adjuvabimus vos cum sexdecim galeis, ad expugnandum et conquistandum castrum Terascone et Arelatensem civitatem atque Niciam, castrum Arearum, et cetera castra, municiones et loca que sunt in maritimis ab Arelate usque Turbiam, ita tamen quod per mensem unum debemus habere et tenere ibi jam dictas galeas nostris expensis; transacto vero uno mense, in unoquoque die, pro vianda uniuscujusque galee nobis solidos quinquaginta denariorum mergoriensium dare debetis.* » Ibid.

point, à moins d'empêchement majeur ou de délai mutuellement concerté [1].

Mais l'exécution d'un pareil traité se trouvait, on le conçoit, subordonnée à bien des chances; et quoique le serment en ait été fait de part et d'autre de la manière la plus solennelle, elle ne put aboutir à terme. Tout était problématique dans cet accord : on s'y partageait une dépouille qu'on ne possédait pas, et dont la conquête ne paraissait nullement certaine. Aussi suffit-il d'une entrevue de réconciliation du comte de Toulouse avec le roi d'Aragon, aux dépens duquel avait été convenu le partage, pour anéantir cette audacieuse entreprise.

Il en subsista, néanmoins, quelque chose ; et c'est par-là surtout que cet acte bizarre s'est marqué sa place dans l'histoire. Les Génois le prirent tellement au sérieux, qu'ils s'étayèrent, à diverses époques, de son autorité, pour défendre aux marchands de Montpellier de parcourir la mer sans leur permission. Nous verrons quel peu de succès eut cet entêtement. Ce qu'il importe de noter dès à présent, c'est le traité de 1174 en lui-même [2].

[1] *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 296 sq., et Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 7 et 37, parchemins originaux.

[2] Il existe dans le *Grand Chartrier* de nos Archives municipales, Arm. E, Cass. IV, N° 7 et 37, des copies officielles de ce traité. Auraient-elles donc échappé aux recherches si généralement patientes des Bénédictins, pour qu'ils aient pu dire dans leur *Histoire*

Guillem VIII connut-il, ou bien ignora-t-il cet acte de 1174? Rien ne renseigne à ce sujet. Mais, si le puissant seigneur de Montpellier eut connaissance d'une pareille transaction, la politique lui aura fait un devoir de l'oublier. Car nous le voyons, très-peu de temps après, assurer indistinctement de sa protection les Génois et les Pisans qui viendraient commercer dans ses terres. Un même serment embrassa, avec promesse de parité d'égards, les citoyens des deux florissantes républiques. Aucune date précise ne classe ce serment; mais il semble appartenir, sur notre *Mémorial des Nobles*, à un traité de paix et de commerce conclu le 6 février 1177 entre Guillem VIII et les Pisans [1].

Ce ne fut pas, du reste, l'unique garantie que l'habile fils de Guillem VII donna aux Génois : il subsiste, en outre, un traité de commerce et de navigation [2], qu'il envoya jurer à Gènes le 3 août 1201. Ce traité, valable pour vingt-neuf ans, fut renouvelé avant son expiration; de sorte qu'on peut le considérer comme la base d'une franche et durable amitié. Il impliquait, à

*de Languedoc*, IV, 518, n'avoir pas connu cet acte si curieux, et pour qu'ils n'en aient même pu marquer la date? Le traité, quoi qu'il en soit, a été édité en 1854, avec l'ensemble du *Liber jurium reipublicæ Genuensis*, parmi les *Historiæ patriæ monumenta*, VII, 294 sq.

[1] Voy., pour ces deux documents, *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 417-419.

[2] Édité de même dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 422-426.

l'égal de la paix avec les Pisans, réciprocité d'avantages entre les parties contractantes, c'est-à-dire sauvegarde complète pour les personnes et les marchandises, justice prompte et impartiale, exemption de tous droits, autres que les droits anciens et ordinaires. Guillem VIII y promettait, d'ailleurs, de maintenir aux Génois les possessions qu'ils pouvaient avoir acquises à Montpellier, et spécialement la maison que leur avait concédée son aïeul Guillem VI.

Ces conventions furent renouvelées en 1225. En même temps furent aussi renouvelées et agrandies les stipulations avec les Pisans. La même année encore fut conclu un traité perpétuel de commerce et de navigation entre les communes de Nice et de Montpellier [1]. Les consuls de Montpellier chargèrent de cette triple négociation trois envoyés spéciaux, trois bourgeois, Jean Boccados, Michel de Moriez et Guillaume de Cart, qui reçurent ordre de parcourir le littoral de la Méditerranée, et d'y recruter, au moyen d'une tournée diplomatique, le plus d'auxiliaires commerciaux possible. Ils allèrent à petites journées, s'arrêtant aux principaux ports, et négociant le long de la route,

[1] Ces traités figurent également parmi les Pièces justificatives de notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 426, 436 et 446. Ils portent la date, le premier des 28 août et 26 novembre 1225, le second des 2 septembre et 26 novembre 1225, le troisième du 19 septembre 1225. — Le traité avec Gênes a été postérieurement réédité ap. *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 760 et 769.

au profit des affaires de leur ville. Les stations de leur retour sont marquées par des traités analogues avec Antibes [1], avec Hyères [2], avec Toulon [3]. C'était partout le même genre de stipulations : liberté mutuelle de commerce entre les parties contractantes, et complet échange de faveurs sur terre et sur mer, avec promesse de prompte justice, en cas d'offense.

Mais la prépondérance du commerce avec Gènes ressort de la multiplicité des documents qui le concernent. Cinq ans à peine après la tournée officielle dont il s'agit, nous rencontrons de nouvelles conventions commerciales entre les Génois et le seigneur de Montpellier, roi d'Aragon, Jayme Ier. Elles ont lieu le 28 juin 1230 dans l'île de Majorque, tout récemment conquise sur les Maures par l'héroïque monarque. Jayme Ier y confirme aux Génois les concessions et immunités que leur avaient successivement octroyées, dans l'intérêt de leur commerce, son bisaïeul le comte de Barcelone

[1] Traité de commerce et de navigation du 20 septembre 1225, édité dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 449.

[2] Traité de paix et de commerce du 22 septembre 1225, publié *ibid.*, II, 450.

[3] Traité de paix et de commerce du 24 septembre 1225, *ibid.*, II, 453. — La Chronique du *Petit Thalamus* enregistre comme il suit, à l'année 1225, les résultats de l'ambassade de nos bourgeois : « *Aquest an, fo facha la pas de Jenoa, Pizza, Nissa, Tholon, Yeyras et Antibol.* » — « *Anno MCCXXV*, lit-on également, fol. 84 du Grand Thalamus, *pax facta est cum Januensibus, Pisanis, Niciensibus, Tholonensibus, et cum dominis Arearum, et cum Antiboli.* »

Raymond-Bérenger IV en 1146, son aïeul le roi d'Aragon Alfonse II en 1167, et son père Pierre II en 1198, c'est-à-dire le droit de circuler librement, sous la sauvegarde royale, dans toutes ses terres, et celui d'y vendre et acheter, avec faculté d'exportation quant aux denrées ou marchandises que ne grèverait pas une prohibition particulière. Il lève pour eux l'obstacle alors si général des péages et redevances, leur promet prompte justice en cas de querelle ou de dommage, et prend l'engagement de ne jamais recevoir sur ses domaines les corsaires qui exerceraient à leurs dépens la piraterie. Les Génois font, par l'entremise de leur délégué André de Caffaro, une promesse équivalente : il y a pleine réciprocité, ou plutôt identité de priviléges de part et d'autre [1].

Cette bonne intelligence ne se démentit pas durant le reste du XIII[e] siècle, et, pour en assurer le maintien, le roi de Majorque Jayme II, seigneur de Montpellier comme l'avait été Jayme I[er], crut devoir en raffermir les bases. Il le fit par de nouvelles stipulations, conservées, de même que celles du 28 juin 1230, dans nos Archives municipales, et datées du 28 mars 1305. Une exception y fut seulement inscrite en faveur

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 3. Cf. *ibid.*, N° 7, et *Gr. Thal.*, fol. 53 v° et 54 r°; *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 883. — Voy., pour les concessions des prédécesseurs de Jayme I[er], *Lib. jur. reip. Gén.*, I, 125 sq., 227 sq., et 425 sq.

du droit de naufrage et d'ancrage, introduit depuis le dernier traité dans la portion insulaire du royaume de Majorque, comme aussi en faveur de la leude de Collioure [1] et des autres lieux du Roussillon. Mais cette exception exista d'un commun accord, et rien n'indique qu'elle se soit étendue aux terres de la seigneurie de Montpellier. Le nouveau traité fut signé à Perpignan, où résidait alors Jayme II, entre ce monarque et les délégués spéciaux de la république de Gènes, Cavallini de Medicis et Gabriel Spinola [2].

Pour quiconque connaît l'histoire à fond, et se rend compte des périls que devait courir, au milieu des complications de chaque jour et du conflit de tant d'intérêts si divers, une pareille alliance, une telle continuité paraîtra sans doute extraordinaire. Mais ne nous faisons pas illusion : cette alliance fut bien loin de rayonner sans nuages, et il fallut que les parties intéressées y missent beaucoup du leur pour en obtenir la durée. En 1237, par exemple, des péagers génois s'étant avisés d'extorquer des marchands montpelliérains une redevance indue, force fut à ceux-ci de recourir

[1] Ce mot désigne vraisemblablement le péage dont parle Jayme I^er dans son testament du 26 août 1272, ap. D'Achery, *Spicileg.* III, 675, in-fol. : « *Et quia scimus quod pedagium Cauquiliberi fuit constitutum pro faciendo portu ibidem,.... quem nos incepimus facere Cauquolibero coram villa, etc.* »

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 7. — P. J., LXXII.

au juge de Gènes [1]. Moins de dix ans après, d'autres Génois se rendent coupables de piraterie à l'égard d'autres bourgeois de Montpellier, dont ils pillent les marchandises dans le port de Carthagène, évaluées à la somme de onze mille besants, et il faut, sous peine de rupture, donner satisfaction à la partie lésée [2]. Ces écarts motivèrent un renouvellement officiel des anciens traités, et il eut lieu entre les deux villes le 5 juin 1252 [3].

Gènes n'était pas la seule, parmi les cités italiennes, qui méritât, pour actes de piraterie, l'animadversion de Montpellier. Les autres républiques du littoral ne le lui cédaient en rien sous ce rapport. Les Pisans,

[1] Sentence du 23 mars 1237, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 41 v°, et *Livre Noir*, fol. 50 v° sq. — P. J., XIII.

[2] Sentence du 27 novembre 1249, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 12. — P. J., XVIII.

[3] Nous en avons édité le texte en 1851 dans l'*Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 468 sq. Il a été de nouveau publié en 1854 dans le *Liber jurium reipublicæ Genuensis*, I, 1147 sq., ap. *Hist. patr. monum.*, où il se trouve précédé d'un autre acte du 6 mai de la même année, par lequel les consuls de Montpellier investissent le représentant de la commune de Gènes de la propriété perpétuelle d'une maison, « *que dicitur Fondus Janue, que quidem domus est in Montepessulano, propre ecclesiam Beate Marie de Tabulis, que siquidem domus confrontatur ex una parte cum via publica, qua itur a Turre Obilionis versus Tabulas Montispessulani, et ex alia cum via qua itur ab Anelaria versus domum Petri Salvatoris, et ex alia cum domo Petri Salvatoris predicti, et ex alia parte cum honore Huguonis Ymberti quondam, androna media.* »

pour avoir spolié, en 1258, sur les côtes de Provence, avec un navire armé en course, deux barques montpelliéraines chargées de marchandises, furent contraints, de même que pour méfaits antérieurs, à payer un denier par livre, au profit des victimes de leurs périodiques brigandages, jusqu'à entière réparation. L'indemnité dut se percevoir sur tous leurs objets soit d'importation, soit d'exportation, à l'entrée ou à la sortie du territoire de Montpellier. C'était le moyen ordinairement pratiqué, et peut-être aussi le seul praticable alors. On le voit employé dans mainte autre circonstance, et le consul Bonacors Masca s'y soumit sans obstacle, de concert avec la colonie pisane établie au sein de notre ville [1]. Cette colonie ne paraît pas avoir été à ce moment-là très-nombreuse; — neuf noms figurent seuls escortant celui du consul de Pise; — et l'autorité seigneuriale préposée à la défense des droits de nos nationaux était des plus capables de se faire obéir, puisque Jayme le Conquérant l'exerçait [2].

La petite ville de Vintimille eût, elle aussi, un compte de ce genre à régler avec notre population. Elle s'en acquitta par un traité du 10 septembre 1255, et, comme Pise, consentit à indemniser nos marchands,

[1] Les Pisans possédaient, eux aussi, une maison dans la ville de Montpellier. Un parchemin original de nos Archives la mentionne, à la date du 20 août 1215.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 9 et 10. — P. J., XXXI et XXXII.

au prorata des pertes constatées, en prélevant impôt sur son commerce, jusqu'à concurrence des sommes légalement revendiquées. Nos consuls, moyennant ce sacrifice de juste réparation, renouvelèrent amitié avec elle pour un demi-siècle [1].

C'était, néanmoins, entre les cités maritimes de l'Italie, celle de Gènes qui cultivait les relations les plus assidues avec Montpellier. La colonie génoise s'y montrait à la fois la plus ancienne et la plus compacte. Mais à cause de cela même les conflits devenaient d'autant plus fréquents; et on éprouvait périodiquement le besoin de resserrer les liens d'une amitié aussi chancelante qu'indispensable. La pacification de 1252 avait déjà reçu en 1259 bien des atteintes, et les deux parties sentaient la nécessité d'un nouvel arrangement. La commune de Montpellier délégua pour y pourvoir deux de ses bourgeois, le légiste Jean de Saint-Michel et Bernard Loup, qu'elle chargea d'aller négocier officiellement avec les chefs de la république de Gènes. Les deux envoyés s'expliquèrent, le 10 octobre 1259, devant les magistrats et le conseil-général de la florissante république, puis leur laissèrent par écrit une formule libellée de leurs propositions, où se remarquent divers détails précieux à recueillir.

[1] Nous avons édité le texte de ce traité parmi les documents originaux de l'*Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 483 sq. Il a été reproduit par M. Rossi dans son *Histoire de Vintimille*, mais moins correctement.

Ils demandent, en premier lieu, que le capitaine du peuple et le podestat, ainsi que les anciens, les conseillers et le syndic de Gênes, jurent l'observation fidèle des traités naguère conclus avec Montpellier, à mesure qu'ils entreront en fonctions, c'est-à-dire chaque année pour la plupart d'entre eux, de même que le font, à leur tour, chaque année, lors de leur élection, les consuls de Montpellier.

Ils demandent, d'autre part, qu'en échange de la concession en vertu de laquelle les consuls de Montpellier, à la prière des envoyés de la république de Gênes [1], ont bien voulu suspendre la levée de la leude précédemment perçue sur les hommes et marchandises de Gênes pour indemniser ceux des hommes de Montpellier qui avaient eu à souffrir des déprédations des pirates génois, la commune de Gênes prenne à sa propre charge la réparation des dommages commis.

Ils demandent nommément que restitution soit faite à un bourgeois de Montpellier, dont les marchandises, dépassant en valeur mille livres tournois, avaient été saisies et vendues dans les parages de Saint-Jean-d'Acre, au profit du trésor de Gênes.

[1] L'ambassade à laquelle il est fait ici allusion avait eu lieu en 1257. Nous avons, à la date du 6 juillet de cette année-là, dans le *Grand Chartrier* de nos Archives municipales, Arm. B, Tiroir II, No 4, les lettres de créance de la république de Gênes en faveur de ses deux délégués Marchixini de Cassino et Guillaume Malloni. — P. J., XXIX.

Ils demandent, de plus, l'abolition et le remboursement de l'impôt de la Gombette[1], établi à Gènes postérieurement aux traités de paix conclus entre les deux villes.

Il existe aussi à Gènes un autre mode d'exaction, non moins préjudiciable aux hommes de Montpellier. Chacun d'eux, à son arrivée à Gènes, est requis de payer treize deniers et demi pour ses bagages, et dix-huit deniers pour sa personne ; et pareille somme est ensuite exigée lors de son départ. Ce tribut n'a nulle raison d'être, non plus que celui de douze deniers par livre, auquel est soumis tout homme de Montpellier qui, en sortant de Gènes, prend la route de Pise. L'un et l'autre sont contraires aux anciennes conven-

[1] D'après une enquête, conservée dans nos Archives municipales, Arm. E, Cass. IV, N° 11, et qui eut lieu à Gènes le 18 octobre 1259, à la demande des représentants de la commune de Montpellier, Jean de Saint-Michel et Bernard Loup, l'impôt ainsi désigné se percevait sur la vente des grains ; et on y arriva par degrés, en convertissant en loi un simple usage. « *Dabatur a venditoribus qui granum in Januam adducebant, quando vendebatur granum, emptoribus qui illud emebant quedam quantitas grani, pro venditione cujuslibet mensure que vendebatur, et loco istius benedictionis fuit inventus introitus Gobeti, quem percepit comune Janue, et emptores nichil habuerunt de ipsa benedictione, que antiquitus dabatur.* » — « *Venditores* », ajoute un témoignage plus précis, « *dabant emptoribus granum, pro qualibet mina duos pugnos grani pro benedictione,.... videlicet tantum granum, quantum capiebatur cum ambabus manibus, per duas vices pro qualibet mina.* » — L'origine de cet impôt était postérieure à l'année 1201.

tions, et il doit y avoir pour le marchand de Montpellier pleine liberté, quand il veut quitter Gènes avec ses marchandises, de les conduire où il lui plaît, sans rien payer à personne. Il doit être également dispensé des deux deniers pour livre prescrits comme droit de rivage.

Les délégués de la commune de Montpellier demandent enfin qu'on restitue à un de leurs concitoyens, Bernard Gandalon, soixante livres melgoriennes, qui lui ont été naguère extorquées par le génois Nicolas Silvagni, alors châtelain de Bonifacio pour la république de Gènes, puis réclament moitié en sus, à titre de dommages-intérêts.

Telle fut la requête que présentèrent de vive voix et par écrit, le 10 octobre 1259, au nom de la commune de Montpellier, dans le palais de la république de Gènes, le légiste Jean de Saint-Michel et son collègue Bernard Loup. Le podestat et le capitaine du peuple en examinèrent immédiatement les articles, avec les anciens et les membres du conseil-général, et le 17 octobre rendirent réponse officielle aux délégués montpelliérains. Cette réponse disait qu'ils consentaient volontiers les uns et les autres à jurer le maintien de la paix de 1252, mais qu'ils ne voyaient pas le besoin de renouveler pareil serment chaque année, attendu qu'il se trouvait implicitement compris dans celui que prêtaient annuellement le podestat et l'ensemble du peuple de Gènes, d'après un statut spécial de la république.

L'argent réclamé pour marchandises saisies et vendues à Saint-Jean-d'Acre n'avait pas été perçu par la commune de Gènes, mais par un particulier génois, qui l'avait revendiqué et judiciairement obtenu, comme en faisaient foi des actes publics. La commune de Gènes était prête, malgré cela, à observer toute la teneur des conventions.

Ils se plaisaient à reconnaître que l'impôt de la Gombette avait été introduit postérieurement au traité de 1201 entre la commune de Gènes et le seigneur de Montpellier, et ils consentaient, par suite, à sa suppression. Ils ne l'exigeraient plus à l'avenir que dans le cas où les gens de Montpellier soumettraient, à leur tour, les Génois qui entreraient dans leur ville au paiement du droit de coupe.

Il n'était pas exact, du reste, de prétendre que les gens de Montpellier eussent à souffrir à Gènes d'aucune innovation fiscale. La perception des treize deniers et demi et des dix-huit deniers dont on se plaignait n'avait rien d'illégitime : elle représentait le droit de la vicomté, et ce droit avait été expressément maintenu par une clause du traité entre les deux villes. Quant à l'impôt de douze deniers pour livre, exigible à Porto-Venere, il s'acquitte de temps immémorial. Mais la république de Gènes y renoncera, par amour de la paix, au moins à l'égard des gens de Montpellier, si l'on parvient à démontrer le contraire.

La demande relative à la liberté du commerce ne

porte pas plus juste; car, aux termes des conventions, tout homme de Montpellier jouit de la faculté d'amener ses marchandises à Gênes et de les en retirer comme il lui plaît, pourvu cependant qu'elles ne soient pas sujettes à encourir le veto des prohibitions.

Le droit de rivage n'a jamais, à la connaissance du Gouvernement, été imposé sur les gens de Montpellier. Si toutefois il se trouvait qu'ils l'eussent payé accidentellement et par erreur, la commune de Gênes fait volontiers à leur profit le sacrifice de ces deux deniers pour livre.

Nicolas Silvagni, auquel on reproche ses torts particuliers, n'est pas plus disposé que personne autre à perpétuer la discorde. Il ne tiendra pas à lui, riche et bien intentionné comme il l'est, que tout le monde ne soit content. Quoique absous de l'acte qu'on lui impute par la sentence judiciaire qui a débouté Bernard Gandalon de la demande intentée contre lui, il est prêt à donner amiablement pleine et entière satisfaction.

Ainsi répondirent aux envoyés de la commune de Montpellier les chefs de la république de Gênes; et, pour mieux manifester encore le désir qui les animait de persévérer dans l'ancienne alliance, ils jurèrent de nouveau, séance tenante, conformément à leur réponse même, l'observation du traité de 1252[1].

La paix fut, à ce prix, renouvelée une fois de plus

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir IX, No 1. — P. J., XXXV.

entre Gènes et Montpellier. Elle le fut derechef quelques années après, comme l'apprennent les lettres de Jayme I[er] du 9 novembre 1268, conservées dans les Archives de nos consuls de mer [1]; et, malgré certaines objections de ce prince, moins accommodant il paraîtrait que nos magistrats municipaux, elle eut cette fois une assez longue durée. Car il se produisit bientôt des circonstances qui, en appelant le commerce italien à se transporter avec avantage ailleurs, durent avoir pour effet d'aplanir bien des difficultés.

Nous voulons parler des séductions, puis de la contrainte que déploya le roi de France Philippe le Hardi, pour le fixer à Nimes, et des remarquables priviléges contenus dans les lettres de ce monarque, à la date de février 1277 (1278).

Quelques mots d'explication paraissent ici indispensables.

Un des résultats politiques les plus importants de la croisade contre les Albigeois avait été, personne ne l'ignore, de faire céder au roi de France par le comte de Toulouse, en vertu du traité de Paris de 1229, une portion considérable de territoire dans nos provinces méridionales. A ce lot appartenaient les comtés de Narbonne, de Béziers, d'Agde, de Maguelone ou de Melgueil, de Nimes, d'Uzès et de Viviers, avec des droits sur ceux de Velay, de Gévaudan et de Lodève;

[1] Arch. dép. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer de Montpellier, B, 71. — P. J., XLIV.

ce qui revient à dire que S. Louis avait, par le traité de 1229, rattaché à sa couronne toute la partie orientale du Languedoc. Mais cette vaste étendue de nouveaux domaines ne lui obéissait pas uniformément. Tandis que, par exemple, son autorité s'exerçait sur Nimes d'une manière pleine et directe, elle n'avait d'action sur Montpellier que par l'intermédiaire des évêques de Maguelone et des rois d'Aragon ou de Majorque, encore investis, à des titres divers, de la seigneurie de notre ville. Le roi de France, faute de pouvoir la gouverner, essaya de l'amoindrir, afin sans doute de la rattacher ensuite plus aisément à sa fortune. Il ne se souciait pas, d'ailleurs, de laisser un prince étranger prospérer librement à ses portes; et, puisque le commerce avec l'Italie contribuait pour une bonne part à cette dangereuse prospérité, il crut faire un coup de maître en le confisquant à son profit. N'avait-il pas déjà un pied sur la mer par Aiguesmortes? D'Aiguesmortes à Nimes il y a un peu moins loin que d'Aiguesmortes à Montpellier. Pourquoi donc ne pas attirer, ne pas concentrer le commerce à Nimes?

Peut-être y avait-il eu de cette pensée dans l'esprit de S. Louis, quand il fonda, par une sorte de violence à la nature, le port d'Aiguesmortes. Mais S. Louis était trop juste et trop libéral pour vouloir s'enrichir aux dépens d'autrui, et pour aspirer à un monopole quelconque. Il estima plus honorable de partager ses faveurs entre Nimes et Montpellier. Philippe le Hardi

n'eut pas la même générosité. Jaloux presque à l'excès des droits de la maison de France, et regardant avec un œil de rivalité la maison d'Aragon, que son premier mariage lui avait appris à bien connaître, il se flatta d'élever la première et d'abaisser l'autre, toujours en possession de Montpellier, s'il parvenait à doter Nimes, où il dominait directement par son sénéchal de Beaucaire, d'une des principales sources de la splendeur de ce diamant de la couronne aragonaise. Il s'entendit, en conséquence, avec les délégués des marchands des villes italiennes, et leur fit, pour attirer leurs nationaux à Nimes, les avances les plus séduisantes. Un certain nombre d'entre eux y résidait déjà : ce nombre s'accrut beaucoup, par suite des concessions royales. Elles étaient, en effet, de nature à agir puissamment sur des hommes prêts à tout sacrifier à leur intérêt. Voici, afin qu'on en puisse juger, la série de ces concessions.

Le roi accorde aux Italiens qui viendront exercer leur négoce dans sa ville de Nimes la même protection qu'à ses bourgeois de Paris. — Il attribue au juge-royal ordinaire la connaissance de tous les différends ou procès concernant leur commerce, et les exempte de toute autre juridiction qui exigerait un onéreux déplacement. — Il laisse les biens de ceux d'entre eux qui mourront en France à leurs héritiers, et ne se réserve le droit d'aubaine qu'à défaut de successeurs légitimes, en retenant pour lui-même la déshérence

pure et simple. — Il les dispense de la garde de la ville, de taille, d'host et de chevauchée, en un mot de toutes sortes d'impositions, hormis le cas d'urgente nécessité. — Ils ne paieront, dans toute la sénéchaussée de Beaucaire, d'autres droits pour leurs marchandises, que ceux qu'ils acquittaient précédemment à Montpellier. — Les marchands italiens qui cependant deviendraient citoyens de Nimes, seront soumis, par ce seul fait, aux mêmes redevances que le commun des habitants. — Si quelqu'un d'eux commet un crime qui mérite la mort, on le condamnera d'après les lois du pays où il devra être jugé. — Ils ne pourront être punis pour simple fornication, mais uniquement pour rapt ou adultère. — On ne devra ni les arrêter ni saisir leurs meubles, à raison de dommage ou de vol, soit envers le roi, soit envers un habitant quelconque, s'ils n'en sont notoirement coupables, ou au moins personnellement suspects. — Si toutefois la communauté dont se trouverait membre l'auteur du délit négligeait, sur avertissement, d'en obtenir réparation, le roi pourra le chasser du royaume, en lui donnant un an et quarante jours de délai, pour régler ses affaires et réclamer les sommes d'argent qui lui seraient dues. — Il sera loisible aux marchands italiens d'avoir un change à Nimes, à l'instar de celui qu'ils ont aux foires de Champagne, à condition de s'abstenir d'usure. — Le roi les protègera dans le recouvrement de leurs dettes, avec le même soin que ses bourgeois de Paris, pourvu

qu'elles soient justement établies et duement constatées. — Les marchands italiens auront faculté d'entretenir à Nimes, pour toute l'étendue de la sénéchaussée de Beaucaire, un capitaine ou recteur et des consuls, comme ils en ont aux foires de Champagne, sans pouvoir néanmoins former entre eux de brigues ni d'associations illicites. — Ils nommeront, si rien ne s'y oppose de la part des habitants, deux prud'hommes de leur choix, qui, de concert avec deux autres prud'hommes qu'éliront à leur tour les Nimois, rédigeront un tarif pour le louage des maisons à Nimes. En cas de dissentiment parmi les quatre prud'hommes ainsi désignés, le juge-royal ordinaire cherchera à les mettre d'accord; et, à défaut, il fixera lui-même le prix de location. — Ceux des marchands italiens qui, refusant d'obéir à leur capitaine et à leurs consuls, ne voudraient pas se conformer, dans leurs opérations commerciales, aux lois de leur pays, seront punis par ces magistrats suivant les coutumes de leur profession, mais sans pour cela que le roi ne puisse leur infliger la peine requise par la justice. — On se servira à Nimes de poids et de balances semblables aux poids et aux balances en usage à Montpellier; et l'office de peseur sera conféré à une ou plusieurs personnes de probité, que nommeront eux-mêmes les marchands italiens. — Comme ils ont consenti, dans l'intérêt de l'accroissement de la ville de Nimes, par l'organe de leur capitaine et de leurs syndics, à ce que toutes leurs

marchandises amenées ou déchargées à Aiguesmortes ne puissent être conduites ailleurs sans traverser Nimes, le roi, ayant égard à leur requête, promet de tenir la main à l'exécution de cette mesure, et d'obliger quiconque y contreviendrait à se soumettre au mode de satisfaction convenu. — Si les acheteurs de leurs marchandises, soit à Nimes, soit dans le reste de la sénéchaussée, manquent à en fournir le paiement, on appliquera, pour les y contraindre, les moyens employés en pareille circonstance aux foires de Champagne. — Enfin, le roi déclare renoncer, en faveur des marchands de la péninsule, au droit de naufrage, et n'avoir jamais rien à revendiquer sur les objets leur appartenant, que la mer viendrait à jeter sur les côtes de ses domaines.

Telle est, dans ses principales dispositions, la charte de février 1277 (1278)[1]. Elle fut agréée par les représentants du commerce italien, et sa mise à exécution dut suivre immédiatement[2].

Cette charte intéresse nôtre histoire à plusieurs titres: car non-seulement elle devait avoir pour résultat d'amoindrir Montpellier au profit de Nimes, mais elle allait donner naissance à la *Cour des conventions-*

[1] *Ordonn. des rois de France*, IV, 669 sq. Cf. Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 60 v° et 61 r°, et *Hist. patr. monum.*, *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 1451 sq. — Cette charte fut confirmée par Charles V en juillet 1366. Voy. *Ordonn. des rois de France*, ibid.

[2] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 61 r° et v° — P. J., L.

*royaux*, dont s'est long-temps enorgueillie cette dernière ville [1].

Les habitants de Montpellier ne se résignèrent pas sans peine à l'amoindrissement qui les frappait. Ils firent tout ce qu'ils purent pour retenir les Italiens [2], et le sénéchal de Beaucaire eut considérablement à lutter, lorsqu'il voulut parvenir malgré eux à la pleine observation des lettres de Philippe le Hardi [3]. Mais le monarque n'abandonna pas son entreprise [4], et Philippe

[1] Voy. Ménard, *Hist. de Nismes*, I, 362 sq., et Note XXVI, pag. 404 sq., où il établit clairement cette origine contre Guiran, Le Pul et les Bénédictins eux-mêmes, qui préféraient la rapporter au règne de Philippe le Bel et à l'année 1304. — La Cour des conventions-royaux devait subsister jusqu'en 1749. Voy. Ménard, *ibid.*, VI, 625.

[2] Ils ne les retinrent pas tous; car on lit dans la Chronique du *Petit Thalamus*, à la date de 1278, que le jour de la Toussaint de cette année-là les Lombards sortirent de Montpellier : « *En l'an de M e CC e LXXVIII, issiron de Montpellier li Lombartz, las vespras de Totz Santz.* »

[3] Ménard, *Hist de Nismes*, I, 372, 384 sq., et Pr. 109 et 110.

[4] Témoin la déclaration de 1283, couchée à la page 233 des *Olim* publiés par M. le comte Beugnot : « *Inspectis convencionibus habitis inter mercatores Nemausenses et dominum regem, et intellecto usu habito et observato a tempore dictarum convencionum, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dicti mercatores de Nemauso, secundum dictas convenciones, mercaturas suas deferre seu transferre non poterunt apud Montempessulanum, nec eas ibi vendere; poterunt tamen emere mercaturas apud Montempessulanum, et eas apud Nemausum afferre; et e converso mercatores de Montepessulano poterunt emere apud Nemausum, et defferre apud Montempessulanum.* »

le Bel, qui succéda bientôt après à son père, se promit de la poursuivre. Il adopta, néanmoins, quelques ménagements. Philippe le Bel avait trop d'habileté pour ne pas se résoudre à de sages concessions. Peut-être, d'ailleurs, visait-il déjà à s'implanter à Montpellier; et sa politique était, désirant y réussir, de ne rien outrer. On le voit, la première année de son règne, en même temps qu'il mande à ses officiers de veiller à ce que la ville de Montpellier jouisse d'une entière liberté d'approvisionnement, leur enjoindre de n'user d'aucune voie de coaction à l'égard des marchands non italiens, pour les attirer à Nimes [1]. Mais Philippe le Bel, d'un autre côté, ne pouvait répudier l'œuvre de son père, ni se déjuger lui-même. Il avait, à peine investi de la succession paternelle, prescrit au sénéchal de Beaucaire, par l'organe de son conseil, de tenir la main à l'exécution des mesures qui obligeaient les marchands italiens à opérer à Nimes [2]. Il ne révoqua point cet ordre, et le sénéchal le prit tellement au sérieux, que, par le ministère de son lieutenant Guichard de Marziac, il prononça contre ceux des marchands de la péninsule qui négligeraient de s'y

[1] Lettre datée de Paris le mardi avant les Cendres 1285 (1286), Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 46 r°. L'*Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 524, l'attribue par erreur à Philippe le Hardi.

[2] Mandement du Conseil de Philippe le Bel, donné au Puy la veille de la Toussaint 1285, ap. Ménard, *Hist. de Nismes*, I, 384, et Pr. 110.

conformer la confiscation de leurs marchandises. Ce n'était pas une simple question d'amour-propre ; il s'agissait aussi pour le roi d'intérêts financiers, grave sujet de considération à une époque comme celle-là. Le trésorier de la sénéchaussée, Guillaume Buccuce, réclamait avec instance la stricte observation des lettres de Philippe le Hardi, au nom de l'amoindrissement que leur violation imposait aux revenus royaux. Le représentant du sénéchal ne pouvait être insensible à un pareil motif, lorsque surtout le procureur du roi mêlait sa requête à celle du trésorier. Non-seulement il prononça la confiscation contre les marchandises des Italiens qui n'éliraient pas Nimes pour siége unique de leurs opérations commerciales, mais il les astreignit à tout autre châtiment qu'il plairait aux juges-royaux de leur infliger [1].

Grande rumeur, à la nouvelle de cette mesure, parmi les Italiens et les habitants de Montpellier. On menaçait d'exécuter contre les uns et les autres, dans toute sa rigueur et sans distinction de personnes, les articles d'un contrat qu'ils avaient cru jusqu'ici n'enchaîner que ses adhérents. Plusieurs d'entre eux protestèrent, et de ce nombre furent en particulier les membres de deux importantes compagnies de Plaisance, Odofred de Rizolo et Gérard de Porta. Ils déposèrent officiellement leur protestation, le 8 juin 1287,

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 14. — P. J., LII.

devant le substitut de Guichard de Marziac, à Nimes même et dans l'auditoire du sénéchal, avec appel au roi de France. Ils avaient à cœur, affirmaient-ils, tout autant que les officiers royaux et que les consuls de Nimes, la prospérité et l'accroissement du trésor royal ; mais ils n'entendaient, malgré cela, subir aucune contrainte excédant les bornes du devoir, ni se laisser fouler, au mépris de leurs droits et de leurs priviléges les plus respectables. Leur résidence à Nimes ne leur enlevait pas, ajoutaient-ils, l'autorisation de commercer aussi, et avec une égale liberté, partout ailleurs. Elle leur assurait, au contraire, par son fait même, le bénéfice de cette dernière ; et ils comptaient, pour obtenir une décision favorable, sur la sagesse et la juste sollicitude du roi[1].

Philippe le Bel, en pareil état de choses, ne pouvait guère manquer d'intervenir. Bien que admirablement servi, quant à ses intérêts fiscaux, par la cour de son sénéchal de Beaucaire, il avait cependant d'autres intérêts non moins précieux à sauvegarder. Il lui fallait donner, d'une manière quelconque, satisfaction à des étrangers qui auraient pu, par dépit, transférer leur négoce hors de son royaume, emportant de la sorte avec eux la source même où s'alimentait en partie son trésor ; et sa politique d'avenir exigeait, en outre, certains ménagements à l'égard des habitants de Mont-

[1] Arch. mun. de Montp, Arm. E, Cass. IV, N° 14.— P. J., LII.

pellier, dont il convoitait, en prévision des circonstances, les utiles sympathies. Il confia à un de ses agents, Thibaud de Corbeil, le soin d'aller sur les lieux étudier l'affaire[1]. Le roi de Majorque, d'ailleurs, comme seigneur de Montpellier, réclamait à son tour; et il eût été imprudent de lui abandonner en matière commerciale le monopole de la popularité[2]. Philippe le Bel comprit son rôle, et eut au moins l'air de s'exécuter. Mais son délégué gagna du temps. Il suffisait qu'on sût dans le pays que le roi de France avait remis ses pouvoirs à un mandataire; et on espérait sans doute, à la faveur d'un délai, familiariser les récalcitrants avec les nouvelles exigences fiscales. L'argent perçu, en attendant, sur le négoce italien serait autant d'acquis. Thibaud de Corbeil, désigné pour sa mission le 14 août 1287, n'avait encore rien traité d'officiel le 3 avril suivant. Car, à cette date seulement, le roi de Majorque, agissant toujours en qualité de seigneur de Montpellier, autorisa son procureur Étienne Sabors à conclure avec le commissaire du roi de France, d'accord avec le syndic des consuls de Montpellier[3].

[1] Lettres du jeudi avant l'Assomption 1287, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 46 v°. — P. J., LIII.

[2] Jayme II s'était déjà assuré les sympathies des Génois, en promettant de leur maintenir libre et exempte d'entraves la jouissance du comptoir qu'ils possédaient à Montpellier. Acte du 8 juillet 1277, ap. *Lib. jur. reip. Gen.*, I, 1459.

[3] Lettres de Jayme II du 3 avril 1288, Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir V, N° 2. — P. J., LIV.

Il finit cependant par remplir son mandat, et Philippe le Bel, sur son rapport, prit une délibération dans le parlement tenu à Paris le 26 août 1288. Sans rien révoquer des précédentes défenses, il adopta une sorte de moyen terme, déjà admis en principe sous Philippe III[1] : il prescrivit le maintien du statut de 1278, quant à l'obligation pour les Italiens de commercer à Nimes, et déclara que, une fois leurs marchandises déposées dans cette ville, il serait permis aux gens de Montpellier de venir y trafiquer, comme les autres marchands du royaume[2]. C'était, à part le déplacement, mettre les choses sur un pied d'apparente égalité, et, du même coup, accroître ses revenus, en multipliant, au profit du trésor, le nombre des transactions. Philippe le Bel ne menait pas trop mal son jeu.

Cette décision fut communiquée au sénéchal de Beaucaire, ou plutôt à son lieutenant Jean d'Arreblai, qui la reçut le 24 octobre 1288 dans le château des Arènes de Nimes, par les mains du procureur du roi Pierre de Béziers[3]. Rien ne dit avec quelles dispositions

[1] Voy. le texte des *Olim* rapporté plus haut, à la date de 1283.

[2] « *Postquam predicti mercatores Lombardi Nemausum applicaverint cum suis mercibus, mercatores Montispessulani possint, si velint, Nemausum venire et mercari ibi, sicut ceteri mercatores regni nostri.* » Lettres de Philippe le Bel du jeudi après la fête de Saint-Barthélemi 1288, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 62 r°, et Ménard, *Hist. de Nismes*, I, Pr. 113.

[3] Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 62 r°; Arch. impér.

l'accueillirent les marchands de Montpellier. Mais, si leur commerce s'en accommoda, faute de mieux, elle ne pouvait contribuer que d'une manière bien indirecte à la prospérité de leur ville, et n'était guère propre à indemniser nos finances, soit municipales, soit seigneuriales.

Philippe le Bel revêtit un air un peu moins accaparant, lorsque, à partir de 1293, il se fut substitué aux droits des évêques de Maguelone sur la seigneurie de Montpellier [1]. Mais il n'était cependant encore qu'à

de Paris, Trésor des Chartes, J., 892, et Ménard, *Hist. de Nismes*, I, Pr. 113. — Cette transaction explique l'octroi des *Privilèges* du 1er octobre 1289, que mentionne, en faveur des marchands romains, génois, vénitiens, bolonais, trafiquant à Nimes, M. de Mas Latrie, dans ses *Documents sur le commerce maritime du Midi de la France, extraits de quelques Archives d'Italie* (*Biblioth. de l'École des Chartes*, 2e série, III, 207), d'après le *Liber jurium reipublicæ Genuensis* édité depuis, et autorisant ces marchands à tenir un banc pour le change.

[1] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 96 sq. — Nous plaçons à l'année 1293 l'acquisition de la partie épiscopale de la ville de Montpellier par Philippe le Bel, bien que l'acte en vertu duquel elle a eu lieu porte la simple date de mars 1292. Elle appartient, en effet, aux premiers jours du mois de mars. Des lettres de Philippe le Bel du vendredi après la mi-carême et du vendredi avant *Isti sunt dies* (le dimanche de la Passion) 1292, insérées dans notre *Cartulaire de Maguelone*, Reg. C, fol. 138 r° et 107 r°, ne permettent pas d'en douter, en présentant la transaction entre le roi et l'évêque comme un événement antérieur à cette double date. Or, les premiers jours du mois de mars 1292 de la chancellerie de Philippe le Bel reviennent à l'année 1293 nouveau style.

demi maître de notre ville ; et bien qu'il en eût acquis la portion la plus importante féodalement, il n'avait toutefois ni la plus considérable territorialement, ni la plus riche commercialement. Le quartier de Montpelliéret, siége de sa juridiction, était loin d'être le plus peuplé, et n'était pas, en outre, celui du négoce [1]. Un grand avantage, néanmoins, avait été obtenu le jour où ses officiers y avaient établi domicile. Il ne restait qu'un ruisseau à franchir pour poser le pied partout, et il devenait facile de guetter le moment opportun de prendre complètement possession. L'habileté voulait simplement qu'on préparât la voie, afin de s'épargner la déconvenue d'un faux pas, l'instant décisif arrivé. Telle fut la ligne de conduite que suivit désormais le petit-fils de S. Louis.

Nous nous abstiendrons de le suivre dans cette préparation. Il nous serait d'ailleurs difficile d'en marquer tous les incidents ; car il est vraisemblable qu'ils ne nous ont pas tous été transmis. Nous voyons bien Philippe le Bel défendre à ses commissaires d'inquiéter les habitants de Montpellier à propos des laines qu'ils peuvent avoir, nonobstant les prohibitions, tirées de son royaume [2]. Nous le voyons aussi les autoriser à répandre dans ses domaines toute espèce de marchan-

[1] « *Commorantes in eadem parte pauci sunt, et nulli mercatores.* » Arch. impér., Trésor des Chartes, J, 340, N° 43.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XVI, N° 4. — P. J., LVIII.

dises[1], puis leur permettre de s'approvisionner librement où il leur plaira[2], et leur concéder les plus grandes facilités pour la vente ou l'exportation de leurs vins[3]. Mais qui serait en mesure d'énumérer les avances qu'il dut leur faire personnellement, lors de la visite dont il les honora en 1304[4]? Il arrivait parmi eux en famille; car il amenait avec lui sa femme, la reine Jeanne de Navarre, et ses fils, héritiers futurs de son trône. De quelles faveurs n'aura-t-il pas, durant son séjour, comblé ces bons bourgeois qui le fêtaient si cordialement, et dont il aspirait à devenir le seul maître! Que d'amis ne conquiert pas, en pareille rencontre, la prévoyance d'un monarque, sans que les chro-

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, No 4 *bis*.— P. J., LXI. — Une pensée de bienveillance analogue a dicté les deux lettres émises à Paris en parlement au mois de janvier 1300 (1301), par lesquelles Philippe exonère les marchands de Montpellier du denier pour livre qui se percevait sur les marchands lombards. Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XXI, No 1 et 2. — P. J., LXV.

[2] Lettres du 31 août 1288, du 28 novembre 1289, du 16 janvier 1297 (1298), du 12 janvier 1298 (1299), du 24 juillet 1304, du 21 février 1307 (1308), du 10 mai 1308, et du 20 septembre 1311. Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, No 24 *bis*. — P. J., LVI et LXIII.

[3] Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, No 24 *bis*. Lettres du 26 juin 1294 et du 12 janvier 1298 (1299). — P. J., LIX et LXIII.

[4] En 1304, et non en 1302, comme une faute d'impression le marque dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 126. Le Recueil des *Ordonnances* renferme (XII, 357) des lettres de Philippe le Bel données à Montpellier le 15 février 1303-1304.

niqueurs en sachent ou en soupçonnent même le nombre !

Il importait d'autant plus au roi de France de prodiguer ses grâces aux bourgeois de Montpellier, qu'il s'agissait pour lui de lutter, à leur égard, de popularité avec le roi de Majorque. Jayme II avait tout récemment, au profit de leur commerce, restauré et comme rajeuni la vieille amitié de Pise, en la dégageant des nuages dont paraissaient l'avoir obscurcie de fâcheuses, mais presque inévitables rivalités. La piraterie était de mode dans ce temps-là, et les Pisans ne se faisaient pas faute de l'exercer. Ils l'avaient notamment pratiquée au préjudice des marchands montpelliérains, et beaucoup de ces derniers en conservaient de graves motifs de plaintes. Jayme II s'entendit à ce sujet avec l'envoyé de la république de Pise, Teri Laggio, et le 22 novembre 1303 fut signé un arrangement qui, en donnant satisfaction à la partie lésée, rendit aux coupables le courage de reparaître sur les terres de leurs victimes, dont ils n'osaient affronter ni les regards ni la colère. Moyennant l'indemnité d'un denier pour livre, que paieraient les marchandises pisanes dans les ports de la juridiction du roi de Majorque, seigneur de Montpellier, à l'entrée et à la sortie, jusqu'à concurrence d'une somme raisonnablement fixée, à titre de réparation du dommage commis, il fut stipulé que les Pisans jouiraient de la même liberté commerciale qu'autrefois, et en laisseraient

également jouir les hommes de Jayme II, français ou espagnols. Il leur serait loisible d'avoir un consul et une loge à Majorque, comme aussi un consul à Montpellier. Mais, à leur tour, les sujets de Jayme II auraient à donner satisfaction aux Pisans, en cas de grief régulièrement constaté[1].

Jayme II ne se borna pas à se réconcilier avec les Pisans. Il négocia, quelques mois après, une réconciliation analogue avec les Génois. Elle fut conclue le 28 mars 1305 à Perpignan, et elle eut également pour objet de raviver le commerce entre les deux parties contractantes. C'était là une sorte de mission qu'il fallait se résoudre à recommencer périodiquement; car il était rare qu'il n'y eût pas de temps à autre quelque infraction aux traités, ou quelque entreprise répréhensible, suscitée par l'envie intempérante du gain. Il fut convenu par le règlement de 1305 qu'en cas de griefs, soit de la part des Génois, soit de la part des sujets de Jayme II, il serait fait indistinctement prompte justice et complète réparation, et que, pour indemniser des dommages antérieurs les hommes du roi de Majorque, on prélèverait sur les marchandises génoises débarquées aux ports de ce dernier un tribut de deux mille livres, à percevoir dans l'espace d'un an, en échange duquel toutes concessions de marques ou de représailles disparaîtraient. Mais les

[1] Charte du 22 novembre 1303, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 26. — P. J., LXX.

Génois devaient renoncer aux leudes ou impositions établies dans leurs terres depuis dix ans sur les marchandises importées par les sujets du roi de Majorque, et supprimer, eux aussi, tous droits de représailles, à l'égard des gens de Montpellier comme des autres. Moyennant ces sacrifices réciproques, la liberté commerciale renaîtrait des deux parts, et tout le monde s'engagerait à n'y plus contrevenir[1].

Ainsi statuèrent les nouvelles conventions arrêtées à Perpignan, le 28 mars 1305, entre Jayme II et les ambassadeurs ou syndics de la république de Gènes, Cavallini de Medicis et Gabriel Spinola. Mais il fallut bientôt remettre encore la main à cette toile de Pénélope. Les Génois semblaient porter dans leur négoce l'instabilité de leur gouvernement; et Jayme II éprouvait déjà, le 3 octobre 1309, le besoin de se plaindre officiellement aux magistrats de Gènes des fréquentes violations infligées *depuis long-temps* aux traités en vigueur[2]. On exigeait à Gènes des marchands de Montpellier quatre deniers par livre, à l'entrée et à la sortie, grave atteinte à la liberté du commerce, tant de fois stipulée; puis on les astreignait à un droit de rève de trois deniers par livre, exaction tout aussi contraire aux précédents accords: au total onze deniers ou près d'un sou par livre; et cela à une époque où les Génois jouissaient à Montpellier de la franchise la plus entière.

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 28. — P. J., LXXIII.
[2] Arch. mun. de Montp., *ibid.*, N° 29. — P. J., LXXV.

Contre la teneur des traités également, les Génois, sous prétexte de refus de justice de la part du bayle envers le débiteur de l'un d'entre eux, avaient établi une marque ou représaille, qui leur permettait d'extorquer des marchands de Montpellier abordant sur leur territoire un argent considérable : autre genre de grief ou même de tyrannie, attendu qu'avant de se venger ainsi, ils auraient dû, à défaut du bayle, appeler de sa cour à celle du lieutenant-royal de Montpellier, son supérieur immédiat, ou à celle du sénéchal de Beaucaire, représentant de l'autorité suzeraine du roi de France dans le pays. Jayme II perdit sa peine à solliciter auprès des chefs de la république de Gênes le redressement de ces torts, et Philippe le Bel, lors de son intervention, ne paraît pas avoir été plus heureux. Il employa cependant tous les moyens : c'était pour lui un devoir, comme seigneur direct d'une partie de Montpellier et comme suzerain de l'autre partie, surtout avec son ardent désir de se rendre populaire et de faire prévaloir sa supériorité. Les deux lettres qu'il écrivit au podestat et au conseil de Gênes le 18 octobre 1310 [1], un peu plus d'un an après celle de Jayme II

[1] Nous avons, dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier,* II, 526 et 527, édité ces deux lettres d'après l'expédition qu'en conserve le *Grand Chartrier* des Archives municipales de Montpellier, Arm. E, Cass. IV, N° 30. Elles existent également parmi les manuscrits de la Bibliothèque impériale de Paris, Fonds français, Reg. 8409, fol. 8 r° et v°.

du 3 octobre 1309, demeurèrent sans effet; et force fut d'envoyer, l'année suivante, les abus subsistant toujours ou plutôt s'aggravant, un légiste de Montpellier, Pierre Masse, afin d'essayer d'en obtenir la répression. Il partit revêtu d'une triple mission du roi de France, du roi de Majorque et de nos consuls, dont les sceaux divers authentiquaient sa procuration. Il emportait en outre avec lui les deux lettres de Philippe le Bel du 18 octobre précédent, avec charge d'en faire aux autorités génoises une officielle exhibition. Pierre Masse, aussitôt arrivé à Gènes, présenta, le 27 mars 1311, les pièces au podestat en personne, et lui demanda instamment justice. Mais le podestat, s'excusant, le renvoya aux douze gouverneurs. Ceux-ci, devant lesquels le légiste comparut le même jour, le renvoyèrent, à leur tour, aux huit magistrats préposés aux affaires de la marchandise[1]. Le délégué montpelliérain, toutefois, ne fut pas plus heureux avec ces derniers, qu'il vit le surlendemain, 29 mars. Il eut

[1] « *Ad octo sapientes sive tractatores mercancie dicte civitatis Janue.* » Ne désignerait-on pas ainsi les huit conseillers de l'*Uffizio di Gazaria,* magistrature qui embrassait, comme on sait, dans ses attributions, avec la surintendance du commerce de Crimée, toutes les affaires maritimes de la république de Gènes, et dont les membres tenaient leurs séances au palais Saint-Georges? Le registre des délibérations de cet *office* a été imprimé, sous le titre d'*Imposicio Gazariæ*, dans les *Monumenta historiæ patriæ, Leges municipales,* et analysé dans le Tome IV des *Lois maritimes* de M. Pardessus.

beau protester du dévouement de ses concitoyens en faveur des marchands de Gènes, et ajouter qu'il ne requérait de leur part qu'une simple réciprocité de services. Les huit magistrats préposés aux affaires commerciales, lui répondant par une nouvelle fin de non-recevoir, objectèrent que les deux lettres du roi de France ne les concernaient pas, mais s'adressaient, par la formule de leur suscription, « au podestat, au conseil et à la commune de Gènes. » Or, ils n'étaient, quant à eux, ni le podestat, ni le conseil, ni la commune, quoique remplissant des fonctions émanées d'un mandat de cette triple autorité. Vainement le légiste de Montpellier insista, en répliquant qu'il venait à eux par l'ordre même du podestat et des douze gouverneurs. Vainement ensuite, en quittant les *sages* de la marchandise, retourna-t-il implorer de nouveau justice auprès du podestat. Le podestat se contenta de répondre qu'il avait écrit ce qu'il avait écrit. Pierre Masse, afin de n'avoir aucune omission à se reprocher, revint encore le lendemain sommer pour la troisième fois le podestat, puis, n'en ayant obtenu que de nouvelles paroles dilatoires, tenta une démarche analogue auprès des douze gouverneurs de Gènes, mais toujours en pure perte. Tout se passa à verbaliser en présence de témoins, et le légiste n'eut d'autre ressource que de multiplier les protestations [1].

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, No 30. — P. J., LXXVII.

Philippe le Bel n'était pas d'humeur à dévorer ce mépris fait à de justes réclamations. Après avoir laissé aux chefs de la république de Gènes le délai moral nécessaire pour en obtenir réparation, il leur adressa, le 8 janvier suivant, une nouvelle requête, où, à défaut de justice rendue, il les menaça de voir agir son sénéchal de Beaucaire contre ceux de leurs nationaux qui commerçaient en France[1]. Le roi Sanche de Majorque, récemment pourvu, par la mort de son père Jayme II, des droits de la branche cadette de la maison d'Aragon sur la seigneurie de Montpellier, écrivit, à son tour, le 26 mai 1312, aux autorités de Gènes, dans le même sens, et leur délégua de nouveau le légiste Pierre Masse[2]. Les renseignements nous manquent touchant les actes de cette seconde mission; mais il paraîtrait qu'elle ne fut pas aussi nulle que la première: car nous trouvons à Montpellier, quelques mois plus tard, deux *ambassadeurs* de la commune de Gènes, Pascal Salvaigo et Nicolas Dassori, recevant dans la maison du marchand Alexandre de Saint-Cyr, où ils logeaient vraisemblablement, communication, par l'entremise du lieutenant du recteur-royal, d'une troisième lettre, transmise par Philippe le Bel au sénéchal de Beaucaire. Le roi s'y plaignait, non-seulement de la prolongation des injustices commerciales infligées par les Génois à

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, No 32. — P. J., LXXVIII.

[2] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 528-529.

ses sujets dans la ville de Gènes, mais de leur prétention à l'exercice d'une sorte de monopole maritime, que semblait révéler la levée d'un impôt qu'ils avaient induement établi sur les marchandises transportées entre Gènes et Aiguesmortes par autres vaisseaux que leurs propres navires. Philippe le Bel, néanmoins, ne réussit guère mieux cette fois encore. Il eut beau fixer un délai de sept semaines à la réparation qu'il sollicitait [1]. Les envoyés de Gènes accueillirent froidement son *ultimatum* [2], et sept semaines s'écoulèrent sous le poids des mêmes griefs. Les Génois savaient sans doute le monarque assez occupé chez lui, pour n'avoir rien à craindre de ces menaces; et sa politique anti-italienne à l'égard du Saint-Siége n'était pas de nature à aplanir les difficultés. Elles subsistèrent avec leur cortége d'abus [3], et Louis X eut, en recueillant l'héritage paternel, à reprendre la négociation. Mais les lettres qu'il adressa

[1] Lettres du 13 octobre 1312, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 34. — P. J., LXXIX.

[2] Acte du 14 novembre 1312, *ibid.*

[3] La preuve en existe dans les trois lettres qu'adressa Philippe le Bel, la veille de l'Ascension de l'année 1314, à son sénéchal de Beaucaire, et que renferment les *Olim* publiés par M. le comte Beugnot (Tom. II, pag. 609 sq.). Elles fournissent de curieux renseignements sur trois cas insignes de piraterie, dont nos marchands de Montpellier eurent à souffrir de la part des Génois. Non contents de piller sur mer Pons de Sucioles et Pierre Boisson, ils vont jusqu'à dévaliser Pierre Martin à Gènes même, dans les boutiques de Pierre Amauri et de Matthieu de Salicates, où il avait déposé ses marchandises.

aux chefs de la république de Gènes le 12 janvier 1315 (1316) [1] n'amenèrent pas non plus de résultats. Pareil sort fut réservé aux quatre lettres de Philippe le Long du 4 juillet 1316 et du 19 mars suivant [2]. Une cinquième lettre de ce dernier jour prouverait même que la situation empirait, au lieu de s'améliorer. Philippe y requiert satisfaction auprès des autorités génoises, à l'endroit de deux de leurs nationaux, qui, séduits par l'appât du lucre, avaient eu l'impudeur de manquer à l'engagement qu'ils s'étaient imposé environ cinq ans auparavant envers les consuls de Montpellier, de leur fournir, comme remède à une calamiteuse disette, de vingt-cinq à quarante mille setiers de blé, à un prix convenu d'avance [3].

On aura moins de peine à s'expliquer cette persistante incorrigibilité des Génois, quand à la roideur intéressée de leur caractère on ajoutera les motifs de plainte qu'ils avaient eux-mêmes contre le roi de France. S'ils jouissaient à Montpellier d'une complète franchise

[1] Nous avons édité ces lettres dans notre *Histoire de la Commune de Montpellier,* II, 529-530.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, No 36. — P. J., LXXXIII.

[3] *Ibid.* — Nous recommandons la lecture du document de nos Pièces justificatives constatant la remise de ces lettres de Philippe le Long aux chefs de la commune de Gènes le 8 novembre 1317. Il n'édifie pas moins sur la manière d'agir de l'ambitieuse république, que la charte des 27, 29 et 30 mars 1311. Toujours même fin de non-recevoir.

pour leur commerce, c'était en vertu d'une exception spéciale; car ils ne trafiquaient à Montpellier que par tolérance, les anciennes dispositions qui centralisaient à Nimes le négoce italien demeurant toujours en vigueur: et personne n'ignore à quelles exactions nos monarques avaient coutume de soumettre ce négoce. Il faut qu'elles aient été bien criantes, pour que les marchands lombards, las de se voir ainsi rançonnés, aient pris le parti d'abandonner les établissements qu'ils avaient formés çà et là dans nos provinces [1]. Cette retraite, néanmoins, n'arrangeait nullement nos rois: ils y perdaient considérablement, dans la sénéchaussée de Beaucaire surtout, où le port d'Aiguesmortes, presque vide de marchandises, n'alimentait plus le trésor par les mêmes revenus. Philippe le Long prescrivit, le 20 septembre 1317, une enquête sur cette ruineuse émigration [2]. Soit que, pour les ravoir, il leur ait accordé diverses faveurs, soit que les Italiens, se ravisant d'eux-mêmes, n'aient pas attendu qu'on les rappelât, ils revinrent [3]. Mais, au lieu de se fixer à Nimes, comme le voulait le pacte de Philippe le Hardi, maintenu par Philippe le Bel [4], ils préférèrent la résidence de Montpellier. Ce retour et cette préférence, toutefois, ne servaient qu'à demi la politique de Philippe le Long. S'il y trouvait son

[1] Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 20.
[2] Ménard, *ibid.*, II, 20, et Pr. 24.
[3] Ménard, *ibid.*, II, 29.
[4] Ménard, *ibid.*, II, 11, et Pr. 16 sq.

compte quant au port d'Aiguesmortes, par lequel se faisait le principal négoce de Montpellier, il lui fallait cependant en partager les avantages avec le roi de Majorque, toujours seigneur de la portion la plus importante de notre ville; et Philippe aimait beaucoup mieux un monopole qui lui permettrait d'amoindrir un rival dont, comme ses prédécesseurs, il souhaitait la disparition. Non-seulement il exigea que les marchands italiens continuassent de résider à Nimes, en y remplissant toutes les clauses du contrat de 1278, mais il révoqua l'autorisation octroyée à quelques-uns d'entre eux de se tenir à Montpellier, et leur donna quarante jours pour se transférer à Nimes [1]. Il en fut, néanmoins, il y a apparence, de ce commandement comme de tant d'autres des années antérieures: les marchands restèrent à Montpellier. Charles le Bel [2] et Philippe de Valois [3] eurent à renouveler, sous ce rapport, les ordres de Philippe le Long, sauf à les voir, eux aussi, également méprisés.

Philippe de Valois prit sa revanche sur un autre terrain. Les Italiens, et particulièrement ceux de Gènes

[1] Lettres du 3 août 1321, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 62 r°. — P. J., LXXXVIII. — Cf. Ménard, *Hist. de Nismes*, II, Pr. 30 et 31.

[2] Lettres du 28 juillet 1322, Arch. mun de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 62 v°. — P. J., XC.

[3] Lettres du 8 novembre 1329 et du 1er juillet 1333, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 62 r° et v°. — P. J., XCVIII.

et de Savone, ne se bornaient pas à fouler aux pieds les prescriptions royales, et à exercer, par voie d'extorsion, des représailles contre nos Français. Leur cupidité, revêtant les formes les plus hideuses, pratiquait impudemment l'usure et même, selon les occasions, la piraterie. Les gens de Montpellier, quelques avantages qu'ils fissent à ces étrangers, n'en étaient pas exempts [1], et la position paraissait tellement équivoque, que, n'osant plus déléguer de consul à Gênes, ils priaient les capitouls de Toulouse d'en envoyer un à leur place pour y protéger les intérêts du commerce [2]. Ce fut au milieu de ces difficultés que Philippe de Valois releva le gant : politique habile, au moment où agonisait la domination des rois de Majorque sur Montpellier, et où il lui importait de s'attacher indissolublement les sympathies de nos bourgeois. Philippe VI, au moyen de cette sage intervention, avançait puissamment l'œuvre de sa conquête, en même temps qu'il remplissait avec une remarquable conscience sa mission de monarque.

Son premier acte dans cette nouvelle voie est signalé

[1] Lettres de Philippe de Valois du 26 novembre 1333, du 29 janvier 1333 (1334), de janvier 1334 (1335) et du 4 décembre 1337, Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. IX, N° 3, et Cass. XX, N° 4, 6 et 12. Cf. Maudements de la cour du sénéchal de Beaucaire du 13 juillet 1336 et du 29 mars 1337, Cass. XX, N° 7 et 8. — P. J., CII, CVI, CVII, CIX et CXI.

[2] Lettre des consuls de Montpellier, du 20 mai 1333, Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XVII, N° 10. — P. J., XCIX.

par les lettres qu'il donna à Poissy le 6 novembre 1333 contre les pirates espagnols des royaumes d'Aragon et de Majorque, ou italiens des villes de Gènes et de Savone[1]. Les habitants de Montpellier y figurent parmi ceux des localités qui en provoquèrent l'émission. Ils avaient eu, comme beaucoup de leurs voisins, à souffrir de la piraterie, surtout à une époque de fréquentes disettes, qui nécessitaient de nombreux approvisionnements à l'étranger. Philippe de Valois prit, à leur instance, une décision énergique, qu'il adressa en particulier aux sénéchaux de Toulouse, de Carcassonne et de Beaucaire, et où se révèle sa ferme volonté d'en finir avec un inqualifiable désordre[2]. Chaque fois qu'on

[1] Ces lettres portent la date du 6 octobre dans le texte qu'en a publié le Recueil des *Ordonnances*, III, 239, et dans une expédition originale qu'en possèdent nos Archives de Montpellier, Arm. C, Cass. XX, N° 3. Mais elles sont expressément datées du 6 novembre dans une autre expédition de même nature, et dans leur transcription, au fol. 62 v° du *Grand Thalamus*. La date du 6 novembre se lit également dans d'autres lettres de Philippe VI, données à Paris en janvier 1334 (1335), conservées en double exemplaire dans la même Cassette XX, dans des reproductions émanées de la cour du sénéchal de Beaucaire les 13 juillet 1336 et 29 mars 1337 (Arm. C, Cass. XX, N° 7 et 8), et dans l'original d'un rappel ou d'une remise en vigueur par Charles VII du 23 novembre 1448 (Arm. F, Cass. VII, N° 64). Cf. *Documents historiques inédits*, par M. Champollion-Figeac, II, 174 et 177.

[2] Le désordre était tel, que les amiraux aragonais ne se faisaient pas faute d'y prendre eux-mêmes part : témoin la curieuse lettre qu'adressa au roi de France Charles le Bel, le 19 novembre 1326,

porterait plainte à un officier quelconque de ces trois sénéchaussées, au sujet de déprédations commises soit sur terre, soit sur mer, celui-ci devait ouvrir aussitôt une enquête touchant l'objet de la plainte, et, cet objet constaté, procéder immédiatement par saisie judiciaire, après avoir reçu caution convenable du plaignant, contre les auteurs du méfait ou leurs complices et contre leurs biens, si la personne ou les biens des coupables se rencontraient dans le ressort de la sénéchaussée. Il avait alors charge de les séquestrer, jusqu'à complète réparation du dommage et jusqu'au paiement d'une amende proportionnée au délit, partageable entre le fisc et la partie lésée. A défaut de la personne ou des biens des malfaiteurs, le représentant du roi de France devait s'en prendre à ceux des habitants de sa sénéchaussée qui se trouveraient être du même pays, et, faisant peser sur eux tous indistinctement la responsabilité, envelopper dans une commune saisie leur commerce et leurs biens, jusqu'à pleine satisfaction, ou jusqu'à décision contraire de la cour du roi. Cette saisie effectuée, avis en serait donné aux princes et communautés de la justice desquels relèveraient les coupables, afin d'en obtenir, en principal et en intérêts, entière restitution au profit des offensés,

le roi d'Aragon Jayme II, et qu'on lit dans le *Spicilége* de D'Achery, III, 712 in-fol. Les marchands de Montpellier y comptent, avec ceux de Narbonne, parmi les victimes auxquelles le monarque espagnol promet réparation.

et, une fois réponse acquise, on en informerait immédiatement le parlement de Paris. Ce dernier s'occuperait, pièces en mains, et sans nouveau délai, d'indemniser les Français lésés, soit en leur octroyant des lettres de marque, soit par tout autre moyen à sa convenance, pourvu qu'il atteignît le but, c'est-à-dire qu'il devînt possible aux sujets du royaume de France de commercer avec paix et sécurité sur terre et sur mer, en acquittant les péages et redevances accoutumés, à l'abri de vexations et d'injures ultérieures.

Telles sont, en substance, les dispositions que prescrivit, le 6 novembre 1333, Philippe de Valois contre le fléau recrudescent de la piraterie. Il en recommanda à ses sénéchaux et autres justiciers l'exacte observation[1], et, pour que rien n'en pût éluder la rigueur, interdit de la manière la plus expresse les fraudes ou subterfuges qui s'opposaient, de la part de ses propres sujets, à l'exercice loyal et sincère du droit de marque envers les étrangers judiciairement reconnus coupables[2].

Nos sénéchaux prirent tout-à-fait au sérieux les injonctions royales. La preuve en est fournie par les parchemins de deux procédures conservées dans nos archives, aux dates du 13 juillet 1336 et du 29 mars 1337.

[1] Lettres du 26 novembre 1333, Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, No 4, et *Gr. Thal.*, fol. 63 ro. — P. J., CII.

[2] Lettres du 24 novembre 1333, Arch. mun. de Montp., *ibid.* — P. J., CI.

L'une d'elles est dirigée contre des Espagnols, sujets du roi de Majorque Jayme III, l'autre contre des Italiens, sujets du roi de Sicile Frédéric II. Dans le premier cas, ce sont des marchands narbonnais, montpelliérains et biterrois, qui, revenant de Constantinople, au mois d'août 1334, avec une cargaison de cuirs, d'alun, de cire et de froment, dirigée sur le port d'Aiguesmortes, sont assaillis et spoliés par des corsaires aragonais et majorquins. Au mépris de leur qualité de Français et des lettres royales de sauvegarde qui les protègent, on les dépouille *jusqu'à la chemise*, puis, les expulsant de leur navire, on les descend à Malte, pendant que les ravisseurs, demeurés maîtres du navire et de toute sa cargaison, le retiennent à leur service l'espace de quatre mois et demi, comme instrument de nouveaux brigandages. Les marchands français finissent, au bout de ce temps, par retrouver leur bien à Cagliari. Mais ils ont beau l'y réclamer; le gouverneur de cette capitale, ou plutôt son lieutenant, leur refuse justice. Il leur insinue de s'accommoder avec les pirates, et tout au plus consent-il à intervenir dans l'arrangement. Les marchands composent, sous ses auspices, pour 2,700 florins d'or, que leur dénuement les oblige à emprunter au prix de 540 florins, ce qui élève le chiffre du rachat à 3,240 florins. Mais, cette somme payée, les marchands français, rentrés en possession de leur navire, n'y trouvèrent plus ni cordages, ni armes, ni provisions

d'aucune sorte. Les corsaires avaient tout dérobé ; et il fallut, pour suppléer à cette perte et pourvoir le navire d'agrès et de mariniers suffisants, sacrifier en outre 800 florins. Les corsaires avaient, de plus, enlevé, pendant qu'ils étaient détenteurs de la cargaison, cent trente quintaux et demi d'alun, représentant une valeur de 204 livres tournois ; trois cent quarante-trois cuirs, évalués 502 livres 14 sous ; huit quintaux de cire, estimés 90 livres tournois ; et deux cent vingt-huit charges et demie de blé, valant 1,003 livres 4 sous. En ajoutant à ces divers larcins la détérioration subie par le reste des marchandises, et le gain qu'aurait pu réaliser le propriétaire du navire au moyen d'un nouveau voyage, rendu impossible par le retard résultant de cet évènement ; en tenant compte aussi d'une relâche qu'il avait fallu faire à Majorque pour radouber, et de 1,040 florins qu'avait coûtés cette réparation, l'ensemble du dommage montait à 21,080 florins d'or et 1,800 livres petits tournois. Cet ensemble fut établi en vertu d'une enquête du juge-royal de Montpellier ; et le sénéchal de Beaucaire Philippe de Prie en ordonna aussitôt le remboursement au profit des bourgeois lésés, en appliquant les règles prescrites par les lettres du 6 novembre 1333. Les marchands victimes des pirates majorquins durent, conformément à ces lettres, fournir caution convenable ; puis, à défaut de la personne et des biens des ravisseurs, qu'on n'avait guère chance d'atteindre dans la

sénéchaussée, on devait lever une contribution proportionnelle sur tous les sujets du roi de Majorque répandus dans le ressort[1]. C'était dur pour des innocents; et s'il leur était pénible de payer de leur argent ce que d'autres avaient pris, il allait leur paraître bien plus pénible encore de se voir eux-mêmes séquestrés avec leurs biens jusqu'à l'acquittement de la somme fixée. Mais, sous le régime de notre ancienne monarchie, quand le roi avait parlé, le sénéchal ne devait qu'obéir; et cela seul suffit à expliquer la conduite de Philippe de Prie dans le cas présent.

Cela explique de même celle de son lieutenant Robert de Pomais, le 29 mars 1337, dans la seconde affaire mentionnée. Ce ne sont plus cette fois-ci des sujets du roi de Majorque qui se trouvent en cause: ce sont des justiciables du roi de Sicile. Ils avaient dépouillé, en 1334 également, un marchand marseillais, Jean Sanche, qui par la mer de Sardaigne s'en allait, avec le navire et l'argent d'un marchand montpelliérain, Bernard Roard, faire le commerce, emmenant par surcroît certaines marchandises appartenant à un pareur de Béziers, Bernard Durand. Non-seulement ils lui avaient

[1] Lettre du sénéchal Philippe de Prie au recteur et au juge-royal de Montpellier, du 13 juillet 1336, Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, No 7. — P. J., CIX. — Cf. plainte extraite d'une autre lettre du sénéchal de Carcassonne Pierre de La Palu, publiée par M. de Mas-Latrie ap. *Histoire de Chypre sous les princes de la maison de Lusignan*, III, 728 sq.

tout pris, mais ils avaient enlevé jusqu'aux agrès du navire. La cour du sénéchal, à la requête du bourgeois montpelliérain amoindri dans sa fortune par un acte si audacieux, fit instruire judiciairement, puis, le dommage établi, procéda envers les Siciliens de son ressort, à défaut des vrais coupables placés hors de son action, comme elle venait de procéder, quelques mois auparavant, à l'égard des subordonnés du roi de Majorque [1].

Une pareille manière nous révolterait aujourd'hui. Mais il importe de prendre en considération la différence de mœurs et d'état social. Cette différence, sans justifier personne, atténue le grief. Il y aurait injustice à exiger du moyen âge une délicatesse de pénalité où pouvait seul conduire le perfectionnement de la civilisation moderne.

Nos archives possèdent deux autres documents qui montrent encore mieux combien Philippe de Valois avait à cœur d'en finir avec la piraterie : ce sont deux lettres, demeurées inédites malgré leur incontestable intérêt, et où se révèle le dessein, fermement arrêté dans la pensée royale, de triompher des violentes entreprises des corsaires de Gênes et de Savone contre le commerce de nos nationaux. La première [2] porte la

[1] Lettre du lieutenant du sénéchal de Beaucaire Robert de Pomais au recteur-royal de Montpellier et aux autres justiciers de la sénéchaussée, du 29 mars 1337, Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 8. — P. J., CXI.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 6. — P. J., CVII.

date du mois de janvier 1334 (1335). Le monarque y règle l'indemnité que paieront aux Français lésés les marchands des deux villes, au moyen d'un prélèvement de trois deniers opéré aux portes de son royaume à l'entrée et à la sortie des marchandises. Nos nationaux, parmi lesquels figurent divers habitants de Montpellier, devaient ainsi tour-à-tour recevoir satisfaction; mais, en échange, cessaient toutes marques ou représailles, de nature à entraver le négoce des deux cités. Ce règlement laissait, néanmoins, large place à l'arbitraire; car il abandonnait aux parties intéressées le soin de s'entendre personnellement sur nombre de cas particuliers. Le commerce, loin d'y gagner, y rencontra de nouveaux obstacles, et les défiances depuis long-temps existantes entre les Italiens et les Français y puisèrent un surcroît de force, dont l'effet semblait devoir être la cessation absolue de l'ancienne amitié des deux peuples. Philippe de Valois ne tarda pas à voir le péril; et, afin de le conjurer, il recourut à un système moins aléatoire. Au lieu de livrer à ses sujets la responsabilité de transiger individuellement avec ceux de Gênes et de Savone, chose souvent difficile et parfois impossible, il centralisa, en quelque sorte, et s'appropria la réparation. Après en avoir conféré avec plusieurs marchands français et avec le syndic ou chargé d'affaires de la république de Gênes, il fixa le chiffre général de l'indemnité due par les Italiens à 115,886 livres 7 sous 6 deniers tournois, et se chargea lui-même de la répar-

tition. Cette somme devait être levée au moyen d'un impôt de trois deniers par livre établi sur les négociants de Gènes et de Savone, à l'entrée et à la sortie de leurs marchandises, et l'impôt ne devait être perçu que jusqu'à concurrence du chiffre à payer. Les Italiens auraient, du reste, droit de contrôle quant à la perception; mais, pendant comme après le prélèvement, personne n'éprouverait d'entraves pour son commerce. Les 115,886 livres 7 sous 6 deniers ne représentaient pas, il s'en faut, la totalité des dommages causés aux marchands français. C'était un simple chiffre de concordat, à l'aide duquel le roi se flattait de ramener, avec la bonne intelligence entre les deux peuples, une prospérité commerciale s'évanouissant. Les Génois s'engageaient, d'ailleurs, à acquitter en surplus aux trésoriers royaux diverses autres sommes, que nécessiteraient les lettres de marque récemment concédées ou en voie de concession. Le roi encaisserait le tout, et ferait ensuite raison à ses sujets, au prorata des pertes subies par chacun d'eux.

Cette ordonnance renfermait un notable progrès. En substituant l'action royale à l'action individuelle, elle remédiait à une foule d'abus secondaires. Mais son principal mérite, c'est d'avoir épargné aux innocents le pénible et injuste ennui d'avoir à payer pour les coupables. Le roi y détermine qu'alors même que des particuliers de Gènes ou de Savone se soustrairaient, par une manière quelconque, à l'acquittement de

l'impôt des trois deniers pour livre, il n'y aurait lieu à aucune lettre de marque contre les communes de Gènes ou de Savone, ni contre une portion de leurs citoyens. La responsabilité de la faute ne s'étendrait pas au-delà de ses auteurs; et encore le châtiment de ceux-ci se réduirait-il à une simple confiscation des marchandises objet du délit. Le prix de ces marchandises viendrait en déduction des sommes à percevoir.

L'amélioration n'était pas restreinte à l'avenir ; le passé y participait aussi, de même que le présent; car tous les biens meubles ou immeubles appartenant aux Génois et situés au royaume de France, qui se trouveraient sous le coup d'une saisie opérée en vertu d'anciennes représailles, devaient être restitués à leurs propriétaires, avec simple retenue des frais de saisie.

Mais, en échange de tous ces avantages, et afin de prévenir tous nouveaux griefs, les officiers de la commune de Gènes veilleraient scrupuleusement à ce que, en cas de torts infligés par leurs nationaux aux sujets du roi de France, il fût fait impartiale justice et prompte réparation, avec une rigueur propre à servir d'exemple.

L'édit royal stipule ensuite quelles formalités seront observées désormais pour l'obtention des lettres de marque. Il en maintient l'usage, comme nécessité de l'époque et comme conséquence de l'état social alors en vigueur[1]; mais il en règle l'octroi, et lui enlève

[1] Voy. Hautefeuille, *Histoire des origines, des progrès et des variations du droit maritime international*, pag. 126 sq.

autant qu'il peut de l'injustice et de l'arbitraire dont l'entachait le vice de sa nature. Le lecteur désireux de connaître en détail ces dispositions les rencontrera dans le texte même des lettres du 4 décembre 1337, que nous publions parmi nos Pièces justificatives, d'après l'original conservé aux Archives de la commune de Montpellier [1].

Philippe de Valois imagina bientôt un nouvel expédient pour triompher de la piraterie. S'apercevant que le plus grand obstacle au commerce de la France dans la Méditerranée provenait des Génois, il crut faire un coup de maître en employant les Génois eux-mêmes à la répression du mal. Il s'entendit, dans ce but, avec Charles Grimaldi et Antoine Doria, deux des plus redoutés capitaines de la florissante république, et s'engagea à leur égard par une convention officielle. Les deux nobles Génois durent entretenir un assez grand nombre de galées armées pour suffire aux besoins du commerce d'Aiguesmortes, soit d'importation, soit d'exportation, partout où l'Église autorisait le négoce. Ils durent également se montrer toujours prêts à servir le roi de France par terre et par mer, envers et contre tous, excepté contre leur commune de Gènes. Le roi leur abandonna en échange un droit exclusif de naulage sur toutes les marchandises qui, durant les deux années subséquentes, se chargeraient ou se décharge-

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 12.— P. J., CXIII.

raient au port d'Aiguesmortes. Mais ils furent astreints, moyennant la perception de ce droit, à protéger les marchands vis-à-vis des corsaires et à interdire à leurs galées de faire la guerre à aucun chrétien sans l'ordre du roi. Il leur était, du reste, expressément recommandé de ne pas outrer les prix de transport, et de suivre pour règle les tarifs des deux dernières années, le monarque français se réservant de modérer leurs prétentions, si elles devenaient déraisonnables.

Ainsi décréta Philippe VI, par des lettres spéciales datées de Paris le 16 décembre 1339. Elles conféraient aux Génois Charles Grimaldi et Antoine Doria une sorte de monopole du commerce français de la Méditerranée. A cette condition seulement, le chef des Valois avait pu obtenir l'utile concours des deux puissants marins. Mais tels étaient les inconvénients de la piraterie, qu'il n'avait pas cru devoir reculer devant un pareil sacrifice, pour parvenir à l'extinction du fléau.

Tout le monde, cependant, ne vit pas ce sacrifice du même œil. Les marchands de Montpellier particulièrement, quoique ayant eu beaucoup à souffrir des pirateries des Génois, s'émurent à la perspective du monopole; et quand le sénéchal de Beaucaire, sur les ordres de Philippe VI, voulut faire publier dans leur ville par les officiers de la cour du recteur les lettres du 16 décembre 1339, ils entreprirent aussitôt d'y former opposition. Les consuls se mirent à la tête de la résistance. Alléguant leur qualité de sujets immédiats du

roi de Majorque, qui leur laissait une ombre de contrôle à l'égard d'un acte de cette nature, ils se présentèrent, le 25 janvier 1340, devant la cour du bayle, et y produisirent leurs motifs. Ils rendaient pleine justice, disaient-ils, aux excellentes intentions du roi de France pour le bien de son royaume: il avait cru, évidemment, avantageux à la sûreté du négoce maritime de le confier aux navires des deux illustres capitaines Charles Grimaldi et Antoine Doria. Leurs nombreuses victoires et leur remarquable expérience ne pouvaient manquer de séduire l'esprit d'un prince aussi jaloux de la prospérité publique. Mais les consuls de Montpellier tenaient d'autant plus, par cela même, à dissiper les illusions du monarque. Or, selon eux, le privilége récemment octroyé aux deux Génois avait chance de susciter une guerre générale. Car les Catalans, par exemple, qui nourrissaient d'invincibles antipathies contre les Génois, et qui ne se dispensaient jamais de les attaquer quand ils les rencontraient sur mer, chercheraient à le leur ravir; et le roi se verrait contraint de les en empêcher par les armes, péril auquel on obvierait en laissant aux marchands français leur ancienne liberté. Charles Grimaldi et Antoine Doria se trouvaient, d'ailleurs, eux-mêmes en hostilité avec leurs compatriotes, qui ne leur permettaient pas de circuler autour de Gênes; et les marchands français auraient nécessairement à souffrir, pour leurs marchandises, de cette permanente rivalité.

Les Vénitiens n'étaient pas plus favorables aux deux capitaines génois : il leur tardait de se venger des dommages qu'ils en avaient reçus, et les marchands français, montpelliérains ou autres, ne pouvaient que perdre à cette vengeance. Les marchands de Montpellier se rappelaient ensuite tout le mal que leur avaient personnellement causé les deux futurs monopoleurs, et ils ne leur confieraient à aucun prix leurs marchandises; ils aimeraient mieux renoncer au commerce. Le roi peut aisément s'en convaincre en consultant çà et là; et il n'est pas douteux que, bien renseigné, il se fût abstenu, attentif comme on le connaît à ses avantages et à ceux de son royaume, d'octroyer aux deux Génois l'exorbitant privilége dont ils se prévalent aujourd'hui. Alors même que les marchands français consentiraient à subir ce joug inacceptable, il serait impossible à Charles Grimaldi et à Antoine Doria de suffire à tous les besoins du commerce, le nombre des embarcations actuellement en mer n'y suffisant déjà pas. Le droit écrit gouverne, au surplus, avec une grande partie du royaume de France, la ville de Montpellier, et, en vertu de ce droit, il est loisible à chacun d'affréter le navire qui lui convient, attendu que chacun est maître dans sa propre chose; et, malgré les nombreux services rendus au roi par les deux célèbres capitaines, le roi ne saurait songer à leur accorder, contrairement aux lois en vigueur, un monopole préjudiciable à ses sujets. Non-seulement une pareille

concession constituerait une sorte de servitude pour les Français et une occasion de guerre avec les étrangers, mais elle paralyserait les efforts tentés maintenant même, dans le but de procurer à la France une marine indépendante. Car les marchands de Montpellier, de Narbonne et de diverses autres parties du royaume, las de se voir trompés par les Génois et les Catalans, qui, infidèles à leur promesse de descendre au port d'Aiguesmortes, déchargeaient les marchandises tantôt à Collioure, tantôt à Marseille, ou sur d'autres points tout aussi éloignés, avaient fini par se résoudre à avoir des barques et des navires à eux. Ils sont actuellement en train de les construire, précieux avantage pour le roi de France, désormais en voie de pouvoir se passer des vaisseaux d'autrui. Mais cet avantage lui échappera, aussitôt que l'exercice du monopole octroyé à Charles Grimaldi et à Antoine Doria aura contraint nos marchands à renoncer à leur généreuse entreprise. Ceux de Montpellier se trouvent particulièrement dans une position des plus difficiles, dominés qu'ils sont par l'alternative de désobéir à leur seigneur le roi de Majorque en obéissant au roi de France, ou de désobéir au roi de France en obéissant au roi de Majorque. Le roi de Majorque leur a, en effet, expressément interdit de recourir pour leur commerce aux navires de ses constants ennemis les Génois. Or, ils ne voudraient déplaire ni au roi de Majorque ni au roi de France; le seul moyen de les respecter

l'un et l'autre serait, conséquemment, de s'abstenir de tout commerce maritime. Et ils ne pourraient se dédommager par le commerce de terre ; car les marchands des autres nations, réduits par le monopole de Charles Grimaldi et d'Antoine Doria à l'impossibilité de rien remporter sur leurs propres vaisseaux en place des objets importés, n'amèneraient plus en France de denrées ; et si parfois ils se décidaient à en amener, ils préfèreraient s'en retourner à vide avec le prix de leur première cargaison, ce qui produirait le double inconvénient de dépouiller la France de son numéraire et de restreindre ses débouchés. La suite inévitable serait la cessation du commerce ; et elle entraînerait, outre l'appauvrissement du royaume, celui du trésor royal. Une ruine si affreuse à concevoir est presque infaillible : qui se hasarderait à confier ses marchandises aux capitaines Grimaldi et Doria, quand le doge de Gènes, redoutant leurs nouveaux excès et voulant tirer vengeance des anciens, prépare déjà contre eux un armement général ? Nombre de marchands établis à Gènes nous l'ont écrit, et il sera aisé au roi de France d'en acquérir la certitude. Tout le monde aimera mieux, à l'exemple des marchands de Montpellier, renoncer à la mer.

Nos consuls concluaient en priant le bayle de surseoir à la publication des lettres royales du 16 décembre 1339, nécessaire pour leur mise à exécution, à défaut de quoi ils chargeaient sa responsabilité de tout le dommage qui pourrait s'ensuivre.

Le bayle goûta leurs motifs : il répondit qu'il en instruirait le sénéchal, et qu'il se tenait prêt à obéir aux ordres ultérieurs [1].

Le sénéchal en référa au roi de France, qui, à son tour, apprécia l'argumentation. Les menaces qu'elle renfermait reçurent, du reste, aussitôt un commencement d'exécution : quand Philippe de Valois, quelques jours après, ayant besoin d'argent pour combattre l'Angleterre, en demanda au commerce de Montpellier, on lui répliqua nettement que le commerce de Montpellier n'existait plus. Il avait cessé, spécifiait-on, frappé à la fois par le préjudice des fréquentes mutations survenues dans les monnaies, et par l'impossibilité de se soumettre au monopole des deux capitaines Génois. Une ville dont la prospérité avait pour base le commerce, — le commerce maritime surtout, — subissait, atteinte par ces deux causes de ruine, avec les misères de la pauvreté, une totale impuissance à contribuer aux charges du royaume [2].

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 15, et Arm. Dorée, Liasse 8, N° 3. Cf. Arch. départ. de l'Hérault, *Collection de D. Pacotte*, Tom. Ier. — P. J., CXVI.

[2] « *In singulis mutationibus monetarum prefati homines Montispessulani quamplurima perdiderunt, plus quam alii homines senescallie Bellicadri, cum omnes, vel quasi, mercatores existant... Dixerunt se non posse facere predicta, quia, cum tota villa Montispessulani regatur et disponatur in mercaturis, presertim in illis que ultra et citra mare transferuntur, dictus dominus noster rex noviter ordinavit et precepit quod predicti mercatores Montispes-*

Il n'y avait guère d'objections capables de triompher d'une telle excuse ; et il eût été imprudent à Philippe de Valois de n'en pas tenir compte, à la veille d'accomplir la réunion qu'il convoitait de la seigneurie de Montpellier à la couronne de France. Les rois de Sicile, d'Aragon et de Majorque récriminaient, de leur côté, contre l'exorbitant privilége accordé à Charles Grimaldi et à Antoine Doria, et la république de Gènes elle-même s'y montrait hostile. Le fin monarque envoya, pour sauvegarder sa dignité, des commissaires dans le pays[1], avec mission d'informer et de statuer sur la mesure en litige ; puis, comme on devait s'y attendre,

*sulani non possint navigare, seu mercaturas suas per mare portare, nisi in navigiis Anthonii Doria et domini Karoli Grimaudi Januensium, qui multa dampna et depredationes dictis mercatoribus intulerunt, propter quod dicti mercatores a mercando per mare penitus destiterunt. Et ideo, cum ipsi perdiderint majorem partem eorum que habebant, propter dictarum monetarum mutationes, et de eo modico quod eis remansit non possint libere nec comode mercari, dixerunt se non posse facere petita per dictum dominum senescallum, cum notabilis paupertas eos opprimens occasione premissorum prestet excusationem in premissis, dato, sed non concesso, quod alias tenerentur......* » Signification des consuls de Montpellier au sénéchal de Beaucaire Philippe de Pric du 9 mars 1339 (1340), Arch. mun. de Montp., Arm. G, Cass. I, N° 7.

[1] Raymond de Salges et Thomas de Garibaldi. Leurs lettres de commission subsistent dans nos Archives municipales, Arm. H, Cass. V, N° 17, et sont à la date du 4 avril 1339 (1340). — P. J., CXVIII.

il révoqua ses lettres universellement impopulaires de monopole [1].

Cet épisode met en relief, avec l'importance des marchands de Montpellier, celle de la marine de Gènes. Car, s'il montre nos consuls et nos bourgeois pesant d'un poids considérable dans les décisions royales, il représente en même temps les Génois comme les dominateurs et les arbitres de la Méditerranée. La florissante république tenait réellement le sceptre de la mer, et semblait vouloir y faire la part, au gré de ses intérêts ou de son ambition.

Et son ambition apparaissait immense. C'était le temps où Gènes, à la suite d'une révolution bien connue, venait d'abolir l'ancien gouvernement des capitaines du peuple, pour lui substituer le gouvernement ducal. Dans l'entraînement fébrile de ce nouvel état de choses, elle ne raisonnait plus ses hautaines prétentions : elle voulait à toute force dicter la loi à quiconque courait comme elle la carrière du commerce. Son premier doge, Simon Boccanegra n'eut il pas l'insigne audace d'écrire, le 3 juin 1340, au sénéchal de Baucaire et aux consuls de Nimes que, « désirant vivre amiablement

[1] Biblioth. impér. de Paris, Fonds de Languedoc, Tom. LXXXIV, fol. 169. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, IV, 517, où la révocation porte par erreur la date du 4 avril 1339. Elle appartient à l'année suivante, comme le prouve l'indication du 14 juin 1340 expressément contenue dans la sentence prononcée par les commissaires royaux, et annexée à l'acte de nos Archives municipales déjà cité, de l'Arm. H, Cass. V du *Grand Chartrier*. — P. J., CXVIII.

et en paix avec eux, mais ayant appris que plusieurs marchands de la sénéchaussée se livraient au négoce maritime, contrairement aux traités, en dehors de la permission des consuls et de la commune de Gènes, il les priait de se conformer sur ce point aux précédentes stipulations, sans quoi il ne leur répondait pas des éventualités »? — Et, à l'appui de cette impérieuse requête, le fier doge adressa au sénéchal et aux consuls un extrait de l'accord, dont on se rappelle les inexécutables articles, conclu en août 1174, entre le comte de Toulouse Raymond V et les Génois[1].

Il fallait plus que de la hardiesse pour invoquer l'autorité d'un acte de circonstance comme celui-là. Mais qu'importait à l'irascible doge le caractère éminemment transitoire d'un pareil protocole? Le prince auquel obéissait alors la France méridionale ne s'y était-il pas engagé, en son nom propre et au nom de ses héritiers, à interdire aux marchands de ses domaines de négocier par mer sans l'agrément des consuls de Gènes, sous peine de saisie du tiers du capital[2] et

[1] Biblioth. impér. de Paris, Fonds de Languedoc, Tom. LXXXIV, fol. 168. Cf. *Hist. gén. de Lang.*, IV, 517-518, et Ménard, *Hist. de Nismes*, II, 99.

[2] Et non pas « sous peine de mort », comme l'écrivent les Bénédictins dans leur *Histoire générale de Languedoc*, IV, 518, et d'après eux Ménard dans son *Histoire de Nismes*, II, 99. Ils n'avaient sans doute pas vu le texte même invoqué par le doge : « *Interdicam negociatoribus totius terre mee ire vel mittere, negociandi causa, per pelagus, sine licencia consulum comunis Janue*

de confiscation de tout le gain réalisé? L'engagement existait; le parchemin s'en conservait dans les archives. Simon Boccanegra, tout plein de l'orgueil de ses nouvelles fonctions, et sacrifiant à l'idole de la faveur populaire, jusqu'à se couvrir de ridicule, l'avait déterré au milieu de la poussière des registres vermoulus. Bon gré mal gré, il s'opiniâtrait à raviver une lettre morte, sans se rendre raison du plus ou moins de possibilité de la faire revivre, sans savoir même si elle avait jamais véritablement vécu.

Non content d'adresser l'inqualifiable sommation au sénéchal de Beaucaire et aux consuls de Nimes, le présomptueux doge, afin que personne n'en ignorât, la notifia aussi au lieutenant du roi de Majorque à Montpellier, avec prière de contraindre, à leur tour, nos marchands à s'y soumettre. C'était bien mal choisir son monde. Les bourgeois de Montpellier, familiarisés par une longue habitude, et grâce à leur position exceptionnelle, avec une extrême liberté de parler et d'agir, repoussèrent vigoureusement ce nouveau joug. Élevant le ton de leur réplique à la hauteur de celui de la menace, ils répondirent que le comte Raymond V avait pu autrefois prendre l'engagement qu'on leur signalait, mais qu'ils n'avaient, quant à eux, été à aucune époque les sujets du comte de Toulouse, et que, d'ailleurs,

*et majoris partis consiliatorum ipsorum. Eum autem qui contra fecerit, in tercia capitalis et toto proficuo puniam; vel, si ad manus Januensium pervenerit, licenter ab eis pena simili puniatur.»*

l'eussent-ils été, le comte n'aurait pu les enchaîner par une convention de cette nature, sans leur formel assentiment. Et, pour donner à leur réponse plus de force encore, ils la firent transmettre officiellement au doge par le roi de France.

Philippe de Valois, qui avait à résister pour ses possessions domaniales aux injurieuses prétentions du doge de Gènes, regarda comme une bonne fortune de pouvoir s'abriter derrière les franches allures d'hommes relevant d'un prince étranger. Il écrivit, le 7 août 1340, « à son fidèle et très-cher ami le doge et comte de Gènes », pour lui communiquer les réclamations des bourgeois de Montpellier, et l'inviter à surseoir jusqu'après un examen approfondi de la question[1]. Le monarque se flattait de gagner la cause de nos provinces, en gagnant ainsi du temps; et il espérait que la réflexion, venant aux Génois avec le désillusionnement, amortirait leur outrecuidance.

Mais il comptait trop sur le bon sens d'un peuple égoïste et passionné. Les Génois, loin d'abdiquer leurs prétentions, les exagérèrent davantage. Incurablement entichés de la lettre de leur accord de 1174 avec le comte de Toulouse Raymond V, ils signifièrent, le 8 mars 1347, aux consuls et aux marchands de Montpellier, par l'entremise du doge Jean de Murta, qu'ils eussent à s'abstenir de naviguer vers la Romanie et

[1] Nous avons édité cette lettre dans l'*Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 531-532.

l'île de Chypre, sous peine de se voir condamner, aux termes de la clause déjà invoquée, à perdre le tiers du capital aventuré et tous les bénéfices de leurs opérations commerciales. Cependant, ajoutaient-ils, ils offraient, par respect pour le roi de France, dont ils avaient à cœur de conserver l'amitié, et par affection aussi pour les bourgeois de Montpellier, de recevoir sur leurs navires les marchandises et les personnes de ces derniers, qu'ils proposaient de transporter aux conditions départies à leurs propres nationaux. Ils consentiraient, qui plus est, pour la présente année, à se contenter du tiers de la redevance payée à Gènes par les Génois eux-mêmes, et, mieux encore, à les admettre dans leur société, avec promesse de partage par moitié [1].

Les Génois ne pouvaient guère pousser plus loin la gracieuseté de la tyrannie. Mais la politesse ne leur coûtait rien, et elle avait seule quelque chance de rallier à leurs principes de monopole la population de Montpellier, en même temps qu'elle leur paraissait de nature à séduire le roi de France.

Les renseignements nous manquent sur la suite de cette affaire. Il n'est nullement vraisemblable, néanmoins, qu'on se soit résolu à donner satisfaction à l'exigente république. On aura dû mettre autant de persistance à éluder ses demandes, qu'elle en appor-

[1] Lettre du doge de Gènes aux consuls et aux marchands de Montpellier, du 8 mars 1347, Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, No 40. — P. J., CXXXI.

tait à les reproduire. Le conflit subsistait encore douze ans après : on voit en novembre 1359 un délégué du doge Simon Boccanegra, alors investi de cette magistrature pour la seconde fois, le notaire-chancelier Georges de Clavaro, signifier aux consuls de Montpellier, au nom de son gouvernement, la même défense ; et on voit aussi nos consuls répondre par les mêmes arguments. Ils ajoutèrent qu'ils n'entendaient nullement s'affranchir pour cela des relations amicales qu'ils entretenaient d'ancienne date avec les Génois [1] ; et cette affirmation n'était pas moins sincère chez eux que le désir de conserver intacte leur indépendance commerciale : car l'histoire ne nous a transmis le souvenir d'aucune rupture sérieuse, à cette époque, entre les deux villes. Les marchands de Montpellier laissèrent aux Génois leurs prétentions, sans vouloir s'y soumettre. Trop sensés pour en rire, et trop jaloux de leur dignité pour en tenir compte, ils eurent l'air, soit par condescendance, soit par sentiment de leur propre valeur, d'y attacher quelque intérêt ; et ils se résignèrent à l'ennui d'une réplique chaque fois qu'on revint leur objecter la clause surannée de l'inadmissible charte de 1174.

Pendant ces discussions, d'ailleurs, le roi de France achevait de s'établir à Montpellier, dont il avait définitivement acquis en 1349 la seigneurie. Les Génois, ne

[1] Acte du 22 novembre 1359, Arch. mun. de Montp., *Gr. Thal.*, fol. 140 vo. — P. J., CXLIV.

se trouvant plus en présence d'un petit roi de Majorque sans force comme sans ressources, durent agir avec plus de réserve à l'égard de nos marchands. Ni le politique Philippe de Valois, ni le chevaleresque Jean, ni le sage Charles V n'eussent consenti à sacrifier une cause désormais devenue la leur. Et puis, qu'aurait-on profitablement revendiqué? Les désastres issus de l'invasion anglaise n'avaient-ils pas arrêté l'essor de tout commerce?

Aussi n'est-il plus question, à partir du milieu du XIVe siècle, d'interdire aux marchands italiens de résider à Montpellier. Le roi de France, une fois seul maître de cette ville, n'était plus intéressé à leur en défendre le séjour. Il n'attendit même pas la retraite des rois de Majorque pour lever la prohibition de 1278. Un document, quelque peu antérieur à la vente de la seigneurie de Montpellier par Jayme III, les autorise d'une manière expresse à y porter et entreposer leurs marchandises, sans passer par Aiguesmortes, à la simple condition d'y acquitter les droits ou redevances naguère perçus dans le port de S. Louis[1]. Nimes

[1] « *Omnes mercatores quicumque, et undecumque venientes, aliique Ytalici licite in Montepessulano et in castro de Latis mercari poterunt, mercesque suas, que in propriis vasis per mare vehebuntur, et quas in ipsis vasis oneratis introducere per gradus poterunt, et ad Montempessulanum portare voluerint, possint hoc facere, absque eo quod per gentes nostras compellantur ad portum Aquarum Mortuarum venire et ibi ipsas merces exonerare, licet ante comunionem hujusmodi prohiberentur per dictos gradus*

conserva sa Cour des conventions-royaux. Mais le négoce italien, libre des précédentes entraves, put, à sa guise, reprendre ses anciennes voies, et retourner impunément à son premier centre.

Le seul obstacle que continua de rencontrer le commerce entre les deux populations, provint de l'irremédiable habitude de la piraterie. Le doge Jean de Valente eut beau, s'associant aux mesures répressives de Philippe de Valois, armer dix galées pour faire la chasse aux corsaires [1]. Ce déploiement de rigueur ne fut que

*intrare, quin prius ad portum de Aquis Mortuis applicarent. Cetera vasa, que sine exoneratione vel alleviatione per dictos gradus cum mercibus intrare non poterunt, applicare ad portum de Aquis Mortuis et ibi exonerare et deveria solvere tenebuntur. Et nos custodem proprium seu leudarium tenere poterimus apud Montempessulanum vel Latis, vel in dictis gradibus, ad custodiendum ne fraus ibi comitatur in nostrum prejudicium, et ad percipiendum jura Aquarum Mortuarum, que recipimus de hiis qui ibi applicant et exonerant de hiis que introducentur per gradus predictos. Et dictus avunculus noster (Jacobus, rex Majoricarum et dominus Montispessulani), leudarium seu custodem proprium tenere poterit in locis eisdem, videlicet in Montepessulano et castro et portu de Latis, ad percipiendum leudam seu theloneum sibi debitum pro portu suo de Cocolibero et aliorum locorum suorum.* » Minute d'accord entre Philippe de Valois et Jayme III, sans date précise, mais fort peu antérieure à la vente de la seigneurie de Montpellier, Arch. impér., Trésor des Chartes, J, 340, N° 45.

[1] Voy., dans l'*Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 533, le texte original de la lettre qu'il adressa à ce sujet aux chefs de notre commune.

momentané ; et, comme s'il eût été dans le rôle du caractère génois de braver sous ce rapport toutes les défenses, Charles VII se vit contraint, le 23 novembre 1448, de remettre à exécution, après plus d'un siècle d'intervalle, les lettres du 6 novembre 1333 [1].

Les pirates de Gènes et de Savone rencontraient alors, il est vrai, des émules parmi les Florentins, pour ne rien dire des peuples étrangers à l'Italie. Mais on ne peut se soustraire à un sentiment d'inconsolable tristesse, lorsqu'en parcourant les sources historiques, on découvre les Génois à l'avant-garde de l'armée dévastatrice des écumeurs de mer. L'autorité transitoire de l'archevêque et seigneur de Milan Jean Visconti eut à en rougir, comme le gouvernement mieux affermi des doges : témoin les deux lettres qu'adressa notre roi Jean à ce prélat souverain, le 8 et le 26 juillet 1354, à propos d'un cas insigne de piraterie, dont avaient souffert des marchands narbonnais et montpelliérains, appelés en Romanie par les intérêts de leur commerce [2].

Il faut que les relations commerciales des habitants de Montpellier avec les Génois aient été bien fréquentes

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. F, Cass. VII, N° 64. — P. J., CCVI. — Le maintien de ces lettres de Philippe de Valois avait déjà été l'objet d'une déclaration expresse, rendue à Montpellier le 6 juillet 1358 par le comte Jean de Poitiers, fils du roi Jean et lieutenant-général en Languedoc. Voy. *Ordonn. des rois de France*, III, 239.

[2] Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 9, et *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 534 sq.

et bien considérables, pour avoir donné lieu à une si longue rivalité et avoir laissé tant de traces dans nos Archives. Les malheurs de la guerre de Cent ans, et l'absence de sécurité qui en résulta, purent seuls, avec la ruine de tout négoce occasionnée par la misère publique, en paralyser l'essor. Mais cette rivalité même et cette multiplicité de documents témoignent de l'exceptionnelle importance qu'offrait le commerce maritime de Montpellier. Son âge d'or embrasse près de quatre siècles; et fort peu de villes pourraient se flatter d'en avoir égalé pendant cette période les fécondantes splendeurs.

Ce n'était pas uniquement avec Gènes et Pise que rivalisait Montpellier. Sur combien d'autres points de la péninsule italienne ne rencontre-t-on pas nos marchands, en deçà des comptoirs siciliens que nécessitait la pratique de leur commerce avec l'Orient? Si le littoral de la Méditerranée voyait partout flotter leur pavillon, les villes du centre contemplaient également le perpétuel va-et-vient de leurs marchandises. Le marquis Hubert Pelavicino, podestat de Crémone et vicaire-général du Saint-Empire en Lombardie, les honorait en 1254 d'une promesse solennelle de protection à travers le pays confié à ses soins[1]; et le doge de Venise Renier Zeno les attirait, à son tour, en 1267, par l'octroi d'un amical sauf-

[1] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 42 et 515.

conduit [1]. Ils n'avaient pas attendu cette faveur pour dilater leur négoce jusqu'aux lagunes de l'Adriatique. Mais elle encouragea les relations, et Montpellier eut bientôt dans l'enceinte de ses murailles sa colonie vénitienne [2], à l'instar de nos autres colonies, italiennes, espagnoles ou orientales.

Peut-être notre ville eut-elle aussi sa colonie sicilienne. Il est vraisemblable qu'en échange des lettres de sauvegarde qu'accorda à nos marchands, pour son royaume de Sicile, Charles d'Anjou [3], nos consuls, d'accord avec Jayme 1er, concédèrent aux Siciliens des garanties équivalentes, dont l'effet aura été de déterminer plusieurs d'entre eux à se fixer parmi nous. Les Montpelliérains durent posséder, à leur tour, dans la grande île italienne des établissements de nature analogue. Elle était trop importante, comme vestibule de l'Orient, pour qu'ils n'aient pas éprouvé le besoin de s'y asseoir ; et la domination française, qui s'y perpétua jusqu'en 1282, ne pouvait manquer de les y

[1] Le texte officiel de ce précieux document est publié parmi les Pièces justificatives de notre *Histoire de la Commune de Montpellier*, II, 522.

[2] Elle ne paraît pas, néanmoins, avoir été bien nombreuse ; et elle aura dû se retirer une des premières. La Chronique du *Petit Thalamus*, en mentionnant, à la date de 1402, l'abordage de six galées de Venise au port d'Aiguesmortes, dont une seule déchargea sa cargaison, dit que depuis soixante ans Aiguesmortes n'avait pas vu de navires vénitiens.

[3] Voy. *Hist. de la Comm. de Montp.*, II, 521.

retenir. Les sanglantes vêpres du lundi de Pâques de cette année-là ne rompirent nullement ces rapports : car on voit en 1327 et 1332 Frédéric II d'Aragon prendre de nouveau sous sa protection les marchands de Montpellier qui venaient commercer en Sicile. Il leur permet non-seulement de parcourir pour leurs affaires tous les domaines de sa dépendance, mais d'y instituer, selon les exigences de leur commerce, des officiers consulaires [1].

La présence des colonies étrangères sur le sol de Montpellier constituait pour nos bourgeois un incontestable avantage ; mais, en revanche, elle occasionnait par intervalles des tiraillements. Ces étrangers, venus pour s'enrichir, et s'acquittant de leur affaire le mieux possible, n'étaient pas sans exciter des jalousies. Ils soutiraient l'argent avec un art et une âpreté dignes parfois des sévères admonitions du pouvoir [2]; et lorsque, en échange des priviléges dont ils jouissaient, on les invitait à contribuer aux dépenses ou aux charges publiques, ils refusaient ou éludaient opiniâtrément. Les consuls se plaignaient alors à l'au-

[1] *Documents sur le commerce maritime du Midi de la France, extraits de quelques Archives d'Italie*, par M. de Mas-Latrie, *Biblioth. de l'École des Chartes*, 2e série, Tom. III, pag. 205. Le savant professeur y cite ce diplôme de 1332, d'après un registre des Archives de Palerme. Celui de 1327 est mentionné par Gariel, *Ser. præsul. Magal.*, I, 457.

[2] Voy., notamment, les lettres du roi Jean du 2 juillet 1355. — P. J., CXL.

torité souveraine ; et le roi de France, intéressé à ne pas faire trop crier ses sujets, prescrivait une égale répartition des charges. Charles VI, par exemple, émit des lettres de ce genre le 12 août 1396 et le 18 décembre 1405 [1]. C'était justice : la magistrature royale ne pouvait, sous prétexte de différence d'origine, tolérer chez les commerçants les plus riches, et qui avaient le plus besoin de patronage, l'insoutenable prétention de se soustraire au paiement de l'impôt.

Nos relations commerciales avec l'Italie baissèrent au XV[e] siècle [2], à mesure que grandit en France le négoce espagnol. Montpellier, traditionnellement uni par les souvenirs et les intérêts à l'héroïque péninsule occidentale, ne pouvait échapper à une action que subissait le pays tout entier [3], et que rendait d'ailleurs

[1] Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XVIII, N° 16, et Arm. G, Cass. VI, N° 63. — P. J., cxc et cxciii.

[2] Elles ne s'interrompirent pas toutefois. Nous avons encore, à l'année 1470, des inscriptions d'*habitanage* pour des marchands de Gênes et de Florence, auxquels nos consuls accordent, suivant la coutume, la franchise temporaire des tailles et servitudes municipales. Le même Registre renferme des lettres analogues pour un marchand de Pise, à la date de 1473, pour Louis Caponi de Milan et François Garroni de Gênes, à la date de 1495, pour un autre marchand génois en 1497, pour un autre encore en 1503, pour un napolitain en 1505. Antérieurement, et durant la première moitié du XV[e] siècle, ce sont des Italiens de Pise, de Pavie, de Mantoue, de Parme, de Plaisance, de Gênes, de Florence, de Venise, de Sienne, de Milan, etc., admis à jouir des mêmes prérogatives.

[3] Voy. Pardessus, *Lois maritimes*, III, cxxiii.

irrésistible l'immense révolution qu'opéraient à l'envi l'Espagne et le Portugal dans les destinées du commerce maritime.

Mais jusque vers la fin du XIV[e] siècle, jusqu'à la crise qu'engendra le découragement issu de nos infortunes nationales, Montpellier n'a pas discontinué d'être un des principaux comptoirs de l'Italie. Bien peu de villes ont entretenu des rapports plus constants avec Gènes, avec Pise, avec Sienne, Lucques, Venise, etc. Les marchands de Montpellier ne se bornaient pas à accueillir chez eux les Italiens; ils les visitaient, à leur tour, les fréquentaient assiduement, et, quand ils ne débarquaient pas dans leurs ports, y faisaient au moins escale; car l'Italie se trouvait pour eux sur la route même du Levant.

# PIÈCES JUSTIFICATIVES.

## I.

### ACCORD DE L'ÉVÊQUE DE MAGUELONE PIERRE DE MELGUEIL ET DES HABITANTS DE MONTPELLIER, AU SUJET DE LA LEUDE DE NARBONNE.

(Première partie du XIe siècle.)

Hic est brevis de placitum et finem que facit Petrus episcopus et Aimericus cum Raimundo Stephani, et Guillelmo Arnalli, et cum Guillelmo Aimoino, et cum homines de Monte pestillario, de ipsas leddas que dare debent homines de Monte pestillario a Narbona per mare neque per terra. Conveniunt illi homines de Montepistillario ut aribent ad portum de Cabrela, et exinde non moveant, donec mandent ad lesdalarios de vicecomite et de archiepiscopo si illi venire velint; et si veniunt, monstrentur eis ipsos trosellos et das lieire, si lesdarii voluerint, et de toto alio avere qui ledda donet; et qualem placitum faciant cum ipsos ledlarios, tale teneatur vicecomes et archiepiscopus, et umquam ipsi homines in placitum non fiant. Et faciunt securitatem vicecomes et archiepiscopus ad ipsos homines qui venerint et ledda donaverint, et donant treguam ut non habeant sel in tota illorum terra, neque in illorum poder.

Hoc fuit factum presentia Raimundo Stephani, et Petro Ferrandi, et de Rodmundi sive Segario Salomoni, et de Rainardo Amati, et

de Arnallo Guillelmi de Salviano, et Petro Sicardi, et Guillelmo Petri de Biterris, et de Bernardo Petri Porteregis, sive de fratre suo Raimundi.

Archives municipales de Montpellier, *Mémorial des Nobles*, fol. 69 r° et v°.

## II.

### INDEMNITÉ CONSENTIE PAR LES CONSULS DE PISE EN FAVEUR DES MARCHANDS DE MONTPELLIER.

(1er Novembre 1169.)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen.

Inter cetera que quibuslibet in aliquo regimine constitutis expediunt, hoc inter laudes famosissimas dignum, hoc a sapientibus congruum, hocque rationabile judicatur, ut amicorum mentes in unitate spiritus et vinculo pacis illese conservent, atque amicitias illas operum protestatione perspicua, de bonis ad meliora fovendo, cum integritate custodiant. Proinde, nos qui subsignamur inferius, Dei gratia Pisanorum consules, clarissimi viri Guilielmi, Montispessulani domini, inter alios Pisane civitatis amicos precordialissimi, petitionibus amicabiliter satisfacere cupientes, sueque dilectioni per omnia gratissime nobis assistere decernentes, ad restaurationem rerum quas hominibus suis a Pisanis ablatas propriis nobis apicibus intimavit, auctoritate nostra communi senatorumque nostrorum consilio, per presentia scripta ponimus et constituimus atque concedimus vobis Guilielmo Piccapan, et Bernardo Raimundi, atque Petro Martiali Provincialibus, pro vobis et sociis vestris, qui continentur in cartula Guilielmi Montispessulani, ad nos utique destinata, suscipientibus ordines et recollectas in omnes et per omnes Provincialium partes a Massilia usque Barchinoniam, et in ipsis locis que ad solutionem mille et quadringentarum et quadraginta librarum, quas pro vobis et sociis vestris in summa et consolidatione rerum

vestrarum et sociorum omnium atque damni totius solvendas ordine subnotato convenimus, videlicet ut per singulas Pisanorum duorum falcium saumas, que in quamcumque prefatarum partium introducentur, de mergoliensibus denarii duodecim, et per unamquamque in exitu eris et stagni saumam denarii tres, item de mergoliensibus; et per torscellos singulos marinos, legales vulgo dictos, ejusdem monete solidi quinque in exitu tollantur ac recipiantur, et usque ad jam dictarum librarum satisfactionem vobis dentur et persolvantur a bajulis tamen et recollectoribus Pisanorum, in locis jam nominatis, de introitu et exitu, sub juramento constituendis. Qua solutione peracta, prefati ordines et recollecte jamfate deleantur et penitus destruantur.

Actum Pisis, anno salutifere Incarnationis millesimo centesimo sexagesimo nono, indictione secunda, ipsa die kalendarum novembrium, et positum atque constitutum per subnotatos consules Gerardum de Sancto Cassiano, Ildebrandum Homicii, Ildebrandum Martii, Ugonem Pagani, Turchium et Opithonem Judicem, Lambertum de Curte, Petrum Belle, Vettularium et Raimundum Raimundelli, et Bernardum Cinnami et Alamannum.

Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. E, Cass. IV, N° 1. Parchemin original, encore muni des lacs de soie jaune qui retenaient le sceau, aujourd'hui absent.

## III.

### CHARTES DU VICOMTE DE BÉZIERS ROGER II, AFFERMANT LE PRODUIT DES PÉAGES ENTRE MONTPELLIER ET NARBONNE.

(28 Janvier 1175-76, — 17 Octobre 1179, — Juin 1184.)

1. *De pignore Rogerii Biterris ad Helisiarium.*

Anno Christi Incarnationis M° C° LXXV°, notum sit omnibus hoc audientibus quod ego Rogerius, vicecomes Biterris, per me et per

omnes meos, mitto in pignore tibi Elisiario de Castriis et tuis in meo camino de Biterri usque ad Montempessulanum, videlicet impignoro tibi in unoquoque trossello XIII den. melgor., et de unoquoque equitatore XIII den. melgor., et de balas que deferantur in baste XIII den. melgor., et de hominibus peditibus in unoquoque III den. melgor. et pogesiam unam, et de unoquoque honere ferri III den. melgor. Sicut superius dixi, ita tibi et tuis bene et sine omni dolo impignoro per V mil. sol. melgor., de quibus a te bene per paccatum me teneo. Et hoc pignus sub tali pacto tibi mitto, quatinus tu caminum illum custodias, et secure et quiete transeuntes ducas et ducere facias, prout melius poteris, sine omni inganno, a Biterri usque ad Montempessulanum, et de Montepessulano usque ad Biterrim. Et si pignus istud in die obitus tui non fuerit redemptum, infantes tui accipiant solummodo de XIII den. melg. VI den. et obolum, et alii VI et obol. relinquantur; et de omnibus peditibus et de honere ferri similiter accipiant medietatem : et vestri infantes pro ista medietate ducant in camino bene et sine inganno, prout melius potuerint. — Et ego Elisiarius jamdictus, propter istud pignus, quod accipio a te domino Rogerio, dimitto et bona fide condono tibi omnes querelas et petitiones, quas a te juste vel injuste usque hunc presentem diem faciebam, videlicet de peccunia et de debitis et de caballis. Et dimitto tibi et condono III mil. et D[c] sol. melg., quos Guillelmus Petri habebat pro pignore in molendinis de Conaz. Sicut supradictum est, ego Elisiarius sic bene et sine omni dolo totum tenebo et observabo, per hec sancta IIII[or] Evangelia, et dono inde tibi fidejussores Berengarium Guillelmi, et Petrum de Mesoa, et Umbertum de Colnaz. — Et ego Berengarius Guillelmi et ego Petrus de Mesoa omne istud, sicut supradictum est, tibi domino Rogerio ad Helisiarium tenere et observare ad tuam noticiam faciemus; et hoc juramus tactis sacrosanctis Evangeliis. Et ego Umbertus de Colnaz hoc totum tibi domino Rogerio tenere et observare faciam ad Elisiarium, per meam fidem, sicut superius dictum est, sine inganno.

Hujus rei sunt testes Petrus Carre archidiaconus, et Petrus

Raimundi de Alto Pullo,.... et Arnaldus de Ulmis, bajulus Elisarii, atque Nathan judeus, bajulus domini Rogerii, et Bernardus notarius domini Rogerii, qui hanc cartam, jussione omnium supradictorum, scripsit, V° kal. februarii, rege Lodoico regnante.

Et est sciendum quod, si supradicta moneta deteriorata fuerit de valitudine que nunc est, quum pignus istud ego Rogerius vel mei voluerimus redimere, reddemus tibi Elisiaro vel tuis v mil. sol. in argento bono, ad rationem marche argenti, que nunc valet L sol. melgor.; et redditus quos jam habueris in sorte tibi non computabimus.

II. *De guidatico Biterri usque ad Narbonam.*

In Dei nomine. Anno Incarnationis ejusdem M°C°LXXIX, rege Lodoico regnante, XVI° kal. novembris. Notum sit omnibus hoc audientibus quod ego Rogerius, vicecomes Biterris, per me et per omnes meos successores, bono animo et spontanea voluntate, dono, laudo atque concedo tibi Berengario de Podio Sorigario tuisque successoribus, scilicet ut in guidatico camini de Biterri usque ad Narbonam, in quo soles accipere in unoquoque trossello VI den. et obol. biterr., amodo tu atque tui accipias VI den. et obol. melgor., et in omnibus aliis guidaticis similiter tot melgor. accipias, quot biterrenses soles accipere. Sicut scriptum est, ego dominus Rogerius jamdictus, per me et per omnes meos successores, dono, laudo et concedo tibi predicto Berengario tuisque successoribus donum istud ad feudum, ad omnes honores in perpetuum. Et est sciendum quod ego Berengarius de Podio Sorigario prescriptus omnesque mei successores faciemus hominium tibi domino Rogerio atque servitium, cunctisque successoribus tuis, propter istud predictum feudum, nunc et semper. Hoc fuit factum in presencia venerabilis domini Ildofonsi, Dei gracia regis Aragonum, comitis Barchinone, marchionis Provincie, et domine Hermengardis Narbone et comitis Petri, qui precepto domini Rogerii hujus rei sunt testes, et Petrus Raimundi de Alto Pullo, Rogerius Petri, vicarius Carcassone, Petrus Raimundi de Narbona, Bertrandus de Capite stagni, Ber-

mundus de Tezano, Bernardus Petri de Olargue, Raimundus de Sallis, Raimundus Ledder. Bernardus, notarius jamdicti Rogerii, precepto ejusdem omniumque supradictorum testium, scripsit hanc cartam.

### III. *De ledda.*

In Dei nomine. Anno Incarnationis ejusdem M° C° LXXIX°, rege Lodoico regnante, XVI° kal. novembris. Notum sit omnibus hoc audientibus quod ego dominus Rogerius, Biterris vicecomes, per me et per omnes meos successores, bono animo et spontanea voluntate dono, laudo atque concedo tibi Berengario de Podio Sorigario, tuisque successoribus, videlicet ut in ledda camini de Sancto Tyberio usque ad Marcellianum, in omnibus illis bestiis et illis rebus quibus Guillelmus Arnaldi accipit leddam tu et tui accipias tres medallas melg. in unaquaque. Sicut scriptum est, ego Rogerius jamdictus, per me et per omnes meos successores, dono, laudo atque concedo tibi prescripto Berengario de Podio Sorigario tuisque successoribus ad honorabile feudum, ad omnes honores in perpetuum. Et est notandum quod ego Berengarius jamdictus de Podio Sorigario omnesque mei successores faciemus hominium atque sacramentum tibi domino Rogerio tuisque successoribus, propter istud jamdictum feudum, nunc et semper. Hoc fuit factum in presencia venerabilis domini Ildofonsi, Dei gracia regis Aragonum, comitis Barchinone, marchionis Provincie, et domine Hermengardis Narbone et comitis Petri, qui precepto domini Rogerii hujus rei sunt testes, et Petrus Raimundi de Alto Pullo, Rogerius Petri, vicarius Carcassone, Petrus Raimundi de Narbona, Bertrandus de Capistagno, Bermundus de Tezano, Bernardus Petri de Olargue, Raimundus de Salis, Raimundus Ledder. Bernardus, notarius jamdicti domini Rogerii, precepto ejusdem omniumque supradictorum testium, scripsit hanc cartam.

### IV. *De guidatico.*

In Dei nomine. Anno Incarnationis ejusdem M° C° LXXXIIII°,

Philippo rege Francorum regnante. Notum sit omnibus hoc audientibus quod ego dominus Rogerius, Biterris vicecomes, per me et per omnes meos, presentes et futuros, bona fine et sine dolo, cum hac carta presenti nunc et in perpetuum dono, laudo et concedo tibi Raimundo Vassadello de Podio Sorigario omnique tue posteritati in feudum, scilicet ducatum et guidonaticum camini qui vadit ad Biterras usque ad Narbonam, propter quem ducatum et guidonaticum habeas et accipias tu vel tui infra villam Biterris, ubi alie ledde mee et codume accipiuntur, in unoquoque trossello XIII den. melg., in unoquoque equitatore XIII den. melg., et in unaquaque bata XIII den. melg., et in unaquaque carga olei et piscis VII den. melg., et in unoquoque judeo XIII den. melg., et in aliis sicut tu habes et tenes, et dominus pater meus Raimundus Trencavelli donavit et laudavit fratri tuo Berengario de Podio Sorigario, tali tamen pacto, ut tu vel successores tui non possitis, nec liceat vobis dare vel dimittere hoc feudum, nisi illi vel illis qui dominium castri Podii Sorigarii habuerint. Et propter hoc ego Raimundus Vassadellus et successores mei debemus esse tui homines domini Rogerii et heredum tuorum, et tui fideles debemus te et heredes tuos bona fide et sine dolo adjuvare de domino Tolose et de domino Narbone, nunc et in perpetuum. Similiter et ego Rogerius et successores mei debemus tibi Raimundo Vassadello et successoribus tuis, illis qui Podium Sorigarium habuerint, bona fide et sine dolo esse fideles adjutores de domino Tolose et de domino Narbone, nunc et in perpetuum. Hujus donationis et pacti sunt testes Petrus Raimundi de Alto Pullo, Isarnus Bernardi, vicarius Carcassone, Petrus Vassalli, Poncius de Benciano, Rainoardus de Podio Sorigario, Willelmus Arnaldi de Capitestagno.... Bernardus, notarius jamdicti domini Rogerii, mandato ejus scripsit hanc cartam, in mense junii, et anno quo supra.

Bibliothèque de la Société archéologique de Montpellier, *Cartulaire des Trencavels*, fol. 167 r° sq.

## IV.

### CHARTE DE GUILLEM VIII, AFFECTANT CERTAINE PLACE DE MONTPELLIER A LA VENTE DES CUIRS.

(Décembre 1176.)

Anno Dominice Incarnationis M° C° LXX° VI°, mense decembris, ego Guillelmus, dominus Montispessulani, filius Mathildis, et ego Guido Guerregiatus, ejus patruus et procurator, bona fide et sine dolo, cum hac carta laudamus, tradimus atque concedimus, ad fidelitatem mei domini Guillelmi Montispessulani, scilicet vobis coirateriis Montispessulani, presentibus et futuris, quod faciatis tabulas coirateriorum, scilicet in illo plano quod terminatur cum estari Brunonis Aurioli et fratrum suorum, via in medio, et ex alia parte cum estari Poncii de Fornes, et ex alia parte cum estari Bertrandi de Congeniis, androna in medio, et ex alia parte cum estari de Naborseria quondam, via in medio; quod planum ego Guillelmus, dominus Montispessulani, comparavi. Et de unaquaque tabula, quam ibi feceritis, dabitis nobis pro acapte XL sol. melgor., et singulis annis pro usatico II sol. melgor. michi Guillelmo, domino Montispessulani, ad festum Sancti Michaelis. Et faciemus vos et vestros jure semper tenere et possidere in pace, et ab omni homine et femina contradicente jure defendemus. Item promittimus et convenimus vobis et vestris quod in toto Montepessulano, vel in terminio Montispessulani, non paciemur quod aliquis homo vel femina faciat stacionem ad vendendum coria, que coiraterii aptant seu adobant pro solis, nisi in tabulis prenominatis, que in plano prenominato fient. Et de toto hoc recepimus vos et vestros in Dei fidem et nostram. Hoc totum, sicut prescriptum est, laudaverunt Guillelmus, dominus Montispessulani prenominatus, et Guido Guerregiatus, ejus patruus et procurator, in camera castelli. Hujus rei testes sunt Raimundus Rotgerius, Paulus de Laveruna, Ber-

nardus Austrini, Petrus Lucianus,... et Fulco, qui hec scripsit, et mandato domini Guillelmi Montispessulani et domini Guidonis hanc cartam bollavit.

Arch. mun. de Montp., *Mémorial des Nobles*, fol. 72 r°.

## V.

CONCESSION DU SEIGNEUR DE MONTPELLIER GUILLEM VIII EN FAVEUR DES COMMERÇANTS DU PORT DE LATTES.

(Avril 1181.)

Anno ab Incarnatione Domini M° C° LXXX° I°, mense aprilis. Ego Guillelmus, gratia Dei Montispessulani dominus, bona fide et sine dolo, cum hac carta ad meam fidelitatem, et salva mea dominatione in omnibus, dono, laudo atque concedo tibi Stephano, et tibi Poncio Catalani, fratri ejus, et omnibus illis, presentibus et futuris, qui nunc habitant et in antea habitaverint in villa illa extra munitionem de Latis, ex parte stagni, ut euntes et redeuntes per aquam et per terram ibi possint discargare et estivare, et mittere penes vos averum suum, ad suam voluntatem. Hoc laudavit et consiliavit Ermengavus de Piniano, bajulus castelli de Latis auctoritate domini Guillelmi Montispessulani, et cartam sigillari mandavit. Testes sunt Guillelmus Geraudi, G. Longus, Petrus Andreas, G. Ricardi, P. Mercerius, G. Baile, B. de Quinciaco, G. Fidelis, Johannes de Vilareto, et Fulco, qui hec scripsit.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 28 r°, et fol. 51 v°.

## VI.

TRANSACTION RELATIVE AUX TABLES DE CHANGE, SITUÉES DANS LA VILLE DE MONTPELLIER.

(Juin 1194.)

Anno Dominice Incarnationis M° C° LXXXXIIII°, mense junio,

ego Poncius Guillelmi, filius quondam Poncii Guillelmi, sciens et cognoscens me esse etatis plusquam XV annorum, voluntate et consilio amicorum et parentum meorum, bona fide et sine dolo, cum hac carta dono, et jure permutacionis seu escambii in perpetuum trado et derelinquo tibi domino Guillelmo Montispessulani, filio quondam Mathildis duccisse, et tuis, ad omnes voluntates vestras et vestrorum plenarie faciendas, sine omni inquietudine et appellacione mea et meorum, videlicet totam terciam partem, et generaliter totum hoc, quicquid sit, quod ego habeo vel umquam habui vel habere ulla ratione possum vel debeo in toto esmero auri vel in monetis auri, sicut umquam pater meus melius ullo tempore habuit et tenuit, vel aliquis per eum. Ideoque ego Guillelmus, dominus Montispessulani, filius quondam Mathildis duccisse, per me et per meos, bona fide et sine dolo, cum hac carta dono et jure permutacionis seu escambii in perpetuum trado et derelinquo tibi Poncio Guillelmo et tuis, ad faciendas omnes voluntates tuas et tuorum, ad dandum, vendendum, impignorandum, vel quocumque modo volueritis alienandum, exceptis sanctis, clericis et militibus, cum consilio tamen meo vel meorum, videlicet totam unam pilam meam tabule, cum terra in qua est, et cum suis omnibus pertinentiis, illam scilicet que superior est a cercio in tabulis Cambiatorum, et confrontatur cum alia tabula mea a vento, via in medio, et ab aquilone cum ecclesia Sancte Marie, via in medio, et retro cum via publica de Draparia. Et hanc tabulam seu pilam cum suis omnibus pertinentiis faciam te et tuos semper habere et tenere quiete, et ab omni contradicente homine et femina jure semper defendam. Item nos ambo quisque alteri stipulanti promittimus, cum omni renunciatione juris scripti et non scripti, quod contra hec escambia vel aliquid horum nullo jure vel ratione vel consuetudine veniemus, vel aliqua occasione, seu aliquis per nos, sed ita totum firmum et stabile manere semper faciemus. Ego Guillelmus, dominus Montispessulani, recipio te Poncium in Dei fide et mea. Testes sunt Guillelmus de Mesoa, Guiraudus Atbrandi, Guillelmus Ugo,

Guillelmus Rotgerius, Bernardus Guillelmi, Berengarius Aimerici, et Guillelmus Raimundi, qui hec scripsit.

Arch. mun. de Montp., *Mémorial des Nobles*, fol. 73 r° et v°.

## VII.

### LETTRES DE SAUVEGARDE DE LOUIS VIII EN FAVEUR DES HABITANTS DE MONTPELLIER.

(Juin 1226.)

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos litteras inclite recordationis regis Ludovici, genitoris nostri, vidimus in hec verba :

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos in salvo conductu nostro et protectione nostra recipimus dilectos nostros consules, consulatum, et una consulatus Montispessulani villam Montispessulani et universitatem ville, et omnes et singulos de universitate ville et de castris et locis pertinentibus ad dictam villam, cum universis rebus eorum, sicut alios burgenses nostros, bona fide reddendo debitas consuetudines et pedagia; et volumus quod tam ipsi quam res eorum salvi sint et securi in toto regno nostro, et in tota terra nostra et amicorum nostrorum, eundo et redeundo, et moram faciendo. Hanc autem protectionem et conductum concedimus vobis R. Lamberti, R. Lupi, consulibus dicte ville, et R. de Conchis et R. de Salzeto, recipientibus pro aliis consulibus et universis et singulis dicte ville et castrorum; que omnia volentes gaudere perpetua firmitate, presentem paginam sigilli nostri auctoritate precepimus confirmari, salvo jure alieno.

Actum in obsidione Avinionis, anno Dominice Incarnationis M° ducentesimo vicesimo sexto, mense junio.

In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum apud Aquas Mortuas, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, mense junio.

Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. B, Tiroir VI, N° 3. Original sur parchemin, avec grand sceau royal en cire verte, attaché au moyen de lacs de soie rouge et verte.

## VIII.

### BULLE D'ABSOLUTION DE GRÉGOIRE IX POUR LES HABITANTS DE MONTPELLIER COUPABLES DE DÉLITS COMMERCIAUX.

(4 Janvier 1228.)

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Magalonensi, salutem et apostolicam benedictionem.

Ne homines de Monte pesulano, qui scienter in mercimoniis excommunicatis participasse dicuntur, nisi per absolutionis beneficium subveniatur eisdem, aliquam in animabus difficultatem incurrant, auctoritate presentium tue fraternitati mandamus, quatinus homines ipsos ab excommunicatione, qua propter participationem hujusmodi tenentur astricti, sine difficultate qualibet et gratis absolvere, juxta formam Ecclesie, non postponas, et injungas eis super hoc penitentiam salutarem.

Datum Laterani, II non. januarii, pontificatus nostri anno primo.

Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. E, Cass. V. Expédition originale sur parchemin, avec sceau en plomb, au nom de Grégoire IX.

## IX.

### LETTRES DE JAYME Ier AUTORISANT LA CONSTRUCTION DE MAISONS EN DEHORS DE L'ENCEINTE ET EN FACE DU PORT DE LATTES.

(22 Juillet 1229.)

Manifestum sit cunctis, presentibus et futuris, quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, comes Barchinone, et dominus Montis-

pessulani, cupientes jus suum cuique tribuere,..... laudamus et concedimus tibi Stephano Catalano, dilecto et fideli nostro, quod tu, sine contradictione nostra et cujuslibet persone, possis domum seu domos construere, prout tibi placuerit faciendum, in illis casalibus seu in illo solo quod est extra portale Lombard de perrata de Latis, in quo casali sunt tres corde, et confrontatur ex una parte cum croso Leszi de perrata, via publica in medio, et ex altera cum vallato ville Latarum, et ex altera cum honore Petri Fornerii et Bernardi de Boscho, viaculo in medio, et ex altera cum honore Petri de Palars, quod solum ad te pertinet, tam ex successione patris tui pro dimidia, quam ex concessione seu venditione tibi facta a Guillelmo Catalano, qui in eodem habebat aliam dimidiam....

Datum Barchinone, undecimo kalendas augusti, anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo nono.

Signum Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, comitis Barchinone, et domini Montispessulani.

Hujus rei testes sunt, etc.

Signum Petri de Sancto Melione scriptoris, etc.

Arch. mun. de Montp., *Grand Chartrier*, Arm. A, Tiroir XVIII, N° 1. Original sur parchemin, avec sceau royal en cire jaune.

## X.

CHARTE DE NUGNEZ-SANCHE, SEIGNEUR DE ROUSSILLON, SAUVEGARDANT LE COMMERCE DES HABITANTS DE MONTPELLIER SUR MER ET SUR TERRE.

(18 Juin 1231.)

In nomine Domini. Sit certum cunctis, presentibus atque futuris, quod nos Nuno Sancius, Dei gratia dominus Rossilionis, Vallis Asperii, Confluentis et Ceritanie, volentes et cupientes diligere, deffendere et custodire consules et consulatum Montispessulani, et omnes et singulos de Montepessulano et ejus districtus, et res ipsorum, per nos et per omnes homines nostri districtus, et per

omnes amicos nostros, recipimus omnes homines et singulos Montispessulani et districtus ejusdem, et omnes res eorum, per terram, per mare, et in omnibus locis, eundo, stando et redeundo, in vero et perpetuo amore pacis et dilectione; et promittimus et convenimus consulibus et consulatui Montispessulani, presentibus et futuris, et universis et singulis hominibus de Montepessulano, et vobis R. Lupo, et B. Amelii, consulibus Montispessulani, nomine predictorum stipulantibus, quod dictis consulibus et consulatui et omnibus et singulis hominibus de Montepessulano et ejus districtus tenebimus et observabimus ubique, et a nostris subjectis teneri et observari faciemus veram et perpetuam et firmam pacem, et quod dictam pacem nos vel nostri aliquo modo vel aliqua occasione non infringemus.

Item promittimus vobis dictis consulibus, et omnibus et singulis de Montepessulano, quod nos bona fide custodiemus, deffendemus et salvabimus omnes et singulos homines et Montispessulani et districtus ejusdem, et res eorum, per terram et per mare, in tota dominatione nostra.

Item custodiemus et deffendemus et salvabimus bona fide omnes et singulos homines Montispessulani et districtus ejusdem, et res eorum, per terram et per mare, et in omnibus aliis locis, ab omnibus hominibus et singulis nostre dominationi subjectis.

Predicta omnia et singula firma et illibata semper tenebimus, et a nostris hominibus teneri et observari in perpetuum faciemus. Sic Deus nos adjuvet, et hec sancta Dei Evangelia, a nobis corporaliter tacta.

Preterea promittimus vobis dominis consulibus per stipulationem, sine sacramento tamen, et successoribus vestris consulibus et consulatui Montispessulani, et omnibus et singulis de Montepessulano, quod vobis et successoribus vestris consulibus et consulatui Montispessulani, et omnibus et singulis de Montepessulano, consulimus bona fide, cum a vobis vel a dictis successoribus vestris, sive ab aliquo vel aliquibus de Montepessulano fuerimus requisiti. Retinemus tamen in omnibus predictis et singulis salvam per omnia fidelitatem

domini regis Aragonum, et Sancte Ecclesie, et domini regis Francie, et P. Ferrandi de Albanis in tantum, inter quos predictos et vos si, quod absit, aliqua discordia oriretur, ni ipsi moneant nos ad valenciam ejusdem faciendam, nos personas vestras et omnes res vestras existentes in terra et dominatione sive districtu nostro salvabimus, et bona fide custodiemus et deffendemus ab omnibus hominibus, secundum posse nostrum, quousque redierint in villam Montispessulani salvi et securi cum omnibus rebus suis.

Et nos Poncius de Verneto, Arnaldus de Salsis, Ferrandus de Norvaix, Rodricus Sancius, Ugo Sancius, Alphonsus de Barras, P. Paucus, G. Morato, R. de Mallolis, Arnaldus de Casa, Ermengaudus Gros, A. Gulas, Adalbertus, B. Mameti, P. Morecco, P. de Canoes, P. de Ferals, G. Arnaldus, Mascaros de Vilarasa, P. de Solagges, P. Albenga, Mascaros de Ripis altis, G. Adalberti, R. Caulaces, Ermengaldus Venecia, B. Cala, Johannes Adalberti, G. Jordani, P. de Oleta, B. Dominici, et nos homines de Chocholibero Matheus den Alseu, Johannes de Baunils, P. Scriba, Empator Ninard, R. Mercerii, Germanus, G. Ross, P. Ninard, G. de Stella, G. de Na Uga, G. de Ortis, Dominicus Abad, Johannes Pedriez, P. Raimundi, per nos et per omnes alios de Cocholibero, nos omnes suprascripti insimul et singuli juramus per hec sacrosancta IIIIor Evangelia, sub periculo anime domini Nunonis, quod omnia suprascripta, sicut ea dominus Nuno promisit, sic ipsa attendet; et nos insimul et singuli juramus per nos et omnia supradicta observare, attendere et complere ad bonam fidem sine enganno, et dare operam efficacem quod supradicta omnia compleantur a domino Nunone et a suis.

Datum apud Chochumliberum, XIIII kal. julii, per manum magistri Johannis, notarii nostri, mandato nostro et ipsius scripta a Bernardo de Doan, anno Christi M. CC. XXX. I.

Signum Nunonis Sancii. — Testes hujus rei sunt abbas Fontis Frigidi, G. de Portella, A. de Gerunda, B. Laurencii, D. de Ungria, R. de Mirambello, P. de Fisco, P. de Palma, G. Repost, G. Bonus Amicus. B. Arnaldi, notarius consulum Montispessulani.

Signum Bernardi de Boan, qui mandato domini Nunonis, et vice magistri Johannis notarii sui, hoc scripsit.

Signum magistri Johannis, notarii domini Nunonis, qui hanc cartam scribi, et sigillum apponi fecit, loco, die et anno prefixis.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 34 r° et v°, et *Livre Noir*, fol. 43 v° et 44 r°.

## XI.

EXEMPTION DES DROITS DE LEUDE ET DE PÉAGE, ACCORDÉE PAR JAYME Ier EN FAVEUR DES HABITANTS DE MONTPELLIER, DANS SES DIVERS ÉTATS.

(27 Août 1231.)

Manifestum sit omnibus quod nos Jacobus, Dei gracia rex Aragonum et regni Majoricarum, comes Barchinone, et dominus Montispessulani, cum presenti carta concedimus, laudamus et perpetuo confirmamus vobis dilectis et fidelibus nostris duodecim probis viris electis ad consulendam communitatem Montispessulani, et per vos toti universitati Montispessulani, presentibus et futuris, donacionem et concessionem, quam fecit cum suo publico instrumento dominus Petrus, illustris quondam rex Aragonum, pater noster, universitati Montispessulani, videlicet quod non donetis lezdam, pedaticum, toltam, consuetudinem novam vel veterem, statutam vel statuendam, de rebus vel mercaturis vestris, habitis vel habendis, per terram vel mare, stagnum vel aquam dulcem, in loco aliquo terrarum vel dominacionis nostre; mandantes firmiter et districte senioribus, majoridemus, repositariis, merinis, zavalmedinis, justitiis et juratis judicibus et alcaldis, vicariis, bajulis, lezdariis, pedagiariis, et aliis quibuslibet nostrum locum tenentibus, et subditis universis, presentibus et futuris, quod predictam franquitatem vobis et universitati Montispessulani teneant et observent, et faciant firmiter observari, et non contraveniant in aliquo, si confidant de nostri gracia vel amore.

Datum apud Montempessulanum, VI° kalendas septembris, anno Domini M° CC° tricesimo primo.

Signum Jacobi, Dei gracia regis Aragonum et regni Majoricarum, comitis Barchinone, et domini Montispessulani. — Hujus rei testes sunt Guillelmus de Moncata, Gaucerandus de Cartallaco, Hugo de Mataplana, Bernardus de Sancta Eugenia, Gilabertus de Croziles, Sancius de Orta, Garcia de Orta, Rodericus Gomiz.

Signum Guillelmi scribe, qui, mandato domini regis, pro Guillelmo de Sala notario suo, hanc cartam scripsit, loco, die et anno prefixis.

Arch. mun de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 33 v°, et *Livre Noir*, fol. 42 v°.

## XII.

### INFÉODATION PAR JAYME Ier AUX CONSULS DE MONTPELLIER DES ÉTANGS, DE LA MER ET DE LA PLAGE COMPRIS ENTRE CETTE ET AIGUESMORTES.

(27 Août 1231.)

Manifestum sit omnibus quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum et regni Majoricarum, comes Barchinone, et dominus Montispessulani, cum presenti carta, per nos et successores nostros, concedimus et donamus in emphiteosim sive ad censum vobis dilectis et fidelibus nostris duodecim probis viris electis ad consulendum communitatem Montispessulani, et per vos toti universitati Montispessulani, presentibus et futuris, stagna et maria, corrigiam que est in medio, cum litore maris et stagni, prout extenditur a Latis usque ad montem Sete et usque ad portum de Aquis Mortuis, ita quod de cetero predicta stagna et maria cum litore maris sive corrigia stagni habeatis ad usum piscandi et navigandi, ad omnesque alios vestros usus, cum omnibus que pertinent ad ipsa stagna et maria circumquaque. Vos autem et successores vestri dabitis nobis vel nostro bajulo Montispessulani annuatim, in festo Natalis Domini,

unum morabotum perpetuo censualem, salva etiam nobis et nostris successoribus lesda, quam ibi de piscatione sumus accipere consueti; mandantes vicariis, bajulis, et aliis quibuslibet nostrum locum tenentibus, et subditis universis, tam presentibus quam futuris, quod hanc donationem firmam habeant et observent, et faciant perpetuo firmiter observari, et non contraveniant in aliquo, si de nostri confidant gratia vel amore.

Datum apud Montempessulanum, VI kal. septembris, anno Domini M° CC° XXX primo.

Signum Jacobi, Dei gratia regis Aragonum et regni Majoricarum, comitis Barchinone, et domini Montispessulani. — Hujus rei testes sunt, etc.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 32 v°, et *Livre Noir*, fol. 11 v°.

## XIII.

### SENTENCE DU JUGE DE GÊNES, CONSACRANT LA LIBERTÉ COMMERCIALE DES MARCHANDS DE MONTPELLIER.

(23 Mars 1237.)

Janue, in domo Fornariorum, qua regitur curia, presentibus et testibus convocatis Ugolino de Bononia, Nicoloso de Martedo, Bartholomeo Ferrario, Pagano de Cucurno, et Nicola de Tran judicibus, et Oberto de Langasco scriba, dominus Jacobinus de Lunhi, domini Oldrati de Trexerio, Januensis potestatis, judex et assessor, sequens et approbans conscilium dominorum Martini de Sancto Benedicto et Petri Carioli, jurisperitorum, de civitate Cumana, dixit et pronuntiavit, ut in dicto conscilio continetur, tenor cujus conscilii talis est:

In nomine Domini, conscilium dominorum Martini de Sancto Benedicto et Petri Carioli, jurisperitorum, de civitate Cumana, tale est:

Super petitione quam faciunt Bernardus de Caza, Bernardus Porcherius, Raimundus Porcellus, Stephanus Regordus, Arnaldus

Fortis, Petrus de Rossone, Wuillelmus Capellerius, omnes de Montepessulano, ut vos, domine potestas Janue, et vos, domine judex potestatis, precipere debeatis Ansaldo Porronario et aliis pedagiariis, sive qui colligunt pedagium Gavii et Voltabii, quod ab eis aliquid non exigant neque extorqueant, nec exigere vel extorquere debeant, pro pedagio vel occasione pedagii Gavii et Ultabii, de rebus et pro rebus quas emerent in Janua, quas portarent vel deferrent per mare apud Montempessulanum vel alibi per mare extra districtum Janue, nec de rebus vel pro rebus quas Januam deferrent per mare de Montepessulano, [et] quod pignora et securitates, que ab eis vel pro eis habuerunt sive extorserunt, eisdem hominibus de Montepessulano defendatis et prohibeatis, et ipsos collectores ne in futurum eis inferant fortiam vel violentiam, et ne eis injuria fiat pro predictis pedagiis vel eorum occasione, nec alia aliqua de causa, videlicet quod dicunt et consulunt, visis rationibus et cartis et scriptis et atestationibus ab utraque parte ostensis, et habita diligenti provisione et deliberatione super eis, quod predictus Ansaldus et alii pedagiarii colligentes pedagium Gavii et Vultabii non exigant nec extorqueant, nec exigere nec extorquere debeant, pro pedagio vel occasione pedagii Gavii et Vultabii, a predictis hominibus de Montepessulano, de rebus vel pro rebus quas emerent ipsi de Montepessulano in Janua, et portarent vel deferrent per mare apud Montempessulanum, vel alibi per mare extra districtum Janue, nec de rebus vel pro rebus quas Januam deferrent per mare de Montepessulano, quod pignora et securitates prestita et factas ab ipsis de Montepessulano predictis pedagiariis reddantur et restituantur et cassentur, preter ea que data sunt vel promissa per ipsos de Montepessulano predictis pedagiariis, ratione et occasione dricti vicecomitum, et antiqui et consueti pedagii et deceni Janue, de rebus et pro rebus que portantur et portate sunt et portarentur et deferrentur per homines de Montepessulano per mare de Janua apud Montempessulanum, vel a Montepessulano Januam vel alibi per mare extra districtum Janue, quod ipsos homines de Montepessulano esse defendendos de cetero in

futurum ne eis inferrentur occasione predictorum pedagiorum ultra predicta alique injurie vel violentie, ego Martinus istius cum predicto domino Petro predictum conscilium dedi et scripsi; ego predictus Petrus Cariolus cum predicto domino Martino predictum conscilium dedi et subscripsi.

Quod de facto factum est, cum predicti de Montepessulano peterent in hunc modum : Millesimo CC° XXX° sexto, die lune vigesima quinta augusti, Bernardus de Casa, Bernardus Porcherius, Raimundus Porcellus, Stephanus Regordus, Arnaldus Fortis, Petrus de Rossono, Guillelmus Capellerius, omnes de Montepessulano, petunt ut vos, domine potestas, et vos, domine Wuillelme, judex potestatis, precipere debeatis Ansaldo Porronario et aliis pedagiariis, sive qui colligunt pedagium Gavii et Vultabii, quod ab eis aliquid non exigant nec extorqueant, nec exigere vel extorquere debeant pro pedagio, vel occasione pedagii Gavii et Vultabii, de rebus vel pro rebus quas emerent in Janua, et portarent vel deferrent per mare apud Montempessulanum, vel alibi per mare extra districtum Janue, nec de rebus vel pro rebus quas Januam deferrent per mare de Montepessulano, et pignora et securitates que ab eis vel pro eis habuerunt sive extorserunt eisdem hominibus de Montepessulano restitui faciatis, quod ipsas securitates cassari et vacuari, quod ipsos homines de Montepessulano deffendatis, quod prohibeatis ipsos collectores ne in futurum eis inferant forciam vel violentiam, et ne eis injuria fiat pro predictis pedagiis, vel eorum occasione, nec aliqua alia de causa. — Hanc scripturam obtulerunt predicti de Montepessulano judici potestati, ejus precepto et voluntate, non in modum petitionis seu libelli, sed in modum declarationis, ut judex possit certum et super certa re judicare.

Ansaldus Porronarius et Jacobus Guercius, collectores pedagii Gavii et Vultabii, dicunt, et opponunt petitioni quam faciunt mercatores Montispessulani contra eos, quod volunt et debent pro presenti anno usque ad festum Purificationis Sancte Marie capere pedagium ab eis pro Gavio et Vultabio, de mercibus quas adducent

vel adduxerunt in Januam de ultra montes, undecumque veniant, et quas de Janua ultra montes deferrent vel deferri facient undecumque. De mercibus vero quas de Montepessulano tantum Janue detulerunt vel deferrent per mare, vel de Janua apud Montempessulanum, per mare tamen, nolunt pro predictis pedagiis aliquid capere ab eis. Quod hoc dicunt de mercibus eorum, fine et fraude et modo supradicto contradicunt petitioni ipsorum mercatorum Montispessulani. Die lune vigesimo quinto augusti, confessus fuit Ansaldus Porronarius quod predicti, qui obtulerunt predictam scripturam, sunt de Montepessulano. Non fuit datum pignus bandi super petitionem quam dominus Guillelmus de Grogoncola judex habuit inde conscilium cum pluribus sapientibus, quorum major pars dixit quod pignus bandi non debebat capi super dicta petitione. Quorum conscilium scriptum est per manum Bonvassalli Calligepallii notarii. Cumque super hiis [per] utrumque sub examine domini Guillelmi de Grogoncola, domini Jacobi de Terriago, anno proxime preterito potestatis Janue, judicis et assessoris, fuerit litigatum, tandem dictus dominus Guillelmus de Grogoncola tulit sententiam in hunc modum :

In nomine Domini amen. Super questione que vertitur inter Bernardum de Casa et Bernardum Porcherium, Raimundum Porcellum, Stephanum Regordum, Ansaldum Fortem, Petrum de Rossono, Guillelmum Capellerium, omnes de Montepessulano, sive Petrum Martinum, eorum procuratorem, ex una parte, et Ansaldum Porronarium et Jacobum Guercium, collectores pedagii Gavii et Vultabii, ex altera, in qua dicti homines de Montepessulano petebant a potestate Janue et ab ejus judice domino Guillelmo, ut ipsi precipere debeant Ansaldo Porronario et aliis pedageriis, sive illis qui colligunt pedagium Gavii et Ultabii, quod ab eis aliquid non exigant nec extorqueant, occasione pedagii Gavii et Vultabii, de rebus sive pro rebus quas emerent in Janua, sive deferrent apud Montempessulanum, vel alibi per mare extra districtum Janue, quod omnia que in eorum petitione seu postulatione continentur, ut suprascriptum est, ego Guillelmus de Grogoncola, judex et assessor domini Jacobi de

Terriago, potestatis Janue, visa dicta petitione seu postulatione, et positionibus seu testibus, et conventionibus et allegationibus utriusque partis, habito quoque conscilio Pagani de Cucurno, Hugonis de Flisco et Nicolosi de Marreto jurisperitorum, dico et pronuntio quod dicti collectores pedagii Gavii et Vultabii de rebus sive pro rebus quas emerent in Janua et deferrent per mare apud Montempessulanum, vel alibi per mare extra districtum Janue, nec de rebus quas de Janua deferrent per mare de Montepessulano, quod si qua pignora vel securitates ab eis habuerunt sive extorserunt predicta occasione, ea dictis hominibus de Montepessulano restituant seu dimittant, quod quidem predicti collectores de cetero non debeant forciam seu violentiam predictis hominibus de Montepessulano inferre occasione predicta, jurantibus predictis hominibus de Montepessulano quod res, quarum occasione pedagium Gavii et Vultabii petitur, non detulerunt per mare de rebus delatis Janue de ultra montibus, in fraudem evitandi pedagii Gavii et Vultabii: quod si qui merces de cetero de Janua portabunt apud Montempessulanum, vel alibi per mare, causa eundi ultra montes, vel de ultra montibus deferrent per mare Januam; quod illud idem seu simile sacramentum facere debeant, si ab eis fuerit requisitum. Predicta dico et pronuntio, salvo jure comitis Janue et omnium personarum habentium jus in dictis pedagiis, qui non fuerunt in hoc judicio. Lata Janue, in palatio Fornariorum, quo regitur curia, presentibus Ansaldo Porronario et Jacobo Guercio et Petro Martino, procuratore dictorum hominum de Montepessulano. Testes Obertus de Langasco scriba, Jacobus de Langasco, Guillelmus de Quinto judex, Enricus Bucucius, et Maria de Terralba, millesimo CC° trigesimo sexto, indictione nona, die mercurii decima septima decembris.

A qua sententia dicti Ansaldus Porronarius et Jacobus Guercius appellarunt.....

Et dictus dominus Jacobinus de Lunhi, in cujus tempore dictum conscilium venit, dixit et pronuntiavit ut in ipso conscilio..... dictorum domini Martini de Sancto Benedicto et Petri Carioli jurisperi-

torum continetur, millesimo ducentesimo trigesimo septimo, indictione nona, die vigesimo tercio marcii. Ego Madius, imperialis aule notarius, jussu suprascripti judicis et assessoris scripsi. Ego Rolandus de Murta. Ego Obertus Usus maris.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 41 v° et 42 r°, et *Livre Noir*, fol. 50 v° sq.

## XIV.

### NOMINATION D'ÉTIENNE LOBET EN QUALITÉ DE CONSUL DES MARCHANDS DE MONTPELLIER FRÉQUENTANT LES FOIRES DE FRANCE.

(17 Juin 1246.)

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, constituimus vos Stephanum Lobeti, hinc ad proxime venturas kalendas marcii, et ab eisdem kalendis ad tres annos continuos et completos, in consulem Francie pro villa Montispessulani; quem consulatum Francie habeatis, teneatis et administretis per dictum tempus, sicut melius et plenius aliquis consul ibi constitutus tenuit et habuit et administravit, et tenere et administrare debuit; concedentes vobis quod habeatis totam administrationem, jurisdictionem et coercionem, et jus eidem consulatui quoquomodo pertinens vel pertinere debens. Mandamus universis, ad quos presentes pervenerint, quatinus vos, et nullum alium, habeant et teneant in consulem Francie.

Datum Barchinone, XV kal. julii, anno Domini M° CC° XL° sexto.

Signum Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valentie, comitis Barchinone et Urgelli, et domini Montispessulani.

Testes sunt P. H. comes emp., G. de Moncada, O. de Terminis, Xatbertus de Barberano, G. de Urgio.

Arch. mun. de Mont., Arm. A, Tiroir XVIII, N° 2. Original sur parchemin, avec grand sceau pendant en cire jaune.

## XV.

### ÉLECTION, PAR LES CONSULS DE MONTPELLIER, D'ÉTIENNE LOBET, A TITRE DE CAPITAINE DES MARCHANDS DE FRANCE.

(27 Décembre 1246.)

Presentis scripti serie sit omnibus manifestum, quod nos consules Montispessulani, cupientes providere honori et utilitati comunitatis mercatorum de Montepessulano, et toti societati et comunitati mercatorum de Francia, prehabita diligenti deliberatione cum consilio nostro, sollempniter more solito convocato, ad instantiam et requisitionem mercatorum pro parte nostra, et pro jure partis et societatis nostre, facimus, eligimus et constituimus honorabilem, fidelem et discretum virum, multipliciter expertum, et in variis officiis publicis comprobatum, Stephanum Lobeti, concivem et in consulatu Montispessulani collegam nostrum, et capitaneum consulem de Francia et mercatorum in Francia utentium quocumque modo causa negociationis; et predicto Stephano Lobeti, per nos et per successores nostros, damus et concedimus plenariam potestatem et auctoritatem in omnibus et per omnia faciendi, ad honorem et comodum mercatorum et dicte societatis, quicquid dicte societati noverit expedire, secundum quod aliquis consul Francie dictum locum tenens plenius habuit et actenus est usus, precipientes omnibus et singulis mercatoribus nostris, et aliis ad societatem pertinentibus, ut obediant dicto Stephano Lobeti, et pro eo faciant plenarie, absque omni contradictione et defencione, sicuti unquam fecerunt aut facere debuerunt pro aliquo consule, dictum locum in Francia obtinente. Et quicquid per dictum Stephanum Lobeti consulem factum fuerit, preceptum et ordinatum, gerendo officium consulatus, et in hiis que ad ejusdem officium spectabunt, ratum et firmum habebimus; et ea per nos et nostros faciemus inviolabiliter observari.

Et ego predictus Stephanus Lobeti, consentiens predicte electioni

de me facte, ad mandatum et requisitionem dominorum consulum Montispessulani et totius consilii et mercatorum Montispessulani, predicti consulatus officium, ad honorem Dei, et ad honorem et comodum mercatorum et totius societatis predicte, recipio; et juro super sancta Dei Euvangelia, a me corporaliter tacta, quod in dicto consulatu et officio toto posse, sine omni fraude et malo ingenio, me habebo, et honorem et comodum mercatorum societatis predicte bona fide procurabo, et dampnum et dedecus universorum predictorum, dante Domino, totis viribus evitabo.

Acta sunt hec in domo Consulatus Montispessulani, anno Dominice Incarnationis millesimo CC° XLVI°, sexto kalendas januarii, in presentia predictorum dominorum et totius consilii et mercatorum et plurium aliorum proborum virorum Montispessulani ad hoc vocatorum. Et, ad majorem auctoritatem et perempnem hujus rei memoriam, nos consules Montispessulani presentem paginam sigillo Consulatus fecimus comuniri.

Arch. départ. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer, B, 71. Orig. sur parchem. en double expédition, sceau aujourd'hui absent.

## XVI.

PROVISIONS POUR ÉTIENNE LOBET, COMME CAPITAINE DES MARCHANDS AUX FOIRES DE FRANCE ET DE CHAMPAGNE.

(27 Décembre 1246.)

Universis et singulis presentes litteras inspecturis, consules Montispessulani, salutem in eo qui est omnium vera salus.

Universitati vestre presentibus facimus manifestum, quod nos, habita diligenti deliberacione cum consilio nostro, ad instanciam et requisicionem mercatorum Montispessulani, facimus, eligimus et constituimus honorabilem civem nostrum Stephanum Lobeti, capitaneum et consulem in nundinis Campanie et Francie; unde uni-

versitatem vestram, in quantum possumus, deprecamur, quatinus dictum Stephanum Lobeti benigne recipiatis, et eidem tanquam capitaneo et consuli obedire curetis, et ea que per ipsum vel cum ipso, que ad dictum officium spectabunt, facta fuerint, perpetuam habeant firmitatem. Et, ad majorem firmitatem habendam, presentem paginam sigillo Consulatus fecimus communiri.

Datum VI kalendas januarii, anno Domini M CC XL sexto.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 1. Parchemin original, sceau absent.

## XVII.

BULLE D'INNOCENT IV S'OPPOSANT, DANS L'INTÉRÊT DU COMMERCE DE MONTPELLIER, A LA PERCEPTION DE NOUVEAUX PÉAGES.

(16 Août 1249.)

Innocentius episcopus, servus servorum Dei; dilectis filiis abbati Sancti Afrodisii, Biterrensis diocesis, et precentori majoris ecclesie Lodovensis, salutem et apostolicam benedictionem.

Nova pedagia in quibusdam locis Narbonensis provincie nonnulli nobiles illarum partium, prout accepimus, instituere temere presumpserunt, non absque Apostolice Sedis injuria, ac dilectorum filiorum consulum et universitatis Montispessulani, et aliorum exinde transeuntium, multiplici detrimento. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatinus predictos nobiles quod ab hujusmodi presumptione desistant, et pretextu pedagiorum ipsorum jam dictos consules et universitatem ac alios in aliquo non molestent, monitione premissa, per excommunicationis in personas et terras eorum interdicti sententias, appellatione remota, ratione previa, compellatis, non obstante si eorum aliquibus a Sede Apostolica sit indultum quod ipsi excommunicari et terra eorum interdici non possint sine aliqua indulgentia Sedis ejusdem, de qua in litteris

nostris plenam et expressam oporteat fieri mentionem. Quod si non ambo hiis exequendis potueritis interesse, alter vestrum ea nichilominus exequatur.

Datum Lugduni, XVII kal. septembris, pontificatus nostri anno octavo.

Arch. mun. de Montp., Arm E, Cass. V. Expédition originale sur parchemin, avec sceau en plomb.

## XVIII.

PLAINTE JUDICIAIRE CONTRE CERTAINS GÉNOIS COUPABLES DE PIRATERIE, ET SENTENCE PRESCRIVANT RÉPARATION.

(27 Novembre 1249.)

Hujus publici et autentici instrumenti testimonio sit clarum atque indubitatum omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, hoc publicum instrumentum inspicientibus, quod dominus Wuillelmus de Pano, tenens locum et gerens vices in Montepessulano et tota ejus dominatione illustris domini Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valentie, comitis Barchinone et Urgelli, ac domini Montispessulani, auctoritate et potestate sibi ab ipso domino rege data atque concessa, constituit Petrum Christofori, jurisperitum, ad recipiendum sacramenta et publicationes et averationes mercatorum Montispessulani, qui fuerunt deraubati transacto tempore per Januenses, scilicet a tempore quo fuit facta pax inter ipsos Januenses et homines Montispessulani citra, et ad audiendum et determinandum omnes questiones que vertuntur seu verti possunt occasione predictorum inter quosdam mercatores Montispessulani, qui dicunt se fuisse deraubatos per Januenses retroactis temporibus a dicto tempore dicte pacis confirmate, ex una parte, et ipsos Januenses, vel eorum procuratorem seu actorem, constitutum seu constituendum ab ipso domino Wuillelmo de Pano, ad deffendendum contra illos qui aliquid peterent injuste de dacita vel laudo seu collecta, que levatur in Montepessulano de rebus et mercibus

Januensium, pro restituendis rebus ablatis dictis mercatoribus a dictis Januensibus, ex altera; et eidem Petro Christofori comisit, mandavit et delegavit omnia et singula supradicta audienda, examinanda, atque fine debito terminanda.

Acta sunt hec omnia et singula supradicta, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, quarto kalendas novembris, in presentia et testimonio Symonis Richardi, Wuillelmi Raimundi de Ruthenis, Michaelis Sabbaterii, Bertrandi Rainaudi, Wuillelmi Rainoardi, et mei Johannis Virarelli, publici Montispessulani notarii, qui mandato dicti domini Wuillelmi de Pano hec omnia scripsi.

Certum sit omnibus quod veniens Bernardus Lobeti coram domino Petro Christofori jurisperito, judice delegato a domino Wuillelmo de Pano, tenenti locum et vices gerenti in Montepessulano et tota ejus dominatione illustris domini Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valentie, comitis Barchinone et Urgelli, ac domini Montispessulani, ad audiendum et recipiendum sacramenta et publicationes et averationes mercatorum Montispessulani, qui fuerunt deraubati per Januenses retroactis temporibus, et audiendum et determinandum questiones que verti possent inter dictos mercatores et ipsos Januenses, vel Petrum Blanchi, actorem seu procuratorem constitutum ad deffendendum contra illos qui aliquid peterent injuste, de dacita seu laudo vel collecta que levatur de rebus Januensium in Montepessulano, pro restituendis rebus ablatis dictis mercatoribus a Januensibus supradictis, a tempore quo fuit facta pax inter Januenses et homines Montispessulani citra, dixit et proposuit quod Nichola Calvus et Wuillelmus Mali Auselli et Vastallus Capelletus Januenses, cum aliis Januensibus simul venientes cum quadam navi armata, que dicebatur Balconus, in portu Cartagenie ceperunt quandam navem, que erat in dicto portu, que vocabatur Sancta Maria de Balnearia, in qua erant plures mercatores Montispessulani cum rebus et mercibus suis, inter quos mercatores dixit quod erat

Wuillelmus Nycholaus de Figiaco, nuncius seu capitularius suus, cum rebus et mercibus quas secum portabat, et quas habuerat in societatem et comandam ab ipso Bernardo Lobeti. Item dixit et asseruit quod dicte res et merces erant ipsius Bernardi Lobeti, et quod ad ipsum pertinebant. Dixit etiam et asseruit quod predicti Januenses per violenciam abstulerunt tantum de rebus et mercibus predicto Wuillelmo Nicholao, capitulario suo, et aliis mercatoribus qui erant in dicta navi denominata Sancta Maria de Balnearia, que costiterunt undecim mille bisancii argenti justique ponderis, de quibus dixit quod solvit dictus Wuillelmus Nicholai, coactus et per violenciam, pro parte sua mille et centum octuaginta bisancios; et dixit quod predicta fuerunt a tribus annis citra; et ad probandum omnia et singula supradicta, ab ipso Bernardo Lobeti proposita, produxit quamdam cartam seu sedulam pargameni pro vera scriptam per Bernardum de Seva, notarium Cartagenie, secundum quod in ipsa continetur, sigillo pendenti cereo concilii Cartagenie communitam, que incipit *Nos Garsias Suariz*, et finit, ante nomen notarii, *Cartagenie*; unde idem Bernardus Lobeti postulavit a dicto judice sibi fieri solutionem et solutiones pro solido et libra de dicta dacita seu collecta vel laudo, usque ad predictam summam mille et centum et octuaginta bisanciorum, secundum quod dicta solutio fit aliis mercatoribus Montispessulani per dictos Januenses deraubatis. Dixit etiam, sub sacramento a se corporaliter prestito, quod predictam petitionem faciebat jure suo, et quod omnia et singula supradicta credebat quod essent vera, secundum quod in dicta carta sigillata continebatur. Item dixit, sub dicto sacramento, quod nichil recuperavit postea de predictis.

Dictus vero Petrus Christofori, judex delegatus a dicto domino Wuillelmo de Panô, audita et intellecta postulatione dicti Bernardi Lobeti, requisivit a dicto Petro Blanchi, actore seu procuratore, si volebat aliquid dicere seu proponere contra supradicta a dicto Bernardo Lobeti proposita; et ipse respondit quod non.

Quibus omnibus et singulis supradictis visis et auditis, et diligenter

intellectis, et etiam visa et diligenter intellecta dicta carta sigillata, a dicto Bernardo Lobeti producta, supradictus dominus Petrus Christofori, judex delegatus, de voluntate et expresso consensu domini Raimundi de Garriga, militis, tenentis locum in Montepessulano dicti domini Wuillelmi de Pano, locumtenentis et vices gerentis illustris domini regis Aragonum in Montepessulano et tota ejus dominatione, causa cognita, dixit et precepit, presente dicto Petro Blanchi actore, quod Johannes Radulphi de Campo Novo et Arnaldus del Fanc, constituti a dicto domino Wuillelmo de Pano ad faciendum solutiones dictis mercatoribus Montispessulani, per dictos Januenses deraubatis, de dacita seu laudo vel collecta predicta, que levatur in Montepessulano pro restituendis dictis rebus ablatis, solvant pro solido et libra dicto Bernardo Lobeti et suis, sicuti faciunt aliis mercatoribus Montispessulani deraubatis, de dicta dacita seu collecta, usque ad summam predictam dictorum mille et centum et octuaginta bisanciorum argenti justique ponderis, quos solvit dictus Wuillelmus Nicholay, nuncius seu capitularius ipsius Bernardi Lobeti, pro dicta raubaria facta in dicta navi seu de dicta navi, que vocatur Sancta Maria de Balnearia, in dicto portu Cartagenie, secundum quod in dicta carta sigillata videtur plenius contineri.

Acta sunt hec omnia in palacio domini regis, scilicet anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quadragesimo nono, quinto kalendas decembris, in presentia et testimonio Wuillelmi Berengarii, magistri lapidum, Johannis de Sancto Egidio, deauratoris, Hugonis de Sancto Egidio, notarii, Stephani de Sancto Egidio, Raimundi Petri, Duranti Rafina, et aliorum, et mei Johannis Virarelli, publici Montispessulani notarii, qui mandato dicti judicis hec omnia scripsi, et signum meum apposui.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 12.
Parchemin original.

## XIX.

INFÉODATION AUX CONSULS DE MER DE MONTPELLIER PAR L'ÉVÊQUE DE MAGUELONE PIERRE DE CONQUES, D'UN ENDROIT DE LA PLAGE DU COMTÉ DE MELGUEIL, POUR OUVRIR UN GRAU ET BATIR UNE TOUR.

(20 Mai 1250.)

In nomine Domini nostri Jhesu Christi.

Certum sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, hoc publicum instrumentum inspicientibus, quod nos Petrus, Dei gratia Magalonensis episcopus, comes et dominus Melgorii et Montisferrandi pro medietate et pro indiviso, et ego R. de Melgorio, pro me et Bertrando de Blandiaco et Castella, filia quondam Poncii Bernardi, uxore ejusdem Bertrandi de Blandiaco, a quibus promitto quod faciam infrascripta omnia et singula rata et firma haberi, et etiam laudari, approbari et confirmari, pro alia medietate et pro indiviso, ob evidentem utilitatem nostram et dicte ecclesie et dicti comitatus Melgorii et Montisferrandi, bona fide etiam interveniente, omni dolo et fraude et machinatione penitus rejectis et exclusis, et etiam omnibus aliis et singulis quibus presens contractus posset aliquo loco vel tempore in totum vel in parte infirmari, retractari seu etiam annullari, cum hoc eodem publico et autentico instrumento donamus, tradimus et concedimus ad feudum vobis Petro de Murlis, Petro de Ripa, Guillelmo Salvi, consulibus maris Montispessulani, et etiam vestris successoribus, post vos consulibus maris in Montepessulano, et etiam vobis stipulantibus et recipientibus pro vobis et Petro Hebrardi, conconsule vestro, et pro tota universitate Montispessulani, videlicet quemdam locum, seu locale, seu spatium terre, nostrum et supradictorum conjugum, quod est in pertinimento castri Melgorii, in silva que est inter mare et stagnum, scilicet ad faciendum gradum, per quem mercatores et navigantes, undecumque sint, poterunt libere, quiete, in pace, et sine contradictione nostra et nostrorum

successorum, intrare et exire de mari in stagno, et de eodem stagno in mari, cum lignis et barchis, et fusta et omnibus aliis et singulis lignis quibus consuetum est navigare, sine omni novo pedagio et sine omni qualibet nova exactione, salvis et retentis nobis supradicto episcopo, comiti et domino Melgorii et Montisferrandi, et preposito Magalonensi, et nostris successoribus et Magalonensi ecclesie, pedagiis seu prestationibus, quas ibi habebimus et percipiemus, sicut dantur et levantur et accipiuntur pro nobis in gradu Magalone, et occasione ipsius gradus; quem gradum poteritis facere magnum et latum, sicut placuerit vobis et successoribus vestris.

Item, tradimus, cedimus et concedimus et donamus, eodem modo quo supra, et ad feudum, vobis et vestris successoribus, consulibus maris, quamdam partem dicti stagni, que est ante supradictum locale, pro canalibus faciendis, et aliis eidem gradui de novo faciendo necessariis; que pars dicti stagni extenditur et terminatur a loco ubi sunt sepes seu ramerie raterii de Latis usque ad alium locum qui vocatur Puncha de Jonc, infra quos terminos poteritis facere dictum gradum, ubi magis placuerit vobis et successoribus vestris, consulibus maris in Montepessulano; promittentes etiam vobis firmiter stipulantibus, et sollempne pactum, firma stipulatione vallatum, vobis et vestris successoribus facientes, quod in dicta parte dicti stagni, signata et terminata, que est ante dictum locale, ubi dictus gradus debet fieri, nos seu alter nostrum non faciemus seu fieri faciemus neque ab aliqua persona fieri faciemus sepes seu ramerias, seu aliquod hedificium, ligneum seu lapideum, neque de alia re, seu aliquod aliud impedimentum, propter quod gradus, qui de novo debet fieri, seu canales ipsius gradus possint aliquo loco vel tempore in aliquo impediri seu deteriorari. Et si aliquis homo, clericus vel laicus, sepes seu ramerias, seu aliquid de premissis, contra voluntatem vestram et successorum vestrorum, facere attemptaret, quandiu gradus erit infra predictos terminos, seu esse poterit, volumus et concedimus, et licentiam et plenariam potestatem vobis et successoribus vestris damus, quatinus vos et vestri successores,

et etiam universitas Montispessulani, possitis auctoritate propria, nostro etiam irrequisito consilio, illas sepes seu ramerias, et quodcumque aliud edificium seu impedimentum, quod infra dictos terminos inveniretur factum, omnino removere, distruere, diruere et demolire, quandiu dictus gradus erit in loco supradicto; et quod inde nullus vestrum seu coajutores vestri teneamini nobis, seu etiam alicui persone....

Promittimus etiam vobis, sollempni stipulatione interveniente, pro nobis et nostris successoribus, quod nunquam aliquo loco vel tempore faciemus seu procurabimus aliquod, quod possit esse dampnum vel nocumentum dicto gradui, de novo faciendo, seu canalibus ipsius gradus....

Insuper, per nos et successores nostros, eodem modo quo supra, donamus, tradimus, cedimus et concedimus, et in perpetuum derelinquimus vobis prenominatis consulibus maris,.... et ad feudum, quoddam aliud locale, seu spatium terre,.... quod est in dicta silva, prope aliud locale supradictum, ad dictum gradum faciendum destinatum, in quo locali vos et successores vestri poteritis facere et edifficare domum seu domos, et turrim et munitiones, secundum quod vobis et vestris successoribus placuerit; pro quibus omnibus et singulis supradictis, a nobis vobis et vestris successoribus traditis et concessis in feudum, dabitis, vos et vestri successores, nobis et nostris successoribus, quandiu dictus gradus erit in loco predicto, et aliud edifficium seu hedifficia erunt in silva predicta, ad commonitionem nostram et successorum nostrorum, singulis annis, in Nativitate Domini, IIIIor libras piperis tantum; et nichil amplius, vos vel vestri successores, tenebimini dare vel facere pro predictis, vel aliquo predictorum, nobis vel successoribus nostris; ita tamen quod, pro cessatione dicti usatici, predicta localia non possint cadere in commissum; sed pro ipsius usatici dictarum IIIIor librarum piperis cessatione poterimus, nos seu alter nostrum, pignorare mercatores navigantes et intrantes et exeuntes per dictum gradum, de novo faciendum, sine omni injuria, ita quod nullus poterit inde se conqueri

successorum, intrare et exire de mari in stagno, e… , civili vel
in mari, cum lignis et barchis, et fusta et om…
lignis quibus consuetum est navigare, sin… et edifficiis in
sine omni qualibet nova exactione, salvis … , nobis et nostris
episcopo, comiti et domino Melgorii et … diaco et Castelle ejus
Magalonensi, et nostris successo… vel in futurum a vobis
pedagiis seu prestationibus, quas … cognitionem cum instru-
dantur et levantur et accipiu… annos, ad commonitionem
occasione ipsius gradus; qu… sed, si gradus non erat ibi vel
latum, sicut placuerit vo… parte stagni superius terminata,

Item, tradimus, ce… nostram...

quo supra, et ad fe… et singula suprascripta, anno Dominice In-
maris, quamdar… …simo CC L, terciodecimo kalendas junii, presente et
locale, pro car… domino B. de Muro Veteri, Magalonensi preposito, vide-
necessariis … presentia et testimonio Petri de Lieurano, prioris de Fabricis,..
ubi sunt … Johannis Virarelli, publici Montispessulani et dicti comitatus
vocat… Melgorii et Montisferrandi notarii, qui, rogatus a partibus, hec
gr… omnia scripsi.

Arch. départ. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer de Montpellier, B, 59 (Original sur parchemin), et Arch. mun. de Montpellier, *Grand Thalamus*, fol. 18 v° et 19 r° (Transcription).

## XX.

### CINQ LETTRES DE LA REINE BLANCHE EN FAVEUR DES HABITANTS DE MONTPELLIER.

(1250.)

Noverint universi, presentes litteras inspecturi, quod nos Odardus de Villari, senescallus Belliquadri et Nemausi, litteras excellentissime domine Blanche, Dei gracia Francie regine, videlicet quinque paria litterarum, recepimus, in hec verba:

Blancha, Dei gracia Francie regina, Odoni de Villari, senescallo Belliquadri, salutem.

Ex parte civium Montispessulani, nobis datum est intelligi quod,

debuistis facere inquestam super contencione que vertitur
ex una parte, et dominum Lunelli ex altera, super quo-
, quod dictus dominus petit in quadam fossa, que est
de Aquis Mortuis, promisistis eisdem, convencionis
m non faceretis, nisi in eorum presencia, et quod
ium vocaretis eosdem. Datum est etiam nobis in-
quod vos in absencia sua fecistis eandem, et
licet non deficientibus, testes ipsius inqueste
obis mandamus quatinus de premissis nobis veri-
iatis, et quo modo dicta inquesta facta fuit, et si ipsi,
m fecistis, fuerint in deffectu, dictas eciam partes ad octa-
n Nativitatis Beate Virginis adjornantes propter hoc coram nobis.

Blancha, Dei gracia Francie regina, senescallo Belliquadri, salutem.

Cum inquesta facta sit super contencione que vertitur inter dilectum nostrum dominum Lunelli ex una parte, et burgenses Montispessulani ex altera, et nos eisdem burgensibus diem octabam Nativitatis Beate Virginis proxime venture, ad audiendam dictam inquestam, assignaverimus coram nobis, vobis mandamus quatinus eidem domino Lunelli, ex parte nostra, precipiatis ut ad dictam diem intersit coram nobis, dictam inquestam auditurus, inhibentes eidem domino Lunelli ne interim a dictis burgensibus petat pedagium, donec dicta inquesta fuerit judicata.

Blancha, Dei gracia Francie regina, senescallo Belliquadri, salutem.

Mandamus vobis quatinus non prohibeatis nec impediatis quin cibaria et victualia de terra karissimi filii nostri regis apud villam Montispessulani portentur, nisi homines ejusdem ville aliquid fecerint, propter quod istud debeat impediri.

Blancha, Dei gracia Francie regina, senescallo Belliquadri, salutem.

Mandamus vobis quatinus homines de Montepessulano et res

ipsorum non capiatis nec arestetis pro delicto vel debito alterius, nisi consules Montispessulani defecerint de justicia facienda, vel nisi homines predicti tanquam plegerii et principales debitores in dicto debito contineantur, vel culpabiles sint delicti.

Blancha, Dei gracia Francie regina, senescallo Belliquadri, salutem.

Mandamus vobis quatinus non permittatis quod aliquis hominibus navigantibus, qui per mare ad portum de Aquis Mortuis venient, faciat aliquam injuriam vel gravamen.

Recepimus autem predictas litteras, die martis post festum Sancti Bartholomei apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo, et presens transcriptum burgensibus Montispessulani concessimus, sigilli nostri munimine roboratum. Datum Sumidrii, die et anno prescriptis.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 59 v°.

## XXI.

### TRANSACTION ENTRE PIERRE TERIC ET LES CONSULS ET MARCHANDS DE MONTPELLIER, AU SUJET DU COMMERCE DU LEVANT.

(19 Août 1251.)

Notum sit presentibus et futuris quod Petrus de Terico, civis Montispessuli, super petitione quam ipse faciebat a mercatoribus Montispessuli et ab aliis qui societates et comandas habebant ab hominibus Montispessuli, et qui sunt de communitate Montispessuli, ratione dricti seu franqueze quam lucratus fuerat mercatoribus Montispessuli et aliis supradictis, ut ipse dicebat, in partibus transmarinis, scilicet in Achone et in Triple, et promisit domino Guillermo de Pano, tenenti locum serenissimi domini Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valentie, comitis Barchinone et Urgelli,

et domini Montispessuli, in Montepessulo et in tota ejus dominatione, et domino Raymundo de Salzeto, bajulo curie Montispessuli, et dominis consulibus Montispessuli, scilicet Johanni de Bordellis, Bernardo Petri, Austorgo de Orlaco, Firmino Dieulofes, Petro Johanni Cicala, Petro Ebrardi, Bernardo de Ribalta, et Guillermo de Marcellano, recipientibus et stipulantibus pro se et successoribus suis, et etiam pro omnibus aliis et singulis mercatoribus qui societates et commendas habebant et portabant ab hominibus Montispessuli, et qui sunt de communitate Montispessuli, quod ipse stabit et parebit voluntati, ordinationi, cognitioni, arbitrio et recitationi ipsorum, per totam presentem diem tamen, et quidquid super predictis dicent, statuent, precipient seu ordinabunt dicta die, perpetuo complebit, servabit et contra non veniet ullo jure vel aliqua ratione; et renunciavit contradictioni, appellationi, conquestioni, et omnibus aliis auxiliis et beneficiis, sibi ad contraveniendum competentibus et competituris; et pro predictis omnibus et singulis complendis et observandis obligavit se et omnia bona sua omnibus et singulis superius nominatis et successoribus suis; omnia et singula attendere, complere et servare, et numquam contravenire promisit, et juravit super sancta Dei Evangelia, ab ipso corporaliter tacta. Qui predicti domini Guillermus de Pano, Raymundus de Salzeto et consules Montispessuli, visis et auditis ac diligenter intellectis rationibus dicti Petri de Terico, et habito consilio ipsorum consulum et quorumdam mercatorum Montispessuli, pro bono pacis et concordie, auctoritate potestatis sibi superius concessa, dixerunt, statuerunt et preceperunt quod dictus Petrus de Terico et sui, per se vel per alium, habeant et percipiant tantummodo duas partes illius dricti seu franqueze, quam ipse lucratus fuit, ut dicebat, in partibus transmarinis, scilicet in Achone et in Triple, mercatoribus Montispessuli et aliis mercatoribus, qui habent seu habebant societates et commandas ab hominibus Montispessuli, et qui sunt de communitate Montispessuli, scilicet de medietate bizancii quem ipse fuit lucratus, ut dicebat, priusquam navis que vocatur *la Baninhaira* aplicuit por-

tum in Achone, et duas partes habeat tantum, et de averis aliarum navium que venerunt prius dictam navem que vocatur *la Baninhaira*, habeant scilicet duas partes illius dricti seu franqueze quam prius ea lucratus fuit, usque ad complementum termini in carta adquisitionis contenti; et etiam habeant duas partes dicte franqueze aliorum mercatorum qui erant in Achone ante adventum dicte navis que vocatur *la Baninhaira*; et illud quod habuit de dictis duabus partibus computetur in eo quod percipere debent ipse et sui, ita quod cedat in solutionem seu pagam tante quantitatis.

Item dixerunt, statuerunt et preceperunt quod omnes et singuli mercatores supradicti sint liberi et absoluti in perpetuum, et res eorum, de residua tertia parte dicti dricti seu franqueze, et de omni eo quod ratione predicta petere posset.

Item dixerunt, statuerunt et preceperunt quod dictus Petrus de Terico credat et credere teneatur predictos mercatores et quemlibet ipsorum sub sacramento, de hiis que tenebantur ei dare, scilicet de hiis que expedierunt se ad catheniam Achonis et de Triple.

Item dixerunt, statuerunt et preceperunt quod dictus Petrus de Terico, vel alius pro eo, nichil petat seu exigat ab predictis mercatoribus, seu ab aliquo ipsorum, vel in rebus eorumdem, pro dricta seu franquezia Achonis, nisi pro tempore transacto quod finivit in festo Sancti Michaelis proxime transacto, salvo sibi Petro de Terico jure suo in drictu seu franqueza de Triple, quod debet accipere abhinc usque ad festum Sancti Johannis Baptiste proxime venturum, et ab ipso festo usque ad unum annum sequendum, quod superius est expressum, et salvo et retento sibi jure suo contra extraneas personas nichil portantes; et hominibus Montispessuli in accommendationibus vel alio modo.

Predicta omnia laudavit, approbavit et confirmavit dictus Petrus de Terico, et attendere, complere et servare et nunquam contravenire promisit, in virtute ab ipso prestiti juramenti.

Et nos supradicti Guillermus de Pano, Raymundus de Salzeto et consules Montispessuli, per nos et per omnes successores nostros,

promittimus et convenimus tibi dicto Petro de Terico stipulanti, quod in predictis recuperandis a dictis mercatoribus Montispessuli dabimus et prestabimus tibi et tuis omne consilium, auxilium et juvamen.

Acta, recitata et laudata fuerunt hec omnia supradicta apud Montempessulum, in plano quod est ante domum consulum Montispessuli, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quinquagesimo primo, quartodecimo kalendas septembris, in presentia et testimonio Guidonis de Capite porco jurisperiti, Hugonis de Sancto Johanne militis, Petri Solvaire draperii,... et aliorum, et Raymundi Dausca, publici Montispessuli notarii, qui, mandato dictorum dominorum Guillermi de Pano, Raymundi de Salzeto, et consulum Montispessuli, et dicti Petri de Terico, hec omnia scripsit.

Post hec, anno et die prefixis, ego supradictus Petrus de Terico, gratis, bono animo et pura voluntate, promitto et convenio vobis dominis Guillermo de Pano, tenenti locum domini regis in Montepessulo, Raymundo de Salzeto, bajulo curie Montispessuli, et consulibus Montispessuli superius nominatis, stipulantibus et recipientibus pro vobis et successoribus vestris, quod nullam volo habere potestatem super homines Montispessuli et res eorum in partibus transmarinis, nisi homines Montispessuli spontanea voluntate et gratis vellent michi dare; et si unquam aliquam potestatem habui, illi penitus renuncio, promittens in dicto sacramento, a me superius prestito, quod contra predicta non veniam, vel contra aliquid de predictis. Et hec omnia promisit in presentia et testimonio supradictorum testium et Raymundi Dosca, Montispessuli notarii publici, qui, mandato predictorum dominorum Guillermi de Pano, Raymundi de Salzeto, et consulum, et dicti Petri de Terico, hec scripsit.

Arch. départ. de l'Hérault, Collection manuscrite de D. Pacotte, Tome 1er. (Copie.)

## XXII.

ADMISSION DU SEIGNEUR DE LUNEL RAYMOND GAUCELIN COMME BOURGEOIS DE MONTPELLIER, ET RENONCIATION PAR LUI AU PÉAGE DE LA RADELLE.

(18 Novembre 1251.)

Notum sit presentibus et futuris hanc esse cartam conventionum factarum seu inhitarum inter nobilem virum dominum Raimundum Gaucelini, dominum Lunelli, ex una parte, et consules Montispessulani, scilicet Barnardum Petri, Johannem de Bordellis, Petrum Ebrardi, Johannem Citola, Guillelmum de Marcellano, Bernardum de Ribalta, et Berengarium Rais, per se et consocios suos consules Montispessulani, et consules maris, scilicet Stephanum Rog, Johannem de Rippa, et Stephanum de Congeniis, per se et per consocium suum, ex altera, quarum tenor talis est :

Quod dictus dominus Raymundus Guaucelini fecit se civem Montispessulani, et quod fecit sacramentale quod faciunt cives Montispessulani.

Item promisit et juravit, per se et per omnes successores suos, quod nullum pedagium seu exactionem accipiet ab hominibus Montispessulani, presentibus et futuris, nec ab aliis portantibus aliquas res eorumdem,... in loco qui vocatur *Fossa*, vel in alio loco pro ipso loco; et, si aliquid recipiet, quod restituet consulibus Montispessulani, recipientibus pro illis a quibus haberet, infra octo dies.

Item promisit et juravit quod, ad admonitionem consulum Montispessulani, si ipse esset in Montepessulano vel apud Lunellum, veniet in domo consulum, et quod super requisitis ab ipsis consulibus dabit justum consilium et legale, et que in secreto erunt sibi dicta celabit; et quod juvabit villam Montispessulani contra omnes homines, exceptis domino rege Aragonum, et domino rege Francie, et fratribus suis.

Item voluerunt et concesserunt partes predicte quod, si aliquis faceret transitum per locum qui vocatur *Fossa*, et pedagerius haberet suspitionem in illo, quod possit eum cogere ad prestandum juramentum, et tunc credatur illi suo sacramento.

Item voluerunt et concesserunt consules Montispessulani predicti quod dictus dominus Raimundus Giaucelini, nec sui, propter predicta teneantur aliquid dare in talliis, quistis seu communibus, vel aliis expensis; nec operarii communis clausure Montispessulani possint accipere medium locarium de honoribus quos habebit in Montepessulano.

Quibus ita peractis, predicti consules maris, scilicet Stephanus Rog, Johannes de Rippa et Stephanus de Congeniis, per se et consocium suum, et per omnes successores suos, futuros consules maris, gratia et amore dicti domini Raimundi Gaucelini, voluntate, consilio et assensu predictorum consulum Montispessulani, donaverunt et concesserunt dicto domino Raimundo Gaucelini et suis, ad omnes voluntates suas plenarie faciendas, cum consilio tamen domini regis Aragonum, illas domos que fuerunt quondam Guillelmi Cambitoris, que sunt prope domum Guidonis de Capite porco jurisperiti.

Acta fuerunt hec apud Montempessulanum, in domo consulum, partibus suprascriptis adinvicem sibi promittentibus per stipulationem supradicta servare et aliquo jure contra non venire, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quinquagesimo primo, quartodecimo kalendas decembris, in presentia et testimonio Bernardi de Portu,... et Raimundi Dosca, Montispessulani notarii, qui mandato partium hec scripsit.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 23 v°.

## XXIII.

### LETTRES DE JAYME Ier EN FAVEUR DES JUIFS DE MONTPELLIER.

(23 Octobre 1252.)

Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie,

comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, fidelibus suis G. de Rochafolio, tenenti locum nostrum in Montepessulano, et consulibus ejusdem, et R. de Conchis, bajulo nostro, et universitati procerum curie Montispessulani, presentium scilicet et futurorum, salutem et gratiam.

Dicimus vobis et mandamus quatinus vos et omnes alii locum nostrum ibi tenentes deinceps tractetis absque omni molestia et gravamine, bene et diligenter, omnes Judeos, modo habitantes, vel de cetero habitaturos in villa Montispessulani, sicque ipsos amodo ab aliqua persona non permittatis gravari nec in aliquo molestari, nec eis, vel personis vel bonis eorum, aliquam injuriam vel violentiam faciatis, ipsis tamen cuilibet de eis querelanti in posse vestro, prout condecet, facientibus justitie complementum. Quod hec aliquatenus non mutetis, si de nostra confiditis gratia vel amore.

Datum Barchinone, X° kalendas novembris, anno Domini M° CC° quinquagesimo secundo.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 44 v°.

## XXIV.

OBLIGATION DE JAYME Ier EN FAVEUR DE PIERRE TERIC, QU'IL AVAIT CHARGÉ D'UNE MISSION AUPRÈS DU PRINCE D'ANTIOCHE.

(26 Janvier 1252-53.)

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, per nos et nostros, recognoscimus et confitemur nos debere tibi fideli nostro Petro de Terico, burgensi Montispessulani, et tuis, tria millia solidorum melgoriensium, nomine serviciorum que nobis fecisti, et specialiter illius nunciationis, quam de mandato nostro fecisti ad principem Antiochenum, in qua te legaliter

habuisti, et pretestu omnium debitorum que antecessores nostri et nos tibi et antecessoribus tuis debuimus aliquo tempore usque in hunc diem, quolibet modo et qualibet ratione,.... assignantes.... predietos denarios tibi et tuis habendos et percipiendos in redditibus, exitibus et proventibus nostris ferri ponderis et lesde Montispessulani....

Datum apud Caucumliberum, VII kalendas februarii, anno Domini millesimo CC L° secundo.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 57 v°.

## XXV.

LETTRES DE LOUIS IX CONFIRMANT POUR SES DOMAINES LA LIBERTÉ COMMERCIALE DES HABITANTS DE MONTPELLIER.

(3 Août 1253?)

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, dilectis suis consulibus et communi ville Montispessulani, salutem et dilectionem.

Recepimus et inspeximus vestras litteras diligenter; et quia erga vos bone voluntatis affectum gerimus et habemus, noveritis nos mandare senescallis nostris Carcassone et Belliquadri ut vos et homines ville vestre per terram nostram eundo et redeundo, nec non et morando inibi, salvos et securos in personis et bonis esse permittant et faciant, et quod victualia et alia necessaria in villam vestram de terra nostra sine prohibitione inducere valeatis et inferre, et ut vobis etiam in jure vestro se favorabiles exhibeant et benignos.

Datum in castris juxta Sydonem, in festo Inventionis Sancti Stephani.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*. Original à queue de parchemin, sceau absent.
Sur la bande : « *Consulibus et communi ville Montispessulani.* »

## XXVI.

### BULLE D'ALEXANDRE IV INVITANT LES MARSEILLAIS A SE RÉCONCILIER AVEC LES HABITANTS DE MONTPELLIER.

(4 Janvier 1257.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio sacriste Nemausensi, salutem et apostolicam benedictionem.

Quia, inter sollicitudinis apostolice curas, causarum silere jurgia et dissensionum sedari materias cupimus, accedit ad non modicum gaudium votis nostris, si quando litigantium partes ad pacis et concordie bonum deveniunt, et jurgia et dissensiones hujusmodi amicabiliter sopiuntur; et voluntati nostre omnino extitit contrarium, cum per ausum temerarium cujuspiam talis pax et concordia infringuntur, maxime quando inter devotos Ecclesie per predictum bonum quietis commodum fuerit procuratum. Ex parte siquidem dilectorum filiorum consulum et universitatis hominum Montispesulani, Magalonensis diocesis, coram nobis exposita petitio continebat quod inter ipsos, ex parte una, et universitatem Marsiliensem super diversis articulis, ex altera, materia contentionis exorta, tandem contentiones hujusmodi fuerunt per pacem et concordiam terminate, de pace et concordia hujusmodi observandis, et quod altera pars alteram non offenderet, ab ipsis partibus prestito corporaliter juramento. Verum universitas Marsiliensis predicta, proprie salutis immemores, predicti juramenti religione contempta, contra pacem et concordiam hujusmodi et juramentum super hoc ab ea prestitum venire temere non formidans, prefatis consulibus et universitati Montispesulani dampna gravia et injurias irrogarunt; super quo iidem consules et universitas Montispesulani petierunt sibi per Sedem Apostolicam provideri. Quia vero nostra interest corripere peccatorem, ut ipsum revocemus a vitio ad virtutem, et juramentum, non ut esset nequitie aut doli materia, sed ut foret firmamentum

fidei, est inventum, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si tibi constiterit ita esse, universitatem Marsiliensem predictam quod hujusmodi juramentum observent, ac eisdem consulibus et universitati Montispesulani de dampnis et injuriis supradictis plenariam satisfactionem impendant, monitione premissa, per censuram ecclesiasticam, sicut justum fuerit, appellatione remota, compellas.

Datum Laterani, II non. januarii, pontificatus nostri anno tertio.

**Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 44. Parchemin original, avec sceau en plomb.**

## XXVII.

### LETTRES DE LOUIS IX PRESCRIVANT RÉPARATION, DE LA PART DES MARSEILLAIS, AUX BOURGEOIS DE MONTPELLIER.

P. de Autolio, miles, senescallus Carcassone et Biterris, universis presentes litteras inspecturis, salutem et dilectionem.

Litteras clausas excellentissimi domini nostri Ludovici, Dei gratia regis Francorum illustris, nos recepisse noveritis, sub hac forma :

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, dilectis suis senescallo Carcassone et archidiacono Aquensi, salutem et dilectionem.

Cum vobis nostris litteris dedimus in mandatis ut inquestam faceretis super eo quod cives Massilie dicebantur multa dampna et injurias intulisse civibus Montispessulani in portu nostro Aquarum Mortuarum, mandamus vobis quatinus, si inveneritis quod dicti cives Massilie dictis civibus Montispessulani injurias intulerint sive dampna, resarciri et emendari faciatis eisdem. Ceterum mandamus vobis predicto senescallo quatinus, si contingat aliquem de civibus Montispessulani aliquid debere alicui de terra nostra, res aliorum civium de Montepessulano pro dicto debito non arrestetis, nisi sint debitores seu fidejussores, aut commune Montispessulani de justicia exhibenda fuerit in deffectu.

**Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 46 r°. En tête : *Non fuit completa*.**



## XXVIII.

### BULLES DES PAPES ALEXANDRE IV, URBAIN V ET GRÉGOIRE XI, QUI INTERDISENT AUX DÉBITEURS LES ÉGLISES COMME ASILES.

(5 Janvier 1257, 2 Janvier 1363, 17 Janvier 1376.)

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universitati Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Devotionis vestre sinceritas promeretur ut votis vestris, in hiis presertim que in prosecutione vestrorum jurium nobis cedant ad commodum, favorabiliter annuamus. Dudum siquidem felicis recordationis Alexander papa IIII, predecessor noster, ne aliqui ecclesiarum prelati vel clerici Magalonensis diocesis aliquos laicos de Montepessulano dicte diocesis, qui ad ecclesias suas confugerent, ut creditores suos, quibus ex causis legitime obligati essent, suo jure defraudarent, in ipsis ecclesiis receptare vel defendere presumerent, duxit per suas litteras inhibendum, quarum litterarum tenor talis est :

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universitati hominum Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Fidei ac devotionis vestre studia merito nos inducunt, ut vos affectu benivolo prosequamur, et a gravaminibus et dispendiis, quantum cum Deo possumus, preservemus, vobis adversus illatores gravaminum et dispendiorum hujusmodi congruis remediis precavendo. Sane lecta coram nobis petitionis vestre series continebat, quod nonnulli laici de Montepessulano, ex mutui seu depositi aut aliis causis legitimis diversis creditoribus obligati, ut creditores ipsos jure suo defraudent, ad ecclesias loci ejusdem et alias Magalonensis diocesis confugiunt, qui per easdem ecclesias defenduntur, ut debita que juste debentur predictis creditoribus non solvantur; sicque tali

pretextu predicti creditores jus suum nequeunt obtinere. Quare nobis humiliter supplicastis ut, cum Ecclesia nullos debeat in injusticia confovere, a qua omnis justicie rectitudo deberet potius suboriri, providere indempnitati vestre super hoc paterna solicitudine curaremus. Jacturis igitur et dampnis vestris in hac parte volentes occurrere, devotionis vestre supplicationibus inclinati, ne aliqui ecclesiarum prelati vel clerici Magalonensis diocesis tales in ecclesiis suis receptare, seu taliter defensare presumant, auctoritate presentium districtius inhibemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre inhibitionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Laterani, nonis januarii, pontificatus nostri anno tertio.

Nos itaque, vestris in hac parte supplicationibus inclinati, inhibitionem predictam auctoritate apostolica innovamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre innovationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Avinioni, IIII non. januarii, pontificatus nostri anno primo.

Arch. mun. de Montp., Arm F, Cass 5, N° 52 (Original sur parchemin, avec sceau en plomb), et *Grand Thalamus*, fol. 153 v° (Transcription).

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universitati ville Montispessulani, Magalonensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Licet ex suscepti cura regiminis universis Christi fidelibus debitores effecti, eos diligere, ipsorumque indempnitatibus, quantum nobis est possibile, consulere teneamur, quosdam tamen affectu amplectimur speciali, circa quos eo diligencius solicitudinis persol-

vimus debitum, quo nostro pectori noscuntur sincerius inherere. Sane dudum, pro parte consulum qui tunc erant ac universitatis hominum Montispessulani, Magalonensis dyocesis, exposito felicis recordacionis Alexandro pape IIII, predecessori nostro, quod nonnulli laici de Montepessulano, ex mutui seu depositi, aut aliis causis legitimis, diversis creditoribus obligati, ut creditores ipsos jure suo defraudarent, ad ecclesias loci ejusdem et alias dyocesis Magalonensis confugiebant, qui per easdem ecclesias defendebantur, ut debita, que juste debebantur, predictis creditoribus non solverentur, sicque, tali pretextu, predicti creditores jus suum obtinere nequibant; ac humiliter supplicato ut providere super hoc paterna solicitudine curaret prefatus Alexander predecessor, hujusmodi supplicacionibus inclinatus, per suas litteras, quarum tenor inferius est insertus, ne aliqui ecclesiarum prelati vel clerici dicte Magalonensis dyocesis tales in suis ecclesiis receptare, seu taliter defensare presumerent, districtius inhibuit; ac felicis recordacionis Urbanus papa V, predecessor noster, hujusmodi inhibicionem per suas litteras innovavit. Tenor autem dictarum litterarum ejusdem Alexandri talis est :

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universitati hominum Montispessulani, Magalonensis dyocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Fidei ac devocionis vestre studia merito nos inducunt, ut vos affectu benivolo prosequamur, etc.

Datum Laterani, nonis januarii, pontificatus nostri anno tercio.

Volentes igitur vos prossequi favoribus oportunis, vestris in hac parte supplicacionibus inclinati, auctoritate apostolica vobis tenore presencium concedimus, ac eciam statuimus, ut, si laicus, vel clericus cum unica et virgine conjugatus, eciam incedens in habitu et tonsura, obligatus ad carceres, ad aliquam ecclesiam Magalonensis dyocesis, ut fraudet re ipsa creditorem suum, causa presidii confugiat, sic confugiens, facta prius per episcopum Magalone, pro tempore existentem, seu ejus officialem vel ipsius locumtenen-

tem, aut per alium ad hoc ab eis seu eorum altero deputatum, informacione summaria et secreta de fraude ac debito, de mandato dicti domini episcopi sive officialis vel ejus locumtenentis, aut alterius ab eis seu eorum altero deputáti, requisitus per creditorem, de hujusmodi ecclesia illico extrahatur, et sub fida custodia, expensis illius ad cujus instanciam éxtractus fuerit, ipso extracto existente expensas ipsas non solvendo, detineatur; et per hujusmodi episcopum, officialem, sive locumtenentem, partibus justicia ministretur, nisi creditori seu creditoribus super debito daretur securitas per sufficientes et ydoneas cauciones. Quod si super restitucione facienda de sic detento per curiam temporalem dictus episcopus, sive ejus officialis aut ipsius locumtenens predicti, in cognicione principalis negocii aliqualiter impedirentur, sic extractus ab ecclesia ad ipsam reducatur, et eciam restituatur, ac libertate et immunitate gaudeat sicut prius.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis et constitucionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Avinioni, XVI kalendas februarii, pontificatus nostri anno sexto. P. Volmaneire.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 154 r°.

## XXIX.

### LETTRES DE CRÉANCE DE LA RÉPUBLIQUE DE GÊNES POUR DEUX DE SES ENVOYÉS.

(6 Juillet 1257.)

Viris nobilibus, dominis terrarum, potestatibus, castellanis, aliisque locorum rectoribus universis, presentes litteras inspecturis,

et specialiter magistratui Montispessulani, Raynerius Rubeus, Janue potestas, et Guillelmus Bucanigra, capitaneus, et anciani populi Janue, gaudium et salutem.

Cum pro magnis et arduis negociis destinemus ad partes vestras viros nobiles Marchixinum de Cassino, jurisperitum, et Guillelmum Mallonum, soldanum, dilectos et karissimos cives nostros, uniuscujusque vestrum magnitudinem deprecamur quatinus, adhibentes eorum assertionibus plenam fidem, sic cum eis agatis et contrahatis pro communi Janue, sicut cum nostris personis personaliter faceretis. Cum enim ipsis dederimus plenum mandatum ad omnia facienda per scripta presentia, gratum et ratum habebimus quicquid feceritis cum eisdem.

Data Janue, M° CC° LVII°, die VI° julii.

Arch. mun.de Montp., Arm. B, Tiroir II, N° 4. Parchemin original, muni des deux sceaux pendants en cire verte, de la commune et du peuple de Gènes.

## XXX.

LETTRES DE PROVISION DÉLIVRÉES PAR LES CONSULS DE MONTPELLIER EN FAVEUR DE PIERRE DE CASTELNAU, CAPITAINE DES MARCHANDS AUX FOIRES DE CHAMPAGNE.

(15 Avril 1258.)

Consules Montispessulani dilectissimis amicis suis et concivibus, universis et singulis mercatoribus Montispessulani, in Francia et in Campania existentibus, presentibus et futuris, salutem et sincere dilectionis affectum.

Noverit vestra dilectio quod nos, de consilio consiliariorum nostrorum, fecimus et elegimus capitaneum in Francia et in nundinis Campanie omnium mercatorum Montispessulani ibi existencium, presencium et futurorum, et aliorum mercatorum qui voluerint esse in ipsorum societate, videlicet P[etrum] de Castro novo, civem

honorabilem Montispessulani, presencium portitorem. Quapropter vos omnes et singulos, quantumcumque possumus, ex affectu duximus deprecandos, et rogando mandamus vobis, et sicut forcius possumus, vobis omnibus et singulis injungentes, quatinus prescriptum Petrum de Castro novo per capitaneum habentes et recipientes, eundem, quantum poteritis, per omnia veneretis, et eidem, sicut decuerit et debetis, attendatis et faciatis, hobedientes modo consueto, et eidem etiam plenius existentes, taliter super hujusmodi honore vestri et nostri vos habentes, quod, nos et ipse, possimus nos de vobis merito conlaudare; scituri pro certo, quod, consilio habito consiliariorum nostrorum et mercatorum quorumdam in Francia et Campania redeuncium, quos habere potuimus, taxavimus eidem P[etro] salarium quindecim libras, videlicet turonenses, in qualibet seu pro qualibet nundinarum, ab eodem P[etro], ut consuetum est, recepturum. Et ad majorem horum omnium et singulorum firmitatem habendam, presentem paginam sigilli pendentis comunis Montispessulani munimine duximus roborandam.

Datum apud Montempessulanum, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo octavo, videlicet septimodecimo kalendas maii.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 4. Parchem. orig., avec sceau de la commune de Montpellier en cire jaune.

## XXXI.

### PIRATERIE DES PISANS A L'ÉGARD DES MARCHANDS DE MONTPELLIER.

(18 Avril 1258, 22 avril et 1er juin 1262.)

Anno Incarnationis Domini nostri Jhesu Christi M. CC. LVIII, indictione [XV], XIIII kal. madii. Notum sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, quod, cum nos Magratesta et Blancus et Alamanus de Pisa, dicentes nos nominari unus Jacobus de Bonaventura et alius Johannes Bonensena de Pisa, domini et comiti cujusdam ligni armati de Pisa, accepimus cum predicto ligno duas

barchas, oneratas de vino et riso et sartaginibus, que erant sexdecim dozene et dimidia sartaginum, et quibusdam aliis mercibus, que omnia extimamus et confitemur valere cc. xl. libr. turon., et que bona confitemur esse tui Guillelmi Cogorle de Montepessulano, et predicta bona tibi abstulimus in quodam loco qui dicitur Boc, et ea adduximus engien a las bocas d'ieras, loco qui dicitur Ad Lehons, promitimus et convenimus tibi dicto Guillelmo Cogorla per fidem nostram plenitam et requisitam, Deum affirmantes, nos integrum restituturos predicta bona incontinenti, scilicet dictum vinum et dictum risum et dictas sertagines, et omnia alia bona tua, pro redempcione viginti quinque libr. turon., quas xxv libr. turon. predictus G. Cogorla dictis cursoribus solvit et tradidit, pro redempcione dictorum bonorum, et eas confitemur nos habuisse et recepisse a te dicto Guillelmo ex predicta causa redempcionis.... Et si predicta non atenderemus, volumus et concedimus tibi dicto Guillelmo quod tu et dominus Karolus, comes Provincie, et sui possint nos et bona nostra capere et accipere omni loco, in rebus et personis, et tenere et detinere in perpetuum, tamdiu donec tibi dicto Guillelmo predicta bona fuerint integre restituta; et hoc promitimus tibi quilibet nostrum in solidum,... et quinquaginta libras, in restitucione bonorum que tibi abstulerunt nostre conserve, scilicet Enrigueto et Ripert, et expensas, si quas facies pro predictis recuperandis, de quibus credemus tibi simplici verbo tuo, absque sacramento.

Acta sunt hec in predicto loco Ad Lehons, coram hiis testibus rogatis et vocatis, scilicet Roqueta Peissonier, magistro Bernardo sacerdote,... et me Bortholomeo Areni, domini Berengarii, Dei gracia comitis condam Provincie, notario publico, qui, de mandato et voluntate utriusque partis, hanc cartam publicam scripsi.

Anno Incarnationis Domini nostri Jhesu Christi M. CC. L. VIII, indictione XV, XIIII° kal. madii. Notum sit omnibus hominibus, tam presentibus quam futuris, quod, cum Guillelmus Cogorla, civis

Montispessulani, tradidisset et solvisset Maigreteste et Blanco et Alamanno Pisanis, qui faciebant se vocari Jacobum de Bonaventura et Johannem Bonensena de Pisa, viginti quinque libras turon. pro redempcione quorumdam bonorum, que dicebant se cepisse cum quodam ligno armato, et abstulisse dicto Guillelmo Cogorla, scilicet tantum de vino et riso, et sexdecim dozenas et dimidiam sartaginum, que bona extimabant et confitebantur valere cc. xl. libr. turon., et que bona promiserunt predicti se restituturos dicto Guillelmo pro predictis xxv libr., incontinenti facta eis predicta solucione et tradicione predictarum viginti quinque librarum per predictum Guillelmum, dictus Guillelmus pluries peciit et instanter requisivit a predictis cursoribus predicta bona sibi reddi et tradi ac restitui incontinenti, que nullatenus facere voluerunt; scilicet noluerunt ei predicta bona tradere nec restituere.

Acta sunt hec engien a las bochas d'ieras, loco qui dicitur Als Lehons, coram hiis testibus rogatis et vocatis, scilicet Bertrando Alarico, Roqueta Peissonier, magistro Bernardo sacerdote,.... et me Bartholomeo, domini Berengarii, Dei gracia comitis condam Provincie, notario publico, qui, de mandato et voluntate dicti Guillelmi Cogorla, hanc cartam publicam scripsi, et hoc modo signavi.

Noverint universi quod Guillelmus Cogorla de Montepessulano probavit et fidem dedit plenariam, coram nobis Jacobo, Dei gracia rege Aragonum, Majoricarum et Valencie, comite Barchinone et Urgelli, et domino Montispessulani, quod homines Pisani, cum lignis armatis que armaverant apud Pisam, ex parte et voluntate communis Pise, ceperunt ipsum Guillelmum in mari, et eundem raubaverunt, et ei abstulerunt per violenciam multas res, merces et peccunias, valentes quadringentas libras melgorienses et ultra, et quod nos concessimus eidem Guillelmo plenam et liberam potestatem marcandi, capiendi, pignorandi et detinendi in omnibus et singulis locis nobis subditis quoscunque Pisanos ibi invenire posset, et eorum

bona, res et merces, tamdiu donec eidem Guillelmo et suis esset in dicta rapina, et omnibus expensis factis et faciendis ab ipso Guillelmo vel suis, racione premissorum, plenarie satisfactum. Post hec nobis visum fuit quod dictus G. Cogorla posset habere et recuperare premissa et omne interesse suum cum uno denario, quem Pisani darent et solverent eidem G. pro singulis libris, de omnibus mercibus et rebus ipsorum, que portarentur ad Montempessulanum, vel inde extraherentur, per Pisanos vel per alios. Quare statuimus, concessimus ac mandavimus quod dictus G. haberet et perciperet unum denarium pro libra, de omnibus mercibus et rebus Pisanorum, que portarentur vel extraherentur de Montepessulano, quousque ipse G. solutus esset de dicta rapina, et expensis ab eo factis et faciendis, et toto suo interesse. Deinde, cum dictus G. dictum denarium vellet recipere et levare, quamplures de Montepessulano ei se opposuerunt; et nos, ad instanciam dicti G., vocavimus consules et dictos opponentes, et intelleximus ab eisdem consulibus et opponentibus quod composicio facta erat inter Pisanos, ex una parte, et Raimundum Gaucelini, tenentem locum nostrum in hac terra, et bajulum nostre curie, et consules Montispessulani, de consilio et voluntate omnium de Montepessulano, qui fuerant passi rapinam vel injuriam a Pisanis, excepto domino Guillelmo, qui noluit consentire, ex alia, quod levaretur et perciperetur in Montepessulano unus denarius pro libra, de omnibus rebus et mercibus Pisanorum, que ad Montempessulanum aportarentur, vel inde extraherentur. Tandem, invento a nobis quod dictus G. Cogorla omnia que habebat amiserat in dicta rapina, et quod non habebat unde posset sustentari, de quo valde dolendum erat, maxime cum haberet quinque filias nondum nuptas, que se coram nobis pluries flentes et clamantes presentaverunt, omnes illi qui dicebant se passos esse injuriam vel rapinam a Pisanis voluerunt et concesserunt coram nobis, ad nostri preces et instanciam, scilicet Guillelmus Siquerii, pro se et fratribus suis, Petrus Imberti, pro se et fratribus suis, Stephanus de Candeianicis, pro heredibus quondam Petri Salvatoris, Petrus de Monteils, Guillelmus Ruffi

alberguerius, Philipus Blegerii, Hugo Faber, pro se et pro Guillelmo Amici, filio quondam G. Amici, herede quondam Armandi Amici, cujus tutor est, et pro Deodato Fabri, Egidius Johannis, Girardus Grossi, pro se et Colino nepote suo, P. de Fontainis, Johannes de Bordellis, Johannes de Lunello, R. de Conchis junior, pro uxore et liberis quondam Petri Resserii, Clembardus, gener quondam Guiraldi de Barca, pro Johanna uxore sua, filia et herede dicti quondam Guiraldi de Barca, et Martinus de Arsacio, quod dictus G. Cogorla et sui habeant, percipiant et levent totum dictum denarium, quem Pisani debent et tenentur solvere in Montepessulano ex vi dicte imposicionis, et quod ipsi perdentes nitchil in eo aut pro eo, aut aliquid aliud a Pisanis pro injuria vel rapina a Pisanis eis facta recipiant, quousque plenarie sit satisfactum eidem G. Cogorla et suis in dictis quadringentis libris, et in expensis factis et faciendis ab ipso G. et suis, et eciam interesse. Ad hec nos dictus Jacobus, Dei gracia rex Aragonum, Majoricarum et Valencie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, habito tractatu et consilio super premissis cum proceribus sacri nostri palacii et cum Raimundo Gaucelini, domino Lunelli, tenente locum nostrum in hac terra, et cum curialibus nostre curie, et consulibus Montispessulani, volumus, statuimus et decernimus per hanc pragmaticam sanctionem quod tu G. Cogorla et tui habeatis, percipiatis et levetis, libere et sine omni impedimento, unum denarium de singulis sive pro singulis libris de peccunia, mercibus, averiis et rebus quibuscunque Pisanorum, que in Montepessulano vel in ejus districtu deinceps portabuntur, vel inde extrahentur per Pisanos, vel quoscunque alios, ita quod, undecunque et quocienscunque ipse peccunia, merces et res mitentur seu portabuntur in Montepessulano, vel inde extrahentur, recipiatis tantum unicum denarium pro singulis libris, pro introhitu et exitu, et hoc tamdiu quousque tibi et tuis sit integre satisfactum in dictis cccc libris, et in expensis factis et faciendis inde, et in alio tui vel tuorum interesse, adicientes expressim quod aliquo casu, causa vel occasione superveniente inpediri vel contradici non possit, quin tu

et tui totum dictum denarium percipiatis et levetis, usque ad plenam satisfactionem premissorum. Qua satisfactione facta, alii perdentes recipiant dictum denarium, juxta formam premissam, quousque sit eis satisfactum in rapinis seu injuriis eis factis a Pisanis, et in eorum dampnis, gravaminibus et expensis. Sane, quia volumus quod fraus aliqua fieri non possit, ne dictus denarius percipiatur et levetur, statuimus et decernimus quod omnes Pisani venientes in Montepessulano seu ejus districtu et omnes alii, tam extranei quam de dominacione nostra, undecumque sint, quos tu vel tui credetis habere vel scire res Pisanorum, ad requisicionem tuam vel tuorum, in posse tuo vel tuorum, aut nostre curie Montispessulani, si malueritis, jurare teneantur, tociens quociens tibi et tuis visum fuerit oportunum, quod revelent et manifestent peccuniam, merces et res Pisanorum, et quod eas non celent, et quod nitchil facient per se vel per alium in fraudem premissorum; immo, si scirent quod alius faceret, id tibi dicto Guillelmo et tuis revelent; et si quis, quod absit, super premissis inventus fuerit dejerasse, tanquam perjurus et infamis a nostra curia Montispessulani capiatur, et acriter puniatur. Eadem omnia que diximus de denario levando de mercibus et rebus Pisanorum, dicimus, statuimus et decernimus de omnibus aliis que sunt de districtu Pise, et qui reputant et tenent se pro Pisanis, aut sunt de societate Pisanorum, seu salvant se et res suas pro Pisanis aut sub nomine Pisanorum. De domo quam comune Pise habet in Montepessulano nitchil statuimus in presenti, retinentes nobis deliberacionem quid sit de ea faciendum. Verum, quia cordi gerimus ut prescripta firma et intacta conserventur, mandamus et districte precipimus locum nostrum tenenti, bajulo, curialibus, consulibus et populo et omnibus ac singulis hominibus Montispessulani, presentibus et futuris, quod prescripta omnia et singula teneant et teneri faciant, et neminem contra venire permittant, immo dicto G. et suis dent super premissis, auctoritate regia nostra, patrocinium et juvamen. Quicumque vero contra premissa venire temptaverit, aut ea non servaverit, iram et indignacionem nostram et penam

centum marabotinorum, a fisco nostro sine remissione exigendam, se noverit incursurum.

Acta sunt hec in Montepessulano apud Palacium, anno Dominice Incarnacionis millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, scilicet decimo kalendas maii, in presencia et testimonio Bernardi Catalani, jurisperiti; Bernardi Stephani, speciatoris; Jacobi de Docha, scriptoris domini regis; Petri Guillelmi, janitoris ejusdem domini regis; Bartholomei, scriptoris domini regis; Guillelmi Flori, et plurium aliorum, et mei Bertrandi de Fabricis, publici Montispessulani notarii, qui mandato dicti domini regis hec scripsi.

Notum sit cunctis, presentibus ac futuris, quod, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, scilicet kalendis junii, ego Bonacors Masca, consul Pisanorum in Montepessulano, audito et intellecto tenore instrumenti, sigillo pendenti domini regis Aragonum sigillati, in quo continetur quod idem illustris dominus rex Aragonum, dominus Montispessulani, voluit et concessit quod tu, G. Cogorla, canabascerius de Montepessulano, percipias et leves de mercibus et rebus Pisanorum, que portabuntur et mitentur in Montepessulano, unum denarium pro libra, usquequo satisfactum fuerit tibi Guillelmo, juxta tenorem dicti instrumenti, habito et requisito maturo consilio et tractatu pro comuni egregie civitatis Pisanorum, et pro me et futuris consulibus Pisanorum Pisarum in Montepessulano, et pro omibus Pisanis, et specialiter pro Pisanis presentibus et deinceps venientibus in Montepessulano, laudo et confirmo tibi dicto G. Cogorla et tuis laudum tibi concessum a dicto domino rege, de recipiendo dicto denario pro libra, prout in dicto instrumento plenius continetur, et omnia et singula in eodem instrumento contenta; acto et retento quod dictus denarius pro libra recipiatur per te et tuos semel pro intrando et exeundo, et quod dictum denarium tu et tui recipiatis de omnibus rebus Pisanorum, que erunt in Montepessulano et in ejus districtu, sint Pisani quorum erunt res presentes vel absentes. Preterea volo et concedo tibi et tuis

quod possitis exigere juramentum de dicenda veritate a Pisanis, qui erunt in Montepessulano, de rebus quas habebunt in Montepessulano et in ejus districtu, et quod possitis eos compellere vestra propria auctoritate de solvendo vobis dicto denario pro libra. Et quod super premissis feceritis, ut premissum est, ratum habebo et accepto, et prescripta omnia servare et contra non venire, pro me et futuris consulibus Pisanorum in Montepessulano, promito tibi dicto G. Cogorla stipulanti. Et nos Accouranus Goiranus, Perpertus de Carleto, Gallicus Pisanus Pisani, Pedonus de Bernardo similiter Pisanus, P. de Rippa, G. de Azillano, Bernardus et Petrus de Cossone, et Bertrandus de Azillano, tenentes et reputantes nos pro Pisanis, prescripta omnia et singula laudamus et confirmamus, et ea facta esse nostro consilio et voluntate cognoscimus, et contra eam nutiquam venire promittimus tibi dicto G. Cogorla stipulanti.

Acta sunt hec coram domino rege, ipsa volente et confirmante, in presencia et testimonio Bernardi Bergoni, Bernardi Stephani speciatoris, Petri de Montiliis, Vinolii Falvanelli,... et mei Johannis de Malobuxo, publici Montispessulani notarii, qui rogatus et mandatus hec scripsi.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 9. Parchem. orig.
Au dos : *Traslat de las cartas de Cogorla et dels Pizans.*

## XXXII.

ENQUÊTE ACCOMPLIE PAR LE JUGE DE NICE, AU SUJET DES FAITS DE PIRATERIE DONT LES MARCHANDS DE MONTPELLIER AVAIENT EU A SOUFFRIR DE LA PART DES PISANS.

(4 Juin 1258.)

In nomine Domini. Amen. Anno ejusdem M° CC° L° VIII°, die IIII° mensis junii, in aula inferiori palacii Nicie, coram domino Hugone Staca, vicario Nicie et Grasse et comitatus Vintimilii, et

Guillelmo Olivario, et Jacobo Quaisio, armirallis Nicie, et pluribus aliis. Notum sit quod, cum multi homines proclamarent coram domino Galterio de Alneto, nobili milite, Provincie et comitatus Forcalquerii senescallo pro illustrissimo domino Karolo, filio regis Francie, Andegavie, Provincie et comitatus Forcalquerii [comite], et marchione Provincie, contra Pisanos homines, qui eos deraubaverant, ut dicebant, idcirco dictus dominus senescallus precepit domino Ruffino de Bonamena, judice Nicie pro domino comite supradicto, quod ipse inquireret et cognosceret de raubariis supradictis. Qui dictus judex audivit dictum et probacionem P. de Mons de Besers et Bernardi Corsolii, in hunc modum.

P. de Mons de Besers dicit quod ipse et dictus Bernardus, ejus socius, habebant pectines, et posuerunt eas in quandam barcam apud Aquas Mortuas, pro eis vendendis in Lombardiam; et dicit quod Guillelmus Cogorla, qui erat major mercator in dicta barca, et erat de Montepessullano, dixit sibi et dicto socio suo quod unum ex lignis Pisanorum occupaverat dictam barcam in mari prope Bocum, et abstulit predicta dicte barque et multas res. Tamen ipse Guillelmus Cogorla concordavit in fine cum ligno dicto pro redemptione barque et rerum que erant in ea, in xxv libris turon., et qui fuerunt soluti dicto ligno apud Areas in mari. Et tamen nichilominus postea abstulerunt de pectinibus in tanta quantitate cujus extimatio erat LX. sol., et eciam de sartaginibus in alia quantitate nescit quanta; et postmodum reddiderunt dictam barcam. Et dicit quod dicti pectines erant sui et dicti socii, sed alie res non. Omnia vero predicta de facto raubarie et redemptione non dixit, nisi ex relatione sibi facta a dicto Guillelmo Cogorla. Et credit pro firmo quod lignum detentum apud Niciam est illud quod fecit raubariam predictam.

G. Bernardus Corsolius per sacramentum dixit de verbo ad verbum idem quod proximus.

G. Maigratesta dicit super dicto cappitulo quod verum est quod ipse in partibus illis erat in uno loco, et Enricus et Copertus qui-

libet in suo regno erant in alio loco, et illi duo appropincaverunt predicte barque; et dicit quod cum dicta barca, vel prope eam, erant circa octo alie barque mercatorum, et ipse Maigratesta ivit ad alias, et non ad illam barcam, et cognovit quod non erant barque Januensium, et dimisit eas sine dampno ipsarum. Postea unus mercator de dicta barca in quadam barcuncela venit ad ipsum Maigratesta, et dixit: Domine, si tu vis me salvare ab istis malis hominibus et ducere apud Areas, ego dabo tibi LX libras turon. Et ipse Maigratesta concessit; et tunc appropinquavit ad alia ligna, et contra ipsorum voluntatem salvavit dictam barcam, et eam duxit apud Areas; et ibi multi homines de Areis in tantum cognoverunt eum, quod non habuit de dictis LX libris nisi XXV libras, et propter residuum socii sui de ligno suo habuerunt de dicta barca aliquas sartagines, valentes minus quatuor libras.....

Ego vero Petrus Bonetus, publicus notarius illustris domini Karoli, filii regis Francie, Andegavie, Provincie et comitatus Folcalquerii comitis, et marchionis Provincie, omnia supradicta, mandato dicti judicis, et precibus dicti Bernardi Corsalii et P. de Mons supradictorum, hanc cartam feci, et hoc signum meum apposui.

... Guillelmus Cogorla de Montepessulano juramento dicit quod certa ligna Pisanorum abstulerunt ei de quadem barcha vinum et unam ballam de pannis nigris vocatis stanis, et unam balistam, et alias res minutas, quorum omnium extimacionem fecit in L libris turon. Item lignum Maigreteste et aliorum qui capti sunt habuerunt ab eo, pro redemptione quarumdam rerum aliarum, XXV libras. Summa dampni principalis C libr. turon. Item dicit se expendisse pro predictis XV libr. turon....

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 10.
Parchemin original.

## XXXIII.

### STATUT PRESCRIVANT LA MANIÈRE D'ÉLIRE LES CONSULS DE MER DE MONTPELLIER.

(Année 1258.)

Cum super electione maris consulum facienda nulla esset tradita certa forma, sed ex usu retro temporibus in modum non convenientem, sed neque congruum, processisset, nos consules Montispessulani, videlicet R. de Sauzeto, Jo. de Bordellis, Stephanus Rog, R. de Cassillaco, P. de Lunello, R. de Claperiis, R. Cavallerii, Jo. de Juvinacho, Bertrandus de Varanegues, R. Michael, P. Marques, et Bernardus Bartholomeus, ad requisitionem et instantiam plurium proborum virorum de Montepessulano, super ipsa electione consulum maris inposterum facienda, qui debent esse IIIIor, congruens remedium inponere affectantes, habito diligenti consilio et tractatu, taliter duximus providendum, videlicet quod deinceps, annis singulis, vesperis anni novi, viginti viri per consules majores Montispessulani, prestito ab ipsis consulibus juramento corporali quod illos bonos et utiles ad officium consulatus maris eligant, prout conscientia ipsis dictaverit, eligantur; qui viginti per dictos consules electi in partes IIIIor dividantur, in quarum qualibet v ponantur, et fiant v carte, in una quarum tantum sit aliqua scriptura seu figura, et singule carte mandentur intra rutlonum de cera, ejusdem ponderis et ejusdem coloris; et per hominem ignarum vel puerum aliquem dabitur cuilibet dictorum v unus rutlonus; et ille qui tali casu vel sorte habebit illum rutlonum, in quo erit carteta scripta seu figurata, intelligetur esse consul maris, et consul erit maris illius anni; et sic fiet de aliis: quorum aministratio incipiet in kalendis januarii; et nullus illorum qui consules maris fuerint, debent eligi vel assumi in eodem officio intra tres annos proximos, a tempore finiti sui officii computandos.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 49 v°.

## XXXIV.

### ORDONNANCE DE JAYME Ier RÉPRIMANT LES EXCÈS USURAIRES DES JUIFS.

(5 Avril 1259.)

Noverint universi quod, cum ad aures illustrissimi domini regis Aragonum plurium relationibus pervenisset quod Judei Montispessulani in mutuis et aliis contractibus, que et quos cum Christianis contrahunt, de quibus mutuis et contractibus publica fieri faciunt instrumenta, statutum olim ab ipso domino rege factum et promulgatum super IIIIor denariis sine pluri, dandis pro usura ipsis Judeis pro singulis libris seu vincenis solidis singulis mensibus, non servant, imo fraudes adhibent diversimode, in Christianorum prejudicium, circa illud; et quia Christiani, et non Judei, coram tabellionibus, coram quibus veniunt pro conficiendis instrumentis de debitis que ipsi Judei faciunt et mutuant Christianis, et de aliis contractibus usurariis quos cum ipsis Christianis exercent, jurant corporaliter tactis Dei Evangeliis, in mutuis et aliis usurariis contractibus dictum statutum fore sine fraude servatum, idem dominus rex, quantum ad presens, fraudibus et calliditatibus ipsorum Judeorum in hoc saltim obviare volens, ordinavit, et, consulum Montispessulani consilio habito, statuit, voluit et servari precepit, quod deinceps in omnibus et singulis debitis, que dicti Judei faciunt et mutuant Christianis, et in aliis contractibus usurariis, quos cum ipsis exercent, ipsi Judei mutuantes et contrahentes cum Christianis, jurent corporaliter super sancta lege Mosaycà, sicut Christiani jurant super Evangelia Dei, coram tabellione, qui de debito seu alio contractu usurario mandabitur seu rogabitur facere instrumentum, supradictum statutum sine omni fraude inviolabiliter esse servatum, et quod per se vel alios ante confectionem instrumenti nichil tractatum est vel post tractabitur in fraudem dicti statuti, vel per quod aliqua subtilitate predicti statuti intentio ledi possit. Voluit insuper dictus dominus rex,

et statuendo mandavit, quod nullus tabellio de cetero, postquam de presenti ordinatione seu statuto certifficatus fuerit, de mutuis et aliis usurariis contractibus, que et quos Judei facient seu mutuabunt Christianis et exercebunt cum eisdem, non faciat nec facere audeat instrumenta, nisi Judei mutuantes sic et contrahentes cum Christianis premissum super lege Mosayca subiherint juramentum; nec a tali sacramento prestando se excusare valeat aliquis Judeorum, ex eo quod dicat se coram bajulo et aliis curialibus curie Montispessulani sacramentum fecisse, de servando predicto statuto super mutuis que Christianis et aliis contractibus usurariis sunt facturi.

Acta fuerunt hec a dicto domino rege, statuta et ordinata, in nonis aprilis, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, presentibus testibus Willelmo de Sala et Bernardo Vitali jurisperitis, Raimundo de Conchis, Willelmo Rotgerio, Petro Luciani, Raimundo Flori consulibus, Petro Bonifacio, Raimundo de Sauzeto, et Bertrando Arnaldi notario, qui mandato dicti domini regis hec scripsit.

Arch. mun. de Montp., Arm. D, Cass. XX, N° 3 (Parchem. orig.), et N° 21 (Copie vidimée).

Au dos : *Quod Judei jurent sicut Christiani in instrumentis debitorum, et que non prengon mais* IIII *den. pro libra.*

## XXXV.

### EXPLICATION A L'AMIABLE ENTRE LES COMMUNES DE GÊNES ET DE MONTPELLIER.

(10 et 17 Octobre 1259.)

In nomine Domini Amen. Noverint universi et singuli, hanc presentem scripturam publicam inspecturi, quod domini Johannes de Sancto Michaele jurisperitus et Bernardus Lupi, sollempnes et honorabiles ambaxatores consulum et universitatis felicis terre Montispesulani, coram nobis Ruffino Caballacio potestate, Guillelmo Buccanigra capitaneo, et ancianis comunis et populi Janue, et

consilio generali, congregato, more solito, per campanam, cornu et vocem preconis, viva voce, prudenter et mature, ad honorem Dei et utriusque comunis, verba sua proposuerunt et peticiones ex parte dictorum consulum et universitatis predicte, et preter proposicionem factam viva voce, suas peticiones sive capitula in scriptis nobis, presente consilio generali, et eciam supradictis presentibus, reddiderunt, que proposicio et capitulorum sive postulacionum reddicio facta fuit anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, die decima mensis octobris, quorum capitulorum et peticionum sive postulacionum tenor talis est:

Postulant in primis Johannes de Sancto Michaele jurisperitus et Bernardus Lupi, ambaxatores consulum et universitatis Montispesulani, et pro comuni et universitate Montispesulani, quod domini videlicet capitaneus et potestas, et anciani et consiliarii, et syndicus comunis Janue, pro comuni suo et sua universitate, jurent servare et manutenere pacem et convenciones factam et factas inter comune Janue et comune Montispesulani et homines Montispesulani et districtus ejusdem, et eorum bona salvare et custodire bona fide et pro posse eorum in civitate Janue et districtu ejusdem et ubique, secundum formam pacis.

Secundo postulant quod predictum sacramentum fiat per predictos, scilicet capitaneum et potestatem, et ancianos et syndicum comunis Janue, annis singulis in principio regiminis eorumdem, prout hoc idem faciunt consules Montispesulani in introitu sui consulatus.

Tercio postulant, cum consules Montispesulani, ad honorem comunis Janue et ambaxatorum comunis ejusdem, suspenderint usque nunc seu cessare fecerint laudum quod recipiebant quidam homines de Montepesulano super hominibus comunis Janue seu mercibus eorumdem, per occasione violencie seu rapine illate quibusdam hominibus Montispesulani in rebus et mercibus eorumdem per quasdam personas comunis Janue, quod dampnum datum predictis hominibus Montispesulani emendetis atque emendari faciatis.

Item quarto postulant, cum Johannes de Nigro cum suis compli-

cibus navi armata abstulisset Guillelmo de Beltramo, civi Montispesulani, tunc naviganti in navi Marchetti de Barcellona, merces suas, valentes mille libras turonensium et amplius, consul qui pro comuni Janue pro tempore erat in Acone, ad requisicionem consulis Montispesulani tunc existentis in Acone, quasdam ex mercibus ablatis cepit, et easdem dictus consul Janue postea vendidit, et habuit inde nongentos et sexaginta tres bisancios sarracenatos Aconis mundos, quos bisancios postmodum idem consul Aconis pro comuni Janue misit potestati seu comuni Janue; et eosdem bisancios potestas sive comune habuit seu recepit; quos bisancios, sive eorum extimacionem, consules Montispesulani solverunt et emendaverunt pro comuni Janue domino Imberto, tunc possidenti pro dicta rapina fundicum Janue in Montepesulano; et ideo a dicto comuni Janue requirunt dictos bisancios, nomine comunis Montispesulani, sibi solvi et restitui. Petunt eciam residuum quod superest de dictis mille libris turonensium sibi restitui et solvi.

Item quinto postulant, cum nova dacita seu exaccio recipiatur et exigatur in Janua ab hominibus Montispesulani, que appellatur Gombetta, imposita de novo a tempore pacis citra, quod in antea non exigatur ab hominibus Montispesulani et districtus ejusdem, et quod exactum est restitui faciatis.

Item sexto postulant dicti ambaxatores, nomine consulum et universitatis Montispesulani, cum quedam dacita sive exaccio capiatur seu exigatur in Janua ab hominibus Montispesulani et mercibus eorumdem, videlicet in hunc modum, cum aliquis homo de Montepesulano et ejus districtus veniat de Montepesulano apud Januam, exiguntur ab ipso homine tredecim denarii et obolus pro torsello, et decem et octo denarii pro capite suo, et hoc pro introitu suo, et totidem exiguntur ab ipso homine in suo exitu, scilicet pro torsello et capite, quando exit de Janua et vadit versus Montempesulanum, quod predicta dacita sive exaccio penitus removeatur.

Item septimo postulant removeri quamdam dacitam sive exaccionem, que exigitur ab hominibus Montispesulani, que dacita sive

exaccio percipitur in hunc modum, quando aliquis de Montepesulano et ejus districtus exit de Janua cum mercibus suis et vadit versus Pisas, exiguntur ab eo duodecim denarii pro libra.

Item octavo postulant quod homines Montispesulani et ejus districtus, qui venerint Januam cum suis mercibus quibuscumque, possint cum eisdem mercibus, quociens cumque eis placuerit de inde exire, et eas ubicumque voluerint libere asportare, absque aliqua exaccione, secundum formam pacis.

Item nono postulant removeri, quantum ad homines Montispesulani et districtus ejusdem, quandam dacitam, que appellatur Ripa, videlicet duo denarii pro libra, ita quod non teneantur dicti homines Montispesulani et ejus districtus ad solucionem dicte dacite in Janua et ejus districtu.

Item decimo postulant ambaxatores predicti, cum Nicolaus Silvagnus Januensis, quondam castellanus Bonifacii pro comuni Janue, violenter extorserit a Bernardo Gandalono, cive Montispesulani, LX libras mergorienses in portu Sancti Stephani de Buxinaras, sibi restitui cum dampno et expensis, que extimant libras triginta mergorienses.

Et post predicta, nos Ruffinus Cabalacius potestas, Guillelmus Buccanigra capitaneus supradicti, de consilio et voluntate ancianorum et consilii generalis, congregati per campanam et cornu, voce preconia, more solito, deliberacione prehabita, supradictis capitulis taliter respondemus :

Primo capitulo sic respondemus, quia placet quod potestas Janue et consiliarii atque anciani et syndicus comunis Janue jurent in omnibus et per singula observare pacem et convencionem factam inter dominum Guiscardum de Petra Sancta, olim potestatem Janue, et comune Janue, ex una parte, et dominos Guidonem de Capite porci, Raimundum de Lagognaco, et Ugonem Fabri, quondam ambaxatores consulum et universitatis Montispesulani, currente M°CC°LII°, mense junii, quam pacem et convencionem potestas, syndicus, anciani et consiliarii infrascripti in omnibus et per omnia tenere et servare juraverunt.

Secundo capitulo respondemus, et dicimus quod non est opus jurari singulis annis, quia speciale statutum sive capitulum est in civitate Janue de observandis omnibus convencionibus, quas comune Janue habet cum quacumque civitate, loco et villa, et cum quibuscumque personis, quod capitulum omni anno juratur per potestatem et omnes homines Janue.

Tercio capitulo sic respondemus : dicimus enim quod nostri ambaxatores iverunt apud Montempesulanum, et pro ipsis laudibus requisiverunt a consulibus Montispesulani quod laudes ipse cassarentur, quoniam contra formam pacis erant facte; et si alique invenirentur juste facte, volebant quod illud quod captum erat pro eis deberet computari in solucionem earum, et illud quod de cetero caperetur redigeretur in scriptis, ut non caperetur ultra quod deberet; videlicet quod videantur ille que juste facte sunt, et comprobentur, et ille que inveniéntur non juste facte cassentur; et hoc fiat per amicos euminales jurisperitos, et non suspectos; et de predictis observabunt dictum sapientum juris summarie et sine strepitu judiciorum et in loco comuni et sine mora, dum tamen illud idem dicatur de debitis que homines Janue et districtus recipere debent ab hominibus Montispesulani et districtus, tam occasione laudum quam aliorum debitorum, et specialiter pro debito bashiorum; et interim cessent laudes ab utraque parte.

Quarto capitulo sic respondemus, quod dicti bisancii qui delati fuerunt in Januam et comuni traditi, ad postulacionem cujusdam civis Janue, qui vocabatur Burgarinus de Burgaro, fuerunt in Janua delati. Dicebat enim dictus Burgarinus quod res ex quibus processerant dicti bisancii fuerant sue; et ideo fuit in causa cum comuni Janue dictus Burgarinus, et obtinuit contra comune, et ideo illos habuit; et ita comune Janue non habet eos: et ista omnia per publicas scripturas probantur. Verumtamen, quicquid sit vel fuerit, paratum est comune Janue observare, et facere quicquid fieri debebit, secundum formam convencionis et pacis.

Quinto capitulo sic respondemus, quia, cum cognoverimus in-

troitum Gombetti, de quo continetur in ipso capitulo, esse impositum a M° CC° I° citra, quo tempore fuit facta convencio inter comune Janue, ex una parte, et dominum Montispesulani, ex altera, volumus quod ipse introitus non colligatur ab hominibus Montispesulani vel ejus districtu, hoc salvo quod, si apud Montempesulanum colligeretur ab hominibus Janue vel ejus districtus quidam introitus qui dicitur Copa, colligeretur in Janua dictum Gombetum ab hominibus Montispesulani et sui districtus; et restitui fecimus, in presencia dictorum ambaxatorum, Petro Beltramo de Montepesulano minas tres et quartam frumenti, quod collectum erat ab eo pro Gombetto.

Sexto capitulo sic respondemus, quod nulla nova dacita vel exaccio exigitur aut capitur ab hominibus Montispesulani, vel de rebus eorum. Quod enim dicitis denarios tredecim et obulum, et denarios decem et octo ab eis capi pro unaquaque persona, scire debetis quod est ipsa dacita vicecomitatus, qui drictus specialiter in convencione est exceptatus quod debet colligi.

Septimo capitulo sic respondemus, quod antiquum pedagium Portus Venneris est, et ita antiquum, quod excedit memoriam hominum; et si probari potest quod sit novum, et non antiquum et consuetum, paratum est comune Janue illud cessari facere, quantum est in hominibus Montispesulani et ejus districtus, secundum formam convencionis.

Octavo capitulo sic respondemus, quod quilibet de Montepesulano et ejus districtus possint adducere Janue mercaciones et res, non tamen vetitas, et inde eas extrahere, secundum formam convencionis et pacis, libere.

Nono capitulo sic respondemus, quod dacita que appellatur Ripa, videlicet duo denarii pro libra, in perpetuum conquiescat, quantum ad homines Montispesulani et ejus districtus, ita quod dicta ripa seu aliquid pro ea non exigatur vel percipiatur ab hominibus Montispesulani, licet credamus quod non fuerit aliquo tempore exacta.

Decimo capitulo sic respondemus, quod dictus Nicolaus Silvagnus

est presens et dives homo, et offeremus cuilibet qui de eo conqueretur facere plenitudinem racionis et summariam, secundum formam pacis et convencionis. Et dictus Nicolaus, ad honorem domini capitanei, et ad honorem comunis Montispesulani et honorabilium ambaxatorum ejusdem loci, dixit et protestatus fuit, in presencia dictorum ambaxatorum, quod super predictis est paratus summarie et sine strepitu judiciorum facere plenitudinem racionis. Verumtamen dixit quod per potestatem Janue est laudem absolucionis consecutus, sive sentenciam in judicio ordinato, secundum formam convencionis, a peticione quam fecit contra eum Bernardus Vandalon, sive ejus procurator.

Nomina jurancium supradictam pacem, juxta responsionem primi capituli, sunt hec: in primis dominus Ruffinus, Janue civitatis potestas, et infrascripti consiliarii atque anciani et syndicus comunis Janue in consilio generali, Beatus Cultillerius, Vivaldinus de Carlo, Paschalis Butinus, Petrus Gabernia, Johannes Speciarius, Antonius Donatus, Valens de Porta, Nicoletta de Volta, Lanfrancus Dagus Spinula, Opito de Clavaro, Bonuassallus de Cassino anciani, Givettus de Valença, Jacobus Nicolaus Dentutus, Joachimus Alverius, Guilielmus Gardena, Riccius de Recco, Symon de Sancto Syro, Fredericus Traveri, Paganinus de Domo culta, Symon de Bonajuncta, Lanfrancus Pignatarius, Alex. de Carlo, Obertus Bonaventura, Nicolaus Guidonis, Thomas Fornarius, Ugettus Capsiatius, Gracia Aborrator, Joachimus Zanega, Joachimus de Paverio, Jacobus Capelletus, Januinus de Monleone, etc., consiliarii. Et Nicolaus Specianus, syndicus comunis Janue, juravit ipsam pacem in anima tocius comunis Janue, in consilio supradicto.

Guillelmus Buccanigra, Sacri Imperii et comunis Janue notarius, de mandato domini potestatis et domini capitanei supradictorum, supradicta omnia in hanc publicam scripturam redegi et scripsi, sicut ipsam in quaterno consilii comunis Janue inveni per omnia annotata et scripta.

Actum Janue in palacio illorum Aurie, a paragrafo quod incipit

*Et post predicta*, millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, indictione secunda, die septimadecima intrantis mensis octobris, presentibus testibus Festa de Riparolio, Lanfranco de Sancto Georgio, et Thomayno Ferrario.

Et jusserunt ipsi domini, ad cautelam et futuram memoriam, presens scriptum sigillis comunis et populi Janue roborari.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir IX, N° 1. Original sur parchemin, encore muni des deux sceaux de la commune et du peuple de Gènes, en cire verte, suspendus au moyen de lacs en soie rouge.

## XXXVI.

### RECONNAISSANCE DE JAYME Ier TOUCHANT LE COMMERCE DE L'ALUN D'ALEP ET DE LA GRAINE A ÉCARLATE.

(7 Avril 1262.)

Hoc est translatum cujusdam publici instrumenti, sigillati sigilli pendentis cerei illustrissimi domini Jacobi, Dei gratia bone memorie Aragonum regis, cujus tenor talis est:

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valencie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, confitemur et recognoscimus quod debemus tibi, Johanne Brixoni, vel tuis, decem libr. melgor., quas nobis pro bono amore accomodasti, de quibus habebas nostras pendentes litteras, quas de te recuperavimus quando tibi concessimus istas, in quibus confitemur de te habuisse centum et VIII balas boni aluminis de Alapo, et in qualibet bala habebat duo quantaria et XV libr. puri aluminis. Item confitemur de te habuisse decem saccos, plenos grane, in quibus habebat VIII sarcinatas et XV libr. de predicta grana pura et bona ad tingendum scarlatas, quod alumen predictum atque granam antedictam receperunt pro nobis in nomine nostro Petrus de Fontainis, piperarius Montispessulani, et Guillelmus

Arnaldi, notarius nostre curie predicti loci. Et ad majorem hujus rei firmitatem, iterum tibi confitemur quod prefatum alumen et granam supradictam habuimus et recepimus, ut plenius scriptum est, propter magnum necessarium nostrum, quod fecimus de consilio et voluntate consulum Montispessulani, quas predictas decem libr. melgor. et alumen predictum ac grana, vel eorumdem pretium tibi promittimus vel tuis solvere ad bonam fidem, absque obstaculo et questione, ad tuam voluntatem, ex hinc usque ad primum veniens festum Sancti Michaelis, promittens insuper tibi vel tuis quod, si aliquod dampnum vel gravamen ex dictis debitis sustinueris, quatenus nos tibi vel tuis fideliter restituemus. Et si forte solutio in prefixo termino pro nobis tibi vel tuis non fecerimus, prout dictum est, damus tibi vel tuis plenariam potestatem pignorandi ac marchandi hominum res terre nostre, ubicumque volueris, usque sit tibi vel tuis plenarie satisfactum, absque nostra indignatione.

Datum in Montepessulano, anno Domini M° CC° LXII°, VII° idus aprilis.

Arch. mun. de Montp., Arm. G, Cass. VI, N° 1. Original sur parchemin.

Au dos: *Carta traslat cal rei conot an Jo. Boisson de que el li avia prestat dec. lib.* 1262.

## XXXVII.

### ACCORD ENTRE CHARLES D'ANJOU ET LA COMMUNE DE MONTPELLIER.

(31 Octobre 1262.)

In nomine Domini nostri Jhesu Christi Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, scilicet pridie kalendas novembris. Cum super galeis et navigio Massiliensibus, que erant in aqua Latarum, esset altercacio orta inter illustrem virum dominum Karolum, filium regis Francorum, Andegavi et Provincie et Forcalcerii comitem, et marchionem Provincie, ex una

parte, et illustrem virum dominum infantem Jacobum, filium illustris regis Aragonum, ex altera, tandem, ex causa compositionis et transactionis, habitus est tractatus inter eos, in hunc modum :

Videlicet quod duo eligantur ex parte dicti domini comitis, et duo ex parte Massiliensium comorancium apud Latas, et duo pro dicto domino infante, ad tractandum de pace inter dictum dominum comitem, ex una parte, et civitatem Massilie, ex altera, qui dicti sex sub guidagio dicti domini comitis debent esse die dominica proxima apud Gardanam, et debet tractatus pacis tantum durare per octo dies; possint tamen dicti tractatores, omnes simul, tempus, si eis visum fuerit, prorogare; et si fiat tunc pax inter dominum comitem et Massilienses, fuit actum quod omnes Massilienses, qui venerunt in navigio de Massilia Montempessulanum vel Latas, cum omni eorum navigio et rebus suis libere redire possint Massiliam. Si autem pax non fieret infra dictum terminum, vel ejus prorogationem si fieret, omnes illi Massilienses qui venerunt de Massilia cum karavana Montempessulanum vel Latas et alio omni navigio associante dictam karavanam cum omnibus rebus suis, exceptis omnibus victualibus, preter illa que essent eis necessaria ad usum usque Massiliam, libere redire possint Massiliam per mare, sine offensa domini comitis et suorum et eciam valitorum ejus, et ita quod ipsi non offendant dominum comitem, nec eciam nec homines seu valitores domini comitis supradicti; alioquin cesset domini comitis securitas; et quod quantum ad istud capitulum pena nullatenus comitatur. Verum illa galea in qua venit Hugo de Baucio, et alie quatuor galee que venerunt de Massilia post dictam karavanam, cum barchis pertinentibus ad easdem et cum velis et omnibus suis exarciis, reddantur et restituantur in fluvio Latarum per consules Montispessulani dicto domino comiti, vel suo certo nuncio, ejus patentes litteras apportanti, infra quatuor dies, postquam essent inde requisiti a dicto domino comite, vel a suo certo nuncio, non deteriorate post tractatum pacis presentem seu deteriorande facto alicujus hominis; et hoc intelligatur bona fide, ita quod dictus dominus comes vel sui

possint eas ducere ubi voluerint sine impedimento dicti infantis et hominum Montispessulani et suorum, et eciam valitorum et amicorum dicti domini infantis, et sine impedimento hominum Massilie qui venerunt in dicto navigio. Homines tamen earumdem, exceptis Bonifacio de Castellana et Hugone de Baucio et eorum familia et rebus, salvi et securi cum omnibus aliis rebus suis possint redire Massiliam, absque offensa dicti comitis et suorum, et eciam valitorum et amicorum dicti comitis.

Item fuit actum inter eos, quod dictus dominus infans, et, de ejus voluntate, consules Montispessulani, durante tractatu predicto, habeant et teneant totum navigium Massiliense, quod nunc est apud Latas, ita quod inde dicto domino comiti vel suis noceri non possit, et quod eodem tempore dictus dominus comes vel sui non noceant navigio antedicto, nec Massiliensibus qui venerunt in eodem in dicto portu Latarum, nec in Montepessulano, nec in ejus districtu.

Item quod omnia et singula antedicta, pro parte dicti domini comitis conventa et acta per ipsum dominum comitem, impleantur bona fide et absque fraude dicto domino infanti et dictis consulibus Montispessulani et Massiliensibus antedictis; ad que omnia promitenda dicto domino infanti et dictis consulibus, sub pena duorum milium marcharum argenti, et in fide in qua est filius regis et comes, idem dominus comes fecit et constituit suum procuratorem magistrum Rainerium de Romania, clericum suum, et ad stipulandum a dicto domino infante et consulibus Montispessulani, promitentibus pro dicta universitate, vel ab eorum procuratoribus, sub eadem pena, nomine ejusdem domini comitis, omnia supradicta.

Et dictus dominus infans et consules Montispessulani, de voluntate consilii Montispessulani, nomine dicte universitatis, Guillelmum de Rochafolio, militem, pro ipso domino infante, et Bernardum de Arrioni, habitatorem Montispessulani, pro dictis consulibus et consilio et universitate Montispessulani, ad promitendum predicta omnia, sub pena duorum milium marcharum argenti, ipso domino comiti vel ejus procuratori, fecerunt et constituerunt procuratores, et ad

stipulandum a dicto domino comite vel ejus procuratore ea que dicta sunt superius. Qui magister Rainerius, pro parte dicti domini comitis, et ejus nomine, sicut procurator ejus, promisit dictis procuratoribus domini infantis et consulum, stipulantibus nomine eorum, sub pena duorum milium marcharum argenti, quod ipse dominus comes predicta omnia per se et suos dicto domino infanti et dictis consulibus et dictis Massiliensibus observabit et complebit; et eciam promisit, sub pena predicta, nomine quo supra, se facturum et procuraturum ita quod dominus comes predicta omnia faciet et complebit.

Versa vice, predicti procuratores dicti infantis et dictorum consulum et consilii et universitatis Montipessulani, nomine dictorum infantis et consulum et universitatis Montispessulani, promiserunt dicto magistro Rainerio, procuratori dicti comitis, ejusdem comitis nomine stipulanti, sub pena duorum milium marcharum argenti, quod dicti infans et consules et consilium et universitas Montispessulani predicta omnia ipsi comiti atendent et observabunt. Et promiserunt eciam dicto procuratori, nomine quo supra stipulanti, se facturos et curaturos ita, sub pena predicta, quod predicti infans et consules et universitas Montispessulani ipsi comiti predicta facient et implebunt, renunciando, pro dictis consulibus et universitate, condicioni sine causa, et quod non possint dicere quod sine causa se obligaverunt ad premissa; ita eciam acto inter partes et procuratores predictos quod, postquam predicte quinque galee, cum earum barchis et exarciis omnibus earum, dicto domino comiti vel ejus certo nuncio restitute fuerint, et eas ad mare duxerit vel duci fecerit dictus dominus comes extra gradum, et lapsa fuerit postmodum una dies ad navigandum versus Massiliam oportuna, cesset dicta obligacio penalis, quantum ad dictum dominum infantem et consules et universitatem Montispessulani, et penitus sit extincta, et ex tunc dictus dominus comes, occasione prescriptorum vel alicujus de predictis, nichil, nomine pene, possit petere vel exigere a domino infante vel consulibus antedictis. In cujus rei testimonium, dictus dominus comes presentem paginam fecit sui sigilli pendentis munimine roborari.

Acta sunt hec inter predictos procuratores infra septa Magalone, anno et die predictis.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir VI, N° 2. Original sur parchemin, avec fragment du sceau de Charles d'Anjou, pendant en cire jaune.
Au dos : 1262. *Cartas de las galeas del conte de Prohensa.*

## XXXVIII.

### RÉMISSION DE JAYME Ier EN FAVEUR DE CERTAINS MARCHANDS DE MONTPELLIER.

(27 Décembre 1264.)

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, per nos et nostros, remittimus, absolvimus et diffinimus vobis universis et singulis mercatoribus Montispessulani, qui in Alexandria fuistis, tempore quo R. de Conchis, burgensis Montispessulani, ibidem erat, pro vobis et vestris imperpetuum, omnem petitionem, questionem et demandam, et omnem penam civilem et criminalem, quam contra vos vel bona vestra possimus facere, movere, infligere vel imponere, ideo quia nobis dictum fuerat pro certo vos in Alexandria nostrum dominium denegasse, ita quod ratione predicta non teneamini nobis nec nostris, nec alicui persone unquam aliquo tempore in aliquo respondere, set sitis inde, cum omnibus bonis vestris habitis et habendis, quitii et penitus perpetuo absoluti, prout melius dici potest et intelligi, ad vestrum vestrorumque bonum et sincerum intellectum; mandantes tenentibus locum nostrum in Montepessulano, bajulo curie et consulibus ejusdem loci, presentibus et futuris, quod predicta omnia et singula firma habeant et observent et faciant observari, et non contraveniant, nec aliquem contravenire permittant aliqua ratione.

Datum apud Calataiub, VI kal. januarii, anno Domini M° CC° LX° quarto.

Signum Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Majoricarum et Valentie, comitis Barchinone et Urgelli, et domini Montispessulani.

Testes sunt Garcias Oriç, Artallus de Luna, Ferriç de Liçana, Uguetus de Cervelione, Petrus de Vilaria.

Signum Bartholomei de Porta, qui mandato domini regis hec scribi fecit et clausit, loco, die et anno prefixis.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Tiroir XVIII, N° 3. Original sur parchemin, avec sceau royal pendant en cire jaune-verte.
Au dos : *Del solvemen qu'el rei fes als mercadiers d'Alixandria.* 1261.

## XXXIX.

RÈGLEMENT DE JAYME Ier TOUCHANT LES TEINTURIERS DE MONTPELLIER.

(4 juin 1265.)

Noverint universi quod, quia nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, intelleximus quod in sacramentali et ordinatione antiqua, facta in Montepessulano super tinto, continetur quod, tinto uno panno, quod cito ejectus est de cacabo in quo tintus est, debet aqua illa in qua tintus est in continenti eici in terram et spargi, quod ulterius non debet tingi aliquid in eadem, et pro in tinto rubeo quod ibidem fit ponitur minus grana quam in tinto rubeo quod tingitur apud Januam, Lucam et Massiliam, qui aliter ratione dicte spargitionis aque amitentur in eodem tinto, propter quod panni in Montepessulano tinti apreciantur multo minus et minori precio venduntur quam panni qui tinguntur apud Januam, Lucam et Massiliam; ideo damus et concedimus vobis probis hominibus et universitati Montispessulani, hinc ad quinque annos primos venturos, quod in aquis illis in quibus tinti fuerint panni ponatur aliquantulum plus de grana, et possitis in illis aquis tingere bifam unam albam, vel alium pannum qui vocatur faudatus, vel unum pannum de Chalon, vel medietatem unius panni estani forti de Anglia, vel me-

dietatem estani forti de Arraz, vel unam sayam de Lua vel de Biam, vel unum pannum de serico, libere et sine alicujus contradictione; mandantes tenenti locum nostrum in Montepessulano, bajulo curie, et consulibus ejusdem loci, quod predictam donationem et concessionem nostram per dictos quinque annos firmam habeant et observent.

Datum Ilerde, pridie nonas junii, anno Domini millesimo CC° LX° quinto.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Tiroir XVI, N° 3. Original sur parchemin, avec sceau royal pendant en cire jaune-verte.
Au dos : *Per l'art de teincture.* 1265.

## XL.

### CONVENTIONS D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ENTRE LES CONSULS DE MONTPELLIER ET LE COMTE AZEMAR DE VALENCE.

(21 Septembre 1265.)

Certum sit cunctis, presentibus et futuris, hanc cartam publicam inspecturis, quod, cum Egidius Johannes et Guillelmus Azemarii, consules Montispessulani, pro se et aliis consulibus et universitate Montispessulani, ad pacem et concordiam cum nobili viro domino Azemario de Pictavia, comite Valentie, reformandam, essent apud burgum Sancti Saturnini, in domo prioris ejusdem monasterii, presentialiter constituti, et tractata atque ordinata concordia hujusmodi atque pace, predictus nobilis, pluries requisitus, nollet quod apponeretur in litteris, que de hac concordia debebant fieri, securitas et fidancia, quam ipse concedebat hominibus Montispessulani verbo tenus et publice, coram omnibus qui tunc ibidem erant, predicti consules, ad habendam memoriam et cautelam et testimonium concessionis, quam dictus nobilis faciebat verbo, et nolebat facere in scriptura, tracti ad partem infra eumdem locum, preceperunt, coram testibus proxime infrascriptis, michi Johanni Brunenc, domini episcopi Magalonensis in sua diocesi et comitatu Melgorii et Montis-

ferrandi publico notario, quod de illa concessione securitatis et fidancie, quam faciebat publice dictus nobilis verbo, et de hiis que super hoc articulo diceret, facerem publicum instrumentum. Datum fuit et factum a dictis consulibus mandatum hujusmodi in presentia et testimonio Johannis de Sancto Michaele, jurisperiti, Bauditionis de Prica, civis Montispessulani, Poncii Brunenc, et mei predicti Johannis Brunenc, dicti domini episcopi in sua diocesi et comitatu Melgorii et Montisferrandi publici notarii, qui, mandatus a dictis consulibus, hec scripsi.

Anno et die infrascriptis, statim autem, predicto nobili et dictis consulibus ac pluribus aliis bonis viris in eodem loco pariter congregatis, et pace ac concordia tractata et reformata inter dictum nobilem, ex una parte, et dictos consules, stipulantes et recipientes pro se et aliis consulibus ac universitate predictis, ex altera, prout in litteris que debebant ex inde fieri continetur, predicti consules instantius a dicto nobili postularunt si placebat ei adhuc quod in predictis litteris dicta securitas poneretur et redigeretur in scriptura, quam ipse verbo dicebat et concedebat. Quibus dictus nobilis respondens dixit : Placet nobis et volumus habere veram pacem et amicitiam ac fidanciam cum hominibus Montispessulani, concedentes coram istis omnibus quod ipsi homines Montispessulani possint ire, morari et redire salvi et securi in personis et rebus per totam terram nostram et hominum ac subditorum nostrorum. Nunquam tamen apponemus hoc nec apponi volumus in litteris supradictis de pace et concordia faciendis; et, si unquam vellemus aliquid innovare contra pacem predictam, quod non intendimus nec cordi nobis est, prius notificaremus consulibus et universitati predictis.

Dicta fuerunt hec et facta in dicto loco et in dicta domo, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo sexagesimo quinto, scilicet undecimo kalendas octobris, in presentia et testimonio testium prescriptorum, et Johannis de Pachonelo jurisperiti, judicis dicti nobilis, Guiraldi de Corsa, militis, Mathei Juliani, et plurium aliorum, et mei dicti Johannis Brunenc, dicti domini episcopi in sua

diocesi et comitatu Melgorii et Montisferrandi publici notarii, qui, mandatus a dictis consulibus, hec scripsi, et signo meo signavi.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 18. Parchemin original.

Au dos : *Aiso es la carta de la pas d'En Azemar de Peltieus.* 1265.

## XLI.

QUITTANCE DÉLIVRÉE AUX CONSULS DE MONTPELLIER PAR DES MARCHANDS DE SIENNE, POUR LE COMPTE DE LA COUR DE ROME.

(30 Janvier 1265-66.)

Anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo sexagesimo quinto, tercio kalendas februarii, nos Aldebrandus Aldebrandini et Paltonus Deustisalvi, mercatores Senenses, comorantes in villa Montispessulani, pro societate domini Rotlandi Borsegioris et Bonaventure Bernardini, civium Senensium, campsorum camere domini pape, de ipsa societate, confitemur et recognoscimus vobis Gilio Johannis, Bernardo Lobet, Bernardo Carbonelli, Stephano Guillelmi, Guillelmo Ademari, Berengario Raiscia, consulibus Montispessulani, recipientibus nomine vestro et aliorum consulum dicte ville absentium, quod vos, nomine vestro et ipsorum, et pro domo consulatus et universitate dicte ville Montispessulani, de mandato speciali domini pape, contento in littera papali, bulla plumbea cum filo pendenti bullata, videlicet domini Clementis pape quarti, ut in dicta littera continetur, solvistis et tradidistis nobis, recipientibus nomine nostro et nostrorum sociorum, census videlicet pro septem annis preteritis, et etiam pro instanti anno, scilicet pro singulis dictorum annorum duas marchas auri, in quibus dicta universitas et consulatus ville Montispessulani dicto domino pape et Ecclesie Romane tenebatur, ut in dicto mandato apostolico continetur....

Horum omnium testes sunt Petrus de Bosco sacerdos, Matheus Garini, Petrus de Latis drapperius, magister Johannes, Petrus

Fornerii, scriptores dicti consulatus, Bertrandus Arnaldi, et ego Johannes de Senis, notarius dicte ville Montispessulani, qui mandato partium hec scripsi.

Arch. mun. de Montp., Arm. F, Cass. V, N° 11. Quittance originale sur parchemin.
Au dos : *Aisso es lo solvemen del sens de l'apostoli.*

## XLII.

### MANDEMENT DU JUGE-ROYAL DE MONTPELLIER EN FAVEUR DE MARCHANDS ÉTRANGERS.

(1er Décembre 1266.)

Noverint universi, presentes pariter et futuri, hoc publicum et auctenticum instrumentum inspecturi, quod, cum dominus Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, precepisset domino Alberto de Lanhaca, judici suo, ut ipse judex asserebat, quod reciperet juramentum veritatis a Petro de Montiliis de Sancto Saturnino, et a Poncio Martini de Avinione, et a Petro Mathei de Mornacio, qui asserebant dicto Poncio, vel alii pro eo, in jurisdictione dicti domini regis violenter in camino publico fuisse ablatas duodecim viginti marchas millariensium, qui erant in quatuor saccis sigillatis, infra duas besassas, de quibus dicti curiales, seu alius vel alii pro eis, incenderunt multos ex dictis milliariensibus, propter quorum incisionem dicti mercatores dicebant se fore dampnificatos in quinquaginta et quatuor libris et duodecim solidis melgoriensibus, computatis in eis tribus marchis milliarensium, quos dicti curiales penes se retinuerunt, et quod dictus dominus judex, inquisita veritate de predictis, dampnum predictis personis seu mercatoribus datum in predictis faceret ipsis mercatoribus emendari et penitus restitui, et dictus dominus judex requisiverit predictos mercatores, et quemlibet eorumdem, per sacramentum, si dictos millarienses aportaverunt, sive

aportari fecerunt apud Montempessulanum, causa vendendi seu mercimonii, ipsi dixerunt per sacramentum, ab eis corporaliter prestitum, quod non ; immo jurati dixerunt quod non proponebant eos vendere seu expendere in Montepessulano, seu ejus jurisdictione. Dixerunt etiam per sacramentum quod omnes predicti millarienses erant ipsorum mercatorum, ita quod in eis partem non habebat aliquis de Montepessulano. Dixerunt etiam quod ipsi recuperaverunt omnes dictos millarienses cisos, et etiam omnes alios millarienses, exceptis tribus marchis millariensium, quas dicti curiales retinuerunt. Item dixit et asseruit suo sacramento dictus Poncius Martini quod, quando ipse recuperavit dictos millarienses, de quibus fecit cartam Micahel de Malobuxo, notarius publicus Montispessulani, ipse ignorabat ipsos penitus esse cisos. Predicta omnia dicti mercatores suo sacramento asseruerunt esse vera.

Unde ego dictus Albertus, judex prefati domini regis, veritate totius predicti negocii inquisita summarie, ex officio meo precipio et mando, auctoritate et mandato expresso dicti domini regis, per dictam curiam solvi, dari et restitui predictis mercatoribus, scilicet Petro de Montiliis et Poncio Martini et Petro Mathei, quinquaginta et quatuor libras et duodecim solidos melgorienses, pro dampno et interesse et gravamine eis datis pro incisione dictorum millariensium, et que propter ea incurrerunt, et pro tribus marchis millariensium, quas dicti curiales habuerunt seu retinuerunt de dictis millariensibus. Et dicti mercatores, ilico dato dicto precepto, fuerunt coram dicto domino Alberto judice protestati, quod ipsi intendebant adhuc petere coram dicto domino rege expensas pro premissis factas, occasione predictorum.

Datum fuit hoc preceptum, et gesta fuerunt hec apud Montempessulanum, in palacio dicti domini regis Aragonum, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, in kalendis decembris, in presencia et testimonio Guillelmi Christophori jurisperiti, Arnaldi Grossi clerici, Jacobi Fornerii Montispessulani curie advocati, Petri Tonduti sacerdotis, Petri de Rossilione, et mei

Micahelis de Malobuxo, publici Montispessulani notarii, qui, mandato dicti domini Alberti, judicis prefati domini regis, et rogatus a dictis mercatoribus, hec scripsi, et, ad majorem horum omnium firmitatem habendam, meum signum apposui.

Arch. mun. de Montp., Arm. G, Cass. III, N° 1. Parchemin original.

Au dos : *Cartata de la emenda dels milhares, que fon facha ad homes d'Avinhon.*

## XLIII.

### SENTENCE DU JUGE DE L'ÉVÊQUE DE MAGUELONE, CONCERNANT LE PASSAGE DU BOIS PAR LES GRAUX DE L'ÉVÊQUE.

(12 Mars 1266-67.)

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod Gr. Rozadi, Bernardus Bartholomei, consules Montispessulani, et Hugo Turpini, cindicus ipsius universitatis, tam pro se quam pro concindico suo et pro tota universitate Montispessulani, obtulerunt quamdam litteram domini Berengarii, Dei gratia Magalonensis episcopi, comitis Melgorii et domini Montisferrandi, cum sigillo pendenti ipsius domini episcopi, domino Petro Almandi de Melgorio, sub hac forma :

Berengarius, divina miseratione Magalonensis episcopus, nobili viro, provido et discreto, Petro Almandi de Melgorio, salutem et dilectionem sinceram.

Ex parte consulum Montispessulani, extitit intimatum, quod de solo seu solario fuste, que transit per gradus nostros, incepit tempore nostro levari pedagium seu sexenum, quod non erat, ut asserunt, retroactis temporibus consuetum. Nos autem, contenti solummodo jure nostro ab injuriis desistere aliorum, discretioni vestre committimus et mandamus, quatinus non solum de hoc, set et, si de tota fusta, que transit per dictos gradus, consuevit seu debet levari pedagium vel sexenum, seu aliquid occasione eorum, de plano et sine strepitu judicii inquiratis; si vero inceptum tempore nostro invene-

ritis,. et sine juris injuria levari non debeat, quod vobis consonum et equum videbitur statuatis.

Datum in Montepessulano, anno Domini M° CC° LXVI°, scilicet sexto kal. septembris.

Per dictum vero dominum Petrum Almandi littera recepta, predicti consules quedam capitula seu petitiones reddiderunt, quibus receptis, plures testes ad probandum proposita produxerunt et instrumenta. Similiter ex parte domini Magalonensis episcopi supradicti testes fuerunt producti et recepti. Postmodum vero, cum dominus Magalonensis supradictus vellet in Franciam proficisci, Hugonem Guerram, vicarium Melgorii, reliquid loco sui, promittens quicquid cum eo actum esset ratum habiturum. Et cum predicti consules et cindicus supradictus super inquisitione facta instanter ferri sententiam postularent, dictus dominus Petrus Almandi diem apud Melgorium dictis consulibus et dicto Hugoni Guerra vicario apud Melgorium assignavit, ad quam diem comparuerunt supradicti, et dicti consules attestationes publicari, et super inquisitione facta cum magna instancia ferri sententiam postularunt. Publicatis vero attestationibus coram ipsis, assignata fuit dies ad allegandum et ad sententiam audiendam. Ad quam diem comparuerunt consules supradicti, Hugono Guerra minime comparente, adhuc vero dictis consulibus ferri sententiam postulantibus. Iterum fuit dies assinata, et perhemptorie, ad sententiam audiendam, dictis consulibus et Hugoni Guerra vicario supradicto, et locum in aula episcopali apud Montempessulanum; ad quam diem predicti consules et cindicus comparuerunt, ferri sententiam super inquisitione postulantes, et secundum formam comissa statutum seu stabilimentum fieri in premissis, Hugone Guerra vicario non comparente, et expressim dicente quod non compareret.

Ad hoc ego Petrus Almandi, datus judex seu inquisitor a domino Berengario, Dei gratia Magalonensi episcopo, comite Melgorii et domino Montisferrandi, visa diligenter inquisitione, visis etiam testium depositionibus ab utraque parte productorum, consideratis

omnibus que in ferenda sententia inquisitionis facere considerari solent, habito prudencium consilio, sacrosanctis Evangeliis coram positis, sedendo et in scriptis, cum ex depositionibus testium ab utraque parte productorum manifeste apareat probatum, quod de radellis et carras per gradus domini Magalonensis episcopi intrantibus de solo tantum radelli seu carras accipi debeat sexenum, et non de alia fusta, et in denariis, et de fusta ressata vel cimentata, vel fusta riperie, vel de ea que in caupolis vel barchis portatur percipi non debeat sexenum vel pedagium, et hoc a quinque vel quatuor annis citra inceptum fuerit, pronuncio dominum Magalonensem episcopum non debere accipere sexenum vel pedagium de fusta cimentata vel ressata, nec de fusta riperie, nec de fusta que in caupolis portatur vel in barchis, seu caupoli vel barche stacam solvere teneantur, secundum quod de aliis mercibus que portantur in caupolis vel in barchis extat consuetum, statuens, juxta formam michi comissam, ne dominus episcopus vel pedagiarii sui de cetero sexenum fuste intrantis per gradus accipiant, ultra formam suprascriptam, et a fusta ressata vel cimentata vel riperie, que in barchis vel caupolis portatur, de cetero pedagium non accipiant vel sexenum; et, ne in solo radellorum vel carras faciendo per dominos radellorum vel carras fraus possit adhiberi, statuo et ordino, juxta formam comissam, quod domini radellorum vel carras solum faciant et facere teneantur de fusta meliori, vel et grociori, vel communi. Item intelligo solum secundum quod in Rodano vel in Aude erit factum; et, si continget radellum vel carras destruere et facere per martellos, non solvant pro solo, nisi secundum quod in Rodano vel in Aude totum radellum vel carras erit factum. Et de hoc domini radellorum vel carras per sacramentum pedagiariis in veritate dicere teneantur.

Lata est hec sententia, seu ordinatio facta in aula domini episcopi, in Montepessulano, anno Dominice Incarnationis M°CC°LXVI°, scillicet quarto ydus marcii, in presentia et testimonio Joh. de Sancto Michaele,.... et mei B. Barnerii, notarii Melgorii publici,

qui, mandato dicti judicis et consulum, hec omnia scripsi et signavi.

Berengarius, divina miseratione Magalonensis episcopus, dilecto vicario suo in castro Melgorii, vel ejus locumtenenti, salutem et dilectionem.

Mandamus vobis quatinus sententiam latam per dilectum nostrum P. Almandi militem, super facto pedagii gradus nostri de Carnone, sicut pronunciatum extitit per eumdem, faciatis inviolabiliter observari, precipientes vobis ut fustam, quam pedaierii post pronunciationem factam per militem supradictum acceperunt, restitui faciatis, salvo jure nostro in omnibus et retento, secundum sententiam predictam, taliter in predictis vos habentes, quod non oporteat consules Montispessulani ulterius laborare.

Datum in castro Ginhaci, XIIII° kal. junii, anno Domini M° CC° LXVII°.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 54 v° et 55 r°.

## XLIV.

LETTRES DE JAYME I[er] DÉTERMINANT LES DROITS DUS PAR LES MARCHANDISES VENANT DE GÊNES.

(9 Novembre 1268.)

Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valencie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, dilecto suo locum nostrum tenenti in Montepessulano, presenti scilicet et futuris, salutem et dilectionem.

Noveritis nos vidisse quoddam publicum instrumentum, scriptum manu quondam Raimundi Dosca, notarii Montispessulani, sigillatum sigillo consulum Montispessulani, divisum per alfabetum, in quo continebatur quod convencio et concordia facta fuit inter consules Montispessulani, de voluntate perdencium [ex una parte], et Jacobum Piperis, factum et creatum sindicum et actorem seu procuratorem comunis Janue pro ipso comuni ex altera; que concordia seu

convencio talis fuit, quod homines Janue de omnibus mercibus et averiis, que venient sive defferentur a Janua ad Montempessulanum, causa defferendi in Franciam, non dabunt seu solvent aliquid in laus, nisi venderent ea, vel excambium sive permutationem facerent de ipsis mercibus in Montepessulano; set de illo tantummodo quod venderent, vel excambium seu permutationem facerent in Montepessulano, dabunt et solvent laus; et etiam de omnibus mercibus et averiis, que venient seu defferentur de Francia ad Montempessulanum, causa defferendi apud Januam, non dabunt vel solvent aliquid in laus supradicto, nisi venderent, vel excambium seu permutationem facerent de ipsis in Montepessulano, set de illo tantummodo quod venderent, vel excambium seu permutationem facerent in Montepessulano, dabunt et solvent predictum laus. Unde nos, volentes indempnitati nostrorum subditorum consulere, mandamus vobis quatinus inquiratis qui sunt illi perdentes, pro quibus seu quorum occasione convenciones facte fuerant predicte, et quantum erat illud quod eisdem perdentibus a Januensibus seu hominibus Janue et districtus debebatur, et quantum eisdem perdentibus restat adhuc ad solvendum, et quantum percipere consuerant nomine predicti laus. Et de hiis sive super hiis veritate reperta, volumus et precipimus quod predictos perdentes, vel eorum successores, reducatis in possessionem perceptionis dicti laus, ita quod libere, auctoritate nostra, sine contradictione cujuslibet, illud quod perdentibus adhuc debetur de dicto laus plene valeant percipere et habere; volentes et concedentes ac mandantes quod dicti perdentes singulis annis in posse nostro rationem reddant de hiis que habuerint et perceperint, occasione dicti laus. Et hoc observetis et teneatis, ut superius continetur, salvis tamen omnibus cartis nostris, factis hominibus Montispessulani, quas nolumus per hujusmodi litteram revocari. Et hoc aliquatenus non mutetis.

Datum Ilerde, quinto idus novembris, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo octavo.

Arch. départ. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer de Montpellier, B, 71 Original sur parchemin, sceau absent.

## XLV.

### JAYME Ier AUTORISE DANS SES TERRES LA LIBRE EXPORTATION POUR MONTPELLIER.

(5 Juin 1272.)

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Majoricarum et Valentie, comes Barchinone et Urgelli, et dominus Montispessulani, per nos et nostros, de speciali gratia, damus, concedimus et permittimus vobis, fidelibus nostris consulibus, ac universis et singulis hominibus, et toti universitati ville Montispessulani, presentibus scilicet et futuris in perpetuum, quod de cetero non faciemus prohibitionem aliquam in terra vel in jurisdictione nostra, quod bladum et alia victualia non vendantur vobis, nisi fuerit causa necessitatis terre nostre. Imo volumus quod bladum et alia victualia omnia vendantur vobis in terra et in jurisdictione nostra, et quod vos ea emere possitis et emi facere ubicumque volueritis in tota jurisdictione nostra, et ducere ac duci facere per terram vel mare apud Montempessulanum, libere et sine omni impedimento nostro, vel nostrorum, vel alterius cujuslibet persone terre et jurisdictionis nostre; mandantes firmiter vicariis, bajulis, curiis, paciariis, justiciis juratis, et universis aliis officialibus et subditis nostris omnium civitatum, villarum et locorum totius nostre jurisdictionis, presentibus videlicet et futuris, quod predicta omnia firma habeant et observent, et ab omnibus faciant inviolabiliter observari, et non contraveniant, nec aliquem contravenire permittant modo aliquo vel ratione, si de nostra confidunt gratia vel amore.

Datum apud Pulcrum Podium, nonas junii, anno Domini M° CC° LXX° secundo.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 28 r° et fol. 60 r°.

## XLVI.

**BULLE DE GRÉGOIRE X INTERDISANT AUX HABITANTS DE MONTPELLIER DE FOURNIR AUX SARRAZINS NI ARMES, NI NAVIRES, NI AUTRES CHOSES PROHIBÉES.**

(25 Août 1272.)

Gregorius episcopus, servorum Dei, dilectis filiis bajulo, consulibus et universitati Montispessulani, salutem et apostolicam benedictionem.

Adaperiat Dominus suorum corda fidelium, et in verba labiorum nostrorum aures eorum inclinet, ut devoto percipientes auditu, et colligentes plenius intellectu spiritualis patris eloquium, ac ad redemptorem suum Dominum Jhesum Christum pie considerationis oculos convertentes, videant et attente recogitent quid illi retribuunt, quave ipsum veneratione reverentur et colunt, qui semetipsum pro eis tribuit holocaustum. Hic siquidem rex eternus, a regalibus sedibus veniens, in hereditate quam utique sibi predilectam elegit, carnem nostre mortalitatis indutus, nos ab eterno cruciatu sui preciosissimi sanguinis effusione clementer eripuit, de tenebris revocavit ad lucem, de mortis casibus relevavit ad vitam, ac in statum salutis clementi pietate resumptos, misericorditer in filios adoptavit. Hiis autem beneficiis per ingratitudinis vitium de mentibus nostris abolitis, non veremur ab ipso recedere, nec eidem injurias erubescimus irrogare, ac de malo prosilientes in pejus, quasi abreviata sit manus Domini, vel eam extendere nequeat ad vindictam, labimur pronius in reatus quam fecerint patres nostri, qui veritatis notitiam non habebant, quibusve non advenerat temporis plenitudo; et ideo vereri merito possumus quod ipse, peccatis exigentibus, sit iratus populo quem redemit, et quod zelus ejus ab ipso recesserit, cum positus miserabiliter in excidium et ruinam tempestuosis fluctibus quatiatur, ac si divine potentie dextera sit ab ejusdem populi protectione submota, prout ipsa sentit et deflet hereditas, dispendio vastitatis exposita, et

Agarenorum pedibus conculcata. Heu gravissimum Christi et Christianitatis obprobrium! Perire permittitur nostre pulcritudinis ornamentum, ipsum videlicet speciale patrimonium Salvatoris, nativitatis, passionis et resurrectionis Dominice gloria decoratum, et exinde suos incolas contemptibiliter fugari percipimus, ubi liberaliter idem redemptor pretium nostre redemptionis exolvit. Proh dolor! ibi crucis hostes immani tyrampnide superant, ubi servili subesse conditione solebant, et eorum multitudinem virtus paucorum fidelium tunc timentium Dominum superabat. Profecto non est diminuta divina potentia, ut non possit, cum voluerit, hiis finem imponere; sed talia ingratorum demerita promerentur. Inter que illud horribile scelus et execrabile crimen occurritur, merito reprobandum, quod nonnulli maledictionis alumpni, solo nomine Christiani, terrena duntaxat, non celestia, sapientes, et innitentes perniciosis lucrorum studiis, ut in voluptuose vite fecibus latius debachentur, victualibus, armis, vasis navalibus, et aliis necessariis, causa dampnati questus, Christi muniunt inimicos, ut ad impugnationem fidei et Christianorum, ac terre sancte depressionem, robore fortiori sic muniti, consurgant, ac ponatur inextricabilis macula in gloria nominis christiani. Hii sunt ingrati filii, qui penam meruere doloris. Hii sunt, qui apud ipsum Redemptorem fore merentur odibiles, ut ab eis faciem miserationis avertat. Hii profecto non solum percepta beneficia non attendunt, verum etiam contra Redemptorem eumdem probabiliter conspirare videntur, dum fedus cum ipsius hostibus ineunt, et in ejus contemptum illis talia presidia subministrant. Utinam et, si non timorem vel amorem divinum attenderent, aut si de vitando dicte terre dispendio non pensarent, saltem ipsos graves injurie cohercerent, que dictis et factis in Barbaricis partibus eis, et in ipsis christiane religioni, multipliciter inferuntur! Inter alias namque confusiones, quas in partibus illis pseudo Christiani recipiunt, illuc mercimonia deferentes, si de aliquibus gravaminibus conquerantur, hac eos probrosa responsione Sarraceni confundunt : « Si erueremus vobis alterum oculorum, ad nos cum reliquo rediretis », prout quidam mer-

catores nobis eo tempore in regione terre sancte morantibus expressius retulerunt. Cumque frequentius eveniat per hostilitatis incursus quod ex Christianis viros et mulieres, ac lactantes etiam parvulos Sarraceni prefati capiunt, et captos sub carcerum artatione detrudunt, nonnumquam, infantibus a matrum uberibus, ut materni lactis careant pabulo, separatis, contigit olim, ad cujusdam instantiam militis christiani, gratiam habentis in oculis soldani presidio Barbarorum, procurante nichilominus quodam ex fratribus ordinis Sancte Trinitatis, qui ad captivos hujusmodi redimendos sunt specialiter deputati, quod idem soldanus mulieres cum parvulis suis, quos carceris angustia cruciabat, aliis etate provectis a gracia liberationis exclusis, per suas litteras liberari mandavit. Sed cum detentores eorum, habitis hujusmodi litteris, eosdem liberare parvulos denegarent, memoratus soldanus, ad quem habitus est recursus, requirentibus eum super hoc expresse respondit se mandatum revocasse, quod fecerat de predictis parvulis, ut predicitur, liberandis, ne per ipsos, quos reddere poterat provectior etas armigeros, processu posset temporis impugnari, sicut idem frater nobis tunc in partibus dicte terre degentibus retulit viva voce. Si ergo nominatus soldanus, crudelitatis acerbitate devictus, quod de prefatis parvulis ex quadam humanitate concesserat denegavit tandem efficere, ne ad impugnandum ipsum consurgerent in futurum, quam gravi obprobrio Christianitas ipsa respergitur, cum vinci nos a pietate non patimur, sed, in nosmetipsos acerbius sevientes, illis hostibus arma nostra deferimus, quibus contra Christum et fidem ejus fortius muniuntur! Et quidem graviter, nec mirum, dolere compellimur, dum pensamus quod renatos fonte baptismatis, per tam miserabilis cecitatis devium oberrantes, Dei turbatio non deterret, gehenne terror ab errore non revocat, ignominia fame non retrahit, ac ejusdem injuria fidei non compescit. Unde quod tales inverecundi et impii Christiani, quos excecat fedi lucri cupiditas, sua non sunt impietate consumpti, sola celestis miseratio, ut penitentie locum indulgeat, operatur; nam aliter subsistentiam non haberent, qui, a se verecundia prorsus abjecta, per

tante dampnationis semitas gradiuntur. Quare Sedis Apostolice providentia, sacro tunc approbante concilio, volens circa premissa adhibere remedium, illos falsos et impios Christianos, qui Sarracenis deferre presumerent arma, ferrum et lignamina galearum, eos etiam qui galeas venderent illis aut naves, quique gubernationis curam in piraticis Sarracenorum navibus exercerent, vel in machinis aut quibuslibet aliis aliquod auxilium vel consilium eisdem impenderent, anathematis et excommunicationis vinculo innodavit, ipsosque rerum suarum privatione mulctari, et capientium servos fore decrevit, certis aliis penis adjectis nichilominus contra eos. Verum, quia multi, quos a veritatis judicio voluptatis dulcedo detorquet, in profundum demersi malorum, contempnunt divinam clementiam, et in animarum suarum periculum prescriptam sententiam vilipendunt, Deum et eandem Sedem in premissis offendere presumentes, nos, quos ipsa clementia, licet immeritos, in apostolice preeminentie specula posuit, tam atroces et enormes prefati Redemptoris injurias detestantes, et contra predictos impios aggravare Sedis ejusdem sententiam intendentes, ut saltem a reatu solito, ducti penitudine, resipiscant, et ipsos tempore vindicte ira Dei subito non disperdat, ac ex illorum tali nequitia dicta terra solita dispendia non incurrat, universitatem vestram monemus, rogamus et hortamur attente, vobis nichilominus per apostolica scripta firmiter precipiendo mandantes, quatinus districtius inhibere curetis, ne aliqui vestri concives memoratis Sarracenis arma, ferrum aut lignamina deferre vel mittere, sive naves aut galeas vendere, seu curam gubernationis in Sarracenorum piraticis navibus exercere, vel in machinis aut quibuslibet aliis aliquod eis impendere consilium vel auxilium quoquomodo presumant. Volumus enim quod, qui secus attemptare presumpserint, eo ipso late sententie canone sint astricti; et, si qui eorum decesserint sic ligati, et ipsorum corpora tradita fuerint ecclesiastice sepulture, illa fore decernimus exhumanda, fidelium cimiterio caritura. Ceterum, ut hujusmodi presumptores tam spirituali quam temporali pena plectantur, sollicitam, sicut expedire viderimus, dante Domino,

curabimus operam adhibere, quod hii, qui pro tam nephando commercio ad eosdem Sarracenos accesserint, capiantur, sub carcerali custodia detinendi, et rebus quas detulerint, absque restitutionis in posterum beneficio, spoliandi. Super hiis autem dilectum filium archidiaconum Magalonensem, latorem presentium, de cujus industria et circumspectione confidimus, ad vos duximus destinandum, cui credatis indubitanter, que circa premissa vobis ex parte nostra duxerit referenda.

Datum apud Urbemveterem, VIII kal. septembris, pontificatus nostri anno primo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. V. Original sur parchemin, sceau pendant en plomb, où se lit : GREGORIUS PP. Xus.

## XLVII.

### CONVENTIONS ENTRE LE SEIGNEUR DE MONTPELLIER ET L'ÉGLISE DE MAGUELONE, RELATIVES AUX PÉAGES ET A LA NAVIGATION.

(5 Janvier 1272-73).

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, cum frequenter mote fuissent et moverentur contentiones et discordie inter illustrem dominum Jacobum, Dei gratia regem Aragonum, Majoricarum et Valencie, comitem Barchinone et Urgelli, et dominum Montispessulani, seu ejus locumtenentem et alios officiales suos Montispessulani, ex una parte, et venerabilem dominum Berengarium, Magalonensem episcopum, comitem et dominum Melgorii et Montisferrandi, et Raymundum de Bossiacis, prepositum ecclesie Magalonensis, nomine proprio et ecclesie antedicte, ex altera, super facto jurisdictionum et terminorum, et super divisione, unione et limitatione ville Montispessulani et aliorum castrorum et locorum que mixtim et contigue habebant, convenerunt tandem predictus dominus rex, et dominus episcopus et prepositus, ac composuerunt, ut inferius sequitur in hac carta.

Imprimis, etc.

Convenerunt siquidem ipsi episcopus et prepositus, pro se et ecclesia Magalonensi et successoribus suis, eidem domino regi, domino Montispessulani, et eidem promiserunt quod, a dicto termino limitante jurisdictionem et territorium eorumdem, posito in ripa stagni, usque ad portum castri de Melgorio, non faciant vel permittant fieri, nec factum hactenus sustinebunt, portum aliquem, seu locum, in quo possit vel debeat navigans aliquis arribare seu applicare onerando, vel discargando aliqua que portaret seu defferret, nec habitationem, forciam, vel populationem aliquam in terra vel in aqua, excepta cabana unica facienda, vel domo lapidea, in terra vel in aqua, altitudinis viginti quatuor palmorum tantum, extra vel infra stagnum, ad percipiendum usaticum, seu pulmentum aut pedagium assuetum; et si qui contra facerent, requisiti a domino Montispessulani et Latarum, infra quadraginta dies ea demoliri faciant et valeant, sua auctoritate propria, exceptis de predictis tamen domibus et cabanis, jam ibi factis et nunc existentibus, remanentibus ibidem, sicut hodie sunt facte, ita quod aliquid ibi non vendatur, preter pisces et preter vinum quod colligitur ibi de vineis proprie culture et decimis prepositi et ecclesie Magalonensis, quod possit ibi vendi in grossum tantum. In piscibus tamen qui ibi vendentur et apportabuntur, recipiat dominus rex, dominus Montispessulani, jus quod in piscibus est recipere consuetum in Latis, seu in portu Latarum.

Item quod dominus rex, dominus Montispessulani et Latarum, et sui successores domini Montispessulani et Latarum, et sui officiales possint tenere custodes in riparia stagni, qui custodiant quod aliquis, a dicto termino, posito juxta mansum B. Catalani, usque ad dictum portum Melgorii, non discariget vel oneret, aut vendat aliquid ibi, preter pisces tantum, ut dictum est, et qui jura ipsius domini regis recipiant de piscibus predictis, et possint compellere auctoritate propria contrafacientes et rebelles, nisi invenerint ibi aliquos episcopi, domini Melgorii, et ecclesie Magalonensis, qui hoc faciant et prohibeant requisiti, excepto tamen ex hoc sale salinarum stagni quod

fit ibi, quod quidem ibi vendi possit, et carrigari et discarrigari. Si autem, a termino predicto usque ad castrum Latarum, dominus Montispessulani seu castri Latarum velit facere portum in ripa stagni vel in stagno, vel habitationem, liceat cuique eorumdem, salvo quod primo conveniat cum domino qui habet proprietatem in illo loco, in quo vellent facere portum et habitationes, salvo eciam et retento ipsis episcopo et preposito et ecclesie Magalonensi quod in dicto portu, et in omni alio loco, in quo portu aliquis portum applicaret, a dicto termino usque ad Latas, quod episcopus, prepositus et ecclesia Magalonensis percipiant et percipere possint libere pedagium, pulmentum, et alia que percipere convenerunt in stagno et ratione stagni et gradus, et compellere rebelles et contradictores in non dando vel non solvendo quod deberent, et quod in his et super iis dominus Montispessulani et castri Latarum teneatur juvare eosdem, cum inde fuerit requisitus.....

Item fuit actum quod, ubicumque fiat gradus in episcopatu Magalonensi, dominus Montispessulani et castri Latarum habeat et percipiat, et habere et percipere libere valeat, sua etiam auctoritate, id totum quod pro sthaca et ratione sthace percipere consuevit, et sicut est consuetum, et in iis et super iis episcopus et prepositus et ecclesia Magalonensis, et eorum officiales et nuncii, teneantur. et eorum quilibet, eum deffendere, cum fuerint requisiti, etc.

Acta seu gesta fuerunt hec sollempniter, et rite a partibus laudata in Montepessulano, in palacio dicti domini regis, anno Dominice Incarnacionis millesimo ducentesimo septuagesimo secundo, nonis januarii, in presencia et testimonio, etc.

Arch. départ. de l'Hérault, *Cartulaire de Maguelone*, Reg. B, fol. 118 v° sq., et Fonds des consuls de mer de Montpellier, B, 71.

## XLVIII.

CONFIRMATION DE PIERRE DE CASTELNAU EN QUALITÉ DE CAPITAINE DES MARCHANDS DE MONTPELLIER AUX FOIRES DE FRANCE ET DE CHAMPAGNE.

(22 Septembre 1273.)

Venerabilibus viris, sapientibus, providis et discretis, et amicis suis karissimis, omnibus videlicet mercatoribus nundinas Francie et Campanie frequentantibus, ad quorum presenciam presentes littere pervenerint, consules Montispessulani salutem, cunctis prosperitatibus opulentam.

Discrecionem vestram et providenciam duximus attencius deprecandam, quatinus Petro de Castro novo, dilecto et venerabili concivi nostro, latori presencium, sitis, si placet, nostris precibus favorabiles et benigni, et eidem obediatis in omnibus et per omnia, sicut capitaneo Montispessulani in dictis nundinis obediri actenus extitit consuetum. Nam nos ipsum hiis presentibus confirmamus.

Datum in Montepessulano, decimo kalendas octobris, anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo septuagesimo tercio.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 7. Parchemin original, avec sceau pendant du consulat de Montpellier, en cire jaune.

## XLIX.

TRANSACTION ENTRE LES VILLES DE MONTPELLIER ET D'AVIGNON.

(24 Octobre 1273.)

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, questione exorta inter quosdam homines Avinionis, scilicet Jordanum de Tarascone et Raimundum Aurela, cives Avinionenses, ex una parte, et quosdam homines Montispessulani, scilicet Poncium de Mallaco et ejus uxorem, habitatores Montispessulani, ex altera, occasione cujus-

quidem questionis marqua fiebat de hominibus Montispessulani apud Avinionem et per homines Avinionenses, pro bono pacis et concordie, amicabilis compositio et transactio fuit habita et celebrata inter dictos cives Avinionenses et habitatores Montispessulani, per dilectos nostros dominos Guillelmum Ademarii et Poncium Lamberti et Johannem de Lundris, habitatores Montispessulani, embaissatores consulum Montispessulani et universitatis ejusdem, arbitros seu arbitratores a dictis consulibus et universitate electos, ut apparebat per quasdam litteras, sigillo consulum Montispessulani sigillatas, et per Durantum Arquerii et Raimundum Helias, cives Avinionenses, habentes plenam et liberam potestatem a consilio et universitate Avinionensi determinandi questiones que erant inter omnes Avinionenses et homines Montispessulani habitatores, ut apparebat per quoddam publicum instrumentum, confectum per Guillelmum Ymberti, notarium Avinionis, bullatum bulla plumbea curie Avinionis. Fuit inquam facta compositio et transactio super predictis per dictos quinque viros, in modum infrascriptum; quod consules Montispessulani dent et solvant, et dare et solvere teneantur dominis Jordano et Raimundo Aurela et suis, hinc ad octabas Beati Andree proxime venientes, quatuor viginti libras melgorienses, ita quod totum illud, quod Jordanus et Raimundus Aurela predicti acceperunt et habuerunt pro predicta marqua quam faciebant, computetur in solutum predictarum quatuor viginti librarum melgoriensium, pro omni eo quod dictus Jordanus et Raimundus, seu alter ipsorum, fecerunt, ratione sumptuum ab ipsis seu altero ipsorum, ratione et occasione dicte questionis seu marque, usque in hunc diem factorum. Fuit eciam ordinatum et statutum per predictos quinque viros, quod cum predictis sit pax et finis perpetuus inter dictas villas et consules Montispessulani et homines ejusdem ville et dictos homines Avinionenses et consilium et universitatem Avinionis, de omnibus et singulis que dicti Jordanus et Raimundus petere seu exigere poterant a consulibus Montispessulani, seu ab aliquo de dicta universitate hominum Montispessulani, premissorum occasione, ita quod de cetero, occasione dicte questionis

seu marque, nulla marqua seu arestatio seu secrestatio fiat, vel fieri possit, aliquo modo, vel aliqua ex causa, ab hominibus Montispessulani per homines Avinionenses, nec aliquod impedimentum hominibus Montispessulani, seu eorum rebus, occasione predictorum, inferatur, nec ex adverso. Predictam siquidem amicabilem compositionem et transactionem, et omnia et singula superius contenta, dicti Guillelmus Ademarii et Poncius Lamberti et Johannes de Lundris, pro se et consulibus Montispessulani et tota universitate ejusdem ville Montispessulani, a quibus promiserunt se facturos et curaturos, sub bonorum suorum obligatione, ratam et rata haberi, laudari et confirmari, ex una parte, et dictus Durantus et Raimundus Helias, pro se ipsis et toto consilio et universitate Avinionis, et pro dictis Jordano et Raimundo Aurela, a quibus promiserunt se facturos et curaturos, sub bonorum suorum obligatione, ratam et rata haberi predicta, laudari et confirmari, laudaverunt, confirmaverunt et corroboraverunt, et ea et eam servare, complere et contra non venire promiserunt alter alteri adinvicem stipulanti; promittentes insuper dicti Durantus et Raimundus Helias quod de cetero, ratione premissorum, marqua aliqua seu arestatio seu sequestratio apud Avinionem, seu per homines Avinionis, in hominibus seu rebus eorum Montispessulani non fiet aliquo modo, immo dictam marquam revocaverunt et relaxaverunt, ex potestate sibi a suo consilio et universitate concessa..... Voluerunt etiam predicti quinque tractatores... et ordinaverunt, quod consules Montispessulani faciant et procurent hinc post octo dies festi Nativitatis Domini proxime venientis sit satisfactum Poncio Martini, civi Avinionensi, in quodam debito quinquaginta quatuor librarum et duodecim solidorum melgoriensium, in quo debito illustrissimus dominus Jacobus, Dei gratia rex Aragonum et dominus Montispessulani, reperitur eidem Poncio Martini obligatus; et nisi dicto Poncio Martini, vel ejus procuratori, satisfactum fuerit per dictum dominum regem, vel per alium, in dicto debito,... hinc ad dictum tempus,... presenti compositione, transactione seu pace non obstantibus,... dictus Poncius Martini, vel ejus procurator, possit et valeat marquare seu

arestare homines, res et merces hominum Montispessulani, ut antea habebat, et quod hinc ad dictum terminum dictus Poncius Martini retineat quod marquavit... Et incontinenti dictus Jordanus et Raimundus Aurela predictam compositionem et transactionem, et omnia et singula superius contenta, laudaverunt, approbaverunt et confirmaverunt, et ex habundanti dictos Poncium de Mallaco et ejus uxorem ab omnibus et singulis que ab ipsis conjugibus seu altero ipsorum petere seu exigere possent, dictos conjuges et suos absolverunt et quitiaverunt et penitus liberaverunt.....

Acta sunt hec apud Nemausum, in domo Bernardi Bruni alberguerii condam, anno ab Incarnatione Domini millesimo CC° LXX° tercio, videlicet IX kal. novembris, regnante domino Philipo rege Francorum, in presencia et testimonio Petri Galci, notarii de Montepessulano, Rostagni Magistri, notarii Avinionis,... et mei magistri Duranti Gilii de Nemauso, publici notarii domini regis Francie, qui... hec scripsi et signavi.

Arch. mun. de Montp,, Arm. E, Cass. IV, N° 19. Parchemin original.
Au dos : *Del fay d'Avinhon per En Pons de Mallac.* 1273.

Notum sit omnibus quod, anno Domini M.CC.LXXIII, scilicet XVI kalendas novembris, existentibus dominis civitatis Avinionis domino Philippo, Dei gratia rege Francorum, et domino Karolo, eadem gratia comite et marchione Provincie et comite Fulcalquerii, more solito ad sonum campane convocato concilio de Avinione in palacio curie Avinionis, presentibus judicibus ejusdem civitatis et clavario, tenente locum vicarii, totum predictum concilium et predicti curiales voluerunt, dederunt et concesserunt plenariam potestatem Duranto Arqueri et Raimundo Elie, civibus Avinionis, terminandi, sopiendi questiones, seu lites, seu controvercias, que sunt vel esse possunt, vel fuerunt vel esse sperantur, aliqua ratione seu causa, inter homines de Avinione, ex una parte, et homines de Montepessulano, ex alia, ratione controversiarum, seu eorum que peti possunt, aliqua ratione vel causa, ab hominibus seu ab aliquo ex hominibus de Mon-

tepessulano, per Jordanum de Tharascone et per Poncium Martini et per Raimundum Auricule. Promiserunt etiam predictis judicibus, stipulantibus pro hiis quorum interest seu interesse poterit, quod quicquid factum, ordinatum, statutum fuerit per supradictos duos solos, seu cum aliis qualitercumque, habebunt ratum, firmum, et nunquam contra venient, aliqua ratione vel causa; imo perpetuo servabunt et servare promiserunt. Predicta omnia et singula supradicta ratificarunt et approbaverunt et confirmaverunt, et se contra non venturos promiserunt predictus Raimundus Auricule et Guillelmus Salomoni, procurator predicti Poncii Martini.....

Acta fuerunt hec in palacio curie Avinionis, presentibus testibus Arnulpho, notario Avinionis, et Guillelmus de Mahanas.

Post hec, anno quo supra, scilicet XI kalendas novembris, in presentia mei Guillelmi Imberti notarii et testium infrascriptorum, Jordanus de Tharascone et predictus Raimundus Aurelie et Guillelmus Salomoni, procurator Poncii Martini, iterato ad cautelam predicta omnia et singula laudarunt, approbarunt, ratificarunt et confirmarunt, et se servare promiserunt, et contra non venire. Factum fuit hoc in ospicio Guillelmi Salomoni. Testes presentes fuerunt Petrus Ruffi, Petrus Faber,... et ego Guillelmus Imberti, publicus Avinionis notarius, qui omnibus predictis et singulis interfui, et, ad requisitionem predictorum, hoc presens instrumentum scripsi, bullavi et signo meo signavi.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 19. Parchemin original, avec sceau pendant en plomb, aux armes de Philippe le Hardi et de Charles d'Anjou.

## L.

ACCEPTATION ET RATIFICATION DES LETTRES DE PHILIPPE LE HARDI, DE FÉVRIER 1277 (1278), EN FAVEUR DES MARCHANDS ITALIENS QUI TRANSPORTERAIENT LEUR COMMERCE DE MONTPELLIER A NIMES.

Constitutus dominus Fulco Caccii, civis Placentinus, capitaneus universitatis mercatorum Lombardorum et Tuscanorum, habens et

potestatem et speciale mandatum a consulibus mercatorum Romanorum, Januensium, Venetorum, Placentinorum, Lucce, Bononie, Pistorii, Astensium, Albe, Florentie, Senarum et Mediolani, quorum nomina continentur in publico instrumento, manu Bonjohannis Zachoni, publici notarii, hinc confecto, cujus tenor presentibus est insertus, tractandi cum domino rege Francorum, vel mandato suo, super translatione facienda ad civitatem Nemausi seu Bellicadri, componendi, paciscendi, promittendi et obligandi, et faciendi circa hoc prout placeret et videretur eidem, sicut ejusdem instrumenti tenor plenius manifestat, et Hugo de Terri, syndicus communis Janue, ad hoc specialiter constitutus, asseruerunt et recognoverunt, suo, eorumdem consulum, et tocius predicte universitatis ac communis nomine, quod prefatus dominus rex, ad multam instantiam ipsorum capitanei et syndici ac consulum et mercatorum predicte universitatis, optantium ad predictam civitatem Nemausi pro mercaturis et negociacionibus exercendis ibidem se transferre, omnes et singulos de universitate predicta ac de jam dictis civitatibus et communitatibus earum, qui nunc et in posterum ad dictam civitatem Nemausi, ut dictum est, se transtulerint, sub eadem sua protectione et custodia recepit, sub qua burgenses sui Parisius consistunt, ac eos manutenere et defendere tenetur eundo, redeundo, morando, per posse suum, et juvare, si ipsi aut res eorum caperentur vel impedirentur alicubi, eodem modo quo facit suos Parisius burgenses; nec extra districtum civitatis Nemausi dicti mercatores, aut aliquis eorum, ibi manentes, de suis mercaturis aut negociacionibus respondere, aut juri stare, compellentur; sed ibi justiciabuntur per judicem dicti domini regis ordinarium loci. Si tamen apud Aquas Mortuas inventi fuerint, et de ipsis mercatores advene deposuerint ibi querelam, respondere coram judice domini regis ordinario loci tenebuntur de negociacionibus et mercaturis suis, cum grave esset extraneis naves suas et mercimonia relinquere, ac persequi jus suum in remotis. Verumtamen curare tenetur idem dominus rex ne hic vel alibi condempnentur injuste.

Et concessit dictus dominus rex quod bona decedentium sine reclamatione manus mortue assignentur personis que legitimam a decedentibus causam habeant; que si non apparuerint, bona ipsa apud ipsum dominum regem remanebunt, donec appareant legitimam a morientibus causam habentes.

Concessit etiam quod sint immunes et liberi mercatores dicte universitatis, venientes vel morantes in districtu Nemausi, causa negociationis, ab omni custodia ville, preterquam in casu necessitatis, omnique tallia, exercitu, cavalcata, et a qualibet exactione vel costuma, prestando de possessionibus, quas ibi acquisierint, redibentias et servicia, que fuerint a veteribus possessoribus prestita, et solvendo thelonea et redibentias de suis mercimoniis, que solvere consueverunt apud Montempessulanum, quorum aliqua presentibus duxerunt exprimenda: videlicet de qualibet libra serici unum den. venditor et unum den. turon. emptor, et de qualibet cargia grane duos sol. venditor et II sol. emptor.

Item de qualibet cargia ferri, plumbi, cupri et stanni decem den. venditor et X den. emptor; et generaliter de omnibus que ad pondus venduntur decem den. de qualibet cargia venditor et X emptor.

Item de pecia cendalli II den., de pecia panni aurei IIIIor den., de pecia cameloti II den., de pecia panni lanei I den., de pecia bouguerani I den., de pecia fustane I den., de pecia de canons I den., et de pecia tele I den. emptor et totidem venditor.

Item de qualibet centena coriorum bovum L den., de qualibet centena pellium arietum et de beccunes VIII den., de qualibet centena pellium agniculorum I den., de qualibet duodena cordubani, sive rubei, sive alterius coloris, IIIIor den., de qualibet duodena bazenne II den., de quolibet garnimento pelliparie facte II den., et de unoquoque equo VIII den. emptor, et similiter venditor. Ac de aliis mercimoniis suis, que ibi connumerari nequeunt, solvent prout solvitur juxta consuetudinem ville Montispessulani. Et si de superius numeratis plus solvi debere quam dictum est juxta eandem consuetudinem appareret, ad solvendum ulterius secundum usum

Montispessulani tenerentur. Et eodem modo solvent omnes predicti mercatores de suis mercimoniis per totam senescalliam dicti domini regis Bellicadri. Januenses vero de suis mercimoniis thelonea et redibentias solvent, secundum quod solvere consueverunt apud Montempessulanum; nec ad solvendum alio modo cogentur.

Sed, si aliqui de dicta universitate aut communitatibus predictis cives Nemausi fierent, ad ea omnia teneantur, ad que tenentur cives ejusdem civitatis.

Si quis autem de universitate predicta, aut de familiis eorumdem, crimen quod penam mortis exhigat commiserit in posse dicti domini regis, quod absit, committentem ultra legem patrie in qua judicari debebit non permittet idem dominus rex in persona vel in rebus gravari. Nec pro lubrico carnis aliquis eorum punietur, nisi fuerit de raptu vel de adulterio, accusatione legitimà precedente, convictus.

Si injuria vel rapina facta fuerit dicto domino regi, vel aliquibus de regno suo, per aliquos de communi civitatum predictarum, aut per ipsum commune, non propter hoc arrestari faciet idem dominus rex aliquem de dicta universitate manentem apud Nemausum, qui super hoc culpabilis aut merito suspectus non fuerit, vel res ipsius. Sed, si commune requisitum in deffectu fuerit emendandi quod fuerit emendandum, poterit illos de civitate malefactores hujusmodi de regno suo expellere, concesso sibi unius anni et XL dierum spacio recedendi, infra quod debita sua recolligant, et valeant sua negocia expedire.

Concessit preterea prefatus dominus rex quod omnibus et singulis de dicta universitate licitum sit habere tabellam campsoriam et stationes in dicta civitate Nemausi, sicut habent in nundinis Campanie, usuris cessantibus omnino. Debita vero ipsorum mercatorum bona et legalia de quibus constiterit, et quicquid habere et recipere juste debebunt in posse dicti domini regis, prout ad ipsum pertinuerit, eis solvi faciet, et ipsos in hoc mediante justicia juvabit, sicut faceret suos burgenses Parisius in casu consimili.

Licebit etiam mercatoribus universitatis predicte sibi perficere et habere capitaneum seu rectorem et consules in dicta civitate Nemausi

et in tota senescallia Bellicadri, sicut habent in nundinis Campanie, illicitis colligationibus et confederationibus sibi penitus interdictis.

Item voluit idem dominus rex et concessit eisdem, dummodo civium Nemausi ad hoc accedat consensus, quod ad taxanda precia hospiciorum et stacionum conduccibilium in civitate Nemausi deputentur ex parte mercatorum duo de se ipsis vel aliis probi viri, et duo similiter ex parte civium ejusdem civitatis, qui taxatores, si discordes fuerint in taxando, per judicem dicti domini regis loci ordinarium ad concordiam reducentur. Alioquin stabitur super hoc arbitrio ordinarii ejusdem.

Et si quis terrarum dicte universitatis rebellis fuerit capitaneo et consulibus, qui, ut premissum est, fuerint instituti, aut dirigere cum aliis sue negociationis facta nolit secundum dispositionem terrigenarum suorum, licebit capitaneo et consulibus punire secundum legem sue professionis rebellem, ulterius a dicto domino rege puniendum, prout ratio suadebit.

Placuit insuper ipsi domino regi quod in civitate Nemausi fiant et instituantur talia pondera et instrumenta ad ponderandum, qualia mercatores habere soliti sunt in Montepessulano, et quod de consilio aliquorum bonorum et fidelium virorum de parte mercatorum eorumdem preponantur ponderationis officio unus vel plures bone oppinionis viri.

Item, cum, ad augendum bonum statum civitatis Nemausi, prefati capitaneus et syndici consenserint, nomine suo et universitatis ac communitatis predictarum, quod mercimonia seu averia dictorum mercatorum, que applicuerint aut exonerata fuerint apud Aquas Mortuas, alicubi perferri nequeant sive duci, nisi prius transitum faciant per civitatem Nemausi, ad eorumdem instantiam concessit idem dominus rex, quod illos ex ipsis qui contrarium facerent compelli faciet, ad id in quod consenserint observandum.

Si quis vero in civitate Nemausi, vel in senescallia Bellicadri, merces aut res eorum emerit, et in solutione precii defecerit aut cessaverit, emptorem ad satisfaciendum compelli faciet predictus

dominus rex, eo modo quo debitores seu emptores, qui in nundinis Campanie contrahunt, consueverunt compelli.

Si autem aliquem de dicta universitate naufragium pati contingat in domaniis dicti domini regis, propter hoc res sue naufrage, in toto vel in parte, ipsius domini regis non erunt, nec ei venient in commissum.

Que omnia dictus dominus rex concessit eisdem, salvo jure in omnibus alieno, prout hec omnia predictus dominus Fulco Caccii capitaneus, procurator et syndicus mercatorum, consulum et universitatis predictorum, ac dictus Hugo, syndicus communis Janue, nomine suo et nomine eorumdem, in presentia mei notarii infrascripti, retulerunt et recognoverunt, acceptantes et approbantes, dicto nomine, omnia et singula premissa. Et promiserunt, eodem nomine, et sub obligatione omnium bonorum eorumdem, mobilium et immobilium, presentium et futurorum, quod dicti mercatores, infra festum Omnium Sanctorum proxime affuturum, ad jam dictam civitatem Nemausi, ut dictum est, se transferent, et ibi suas negociationes et mercaturas, sicut in villa Montispessulani soliti sunt facere, exercebunt ac tenebunt, et adimplebunt omnia et singula supradicta. Et ut predicta robur plenum obtineant firmitatis, presens instrumentum, tam dictus dominus Fulco quam memoratus Hugo, sigillo dicte universitatis et societatis dictorum mercatorum jusserunt communiri.

Dicti autem instrumenti, per quod prefato capitaneo potestas ad predicta specialiter est collata, continentia talis est :

Infrascripti consules mercatorum et universitatis Lombardorum et Tuscanorum congregati sunt in capitulo Sancti Petri de Latiniaco, de mandato domini Fulconis Caccii, civis Placentini, capitanei universitatis predicte, P. Laurentius Stephani, Paulus de Sixto, consules Romani ; Matheus de Suxis, Nicholaus de Porta, consules Janue ; Francescus Paschaleghi, Donatus Ardenghi, consules Veneti ; Palmerius Fulgoxius, Banaldus de Rusticaccio, consules Placentie ; Nicholaus Mordicastelli, Henricus de Chiatri, consules Luce ; Johannes de Burgonovo, Philippus, consules Bononie ; Philippus

Johannis, Bannus Lanfranchi, consules Pistoie; Guilloctus Bertramus, Galvanus Testa, consules Astenses; Bartholomeus Fallectus, consul Albe; Corbolinus et Henricus Henrici, consules Florentie; Comes Altimannus et Tiverius Altiverii, consules Senenses; Aytoldus de Vento et Albertonus Medicus, consules Mediolani. De voluntate istorum omnium, nemine discrepante, habito deliberato et diligenti consilio, quod predictus dominus capitaneus mercatorum Lombardorum et Tuscanorum habebat liberam et generalem potestatem, bayliam et administrationem atque mandatum tractandi, pasciscendi, componendi, promittendi, obligandi, et finaliter complendi cum serenissimo domino rege Francie, seu cum aliquo de ejus mandato, super translatione facienda ad civitatem Nemausi, in senescallia Bellicadri, pro mercatoribus universis et universitate ipsorum, tam Lombardorum quam Tuscanorum, sicut ipsi domino capitaneo placuerit et videbitur expedire circa predicta et quelibet predictorum, propterea, habita dicta deliberatione et summa consilii supradicti, ipsi consules et quilibet ipsorum, tam eorum proprio nomine quam etiam omnium mercatorum, tam Lombardorum quam Tuscanorum, et etiam tocius universitatis mercatorum predictorum, fecerunt, constituerunt, ordinaverunt, et creaverunt dictum dominum Fulconem Cacciam capitaneum eorum, syndicum, actorem et procuratorem, et universitatis predicte, ac etiam aliorum mercatorum istorum, ad tractandum, paciscendum, promittendum et complendum cum dicto domino rege, seu cum aliquo de ejus mandato, propterea constituto de ejus beneplacito, de translatione predicta facienda; dantes eidem capitaneo liberam et generalem administrationem et bayliam in omnibus et singulis, que circa predicta et quelibet predictorum placuerint et ei videbitur. Et promiserunt michi Bonjohanni, notario imperiali, stipulanti nomine cujuscunque interest vel intererit, ratum et firmum habere et tenere, et quicquid per ipsum factum vel ordinatum, promissum vel completum seu obligatum fuerit in predictis et quolibet predictorum, sub ypotheca et obligatione suorum omnium bonorum et dicte universitatis. Presens

namque instrumentum, jussum fieri per predictos, sigillo societatis et universitatis dictorum mercatorum roborari jusserunt, ut de predictis fides plenissima habeatur.

Actum anno ab Incarnatione, etc. (*sic*)

Actum Parisius, in curia prefati domini regis, etc. (*sic*)

Ego Soffredus Gerre de Pistorio, imperiali auctoritate judex ordinarius et notarius, predicta omnia ex suo originario rite sumpta, paucis obmissis, hic inde transcripsi et fideliter exemplavi. Et ad majorem horum evidentiam, signum meum apposui.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 61 r° et v°. Transcrit immédiatement à la suite des lettres de Philippe le Hardi de février 1277 (1278), publiées dans le Recueil des *Ordonnances des rois de France*, IV, 669.

## LI.

### LETTRES DE PHILIPPE LE HARDI AUTORISANT LE TRANSPORT DES GRAINS A MONTPELLIER.

(30 Mars 1283-84.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallis Carcassone et Bellicadri, salutem.

Mandamus vobis quatinus de blado et alio grano senescalliarum vestrarum apud Montempessulanum deferri permittatis; ita tamen quod vos, senescalle Bellicadri, caveatis et custodem ponatis in gradu Montispessulani, ne dictum bladum, seu aliud granum, extrahi valeat extra regnum, et quod fraux circa hec non possit adhiberi.

Actum Parisius, die jovis ante Ramos Palmarum, anno Domini M° CC° octogesimo tercio.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## LII.

### PROTESTATION ET APPEL DE QUELQUES MARCHANDS ITALIENS CONTRE CERTAINES MESURES ÉMANÉES DE LA COUR DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE.

(8 Juin 1287.)

Anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo septimo, et sexto ydus junii, hora circa solis occasum, regnante domino Philippo rege Francorum, Odofredus de Rizolo, civis et mercator Placentinus, socius societatis Rustigaxiorum, suo nomine et nomine sociorum suorum et dicte societatis, et Gera[r]dus de Porta, civis et mercator Placentinus, socius societatis Gadagnabonorum, suo nomine et nomine sociorum suorum et dicte societatis, presentaverunt sese coram Petro Jordani, tenente locum, ut dicitur, domini Guizardi de Marziaco, militis, vicarii Nemausi, tenentis locum, ut dicitur, nobilis militis domini Girini de Amplo Puteo, senescalli Bellicadri et Nemausi, dicentes nuperrime ad eorum audientiam pervenisse ipsum dominum Guizardum, vicarium et tenentem locum predictum, ad instanciam procuratoris, ut dicitur, domini regis et domini Guillelmi Buccucii, thesaurerii domini regis in senescallia predicta, et consulum, ut dicitur, civitatis Nemausi, fecisse et protulisse quedam precepta, adjudicationes, notificationes et inhibitiones, quorum preceptorum, adjudicationum, notificationum et inhibitionum tenorem nuperrime habuerunt et vicem, qui inferius continebitur, aliquibus mercatoribus commorantibus apud civitatem Nemausi, juxta concessionem regalem, licet in tenore ipsorum preceptorum, adjudicationum, notificationum et inhibitionum reperiatur scriptum simpliciter *mercatoribus* dictarum conventionum Nemausi, et non dicatur ibidem *quibusdam* vel *aliquibus*, nec exprimantur ibidem nomina mercatorum qui interfuerunt ibi, ubi memorata precepta, adjudicationes, notificationes et inhibitiones fieri debuerunt. Unde dicti Odoffredus et Gerardus, nominibus predictis, ante omnia protes-

tantes sese esse et fuisse illius propositi semper, ut redditus domini regis ubique aucmentarentur, nichilominus tamen nolentes plus debito astringi et alicui privilegio et juri, modo quolibet eis competenti, maxime ex concessione regali indulta mercatoribus comorantibus apud civitatem Nemausi, in aliquo prejudicium pati, reverenter, nominibus predictis, dicunt se non assentire dictis preceptis, adjudicationibus, notificationibus et inhibitionibus, presertim in quantum ex littera vel sententia ipsorum posset extendi vel trahi quoquomodo ultra memoratam concessionem regalem; ymo etiam instanter, nominibus predictis, sentientes sese aggravari indebite, et eorum juri non modicum prejudicari, ex memoratis preceptis, adjudicationibus, notificationibus et inhibitionibus, petunt a dicto Petro Jordani, locum tenente, ut dicitur, domini Guichardi, quod, in quantum de facto processit, ipsa precepta, adjudicationes, notificationes et inhibitiones revocare procuret, cum sint nulla et nuda, et sine causa, vel ex injusta causa facta. Et si in eis persistit, eodem modo dicunt nulla, et si qua apparerent quamcunque, ex nunc prout ex tunc dicunt et asserunt, nominibus predictis, ipsa esse iniqua, cum, si mercaturas exerceant in civitate Nemausi, non debeant ulterius artari, quominus ubique terrarum, in regno Francie et alibi, possint mercaturas exercere, et ex aliis pluribus causis. Ideoque, eo casu quo aliqua apparerent, ex nunc prout ex tunc in hiis scriptis a dictis gravaminibus et memoratis preceptis, adjudicationibus, notificationibus et inhibitionibus, et a dicto domino Guichardo appellant ad dominum regem Francie, seu ad competentem judicem, ad quem de jure spectaret appellatio predictorum, eo casu tantum instanter apostolos petentes, nominibus quibus supra.

Tenor autem ipsorum preceptorum, adjudicationum, notificationum et inhibitionum talis est:

Noverint universi quod, cum per dominum Girinum de Amplo Puteo, militem domini regis, senescallum Bellicadri et Nemausi, preceptum fuisset, ex parte domini regis Francie, mercatoribus astrictis conventionibus domini regis Nemausi, quod mercaturas

suas exercerent in civitate Nemausi, et non in Montepessulano, et contra predictam inhibitionem, in diminutionem reddituum domini regis, quidam ex dictis mercatoribus mercaturas exercent in Montepessulano, et dominus rex super hoc scripserit domino senescallo, ut nullo modo permittat dictos mercatores mercaturas suas exercere in Montepessulano, cum ipsi mercatores se astrinxerint in dictis conventionibus mercaturas suas exercere in civitate Nemausi, quas exercere consueverant in Montepessulano, et iterato quia quidam ex dictis mercatoribus, in contemptum dicte inhibitionis facte per dominum senescallum, faciebant contra dictas conventiones, dictus dominus rex mandavit et injunxit dicto domino senescallo, ut non permittat predictos mercatores, seu aliquos ex eis, talia exercere, ymo, si contra fecerint, eos puniat; quare dominus Guichardus de Marziaco, miles, vicarius Nemausi, et tenens locum dicti domini senescalli Bellicadri et Nemausi, communicato consilio plurium judicum et aliorum officialium domini regis in dicta senescallia, ne dicti mercatores possint pretendere aliquam ignorantiam, ad instanciam procuratoris domini regis et domini Guillelmi Buccucii, thesaurerii in senescallia predicta, et consulum civitatis Nemausi, precepit dictis mercatoribus dictarum conventionum Nemausi, ad hoc specialiter convocatis, ne in Montepessulano, in diminutionem reddituum domini regis, mercaturas exerceant extra civitatem Nemausi, sub pena amicionis mercium, quas ex nunc ut amissas adjudicavit, et sub alia pena quam curiales dicti domini regis contra mercatores facientes contra inponere vellent et exigere, notificantes eis quod mercatores contra facientes non erunt in conductu et speciali custodia domini nostri regis, nec gaudebunt privilegiis concessis mercatoribus supradictis. Et idem dominus Guichardus de dicta inhibitione facta per dictum dominum senescallum et mandatis domini regis eos certificavit, per quoddam publicum instrumentum, factum de dicta inhibitione, et per arrestum curie domini nostri regis, et litteras patentes domini regis, que lecta fuerant in presencia dictorum mercatorum. Item precepit dictus dominus Guichardus, locum

tenens dicti domini senescalli, predictis mercatoribus, ut omnes merces, quascunque contingerit ipsos aportare seu aportari facere ad portum Aquarum Mortuarum, aportent seu aportari faciant ab Aquis Mortuis apud Nemausum, recto itinere, antequam alibi aportentur, secundum quod facere tenentur, prout in dictis conventionibus continetur; et hoc precepit sub pena amicionis mercium, quas ex nunc similiter ut comissas adjudicavit, et sub alia pena quam curiales domini regis facientes contra predicta inponere et exhigere vellent.

Et dictus P. Jordani dictam appellationem non admisit, nisi quatenus de jure est admittenda.

Actum Nemausi. Testes hujus rei sunt Danielis de Missano, Gerardus de Laurencio de Placencia, et ego Stephanus Guiraudelli, notarius publicus, qui, mandatus a dictis Odoffredo et Gerardo de Porta, hec scripsi et signavi.

Arch. mun de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 14. Parch. orig.

## LIII.

### LETTRES DE PHILIPPE LE BEL COMMETTANT THIBAUD DE CORBEIL POUR INFORMER SUR LES PLAINTES DES MARCHANDS DE MONTPELLIER.

(14 Août 1287.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Theobaldo de Corbolio, dilecto servienti suo, salutem et dilectionem.

Cum egregius princeps, karissimus avunculus noster, Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum illustris, conqueratur et dicat sibi et ville Montispessulani fieri injuriam per senescallum Bellicadri et alios officiales suos, in eo quod prohibent ne mercatores ytalici veniant, mercentur et negocientur in villa Montispessulani, sicut in aliis locis regni nostri, mandamus tibi quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, de plano et sine magno strepitu audias super hoc rationes dicti regis Majoricarum et hominum Montispessulani, et aliorum

qui se voluerint in predictis opponere, nec non rationes ipsorum mercatorum et gentium nostrarum, et quicquid super hoc inveneris, nobis refferas vel rescribas. Tibi enim, quantum ad hec, committimus vices nostras, mandantes subditis nostris, ut in eis que ad premissa pertinent tibi pareant et intendant.

Actum Parisius, die jovis ante Assumptionem Beate Marie Virginis, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 46 v°.

## LIV.

LETTRES DE JAYME II INSTITUANT UN PROCUREUR SPÉCIAL POUR TRAITER AVEC L'ENVOYÉ DU ROI DE FRANCE, THIBAUD DE CORBEIL.

(3 Avril 1288.)

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum, comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessulani, scientes illustrem dominum regem Francorum comisisse discreto viro Theobaudo de Corbolio, servienti suo, per suas patentes litteras, audire et inquirere rationes nostras et hominum Montispessulani, super injuriis et gravaminibus, que nobis et ville Montispessulani inferuntur et illata sunt per senescallum Bellicadri et alios suos officiales, ex eo quod prohibent et prohibuerunt ne mercatores Ytalici veniant, mercentur et negocientur in villa Montispessulani, sicut in aliis locis regni Francie, prout de predictis plenius constant in litteris supradictis, et in predicto negocio dicto Theobaudo comisso, processum fuerit coram eo per discretum virum Stephanum Sabors, procuratorem nostrum, et per sindicum consulum et universitatis Montispessulani, omnia acta per dictum procuratorem nostrum in predicto negocio approbamus, ratifficamus et confirmamus. Et insuper, ad cautelam, eundem Stephanum, procuratorem nostrum in predictis, et ad dictum negocium prosequendum coram dicto Theobaudo, et ad omnia et singula explicanda que dicto incumbunt negocio seu incumbent,

procuratorem constituimus specialem, per hanc nostram patentem litteram, vicem epistole continentem, quam dicto Theobaudo et eidem procuratori nostro volumus fieri manifestam, ratum et firmum perpetuo habituri quicquid per dictum procuratorem nostrum in predictis actum fuerit sive gestum, non intendentes per istud procuratorium speciale dictum Stephanum revocare a procuratione alia, sibi per nos facta. Et, ad majorem firmitatem habendam omnium predictorum, presentem litteram sigillo nostro pendenti jussimus communiri.

Datum in Perpiniano, tercio nonas aprilis, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo octavo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir V, N° 2. Original sur parchemin, avec sceau royal en cire jaune, pendant au moyen de lacs de soie jaune et rouge.

## LV.

### REQUÊTE DES CONSULS DE MONTPELLIER AU SUJET DE L'INTERDICTION FAITE AUX MARCHANDS ITALIENS DE TRAFIQUER A MONTPELLIER.

(9 Avril 1288.)

Anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo octavo, videlicet quinto idus aprilis, illustrissimo domino Philippo rege Francorum regnante. Pateat universis quod dominus Stephanus Sabors, procurator illustris regis Majoricarum, Jacobus de Crusolis, et Michael Caput probi hominis, consules Montispessulani, et Guillelmus de Putheo, sindicus consulum et universitatis ejusdem ville Montispessulani, reddiderunt domino Theobaldo de Corbolio, servienti domini regis Francorum, quandam sedulam papiri, quasdam continentem requisitiones, in hec verba :

Dominus Stephanus Sabors, procurator illustris domini regis Majoricarum, Jacobus de Crusolis, Michael Caput probi hominis, consules Montispessulani, et Guillelmus de Putheo, sindicus consu-

lum et universitatis ejusdem ville Montispessulani, existentes coram discreto viro domino Theobaldo de Corbolio, serviente domini regis Francorum, presentibus domino Johanne Vitalis, procuratore ipsius domini regis Francorum, nec non et domino Bermundo Revelli milite, domino Raimundo Savarici, Petro Franulfi et Petro de Feuzano, consulibus civitatis et castri Arenarum Nemausi, petierunt ab eodem domino Theobaldo, et ipsum cum instancia requisiverunt, ut eis legi faciat omnia et singula coram eo proposita et in scriptis redacta, seu tradita a dictis procuratore domini regis Francorum et consulibus Nemausi, et copiam in scriptis eisdem fieri faciat in formam publicam, vel cum sigillo suo sigillatam, eorum omnium et aliorum que ab eisdem procuratore domini regis Francorum et consulibus Nemausi dicta vel proposita sunt, in scriptis redacta, vel non, super eo quod vobis domino Theobaldo ab illustri rege Francorum comissum est, ratione et occasione injurie, quam dictus dominus rex Majoricarum dicit sibi et ville Montispessulani fieri per senescallum Bellicadri et alios officiales suos, in eo quod prohibent ne mercatores Ytalici veniant, mercentur et negocientur in villa Montispessulani, sicut et aliis locis regni Francie, et omnium coram vobis actitatorum, tam per partem dictorum procuratoris domini regis Francorum et consulum Nemausi, quam per partem ipsorum procuratoris domini regis Majoricarum, consulum et sindici Montispessulani, et quod vos, domine Theobalde, habeatis penes vos instrumenta de quibus in actis coram vobis actitatis mencio fit, et omnia compleatis et faciatis, prout per dictos procuratorem domini regis Majoricarum, consules et sindicum Montispessulani, petita seu requisita sunt. Et cum capitula, statuta, seu ordinamenta, facta per mercatores conventionum Nemausi, scripta per Tancredum Acolti, notarium, et instrumenta requisitionum per ipsos mercatores factarum senescallo Bellicadri, ut cogeret Obertum Dactili recipere et jurare officium capitanei dictorum mercatorum, et Januenses Nemausi commorantes jurare et obedire ipsi capitaneo, vicarius seu judex Nemausi, vel alius eorum mandato, abstulerunt dicto Tancreto

notario, ut dicitur, requisiverunt instanter dicti procurator domini regis Majoricarum, consules et sindicus Montispessulani, quatinus vos, domine Theobalde, dicta capitula, reformationes, seu ordinamenta, et instrumenta coram vobis venire faciatis, et ipsi magistro Tancreto recognoscere, et recognita quod integraliter ibi sunt, in ipsius magistri Tancreti presencia sigilletis, et sigillata penes vos habeatis, et vobiscum portetis, ita quod ex eis integram et veram relationem domino regi Francorum facere possitis, data eis in scriptis copia prius de eisdem.

Ad que dictus dominus Theobaldus respondit, quod non habebat de consilio quod copiam sibi faceret eorum que petuntur in dicta sedula; set super eis, que in ipsa continentur sedula, faciet, juxta mandatum domini regis, prout melius et plenius poterit, ut veritatem et negocium instructum possit refferre domino nostro regi.

Actum fuit hoc in aula regia Nemausi, presentibus testibus domino Bernardo Augerii milite, judice Sumidrii, domino Petro Silve, judice Bellicadri,...... et pluribus aliis, et me Johanne Rogerii, notario publico domini senescalli Bellicadri, qui dictam legi sedulam vulgariter, in presencia et sub testimonio omnium predictorum, et requisitus hec omnia scripsi et signavi, in formam publicam redigendo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. VIII, N° 7.
Parchemin original.

## LVI.

### HUIT LETTRES DE PHILIPPE LE BEL AUTORISANT L'IMPORTATION DES GRAINS ET AUTRES DENRÉES ALIMENTAIRES A MONTPELLIER.

(31 Août 1288. — 20 Septembre 1311.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone salutem.

Mandamus vobis quatinus permittatis quod mercatores, consules et habitatores de Montepessulano possint emere et adducere bladum apud Montempessulanum, pro victu suo, ita quod dictum bladum non

exeat regnum nostrum, locis tamen maritimis reservatis sufficienter munitis, presentibus post annum minime valituris.

Actum Parisius, die martis post festum Beati Bartholomei apostoli, anno domini M° CC° octogesimo octavo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*.
Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallis, baillivis, prepositis, et aliis justiciariis regni nostri, salutem.

Mandamus vobis quatinus hominibus Montispessulani, et aliis mercatoribus, bladum, granum et alia victualia deferentibus ad villam Montispessulani de regno nostro, vel de extra regnum, vel faciendo deferri, per mare vel per terram, nullum inpedimentum prestetis, quominus predicta victualia ad villam predictam libere valeant deferre, ad sustentationem dicte ville, solutis pedagiis consuetis, ita quod extra regnum nostrum dicta victualia non portentur seu transferantur.

Datum Parisius, die lune ante festum Beati Andree apostoli, anno Domini M° CC° LXXX° nono.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*.
Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Carcassone, Bellicadri senescallis, et omnibus aliis justiciariis nostris, ad quod presentes littere pervenerint, salutem.

Mandamus vobis et vestrum singulis, quatinus bladum et cetera victualia portari de vestris senescalliis apud villam Montispessulani permittatis, solvendo pedagia et alia quecunque deveria consueta, retenta tamen sufficienti sustentatione locorum.

Actum apud Peronam, die XVI januarii, anno Domini M° CC° nonagesimo septimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*.
Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem.

Scire vos volumus quod nos dilectis nostris consulibus Montispessulani concessimus, quod ad villam Montispessulani blada, victualia et alie res quecunque, per aquam et terram licite, absque ulla contradictione, per portus et loca debita, solvendo deveria consueta, portari valeant sive duci.

Actum Atrebati, XXIIIIª die julii, anno Domini millesimo trecentesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, Nº 24 *bis*.
Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone salutem.

Scire vos volumus quod nos dilectis nostris consulibus Montispessulani concessimus, quod ad villam Montispessulani blada, victualia et alie res quecunque, per aquam et terram licite, absque ulla contradictione, per portus et loca debita, solvendo deveria consueta, portari valeant sive duci.

Datum Atrebati, XXIIIIª die julii, anno Domini millesimo trecentesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, Nº 24 *bis*. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senascallo Carcassone, vel ejus locum tenenti, salutem.

Ex parte consulum Montis pessulani, accepimus quod, occasione vetiti nostri, super victualibus facti, victualium in terra sua patiuntur defectum, ex eo quod, ipsius ratione edicti, blada de senescallia vestra extrahere, nec ad terram suam portari facere possunt; ex quibus posset terre sue predicte periculum oriri. Quare mandamus vobis quatinus, cum in talibus debeamus nostris subvenire subditis de remedio oportuno, ad ipsorum supplicationem humilem consulum, mandamus vobis quatinus de locis senescallie vestre gentibus Montis pessulani predictis victualia eidem ville necessaria per terram et

aquam, ab ipsis prius prestito juramento, et cauto ydonee quod ipsa victualia extra regnum nostrum non transferant, ad loca sue terre extrahere et portare libere permittatis, de nostra gratia speciali.

Actum Parisius, XXIa die februarii, anno Domini Mo CCCo septimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, No 24 *bis*. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone, vel ejus locum tenenti, et aliis justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Mandamus vobis et vestrum cuilibet, quatinus consules et homines Montis pessulani bladum et alia victualia quecumque in senescallia Carcassone emere, et ad villam Montis pessulani, tam per terram quam per aquam, conduci et apportari facere, solvendo coustumas et alia deveria consueta, absque impedimento quolibet, permittatis, proviso attentius quod de dictis blado et victualibus alibi quam ad villam Montis pessulani aliquid non portetur.

Actum Turonis, die Xa maii, anno Domini Mo CCCo octavo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, No 24 *bis*. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locum tenenti, salutem.

Mandamus vobis quatinus consules, aliosque mercatores Montispessulani, bladum quodcunque, emptum vel emendum ab eisdem extra regnum nostrum, in quantitate quacunque, apud Montempessulanum adducere seu adduci facere, quandocunque voluerint, libere permittatis, nullatenus impedientes eosdem, nec impediri per aliquem quomodolibet permittentes.

Datum Parisius, XXa die septembris, anno Domini millesimo trecentesimo undecimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, No 24 *bis*. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

## LVII.

### LETTRES DE PHILIPPE LE BEL EN FAVEUR DU CAPITAINE DES MARCHANDS DE MONTPELLIER AUX FOIRES DE CHAMPAGNE.

(8 Août 1292.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, magistris nundinarum Campanie salutem.

Mandamus vobis quatinus, si mercatores Montispessulani hactenus ab antiquo pacifice consueverint habere capitaneum suum in nostris Campanie nundinis, non permittatis quod ipsi mercatores et eorum capitaneus super exercendo officio suo dicte capitanie modo consueto impediatur injuste.

Actum apud Vicenas, die veneris ante festum Beati Laurencii, anno Domini M° CC° nonagesimo secundo.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 8. Original à queue de parchemin, avec sceau royal pendant en cire jaune.

## LVIII.

### DEUX LETTRES DE PHILIPPE LE BEL MAINTENANT A L'ÉVÊQUE DE MAGUELONE ET AU ROI DE MAJORQUE LEURS DROITS COMMERCIAUX.

(9 Mars 1292-93, et 9 juillet 1294.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem.

Ex parte Magalonensis episcopi, nobis datum est intelligi quod quandam quantitatem lanarum ad manum nostram posuistis, que capte erant per gentes ejusdem episcopi in terra ejusdem, in qua habet plenam jurisdictionem, que quidem lane extrahebantur extra regnum nostrum, contra interdictum per nos factum. Quare mandamus vobis, quatinus predictas lanas, si est ita, dicto episcopo

restituatis. Volumus enim quod diligencia sua, seu gencium suarum, circa predicta sit ei utilis, omni fraude exclusa.

Actum Parisius, die lune post Letare Jerusalem, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo.

Arch. départ. de l'Hérault, *Cartulaire de Maguelone*, Reg. A, fol. 34 r° et fol. 36 r°.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, inquisitoribus deputatis a nobis super extractione lanarum de regno nostro in senescallia Bellicadri, salutem.

Expositis nobis per gentes egregii principis, avunculi nostri carissimi, regis Majoricarum illustris, pluribus conquestionibus de vobis, super molestacione multiplici subditorum et hominum suorum de Montepessulano, mandamus vobis et volumus, pro ejusdem regis honore, quatinus, cum eosdem homines et subditos suos per vos super facto predicto adjornari, capi, aut arrestari continget, eorum execucionem dimittatis eidem regi in terra sua, nisi post ejus defectum, quo casu vestrum mandetis execucioni processum.

Item, super eo quod interdum inquiritis contra predictos homines et subditos, quod lanas extraxerunt de regno, condempnando eosdem, et ab eis pecuniam extorquendo, quanquam doceant quod ab hiis qui tunc pro nobis preerant in extractione predicta, licenciam habuerunt super hoc, et pecuniam pro dicta extractione dederunt, mandamus vobis quatinus, si est ita, hoc non faciatis de cetero, sive potestatem haberent super hoc illi qui tunc preerant, sive non. Quod si vobis liqueat quod inde potestatem haberent, eisdem hominibus et subditis restituatis exacta.

Item mandamus vobis quatinus, super dicta extractione contra predictos a duodecim annis supra nullatenus inquirentes, si aliqua pro dicta extractione extorsistis, ea restituatis, et a processu super hoc habito pro dicto tempore desistatis. Hoc tamen intelligimus quoad homines Montispessulani et terre Montispessulani regis Majoricarum, et volumus sic fieri de gracia speciali. Illos vero qui pro certo con-

ducticio precio cum suis animalibus, barchis aut caupulis, lanas apud Nemausum, Aquas Mortuas, et alia loca regni, ad instanciam mercatorum ipsarum, portaverunt, de gracia sufferri volumus de non exactis ab eis pro tempore preterito; et si intra regnum portaverunt easdem, non puniatis eos propter hoc; et quod propter hoc ab eis exegeritis, restituatis eisdem. Verumptamen, si scienter delinquant de cetero, in portatione et extractione predicta, debite puniatis eosdem. Contra heredes vero defunctorum non procedatis, racione exactionis predicte, nisi in casibus a jure permissis. Et si processus contra eos fecistis aliter, revocetis eosdem.

Item, super eo quod minis et terroribus predictos homines et subditos in Montepessulano redimere se cogitis, prohibendo peritis sub certis comminacionibus ne tales confoveant, quos nittimini sic gravare, vobis inhibemus districte ne talia de cetero faciatis; et si qua talia gravamina feceritis, ea taliter revocetis, absque diffugio, quod, in vestri defectum, ad nos super hoc querimonia non recurrat. Damus enim senescallo nostro Bellicadri presentibus in mandatis, quod, in vestri defectum aut negligenciam, exequatur premissa.

Actum apud Vicennas, die veneris post estivale festum Beati Martini, anno Domini M° CC° nonagesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XVI, N° 4. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

## LIX.

LETTRES DE PHILIPPE LE BEL AUTORISANT LE LIBRE COMMERCE DES VINS DANS LE RESSORT DE LA BARONNIE DE MONTPELLIER.

(26 Juin 1294.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, suis Bellicadri et Carcassone senescallis salutem.

Mandamus vobis quatinus burgensibus Montispessulani, ac aliis subditis et habitatoribus terre et baronie Montispessulani, vina sua

vendere, et de regno nostro extrahere per terram et mare permittatis, absque impedimento, quandiu nostre placuerit voluntati.

Actum Parisius, sabbato post festum Nativitatis Beati Johannis Baptiste, anno Domini M° CC° nonagesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*. Vidimus exécutoire du sénéchal de Beaucaire Jean de Varennes, daté de Montpellier le 17 avant les calendes de février 1302 (16 janvier 1303). Parchemin original, avec petit sceau en cire rouge.

## LX.

### RÈGLEMENT DE JAYME II SUR LA TEINTURE ET LE PESAGE DES LAINES.

(19 Janvier 1296-97.)

Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum, comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessulani, dilectis et fidelibus suis consulibus et universitati hominum ville Montispessulani, salutem et gratiam.

Noveritis quod, ad requisitionem et preces ex parte coram nobis factas per discretos viros fideles nostros Johannem Marchi et Johannem de Coliaco, legum doctores, quos super hoc nobis misistis, considerata et atenta utilitate comuni ville nostre Montispessulani, ad quam semper intendimus et intendere proponimus vigilanter, viso eciam tenore cujusdam instrumenti procuratorii, scripti per manum Guillelmi de Falgueriis, notarii nostri Montispessulani, et nobis exhibiti per fidelem nostrum Johannem de Foixacho, procuratorem a nobis ad hoc in eodem instrumento specialiter constitutum, concedimus ac eciam statuimus, per nos et omnes successores nostros futuros dominos dicte ville, quod de cetero in perpetuum possint fieri et tingi in tota dicta villa, et suburbiis seu pertinenciis ejusdem, panni in tincto sive tinctura que dicitur roja, tam in filo quam in panno, et eciam in quocumque alio colore sive tinctura, non obstante consuetudine Montispessulani infrascripta, qua sic cavetur : Nullus pannus laneus albus tingatur in roja, ita quod remaneat rubeus, nisi solummodo in grana. — Sane, cum tinctus grane, in Monte-

pessulano diucius observatus, sit per universum orbem apreciatus et acceptus, propter sui preexcellenciam, tanquam elegancior et melior cunctis aliis tinctis grane tocius orbis, et illum velimus in sui puritate et sinceritate inviolabiliter perpetuo remanere, ad omnem fraudem et suspicionem propter coloris similitudinem evitandam penitus et tollendam, ad requisitionem predictorum sic duximus ordinandum, quod panni rubei tincti in grana fiant fini et puri, et de grana solummodo tingantur, sine aliqua immixtura, prout hactenus est fieri consuetum, hoc addito quod, in quolibet capite uniuscujusque panni tincti in grana, apponatur unum signum plumbeum per manus custodum dicti tincti rubei grane, in quo signo sit impressio signi nostri et ville Montispessulani, talis qualis impressa est in scuto monete nostre argentee, que apud Castrum novum prope Montempessulanum cudi seu fieri consuevit. Retinemus tamen nobis et successoribus nostris, futuris dominis dicte ville, quod in quolibet panno qui tingetur ibidem in rubeo, qui non sit tinctus de grana sine alia immixtura, et prorssus remaneat rubeus, unum denarium malgoriensem.

Item, super facto lanarum, volumus et ordinamus quod constituatur per nos seu nostros, ad ponderandas lanas, unum certum pondus, ponderans octo libras et dimidiam, pro quo nobis et successoribus nostris detur una picta, pro jure nostro, a personis extraneis, et a quibus consuetum est nobis solvi jus ponderis, in quo pondere venditores, qui dictum pondus solvere tenebuntur, debeant ponderare, ita quod a dicto pondere citra aliquis nichil solvere teneatur. Ultra vero dictum pondus dictarum octo librarum et dimidie usque ad decem et septem libras, et eciam de decem et septem libris, nobis pro jure nostro unus obolus persolvatur, et deinde ascendendo simili modo usque ad medium quintale, et ad unum quintale et ultra, sicut est solvi et fieri consuetum, secundum modum et formam predictam, jus nostrum persolvatur. In hiis tamen nichil fiat in fraudem juris nostri per aliquem seu aliquos; immo omnis fraus et malicia sive calliditas totaliter excludatur. Mandantes tenenti locum nostrum

et bajulo ac judici Montispessulani, et universis aliis officialibus nostris, presentibus et futuris, quod dictam concessionem et ordinacionem nostram firmam habeant et observent, ut superius continetur, et non contraveniant, nec aliquem contravenire permittant aliqua racione. Et, ad majorem firmitatem omnium predictorum, presentem concessionem nostram sigillo nostro pendenti jussimus communiri.

Datum Perpiniani, XIIII kalendas februarii, anno Domini M° CC° nonagesimo sexto.

Signum Jacobi, Dei gracia regis Majoricarum, comitis Rossilionis et Ceritanie, et domini Montispessulani.

Testes sunt Poncius de Guardia, dominus de Caneto, Petrus de Fenolleto, Jacobus de Muredine, Arnaldus Bajuli, judex dicti domini regis, et Arnaldus Burgesii.

Signum Petri de Calidis, qui, mandato dicti domini regis, hec scribi fecit et clausit, loco, die et anno prefixis.

Arch. mun. de Montp., Liasse cotée *Lanéfice*. Original sur parchemin, sceau enlevé.

## LXI.

### NEUF LETTRES DE PHILIPPE LE BEL EN FAVEUR DES MARCHANDS DE MONTPELLIER INDÛMENT FRAPPÉS DE DROITS DE PÉAGE.

(13 Mai 1297 — 31 Mars 1312.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locum tenenti, salutem.

Ex parte carissimi avunculi nostri, regis Majoricarum illustris, nobis extitit intimatum, quod vos impeditis et arrestatis mercatores, portantes res et merces suas infra regnum nostrum et in Aquis Mortuis, et in aliis locis regni nostri, tam in personis quam in rebus eorum, in grave dampnum et prejudicium eorumdem, non obstante quod portent litteras testimoniales locum tenentis dicti regis vel rectoris nostri in Montepessulano, quod res et merces illas quas portant

discarrigare debeant infra regnum nostrum, et non extra. Preterea significatum est nobis, ex parte ejusdem regis, quod vos compellitis seu compelli facitis mercatores quoscumque ut transitum faciant per locum vocatum *de la Fossa*, ut ab eisdem pedagium exigatis in dicto loco, non permittentes etiam ipsos mercatores de partibus per quas itur a Montepessulano versus Aquas Mortuas, vel alibi, per mare transitum facere. Quare mandamus vobis quatinus, si est ita, a predictis impedimentis et molestiis penitus desistatis, ipsosque mercatores cum suis rebus et mercibus, sine impedimento et difficultate quacumque, per quascumque partes regni nostri transire libere permittatis, nisi sit aliud rationabile quod obsistat. Quod si fuerit, nobis celeriter rescribatis.

Actum Parisius, III° idus madii, anno Domini M° CC° nonagesimo septimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 4 *bis*. Original à queue de parchemin, avec fragment de grand sceau royal en cire jaune.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem.

Ex parte nonnullorum hominum Montispessulani, accepimus quod, cum, de consuetudine approbata et hactenus observata, homines dicte ville possint ducere et [facere] transvehi ligna in caupulis seu aliis vasis per locum de Rudella, absque omni prestatione pedagii pro predictis lignis, et in possessione dicte immunitatis fuerint predicti homines a tempore a quo memoria non existit, quidam in dicto loco levantes pedagium a predictis hominibus nituntur exigere decimam sextam partem predictorum lignorum sic portatorum, intentione pedagii, contra justiciam, in eorum prejudicium, et de novo. Quare mandamus vobis quatinus dicto[s] homines in predictis [secundum] antiquam consuetudinem non permittatis aliquatenus molestari.

Actum Parisius, dominica post festum Beati Dionisii, anno Domini M° CCC° primo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 8. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem.

Ex parte ambaxatorum Montis pessulani, accepimus quod, licet de ponderibus mercaturarum que vehuntur de Aquis Mortuis ad portum Latarum, qui est carissimi et fidelis avunculi nostri regis Majoricarum, vel e converso, in pedagio de Rudella, ratione pedagii, tantum pro parvo pondere quantum et pro magno, et non plus, exigi et recipi sit hactenus consuetum, nichilominus pedagiarii de Rudella plus solito, ratione pedagii dicti loci, pro dictis mercaturis exigunt, indebite et de novo. Quare, mandamus vobis quatinus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit de premissis, dictos pedagiarios a predictis desistere facientes, ratione previa, novum et insolitum pedagium exigi, aut super predictis indebitas novitates fieri, nullatenus permittatis.

Actum Parisius, die jovis post festum Beati Luce evangeliste, anno Domini M° CCC° primo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 9. Original à queue deparchemin, sceau presque détruit.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem.

Ex parte carissimi et fidelis avunculi nostri, regis Majoricarum illustris, nobis extitit conquerendo monstratum, quod, cum homines Montispessulani et circumvicinarum villarum in Aquis Mortuis existentes, vel ibi applicantes cum mercaturis suis, discedere per mare et per terram consueverint denarium pro libra solvendo, pedagiarii pedagium nostrum de Rudela tenentes dictos homines et mercatores, ad transseundum cum mercaturis suis per districtus dicti pedagii, ut hujusmodi pedagium extorqueant ab eisdem, compellere indebite et de novo nituntur, in eorum prejudicium et gravamen. Quocirca mandamus vobis quatinus, si est ita, dictos pedagiarios a predictis desistere facientes, non permittatis dictis mercatoribus indebitam in hac parte fieri novitatem.

Actum Parisius, die jovis post hiemale festum Beati Martini, anno Domini M° CCC° primo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 9. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem. Ex parte consulum et hominum Montispessulani, accepimus quod gentes nostre a mercatoribus extraneis apud Montempessulanum euntibus, per locum vocatum *de Rudela* sive *de Fossa* transeuntibus, majus pedagium quam ab antiquo fuerit consuetum prestare, exigere et levare nituntur de novo, ipsorum mercatorum pignora propter hoc saisientes injuste. Quare mandamus vobis quatinus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit ita esse, gentes nostras dictum pedagium levantes debito et solito pedagio faciatis esse contentas, nec permittatis quod ab ipsis mercatoribus aliquid contra antiquam consuetudinem extorqueant; et, si eorum pignora propter hec saisita teneant, ea sibi restitui, prout justum fuerit, faciatis.

Actum Atrebati, XXIII[a] die julii, anno Domini M° CCC° quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 12. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locum tenenti, salutem.

Ex parte consulum et habitatorum ville Montispessulani fuit nobis exhibitum conquerendo, quod pedagiarii de Fossa seu de Rudela a transeuntibus per dictum locum de Fossa seu de Rudela, fabas, lentes et alia legumina apud Montempessulanum portantibus seu vehentibus, pedagium exigere et levare nituntur indebite et de novo, cum aliter id fieri non consueverit, sicut dicunt, quod in ipsorum consulum et habitatorum, locorumque vicinorum, dispendium, prejudicium non modicum et gravamen dicitur redundare. Quare mandamus vobis quatinus si, vocatis evocandis, vobis constiterit de premissis, antedictos pedagiarios ad cessandum ab exactione et levatione dicti novi pedagii ratione previa compellatis, ac, prout ad vos pertinuerit,

ad statum pristinum reducatis, seu reduci faciatis, quicquid per dictos pedagiarios indebite factum et innovatum inveneritis in hac parte.

Datum Parisius, XIIII[a] die marcii, anno Domini M[o] CCC[o] octavo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 10. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri et Nemausi salutem.

Consulibus Montispessulani conquerentibus nobis, accepimus quod, cum fuste seu redelli de partibus Narboue versus Montempessulanum per mare consueverint apportari, absque prestatione pedagii seu alterius redibencie, nisi duntaxat pro et in portu Aquarum Mortuarum solite ibidem redibencie, et in stangno Magalonensi, cum introducuntur in ipso, sexdecimum ex eisdem, nichilominus pedagiarii de Rudela seu Forsa, de fustis hujusmodi per ibi transeuntibus sexdecimum de novo satagunt extorquere. Cum itaque super premissis fuerimus cum gentibus nostris plenius informati, mandamus vobis quatinus deinceps, in dicto padagio de Rudela, ex fustis hujusmodi per ibi transeuntibus sexdecimum exigi nullatenus permittatis, pedagiarios ejusdem ab exactione hujusmodi debite compescentes.

Actum Parisius, die XIIII[a] septembris, anno Domini M[o] CCC[o] decimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 13 (Original à queue de parchemin, sceau arraché), et Biblioth. impér. de Paris, Fonds français, N° 8409, fol. 10 r°. (Transcription.)

Noverint universi quod nos Bartholomeus Roardi, burgensis, bajulus Montispessulani pro illustrissimo principe domino rege Navarre, domino Montispessulani, vidimus, tenuimus et coram nobis perlegi fecimus quasdam patentes litteras, in pergameno scriptas, ab illustrissimo principe domino Philippo, bone memorie Francorum rege, emanatas, et ejus sigillo magno impendenti sigillatas,.... tenorem qui sequitur continentes :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri et Nemausi, vel ejus locum tenenti, salutem.

Ex parte consulum Montispessulani, fuit nobis conquerendo monstratum quod, cum quicumque mercatores, vel alii, quecumque blada, legumina vel alia defferentes per Rudellam seu Forsam, prope villam Aquarum Mortuarum, cum bladis hujusmodi libere transire consueverint, absque prestatione pedatgii seu redibentie cujuscumque, in cujus immunitatis possetione fuerunt hacthenus ab antiquo paciffice, nichilominus pedatgerii dicti loci de Rudella seu Forsa, de leguminibus que per ibi defferri et transire contingit, de novo pedatgium nituntur extorquere, in mercatorum et habitatorum patrie prejudicium et gravamen. Cum itaque de immunitate predicta cum gentibus nostris ad plenum fuerimus informati, mandamus vobis quatinus a quibuscumque, per dictum locum de Rudella bladum quodcumque seu legumina defferentibus, pro ipso blado seu leguminibus pedagium aliquod exigere nullathenus permittatis, dictos pedatgiatores ab exactione hujusmodi compescentes.

Actum Parisius, die XIIII septembris, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

In cujusquidem visionis et diligentis inspectionis testimonium, certitudinem atque fidem habendam, nos dictus bajulus sigillum autenticum dicte nostre curie hiis presentibus litteris, sive huic presenti vidimus, duximus apponendum, die XIX^a^ novembris, anno Domini M° trecentesimo LXX primo.

Collatio facta cum originali.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 13. Original à queue de parchemin, avec sceau en cire verte. — Cf. Biblioth. impér. de Paris, Fonds français, N° 8409, fol. 8 r°.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri salutem.

Mandamus vobis, ad supplicationem consulum Montispessulani, quatinus regnicolas et habitatores senescallie vestre, in quacumque parte ejusdem senescallie, per terram vel aquam, ad solvendum aliquid, ratione pedagii de novo constituti, sine nostra licentia speciali, non compellatis nec permittatis compelli, sed pedagium ipsum penitus

amoveri faciatis, et emendam condignam nobis ab omnibus, quos in vestra senescallia nova pedagia sine nostra licentia speciali constituisse, vocatis evocandis, inveneritis, nobis indilate prestari.

Actum Vienne, die ultima martii, anno Domini M° CCC° duodecimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 14. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## LXII.

### ACTES CONCERNANT LE CAPITAINE DES MARCHANDS DE MONTPELLIER AUX FOIRES DE CHAMPAGNE.

(1298-1318.)

### I.

Donné par copie, soubz nostre scel. Jehan de Vannoise, baillif de Troyes, l'an de grace mil trois cenz dix et huit, le venredy apres la feste Sainct Nicholas d'esté.

A tres excellant, haut et puissant prince, leur tres chier et redoubté seingneur, le roy de France et de Navarre, Honrris de Nooix, chevaliers, et Raoulz Maquars de Marueil, gardes des foires de Champaigne et de Brie, aux recommandez a vostre haute puissance.

Tres chiers et redoubtez sires, vous nous avez envoié vos lettres par Raymon Arpin, capitain des Provenciaux, es quelles lettres il est contenu que nous le gardissiens en son estat et en l'office de la capitanerie, selon ce qu'il nous apparoit commant il fust instituez des marchans a qui il appartenoie a faire capitain, lequel capitenage il ha a sa vie; et nous, vehu dilligenment vostre mandement, l'institucion scellée en cire vermoille dou scel de leur pais, et confirmacion qui confirme l'institucion faite par les diz marchans; et pour plus seurement ouvrer pour la verité savoir, tres chiers et redoubtez sires, nous vous envoions mot a mot commant li diz capitains fu instituez, la confirmacion commant il fu confermez, et le mandement

que fait en avez a nous: de quoy la teneur de l'institucion dou dit capitain, de la confirmacion et de vostre rescript, est telle comme il s'ensuit:

Quoniam juste et debite postulantibus aperiende sunt efficaciter cordis aures, et tunc precipue cum petitur quod justum est et honestum, ea propter nos Poncius Alamandini, Guillelmus de Puteo junior, Johannes Palmerii, Johannes Guiraudoni, Bertrandus Guiffridi, Bernardus Picalli, Guillelmus Duranti, Bernardus Egidii, Poncius Bastidas, Stephanus de Campaniaco, Johannes Amici, et Johannes Rotgerii, consules Montispessulani, manifestum facimus universis et singulis per presentes, quod, intellecto a nobis per discretum virum Raymondum Arpini de Montepessulano, capitaneum pro universis et singulis mercatoribus Lingue Occitane sive d'oc, in nundinis Campanie et Brie, quod ipsis mercatoribus in dictis nundinis conversantibus placeret quod, quandiu major pars ipsorum reputaret illum qui pro tempore erit capitaneus in dictis nundinis ydoneum sufficientemque, a dicto officio non amoveretur per aliquod alium instrumentum, in predicto officio loco ejus, vel qui etiam minus bonus, aut minus ydoneus, aut insufficiens in dicto capitaneatus officio reputaretur, aut reperiretur, a majori tamen parte dictorum mercatorum, et ipsa majori parte hoc attestante, et causam manifestam et rationabilem dicte insufficientie inferente, amoveretur per consules Montispessulani, ad requisitionem majoris partis videlicet eorumdem, et per dictos consules Montispessulani, qui pro tempore erunt, alius ydoneus et sufficiens de Montepessulano, et eorumdem de Montepessulano, mediante consensu mercatorum dicte Lingue in dictis nundinis confluentium, in Montepessulano tunc tamen inventorum, vel majoris partis eorumdem mercatorum, in dicto officio ponatur et instituatur, et quod hoc super facto dicti capitaneatus in perpetuum observetur; nos itaque, hoc justum et rationabile reputantes, volentesque dictorum mercatorum, in hiis que bono modo possumus, postulationibus et requisitionibus condescendere, ac eisdem in quibus possemus debite complacere, eorumdem mercatorum

voto et requisitionibus, ut pretactum est, plenius duximus annuendum, habito diligenti consilio cum consilio nostro, nec non cum predecessoribus nostris consulibus Montispessulani proxime preteritis; et, ad majorem premissorum omnium firmitatem, sigillum nostrum jussimus presentibus apendendum.

Actum est hoc in Montepessulano, in domo Consulatus, pridie kalendas aprilis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono.

Item la lettre de confirmacion :

In nomine Domini Jhesu Christi amen. Anno Dominice Incarnationis millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, videlicet septimo decimo kalendas octobris, domino Philippo rege Francorum regnante. Noverint universi, presentes pariter et futuri, hanc cartam publicam et autenticam inspecturi, quod nos Petrus Seguini, Raimundus de Bordellis, Raimundus de Salsano, Guillelmus Ceruti, Petrus Ymberti, Raimundus Franchi, Jacobus Benedicti, et Johannes de Fraxerio, consules ville Montispessulani, per nos et Berengarium de Sumena, Guillelmum Vigorosi, Petrum de Castro novo, et Petrum Jori, conconsules nostros, licet absentes, et per omnes nostros successores futuros consules dicte [ville], habito diligenti et maturo consilio et tractatu cum nostro secreto consilio, nec non cum diversis mercatoribus Lingue Occitane, in nundinis Campanie et Brie confluentibus et confluere assuetis, quorum interest, potestate qua fungimur in hac parte, attendentes vos, discretum virum Raymondum Arpini, mercatorem Montispessulani, nostrum concivem dilectum, fore ydoneum, sufficientem et aptum ad regendum et gubernandum officium infrascriptum, eligimus, ordinamus, constituimus et creamus in nundinis Campanie et Brie vos, dictum Raymondum Arpini, in capitaneum dicte ville, et omnium et singulorum mercatorum et vecturariorum, tam dicte ville quam dicte universalis Lingue Occitane, confluentium et conversantium in nundinis suprascriptis, et ad regendum, dirigendum et gubernandum societatem dictorum mercatorum in nundinis supradictis, vobis, nomine quo supra, comittentes officium antedictum, quo uti valeatis libere, sicut unquam aliquis

capitaneus dictorum mercatorum, per consules Montispessulani in dicto officio constitutus et creatus, melius et liberius tenuit et possedit officium supradictum. — Et ego, dictus Raymondus Arpini, officium dicte capitanie recipiens, promitto et convenio vobis consulibus supradictis, nomine quo supra recipientibus, et juro ad sancta Dei Euvangelia, a me corporaliter tacta, quod vobis et vestris successoribus ero semper legalis, obediens et fidelis, et quod dictum capitaneatum et ejus officium bene et fideliter regam, ministrabo, et etiam procurabo utilia ipsis predictis mercatoribus, et toti societati eorumdem, pro viribus procurando, indagando et etiam amplectendo, ac dampnosa et inutilia penitus evitando. — Acta sunt hec in Montepessulano, in domo Consulatus, in presentia et testimonio discreti viri domini Johannis de Penne, legum doctoris, assessoris dictorum dominorum consulum, Guillelmi de Guilhermia, Guillelmi de Lacu, mercatorum, et mei Johannis de Foyssaco, publici Montispessulani notarii, qui mandatus et rogatus tam a dictis dominis consulibus quam a dicto capitaneo, prescripta omnia scripsi et signo meo signavi.

Item, Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, custodibus nundinarum Campanie, vel eorum locatenentibus, salutem. — Alias Raymondus Arpini, capitaneus mercatorum Provincialium et aliorum Lingue Occitane dictas nundinas frequentancium, nobis exposuit graviter conquerendo, quod, cum ipse, diu est, per tunc consules Montispessulani, ad quos electio dicti capitaneatus noscitur pertinere, ad regendum dictum capitaneatus officium legitime fuerit institutus, et per consules et mercatores predictos adinvicem fuerit constitutum quod nullus sic institutus ab eis destitui possit, nec a dicto officio amoveri, quandiu bene et legaliter in dicto capitaneatus officio se habebit, nisi major et sanior pars mercatorum sui capitaneatus hoc peteret et ad hoc expresse consentiret, prout in litteris ipsorum consulum super hoc confectis dicitur plenius contineri, nichilominus consules moderni Montispessulani, preter assensum et voluntatem dictorum mercatorum, et contra constitutionem predictam, dictum Raymondum, sine causa rationabili, de dicto capitaneatus officio,

pro libito voluntatis, amovere nitentes, et alium ibidem instituere minus juste, quasdam litteras, tacito de premissis, et subreptitias, a nobis impetrasse dicuntur, vobis directas, ut dictum Raymondum a dicto capitaneatus officio amoveatis, et alium, loco sui institutum, dicto capitaneatus officio uti permittatis, in ipsius Raymondi dictorumque mercatorum prejudicium et gravamen. Quare, sicut aliter vobis mandavimus, sic iterato mandamus et precipimus districte, quatenus, si, vocatis evocandis, visisque litteris super institutione dicti Raymondi confectis, vobis constiterit legitime de premissis, et dictus Raymondus aliquid non forestatur, propter quod a dicto capitaneatus officio sic debeat amoveri, dictum Raymondum, secundum constitutionem predictam, de qua vobis liquebit, in dicto capitaneatus officio manuteneatis et conservetis, non obstantibus dictis litteris subreptitiis, vel aliis de quorum subreptitione liquebit, per dictos consules vel alios a nobis in contrarium impetratis, ipsumque Raymondum deffendatis ab injuriis, violentiis, novitatibus indebitis et oppressionibus quorumcumque, ut fuerit rationis et ad vos noveritis pertinere. — Datum Parisius, VI die augusti, anno Domini M° CCC° decimo septimo.

Et puis toutes ces choses, vous nous avez envoié unes lettres, a la requeste Raymont de Lates, dont la teneur est telle :

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, custodibus nundinarum Campanie salutem. — Cum, sicut accepimus, consules Montispessulani capitaneum in nundinis Campanie et Brie pro mercatoribus Lingue Occitane instituere consueverint ab antiquo, ad instanciam carrissimi consanguinei nostri regis Majoricarum illustris, qui super hoc nos rogavit, mandamus vobis quatenus Raymondum de Latis, quem dicti consules capitaneum ad predicta elegisse dicuntur, in hiis que hujusmodi spectant officium exaudire, ipsumque, justicia mediante, benigniter pertractare curetis, prout hactenus in talibus extitit consuetum. — Actum Parisius, die prima aprilis, anno Domini M° CCC° decimo septimo.

Et nous a l'en donné a entendre qu'il empetrerent un mandement en nostre court, qui faisoit mancion que nous aviens appelé ledit Raymont Arpin et les marchans de sa capitannerie pardevant nous, et que li dit marchant s'estoient acordé que l'on l'ostat de la capitannerie, et que nous li aviens soupandu son office. Si vous certiffions, tres chiers et redoubtez sires, que onques ycelx mandemens n'issi de nostre conscience, ne riens n'en seumes; ançois nous raportierent li marchant que il estoit bons et suffisanz. Pour quoi, tres chiers et redoubtez sires, vous nous en williez mander vostre voulenté; quar il est contenu en la confirmacion doudit Raymont Arpin que l'an ne le puet oster doudit office, se cil dou capitanage pardeça ni trouvoient si grant cause pour quoi il le deussent faire : la quel chose il ne nous ont requis, ne ne requistrent onques. Tres chiers, haus, puissanz et redoubtez, si nous en williez a recommander vostre bonne voulenté; car nous n'en osons plus faire, sans vostre bon commandement.

Donné soubz le scel de vos foires, a Laingny sus Marne, l'an de grace mil CCC dix et sept, ou mois d'avril.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 10. Original à queue de parchemin, avec sceau en cire verte.

## II.

A touz ceux qui ces presentes lettres verront, Estienes Morise, garde dou scel de la prevosté de Provins, salut.

Sachent tuit que en l'an de grace mil trois cenz dix et huit, le mercredi vint et six jourz dou mois d'avril, Thomas li Espiciers de Provins et Girarz Dumai, clerc juré et establi a Provins de par nostre seigneur le roi a ce faire, virent et lurent les lettres nostre seigneur le roi, contenans ceste forme :

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, custodibus nostrarum Campanie nundinarum, ac ballivo Trecensi, vel eorum loca tenentibus, salutem.

Nuper, et nunc iterato, conquesti sunt nobis consules Montis pessulani quod, cum ipsi anno presenti pro locum tenente capitanei sui Gerardum de Figiaco instituissent, destituendo Raimundum Arpini, quondam capitaneum eorumdem, et ipsi Raimundus et Gerardus, super hoc inter se contendentes, ex parte nostra plurimas ad vos custodes litteras impetravissent hinc inde, vos tandem certam inde fecistis ordinationem, pro dictis consulibus et Geraldo, contra prefatum Raimundum, a qua nondum extitit appellatum; et postmodum alter vestrum, proprio motu obiciens ipsam perperam et subrepticie a nostra curia emanasse, mandata illi contraria dedit, in ipsorum conquerentium prejudicium et gravamen. Ideoque, vobis mandavimus, per nostras alias litteras, ut, si esset ita, premissam faceretis ordinationem rationabiliter observari, quod contra factum esset penitus irritantes, et, si super hoc occurreret aliquod dubium vel obscurum, id sufficienter instructum ad examen nostrarum gencium, que proxime futuras dies Trecenses tenerent, remitteretis; quorum neutrum facere voluistis, sicut ex parte consulum et Gerardi predictorum fuit nobis expositum conquerendo. Quocirca mandamus vobis quatinus, si est ita, premissam ordinationem facientes rationabiliter observari, quicquid injuste contra factum fuerit debite revocetis. Alioquin tibi ballivo predicto, presencium auctoritate, committimus et mandamus quatinus, visa predicta ordinatione, compellas, ut justum fuerit, predictos custodes ad observationem illius, non obstantibus quibuscunque subrepticiis litteris in contrarium impetratis.

Datum Parisius, XVII[a] die aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

Et je Estienes Morise dessus diz, par le rapport des diz jurez, ay scellé ce present transcript dou scel et dou contrescel de la prevosté de Provins, avec les seignez des dix jurez, en l'an, ou jour et ou mois premierement dessus diz.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 14. Original sur parchemin, avec fragment de sceau pendant.

## III.

Nos Petrus Calvelli, bajulus curie Montispessulani illustris domini regis Majoricarum et domini Montispessulani, notum facimus universis quod nos vidimus, tenuimus et diligenter inspeximus, ac de verbo ad verbum coram nobis legi fecimus quasdam patentes litteras, in pargameno et linga gallicana scriptas, sigillatas per impendenti sigillo viridi nobilium virorum dominorum magistrorum ac custodum nundinarum Campanie et Brie, non abolitas, non corruptas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte viciatas, sed, ut prima facie apparebat, omni suspicione carentes, quarumquidem litterarum tenor dinoscitur esse talis :

A touz ceux qui ces presentes lettres verront et oiront, Flamens de Lande chevaliers, et Raouls Maquart de Maruel, gardes des foyres dé Champaigne et de Brie, salut.

Comme en la foyre de Bar seur Aube et en la foyre de may de Provins novellement passées, nous heussiens receu lettres de vaillans homes et sages les consuls de Monpeslier, contenent en icelles euls avoir povoir et a euls appartenir de instituir et de desinstituir capitain de Provence dit de la Lenga d'oc, et de ycelui envoier es foires de Champaigne et frequenter icelles, pour faire ce que a capitaine appartient, selont les us et les coustumas ancienement acostumez, et estoit encor contenu en icelles lettres que leur predecessour heussent institui Remon Arpin de Monpeslier pour capitain, leu quel office de capitenage heust exercé par lont temps, et darnierement, en l'an mil ccc et seze, et pour certaine cause, li dit consus ycelui Remon heussent desinstitui, et institui pour lieu tenent, tant qu'il en heussent ordené, Girart dou Fijac, avocat en la court des foires, et requis par leur lettres ycelui garder et maintenir ou dit office, tant que d'autrement il eussent ordené, et au dit Remon deffendre et metre silence que dou dit capitainage exercer il ne s'entremeist, si comme toutes ces choses estoient plus plenierement contenues es dites lettres ; par la vertu des queles nous heussiens

foit appeller pardevant nous le dit Remon, et les dites lettres fait lire et bailier copie, et doné jour d'avis, auquel jour li dit Remon vint et proposa que, comment que li consuls heussent povoir de lui et autre instituir, il n'avoient povoir de lui desinstituir, se la greigneur partie et la plus saine des marcheans frequentanz les foires ne s'i acordoient, par la teneur d'unes lettres que li dit consuls qui par le temps estoient li en avoient données, et maintenoit que la greigneur partie des marcheans frequentanz les foires s'acordoient qu'il feust capitainz, des quiex marcheans nous li requimes qu'il nous feist foy; et a faire la dite foy il nous amena jusques a quinze persones, qu'il dist estre de son capitainage, li quel par leur sarrement raporteren le dit Ramon estre prodrome et souffisant, et bien leur plesoit qu'il fust capitainz; et apres ces choses li dit Girars nous heust aporté unes lettres, scellées dou scel de tres excellent prince le roy de Maillorques, es queles il estoit contenu que pardevant le lieu tenent deu dit prince estoient venu ou palais de Monpeslier jusques a cinquante et cint persones des plus seuffisans marcheans es foires repairanz, qui a une voiz avoient voulu et acordé devant le dit lieu tenent a tenir, garder et acomplir le dit, l'ordenance des diz consuls de Monpeslier, la desinstitution dou dit Ramon et la institution dou dit lieu tenent, et generalment tot ce que li diz consuls en voudroient faire et ordener, feust de instituir ou desinstituir; et comme nous, par la confession deu dit Remon, qui a cogneu l'institution et la desinstitution appartenir aus diz consuls, lo nombre des acordanz que li dit Remons nous a amenez et le nombre des autres qui a la volonté des diz consuls sont accordanz, a la supplicacion et requeste des diz consuls, en tant comme en nous est et puet appartenir, avons deffendu et deffendons au dit Remon tout espleit de capitanage, et qu'il ne s'en entremete plus, tant que par l'acort des diz consuls il soit restitui, sauve a lui toutes ses bonnes raisons a proposer la ou droiz le menra; et le dit lieu tenent de capitanie, ou autre ordené de part les diz consuls, nous garderons en usant de son dit office, de tort et de force, en tant comme a

nous appartendra. En tesmoing des quiex choses nous avons scellé ces lettres dou scel des foires.

Donné l'an de grace mil ccc dix et sept, ou moys d'aoust.

In cujus rei testimonium, nos prefatus bajulus huic presenti vidimus bullam plumbeam dicte nostre curie duximus appendendam, anno Domini millesimo CCC° XVII°, videlicet duodecimo kalendas octobris.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 9. Parchemin original avec sceau en plomb de la cour du bayle de Montpellier. — Il existe, N° 6 de la même cassette, un vidimus analogue, émané du garde de la prévôté de Paris, le 5 avril 1317.

## IV.

Noscant omnes quod nos Petrus Calvelli, bajulus curie Montispessulani illustris domini nostri Majoricarum regis et domini Montispessulani, vidimus, tenuimus et diligenter inspeximus quandam patentem litteram, in pergameno scriptam, non viciatam, non cancellatam, nec in aliqua sui parte suspectam, sigillatamque sigillo inpendenti, ut in eo apparebat, nundinarum Campanie et Brie, cujusquidem littere tenor talis est :

Viris venerabilibus, providis, sapientibus et honestis illustrissimi principis ac domini, domini regis Majoricarum, vicesgerenti, bajulo, consulibusque Montispessulani, ceterisque justiciariis ejusdem loci, vel eorum loca tenentibus, seu eorum uni, Henricus de Noeriis, miles, et Radulphus Macardi de Marrollio, nundinarum Campanie Brieque custodes, salutem et sincere dilectionis affectum.

Cum quidam vestrorum consulum quendam capitaneum mercatorum Provincialium, in partibus vestris degentem et residentem, et dictas nundinas minime frequentantem, preter assensum et voluntatem mercatorum Provincialium dictas nundinas frequentaneium, ut dicitur, duxerint instituendum, cujus institutionis virtute Girardus de Figiaco, in nostra curia advocatus, qui se asserit ipsius instituti gerere vices, nobis quasdam litteras, sigillo dictorum consulum

sigillatas, exhibuerit, et, earum virtute, nos sepe et multociens, nomine et vice prefati instituti, duxerit requirendum, ut nos Raimundum Arpini, qui diu capitaneus dictorum mercatorum extitit, ab officio capitaneo vellemus amovere, et ipsum Girardum, nomine et vice dicti novi instituti, de dicto officio gaudere permitteremus; ex parte vero dicti Raimundi nobis extiterit expositum, quod ipse, diu est, per cives et consules Montispessulani, ad quos electio et institutio dicti capitanatus noscitur pertinere, in dicti capitanatus officio fuerit institutus, et [per] ipsos consules adinvicem et unanimiter fuerit constitutum quod nullus ipsum a dicto officio destituere possit nec etiam amovere, quandiu bene et legaliter in dicto officio se haberet, nisi pro forefacto, vel aliquo casu vicioso, prout in quibusdam litteris dictorum consulum vestrorum super hoc confectis, et nobis ex parte dicti Raimundi exhibitis et ostensis, plenius dicitur contineri; et post hec omnia dictus Girardus quasdam litteras regias nobis obtulerit, in quibus continebatur quod nos ipsum Raimundum a dicto officio amoveremus; unde nos, virtute dictarum litterarum, [multos] mercatorum Provincialium dictas nundinas frequentantium, et dictum Raimundum ejusque mores et conversationes agnoscentes, coram nobis fecerimus convenire, et per ipsos sufficientem informationem et legitimam fecerimus, ipsumque Raimundum per dictam informationem, ac etiam per famam publicam et nominatam, purum, innocentem ab omni forefacto casuque vicioso invenerimus, et se in dicto officio bene et legaliter semper habuisse; quibus sic actis, nos, per magni temporis spatium, dictum processum in statu permisimus remanere; set postea, ex parte dicti Raimundi, quasdam alias litteras regias recepimus, formam que sequitur continentes :

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, custodibus nundinarum Campanie, vel eorum locatenentibus, salutem.

Alias Raimundus Arpini, capitaneus mercatorum Provincialium et aliorum Lingue Occitane dictas nundinas frequentantium, nobis exposuit graviter conquerendo, quod, cum ipse, diu est, per cives

consules Montispessulani, ad quos electio dicti capitanatus noscitur pertinere, ad regendum dictum capitanatus officium legitime fuerit institutus, et per consules et mercatores predictos adinvicem fuerit constitutum quod nullus sic institutus ab eis destitui posset nec a dicto officio amoveri, quandiu bene et legaliter in dicti capitanatus officio se habebit, nisi major et sanior pars mercatorum sui capitanatus hoc peteret et ad hoc expresse concentiret, prout in litteris ipsorum consulum super hoc confectis dicitur plenius contineri, nichilominus consules moderni Montispessulani, preter assensum et voluntatem dictorum mercatorum, et contra constitutionem predictam, dictum Raimundum, sine causa rationabili, de dicto capitanatus officio, pro libito voluntatis, amovere nitentes, et alium ibidem instituere minus juste, quasdam litteras, tacito de premissis et subreptitias, a nobis impetrasse dicuntur, vobis directas, ut dictum Raimundum a dicto capitanatus officio penitus amoveatis, et alium, loco sui institutum, dicto capitanatus officio uti permittatis, in ipsius Raimundi dictorumque mercatorum prejudicium et gravamen. Quare, sicut alias vobis mandavimus, sic iterato mandamus et precipimus districte quatinus, si, vocatis evocandis, visisque litteris super institutione dicti Raimundi, vobis constiterit legitime de premissis, et dictus Raimundus aliquid non forefecerit, propter quod a dicti capitanatus officio sic debeat amoveri, dictum Raimundum, secundum constitutionem predictam, de qua vobis liquebit, in dicto capitanatus officio manuteneatis et conservetis, non obstantibus dictis litteris subreptitiis vel aliis, de quarum subreptitione liquebit, per dictos consules vel alios in contrarium impetratis, ipsumque Raimundum deffendatis ab injuriis, violentiis, novitatibus indebitis et oppressionibus quibuscumque, ut fuerit rationis, et ad vos noveritis pertinere.

Datum Parisius, VI<sup>a</sup> die augusti, anno Domini millesimo CCC° XVII°.

Visis autem tam dictis litteris consulum vestrorum, super premissis confectis, quam dictis litteris regiis super hiis, tam ex parte

dicti novi instituti quam ex parte dicti Raimundi directis, processuque omnium premissorum, adhuc indiscusso et indeterminato manente, nobis datum sic intelligi, quod dictus Girardus de Figiaco interim quasdam litteras, tenorem sententialem super premissis continentes, a curia nostra impetravit, virtute quarum vos intenditis dictum novum institutum in officio supradicto remanere, in dicti Raimundi prejudicium, dampnum non modicum et gravamen. Inde est quod vestre providentie, serie presentium, intimamus, quod dictè littere, que sententiam super premissis continere dinoscuntur, a consciencia nostra, quod simus recolentes, nunquam emanarunt; ymo intendebamus et adhuc intendimus dictum processum indiscussum et indeterminatum in curia nostra remanere. Quare vestram venerabilem providentiam, ex parte illustrissimi principis ac domini nostri, domini regis Francorum, requirimus, et nostra quanta possumus diligentia rogamus, quatinus dictas litteras sententiales nobis indilate, vel saltem infra dominicam post mediam quadragesimam proxime venturam, transmittere curetis; alioquin, ex nunc prout ex tunc, dictas litteras cassas, vanas et irritas revocamus, et litteris domini regis ultimis, nobis ex parte dicti Raimundi noviter directis, in omnibus et per omnia, secundum ipsarum tenorem et nostram informationem super premissis habitam, firmiter obediemus; tantum inde, si placet, facientes, ut vobis et vestris teneamur ad merita gratiarum. Quid inde feceritis, nobis per vestras litteras patentes, per latorem presentium, una cum presentibus remissis, significare curetis.

Datum anno Domini M° CCC° XVII°, mense februarii.

In cujus rei testimonium, nos Petrus Calvelli, bajulus predictus, hoc presens vidimus bullam plumbeam pendentem dicte curie Montispessulani jussimus communiri, anno Domini M° CCC° XVII°, scilicet VIII° ydus marcii.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 11. Original sur parchemin, avec sceau en plomb de la cour du bayle de Montpellier.

V.

En la cause mehue pardevant nous gardes des foires de Champaigne et de Brie, et Jehan de Vannoise, bailli de Troies, adjoint avec les dites gardes, par la vertu d'unes lettres de nostre seigneur le roi, entre Raymon Arpin de Montpellier d'une part, et Girart dou Fijac, procureur des consules de Montpellier d'autre, seur ce que li diz Raymons requeroit estre tenuz et gardez en la saisine et en la possession de l'office dou capitanage es foires de Champaigne et de Brie pour les marcheans de la Lamgue d'oc, le procureur des diz consules proposant au contraire et requerant que Raymons de Lates, capitains instituez de par les diz consules, si comme il disoit, fust gardez et tenuz en la saisine et possession de l'office dou dit capitanage, meesmement pour ce qu'il disoit que autre foiz avoit esté dit et ordené par les gardes des foires, si comme il apparoit par seel et par escripture, que li diz Remons de Lates seroit tenuz et gardez en la possession et saisine dou dit office, et deffendu au dit Raymon Arpin que il ne s'entremeist plus dou dit office, le dit Raymon proposant au contraire et disant que a celle lettre l'en ne devoit adjouster foi; car il n'avoit onques esté oiz ne appelez, ne ses diz offices ne li avoit onques esté souzpenduz, et bien le tesmoignoit sires Raouls Maquart, qu'il n'avoit onques esté en lieu ou la dite lettre eust esté faite ne passée, ne li office dou dit capitenage souzpenduz quant a lui, le dit procureur proposant au contraire disant que la dite lettre avoit esté bien et lealment faite et passée, et que elle estoit seellée bien et deehuement dou seel des foires, pour quoi l'en y devoit adjouster foi. A la parfin acordé fu des dites parties que, non contrestant la dite lettre ne l'ordenance, les dites parties nous baudroient touz leurs erremens, proces, instrumens, actes et lettres, tant de roy comme d'autres, de institucions et destitucions, et leur raisons, et seur icelles nous leur feriens droit, trencheement et bonneement liquiex d'aux deux seroit tenuz et gardez en possession et saisine dou dit capitanage; et se nous ne poviens jugier seur leur erremens,

proces et instrumens, actes et lettres tant de roi comme d'autres, de institucion et destitucion, et leur raisons qu'il nous devoient baillier, il estoit reservé au dit Remon Arpin de dire contre la dite lettre contencieuse seellée dou seel des foires ce qu'il cuideroit que bon fust, et au dit procureur ses deffenses au contraire.

Donné l'an de grace mil trois cenz dix huit, le tiers jour de juing, present Aubert Chapon, Estiene de Chaumont, Ruffin Destable, Guillot Damiens, Droet de Saint Maarc, etc.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 13. Original à triple queue de parchemin, muni de trois sceaux en cire jaune-verte.

## VI.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Honrris de Noix chevaliers, et Raouls Maquart de Marueil, gardes des foires de Champagne et de Brie, et Jehans de Vannoise, bailliz de Troyes, adjoinz avec aux par la teneur d'unes lettres de nostre seigneur le roy a cognoistre dou descort meu par devant les dites gardes entre Reymon Arpin, jadiz capitain de Montpellier d'une part, et le procureur des consuls de Montpellier d'autre, seur le fait de l'institution dou dit capitenaige, salut.

Sachent tuit que, comme nous, apres tout plain d'atercations eues entre les dites parties par devant nous garde des foires, eussiens mis en la main le roy l'office dou dit capitenage, et deffendu au dit Reymon Arpin et a Reymon de Lates, qui se disoit institui pour capitain de par les diz consuls de Montpellier, que dou dit capitenage exerser ne s'entremeissent, tant qu'il eust esté esclarci par nous a qui il appartenoit, et pour aler avant ou proces nous leur eussiens assigné journée par devant nous du mecredi, veille de l'Ascension Nostre Seigneur, et continuée jusques au venredi ensigant, a la quele journée li diz Reymons Arpin se comparut par devant nous, d'une part, et Girars dou Fijac, tant comme procureur des consuls de Montpellier, et Reymons de Lates, tant comme capitains instituiz des diz consuls, d'autre part, et requirent les parties chascuns

que la main le roy fut ostée a son profit : Et nous garde des foires et Jehans de Vannoise dessus dit, oiees les parties, consideré la main le roy avoir mise d'office, et non pas a requeste de partie, deismes en jugement, les parties presentes, que nous ostiemes la main le roy, et que chascuns alast a son droit. En tesmoign de ce, nous gardes des foires avons scellé ces lettres dou seel des foires, ensemble le seel de la baillie de Troies, et de nostre seignet Jehan de Vannoise, en lieu de contreseel.

Donné l'an de grace mil trois cenz dix et huit, le tiers jour dou mois de juing.

[1]Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 17. Original sur parchemin, encore muni des sceaux en cire verte mentionnés dans l'acte.

## VII.

A touz ceuls qui verront et orront ces presentes lettres, Honrris de Noueix chevaliers, et Raouls Maquart de Marueil, gardes des foires de Champaigne et de Brie, salut.

Sachient tuit comme Raymons Arpin, jadis capitains des marcheanz de la Lengue d'oc frequentanz es foires de Champaigne, ait esté pleintiz a nous, disanz et affermanz lui estre et avoir esté en possession et en saisine par lont temps de fere et de exercer l'office dou capitenaige des marcheanz de la Lengue d'oc es foires de Champaigne, et que li dit office li consule de Montpellier qui pour le temps estoient li avoient donné et ottroié a tenir tout le cours de sa vie, se emsuis n'estoit qu'il se meffeist ou dit office, si comme il disoit estre contenu en leur lettres fetes de s'institution; et seur ce li dit consule, en lui troublant et empeeschant a tort et sanz causes de novel en la possession et saisine dou dit office, eussient envoié, fet et establi un novel capitain, c'est a savoir Raymont de Lattes, ou prejudice et domage de lui, la quele chose il ne pooient ne ne devoient fere; si requeroit que nous le tenissiens et gardissiens en la possession et saisine dou dit office, et que nous li ostissiens le trouble et l'empeechement, et deffendissiens au dit Raymont des Lattes qu'il ne s'en-

tremeist dou dit office; Girart dou Fijac, procureur des diz consules, par lettres de procuracion bones et souffisanz, si comme nous veismes, soy opposant au contraire, disant et proposant pour les diz consules, et en nom d'aux, aux estre et avoir esté en saisine et en possession de tout temps et a aux appartenir de mettre et de oster, instituer et destituer capitain ou dit office, toutes foiz qu'il leur plet et il voient que mestiers est; et disoit et proposoit li diz procurerres, ou nom que dessus, que, pour certaine et leal cause, li dit consul, a grant deliberacion de leur conseil et de pluseurs marcheanz frequentanz les foires, estanz et trovez en la vile de Monpellier, avoient rappellé l'office dou Raymont Arpin et toutes ses lettres et pooirs données a lui, et lui destitué dou tout dou dit office, et avoient creé et institué deheuement le dit Raymont de Lattes ou dit office pour capitain, si comme il sont et ont esté en saisine et en possession et a aux appartient de le fere et de instituer, si comme il appiert plus clerement es lettres et ou proces fet seur ce par les diz consules : Pour quoy requeroit li diz procureur, ou nom dessus dit, que nous tenissiens et gardissiens le dit Raymont de Lattes, fet et institué capitain par lez diz consules, si com dessus est dit, en saisine et en possession de l'office dou dit capitaneage, meesmement comme aus diz consules apparteigne a fere et instituer capitain en la vile et ou cors de la vile de Monpellier, et non pas ou cors ne seur le cors des foires de Champaigne et de Brie, et que nous deffendissiens au dit Raymont Arpin que de l'office dou dit capitanage ne s'entremeist dorenavant, ne ne troublast ne empeeschast le dit Raymont de Lattes en son dit office. Adecertes nous, gardes des dites foires, avons receu les lettres nostre seigneur le roy, contenanz la fourme qui s'ensuit :

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, custodibus nundinarum Campanie, salutem.

Mandamus vobis quatinus in causa coram vobis pendente inter Raymundum Arpini, ex una parte, et procuratorem consulum Montispessulani, ex altera, super facto capitanei mercatorum Lingue Occitane in Campania, adjuncto vobiscum ballivo Trecensi, celeriter

procedatis, vocatis partibus supradictis et aliis qui fuerint super hoc evocandi, et eisdem exhibeatis adeo celeris et mature justicie complementum, quod ad nos propter hoc ulterius non recurrant.

Datum apud Fontem in Bosco, die vicesima octava aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo octavo.

Par la vertu des queles lettres, pardevant nous, gardes des dites foires, et nous Jehan de Vannoise, bailli de Troies, adjoint avec les dites gardes, vindrent et furent presentes les dites parties, et en jugement, disanz et proposanz les choses dessus dites, vousirent, ottroierent et accorderent, c'est assavoir li diz Raymons Arpin pour lui, d'une part, et li diz procureur ou nom dessus dit, d'autre, que seur toutes leur raisons, lettres, proces et instrumenz, tant dou roi com d'autre, qu'il nous baillerent agreablement, leur feissiens droit. Dont nous, veu, regardé, consideré et conseillié les raisons, les institucions, destitucions, proces, lettres et instrumenz, et tout ce que les dites parties vousirent dire et bailler et conclure en la cause, heeu conseil et deliberacion seur ce, deismes et a droit par nostre sentence diffinitive, que li diz Raymons de Lattes seroit et sera tenuz, gardez et maintenuz en la saisine et en la possession de l'institucion de l'office dou dit capitanage, fete et ottroiée a lui par les diz consules, et deffendismes au dit Raymont Arpin qu'il ne s'entremeist plus dou dit office; et se il cuidoit que li dit consule l'eussent fet grief, si alast par devers aux a Monpellier, et leur requeist qu'il li feissient droit, com a ceux a cui l'institucion et destitucion appartienent a fere en la vile de Monpellier, et non ailleurs. En tesmoin de la quele chose, nous gardes des dites foires avons scellé ces lettres dou scel des dites foires. Et nous bailliz dessus diz y avons mis le scel de la baillie de Troies, contreseignié de mon propre seignet, en lieu de contrescel.

Donné l'an de grace mil trois cenz dix et huit, le sisiesme jour de juing.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 3. Original sur parchemin, avec sceau appendu en cire verte.

VIII.

Gentes domini Francorum et Navarre regis, dies Trecenses pro ipso tenentes, universis presentes litteras inspecturis, salutem.

Notum facimus quod in causa appellationis, quam Raymondus Harpini de Montepessulano ab audientia custodum nundinarum Campanie, a quodam judicato contra ipsum pro consulibus Montispessulani, in causa inter ipsos coram dictis custodibus mota, super debato capitaginaii mercatorum Montispessulani, ad curiam Campanie se interposuisse dicebat, auditis hine inde partibus, et visis actis prioris judicii, per arrestum dicte curie dictum fuit in dicta principali causa bene judicatum, et male appellatum fuisse.

Datum Trecis in diebus, sub sigillo ballivie Trecensis, in absencia magni sigilli regii, XXIX^a die octobris, anno Domini M° CCC° XVIII^vo.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. VIII, N° 15. Original à queue de parchemin, avec sceau en cire rouge.

## LXIII.

LETTRES DE PHILIPPE LE BEL AUTORISANT POUR LA BARONNIE DE MONTPELLIER L'IMPORTATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET L'EXPORTATION DES VINS.

(12 Janvier 1298-99).

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Carcassone et Bellicadri senescallis, vel eorum locatenentibus, salutem.

Volumus et vobis presentium tenore mandamus, quatinus victualia quecunque de locis et villis senescalliarum vestrarum, ad villam Montispessulani et loca baronie seu pertinentiarum ejusdem, portari seu transvehi sine dificultatis obstaculo permittatis; volentes insuper quod habitatores seu incole dicte ville Montispessulani, et totius baronie seu pertinentiarum ejusdem, vina sua de villa, baronia seu pertinentiis predictis extrahere valeant, et ubicunque voluerint ad vendendum, vel aliter pro sua utilitate, portare seu portari facere,

per terram et aquam, consueta solvendo deveria, quandiu nostre placuerit voluntati, non obstantibus quibusvis ordinationibus seu prohibitionibus in preteritum per nos factis.

Actum Parisius, die lune post Epiphaniam Domini, anno ejusdem M° CC° nonagesimo octavo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis* Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## LXIV.

ENQUÊTE ENTREPRISE PAR ORDRE DE PHILIPPE LE BEL, A L'OCCASION DE GRIEFS COMMERCIAUX REPROCHÉS PAR LES HABITANTS DE MONTPELLIER, ENCORE SUJETS DU ROI DE MAJORQUE, AUX OFFICIERS DU ROI DE FRANCE.

(Janvier-Juin 1299.)

Anno Incarnationis Dominice M° CC° [IV$^{xx}$X] VIII, et tercio nonas Aprilis, [coram] reverendo in Christo patre, domino G., Dei gratia Suessionensi episcopo, et domino Richardo Nepotis, archidiacono Lexoviensi, existentibus apud Nemausum in domo hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, qui ibidem venerant de mandato domini nostri Francorum regis, [litteratorie] facto, cujusquidem mandati tenor talis est:

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli G., Suessionensi episcopo, et magistro Richardo Nepotis, archidiacono Lexoviensi, dilecto clero nostris, salutem et dilectionem.

Confidentes de vestre providentia fidelitatis experta, vobis tenore presentium committimus et mandamus, quatinus, ad villam de Montepessulo et portum de Latis ac loca vicina, de quibus est altercatio, vos personaliter conferentes, inquiratis exacta diligentia, vocatis nostris et avunculi nostri karissimi Jacobi, regis Majoricarum illustris, gentibus, et aliis evocandis, de navigantibus mercatoribus non Ytalicis, quibus aut aliis cum quibus aliter conventiones et pacta certa inivimus pro facto Nemausi et Aquarum Mortuarum

nolumus aliquid innovari, quid assuetum sit hactenus fieri aut teneri, levari seu distringi, cum perveniunt ad portum de Latis vel de gradibus, videlicet an teneantur venire ad portum Aquarum Mortuarum, et ibidem portus decapitationem vel aliam redibentiam solvere, seu vectigal, et de quibus navibus, magnis vel parvis, vel utrisque, et an sit aliqua differentia, et que, utrum etiam facient ipsi navigantes transitum per mare in confrontatione ad Aquas Mortuas, an venient aliunde. Interim vero nolumus impediri mercatores predictos, quin cum rebus et mercaturis suis possint apud Montempessulum venire per mare, et per dictos gradus transire eundo et redeundo, et in littore seu plagia applicare, sine difficultate quacumque, ac sine solutione denarii pro libra, sine prejudicio partis utriusque, prout hactenus, ante litem inter nos et regem Majoricarum prefatum super hoc motam, est fieri consuetum. Volumus insuper, et vobis presentium tenore committimus, quod de clamoribus et gravaminibus que prefatus avunculus noster, vel gens sua, contra gentes nostras coram nobis proposuit et proponet, ac coram vobis proponere voluerit, et e converso de gravaminibus et clamoribus que senescallus et gentes nostre senescallie Bellicadri proponere voluerint contra eum aut gentes ipsius, pacificetis, de quibus inter utrosque poteritis concordare; de ceteris autem, hinc inde juris et facti rationibus auditis, ac de eis cognito, vocatis evocandis, que clara fuerint terminetis, aut que vobis videbuntur posse terminari et etiam expediri. De hiis vero, de quibus incertum fuerit vobis decisionem vel determinationem facere, forsitan propter paritatem rationum juris et facti hinc inde, vel propter equalem probationum concursum, aut aliter, nobis terminanda reportare curetis; et quicquid super premissis omnibus et singulis feceritis, inveneritis et ordinaveritis, nobis quantocius refferatis, vel remittatis, sub sigillis vestris fideliter interclusum. Damus autem senescallo nostro Bellicadri, tenore presentium, in mandatis, ut in premissis omnibus et singulis, et pertinentibus ad premissa, diligenter vobis pareat et intendat, ac per sibi subditos pareri faciat et intendi.

Actum Parisius, die lune post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo CC° nonagesimo octavo.

Comparuit discretus vir dominus Stephanus Sabors, procurator et nomine procuratorio domini Jacobi, Dei gratia regis Majoricarum illustris, fidem faciens de sua procuratione per quamdam patentem litteram, sigillo cereo pendenti dicti domini regis Majoricarum, ut prima facie apparebat, sigillatam; cujus littere tenor talis est :

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum, comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessuli, attendentes quod illustrissimus dominus rex Francie, per suas patentes litteras, commisit et mandavit venerabili episcopo Suessionensi, et magistro Richardo Nepotis, archidiacono Lexoviensi, quod inquirant exacta diligentia de gravaminibus et impedimentis, que nobis, gentibus nostris et mercatoribus et navigantibus gentes sue senescallie Bellicadri inferunt, super [grad]ibus [sitis in] maris plagia, et in ingressus et egressus eorum, qui sunt in episcopatu [Maga]lonensi, et super aliis gravaminibus et clamoribus per nos et gentes nostras propositis et proponendis, prout in ipsa carta commiss[ionis] plenius con[tinetur]; ideo cum hac patenti littera nostra, et sigillo nostro pendenti sigillata, facimus, ordinamus, constituimus et creamus certos et speciales procuratores nostros, videlicet discretos viros Stephanum Sabors, gerentem vices locum tenentis pro nobis in Montepessulo, et Bremundum de Monteferrario, Montisferrarii dominum, militem nostrum, et quemlibet eorum in solidum,.... ad [prosequen] dum coram dictis commissariis, et etiam coram dicto domino rege Francie, et coram aliis quibuscumque judicibus suis, ordinariis vel delegatis, negotium supradictum, dantes et concedentes dictis procuratoribus nostris, et cuique eorum in solidum, plenam et liberam potestatem predictum negotium prosequendi,.... pro nobis et nomine nostro.....

Datum Perpiniani, XII° kalendas aprilis, anno Domini M° CC° nonagesimo octavo.

Comparuit etiam coram dictis dominis commissariis Petrus Romeni,

habitator ville Montispessuli, sindicus, procurator seu actor consulum ac universitatis hominum Montispessuli; et, ad faciendum fidem de dicto sindicatu, procuratione seu actoria, produxit quoddam instrumentum pro vero et publico, scriptum et signatum, ut prima facie apparet, manu magistri Johannis de Foyssaco, publici Montispessuli notarii, sigillatumque sigillo cereo pendenti dictorum consulum, ut prima facie apparebat; cujus instrumenti tenor talis est:

In nomine Domini nostri Jesu Christi, amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo CC° nonagesimo nono, videlicet kalendas aprilis, domino Philippo rege Francie regnante, noverint universi, presentes pariter et futuri, hanc cartam publicam inspecturi, quod, universitate ville Montispessuli convocata, et existente in domo Consulatus ejusdem ville, in kalendis aprilis, ut moris est fieri consuetum annis singulis, ad pulsationem campanarum ecclesie Beate Marie de Tabulis, domini Johannes Palmerii, Bertrandus Guiffredi, Johannes Guiraudoni, Guillelmus Duranti, Bernardus Egidii, Pontius Bastidas, Johannes Amici et Johannes Rotgerii, consules dicte ville, pro se et dominis Pontio Alamandini, Guillelmo de Puteo juniore, Bernardo Picalli et Stephano de Campanhiaco, conconsulibus ipsorum, licet absentibus ex causa, et etiam dicta universitas, nemine discrepante, elegerunt, creaverunt et constituerunt suos certos et indubitatos sindicos, procuratores seu actores, Petrum Romeni et Stephanum Pinharelli, habitatores dicte ville, presentes et recipientes, et quemlibet ipsorum in solidum,.... videlicet in omnibus et singulis causis, litibus et questionibus, per quascumque personas motis seu movendis contra dictos consules et universitatem, tam in agendo quam defendendo, quam resistendo,... dantes et concedentes.... plenam et liberam potestatem....

Acta sunt hec in domo Consulatus Montispessuli, in presentia et testimonio Thome Sellerii de Anglia, Johannis de Arquibus de Yspania, et plurium aliorum,... et mei Johannis de Foyssaco, publici Montispessuli notarii, qui, mandatus a dictis dominis consulibus et universitate, predicta omnia scripsi, et signo meo signavi.

Comparuit etiam, ex adverso, nobilis vir dominus Johannes de Arreblayo, miles domini [nostri regis] Francie, senescallus Bellicadri et Nemausi, ac discretus vir magister Petrus de Bitterris, procurator et nomine procuratorio domini nostri Francie regis. Et predictus dominus Stephanus Sabors, et dictus P. Romeni, nominibus quibus supra, reddiderunt quasdam cedulas papiri, scriptas, simul sutas, quarum tenor talis est:

Nos Stephanus Sabors, vices gerens locum tenentis in Montepessulo illustris domini regis Majoricarum, domini Montispessuli, et ejusdem procurator specialis ad presens negotium prosequendum, et Petrus Romei, sindicus consulum et universitatis ville Montispessuli, existentes in presentia vestri venerabilis patris domini G., Suessionensis episcopi, et magistri Richardi Nepotis, archidiaconi Lexoviensis, commissariorum illustrissimi domini Francie regis, dicimus et asserimus quod, cum dictus dominus rex Majoricarum esset hoc anno in partibus Francie cum dicto domino rege Francie, idem dominus rex Majoricarum, in presentia dicti domini regis Francie et consilii sui, proposuit, seu proponi fecit multa gravamina, sibi et gentibus suis, et terre et dominationi sue Montispessuli illata per gentes et curiales senescallie Bellicadri dicti domini regis Francie; quibus auditis et intellectis per dictum dominum regem Francie et consilium suum, assercito seu requisito nobili viro domino de Arreblayo, milite domini regis Francie, senescallo Bellicadri, tunc ibidem presentialiter existente, idem dominus rex Francie ordinavit quod vos, reverendi domini, apud Montempessulum et portum de Latis et loca eis vicina, de quibus altercatio est suborta, personaliter veniretis, et de predictis gravaminibus et aliis, et de contentis in litteris commissionis vobis facte per dictum dominum regem Francie, utriusque dominorum regum gentibus evocatis et aliis evocandis, inquireretis veritatem, juxta traditam vobis formam in litteris regiis supradictis. Quocirca, nomine dicti domini regis Majoricarum et ville et universitatis et hominum Montispessuli, quanta possumus instantia supplicamus, ut in negotio vobis commisso procedere digne-

mini juxta traditam vobis formam in litteris regiis antedictis; et, ut fides veritatis, tam super predictis gravaminibus, propositis coram dicto domino rege Francie, quam aliis proponendis, quam super hiis que vobis commissa sunt inquirenda, plenius et clarius elucescat, dicimus, asserimus et proponimus, nominibus quibus supra, ut inferius continetur.

I. In primis dicimus, proponimus et protestamur quod, a xxxiiii vel xxxv annis citra, vel circa, fuit imposita apud Aquas Mortuas prestatio denarii pro libra, de mercibus quas contingeret honerari et exhonerari in portu Aquarum Mortuarum; et de hiis est et fuit fama.

Dicunt dicti dominus senescallus et regius procurator se non teneri aliter respondere, quare impertinens est; eo quare, attento tenore regie commissionis, dicti domini commissarii non possunt inquirere, nisi de locis de quibus suborta erat questio; sed de loco Aquarum Mortuarum et de denario pro libra ibi imposito non fuit suborta questio; quare nec ad proponendum, nec ad probandum debent dicti domini commissarii eos admittere, cum mandatum regium eis factum hoc non patiatur.

II. Item, dicimus et protestamur quod ante dicta tempora non prestabatur denarius pro libra, nec aliqua decapitatio, redibentia seu vectigal apud Aquas Mortuas de rebus seu mercibus aliquibus, quantumcumque veherentur per portum Aquarum Mortuarum, vel ibi exhonerarentur vel honerarentur; et de hiis est et fuit fama.

Istum secundum articulum dicunt dictus dominus senescallus et dictus regius procurator fore impertinentem, ratione qua primum; quare non est ei respondendum, et maxime quare negative propositum; que negativa nec possibilis nec probabilis est; quare ad hoc proponendum et ponendum non debent admitti.

III. Item, dicimus et protestamur quod, a dicto tempore citra, vel circa, fuit levatus dictus denarius pro libra de mercibus in dicto portu honeratis et exhoneratis, et solutus per mercatores; et ante nichil prestabatur; et de hiis est et fuit fama.

Tercio articulo dicunt dictus dominus senescallus et dictus regius procurator se non teneri respondere, rationibus supradictis, et quare ex predictis dependet, et in parte proponitur negative.

IIII. Item, dicimus et protestamur quod, a dicto tempore citra, et per dictum tempus usque a modico tempore citra, et etiam anterioribus temporibus, mercatores et navigantes, transeuntes per mare per portum Aquarum Mortuarum, vel ante ipsum portum, vel in confrontatione ipsius, transiverunt et transire consueverunt libere et sine impedimento alicujus, et sine prestatione denarii pro libra, redibentie, decapitationis vel vectigalis, vel prestationis alterius cujuscumque, etiamsi in dicto portu applicarent, causa refrescandi vel tranquillum tempus spectandi, vel alia de causa, dum tamen ibi non honerarent vel exhonerarent res seu merces; et de hiis est et fuit fama.

Quarto articulo respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et negant dictum articulum fore verum simpliciter, ut proponitur.

V. Item, dicimus et protestamur quod, a dicto tempore et per dictum tempus usque a modico tempore citra, consuetum et usitatum est et fuit quod, quando navigantes vel mercatores intrabant portum Aquarum Mortuarum, et de mercibus quas portabant aliquas exhonerabant, et aliquas non, de exhoneratis denarium pro libra solvebant, et cum aliis non exhoneratis sine prestatione et exactione quacumque libere recedebant; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et confitentur contenta in dicto articulo, quantum pro domino nostro rege faciunt; cetera negant.

VI. Item, dicimus et protestamur quod quicquid, a dicto tempore citra, datum seu exactum est, vel solutum in predictis locis reperietur, ratione denarii pro libra, redibentie seu vectigalis, aliter quam supradictum est, hoc factum est et fuit per mercatores conventionum Nemausi; vel, si per alios, hoc fuit factum a quinque annis vel circa citra, per potentiam et violentiam officialium et gentium

dicti domini regis Francie, navigantibus mercatoribusque reclamantibus et invitis; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et confitentur, in quantum facere possunt pro domino nostro rege; cetera negant.

VII. Item, dicimus et protestamur quod consuetum et usitatum est et fuit a tantis temporibus citra, quorum contrarii memoria non existit, quod mercatores et navigantes quicumque et undecumque cum navibus, lignis, navigiis, magnis et parvis, libere veniebant et venerunt, applicabant et applicaverunt, sine impedimento alicujus, et sine prestatione seu exactione quacumque pro domino rege Francie, ad plagiam et gradus qui sunt et fuerunt in episcopatu Magalone, cum rebus et mercibus, ibidem honerando et exhonerando, et per dictos gradus intrabant et exibant, declinantes ad portum Latarum, et merces ibi portantes et reportantes, vel quocumque volebant, prout eis placuit et placebat, nec compellebantur nec compulsi fuerunt ad portum Aquarum Mortuarum primitus declinare; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et negant contenta in dicto articulo fore vera, prout proponuntur.

VIII. Item, dicimus et protestamur quod, a tribus vel a IIIIor annis citra, vel circa, gentes et officiales illustrissimi domini regis Francie indebite et injuste conati sunt impedire et turbare quominus mercatores et navigantes cum navibus, lignis et navigiis libere, ut consueverant, possent venire et applicare ad plagiam et gradus predictos cum rebus et mercibus, et honerare et exhonerare ibidem, et per ipsos gradus intrare et exire, et declinare ad portum Latarum, et merces ibi portare et reportare, vel quocumque vellent, prout consueverant, nisi primitus vadant et declinent ad portum Aquarum Mortuarum; et per violentiam et de facto quosdam mercatores et navigantes compulerunt apud Aquas Mortuas applicare, et de mercibus quas portabant denarium pro libra solvere, mercatoribus et

navigantibus contradicentibus et invitis; quod nunquam ante extiterat attemptatum, in magnum prejudicium et gravamen dicti domini regis Majoricarum, et ville et hominum et universitatis Montispessuli, et mercatorum et navigantium, et eminens periculum naufragandi : et jam ex hoc aliqui naufragium passi sunt et amissionem mercium suarum ; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et negant fore verum, prout proponitur, addentes quod compulsio, si qua facta reperiatur, facta fuit juste et licite, et pro exequendo jure regio, et ejus conservatione.

VIIII. Item, dicimus et protestamur quod officiales et gentes dicti domini regis Francie, indebite et injuste, et per violentiam, quosdam ex dictis mercatoribus et navigantibus, volentibus intrare et exire per dictos gradus et venire ad portum Latarum, a tribus annis citra, pignoraverunt, et personas, res et merces eorum arrestaverunt, quare ad portum Aquarum Mortuarum primitus venire nolebant, et ab aliquibus denarium pro libra de mercibus extorserunt, et res et merces predictas et pecuniam inde exactam adhuc detinent occupatas; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, ut supra in proximo articulo.

X. Item, dicimus et protestamur quod quilibet navigantes libere applicant et semper applicare consueverunt ad portus dominorum quorumlibet, in regno Francie existentes, absque exactione alicujus denarii pro libra, redibentie seu alicujus vectigalis pro dicto domino rege Francie, sicut est videre manifeste in portibus et gradibus de Leucata, de Agroissano et de Narbona, de Venres, de Cerinhano et de Agathe, et in omnibus aliis portibus et gradibus qui sunt in regno Francie, et specialiter in senescalliis Bellicadri et Carcassone, exceptis portu Latarum et gradibus in Magalonensi dyocesi constitutis, in quibus supradicta indebita novitas est inducta noviter minus juste.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procu-

rator, et negant in senescallia Bellicadri in mari fore alium portum, nisi tantum portum Aquarum Mortuarum. De aliis autem locis, de quibus fit mentio in articulo, extra senescalliam Bellicadri constitutis, non tenentur respondere, cum quoad ea articulus sit impertinens. Cetera in dicto articulo contenta non credunt esse vera, ut proponuntur.

XI. Item, dicimus et protestamur quod gentes et officiales dicte senescallie indebite et injuste compellunt et compellere nituntur, a modico tempore citra, homines Montispessuli de mercibus solvere vectigal sive pedagium in loco vocato *de la Fossa*, et sito infra terminos de Lunello, licet dicti homines de Montepessulo, ex concessione eis dudum facta a domino de Lunello, libertatem et immunitatem obtinuissent non solvendi pedagium sive vectigal in dicto loco, et in quasi possessione pacifica extiterant dicte libertatis et immunitatis non solvendi pedagium in dicto loco per tempora longissima, a qua quasi possessione non sunt nec erant sine cause cognitione aliquatenus spoliandi; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator quod dicta concessio seu libertas vel immunitas, prestita et concessa hominibus Montispessuli per dominum de Lunello, non potuit valere nec tenere in prejudicium domini nostri regis, a quo castrum et baronia ac dictum pedagium tenebantur in feudum, ad cujus manum dicti domini regis predicta postea devenerunt, eo potissime quare dicta concessio non fuit facta cum assensu dicti domini regis vel curie sue; et esto sine prejudicio quod primordialiter tenuisset, tamen quare concessio dicti privilegii fuit facta in universitatem Montispessuli, et sic in manum mortuam, ex ordinatione regia, facta super amortizationibus, fuit positum ad manum regiam.

XII. Item, dicimus et protestamur quod gentes et officiales dicti domini regis Francie, contra Deum et justiciam, a tribus vel a IIII^or annis citra, vel circa, attemptaverunt et conati sunt exigere et levare sex solidos et VIII denarios, pro singulis centum sextariis bladi, a mercatoribus transeuntibus et portantibus bladum ad Montempes-

sulum per locum vocatum *de la Rodela*, ipsis mercatoribus reclamantibus et invitis; quod nunquam ante fuerat usitatum; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et dicunt quod, cum baronia Lunelli noviter pervenerit ad manum domini regis, et ignorent an contenta in dicto articulo veritate nitantur, parati sunt se informare de jure regio cum curialibus de Lunello; et tunc certitudinaliter respondebunt.

XIII. Item, dicimus et protestamur quod gentes et officiales dicti domini regis Francie prohibent mercatores Ytalicos, apud Nemausum commorantes, venire mercari et negotiari et contrahere in Montepessulo, interdicendo dictam villam Montispessuli a communione dictorum Ytalicorum, sine causa rationabili atque justa, et preter etiam tenorem et seriem conventionum initarum inter dominum Philippum, regem Francie, felicis recordationis, et Ytalicos supradictos, licet aliqua alia loca regni Francie non interdicant Ytalicis supradictis.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator quod, ex juribus conventionum initarum inter dictum dominum regem et predictos Ytalicos, comprobatarum in curia Francie, precedente querela gentium domini regis Majoricarum et universitatis hominum Montispessuli, et auctoritate rei judicate per dictum dominum regem Francie, fit predicta prohibitio, et fieri potest, consuevit et debet, legitime et de jure; et ad hoc probandum producunt quoddam publicum instrumentum, cujus tenor talis est:

Anno ab Incarnatione Domini M° CC° octuagesimo octavo, et nono kalendas novembris, regnante domino Philippo, etc. [1]

XIIII. Item, dicimus et protestamur quod gentes et officiales dicti domini regis Francie nituntur compellere curiam Montispessuli dicti domini regis Majoricarum ad remittendum apud Nemausum subjectos suos, ibidem responsuros pro contractibus quos fecisse dicuntur in

[1] Voir ces lettres très-exactement éditées dans l'*Histoire de Nismes* de Ménard, I, Pr. 113.

senescallia predicta cum Ytalicis supradictis, licet in dicta senescallia remissio in contractibus non fiat, de consuetudine in Montepessulo et in dicta senescallia diutius observata; et de hiis est et fuit fama.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et confitentur dictam compulsionem fieri legitime et juste, et factam fuisse longo tempore, auctoritate conventionum predictarum et privilegii dicti domini regis, Ytalicis mercatoribus concessi, quod contrahentes cum dictis Ytalicis mercatoribus compellantur, ad instar nundinarum Campanie, ubi remissio fit.

XV. Item, dicimus et protestamur quod gentes et officiales dicti domini regis Francie impediunt et turbant curiam Montispessuli dicti domini regis Majoricarum, quominus possit cognoscere contra dictos Ytalicos de querimoniis civiliter contra ipsos expositis in dicta curia Montispessuli, quamvis ibi reperiantur, cum ibidem, secundum loci consuetudinem, possint omnes, undecumque sint, qui ibi reperiuntur, conveniri; et similis consuetudo in diversis partibus senescallie Bellicadri et multis aliis partibus mundi communiter observatur.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, et negant dictam consuetudinem; et esto quod esset consuetudo, dicunt quod non potest ligare Ytalicos, nec alios forenses, et maxime illos qui sunt de conventionibus, qui, ex speciali privilegio et conventione dicti domini regis, non tenentur respondere, nec stare juri extra Nemausum.

XVI. Item, dicimus et protestamur quod officiales dicte senescallie, specialiter curia de Lunello, nolunt compellere seu compelli facere debitores sibi subjectos ad solvendum debita que debent Judeis commorantibus in Montepessulo, et infra terram et jurisdictionem immediatam dicti domini regis Majoricarum; immo, quod gravius est, dicta debita ad manum regiam acceperunt, et ea arrestaverunt, inhibentes debitoribus supradictis quod dictis Judeis aliquid solvere non presumant.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator

quod, ex ordinatione et mandato domini regis, fuerunt posita et sasita ad manum domini regis, ut confiscata, debita que homines terre Lunelli debent forensibus Judeis, non justiciabilibus domini regis immediate; et ideo dicti officiales de Lunello dictam compulsionem non auderent facere, nec tenentur.

XVII. Item, dicimus et protestamur quod dicti officiales, et specialiter curia de Lunello compellit et compellere nititur dictos Judeos ad solvendum et contribuendum in talliis et collectis Judeorum commorantium in baronia de Lunello pro quantitatibus debitorum que dictis Judeis terre dicti domini regis Majoricarum debentur infra baroniam predictam de Lunello, non obstante etiam quod de hoc mandatum existat regium, litteratorie super hoc impetratum.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator quod, cum in parte domini regis Majoricarum Montispessuli et in terra ipsius domini regis sint multi Judei, qui sunt sui originaliter, et talliabiles domini regis, petunt declarari de quibus Judeis loquitur dictus articulus, ad hoc ut certitudinaliter possint respondere.

XVIII. Item, dicimus et protestamur quod, cum dominus rex Francie mandat aliquid fieri vel procedi contra Judeos in generali, officiales sui, occasione generalis mandati, procedunt et procedere nituntur contra Judeos commorantes in Montepessulo et terra et jurisdictione ipsius, licet de ipsis in litteris regiis nulla specialis mentio habeatur, ex quibus aliquando gravantur quamplurimum laboribus et expensis, cum hujusmodi mandata generalia de Judeis propriis domini regis Francie intelligi debeant, et non de aliis.

Respondent dictus dominus senescallus et dictus regius procurator quod, cum fit generale mandatum, faciens mentionem de Judeis ressorti, tunc proceditur contra Judeos domini regis Majoricarum; alias non proceditur contra Judeos, nisi sint originales et talliabiles domini regis.

Consequentur, predicti domini commissarii assignaverunt dictis partibus diem, ad subjiciendum loca contentiosa oculis, et aliter

faciendum quod fuerit rationis, videlicet in crastinum Rami Palmarum.

Qua die, prefati domini commissarii ad gradum de Cauquillosa personaliter accesserunt, et ipsum gradum propriis oculis subjecerunt, in presentia dictarum partium, ostendentium dictis dominis commissariis ipsum gradum.

Deinde, die mercurii sequenti, gradum de Vico propriis oculis similiter subjecerunt.

Consequenter, in crastinum Resurrectionis Dominice, dicti domini commissarii ad villam de Latis, et locum ubi fit portus ibidem, accesserunt, et ipsum locum, ut dixerunt, propriis oculis subjecerunt, presentibus partibus supradictis.

Post que, anno quo supra, et die mercurii post festum Pasche, comparuerunt apud Montempessulum, coram dictis dominis commissariis, dictus dominus Stephanus Sabors et Petrus Romeni, nominibus quibus supra, ex una parte. Comparuerunt etiam dictus dominus senescallus et dictus regius procurator, ex altera. Et predicti dominus Stephanus et Petrus Romeni, nominibus quibus supra, obtulerunt predictis dominis commissariis quamdam cedulam papiri scriptam, quosdam articulos seu intentiones continentem, cujus cedule tenor talis est:

I. Intendunt probare procurator illustris domini regis Majoricarum et sindicus consulum et universitatis ville Montispessuli quod, a xxxuu^or vel a xxxv annis citra, vel circa, fuit imposita apud Aquas Mortuas prestatio denarii pro libra, de mercibus quas contingeret honerari et exhonerari in portu Aquarum Mortuarum; et de hiis est et fuit fama.

II. Item, intendunt probare quod, a dicto tempore, et per dictum tempus usque a modico tempore citra, et etiam anterioribus temporibus, mercatores et navigantes et transeuntes per mare per portum Aquarum Mortuarum, vel ante ipsum portum, vel in confrontatione ipsius, transierunt et transire consueverunt libere, et sine impedimento alicujus, et sine prestatione denarii pro libra, redibentie,

decapitationis, vel vectigalis, vel prestationis alterius cujuscumque, etiam si in dicto portu applicarent, causa rèfrescandi vel tempus tranquillum spectandi, vel alia de causa, dum tamen ibi non honerarent vel exhonerarent res seu merces; et de hiis est et fuit fama.

III. Item, intendunt probare quod, a dicto tempore, et per dictum tempus usque a modico tempore citra, consuetum et usitatum est et fuit, quod, quando navigantes vel mercatores intrabant portum Aquarum Mortuarum, et de mercibus quas portabant aliquas exhonerabant, et aliquas non, de exhoneratis denarium pro libra solvebant, et cum aliis non exhoneratis, sine prestatione et exactione quacumque, libere recedebant; et de hiis est et fuit fama.

IIII. Item, intendunt probare quod quicquid, a dicto tempore citra, datum seu exactum esse vel solutum in predictis locis reperietur, ratione denarii pro libra, redibentie seu vectigalis, aliter quam supradictum est, hoc factum est et fuit per mercatores conventionum Nemausi; vel, si per alios, hoc fuit factum a v annis vel circa citra, per potentiam et violentiam officialium et gentium dicti domini regis Francie, navigantibus mercatoribusque reclamantibus et invitis; et de hiis est et fuit fama.

V. Item, intendunt probare quod consuetum et usitatum est et fuit a tantis temporibus citra, quorum contrarii memoria non existit, quod mercatores et navigantes quicumque et undecumque cum navibus, lignis, navigiis, magnis et parvis, libere veniebant et venerunt, applicabant et applicaverunt, sine impedimento alicujus, et sine prestatione seu exactione quacumque pro domino rege Francie, ad plagiam et gradus qui sunt et fuerunt in episcopatu Magalonensi cum rebus et mercibus, ibidem honerando et exhonerando, et per dictos gradus intrabant et exibant, declinantes ad portum Latarum, et merces ibi portantes et reportantes, vel quocumque volebant, prout eis placuit et placebat, nec compellebantur nec compulsi fuerunt ad portum Aquarum Mortuarum primitus declinare; et de hiis est et fuit fama.

VI. Item, intendunt probare quod, a tribus vel a IIIIor annis citra,

vel circa, gentes et officiales illustrissimi domini regis Francie indebite et injuste conati sunt impedire et turbare, quominus mercatores et navigantes cum navibus, lignis et navigiis, libere, ut consueverant, possent venire et applicare ad plagiam et gradus predictos cum rebus et mercibus, et honerare et exhonerare ibidem, et per ipsos gradus intrare et exire, et declinare ad portum Latarum, et merces ibi portare et reportare, vel quocumque vellent, prout consueverant, nisi primitus vadant et declinent ad portum Aquarum Mortuarum, et per violentiam et de facto quosdam mercatores et navigantes compulerunt apud Aquas Mortuas applicare, et de mercibus quas portabant denarium pro libra solvere, mercatoribus et navigantibus contradicentibus et invitis, quod nunquam ante extiterat attemptatum, in magnum et eminens periculum naufragandi; et jam aliqui ex hoc naufragium passi sunt et amissionem rerum suarum; et de hiis est et fuit fama.

VII. Item, intendunt probare quod officiales et gentes dicti domini regis Francie indebite et injuste, et per violentiam, quosdam mercatores et navigantes, volentes intrare et exire per dictos gradus, et venire ad portum Latarum, a tribus annis citra, pignoraverunt, et personas, res et merces arrestaverunt, quare ad portum Aquarum Mortuarum primitus venire nolebant, et ab aliquibus denarium pro libra extorserunt; et de hiis est et fuit fama.

Consequenter, dictus dominus Stephanus et dictus sindicus, nominibus quibus supra, produxerunt in testes Rostagnum Guerchii, oriundum de Massilia, habitatorem Montispessuli, Jacobum Robini, et Symonem Botelmi de Massilia, qui juraverunt, in presentia dicti domini senescalli et dicti procuratoris regii, ad sancta Dei Evangelia, dicere veritatem....

Consequenter, eodem die, dictus procurator dicti domini regis Majoricarum et dictus sindicus, nominibus quibus supra, produxerunt in testes Raimundum Calberti de Lerida, Albertum Saulineras de Bagnolis, Guillelmum Sarriera de Barsilona, et Guiraudum de Bona fide de Caiarco, Caturcensem, qui juraverunt, in presentia

dicti domini senescalli et dicti procuratoris regii, ad sancta Dei Evangelia, dicere veritatem.

Albertus Saulineras de Bagnolis, dyocesis Geronensis, etatis, ut dicit, L annorum et amplius, testis juratus et requisitus, super predictis contentis in littera regia sibi articulatim expositis, dixit per suum sacramentum quod ipse qui loquitur apud Montempessulum conversatus est, a tempore quo Beatus Ludovicus, quondam rex Francie, transivit apud Tunitium, per majorem partem cujuslibet anni ibidem morando pro mercaturis suis exercendis; et dicit quod nulle grosse naves possunt intrare gradus, sed necesse est quod, undecumque veniant per mare, quod habent ire ad portum Aquarum Mortuarum,..... et quod omnes naves grosse ibidem venerunt et venire consueverunt, et solvere ibidem denarium pro libra de mercibus quas portabant, qui denarius fuit impositus, ut dicit, bene sunt xxxv anni, vel circa, nomine domini Francie regis, per Bocanegra..... Requisitus si consuevit levari a dicto tempore de mercibus honeratis et exhoneratis, et non de aliis que ibi non honerabantur vel exhonerabantur, dixit quod qualitercumque, et quacumque de causa, naves quecumque, sive grosse, sive parve, veniunt et intrant portum Aquarum Mortuarum, sive exhonerent, sive non, solvunt et solvere consueverunt denarium pro libra de omnibus vectis, undecumque sint naves, et undecumque sint merces; quare dicit in hoc nullam esse differentiam inter naves. De aliis autem navigiis, lignis ac barquis, et ceteris minoribus a grossis navibus ac grossis galeis, dixit quod, a dicto tempore citra, venerunt et venire consueverunt ad gradus predictos, sine infestatione et impedimento cujusquam, et sine prestatione denarii pro libra, aut alterius redibentie pro domino rege Francie, usque ab undecim mensibus proxime preteritis, quibus gentes domini regis Francie compulerunt barquas et omnia navigia quecumque et qualiacumque, undecumque venientia cum mercibus ad dictos gradus, ire apud Aquas Mortuas; et ibi, a dicto tempore citra, solverunt denarium pro libra.... Dixit etiam requisitus quod pluries vidit, dum vigebat aliqua fortuna

maris, grossas barquas ad dictos gradus venire honeratas, quas oportebat alleviari de suo honere, antequam intrarent dictos gradus; et alleviabantur de x vel xii ponderibus, que ponebantur in modicis barquis, et tunc intrabant dictos gradus. Dixit etiam ipse qui loquitur quod, ab anno citra, propter compulsiones predictas, ipse qui loquitur et quidam alii mercatores dampnificati fuerunt in suis mercibus, in quingentis libris turonensibus, vel circa, quare videlicet, dum redibant de dictis gradibus ad portum Aquarum Mortuarum, de mandato et ad compulsionem gentium domini regis, quidam caupulus, ubi erant plures merces, fuit affondratus....

Rostagnus Guerchii, de Massilia, habitator Montispessuli, etatis, ut dicit, xl annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,..... dixit quod exercuit multociens merces per mare vehundo et revehundo,.... et vidit, a xxviii annis citra, usque ad quinque annos proxime preteritos, quod naves et navigia quecumque et qualiacumque ibant et redibant quocumque volebant libere; et multociens multa navigia scivit et vidit applicare ad gradum de Cauquillosa; et ita consueverunt toto illo medio tempore ad dictum gradum applicare, absque eo quod compellerentur ire alibi, maxime ad Aquas Mortuas..... Item, dicit ipse qui loquitur quod, de pauco tempore citra, videlicet a v annis, quidam qui vocabatur Roquinus, custos portus Aquarum Mortuarum pro domino rege, compulit aliqua navigia, quando ea videbat transire per ante portum Aquarum Mortuarum, venire et intrare portum Aquarum Mortuarum, et ibi solvere denarium pro libra; et duravit ita quasi per annum; et postmodum cessavit dicta compulsio quasi per duos annos sequentes: nescit tamen quare, nisi quare mortuus fuit dictus Roquinus. Et dicit quod ante dictos v annos vidit quod aliquando, propter fortunam maris, aliqua navigia compellebantur intrare portum Aquarum Mortuarum; et fuit aliquando ipse qui loquitur in aliquibus de dictis navigiis. Et audivit quandoque quod clavarius Aquarum Mortuarum, bordando cum eis, regratiabatur vento et fortune, que illuc eos adduxerat, dicendo : *Granz merciz au vent, et non a vous,* *quod*

*aliter non venissetis !* Item, dicit quod, a duobus annis ultimo preteritis, gentes domini regis Aquarum Mortuarum compulerunt et compellere consueverunt indifferenter et publice omnia navigia venientia, seu venire volentia undecumque ad dictum gradum de Cauquillosa, primo ire ad Aquas Mortuas, et ibi solvere denarium pro libra, de mercibus quas vehebant. Requisitus si... scivit aliquam differentiam inter magnas et parvas naves, et utrum navigantes facerent transitum in confrontatione ad Aquas Mortuas, an venirent aliunde, dixit quod non, nisi quod in gradu de quo locutus est, dicit quod non posset intrare magna navis; et vidit aliquando magnam [navem] ire in plagia juxta gradus, que exhonerabatur in parvis caupulis et barquis, cum quibus intrabant merces dictum gradum...

Guillelmus Sarriera, de Barsilona, mercator, etatis, ut dicit, XL annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit quod ipse bene conversavit in istis partibus a XXV annis citra, per diversa intervalla, et modo bene stetit et mercimonia exercuit in Montepessulo per duos annos ultimo preteritos, et dixit quod.... pluries venit sua familia cum barquis, lignis et galeis cum mercibus ad dictos gradus de Cauquillosa et de Vico, libere, sine exactione quacumque pro domino rege Francie,... et sine compulsione aliqua eundi apud Aquas Mortuas... Item, dixit quod aliqua grossa navis seu galea, que sit honerata, non potest intrare dictos gradus; sed bene vidit, ut dicit, quod stabant in plagia maris, ante dictos gradus, et ibi exhonerabantur in parvis caupulis et barquis, que intrabant dictos gradus libere, sine exactione quacumque....

Raimundus Calberti de Lerida, olim mercator, etatis, ut dicit LV annorum,.... dixit se vidisse quod, quando ipse vel alius mercator ibi [applicabat] cum grosso ligno cohoperto, quod exhonerabant merces in plagia in navigiis et parvis barquis, que ingrediebantur dictos gradus; et tunc incontinenti dictum lignum ita exhoneratum ibat ad portum Aquarum Mortuarum, propter metum fortune maris. Dixit etiam quod nulle grosse naves, aut galee vel ligna, nec etiam barque grosse honerate, possunt ingredi dictos gradus, sed extra

in plagia maris, et ibi exhonerantur in caupulis et barquis. Dixit etiam se vidisse, semel vel bis, quod gradus de Cauquillosa mutatus fuit per fortunam maris, quoniam mare perforabat terram alibi ibi prope, et faciebat novum gradum, per quem similiter intrabant dicte barque....

Guiraudus de Bona fide de Caiarco, mercator Caturcensis, etatis, ut dicit, XL annorum et plus, dixit.... quod ipse qui loquitur, una cum quibusdam aliis mercatoribus, pluries et per diversa intervalla, venerunt de Catalonia, cum barquis interdum, et interdum cum parvis lignis, mercibus honeratis, et applicabant ad gradum de Cauquillosa; primitus tamen in plagia exhonerabant in parvis barquis et caupulis magnam partem mercium, antequam dicte barque et ligna possent ingredi dictum gradum.... Dicit etiam quod nullum navigium grossum honeratum posset intrare dictos gradus..... Dicit tamen quod nullum grossum lignum, navis aut galea, posset diu in dicta plagia morari in yeme, quin esset in magno periculo fortune maris.... Dixit etiam quod sibi accidit interdum, cum veniebat per mare de Catalonia cum mercibus suis, et volebat applicare ad dictum gradum, quod non poterat hoc facere, propter fortunam maris, immo oportebat de necessitate quod iret apud Aquas Mortuas, et in portu ibidem applicaret; et ibi exhonerabat merces suas.... Vidit pluries, ut dicit, quod, quando aliquod lignum erat exhoneratum in dicto gradu, incontinenti recedebat vacuum ad portum Aquarum Mortuarum, propter metum fortune maris....

*VIII kal. maii.* — Petrus Rollandi, oriundus de Clayrano, de terra Rossilionis, etatis, ut dixit, LX annorum,.... dixit se vidisse et audisse, a XL annis usque ad X annos proxime preteritos, quatuor gradus in rippa maris, circa seu prope monasterium Magalone, quorum unus vocabatur Gradus Novus, alter Gradus de Magalona, alter Gradus de Cauquilhosa, et alter Gradus de Vico, non tamen simul; sed quando unus fiebat per fortunam maris, alter claudebatur. Finaliter tamen remanserunt dicti gradus de Vico et de Cauquillosa. Et vidit, ut dicit, per dictum tempus, quod omnes naves, taride,

galee, ligna et barque grosse, undecumque venirent et indifferenter, applicabant ad dictos gradus... Dixit tamen quod non poterant intrare dictos gradus, nisi primitus in plagia cum caupulis et barquis alleviarentur, que intrabant dictos gradus, et descendebant apud Latas... Quando aliquod lignum grossum erat exhoneratum in plagia maris ante dictos gradus, oportebat quod confestim iret ad portum Aquarum Mortuarum, propter metum fortune maris; quare, si fortuna veniret, vix posset salvari quin frangeretur... Item, dixit se audivisse dici, tres anni sunt, vel circa, et a dicto tempore citra, quod ad dictos gradus morabatur quidam serviens domini regis Francie, qui compellebat barquas et alia navigia, cum mercibus venientia et applicantia ibidem, primitus ire et applicare ad portum Aquarum Mortuarum, et ibidem solvere denarium pro libra de mercibus quas vehebant....

Bernardus Albuston de Melgorio, barbitonsor, non usitatus in mari, ut dicit, etatis, ut dicit, XL annorum et plus,.... dixit se vidisse et audisse, bene sunt XXV anni, et a XXV annis citra usque ad duos annos proxime preteritos, venire et applicare ad gradum de Cauquillosa plures barquas grossas et alia navigia cum mercibus, et semel quamdam navem in plagia maris, ante dictum gradum, libere et sine exactione quacumque, et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas, vel alibi. Requisitus qualiter scit, dixit quod ibi erat presens, et radebat barbas mercatorum, et non videbat quod aliquis infestaret eos in aliquo. Dixit tamen quod naves seu galee aut ligna onherata non poterant intrare dictos gradus, nisi primitus alleviarentur et exhonerarentur in parvis navigiis et barquis, que intrabant dictum gradum, et descendebant apud Latas. Et predicta vidit, ut dicit, de omnibus indifferenter, et de mercatoribus Massilie, et de mercatoribus Catalonie et Janue... Item, dixit requisitus se audivisse dici quod, a duobus annis citra, gentes domini regis Francie compulerunt omnia navigia, ad dictos gradus cum mercibus venientia, primitus ire apud Aquas Mortuas, et solvere ibidem denarium pro libra.

Petrus Juliani de Melgorio, etatis, ut dicit, XL annorum et amplius, testis juratus et requisitus,... dixit quod bene sunt XII anni, quod ipse fuit pedagiarius seu usagerius in gradu de Cauquillosa, continue per sex annos, pro domino Magalonensi episcopo, in cujus terra est dictus gradus, ut dicit; et vidit ibi, per dictos sex annos, naves, galeas, ligna et barquas grossas applicare, exhonerare, et honerare libere, sine exactione quacumque, et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas. Dixit tamen quod quelibet navis, que tunc applicabat ibidem et exhonerabat, solvebat ipsi qui loquitur, vel sociis suis, pro dicto domino episcopo, x solidos et unum rotulum cere, seu valorem ipsius rotuli; et gentibus domini regis Majoricarum, nomine ipsius domini regis, solvebat dicta navis, ut sibi videtur, unum denarium auri et unam libram piperis, pro portu Latarum. Item, dixit quod quelibet galea, que tunc applicabat et exhonerabat ibidem, solvebat dicto domino episcopo, vel suis gentibus, xxv solidos, et dicto domino regi aliam redibentiam, non recordatur tamen quam. Item, dixit quod quelibet barqua, que veniret a parte Orientali, que haberet timones, que applicaret et exhoneraret ibidem, solvebat XII denarios; et iste barque similiter solvebant redibentiam dicto domino regi, ratione portus de Latis; sed non recordatur, ut dicit, quam redibentiam solvebant. Item, dixit quod dicte naves, galee, ligna, dum erant honerata, non poterant intrare dictum gradum; sed in plagia maris alleviabantur et exhonerabantur in parvis caupulis et barquis, que intrabant dictum gradum, et descendebant apud Latas. Item, dixit quod interdum, quando dicte naves erant exhonerate, ibant ad portum Aquarum Mortuarum, propter metum fortune maris, et interdum, in estate, dum vigebat tempus tranquillum, remanebant in dicta plagia. Requisitus si unquam vidit ibidem, dum dicta navigia applicabant et exhonerabantur, gentes domini regis Francie presentes, dixit quod non. Credit tamen quod gentes domini regis Aquarum Mortuarum hoc scire possent, si vellent, quoniam publice applicabant. Item, dixit quod bene sunt sex anni, quod ipse audivit dici quod

custos portus Aquarum Mortuarum venerat ad dictum gradum cum quodam ligno armato, qui pignorabat barquas que erant in dicto gradu, et faciebat eas ire apud Aquas Mortuas; sed non audivit dici causam quare. Et alia vice audivit dici quod dictus custos ad dictum gradum [venerat], et quod pignoraverat unam barquam in duabus velis, et quod ipsa barqua secutus fuerat eum apud Aquas Mortuas; et nescit tamen, ut dicit, causam quare, nec quarum gentium erat dicta barqua. Item, dixit quod bene sunt tres anni, vel circa, quod audivit dici quod quidam custos pro domino rege Francie erat ad dictos gradus de Cauquillosa et de Vico, et quod faciebat ire barquas et alia navigia, que ibi applicabant, apud Aquas Mortuas..... Dixit se audisse dici quod omnis species navigii transeuntis per mare Aquarum Mortuarum, undecumque veniat, vel ubicumque vadat, debet solvere gentibus domini regis Aquarum Mortuarum denarium pro libra; nescit tamen, ut dicit, terminos dicti maris; nec scit, ut dicit, quando fuit impositus dictus denarius...

Bernardus Hugonis de Melgorio, laborator, etatis, ut dicit, XL annorum, testis juratus et requisitus,... dixit quod, bene sunt XX anni, et a XX annis citra usque ad XII annos proxime preteritos, ipse qui loquitur fuit pedagiarius in dicto gradu de Cauquillosa, pro domino Magalonensi episcopo, per triennium, diversis intervallis, et recipiebat ibi certam redibentiam, de omnibus navigiis que ibi applicabant, pro dicto domino episcopo; et similiter erant ibi gentes domini regis Majoricarum, qui similiter recipiebant de omnibus predictis, pro ipso domino rege, certam redibentiam de omnibus navigiis predictis, ratione portus Latarum, et non ratione dicti gradus de Cauquillosa; et dixit se vidisse, per dictum triennium, naves, galeas, ligna et barquas ad dictum gradum applicare, et ibi exhonerare et honerare libere, sine exactione quacumque pro domino rege Francie, et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas, vel alibi. Requisitus si unquam vidit gentes domini regis Francie presentes, quando predicte naves et alia navigia ibi applicabant, dixit quod non. Dixit tamen quod tarde accidit, quod naves

ibi veniant, nec recolit nisi de una. Dixit etiam quod, quando veniebant dicte naves et galee et ligna ad dictum gradum, et descendebant apud Latas... De gradu de Vico, dixit se nichil scire, quoniam nunquam moratus fuit ibidem..... Item, dixit se audivisse dici quod bene est annus, quod in dictis gradibus moratur unus serviens, pro domino rege Francie, qui compellit omnia navigia, ad dictos gradus venientia, ire primitus apud Aquas Mortuas....

Guillelmus Vesiani de Melgorio, laborator, etatis, ut dicit, LX annorum, testis juratus et requisitus, dixit quod, a tempore quo dominus rex Francie ivit apud Tunitium, videlicet a XXX annis citra, usque ad XIII annos proxime preteritos, ipse qui loquitur stetit continue ad gradum de Cauquillosa, pro domino Magalonensi episcopo, ut suus pedagiarius, et dixit se vidisse et audisse, per dictum tempus, naves, galeas, ligna, barquas, cum mercibus et sine mercibus, ad dictum gradum applicare, et exhonerare et honerare, ire et redire, pro libito voluntatis, libere, sine impedimento et exactione quacumque pro domino rege Francie, et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas, vel alibi; de quibus navigiis ipse qui loquitur recipiebat certas redibentias pro domino Magalonensi episcopo; et gentes domini regis Majoricarum recipiebant similiter certas redibentias pro portu Latarum, sed non pro dicto gradu. Dixit etiam quod dicta navigia honerata non poterant intrare dictum gradum, sed exhonerabantur in plagia maris in parvis caupulis atque barquis, que intrabant gradum predictum, et descendebant apud Latas. De gradu vero de Vico, dixit se nichil scire, quare tunc temporis non erat factus, ut dicit..... De facto portus Aquarum Mortuarum, dixit se nichil scire, nec de impositione denarii pro libra, nisi quod credit quod impositio dicti denarii pro libra fuit facta tempore passagii Tunitii.

*VII kal. maii.* — Guillelmus Roqua de Melgorio, laborator, etatis, ut dicit, L annorum et amplius, testis juratus et requisitus, dixit quod bene sunt XXIX anni, quod ipse stetit per IX annos ad gradum de Cauquillosa, ut pedagiarius et receptor redibentiarum que

debebantur domino Magalonensi episcopo, de navigiis que applicabant cum mercibus ad dictum gradum..... Item, dixit requisitus quod gradus de Cauquillosa fuit apertus et factus per fortunam maris, bene sunt xxx anni et plus, scilicet per unum annum, vel circa, ut sibi videtur, antequam ipse qui loquitur moraretur ibidem. Item, dixit quod gradus de Vico tunc non erat apertus; et dixit quod, antequam fieret dictus gradus de Cauquillosa, erat quidam alius gradus prope Magalonam, ad quem applicabant omnia navigia, sicut postmodum applicaverunt ad dictum gradum de Cauquillosa. Requisitus qualiter scit, dixit quare ea vidit pluries applicare ibidem. Item, dixit requisitus famam esse de hiis de quibus deposuit....

Nicolosus de Riverolo, oriundus de Janua, habitator Aquarum Mortuarum, marinarius, etatis, ut dicit, LXX annorum, testis juratus et requisitus,... dixit se fuisse in partibus istis ante passagium Tunitii, bene per tres annos et plus; itaque bene fuit per XXXV annos, et tempore dicti passagii ipse ivit moratum apud Aquas Mortuas, et postmodum semper habitavit ibidem cum sua familia; et dixit se vidisse ante dictum passagium, et tempore ipsius passagii, quod fuit bene sunt XXX anni et plus, quod Guillelmus Bocanegra, qui morabatur in Aquis Mortuis et tenebat jurisdictionem ibidem pro domino rege Francie, compellebat et compelli faciebat omnia navigia, que intrabant infra terminos portus Aquarum Mortuarum, si ibi ancorassent, videlicet de Mota de Cotieu usque ad gradum de Cabra, venire et applicare ad portum Aquarum Mortuarum, et ibidem denarium pro libra solvere; et ex tunc hoc vidit usitari usque nunc. De aliis vero que portum non intrabant, nec infra dictos terminos ancorizabant, non se intromittebant gentes regis. Item, dixit se vidisse et audisse postmodum, ab illo tempore citra usque ad tempus quo fuit senescallus Bellicadri dominus Philippus de Bosco Archimbaudi, videlicet bene sunt XI vel XII anni, vel circa, naves, galeas, ligna, barquas et alia navigia applicare et venire ad gradum de Cauquillosa, libere et sine impedimento, et absque exactione aliqua pro domino rege Francie, et absque eo quod

compellerentur ire apud Aquas Mortuas, dum tamen infra dictos terminos non ancorassent; et exhonerabant in modicis caupulis et barquis, que intrabant dictum gradum, et descendebant apud Latas, et exhonerabant et recedebant pro libito voluntatis. Item, dixit se vidisse, bene sunt XII anni, vel circa, tempore dicti domini Philippi, ut credit, quod ipse dominus Philippus, vel alius tunc senescallus, precepit quod generaliter omnes species navigii, que transiret per vistam Aquarum Mortuarum quocumque casu, compelleretur ad veniendum apud Aquas Mortuas, et solvendum ibi denarium pro libra, de mercibus quas portabant; et ita fuit factum; et ipse qui loquitur tunc erat custos dicti portus, pro domino rege..... Dixit quod bene recordatur de impositione dicti denarii pro libra; et sunt bene XXX anni et plus, quod fuit impositus; et dixit se vidisse servari et usitari, ab illo tempore citra, quod quecumque navis, galea, seu alia species navigii, que intrabat dictum portum seu ejus terminos predictos, ancorizando ibi quocumque casu, aut per fortunam maris, vel alio quovis modo, solvebat denarium pro libra, de mercibus quas portabat, etiamsi nullas exhoneraret, vel si partem exhoneraret, et partem non. Et si a casu accideret quod aliqua navis, aut aliquid aliud navigium, intrasset dictum portum et ejus terminos, et se ancorasset ibidem, recederet sine solutione denarii pro libra, curia faciebat eam sequi et reverti apud Aquas Mortuas, et ibi suam redibentiam denarii pro libra solvere; unde etiam accidit, duo anni sunt, vel circa, quod quedam tarida venit infra terminos dicti portus cum mercibus, et se ancoravit ibidem; et in nocte, cum habuit bonum tempus, recessit ad gradum de Vico; et in crastinum Jacobus Ferrandi, locumtenens vicarii Aquarum Mortuarum, fecit armari duas barquas, et ivit bene cum XL hominibus, de quibus ipse qui loquitur fuit unus, ad dictum gradum de Vico, et dictam taridam ad dictum portum Aquarum Mortuarum, et omnes velas barquarum, que tunc in dicto gradu erant, ceperunt, et dictam taridam revenire fecerunt et solvere denarium pro libra, de mercibus quas portabat..... Item, dixit quod, a modico tempore citra, scilicet a X annis citra, usita-

tum est barquas venire ad dictum gradum de Vico; et hoc ideo dixit, quare prius non vidit ibi aliquod navigium applicare. Dixit etiam quod quidam, qui vocatur Bertrandus, modo custodit, prout credit, ne barque aut alia navigia applicent ad dictos gradus de Vico, et illas quas invenit ibi applicasse, sine eundo apud Aquas Mortuas, compellit redire ad Aquas Mortuas, et ibi redibentiam solvere consuetam. Item, dixit quod dicti gradus non sunt portus, nec possent ibi se salvare aliquot naves, galee aut ligna, si veniret fortuna maris; immo oporteret quod irent ad Aquas Mortuas. Item, dixit non esse differentiam inter magnas naves et parvas,.... nec undecumque sint mercatores eas ducentes, in omnibus que predixit.....

Jacobus Vallivi, de Janua oriundus, habitator Aquarum Mortuarum, etatis LV annorum, vel circa, testis juratus de veritate dicenda et requisitus,.... dixit quod bene sunt XL anni, quod solitus est ire per mare et mercari; et vidit quod, ante tempus quo dictus Bocanegra venit ad Aquas Mortuas, mercatores et naves cum mercibus suis applicabant ad portum Aquarum Mortuarum libere, et sine alicujus vectigalis vel exactionis prestatione. Postmodum autem vidit, adveniente dicto Bocanegra, quod ipse Bocanegra in dicto portu imposuit denarium pro libra de omnibus mercibus que intrarent portum, sive exhonerarentur in portu, sive non; et sunt bene XXX anni vel plus; et a dicto tempore citra ita vidit usitari et custodiri. Item, dicit quod postmodum, per XII annos, vel circa, gentes domini regis, videlicet senescallus qui tunc erat, statuit quod quecumque navigia, que infra terminos portus Aquarum Mortuarum, videlicet de gradu de Cabra usque ad Motam de Côtieu, ancorizarent, compellerentur venire ad portum Aquarum Mortuarum, et solvere denarium pro libra,... et sunt bene XVIII anni, vel circa... Item, requisitus de navigantibus quibuscumque, cum quibuscumque navigiis, magnis vel parvis, undecumque venientibus, si consueverunt ire et redire et libere applicare, sine impedimento aliquo et sine prestatione seu exactione quacumque pro domino rege Francie, ad plagiam et gradus qui sunt et fuerunt in episcopatu Magalonensi,

cum rebus et mercibus, ibidem honerando et exhonerando, et si per dictos gradus intrabant et exibant, declinantes ad portum Latarum, merces ibi portantes et reportantes, vel quocumque volebant, et prout eis placuit et placebat, absque eo quod compellerentur ad portum Aquarum Mortuarum primitus declinare, dixit quod, a tempore domini Guillelmi Bucucii, quondam vicarii Aquarum Mortuarum, videlicet a x annis citra, vel circa, vidit quod cum lignis et barquis armatis faciebat perquirere omnia navigia, que reperirentur in dictis gradibus, ut compellerentur redire apud Aquas Mortuas, et ibidem denarium pro libra solvere; tamen nunquam vidit aliqua reduci.......

Petrus Guirardi de Frontiniano, homo domini regis Majoricarum, marinarius, etatis, ut dicit, XL annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit se vidisse et audisse, bene sunt XXV anni et plus,... naves, galeas, ligna et barquas, et alia navigia cum mercibus ad dictos gradus, et ad alios qui fuerunt in dyocesi Magalonensi, applicare, honerare et exhonerare, et apud Latas suas merces portare libere, et sine impedimento et exactione quacumque pro domino rege Francie, et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas, nec denarium pro libra solvere; solvebant tamen gentibus domini Magalonensis episcopi redibentiam, quam sibi pro dictis gradibus debebant, et gentibus domini regis Majoricarum illam quam sibi debebant, ratione portus Latarum.... Grossa tamen navigia non intrabant gradus, nec poterant; sed in plagia ante gradus exhonerabantur in parvis, et cum ipsis parvis intrabant gradus merces. Dicit tamen quod, circa XII anni sunt, vidit semel quod gentes domini regis Francie portus Aquarum Mortuarum unam barquam, que transibat per mare in veua portus, compulerunt venire ad dictum portum, et ibi se aquitare; pluries non vidit nec audivit fieri predicta, quare tunc erat guerra Catalonie, et non ause erant gentes dicti portus ita exire in mari. Item, dicit quod, circa duo anni sunt, vidit tres barquas, quarum unam ipse qui loquitur ducebat, que honeraverant vina de Frontiniano in gradu de Vico, et

volebant ire versus partes Catalonie, ibidem arrestari per unum servientem rectoris Montispessuli, vocatum Philippotum, prout sibi videtur, pro eo quod dicebat dictus serviens quod dicte tres barque prius tenebantur ire ad portum Aquarum Mortuarum, et ibi se aquitare, quum alibi irent; et tunc ipse qui loquitur, una cum aliis ductoribus aliarum duarum barquarum, venerunt apud Montempessulum loqui cum locumtenente domini regis Majoricarum; et tunc ipse locumtenens ivit locutum cum rectore Montispessuli pro domino rege Francie; et postquam ambo locuti fuerunt simul, dictus locumtenens dixit ipsi qui loquitur et sociis suis, quod recederent ubi vellent, quare erant liberati; et abierunt. Et dicit quod modo compelluntur indistincte ire prius apud Aquas Mortuas, et ibi se aquitiare, etiamsi gradus intraverint. Requisitus a quo tempore ita factum fuit, dixit quod a duobus annis citra; ante nunquam audiverat vel viderat....

Andreas de Pradinis de Mesoa, homo domini episcopi Agathensis, marinarius, etatis, ut dicit, L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit quod recolit se vidisse tempus, in quo venientes et applicantes ad portum Aquarum Mortuarum nichil ibi solvebant; et postmodum, tempore cujusdam qui vocabatur Bocanegra, impositus fuit ibi denarius pro libra, et sunt bene XXX anni, vel circa, ut sibi videtur.... Item, dicit quod, a dicto tempore citra, usitatum est quod, quando per mare transeunt navigia quecumque, ita quod videantur ab illis de portu, consueverunt illi de portu exire obviam in ligno vel barqua armata; et si invenirent quod portarent merces pro quibus consuevit solvi denarius, reducebant ea ad portum, ut ibi se aquitarent; sin autem, permittebant abire. Requisitus qualiter scit predicta, dixit quare multotiens fuit in portu Aquarum Mortuarum, et ibi videbat barquam armatam ad hoc deputatam, ut sibi dicebatur; et de hiis dicit esse famam publicam inter gentes.... Item, dixit quod, a dicto anno et dimidio citra, vidit quemdam servientem domini regis Francie ad gradum de Vico, et signum regium ibidem; qui serviens inhibuit et inhibebat ductoribus navi-

giorum quorumcumque quod non intrarent dictum gradum, immo quod irent apud Aquas Mortuas.... Qui gradus de Vico factus est, ut dicit, a x annis citra....

Petrus de vico de Mesoa, olim marinarius, nunc laborator, homo domini Agathensis episcopi, etatis, ut dicit, LV annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit se vidisse et audisse, bene sunt XXXV anni, quod ipse piscavit multotiens et multis diebus in mari Magalonensi, quo tempore non erant isti gradus qui nunc sunt, videlicet de Cauquillosa et de Vico, quoniam non sunt nisi XXX anni, vel circa, quod dictus gradus de Cauquillosa fuit apertus et factus, nec sunt nisi VIII anni, vel circa, quod ille de Vico fuit similiter factus et apertus, ut dicit; sed tunc temporis erant duo alii in rippa prope Magalonam, qui modo sunt obturati et desiccati, ad quos vidit et audivit, ut dicit, naves, galeas, ligna, barquas et alia navigia applicare, honerare et exhonerare, intrare et exire, et merces apud Latas portare libere, sine impedimento, et absque exactione aliqua pro domino rege Francie, et sine solutione denarii pro libra... Dicit tamen quod navigia grossa non poterant intrare dictos gradus; sed in plagia applicabant, et postmodum in caupulis et barquis parvis exhonerabantur, que intrabant dictos gradus, et ibant cum mercibus apud Latas. Et hoc idem dixit se postmodum vidisse fieri pluries et diversis temporibus in gradu de Cauquillosa, et etiam in gradu de Vico...

Johannes Praderii de Mesoa, homo domini Agatensis episcopi, olim marinarius, nunc mercator, etatis, ut dicit, bene quatuorviginti annorum, testis juratus et requisitus..., dixit se vidisse et audisse, bene sunt sexaginta anni, quod in rippa maris Magalonensis prope Magalonam erat quidam gradus, qui vocabatur Gradus de Magalona, qui duravit per longum tempus, et postea fuit et est obturatus et desiccatus. Deinde post, bene sunt XXX anni, gradus de Cauquillosa fuit factus et apertus, et ille de Vico, bene sunt XII anni. Et dixit se vidisse et audisse, a dictis LX annis citra, primo per dictum gradum de Magalona, et postea per illum de Cauquillosa,

usitari naves, galeas, ligna et alia navigia cum mercibus applicare ad dictos gradus, et ibidem honerare, exhonerare, intrare et exire, et apud Latas suas merces portare libere et sine impedimento, et absque exactione aliqua pro domino rege Francie, et absque eo quod compellerentur ire aut redire apud Aquas Mortas, et sine solvendo denarium pro libra.... Dixit tamen quod naves non poterant intrare dictos gradus, sed exhonerabantur in plagia in caupulis et barquis, que intrabant dictos gradus, et descendebant apud Latas.... Item, dixit requisitus se vidisse tempus quod in Aquis Mortuis non erat turris nec lapis.... Deinde dixit se vidisse, bene sunt LX anni, vel circa, quando dominus rex Francie transivit mare et ivit apud Damietam, quod dictus locus Aquarum Mortuarum fuit habitatus per gentes, et quasi per X annos post, videlicet bene sunt L anni, fuit impositus in portu Aquarum Mortuarum denarius pro libra.... Requisitus quis imposuit dictum denarium, dixit se nescire, nisi quod dicebatur quod Lumbardus erat... Item, dixit se vidisse, bene sunt XXX anni, vel circa, quod, cum de Aquis Mortis videbatur navis aut galea, aut aliud navigium, ante vistam Aquarum Mortuarum transire per mare, incontinenti lignum aut barqua armata, que erat in dicto portu, ibat sibi obviam, ut faceret eam reverti.... Item, dixit se audivisse dici, ab uno mense citra, quod quidam serviens domini regis Francie prohibet et impedit ne navigia, volentia applicare ad dictos gradus, ibidem applicent; sed nescit quare, ut dicit, nec prius audiverat vel viderat per aliquem impediri....

Bernardus Mercatoris de Agate, homo domini episcopi Agatensis, marinarius, etatis, ut dicit, LX annorum, testis juratus et requisitus,... dixit se vidisse et audisse, bene sunt XL anni, et a XL annis citra per longum tempus, quemdam gradum prope Magalonam, qui vocabatur Gradus de Magalona, qui desiccatus est jam diu; et postea vidit gradum de Cauquillosa, qui nunc est, qui fuit apertus et factus bene sunt XXX anni, et illum de Vico, qui nunc est, qui fuit factus bene sunt octo anni, vel circa... Dixit tamen quod grossa navigia non poterant intrare dictos gradus, sed in plagia maris ante ipsos

gradus applicabant, et ibidem exhonerabantur in caupulis et parvis barquis, que intrabant dictos gradus, et descendebant apud Latas... Item, dixit se fuisse pluries, ante passagium Tunitii, ad portum Aquarum Mortuarum, ipse et plures ibi cum suis navigiis et mercibus; et ibidem libere exhonerabant, sine exactione denarii pro libra, vel alterius redibentie cujuscumque. Item, dixit se vidisse, quod, facto dicto passagio, ipse qui loquitur applicavit ibidem cum suis mercibus, et solvit denarium pro libra, de aliquibus mercibus quas exhoneravit, et similiter de quibusdam aliis quas non exhoneravit; et ita vidit et scivit postmodum usitari, bene sunt xxv anni et plus; qui denarius fuit impositus in dicto portu per quemdam qui vocatur Bocanegra, ut dicit.... Item, dixit se audivisse dici, bene est unus annus et dimidius, et ab illo tempore citra, quod ad gradum de Vico morabatur quidam serviens pro domino rege Francie, qui levabat denarium pro libra, aut compellebat navigia et barquas apud Aquas Mortuas ire, quod ante dictum tempus nunquam audiverat vel viderat fieri, ut dicit.

[Raimundus Servientis, de Agate, homo domini Agatensis episcopi, piscator, olim marinarius, etatis, ut dicit, L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit se vidisse et audisse, bene sunt xxxv anni, prope Magalonam quemdam gradum, qui vocabatur Gradus de Magalona, qui duravit per longum tempus, et est desiccatus, jam est diu; et postmodum vidit, bene sunt xxv anni, vel circa, quod gradus de Cauquillosa, qui nunc est, fuit factus et apertus, et gradum de Vico, qui nunc est, qui fuit factus, sex anni sunt, vel circa.... Item, dixit se audivisse dici quod dominus rex Francie, vel gentes sue, crediderunt, ab anno et dimidio citra, impedire quod navigia ad dictos portus non applicarent, quod nunquam prius viderat vel audiverat dici..... ]

*XV kal. junii.* — Bernardus Gauberti de Groyssano, dyocesis Narbonensis, etatis, ut dicit, XLV annorum, testis juratus et requisitus,.... dixit se vidisse et audisse, bene sunt xxx anni, vel circa, et a dicto tempore citra usitatum fuisse in gradibus de Vico et de

Cauquillosa, et aliis gradibus qui ab illo tempore citra fuerunt in rippa maris Magalone, naves, galeas, ligna, barças et alia navigia cum mercibus libere applicare, intrare et exire, honerare et exhonerare, pro libito voluntatis,.... salvo quod grossa navigia honerata non poterant intrare dictos gradus, immo in mari extra dictos gradus exhonerabantur in parvis caupulis atque barquis, que intrabant dictos gradus, et descendebant apud Latas....

*XIII kal. junii.* — Guillelmus de Campo, barquerius de Barsilona, etatis, ut dicit, XL annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit quod, bene sunt XX anni, et a dicto tempore citra quod ipse qui loquitur applicavit cum barquis, magnis et parvis, tam ad quosdam gradus Magalone qui modo sunt obturati, quam ad dictos gradus qui nunc sunt, et hoc pluries et diversis temporibus; et alios plures applicare vidit ibidem, cum galeis, lignis et aliis speciebus navigiorum, indifferenter undecumque venirent et per quoscumque ducerentur, cum mercibus suis, et honerare et exhonerare, intrare et exire libere, sine aliquo impedimento sive exactione quacumque pro domino rege Francie, et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas, vel alibi.... Dixit tamen quod nunquam vidit ibi magnam navem aliquam applicare; et dixit quod aliqua navigia grossa honerata non poterant intrare dictos gradus, sed exhonerabantur et alleviabantur in mari, ante dictos gradus, in parvis caupulis atque barquis, cum quibus ducebantur merces apud Latas...

Guillelmus de Palantio, oriundus de Castilione, terre comitis d'Empuries, marinarius, habitator Aquarum Mortuarum nunc et a XXXV annis citra, etatis, ut dicit, L annorum, testis juratus et requisitus,.... dixit se vidisse quod in Aquis Mortuis non erat impositus denarius pro libra, et vidit ipsum imponi per quemdam qui vocabatur Bocanegra, bene sunt XXVII anni....

Bernardus Arditi de Marsilhano, marinarius, etatis, ut dicit, L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit quod non vidit, sed audivit bene dici, postquam gradus de Vico regnare incepit, videlicet bene sunt IIIIor vel quinque anni, gentes predicte

plura navigia Catalanorum et aliarum gentium fecerunt ire apud Aquas Mortuas.....

Johannes Portiani de Marsilhano, marinarius et piscator, etatis, ut dicit, L annorum, testis juratus et requisitus,.... dixit quod nunquam applicavit cum mercibus ad gradum de Vico, quare bene sunt VIII anni quod ipse non navigavit, et non sunt nisi IIIIor vel quinque anni, ut sibi videtur, quod dictus gradus de Vico fuit apertus. Dixit tamen se pluries, a XX annis citra, a parte Orientis et Occidentis applicasse cum barqua sua et mercibus ad dictum gradum de Cauquillosa libere, sine impedimento.....

Petrus Barbatiani de Marsilhano, olim marinarius, nunc agricultor, etatis, ut dicit, L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit se nunquam ad gradum de Vico applicasse cum mercibus, quare bene sunt X anni quod ipse non navigavit, et non sunt nisi VI vel VII anni quod dictus gradus de Vico fuit apertus. Dixit tamen se, a XXV annis citra usque ad X annos proxime preteritos, pluries ad dictum gradum de Cauquillosa cum barqua sua et mercibus.... applicasse.... libere, sine impedimento... Dixit etiam nulla alia navigia, preterquam barquas, ad ipsum gradum applicare. ... Item, dixit se vidisse tempus quod in portu Aquarum Mortuarum non erat impositus denarius pro libra, qui postmodum fuit impositus, bene sunt XXV anni, ut sibi videtur....

Petrus Eguoserii de Mesoa, olim marinarius et piscator, etatis, ut dicit, LXX annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit quod, postquam dominus rex Francie passagium fecit apud Damietam, ipse qui loquitur non navigavit, quo tempore denarius pro libra non erat impositus in Aquis Mortuis..... Dixit tamen quod ante dictum passagium transivit bis libere per quemdam gradum, qui vocabatur Gradus de Magalona, qui nunc est obturatus; et ivit tunc apud Massiliam....

Bernardus Praderii de Mesoa, marinarius, etatis, ut dicit, LVII annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit quod, bene sunt XXX anni, et a dicto tempore citra, quod ipse qui loquitur

pluries et diversis temporibus cum barqua sua et mercibus applicavit ad dictum gradum de Cauquillosa, et alios cum galeis, lignis, navibus et barquis et mercibus applicare vidit.... libere et sine impedimento quocumque,... et absque eo quod compellerentur ire apud Aquas Mortuas, vel alibi.... Dixit tamen quod grossa navigia non poterant intrare dictum gradum, immo in mari ante dictum gradum exhonerabantur in parvis caupulis, que intrabant dictum gradum, et descendebant apud Latas. Item, dixit quod, de festo Sancti Michaelis usque ad festum Pasche, non auderet aliquo modo applicare ad dictos gradus.... Gradus de Vico apertus est, VII anni sunt, vel circa....

*XI kal. junii.* — Stephanus Toroude de Agathe, olim marinarius, etatis, ut dixit, LXX annorum, testis juratus et requisitus,.... dixit se nunquam applicasse ad gradum de Vico, quoniam bene sunt XII anni et amplius quod ipse non navigavit, ut dicit, et non sunt nisi VII anni vel octo quod dictus gradus fuit apertus; in gradu vero de Cauquillosa dixit se applicasse pluries cum barqua sua et mercibus, a XXX annis citra, quousque navigare dimisit, et vidisse plures alios applicare cum galeis, lignis, barquis et aliis pluribus navigiis, exceptis navibus, libere et sine impedimento, et sine aliqua exactione pro domino rege Francie.... Dixit tamen quod grossa navigia non poterant nec adhuc possent intrare dictum gradum honerata, immo alleviabantur et exhonerabantur in mari in modicis caupulis et barquis, que cum mercibus descendebant apud Latas....

Pontius Alret de Agathe, marinarius et piscator, etatis, ut dicit, L annorum, testis juratus et requisitus,.... dixit quod non sunt nisi V vel VI anni, quod gradus de Vico fuit apertus.... Item, dixit quod ipse vidit unum gradum, qui vocabatur Gradus Magalone, ad quem aliquotiens libere applicavit, ut dicit, qui gradus obturatus est, bene sunt XXXV anni; et postmodum, parum post, fuit apertus dictus gradus de Cauquillosa, ad quem ipse qui loquitur pluries, a XXX annis usque ad tempus quo navigare dimisit, cum barqua sua libere cum piscibus salsis applicavit;.... et dixit se nunquam vidisse navem

ibidem. Dixit etiam quod aliqua grossa navigia non poterant intrare dictum gradum honerata; immo in mari exhonerabantur in caupulis parvis et barquis, que cum mercibus descendebant apud Latas.... Dixit quod, anno preterito, audivit dici quod gentes domini regis Francie impediverant taliter dictum gradum de Vico, quod nulla barqua ausa erat applicare ibidem....

Thomas Salsoyre de Agathe, marinarius et piscator olim, nunc mercator et laborator, etatis, ut dicit, LX annorum et amplius, testis juratus et requisitus,.... dixit quod gradus de Vico factus est, V vel VI anni sunt....

*VIIII kal. junii.* — Magister Jordanus Speciatoris, oriundus civitatis de Alba, habitator Aquarum Mortuarum, olim apothecarius, etatis, ut dicit, LXX annorum, vel circa, testis juratus et requisitus, ... dixit quod ipse habitavit in Aquis Mortuis, bene sunt XXVIII anni, et dixit quod parum ante fuerat impositus denarius pro libra in dicto portu; et dixit se fuisse clavicerium et scriptorem clavarie Aquarum Mortuarum, bene per XXVII annos, usque ad tres menses proxime preteritos, vel circa, quod alius fuit in dicto officio, loco ipsius qui loquitur, positus; et dixit se vidisse et audisse, per totum tempus predictum, quod omnis species navigii, que cum mercibus applicaret, quocumque casu, aut per fortunam maris, vel alias, ad dictum portum, exhoneraret vel non, aut partem exhoneraret et partem non, solvebat et solvere consuevit de omnibus denarium pro libra. Et hoc idem dixit de navigiis quibuscumque, que se ancorant in vista Aquarum Mortuarum, quantumcumque in profundum. Item, dixit quod, bene sunt XXIIII^or anni, antequam alique conventiones essent inite inter mercatores Ytalicos et dominum nostrum regem, quod quedam navis de Janua venit ad plagiam maris ante gradum de Cauquillosa, et ibidem honeravit trossellos; quod cum audiretur in Aquis Mortuis, vicarius Aquarum Mortuarum, qui tunc erat, precepit ipsi qui loquitur, quod iret ad dictam navem, et quod preciperet, ex parte domini regis, patrono ipsius navis, quod dictam navem adduceret ad portum Aquarum Mortuarum, ad solvendum denarium pro libra;

quod et fecit ipse qui loquitur : quo precepto per ipsum qui loquitur facto, dicta navis venit cum dictis trossellis ad dictum portum, et solvit de omnibus denarium pro libra ; et ipse qui loquitur suam expeditionem scripsit in libro dicte clavarie. Item, dixit se vidisse tunc temporis plures barquas et modica navigia applicare pluries ad dictum gradum libere, et exhonerare et honerare sine impedimento quocumque vel exactione pro domino rege Francie, quod ipse sciret vel videret, et absque eo quod compellerentur tunc redire apud Aquas Mortuas, nec solvere denarium pro libra ; nec de illis parvis navigiis tunc temporis curabatur, nisi se ancorassent in vista Aquarum Mortuarum, infra gradum de Cabre et Mota de Cotieu, quo casu, ubicumque irent, compellebantur redire apud Aquas Mortuas, et solvere denarium pro libra. Si vero sciretur quod aliquid grossum navigium applicasset cum mercibus ad dictum gradum, vel honeraretur ibidem, credit quod compulsum fuisset venire apud Aquas Mortuas, ad solvendum denarium pro libra ; sed nullum grossum vidit tunc temporis, nisi illam navem. Item, dixit se vidisse semper, a tempore de quo deposuit citra, custodes in dicto portu Aquarum Mortuarum ; et compellebant venire ad dictum portum, et solvere denarium pro libra ; et quandoque, quando barqua aut lignum non erant bene parata aut armata, transiebant plura per dictam vistam sine impedimento quocumque. Item, dixit quod XIIII anni sunt et plus, quod mare et jura portus Aquarum Mortuarum fuerunt diligentius custodita quam solebant ; et dixit se vidisse, a XIIII annis citra et plus, plura et diversa navigia de dicto gradu de Cauquillosa, tam Catalanorum quam Massiliensium, ad portum Aquarum Mortuarum redduci publice, ad solvendum denarium pro libra. Non tamen videbat ea ibidem capi ; sed patroni dictorum navigiorum, quando solvebant denarium pro libra, hoc sibi dicebant, et custodes dicti portus, qui eos adduxerant ; et recordatur de quodam ligno, quod erat Petri Graponti de Massilia, et de quodam alio, quod erat Guillelmi de Autibori de Massilia, que fuerunt reducta de dicto gradu, bene sunt XII anni : de nominibus

aliorum dixit se non recordari, nisi videret librum clavarie.... Requisitus si, a xiiii annis citra, vidit aliquod navigium ad dictum gradum de Cauquillosa libere applicare vel honerare, dixit quod non; immo quandocumque sciebatur aliquod ibidem applicasse, incontinenti custos portus Aquarum Mortuarum illuc ibat, et illud adducebat ad dictum portum, ad solvendum denarium pro libra. Item, dixit quod, non sunt nisi sex anni, vel circa, quod gradus de Vico factus est et apertus; et ab illo tempore citra, plura navigia de ipso gradu apud Aquas Mortuas reducta fuerunt, et adhuc cotidie reducuntur....

Petrus Salomonis, oriundus de Montepessulo, habitator Aquarum Mortuarum, mercator, etatis, ut dicit, xlv annorum et plus, testis juratus et requisitus,.... dixit quod pluries et diversis intervallis applicavit et alios applicare vidit cum barquis et aliis parvis navigiis cum suis mercibus.... ad gradum de Magalona, qui modo est obturatus, et ad gradum de Cauquillosa libere... Dixit tamen se nunquam vidisse tunc ad dictos gradus aliquid grossum navigium applicare, nisi solum barquas et alia minuta navigia....

Bernardus Aurelluti, oriundus et habitator de Agathe, macellarius et piscator, etatis, ut dicit, lx annorum, testis juratus et requisitus,... idem dixit de gradu de Vico, a tempore quo factus est, videlicet a x annis citra, vel circa, usque a duobus annis citra, quod ipse qui loquitur audivit dici quod gentes domini regis Francie impediunt quominus merces et navigia applicent ad dictos gradus, ut solebant... Item, dixit quod grossa navigia non poterant honerata intrare dictos gradus, sed alleviabantur in mari in parvis caupulis et barquis, que intrabant dictos gradus, cum quibus portabant merces apud Latas. Item, dixit quod, si vigeret fortuna maris, aliquod navigium non posset secure applicare ad dictos gradus, et potissime in yeme, immo oportet in yeme quod omnia navigia grossa eant apud Aquas Mortuas....

Petrus Rodesii, oriundus et habitator de Agathe, laborator, olim marinarius, etatis, ut dicit, l annorum, testis juratus et requi-

situs..., dixit quod nunquam fuit ad gradum de Vico, ut dicit, qui factus est, ut audivit dici, a v vel vi annis citra. Item, dixit quod bene sunt xx anni, quod ipse qui loquitur locavit se et barquam suam, ad portandam lanam apud Januam, quam honeravit in plagia Frontiniani; et cum rediret de Janua cum barqua sua vacua, transivit per mare in vista Aquarum Mortuarum, et applicavit ad gradum de Cauquillosa, et invenit ibi tres vel quatuor inter barquas et ligna cum mercibus, a quibus nichil peti vidit pro domino rege Francie....

Raimundus de Podio, oriundus et habitator de Marsilhano, marinarius, etatis, ut dicit, xl annorum et plus, testis juratus et requisitus,... dixit se vidisse et audisse, bene sunt xxiiii^or anni et plus, et ab illo tempore citra, galeas, ligna, barquas, pluries et diversis intervallis, et semel quamdam navem applicare ad plagiam maris et gradum de Cauquillosa,... libere et sine impedimento.... Et hoc idem dixit se vidisse de gradu de Vico, a tempore citra quo factus est, videlicet a sex vel octo annis citra, vel circa, usque ab anno et dimidio citra, vel circa, quod gentes domini regis Francie impediverunt quominus navigia cum mercibus applicent ibidem, ut solebant... Item, dixit quod grossa navigia non poterant intrare honerata dictos gradus, sed alleviabantur in plagia maris cum caupulis et barquis, cum quibus portabantur merces apud Latas.

Petrus Raimundi de Narbona, marinarius, etatis, ut dicit, xxxv annorum, testis juratus et requisitus,... dixit quod ipse primo navigavit et applicavit ad gradum de Cauquillosa et gradum de Vico, bene sunt x anni.... Item dixit se vidisse, bene sunt x anni et plus, quod Roquinus, custos portus Aquarum Mortuarum, venit ad gradum de Cauquillosa cum quodam ligno armato, et invenit ibi quamdam barquam cum mercibus, que venerat a parte Orientis, et eam cepit apud Aquas Mortas, ad solvendum denarium pro libra.

Post predicta, anno quo supra, et IIII kalendas junii, comparuit apud Aquas Mortuas, coram dictis dominis commissariis, dictus magister Petrus de Biterris, procurator et nomine procuratorio dicti

domini nostri regis Francie, ex una parte. Comparuerunt etiam dictus dominus Stephanus Sabors, procurator dicti domini regis Majoricarum, et Stephanus Pinharelli, consindicus dicti Petri Romeni, ex altera. Et dictus magister Petrus de Biterris, nomine quo supra, reddidit suos articulos, quorum tenor talis est :

Vobis reverendo in Christo Patri domino G., Dei gratia Suessionensi episcopo, et vobis venerabili viro domino Richardo, archidiacono Lexoviensi, magistris domini nostri regis, senescallus Bellicadri et magister Petrus de Bitterris, regius procurator in senescallia Bellicadri et Nemausi, [afferunt] articulos infrascriptos, super quibus inquirere veritatem et vos informare debeatis, advérsus proposita coram vobis per gentes domini regis Majoricarum, secundum traditam per litteras regias vobis formam.

I. In primis, proponunt et probare intendunt quod portus Aquarum Mortuarum est unicus et solus in senescallia Bellicadri institutus per dominum nostrum regem Francie, et quod de hiis est et fuit vox et fama publica in senescallia Bellicadri.

II. Item, proponunt et probare intendunt quod ad solum dominum nostrum regem pertinet institutio et destitutio portuum maris in regno suo, et quod de hiis est et fuit vox et fama publica in senescallia Bellicadri.

III. Item, proponunt et probare intendunt quod sanctus rex Ludovicus, predecessor domini nostri regis, statuit et instituit, occasione dicti portus, et pro defensione et purgatione ejusdem portus Aquarum Mortuarum, levandum denarium pro libra de singulis mercibus, que vehuntur vel portantur per mare ad regnum Francie, et de regno Francie extrahuntur per mare, et de hiis que transvehuntur per mare in fronteria et confrontatione, quantum aspectus, veua seu vista Aquarum Mortuarum protenditur versus mare; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

IIII. Item, proponunt et probare intendunt quod dictus noster rex, et ejus curia Aquarum Mortuarum, est et fuit ab antiquo in quasi possessione jus levandi, et percipiendi per officiales suos dictum

denarium pro libra, a tempore predicte institutionis, continue, secundum formam tituli precedentis, et dictum jus hodie quasi possidet, et predicto tempore retro quasi possedit pacifice et quiete; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

V. Item, proponunt et probare intendunt quod idem dominus noster rex et ejus curia Aquarum Mortuarum utuntur et usi ab antiquo sunt jure compellendi remediis oportunis rebelles et fraudatores jurisdictionis sue prestationis predicte; et quod de hiis, etc.

VI. Item, proponunt et probare intendunt quod recta, secura et consueta navigatio et applicatio navium, galearum, lignorum, grossorum et minutorum, et navigantium, exeundo per mare de regno Francie, et ingrediendo dictum regnum per mare ad partes senescallie Bellicadri, est solum, et esse vulgariter et communiter extimatur venire et applicare ad portum Aquarum Mortuarum; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

VII. Item, proponunt et probare intendunt quod infra senescalliam in fronteria maris in solo portu Aquarum Mortuarum naves et navigia quecumque intrare, stare et exire possunt tute et secure omni tempore; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

VIII. Item, proponunt et probare intendunt quod, si reperiatur aliquibus vicibus, a tempore dicte institutionis dicti portus citra, aliqua nivigia applicasse in aliquibus littoribus Magalonensis diocesis, senescallie Bellicadri, et per illa littora venisse ad castrum Latarum, quod predicta facta fuerint clam, et interdum propter desidiam officialium Aquarum Mortuarum; et quod de hiis est et fuit, etc.

VIIII. Item, proponunt et probare intendunt quod, si reperiantur contenta in proximo titulo evenisse, evenerunt illis temporibus quibus preerant in officio thesaurarius domini nostri regis senescallie predicte Guillelmus de Mora, et successive dominus Raimundus Marci et dominus Raimundus de Rippa Alta, judices majores senescallie predicte, cives et incole Montispessuli, domino regi Majoricarum et concivibus suis Montispessuli in hac parte faventes; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

X. Item, proponunt et probare intendunt quod, si contingeret fortunam vel tempestatem maris accidere,.... quod naves et grossa ligna, seu minuta, que essent in veuta seu aspectu Aquarum Mortuarum, ad ipsum solum portum Aquarum Mortuarum haberent, causa evitandi naufragium, refugere et necessario declinare; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XI. Item, proponunt et probare intendunt quod, veniendo per mare de partibus Majoricarum et Catalonie versus Montempessulum, et transeundo prope quemdam locum vocatum Caput de Cruce, per quem locum naves et navigia necesse transire haberent recta navigatione, est consueta et tutior et ita brevis ad portum Aquarum Mortuarum applicare, sicut deviare ad dicta loca de Vico et de Cauquillosa, vel alia littora diocesis Magalonensis; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XII. Item, proponunt, et probare intendunt quod naves seu ligna venientes seu venientia de Majoricis et de Catalonia, et deviantia ad loca de Vico et de Cauquillosa, vel alia littora dicte diocesis, habent transire necessario per aspectum seu veuam ville Aquarum Mortuarum, et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XIII. Item, proponunt et probare intendunt quod domino regi Francie et suis subditis esset periculosum, et securitati regni dampnosum, et domino regi sumptuosum, presertim tempore guerre, si per littora maris dyocesis Magalonensis haberetur ingressus ad regnum Francie per mare, cum ex hoc terra seu dictum regnum esset debilius; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XIIII. Item, proponunt et probare intendunt quod, propter securitatem navigantium, per mare applicare ad senescalliam Bellicadri volentium, in signum salutaris refugii dicti portus, fuit in villa Aquarum Mortuarum per sanctum regem Ludovicum turris constructa, mire altitudinis et fortitudinis, et supra in ejus cacumine positum farossium, in quo lumen de nocte continue ardere consuevit, ad securum ducatum navigantium; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XV. Item, proponunt et probare intendunt quod, in fraudem domini regis et redibentie sibi debite in dicto portu Aquarum Mortuarum, venientes per mare cum navibus et lignis grossis, mercatores Catalani et de Majoricis faciunt exhonerari merces vectas in navibus et grossis navigiis, et mutari in parvis, supra mare, fraude exquisita, ut applicare possint ad littora maris sita in Magalonensi diocesi dicte senescallie, et subtrahere domino regi redibentiam suam supradictam; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XVI. Item, proponunt et probare intendunt quod dictus rex Majoricarum et gentes sue fecerunt querelam coram domino rege, in proximo isto parlamento Francie, de gradibus sitis in Magalonensi diocesi senescallie predicte, scilicet tantummodo de gradibus de Vico et de Cauquillosa, per quos dicebant ab antiquo licuisse et adhuc licere mercatoribus egredi castrum de Latis et ingredi cum mercibus quibuscumque, et sine prestatione quacumque.

XVII. Item, proponunt et probare intendunt quod, si reperiatur in loco vulgo nuncupato de Vico nunc fore aliquem gradum in plagia maris, quod dictus gradus est novus, et propter maris et ventorum impetuosam potentiam noviter ab octo annis citra; et quod de hiis est et fuit vox et fama publica in senescallia Bellicadri.

XVIII. Item, proponunt et probare intendunt quod, si reperiantur aliqui alii gradus nunc fore in plagia maris Magalonensis diocesis senescallie Bellicadri, quod predicti gradus sunt novi, et facti fuerunt modo quo proxime, noviter a xx annis citra; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XVIIII. Item, proponunt et probare intendunt quod, si qui gradus reperiantur nunc in dicta plagia fore vel hactenus fuisse, quod predicti gradus omnes sunt et fuerunt novi et mutabiles, absque eo quod haberent causam perpetuam vel quasi perpetuam, interdum clausi seu obturati, propter maris impetum, interdum aperti; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XX. Item, proponunt et probare intendunt quod, a tempore conventionum initarum inter dominum nostrum regem, ex una

parte, et mercatores Ytalicos, ex altera, citra, ex viribus earum, per xx annos continuos et plus, dominus noster rex, et curia sua Nemausi, est et fuit in quasi possessione juris requirendi remissionem sibi fieri personalem a dominis terrarum senescallie Bellicadri et [extra], et etiam de imperio suo suos contrahentes cum dictis Ytalicis infra dictam senescalliam, et etiam compellendi per interdictum ingressus civitatis Nemausi et aliis remediis oportunis nolentes remittere; et predicta jura hodie quasi possidet, et predicto tempore citra quasi possedit, et predictis juribus usus est et consuetus, ad instar nundinarum Campanie; et quod de hiis est et fuit, etc.

XXI. Item, proponunt et probare intendunt quod proxime predictis juribus dictus dominus rex, et curia sua Nemausi, utitur, et tempore supradicto usus est; et quasi possidet ac quasi possedit eadem jura adversus gentes domini regis Majoricarum et homines suos Montispessuli, et ad instar nundinarum Campanie; et quod de hiis est et fuit vox et fama, etc.

XXII. Item, proponunt et probare intendunt quod, si reperiatur curia et curiales Nemausi aliquo tempore aliter processisse, supersedendo ab interdicto ingressus civitatis Nemausi erga gentes ipsius domini regis Majoricarum et homines Montispessuli, cum, requisiti per curiam Nemausi vel domini senescalli, dictam remissionem non faciebant, quod predicta evenerunt tempore quo dominus Bremundus de Monteferrario, miles et legum doctor, fuit judex major senescallie predicte, qui consuluit domino senescallo quod, si curia Montispessuli domini regis Majoricarum nollet dictam remissionem facere, quod dominus senescallus dictos contrahentes in Montepessulo capi faceret et adduci apud Nemausum, in defectu gentium predictarum, per quod consilium curia Nemausi abstinebat a modo cohercendi; et quod de hiis est et fuit vox et fama publica in senescallia Bellicadri.....

Et incontinenti dictus magister Petrus de Bitterris, nomine quo supra, produxit in testes, etc.

Jacobus Ferrandi, oriundus de Agathe, marinarius et piscator,

habitator Aquarum Mortuarum a xxx annis citra et amplius, etatis ut dicit, LX annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit per suum juramentum se moram traxisse et habitasse in Aquis Mortuis tempore predicto, et vidit quod non erat impositus denarius pro libra in dicto portu Aquarum Mortuarum; deinde vidit, bene sunt xxx anni, quod dictus denarius pro libra fuit impositus in dicto portu per quemdam, qui vocabatur Guillelmus Bocanegre; et vidit ita servari ab illo tempore citra, quod quecumque navis, galea, lignum, aut alia species navigii, que applicaverit ad dictum portum cum mercibus, quocumque casu, exhoneraret vel non exhoneraret, aut partem exhoneraret et partem non, solvebat et solvere consuevit de omnibus denarium pro libra, indifferenter, undecumque venirent et per quoscumque ducerentur, etiamsi per fortunam maris, vel refrescandi causa, applicarent ibidem, vel alia de causa. Item, dixit quod quecumque species navigii, que se quocumque casu ancoraret in vista Aquarum Mortuarum, citra gradum de Boucanet, qui distat ab Aquis Mortuis per duas leucas, consuevit solvere denarium pro libra, et ad hoc consuevit compelli, ab illo tempore citra. Item, dixit se audisse omnes navigantes, transire volentes et transeuntes per vistam Aquarum Mortuarum, compelli, ab illo tempore citra, indifferenter venire et intrare portum Aquarum Mortuarum, et ibidem solvere denarium pro libra. Et hoc dixit se vidisse de pluribus galeis et aliis navigiis, tam de Massilia, quam de aliis partibus. Item, dixit se vidisse quod, quando a casu accidebat quod aliqui navigantes transirent per dictam vistam, et non veniebant ad dictum portum, immo ibant ad gradus, videlicet ad gradum de Cauquillosa, incontinenti curia mittebat ibi, vel custos dicti portus ibat illuc, et compellebat eos redire apud Aquas Mortuas et solvere ibidem denarium pro libra; et hoc dixit se vidisse sepe, a tempore impositionis denarii pro libra citra. Requisitus si illi, qui veniebant de partibus Catalonie et Majoricarum ad dictum gradum de Cauquillosa et gradum de Vico, consueverunt similiter compelli venire apud Aquas Mortuas et ibidem solvere denarium pro libra, dixit quod sic; et

plures vidit compelli et readduci de dictis gradibus apud Aquas Mortuas per custodes dicti portus Aquarum Mortuarum, qui pro tempore fuerunt. Requisitus per quantum temporis fuerunt in dicto portu custodes, dixit quod a tempore impositionis dicti denarii pro libra citra, et adhuc modo sunt. Requisitus qui fuerunt illi custodes, dixit quod bene sunt xxx anni, vel circa, quod Jacobus Estout de Montepessulo et Johannes de Lesano fuerunt custodes, et post illos quidam, qui vocabatur frater Manuel; et post illum fuit quidam alius, qui vocabatur Guillelmus Nutriti, et post ipsum Guillelmum Nicoletus de Vintimilio, et post illum Roquinus Brunelesqui, et post illum quidam, qui erat frater Guillelmi Cambi; et post illum fuit quidam custos, qui vocabatur Nerius; et post illum fuit factus custos dicti portus, et nunc est, Gaspar Arduini. Requisitus que navigia vidit readduci, et unde erant et unde venerant, dixit se vidisse readduci quamdam navem de gradu de Cauquillosa, que venerat de Majoricis ad dictum gradum, per dictum Jacobum Estout et Johannem de Lesano, bene sunt xx anni et plus. Item, dixit se vidisse plura alia navigia readduci per custodes prenominatos, a dicto tempore citra, de dictis gradibus, que venerant tam de Catalonia, quam Massilia, quam aliis partibus, que, prout credit, volebant exhonerare in dictis gradibus, nisi readducerentur; et ipsemet juvavit ad readducendum quamdam taridam et quoddam vysserium de dictis gradibus, que venerant ibidem de Catalonia. Item, dixit quod gradus de Vico factus est et apertus manualiter et artificialiter a VIII annis citra, et semper audivit inhiberi, ab illo tempore, quod aliqua navigia non applicarent ibidem; et sepe et sepius vidit barquas et alia navigia readduci de dicto gradu ad dictum portum Aquarum Mortuarum; qui portus solus est in senescallia Bellicadri, et in quo portu fuit denarius pro libra institutus pro custodia et purgatione dicti portus, et quare alibi in tota senescallia Bellicadri naves aut alia navigia non possunt tute stare nec yvernare, nisi solum in portu predicto. Item, dixit quod aliquod navigium non potest applicare ad dictos gradus, quin videat Aquas Mortuas, de die; de nocte vero

consueverunt videre lumen quod fiebat in lanterna super turrem Aquarum Mortuarum, in signum applicandi securius ad dictum portum Aquarum Mortuarum. Item, dixit quod, si contingeret fortunam maris accidere alicui naviganti per mare in aspectu et veua Aquarum Mortuarum, necessario haberet declinare ad dictum portum et ibidem reffugere, si velit naufragium evitare. Item, dicit quod navigia grossa, venientia per mare de partibus Catalonie et Majoricarum versus Aquas Mortuas et versus Montempessulum, haberent, recta via velint venire, transire per quemdam locum, vocatum Caput de Cruce, de quo loco ita possunt applicare ad portum Aquarum Mortuarum, sicut ad dictos gradus, nisi essent parve barque, que venirent per rippam maris prope terram; que barque sic veniendo essent aliquantulum magis cito ad dictum gradum de Vico. Item, dixit quod periculosissimum esset, specialiter tempore guerre, si haberetur ingressus per mare ad dictos gradus, quoniam ibidem applicarent et applicaverunt temporibus retroactis plures latrones et galioti maris, qui plura mala fecerunt et commiserunt in illis partibus, et mansum Bernardi Catalani combuxerunt, et mansum prepositi Magalonensis, et quosdam mercatores, qui erant prope Carnonem, defraudaverunt. Item, dixit quod dicti gradus non sunt stabiles, immo per maris fortunam interdum clauduntur, interdum aperiuntur....

Dominus Bernardus Marchesii, jurisperitus, nunc judex Aquarum Mortuarum, oriundus de Cassanholis prope Alestum, habitator Marsilhanicarum, etatis, ut dicit, XLV annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dicit quod ipse fuit prima vice creatus judex Aquarum Mortuarum, XVIII anni sunt elapsi, per dominum G. de Ponte Chevrono, militem, tunc senescallum Bellicadri, et stetit ibidem tunc judex continue per sex annos et dimidium, et vidit pluries, infra illos sex annos et dimidium, quod Guillelmus Nutriti et Nicoleta Prioris de Vintimilio, qui fuerunt custodes portus Aquarum Mortuarum illo tempore successive, adduxerunt coram ipso qui loquitur, ut coram judice, plures mercatores Catalanos et Narbo-

nenses, quos dicebant cepisse ad dictum gradum de Cauquillosa et ad gradum de Magalona cum suis navigiis et mercaturis; et quod vela et timones ceperant a dictis mercatoribus, pro eo quare deviabant portum Aquarum Mortuarum, et nitebantur defraudare dominum regem de suo denario pro libra..... Item, dixit se vidisse pluries per dictum tempus, et adhuc servatur, quod, quando excubia turris Aquarum Mortuarum, seu alius, videt navem vel alia navigia, seu eorum vela in mari, quantumcumque in profundum, et quantumcumque a longe, significabatur custodi portus cum signo cornu seu nanfili, et ipse custos, cum ligno seu barqua domini regis armata, ibat ad eos; et, licet non proponerent applicare ad portum Aquarum Mortuarum, dictus custos faciebat eos venire, pro jure regio exsolvendo; dicens se vidisse plures naves, galeas, taridas et alia grossa ligna, sic adduci ad predictum portum, que erant mercatorum Massilie, Catalanorum et Narbonensium, de quorum nominibus dixit se non recordari, nisi videret cartularium clavarie, in quo predicta scribebantur; et, soluto denario pro libra, recedebant quocumque vellent, cum licentia curie Aquarum Mortuarum, et cum suis mercaturis... Item, dixit quod, si pateretur ingressus per aliqua littora Magalonensis diocesis ad regnum Francie, ipsum regnum esset debilius, et dampnosum domino regi et suis subditis, quare minus sufficienter posset custodiri terra sua ab inimicis, maxime tempore guerre; dicens etiam quod, non est diu, tempore quo erat guerra Aragonie, aliqua ligna armata inimicorum tunc domini regis venerunt ad quedam loca Magalonensis dyocesis, prope Cauquillosam et Vicum; et combuxerunt dicti inimici mansum domini Bernardi Catalani, et dolia sua, fenum et paleas, et utensilia que erant in ipso manso, et etiam plures venientes de Montepessulo versus Aquas Mortuas in dictis locis depredaverunt; et nominavit magistrum Nicolaum Palhardi, qui erat scriptor curie Aquarum Mortuarum, qui fuit ibi depredatus per dictos inimicos, et spoliatus rauba sua et pecunia quam portabat: et dixit quod predicta facta non fuissent, nisi dicta loca essent aperta...

*III kal. junii.* — Bertrandus Egidii, de villa Beate Marie de Mari, marinarius et mercator, etatis, ut dicit, octuaginta annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit se vidisse quod non erat denarius pro libra impositus in portu Aquarum Mortuarum; deinde vidit ipsum imponi, per quemdam qui vocabatur Bocanegra, bene sunt xxx anni, vel circa.... Item, dixit se vidisse tempus quod, in tota rippa maris Magalonensis, non erat gradus, nisi unus, qui vocabatur Gradus Magalonensis, qui modo est obturatus....

*II kal. junii.* — Pontius Michaelis, oriundus et habitator Bellicadri, mercator, etatis, ut dicit, LX annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit quod gradus de Vico a VII annis citra fuit apertus.... Item, dixit se vidisse tempus quod gradus, qui nunc sunt in dyocesi Magalonensi, non erant; immo erat ante unus, qui vocabatur Gradus Magalone. Item, dixit quod non est portus in senescallia Bellicadri in mari, nisi portus Aquarum Mortuarum, nec aliquis locus ubi quoddam navigium possit se salvare per fortunam maris, nisi in ipso portu....

Petrus Olive, oriundus de Narbona, habitator Massilie, marinarius, etatis, ut dicit, L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,.... dixit se nunquam applicasse ad dictum gradum de Vico, quoniam modicum tempus est, videlicet VI vel VII anni, quod dictus gradus fuit apertus....

Bernardus Arbossa, oriundus Sumidrii, habitator Aquarum Mortuarum a XL annis citra, vel circa, mercator, etatis ut dicit, LX annorum, testis juratus et requisitus,... dixit se vidisse quod non erat denarius impositus in portu Aquarum Mortuarum; et tunc omnia navigia grossa applicabant et veniebant ad portum Aquarum libentissime et securissime, nec faciebant tunc alibi portum, quod ipse sciret vel videret. Deinde vidit, bene sunt XXVII anni, vel circa, quod dictus denarius pro libra fuit impositus in dicto portu; propter cujus impositionem aliqui voluerunt evitare dictum portum, et inceperunt applicare ad gradum de Cauquillosa, qui tunc erat apertus. Gradus vero de Vico apertus est a VII annis citra. Unde

curia Aquarum Mortuarum, videns quod illi ad dictum gradum applicabant, in fraudem juris dicti portus Aquarum Mortuarum, mittebat illuc custodem dicti portus cum ligno armato, et faciebat eos redire ad dictum portum, et solvere ibidem denarium pro libra. Et ipse qui loquitur, tunc temporis, antequam conventiones essent inter dominum nostrum regem et mercatores Ytalicos, vidit de dicto gradu ita readduci plures naves, galeas, ligna et barquas, tam de Janua, quam Catalonia, quam aliis partibus.... Item, dixit quod in tota senescallia Bellicadri non est portus aliquis in mari, nisi solum portus Aquarum Mortuarum, nec locus in mari ubi navigia se possent salvare per fortunam maris, nisi in ipso portu: et, ad majus salvamentum, solebat fieri magnum lumen in lanterna, super turrem Aquarum Mortuarum, ut navigantes securius applicarent ibidem; sed cessavit fieri, propter guerram Aragonie....

Garnerius de Sargi, oriundus de Pontisara, habitator ejusdem loci, testis juratus et requisitus,... dixit quod bene sunt XIII anni, quod ipse venit de Francia, ex parte domini nostri regis, apud Aquas Mortuas, in officio custodie mercatorum de conventionibus, et ad custodiendum ne ipsi mercatores alibi mercarentur, quam in locis in conventione designatis et nominatis; et quare convenerant non mercari in Montepessulo, ipse qui loquitur sepe ibat apud Montempessulum, et sepe ad dictos gradus, et morabatur in Aquis Mortuis pro majori parte; et fuit in ipso officio bene per octo annos, scilicet usque ad V annos proxime preteritos; et dixit quod dictus gradus de Vico est apertus et factus a VII annis citra. Dixit etiam se vidisse servari et usitari, per dictos octo annos,... quod, quando custos portus Aquarum Mortuarum sciebat aliqua navigia applicasse ad dictum gradum de Cauquillosa, vel ad dictum gradum de Vico,... ipse custos incontinenti ibat illuc per mare, et ipse qui loquitur pro majori parte per terram, et omnia illa navigia, que ibidem inveniebant, faciebant indifferenter, undecumque venissent et per quoscumque ducerentur, redire apud Aquas Mortuas, et ibidem solvere denarium pro libra.... Et dixit quod plures, diversis vicibus et

diversis temporibus, vidit ita reduci apud Aquas Mortuas, tam de Massilia, quam de Cauquolibero, quam de Barsilona, quam Narbona, quam aliis partibus.... Item, dixit se vidisse per dictum tempus quod, quando aliquod navigium transibat per veuam turris Aquarum Mortuarum, quantumcumque in profundum, quod excubia turris cornabat, et incontinenti custos dicti portus cum barqua vel ligno armato ibat illuc, et illos quos poterat attingere faciebat venire ad dictum portum, et solvere ibidem denarium pro libra, venirent a parte Orientis, vel a parte Occidentis....

*Kalendis junii.* — Jacominus Figacioli, oriundus de Vintimilio, marinarius, habitator Aquarum Mortuarum, etatis, ut dicit, XL annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit se habitasse in Aquis Mortuis, bene sunt XXV anni, vel circa, et semper vixisse de officio marinarie.... Requisitus unde erant navigia,... dixit quod de Janua, videlicet quedam navis, que fuit readducta, bene sunt XVIII anni, et de Catalonia, de diversis locis et villis, videlicet barquas, ligna et alia navigia honerata diversis mercibus, scilicet de commino, de papiru, de coriis, et de diversis aliis mercibus....

Guillelmus Prene, oriundus de Janua, habitator Aquarum Mortuarum, marinarius, etatis, ut dicit, L annorum et amplius, testis juratus et requisitus,.... dixit quod ipse habitavit in Aquis Mortuis, bene per XXIIII^or annos et plus,... et juvavit ad plura navigia ita reducenda; et recordatur de quadam nave Januensium, et indifferenter de multis barquis et lignis Catalanorum, de Cauquolibero, de Barsilona, de Tortosa, et de pluribus aliis locis... Requisitus quas merces portabant, dixit quod risum, coria, et alias diversas merces..... Requisitus si unquam vidit ad dictos gradus aliquod navigium libere applicare, dixit quod non, a XVIII annis citra; sed bene vidit, ante dictos XVIII annos, aliqua ibidem applicare, scilicet ad gradum de Cauquillosa, a quibus nichil petebatur pro domino rege Francie, quod ipse videret; et illa veniebant a parte Occidentis. Dixit etiam quod non sunt nisi VIII anni, vel circa, quod dictus gradus de Vico fuit apertus; et de ipso gradu, ab illo tempore citra, continue, diversis

vicibus et diversis temporibus, vidit navigia ad portum Aquarum Mortuarum readduci. Item, dixit quod nulla navigia possunt applicare ad dictos gradus, nisi mare sit tranquillum, et quod non possent intus intrare, nisi primo cum caupulis alleviarentur. Et dixit quod in tota senescallia Bellicadri non est aliquis locus in mari, ubi aliqua navigia se possent salvare per fortunam maris, nisi solum in ipso portu. Item, dixit quod dicti gradus sunt mutabiles; quare interdum per fortunam maris clauduntur et obturantur, et interdum aperiuntur....

Guillelmus de Saona, oriundus de Saona, habitator Aquarum Mortuarum, marinarius, etatis, ut dicit, XL annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit quod ipse habitavit in Aquis Mortuis, bene per XXIIIIor annos; et tunc temporis non erant adhuc conventiones inter dictum regem et mercatores Ytalicos, qui mercatores Ytalici adhuc morabantur in Montepessulo..... Item, dixit se vidisse, postquam dicte conventiones fuerunt inite, bene sunt XX anni, et, a dicto tempore citra, bene centies et plus, readduci indifferenter de dicto gradu de Cauquillosa diversa navigia, taridas, barquas, cum diversis mercibus, tam de Catalonia, quam de Massilia, quam aliis partibus, que applicaverant ibidem, sine solvendo jus portus Aquarum Mortuarum.... Item, dixit quod gradus de Vico est factus a VI annis citra....

Johannes Valeriani de Mesoa, habitator Frontiniani, marinarius, etatis L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... requisitus que erant dicte merces, dixit quod coria, piper, bladum, safranum, et alie diverse merces.... De gradu vero de Vico, dixit se nichil scire, quoniam apertus est et factus a sex annis citra, vel circa...

Raimundus de Pujolis, alias dictus Raimundus Catalani, oriundus de Catalonia, in castro vocato Le Palau de Saverdiere, marinarius et piscator, habitator Aquarum Mortuarum, etatis, ut dixit, L annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit quod ipse stetit et habitavit in Aquis Mortuis, bene per XX annos et plus,... et recordatur de quadam nave Januensium, quam readduxit Jacobus

Arduini, bene sunt xv anni et plus. Item, recordatur de tribus barquis Catalanorum, que similiter readducte fuerunt, bene sunt xii anni, de dicto gradu de Cauquillosa. Item, dixit se recordari de quodam vysserio, quod fuit similiter readductum de dicto gradu de Cauquillosa, quod erat hominum de Nice, a tribus annis citra; et de pluribus aliis audivit dici. Dixit etiam quod gradus de Vico factus est et apertus a vii annis citra....

Obertinus Garberii de Janua, habitator Aquarum Mortuarum, honerator et exhonerator galearum, etatis, ut dixit, xxx annorum, vel circa, testis juratus et requisitus,... dixit se habitasse in Aquis Mortuis per xx annos et plus... Item, dixit se vidisse et audisse, a x annis citra, tempore quo Roquinus erat custos portus Aquarum Mortuarum, quod idem Roquinus cum ligno armato, et ipse qui loquitur, una cum quibusdam aliis, ibant sepe ad gradum de Cauquillosa, et omnia navigia, que ibidem inveniebant, pignorabant et capiebant, et faciebant venire apud Aquas Mortuas, et ibidem solvere denarium pro libra. Requisitus quorum erant dicta navigia, et merces que in eis erant, dixit quod mercatorum Catalanorum. Item, dixit se vidisse et juvisse ad readducendum similiter plena navigia de gradu de Vico, postquam dictus gradus fuit apertus, qui apertus fuit, ut sibi videtur, a vii annis citra....

Archives impériales de Paris, *Trésor des Chartes*, J, 892.
Expédition originale sur papier.

## LXV.

### DEUX LETTRES DE PHILIPPE LE BEL EN FAVEUR DES MARCHANDS DE MONTPELLIER.

(7 et 14 Janvier 1300-1301.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem.

Notum facimus quod, cum mercatores de Montepessulano et de

Tholosana et aliis senescalliis regni nostri curie nostre conquererentur, ex eo, ut dicebant, quod, quamquam ipsi deveria et coustumas solvi consuetas in regno nostro de suis mercaturis solvant, ac subvenciones pro regni subsidio indictas prestent, sicut et ceteri ipsius regni habitatores, nichilominus gentes nostre, ad levandum a Lombardis mercatoribus denarium de libra deputate, ipsos invitos compellunt ad solvendum dictum denarium de libra de suis mercaturis, quamquam ipsi non promiserint solvere dictum denarium, nec ad hoc sint obligati, ut dicunt; tandem, auditis super hoc dictis mercatoribus et gentibus nostris predictis, per arrestum nostre curie dictum fuit, quod dicti mercatores, nisi ipsi, vel eorum aliqui, dictum denarium solvere promiserint, vel ipsos ad hoc obligaverit talis persona, que ad hoc eos potuerit obligasse, non compellerentur solvere denarium predictum. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum Parisius, in parlamento nostro, die sabbati post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo trecentesimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XXI, N° 1. Original sur parchemin, sceau enlevé. — Transcrit au Tome Ier de la Collection inédite de D. Pacotte.

Au dos : *Arrestum quod non levetur denarius pro libra in mercatoribus Italicis.* 1300.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallis, ballivis, prepositis, magistris nundinarum Campanie, thesaurariis et receptoribus, nec non collectoribus denarii de libra, ceterisque justiciariis ac ministris nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Cum mercatores Montispessulani curie nostre conquesti fuissent super eo, ut dicebant, quod, quamquam ipsi deveria et coustumas solvi consuetas in regno nostro de suis mercaturis solvant, ac subvenciones pro regni subsidio indictas prestent, nichilominus gentes nostre, ad levandum a Lombardis mercatoribus denarium de libra deputate, ipsos invitos compellunt ad solvendum dictum denarium de libra de suis mercaturis, quamquam ipsi non promiserint solvere

dictum denarium, nec ad hoc sint obligati, ut dicunt, et per arrestum curie nostre dictum fuerit, quod ipsi mercatores non compellerentur solvere denarium predictum, nisi ipsi, vel aliqui eorum, dictum denarium solvere promiserint, vel ipsos ad hoc obligaverit talis persona, que ipsos ad hoc potuerit obligasse; mandamus vobis, et vestrum cuilibet, quatenus contra mercatores predictos nichil attemptetis, contra tenorem arresti predicti.

Actum Parisius, in parlamento nostro, die sabbati post octabas Epiphanie Domini, anno ejusdem millesimo trecentesimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XXI, N° 2. Original à queue de parchemin, sceau manquant.
Au dos : *Quod non levetur denarius pro libra.* 1300.

## LXVI.

SENTENCE DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE, AUTORISANT LES HABITANTS DE MONTPELLIER A FAIRE PASSER LIBREMENT LEUR BLÉ PAR LA RADELLE.

(31 Janvier 1300-1301.)

Anno Dominice Incarnationis millesimo trecentesimo, scilicet pridie kalendas februarii, regnante excellentissimo principe domino Philippo, Dei gratia Francorum rege. Noverint universi quod, cum quedam causa ventilata fuisset in curia nobilis et potentis viri domini Johannis de Arreblayo, militis domini regis Francorum, senescalli Bellicadri et Nemausi, inter Stephanum Pinharelli et Deodatum Alcor, syndicos Montispessulani, ac nomine universitatis ejusdem et cujuslibet de eadem, et nomine omnium et singulorum quorum intererat vel interesse poterat, ex una parte, et magistrum Hugonem de Porta, regium procuratorem senescallie Bellicadri, nomine ejusdem domini regis, ex parte altera, super exactione sex solidorum et octo denariorum, quos gentes seu officiales dicti domini regis de Lunello percipiebant, pro singulis centum sextariis bladi, a mercatoribus transeuntibus per locum vocatum *de la Rudela*, aportantibus seu

portari facientibus bladum ad villam Montispessulani; tandem, die predicta, videlicet pridie kalendas februarii, anno Domini millesimo trecentesimo, dicti Deodatus d'Alcor, syndicus supradictus, et predictus magister Hugo de Porta, regius procurator dicte senescallie, existentes apud Lunellum, in presentia domini senescalli predicti, tunc tenentis assizias suas ibidem, petierunt cognitionem ejusdem domini senescalli super causa predicta; et ipse dominus senescallus processit ad ferendum seu promulgandum cognitionem suam seu sententiam, ut sequitur :

In Dei nomine, amen. Nos Johannes de Arreblayo, miles illustrissimi domini regis Francorum, senescallus Bellicadri et Nemausi, viso libello reddito, ex parte syndici consulum et universitatis hominum Montispessulani, coram domino Raimundo de Pojolario, judice majori senescallie nostre, locumque nostrum tenente in ea, cujus tenor talis est :

Coram vobis domino Raimundo de Pojolario, judice majori, tenente locum nobilis viri domini Johannis de Arreblayo, militis, senescalli Bellicadri et Nemausi, dicit et proponit simpliciter et de plano Stephanus Pinharelli, syndicus Montispessulani, ac nomine universitatis ejusdem et cujuslibet de eadem, et nomine omnium et singulorum quorum interest vel interesse potest, quod gentes et officiales domini regis Francie, contra Deum et justitiam, a quinque vel a quatuor annis citra, vel circa, attemptaverunt et conati sunt exigere et levare sex solidos et octo denarios, pro singulis centum sextariis bladi, a mercatoribus transeuntibus per locum vocatum *de la Rudela*, et portantibus seu portari facientibus bladum ad villam Montispessulani, ipsis mercatoribus reclamantibus et invitis, quod nunquam ante fuerat usitatum, et de hiis est et fuit fama. Unde supplicat et requirit dictus syndicus, nominibus quibus supra, quatinus testes, quos intendit producere super predictis, ad informationem et instructionem vestram, dignemini recipere, et in predictis summarie et de plano procedere; et, informatione per vos facta, supplicat humiliter et de plano dictus syndicus, nominibus quibus supra, vobis

dicto domino locumtenenti, ut predictam exactionem, noviter et a paucis temporibus citra impositam, sex solidorum et octo denariorum, pro singulis centum sextariis bladi, a transeuntibus per dictum locum *de la Rudela* amoveatis seu amoveri faciatis, prohibentes ne gentes et officiales exactores predicte exactionis deinceps aliquod exigant ab ipsis mercatoribus, portantibus seu portari facientibus bladum ad dictam villam Montispessulani, transeuntibus per dictum locum vocatum *de la Rudela;* protestans quod non astringit se ad omnia et singula probanda, sed ad ea que ad obtinendum jus suum, nominibus quibus supra, suficient de premisis.

Super eoque lite legitime contestata per magistrum Hugonem de Porta, regium procuratorem, et cum diligentia examinato dicto processu, et omnibus hiis, que dicte partes coram dicto locum nostrum tenente, seu deputatis ab eo, dicere et proponere seu probare voluerunt, cum deliberatione debita ponderatis, sacrosanctis Dei Euvangeliis positis coram nobis, premisso signaculo sancte Crucis, assidente nobis discreto viro domino Guillelmo de Plasiano, legum doctore, partibus in nostra presentia constitutis, in hiis scriptis, pro tribunali sedentes, declarando pronuntiamus omnes mercatores, bladum apud Montempessulanum vehentes seu portantes, seu portari facientes, transitum per dictum locum *de la Rudela* facientes, liberos transire debere deinceps per locum predictum, absque prestatione alicujus vectigalis, prestandi occasione bladi predicti; inhibentes publicanis, et ceteris officialibus dicti domini regis, ne deinceps, contra tenorem hujus nostre sententie, occasione bladi ad Montempessulanum vehendi, et per dictum locum transitum facientis, aliquid vectigalis vel pedagii exigere vel levare attemptent : de quaquidem sententia dictus syndicus petiit, nominibus quibus supra, sibi fieri, per me notarium infrascriptum, publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec in assiziis Lunelli, quas tenuit dictus dominus senescallus, scilicet anno et die predictis, in presentia et testimonio discretorum virorum domini Rostagni Radulphi, judicis Aquarum

Mortuarum, domini Bertrandi de Lexis, jurisperiti, et nobilium virorum domini Guillelmi de Lauduno, domini Raymundi Decani, militum, domini Albaronis, domini Montisfrini, magistri Johannis de Sainguy, notarii curie regie Montispessulani, magistri Jacobi de Aurelhaco, domini regis notarii, et magistri Guillelmi de Vassinhaco, clerici dicti domini senescalli, testium ad hec specialiter vocatorum, et mei Johannis de Segurano, clerici, auctoritate regia in tota senescallia Bellicadri et Nemausi publici notarii, qui predictis presens fui, et presens instrumentum fideliter scripsi et signo meo signavi, ad requisitionem predicti syndici, et de mandato dicti domini senescalli.

Et nos senescallus predictus, in fidem et testimonium premissorum, huic presenti instrumento sigillum nostrum jussimus apponendum.

Datum anno et die quibus supra.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 43 v°.

## LXVII.

RÉCLAMATION DU SYNDIC DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AUPRÈS DE LA COUR DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE, CONCERNANT LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES ET DENRÉES.

(30 juin 1301.)

Anno Domini millesimo tricentesimo primo, videlicet pridie kalendas julii, regnante serenissimo principe domino Philippo, Dei gracia Francorum rege. Noverint universi quod, existens in presencia viri nobilis et potentis domini Johannis de Arrablayo, militis dicti domini nostri regis, senescalli Bellicadri et Nemausi, pro tribunali sedentis in aula regia Nemausi, Guillelmus Raimundi, syndicus et syndicario nomine consulum et universitatis ville Montispessulani, prout de suo syndicatu michi fecit fidem per quoddam instrumentum, prima facie publicum, confectum sub anno Incarnationis

Domini millesimo tricentesimo primo, videlicet kalendas aprilis, scriptum, ut in eo legitur, manu Johannis de Foyssaco, publici Montispessulani notarii,.... obtulit, presentavit et tradidit dicto domino senescallo quandam papiri cedulam, tenorem qui sequitur continentem :

Existens in presencia nobilis viri domini Johannis de Arrablayo, militis domini regis Francie, senescalli Bellicadri et Nemausi, Guillelmus Raimundi, syndicus consulum et universitatis ville Montispessulani, dicit et proponit, nomine quo supra, non tamen in figura judicii, quod homines predicte universitatis ville Montispessulani, et eorum antecessores, et eciam alii quicumque mercatores, adducentes vel vehentes, adduci vel vehi facientes per stagnum, et specialiter de versus partes Narbone, Carcassone, Biterris et Agathe, bladum, eciam ligna sive fustam, sunt et fuerunt in quasi possessione libertatis libere veniendi cum dictis rebus ad portum Latarum, ita quod non compellebantur per aliquem venire apud Aquas Mortuas, et non solvendi denarium pro libra, nec aliquam aliam redhibenciam, ab antiquissimo tempore, tanto videlicet, quod de contrario memoria non existit.

Item, dicit et proponit, nomine quo supra, quod mercatores et homines predicte universitatis, et eorum antecessores, sunt et fuerunt in quasi possessione libertatis non prestandi sextamdecimam partem fuste sive lignorum que portantur, ducuntur seu vehuntur, et portari, duci et vehi consueverunt undecunque in caopollis sive navigiis per locum de Rudella, occasione sive racione pedagii, vel quacunque alia, ab antiquissimo tempore, tanto videlicet, quod de contrario memoria non existit.

Item, dicit et proponit, nomine quo supra, quod homines universitatis predicte, et eorum antecessores, sunt et fuerunt in quasi possessione libertatis adducendi undecunque, et eciam vehendi et trahiciendi bladum et quodcunque genus bladi et leguminum, et ligna sive fustam, per gradus de Agathe, de Vicco et de Cauquillosa, ita quod non compellebantur transire per Rudellam, nec aliquod

pedagium, nec denarium pro libra, nec aliquam aliam redhibenciam, occasione predicta, pro rebus predictis solvere seu prestare, ab antiquissimo tempore, tanto videlicet, quod de contrario memoria non existit.

Item, quod homines universitatis predicte, sive mercatores, et eorum antecessores, sunt et fuerunt in quasi possessione libertatis discedendi ab Aquis Mortuis cum suis mercibus per mare et per terram, et eundi ad quemcunque locum voluerunt et volunt, sine contradictione et impedimento pedagiarii de Rudella et cujuslibet alterius, tanto eciam tempore, quod de contrario memoria non existit.

Item, quod homines sive mercatores universitatis predicte, et sui antecessores, sunt et fuerunt in quasi possessione libertatis transeundi cum mercaturis suis per locum vocatum de Rudella, libere et absque prestatione alicujus pedagii, et eciam vectigalis, et in eadem quasi possessione libertatis fuerunt et steterunt per triginta quinque annos et amplius, justo titulo et bona fide, donec pedagiarii de Rudella, sine cause cognitione, dicte libertatis quasi possessione privantes homines antedictos, inceperunt exigere, sui viribus officii, ab hominibus antedictis, scilicet pro singulis pondo sive ponderibus, ponderantibus quatuor vel quinque quintalia, vel circa, singulos quatuor denarios. Novissime autem, injuriam injurie cumulando, dicti pedagiarii exigere nituntur a dictis hominibus seu mercatoribus, pro singulis pondo vel ponderibus ut supra ponderantibus, non solum quatuor denarios, ymo octo : unde, cum a possessione sive quasi, sive eciam saysina predictorum jurium indebite et injuste dicti homines ville Montispessulani tam per custodes graduum de Vicco et de Cauquillosa, quam eciam per pedagiarium de Rudella fuerint spoliati et dissaysiti, ut dictum est, de novo et a paucis temporibus citra, supplicat idem syndicus vobis dicto domino senescallo, quod super predictis vos dignemini informare simpliciter et de plano, et sine strepitu judiciario; qua informatione per vos facta, petit idem syndicus, nomine quo supra, homines et mercatores Montispessulani ressaysiri et restitui in quasi possessione libertatis jurium predictorum,

secundum tenorem statuti regii, dictosque custodes et pedagiarium per vos prohiberi, ne deinceps in predictis seu aliquo predictorum dictos mercatores sive homines Montispessulani impediant seu molestent; dicens eciam idem syndicus quod paratus est super predictis vos dictum dominum senescallum informare et instruere de veritate omnium predictorum; protestatus eciam idem syndicus quod, propter predicta, sive aliqua predictorum, non intendit aliquid confiteri de intentione procuratoris domini regis Francorum, nec aliquod prejudicium facere juri sibi competenti, ratione gravaminum eidem, nomine quo supra, aliter illatorum, tam per dictos custodes, quam eciam per pedagiarium supradictum, et specialiter juri gravaminum super quibus testes receperunt reverendus in Christo pater dominus G., Dei gracia episcopus Suessionensis, et vir venerabilis dominus Guichardus Nepotis, archidiaconus Lexoviensis.

Ad que respondit dictus dominus senescallus, quod capitula supradicta, et ea que continentur in eis, tangunt et respiciunt res et jura domini nostri regis, et quod super predictis de jure vocandus et citandus est procurator regius, qui super premissis habet partem facere et jura regia deffensare, ad hoc ut merita capitulorum et causarum predictarum partium assercione pandantur. Quare dicit idem dominus senescallus, quod ipse paratus est citare, vel citari facere dictum procuratorem regium, et eidem et supplicanti predicto certam et brevem diem assignare et locum apud Nemausum, et partibus supradictis plenam et brevem justiciam exhibere, secundum formam illam, secundum quam hoc de jure tenebitur facere et debebit.

Quibus responsis per dictum dominum senescallum, dictus syndicus, nomine quo supra, in quantum juri suo, sive dicte universitatis Montispessulani prejudicare possent, non consenciens, dixit, peciit, protestatus fuit, et supplicavit ut supra, et in contentis in predicta supplicacione persistit et persistere intendit; nec ab eis recedere, propter aliqua proposita vel proponenda per eum, nomine quo supra.

Horum sunt testes domini Johannes de Monte Nantolio, judex Nemausi, Bernardus Marchesii, Raimundus Saverici, jurisperiti,

magistri Jacobus de Orlhaco, Raimundus Pellicerii, Johannes de Gyemo, notarii, et ego Johannes de Savigny, clericus, publicus notarius in tota senescallia Bellicadri et Nemausi, qui, requisitus utrinque, hec scripsi, et in publicam formam redegi, signoque meo solito subsignavi.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 7. Parchemin original.

Au dos : *La suplicacion que conten los grauses de la Rudela.* 1301.

## LXVIII.

ARTICLES CONCERNANT L'EXEMPTION DONT JOUISSAIENT LES HABITANTS DE MONTPELLIER, QUANT AU PÉAGE PERÇU PAR LE SEIGNEUR DE LUNEL[1].

(1301 ou 1302).

Ad informandum animum et conscientiam venerabilis et circumspecti viri domini Bartholomei de Asperis, jurisperiti, judicis causarum appellationum loci de Lunello et ejus baronie, pro inclito principe domino Ludovico, comite Stamparum et domino Lunelli et ejus baronie predicte, ac commissario per eum de et super infrascriptis et contentis in litteris suis specialiter deputati, et aliter ad justifficandum contenta in dictis litteris, et ad omnes alios fines sibi

[1] Le Registre B, 47 du Fonds des consuls de mer, des Archives départementales de l'Hérault, renferme, fol. 21, r° sq., une enquête de 1302 sur le même sujet. Parmi les témoins admis à déposer figurent le juif Astruguet : « *Astrugetus judeus de Lunello, pedagiarius de Rudella, super legem Moïsi juratus de veritate dicenda...* ; » puis un autre juif, son successeur comme péager : *Fossetus Bonafous judeus... — Petrus de Lunello, juratus ad sancta Dei Evangelia de veritate dicenda,... dixit quod, a duobus annis citra, per unum annum stetit et fuit institutus ad Rudellam, causa levandi pedagium pro Josseni judeo, qui tunc emerat dictum pedagium a domino rege vel gentibus suis, nec percepit nec levavit, seu percipi nec levari vidit pedagium de lignis seu fustis adductis de partibus predictis apud Latas...* Le parchemin original de cette enquête est dans le même fonds B, 59.

valituros, dicit, proponit et probare intendit procurator, et nomine procuratorio sindicus, vel actor dominorum consulum ville Montispessulani, in sua potestate hujusmodi nominatorum, quod olim, anno Domini M CC L primo, et XV kalendas decembris, nobilis vir dominus Raimundus Gaucelini, tunc dominus Lunelli, concessit in vim privilegii dominis tunc consulibus Montispessulani et singularibus ejusdem loci, promisitque et juravit, pro se et omnibus successoribus suis, quod nullum pedagium seu exactionem acciperet, per se vel alium, a dictis hominibus ville Montispessulani, presentibus tunc et futuris, nec ab aliis portantibus aliquas res eorumdem, occasione tamen rerum pertinencium ad ipsos habitatores Montispessulani, in loco qui vocatur Fossa, vel in alio loco pro ipso loco, et, si aliquid reciperet, quod illud restitueret dictis dominis consulibus Montispessulani, recipientibus pro illis a quibus haberent, infra octo dies, prout de predictis constat publico instrumento inde confecto.

II. Item proponit, ut supra, quod expost dicti homines Montispessulani, utendo dicto privilegio, et aliter suo bono jure, consueverunt, tam per se quam per alios eorum nomine, portare et portari facere, tam per mare quam per terram undecumque, sive de terra et juridictione domini Lunelli, sive de aliis locis, bladum et quascumque mercaturas, veniendo de loco Aquarum Mortuarum ad locum Montispessulani, et de dicto loco Montispessulani ad dictum locum de Aquis Mortuis, et transeundo per dictum locum de Fossa, aliter de Rudella, libere et sine contradictione cujusquam, et absque solucione seu prestacione alicujus pedagii sive vectigalis, pro ipsis rebus sive mercaturis, ipsi domino Lunelli, seu gentibus suis, facienda.

III. Item proponit, ut supra, quod dicti homines Montispessulani consueverunt eciam facere suum iter pro libito voluntatis, portando res predictas ad loca supradicta, absque eo quod transirent seu transitum suum facerent per dictum locum de Fossa, aliter de Rudella, nec poterant seu debebant compelli per dictos curiales Lunelli ad transeundum per dictum locum de Rudella cum rebus et mercaturis suis, quas secum portabant, seu portare faciebant.

IIII. Item proponit, ut supra, quod dicti homines Montispessulani sunt in usu, possessione, seu quasi, ac saysina premissorum, fueruntque, per se et alios nomine ipsorum, a longissimis temporibus citra, et a tantis temporibus, quod memoria hominis in contrarium non existit, modo et forma supradictis.

V. Item proponit, ut supra, quod, cum dudum, anno Domini M° CCC°, et pridie kalendas februarii, dictis hominibus loci Montispessulani, portantibus seu portare facientibus bladum et alias merces suas, veniendo de dicto loco Aquarum Mortuarum ad locum Montispessulani, et transeundo per dictum locum de Fossa, aliter de Rudella, fieret controversia seu contradictio per curiales dicti loci Lunelli, qui tunc erat in manibus domini nostri regis, nitendo dicti curiales exigere et levare a dictis hominibus Montispessulani, per dictum locum de Fossa, aliter de Rudella, cum rebus et mercaturis suis hujusmodi transeuntibus, pedagium sive vectigal, et super hoc aliquandiu esset altercatum et litigatum coram domino tunc senescallo Bellicadri et Nemausi, inter procuratorem regium dicte senescallie, ex una parte, et consules tunc dicti loci Montispessulani, seu eorum procuratorem, sindicum vel actorem, ex altera, tandem nobilis et potens vir dominus Johannes de Reblayo miles, tunc senescallus Bellicadri et Nemausi, existens in dicto loco Lunelli, et ibi suas assizias tenendo, viso processu habito super predictis coram eo inter dictas partes, pronunciavit et declaravit de et super dicta questione seu debato in hunc modum: Pronunciamus et declaramus omnes mercatores, bladum apud Montempessulanum vehentes seu portantes, aut portari facientes, transitum per dictum locum de Rudella facientes, liberos transire debere deinceps per locum predictum, absque prestacione alicujus vectigalis, prestandi occasione bladi predicti, inhibentes publicanis et ceteris officialibus dicti domini regis, ne deinceps, contra tenorem hujus nostre sententie, occasione bladi apud Montempessulanum vehendi et per dictum locum transitum faciendi, aliquod vectigalis vel pedatgii exigere vel levare atemptent.

VI. Item proponit, ut supra, quod, cum nuper nonnulli homines Montispessulani portarent, seu portare facerent aliquam bladi quantitatem, et quasdam alias merces suas, de dicto loco Aquarum Mortuarum et de locis circumvicinis ad locum Montispessulani, transeundo per dictum locum de Rudela, dicti curiales Lunelli nitebantur et nisi sunt accipere ab eis pedatgium sive vectigal pro dictis rebus sive mercaturis ; et, quod deterius est, cum contingebat interdum ipsos homines per alium locum quam per dictum locum de Rudela transire cum dictis rebus suis, prout aliter consueverunt, prefati, inquam, curiales dicti loci de Lunello compellebant et compellere nisi sunt ipsos homines, ut per dictum locum de Rudela transitum suum facerent cum rebus suis predictis, ad finem ut ab eis haberent vectigal sive pedatgium pro premissis.

VII. Item proponit, ut supra, quod, cum de orta controversia super predictis inter dictos homines consules Montispessulani et homines ipsius loci, quos presens tangebat negocium, ex una parte, et procuratorem dicti domini comitis Stamparum et domini Lunelli, ex altera, idem procurator adjornare fecisset, per litteras regias, ad curiam parlamenti Parisius et ad dies senescallie Bellicadri proxime preteritos, preffatos dominos consules et homines predictos loci Montispessulani, quos dictum tangit negocium, ad procedendum et faciendum super facto hujusmodi quod esset rationis, demum dictus dominus comes Stamparum et dominus Lunelli, ad supplicacionem dictorum dominorum consulum et hominum predictorum, prorogavit dictam diem adjornamenti predicti, et diem in qua dicte partes comparere debebant, usque ad proxime instans festum Nativitatis Domini. Et nichilominus mandat et committit dicto domino judici, quatinus, vocatis evocandis, de et super predictis diligenter se informet, et, si per informationem hujusmodi sibi constet de premissis, non permittat dictos homines Montispessulani vexari seu aliter molestari pro predictis, ultra usum et consuetudinem supradictam, pendenti termino dicte prorogationis, facta in contrarium revocando; et que ipse dominus comes revocavit de presenti, prout

hec et alia in dictis litteris dicte vestre commissionis lacius sunt descripta.

VIII. Item proponit, ut supra, quod de predictis omnibus et singulis est publica vox et fama, non astringens se ad superfluam probationem premissorum, sed duntaxat ad necessariam; et predicta dicit et proponit de presenti, salvo sibi jure addendi, corrigendi et mutandi.

Arch. mun. de Montp., Arm. dorée, Liasse 10, N° 2. Original sur papier.

Au dos : *Minute d'articles, pour raison de l'exemption donnée aux consuls de Montpellier et habitans, de tout peage au lieu appelé Fossa ou la Rudelle, par Gaucelin de Lunel, en* 1251.

## LXIX.

### LETTRES DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE POUR L'IMPORTATION DES VIVRES ET L'EXPORTATION DES VINS DANS LA BARONNIE DE MONTPELLIER.

(16 Janvier 1302-1303.)

Johannes de Varenis, miles domini nostri Francorum regis, senescallus Bellicadri et Nemausi, omnibus et singulis vicariis, bailivis, judicibus, pedagiariis, servientibus, et aliis quibuscunque in servicio dicti domini nostri regis existentibus, in nostra senescallia constitutis, ad quod presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem sinceram.

Litteras patentes et pendentes preffati domini nostri regis nos recepisse noveritis, in hec verba :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, suis Bellicadri et Carcassone senescallis salutem.

Mandamus vobis quatinus burgensibus Montispessulani ac aliis subditis, etc.

Actum Parisius, sabbato post festum Nativitatis Beati Johannis Baptiste, anno Domini M° CC° nonagesimo quarto.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Carcassone et Bellicadri senescallis, vel eorum loca tenentibus, salutem.

Volumus et vobis presentium tenore mandamus quatinus victualia quecunque, etc.[1]

Actum Parisius, die lune post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo octavo.

Hinc est quod, cum deliberato consilio cognoverimus gratiis seu concessionibus specialibus supradictis non debere obstare prohibitionem regiam generalem, nuper editam, de victualibus de regno non extrahendis, vobis et vestrum cuilibet districte precipimus et mandamus, quathinus burgenses Montispessulani, ac alios subditos et habitatores terre et baronie ejusdem, permitatis libere vina sua vendere, et de regno Francie per senescalliam nostram extrahere, per utramque telluris et aque stratam, absque impedimento quocumque, solutis deveriis consuetis, quandiu dicti domini regis placuerit voluntati, prout in primis hic insertis litteris regiis plenius continetur; insuper permitentes quecumque victualia de locis et villis senescallie Bellicadri ad villam Montispessulani et loca baronie seu pertinentiarum ejusdem transvehi seu portari, sine difficultatis obstaculo qualicumque; et cetera omnia efficasciter observetis, prout in litteris regiis suprascriptis, ultimo presentatis, videbitis contineri, summopere precaventes ne super hiis quocumque colore quesito fraus aliqua comitatur. Reddite litteras.

Datum in Montepessulano, XVII[a] kalendas febroarii, anno Domini millesimo trecentesimo secundo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*. Original à queue de parchemin, avec sceau en cire rouge.

## LXX.

### CONVENTION COMMERCIALE ENTRE JAYME II ET LES PISANS.

(22 Novembre 1303.)

Hoc est translatum fideliter sumptum a quadam carta pergamenea, sigillata seu bullata bulla plumbea pendenti cancellarie comunis

[1] Voir le texte de ces deux lettres, pages 298 et 325 de ce volume.

Pisanorum, ut per impressionem signorum et litterarum in ipsa bulla impressarum liquide apparebat, cujus tenor est qui sequitur:

In nomine Domini. Amen. Noverint universi quod, orta dudum discencione inter comune Pisanorum et ipsos Pisanos, ex una parte, et gentes illustrissimi domini Jacobi, Dei gracia regis Majoricarum, comitis Rossilionis et Ciritanie, et domini Montispesulani, ex altera, occasione multiplicum dampnorum, que dicti Pisani dederant et fecerant cum lignis piraticis gentibus et mercatoribus pluribus et diversis, et locis et temporibus variis et diversis, tam de Majoricis quam de Montepesulano et de aliis terris ipsis domini regis, propter quam discensionem ipsi Pisani, seu gentes sub districtu civitatis Pisarum degentes, non intrabant nec intrare audebant cum mercibus vel aliis terras et districtus ipsius domini regis Majoricarum, nec habere commercium cum hominibus predicti domini regis, cupientes ipsi Pisani reconciliari gentibus predicti domini regis, imo ipsi domino regi, propter eos miserunt ad predictum dominum regem discretum virum Terium Laggium, civem Pisanum, sindicum et procuratorem seu nuncium eorumdem, dantes eidem potestatem plenissimam paciscendi, transigendi et opponendi super dictis dampnis seu discencionibus, prout late patet tam in litteris sigillo comunis Pisanorum, ut prima facie apparebat, sigillatis, quam instrumento publico sindicatus, facto eidem Terio Laggio, quorum series inferius denotatur.

Quiquidem sindicus sive nuncius, ex parte dicti comunis et omnium Pisanorum, humiliter supplicavit predicto domino regi, quod ipse dignaretur admictere predictos Pisanos, seu mercatores terre ipsorum, ad antiquam et solitam conversacionem et amiciciam, quam habuerunt et habere consueverunt cum hominibus terre ipsius domini regis, et commercium habere solitum cum eisdem; et obtulit eidem domino regi emendam seu restitucionem dampnorum datorum per ipsos Pisanos gentibus ipsius domini regis, secundum quod eidem domino regi visum fuerit, et ipse arbitratus fuerit posse fieri dictorum dampnorum restitucionem seu emendam; et de ipsis

omnibus se et comune Pisarum commisit ordinacioni ejusdem domini regis. Quiquidem dominus rex predictus, volens sequi vestigia suorum predecessorum, qui cum ipsis Pisanis amiciciam et benivolenciam habuerant, ad composicionem per dictum nuncium seu sindicum postulatam benigniter condescendit; et placuit eidem domino regi, transigendo et componendo cum dicto sindico, nomine suarum gencium omnium et nomine Pisanorum predictorum, quod admodo predicti Pisani et mercatores, et alii quicumque subditi districtui Pisanorum, salvi et secure possint venire, stare et redire, cum mercibus ac rebus suis omnibus, ad terras et in terris ipsius domini regis, videlicet apud Majoricas, Montempesulanum, et ad omnes alias terras suas, et ad omnes portus et maria aquarum dulcium sive maris, nec possint impediri, seu marcari, seu molestari ab aliquo homine districtus predicti domini regis, pro quibuscumque dampnis datis seu illatis ab ipsis Pisanis, antiquis temporibus usque ad presentem diem, gentibus seu mercatoribus ipsius domini regis, vel aliis quibuscumque personis dictionis ejusdem domini regis, et habeant dicti Pisani in predictis terris omnibus dicti domini regis, portubus et maribus, illas libertates et franchisias, quas habebant et exercebant, habuere et exercuere olim, tempore clare memorie domini Jacobi, Dei gracia regis Aragonum, progenitoris dicti domini regis, et aliorum predecessorum suorum; et gentes ipsius domini regis similiter illas habeant libertates et franchisias in Pisis et aliis terris, portubus sive maribus Pisanorum, quas habebant et exercebant, habuere et exercuere temporibus predicti domini Jacobi, felicis recordacionis regis Aragonum, et aliorum predecessorum prefati domini regis Majoricarum.

Fuit autem conventum, composicionis predicte nomine, inter memoratum dominum regem, pro suis gentibus omnibus paciscentem, et dictum Terium Laggium, nomine comunis Pisanorum, habentem ad hoc plenariam potestatem ab ipso comuni, quod, pro restitucione seu emenda dampnorum, datorum et illatorum a piraticis et latronibus Pisanorum gentibus et mercatoribus dicti domini regis,

omnes Pisani et quicumque sue dicioni subjecti, ad terras predictas Majoricarum, Montispesulani, et alias quascumque terras, portus seu maria dicti domini regis venientes, dent et debeant dare laudum hujusmodi, scilicet denarium unum pro libra in introytu, et alium denarium pro libra de exitu, pro omnibus mercibus quas discaricaverint in maribus, portubus et terris domini regis predictis; et istud laudum accipiatur tam diu de gentibus Pisanorum predictis, donec dampnum passis a predictis Pisanis olim fuerit satisfactum, in hiis quantitatibus que fuerint concorditer taxate et determinate, tam per dictum dominum regem, quam comune Pisanorum, ut fuerit consonum racioni.

Fuit eciam in predicta composicione concorditer ordinatum, quod dictum laudum, sive pecunia que de ipso levabitur, colligatur per duos fideles homines, quorum unus eligatur et constituatur per dictum dominum regem, vel ejus locum tenentem, nomine suarum gencium, et alterum per predictum Pisanorum comune; et uterque ipsorum duorum habeat librum suum, in quo scribat receptam dicti laudi, et uterque teneat clavem unam receptaculi ubi reponatur pecunia supradicta, et quolibet anno semel recognoscant pecuniam supradictam, que distribuatur, pro solido et libra, predictis dampnum passis, ad noticiam et cognicionem predicti domini regis Majoricarum, vel ejus locum tenentis.

Concessit autem prefatus dominus rex predicto sindico, nomine communis Pisarum predicti, quod possint habere et tenere unum consulem in civitate Majoricarum, et alium in Montepesulano, et habere logiam in Majoricis.

Fuit eciam conventum in composicione predicta, quod, si reperiretur quod gentes dicti domini regis Majoricarum, ex quo tempore dominus rex incepit regnare post dictum patrem suum, intulissent aliqua dampna Pisanis, seu gentibus Pisanorum, illa dampna emendentur de bonis gencium dicti domini regis, secundum cognicionem et arbitrium ac modifficacionem, que per memoratum dominum regem fuerint cognita, arbitrata, seu modifficata.

Unde nos Jacobus, rex Majoricarum, comes Rossilionis et Cirritanie, et dominus Montispesulani, per nos et nostros, et nomine nostrorum hominum et omnium terrarum nostrarum, laudamus, ratifficamus et approbamus omnia supradicta, mandantes per hoc publicum instrumentum omnibus locum nostrum tenentibus, blachivis et officialibus quibuscumque, quod hanc presentem composicionem seu scripturam observent, et faciant inviolabiliter, quilibet in suis districtibus, observari. Ad majorem firmitatem omnium predictorum, hoc presens publicum instrumentum sigillo nostro jussimus communiri.

Et ego Terius Laggius, predictus sindicus seu nuncius, specialiter ad hoc missus per comune predictum, habens ad hoc latissimam potestatem, nomine et vice dicti comunis, omnia ista laudo, approbo et ratiffico, obligans pro predictis, potestate michi data in sindicatu predicto, bona omnia comunis predicti Pisanorum; promittens vobis predicto domino regi me effecturum et curaturum quod dictum comune Pisanorum cum publico et autentico instrumento ratifficabit et approbabit omnia et singula supradicta.

Tenor vero predicte littere hic est:

Serenissimo domino Jacobo, Dei gracia inclito Majoricarum regi, et Montispesulani et Rossilionis domino, Albertus de Portalaudensi, Pisanorum potestas, Hugolinus comes de Boscareto capitaneus, et anchiani Pisanorum populi, cum recomendacione se ipsos ad ejus obsequia voluntatis.

Ecce prudentem virum Terium Laggium, dilectum civem Pisanum, in ambaxiatorem et sindicum nostrum et Pisanorum comunis duximus eligendum, cum certa ambaxiata eidem, super facto represaliarum, seu certo dirictu earum occasione, coram presencia magestatis vestre compariturum. Cui, de intencione Pisis comunis, per eandem ambaxiatam sufficienter constituto, dignetur vestra clemencia in sibi commissis credere, tanquam nobis, per exaudicionis graciam, fidem plenariam adhibentem.

Datum pridie idus octobris secunde indictionis.

Tenor vero dicti sindicatus est qui sequitur.

In eterni Dei nomine. Amen. Albertus de Portalaudensi de Papia, Pisanorum potestas, Ugolinus de Boscareto capitaneus, et anchiani Pisani populi, presencia, consensu, consilio et auctoritate consilii senatus et credencie, et concilii minoris et majoris anchianorum, videlicet quindecim per quartenum duodecim populi, consulum maris, consulum mercatorum, consulum artis lane, capitaneorum et priorum septem arcium, capitaneorum et confalonerioruin mille de populo, et idem concilium una cum predictis dominis potestate, capitaneo et anchianis, et eorum auctoritate pro comuni Pisanorum, et nomine et vice Pisanorum comunis, fecerunt, constituerunt et ordinaverunt discretum virum Terium Laggium, civem Pisanorum, licet absentem, per hec scripta publica, eorum, pro comuni Pisanorum, et Pisanorum comunis sindicum et procuratorem et nuncium specialem, ad comparendum coram serenissimo domino Jacobo, Dei gracia rege Majoricarum et domino Montispesulani et Rossilionis, et coram quocumque suo officiali, et ad tractandum, componendum, paciscendum et transigendum cum ipso domino rege vel suo officiali, et cum quibuscumque singularibus personis, collegiis, universitatibus et locis regni et terrarum ipsius domini regis, super quibuscumque lausibus seu represaliis et dirictibus seu pecunie exactionibus, quocumque nomine censeantur, et eorum causa et occasione, prout dicto sindico videbitur, etc.

Actum Pisis, in domo Pisani comunis, ubi fiunt consilia senatus, presentibus, etc., Dominice Incarnacionis anno millesimo trecentesimo quarto, indictione secunda, sexto idus octubris.

Guido, domini Ranuccii de Camuliano, imperiali auctoritate notarius, et nunc scriba publicus cancellarie Pisani comunis, predictis omnibus interfui, et hanc inde cartam, a me in actis supradicte cancellarie rogatam, fideliter scribsi, et in publicam formam redegi.

Acta et laudata fuerunt hec per dictum dominum regem et Terium Laggium, sindicum predictum, intra castrum de Palacio, decimo kalendas decembris, anno Domini millesimo trecentesimo tercio,

presentibus testibus Jacobo de Urredine milite, Bernardo Dalmacii legum doctore, Ramundo Guillelmi sacrista Elnensi, Guillelmo de Podio Orphila, et Jacobo de Olesia, et me Laurencio Plasensa, notario publico auctoritate prefati domini mei regis ubique terrarum suarum, qui predictis omnibus interfui, et, mandatus atque requisitus a predicto domino nostro rege et dicto sindico Pisanorum, hec omnia scripsi, et in hanc publicam formam redegi.

In eterni Dei nomine. Amen. Consilium senatus et credencie anchianorum Pisanorum populi et eorum consilii minoris et majoris, videlicet quindecim per quartenum duodecim populi, consulum maris, consulum mercatorum, consulum artis lane, capitaneorum et priorum septem arcium, a nobili viro domino Branchaleone de Andalo de Bononia, Pisanorum potestate, pro comuni Pisanorum, sub sacramento petitum.

Cum intellexeritis pacem et pacta factam et facta inter serenissimum dominum Jacobum, Dei gracia regem Majoricarum, comitem Rossilionis, Ceritanie, et dominum Montispesulani, ex una parte, et discretum virum Terium Laggium, civem Pisanum, sindicum et procuratorem Pisanorum comunis,.... ex altera, contentam et contenta in publico instrumento inde confecto a Laurencio Plasensa, notario predicti domini regis, anno Domini M° CCC° III, X° kalendas septembris, et omnia et singula in dicto instrumento et pace et pactis comprehensa nunc coram vobis legi, et super hiis expediat auctoritate vestri consilii provideri, si consulitis et placet vobis quod dicta pax et pacta, et omnia et singula in ipsa pace et pactis et quolibet eorum contenta, potuerint fieri et debuerint, et fiant et fieri possint et debeant, valeant, serventur, rata sint et execucioni mandentur, ut in ipsis pace et pactis et quolibet eorum, et ut in dicto instrumento per omnia et singula continetur, auctoritate vestri consilii, vestra parabola et concilio dicite et consulite.

Summa sacri consilii celebrati Pisis, in domo Pisanorum comunis, ubi fiunt consilia senatus....., ut in dicto consilio seu titulo per omnia et singula continetur, sub anno Dominice Incarnationis

millesimo trecentesimo quinto, indictione tercia, decimo kalendas novembris.

Ego Michael des Cros, mandato Laurencii Plasense, publici notarii infrascripti, fideliter hoc translatum sumpsi a dicto suo originali, puncto ad punctum, verbo ad verbum, nichil addito vel diminuto, quod sensum mutet vel intellectum corrumpat, videntibus et comprobantibus me, et tribus testibus litteratis ad examinacionem hujus translati convocatis, videlicet Bernardo Comitis, presbitero, Arnaldo Bodoni, notario Montispesulani, et Raymundo Johannis, qui presens translatum cum dicto originali comprobaverunt, et in omnibus bene convenire invenerunt, quinto idus marcii, anno Domini millesimo trecentesimo nono.

Ego Laurencius Plasensa, publicus notarius auctoritate domini nostri regis Majoricarum ubique terrarum sue dicioni subjectarum, presens translatum scribi feci, et clausi, et subsignavi meo publico et solito signo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 26. Parchemin original.

## LXXI.

APPEL DES CONSULS DE MONTPELLIER A LA JUSTICE DU ROI DE FRANCE, A PROPOS DE CERTAINS DÉMÊLÉS DE COMMERCE ENTRE LES NÉGOCIANTS NIMOIS ET MARSEILLAIS.

(30 Janvier 1304-1305.)

Anno ab Incarnatione Domini millesimo trecentesimo quarto, et tercio kalendas febroarii, regnante domino Phylippo rege Francorum. Noverint universi, presentes pariter et futuri, seriem hujus presentis instrumenti publici inspecturi, quod discretus vir Gabriel Catalani, qui se dicebat consul ville Montispessulani et universitatis ejusdem ville, costitutus in presentia nobilis et prudentis viri domini Guiraudi de Tilheto, militis ac legum excellentissimi professoris, tenentisque locum nobilis et potentis viri domini Bertrandi

Jordani de Insula, militis domini nostri Francorum regis, senescalli Bellicadri et Nemausi, et obtulit eidem domino Guiraudo, et coram eo, de verbo ad verbum, legi fecit per Guillelmum Bonarici, notarium publicum infrascriptum, quandam papiri cedulam scriptam, cujus tenor talis est :

Cum oppressis et contra justiciam agravatis appellationis seu provocationis remedium sit indultum, ego Gabriel Cathalani, consul ville Montispessulani et universitatis ejusdem ville, sentiens me, nomine quo supra, ac villam Montispessulani et consulatum et universitatem ejusdem ville et singulos de eadem, multipliciter agravari a vobis, nobili viro domino Guiraudo de Tilheto, milite et legum professore, tenenteque locum nobilis et potentis viri domini Bertrandi Jordani de Insula, militis domini nostri Francorum regis, senescalli Bellicadri et Nemausi, et statuta et libertates dicte ville Montispessulani per vos enormiter ledi et infringi, ex eo quia mandastis, per vestram litteram patentem, nobili viro Bermundo de Monteferrario, militi, locumque tenenti domini regis Majoricarum in Montepessulano, quod ipse caperet seu capi faceret Massilienses qui in Montepessulano invenirentur, et quod captos sub fida custodia vobis apud Nemausum transmitteret, et bona et res ipsorum Massiliensium penes se retineret, ad instanciam Bermundi Aldebrandini, de societate Tolomeorum, et Bermundi Bozii, mercatorum, Nemausi, ut dicitur, comorantium, ratione marche per vos concesse, ut dicitis, predictis mercatoribus contra Massilienses predictos, alioquin mandastis in dicta littera rectori regio Montispessulani quod, in negligentiam dicti domini Bermundi locum tenentis, premissa viriliter exequeretur; que littera et contenta in eadem cedunt et redundant in magnum prejudicium et gravamen consulatus et universitatis dicte ville Montispessulani et singulorum de eadem, et statutorum et libertatum eorumdem, ex eo quia statutum est in Montepessulano, quo cavetur quod, cum marcha contra aliquos indicitur, sive deffensa, debet eis contra quos indicitur certum tempus assignari, quod continetur in dicto statuto, infra quod cum omnibus rebus suis possint

exire libere et securi de dicta villa Montispessulani et ejus districtu, antequam dicta marcha sive deffensa exequtioni demandetur; quod tempus vos dictus dominus locum tenens per vos nec per alium eisdem Massiliensibus in Montepessulano existentibus minime assignastis, ymo, ipso tempore omisso, exequtionem dicte marche mandastis fieri, ut est dictum; — item ex eo quia, cum marcha consseditur, non debet consedi, nisi in loco in quo debitum est contractum, propter quod indicitur dicta marcha; set certum est quod debitum, propter quod dicitis dictam marcham per vos esse concessam, fuit contractum apud Nemausum, et sic dictam marcham non debuistis extendere, nisi quoad civitatem Nemausi et districtum ejusdem, et potissime quia non costat dictam marcham dictis Massiliensibus esse indictam in dicta civitate Nemausi, nec etiam in ejus dictrictu, nec dicta vestra littera de hoc facit aliquam mentionem; — item ex eo quia, secundum conventiones et usus Campanie, secundum quos et quas conventiones mercatorum Ytalicorum Nemausi comorancium sunt facte sive concesse, marcha sive deffensa non imponitur extra locum nundinarum; — item ex eo quia, si fiat exequtio dicte marche sive deffense contra dictos Massilienses in Montepessulano, ut mandastis, non tantum redundaret exequtio dicte marche in prejudicium dictorum Massiliensium, ymo etiam in non modicum dampnum et gravamen dicte ville Montispessulani, et universitatis ejusdem et singulorum de eadem, cum, pro uno Massiliensi qui reperitur in villa Montispessulani, inveniuntur duo de villa Montispessulani fere omni die in civitate Massilie et districtu ejusdem civitatis; et idem de rebus et bonis dictorum hominum dicte ville Montispessulani, quos homines Montispessulani et eorum bona, in dicta civitate Massilie et ejus districtu inventos et inventa, immediate caperent Massilienses predicti, si in villa Montispessulani fieret exequtio dicte marche; et sic revera magis esset concessa dicta marcha in dampnum et gravamen hominum Montispessulani, et bonorum et rerum eorumdem, quam contra Massilienses antedictos et bona eorumdem; — item ex eo quia Massilienses, cum merca-

turis, bonis et rebus suis, veniunt frequenter apud Nemausum et apud Aquas Mortuas, et ad alia loca vestre senescallie Nemausi, que sunt sine omni medio dicti domini regis Francorum, in quibus locis, pro debito pro quo dicitur dicta marcha concessa, potestis eos de facili marchare, presertim cum dictum debitum dicatur non excedere quantitatem quingentarum librarum monete nunc currentis; — item ex eo quia marche hujusmodi non consueverunt indici per curiam dicti domini senescalli, nisi ex speciali concessione, per dictum dominum regem Francorum factam, de qua nulla apparet littera regia, nec dicta vestra littera facit aliquam mentionem; — item quia multe alie extant rationes et cause juste, congruo loco et tempore proponende, propter quas contenta in dicta vestra littera mandare fieri minime debuistis; — item ex eo quia, non vocato sindico dicte universitatis dicte ville Montispessulani, nec aliquo de eadem universitate, sine omni cause cognitione, dictam marcham contra villam Montispessulani et ejus universitatem et singulos de eadem, et contra statuta, libertates et jura dicte ville Montispessulani et ejus universitatis et singulorum hominum de eadem, dictam marcham concecistis, et mandastis fieri exequtionem ejusdem; quem sindicum, ante dictam concessionem dicte marche, vel saltim ante dictum mandatum dicte exequtionis faciende in dicta villa Montispessulani contra dictos Massilienses, citare debuistis, et ipsum et ejus rationes audire et examinare, si quas proponere vellet adversus concessionem et exequtionem dicte marche, sicut illum cujus intererat se predictis opponere, propter causas et rationes predictas, et alias suo loco et tempore proponendas. — Idcirco, ego Gabriel Cathalani, nomine quo supra, a predictis gravaminibus et quolibet eorumdem, per vos michi, nomine quo supra, et dictis consulatui et ville et universitati ejusdem et singulis de eadem illatis, appello seu provoco ad serenissimum principem dominum Francorum regem sollempniter in hiis scriptis, et apostolos peto, cum instantia qua convenit, per vos michi tradi realiter, super appellatione seu provocatione antedictis; quos si michi non tradideritis,

ex hoc etiam sentiens me agravatum, nomine quo supra, appello sive provoco et peto, ut supra, requirens vos, ex virtute presentis appellationis seu provocationis, ut, pendente hujusmodi appellatione seu provocatione, in prejudicium ejusdem aliquid [non] innovetis, nec a quoquam patiamini innovari.

Quequidem cedula, et contenta in ea, lecta de verbo ad verbum per dictum dominum Guillelmum Bonarici notarium, coram dicto domino Guiraudo de Tilheto, locum tenente dicti domini senescalli, et in presentia et testimonio domini Bernardi de Sancto Quintino, domini Bertrandi de Lexis jurisperitorum, magistri Johannis de Asperis notarium publicum, et plurium aliorum. Ipse dominus Guiraudus de Tilheto dixit et respondit ut sequitur. Et ibidem dictus dominus locum tenens, non concensiens propositis, petitis vel allegatis per illum qui se consulem dicit, et quod per unum de consulibus ex eo, sine prejudicio quod consul esset, pertinentia ad consules non potest, imo sine concensu vel mandato aliorum, facere vel etiam expedire, cum de consulatu vel aliorum consulum concensu nullam fidem faciat idem Gabriel, dixit predictam marcham factam fuisse juxta ritum et usum diucius in senescallia Bellicadri observatum, sollempnitate prehabita, que consuevit in talibus observari. Dixit insuper appellationi defferendum non esse, non obstantibus rationibus ex adverso propositis. Prima non obstat, qua cavetur quod quadraginta dierum terminus debet assignari illis contra quos marcha conceditur, secundum statuta Montispessulani, juramento vallata, quia de marchis per curiam Montispessulani concedendis, si quas possent concedere, intelligatur non de concessis auctoritate regia Francie, cujus auctoritate presens marcha dignoscitur esse concessa. Nec secunda ratio est valitura, quia in quacumque parte sui territorii, mediate vel immediate, observato juris ordine, potest superior jurisdictionem suam exercere, ut de jure scripto, usu vel consuetudine est acthenus observatum, presertim ubi nullam fraudem comittat in prejudicium subditorum. Terciam vero de usu nundinarum Campanie ignorat; set, ratione conventionum regiarum, in

personis illorum qui de conventionibus sunt, ita est diucius observatum. Quarte rationi respondet quod, si predicta in dampnum illorum de Montepessulano redundent, hoc non est ipsius facti vel injuria, cum exequtio juris nullam contineat injuriam, quam jure saltem diucius obtento et observato asseruit se fecisse, et in senescallia notorium esse. Quintam negat, in qua dicitur marcham non posse concedi sine concensu regis, cum conventiones concesse hiis quibus concesse sunt aliter non prodessent, ubi cum non subditis contraherentur, vel cum subditis qui immediate non subessent; nec vim facit in quantitate, cum sic in solido debeat servari justitia ut in libra; et quia plures causas sufficientes se habere dictus, qui se consul dicit, pretendit, eas sibi declarari petiit, ut super ipsis deliberare possit, an in ordinatis stare debeat, vel ab eis desistere debeat, communicato consilio peritorum. Ceterum, ad id quoad vocandum sindicum Montispessulani allegatur, nil ad rumbum, salva gratia proponentis; nam ipsius, vel alicujus de universitate, nichil interest, si bene rem advertat; nam quod jure exequimur obtundi injuriam non putamus; nec tante temeritatis tanteque audacie Massilienses esse, quod injuste porrumpant ad actum aliquem aliorum contra domini nostri regis subjectos, mediatos vel immediatos, cum salubri sint assueti uti consilio, nec efreno modo procedere, in casu simili vel minori. Quod si de facto, quod non credimus, facerent, vobis provisuros nos offerimus de sufficienti remedio, tempore oportuno. Quare, non obstantibus propositis per dictum qui se dicit consulem, non defferens appellationi, stetit in ordinatis preceptis et mandatis: quam responsionem in instrumento appellationis petiit inseri, de verbo ad verbum, dominus Guiraudus de Tilheto antedictus.

Et dictus Gabriel, nominibus quibus supra, non recedendo, ut dixit, a dicta appellatione seu provocatione, set in ea persistendo, non ascencit dictis per predictum dominum locum tenentem, quathenus prejudicant vel prejudicare possent ibi, nomine quo supra, et universitati predicte et singulis de eadem; et persistendo in dicta appellatione seu provocatione, dixit alias causas, ulterius expressatas

in dicta appellatione seu provocatione, esse contentas et expressatas in instrumento presentationis et requisitionis facte coram domino Bermundo, locum tenente predicto, auctoritate littere sive mandati... dicti domini locum tenentis domini senescalli, de quibus fit mentio in appellatione seu provocatione predicta.

Quibus non obstantibus, idem dominus locum tenens dixit et respondit ut supra, petentes idem Gabriel et dictus dominus Guiraudus de Tilheto de predictis sibi fieri publicum instrumentum per Guillelmum Bonarici et Johannem de Asperis, notarios publicos infrascriptos.

Acta fuerunt hec Nemausi, in platea que est ante ecclesiam Beati Martini, in presentia et testimonio discretorum virorum domini Petri Johannis, legum professoris, domini Guillelmi de Codolis, domini Bernardi de Sancto Quintino, domini Petri Thome, jurisperitorum, magistrorum Johannis de Asperis, Guillelmi Duranti, notariorum publicorum, et mei Guillelmi Bonarici de Nemauso, notarii publici domini nostri Francorum regis et domini Nemausi episcopi, qui prescripta scripsi, et in formam publicam redegi requisitus, et signo meo signavi.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 27. Parchemin original.

Au dos : *Appellacio per los homes de Masselha*. 1304.

## LXXII.

CONVENTIONS DE JAYME II AVEC LA COMMUNE DE GÊNES.

(28 Mars 1305.)

Hoc est transcriptum, sumptum fideliter, auctoritate et decreto intervenientibus discreti Guillelmi de Buadela, bajuli Majoricarum pro excellentissimo domino Sancio, Dei gratia rege Majoricarum, comitis Rossilionis et Ceritanie, et domino Montispessulani, a quodam alio translato auctentico, cujus tenor in omnibus sic se habet.

Hoc est translatum, fideliter sumptum a quodam instrumento publico, per alfabetum diviso, cujus tenor talis est:

In nomine Domini. Amen. Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gracia rex Majoricarum, comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessulani, et nos Cavalinus de Medicis, doctor legum, et Guabriel Spinula, ambaxatores, sindici et procuratores comunis Janue, confitemur et recognoscimus adinvicem quod, in tractatu convencionum nunc noviter factarum inter nos regem Majoricarum predictum, ex una parte, et nos ambaxatores predictos et sindicos predictos, ex altera, inter alia fuit actum et conventum expresse, quod de omnibus et singulis querimoniis, tam preteritis, presentibus et futuris, quas aliqui subditi nostri regis predicti, tam de terra Majoricarum, quam de Montepessulano, quam de aliis terris nostris, habent, vel movere possunt et poterunt in posterum, contra comune Janue, seu aliquos de districtu ipsius comunis Janue, quod dictum comune bona fide, et absque omni calumpnia et malicia, breviter atque simpliciter, et de plano et summarie, atque amicabiliter et favorabiliter, faciat eis facere justicie complementum. Et vice versa, nos idem fieri faciemus subditis comunis Janue, ac eidem comuni, super omnibus querelis, quas Januenses vel districtuales Jan[u]e, vel comune ipsius, habent, vel movere possunt et poterunt in posterum, contra nos et gentes nostras, seu subditos.

Item, fuit actum et conventum inter nos, quod omnes leude, dacite seu quecumque alie imposiciones, de novo imposite per comune Janue seu per Januenses, scilicet a decem annis citra, super gentes nostras et subditos nostros et res eorum, de cetero removeantur, cassentur et penitus annullentur, ita quod a nostris subditis, occasione predictorum, nichil exhigatur [et recipiatur].

Item, fuit actum et conventum expresse, quod predictum comune Janue solvent et facient solvi usque ad quantitatem duorum milium librarum Januensium, in restitucione dampnorum datorum infrascriptis personis, per modum infrascriptum, videlicet quod dictum comune imponet et imponi faciet aliquam dacitam mercatoribus sub-

ditis Janue, venientibus ad terram Majoricarum, ita quod de dicta tacita tantum exhigatur et recipiatur infra unum annum, a festo Pentecostes veniens proxime numerandum, quod usque ad dictam quantitatem duarum milium librarum de dicta tacita sit soluta hominibus infrascriptis.

Item, fuit actum et conventum expresse, quod omnia leuda seu pignoraciones, concessas per dictum dominum regem Majoricarum aliquibus singularibus subditis suis, adversus Januenses justiciabiles vel subditos comunis Janue, amodo revocentur et tollantur et penitus annullentur; et ea eciam omnia dictus dominus rex de presenti anullat et cassat; et, vice versa, quod dictum comune Janue omnia leuda seu pignoraciones, per ipsum comune impositas seu concessas aliquibus Januensibus singularibus, adversus homines justiciabiles vel subditos dicti domini regis Majoricarum, et expresse adversus homines Montispessulani, amodo revocet, casset, anullet et penitus tollat; et nunc de presenti predicti ambaxatores et sindici ea omnia tollunt, cassant et anullant. De iis autem que, occasione dictarum leudarum seu pignoracionum, si que hinc inde indebite seu injuste capta fuerint, fiat hinc inde breve justicie complementum, ut de ceteris peticionibus; et idem fiat de hiis, occasione quorum dicta leuda seu pignoraciones concessa fuerunt; et idem fiat super facto fondici Montispessulani, quem requirebant dicti ambaxatores a dicto domino rege Majoricarum.

Item, fuit actum et conventum, quod omnia vetita seu inhibiciones, facte seu concesse hinc inde, amodo sint penitus cassa et anullata et amota.

Nosque Jacobus, Dei gracia rex Majoricarum predictus, per nos et omnes successores et omnes subditos nostros, promitimus vobis, dictis ambaxatoribus et sindicis predicti comunis Janue, omnia et singula supradicta tenere, servare et complere, prout ad nos spectat, ut superius continetur, obligando inde vobis omnia bona nostra, et successorum ac subditorum nostrorum.

Et nos Cavalinus de Medicis, legum doctor, et Guabriel Spinula,

ambaxatores et sindici supradicti, habentes ad hec plenam et liberam potestatem, de qua constat per publicum instrumentum, cujus tenor inferius est incertus, promitimus vobis dicto domino regi, quod dictum comune servabit, atendet et complebit omnia et singula suprascripta, que acta et conventa sunt inter vos, nomine vestro et subjectorum vestrorum, ex una parte, et nos, nomine dicti comunis, ut ambaxatores et sindicos ejusdem comunis et subjectorum ipsius, ex altera, prout ad dictum comune et ejus subditos spectat, obligantes inde vobis domino regi omnia bona dicti comunis.

Tenor vero sindicatus seu procuratorii predicti talis est :

In nomine Domini. Amen. Dominus Beltranus de Ficieriis, civis Pergameni, potestas comunis Janue, de voluntate, consensu et beneplacito domini Loysii de Clavaro, abbatis populli Janue, et ancianorum et consiliariorum consilii generalis, ad consilium cornu et campana more solito vocatorum et congregatorum, nec non ipsi dominus abbas, anciani et consiliarii, auctoritate et decreto dicti potestatis, nomine et vice comunis Janue et pro ipso comuni, faciunt, constituunt et ordinant, eorum dicto nomine et dicti comunis, sindicos, actores, et procuratores et ambaxatores sollempnes, et prout melius de jure esse possunt, nobiles et discretos viros dominos Cavalinum de Medicis, legum doctorem, et Guabrielem Spinula, ad eundum et se presentandum coram illustrissimo domino Jacobo, rege Majoricarum, domino Montispessulani, comiteque Rossilionis et Ceritanie, ad loquendum et conferendum cum ipso domino rege, et quibuscumque officialibus ejus, de negociis et convencionibus, tam ipsius domini regis et subditorum ipsius, quam comunis et hominum Janue et districtus, et qui per Januenses distinguntur, et ad faciendum convenciones novas, et ad promitendum omnia que circa hec fuerint necessaria, et ad obligandum dictum comune et bona sua in quocumque genere contractus, prout eisdem melius videbitur, et quascumque personas dicti comunis, et ad quascumque promisciones, juramenta, obligaciones et stipulaciones recipiendum, et ad promitendum et jurandum in animam dicti comunis, et ad eligendum

judicem medium vel amicum comunem, judices medios vel amicos comunes, super omnibus questionibus dirimendis, de quibus eisdem videbitur, et ad petendum, exhigendum et recipiendum, requirendum, tam nomine et pro parte comunis Janue, quam nomine et pro parte quorumlibet Januencium et districtualium, et qui pro Januensibus distringantur et appellentur, dampnificatorum per dictum dominum regem, sive antecessores ipsius, vel ejus curiam, vel eciam subditos, emendacionem vel saltem summarium et expeditum justicie complementum, secundum formam convencionum inter antecessores ipsius domini regis, ex una parte, et comune Januense, ex altera, initarum, et ad offerendum pro parte comunis Janue dicto domino regi et quibuscumque officialibus dicti domini regis, recipientibus nomine omnium dampnificatorum per homines Janue et districtus, et qui per Januenses distringantur, summarium et expeditum justicie complementum, secundum formam convencionum predictarum, et ad transigendum, paciscendum, componendum, compromitendum in quemcumque et quoscumque, prout eisdem melius videbitur faciendum, et ad quecumque deveta cassanda, anullanda et suspendenda, prout eis melius visum fuerit, et generaliter ad omnia faciendum in predictis, et predictorum occasione et circa predicta, et quibuscumque aliis, de quibus esset seu esse posset discordia inter dictum dominum regem et homines seu singulares personas dicti domini regis, ex una parte, et comune Janue, seu homines vel singulares personas dicti comunis, ex altera... Nomina vero dictorum ancianorum et consiliariorum scripta sunt in libro seu cartulario consiliorum dicti comunis.

Acta Janue, in palascio comunis, ubi regitur curia dicti domini potestatis, anno Dominice Nativitatis millesimo trecentesimo quinto, indictione secunda secundum consuetudinem Janue, die vicesima sexta februarii, inter terciam et nonam, presentibus testibus Calvo locio, sindico de Fontanegio, et Lanser de Valario, notariis et cancellariis comunis Janue. Et Januarius de Monteleone, sacri imperii et comunis Janue notarius, jussu dictorum dominorum potestatis et abbatis, et voluntate dictorum ancianorum et consilii, ut supra, rogatus scripsi.

Persone autem quibus debet fieri restitucio, usque in dictam quantitatem duarum milium librarum Januencium, sunt infrascripte, videlicet Guillelmus de Montejoy, Arnaldus de Ripollo, Guillelmus de Prato, Matheus lo Fray, Berengarius Sesmoles, cives mercatores Majoricenses, inter omnes predictos pro libris quingentis sexaginta quatuor Januensibus, in una parte sortis, et pro libris quadringentis decem et octo ejusdem monete, in alia parte sortis. Et si qui alii subjecti dicto domino regi fuerint dampnum passi a tempore recuperacionis dicte terre Majoricarum citra, de quibus dictus dominus rex dictum comune Januense certum faciet, pro quo dampno dictum comune teneri constabit, eis fiat emendacio per dictum modum, usque ad dictam quantitatem duarum milium librarum Janue.

Et fuit actum, quod de predictis omnibus fiant duo instrumenta, et plura, per me Nicholaum Camoti, notarium publicum ville Perpiniani, et per Angelinum de Preello, notarium comunis Janue.

Acta sunt hec in Perpiniano, in castro Perpiniani dicti domini regis, in camera domini regis, die dominica qua dicitur quinto kalendas aprilis, hora inter terciam et nonam, anno Domini millesimo trecentesimo quinto, presentibus testibus nobili viro Petro Gaucerandi de Pinoso, milite, Jacobo de Muredine, milite, Raimundo Guillelmi, sacrista Elnensi, Guillelmo de Podio Orfila, Bernardo Dalmatii, legum doctore, Arnaldo Traverii, judice domini regis, Jacobo Catelli, judice domini regis, Graciolo de Cremona, habitatore Janue, Jacobo de Vintimilio, qui dicitur Quavodano, Acurcio de Papia, habitatore Janue.

Ego Bernardus de Foliano hanc cartam scripsi, vice dicto Nicholayi Camoti, et subcripsi in tercia linea et in sexta linea *et recipiatur*. Et, ad majorem firmitatem omnium predictorum et singulorum habendam, dictus dominus rex jussit hoc presens instrumentum cum suo sigillo majori cereo in eo pendenti comuniri. Nicholaus Camoti, scriptor publicus Perpiniani, subscripsit, et hoc signum fecit.

Ego Guillelmus Nepotis, mandato Nicholayi Camoti, hoc translatum sumpsi et translatavi a dicto originali suo instrumento, puncto

ad punctum, verbo ad verbum, nichil acdens vel minuens, quod sensum mutet vel corrumpat intellectum, tribus testibus convocatis litteratis, ad examinacionem hujus translati, videlicet Jacobo Scuderii, Antonio Vilarii, Johanne de Villa clara, qui omnes una mecum hoc presens translatum viderunt et legerunt, et in omnibus bene cum dicto originali suo convenire invenerunt, pridie ydus junii, anno Domini millesimo trecentesimo quinto, et suprascripsi in secunda linea *nunc,* et rasi et emendavi in vicesima quarta linea *comunis,* et suprascripsi in vicesima tercia linea *compromittendum*, et in vicesima quarta *facienda*. Nicholaus Camoti, scriptor publicus Perpiniani, scripsit, et hoc signum fecit.

Signum mei Arnaldi de Catcaxio, judicis ordinarii Perpiniani, qui huic translato, fideliter sumpto a suo originali instrumento, per alfabetum diviso, michi ostenso, auctoritatem judicialem et decretum meum interpono.

Signum Guillelmi de Buadela, bajuli Majoricarum antedicti, qui huic translato, ab originali translato auctentico sumpto mandato nostro, auctoritatem nostram prestamus, interponimusque decretum.

Signum Arcusii Mathei, notarii publici Majoricarum et curie dicti bajuli, qui firmamentum et auctoritatem ejusdem bajuli, jussu suo, manu propria hic apposuit et scripsit, ut superius continetur, quarto ydus septembris, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

Signum Raimundi de Cardona, notarii Majoricarum testis.

Signum Antonii Ramis, notarii Majoricarum testis.

Signum Francisci Baleroni, notarii publici Majoricarum, qui hoc translatum, sumptum fideliter a suo originali, et cum eodem legitime comprobatum, una cum predictis duobus notariis, qui manu propria subscripserunt, ut superius patet, ad examinacionem ipsius convocatis, scribi fecit et clausit, videlicet ydus septembris, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo, cum raso et emendato in linea sexta, ubi dicitur *inter nos quod omnes laude et dacite*.

Noverint universi quod, anno Dominice Incarnationis millesimo trecentesimo decimo septimo, scilicet tercio decimo kalendas januarii,

domino Philippo Francorum rege regnante, discretus vir dominus Petrus Calvelli, bajulus curie Montispessulani illustrissimi domini regis Majoricarum, domini Montispessulani, ad instanciam et requisicionem Raimundi de Latis, burgencis Montispessulani, precepit michi Petro Pagesii, notario publico Montispessulani, in presencia et testimonio Petri Guillelmi, vicebajuli dicte curie, et Johannis Bonifilii, vicarii dicte curie Montispessulani, et Bernardi Garnerii, notarii publici Montispessulani, quod transcriberem quoddam publicum instrumentum, eidem domino bajulo per dictum Raimundum exhibitum et ostensum, et ipsum transcriptum in formam publicam redigerem. Quoquidem mandato michi dato, dictum instrumentum transcripsi, de verbo ad verbum, et de puncto ad punctum, ut superius continetur, nichil addito neque remoto, et ipsum transcriptum in formam publicam redegi, et ipsum transcriptum perscrutatus sum cum suo originali instrumento, adhibito et mecum perscrutante Bernardo Garnerii, notario publico Montispessulani; in cujus rei testimonium hic suhscripsi, et signum meum apposui.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 28. Original sur parchemin.

Au dos : *Trascript de la pas de Geno, que homes de Montpeslier devon esser quitis de totas leudas o compositions en Genoa e en son destregt.*

## LXXIII.

### AUTRES CONVENTIONS DE JAYME II AVEC LA COMMUNE DE GÈNES.

(28 Mars 1305.)

In nomine Domini. Amen. Pateat universis quod nos Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum, comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessulani, attendentes et considerantes sincere dilectionis et bone voluntatis affectum, que olim fuit inter predecessores nostros et nos et honorabile comune Januense, ad pacem et concordiam, que semper inter ipsos fuit, et que fideliter ac inviola-

biliter perduravit, volentes et cupientes in hac parte eorum sequi vestigia et exempla, ad honorem Dei et beatissime Virginis Marie et omnium Sanctorum, laudamus, per nos et successores nostros, presentes et futuros, approbamus, ac etiam confirmamus eidem comuni Janue, et vobis venerabilibus et discretis viris Cavallino de Medicis, legum doctori, et Gabrieli Spinule, legatis, nunciis, ambaxatoribus ac sindicis et procuratoribus ejusdem comunis, nomine et loco dicti comunis recipientibus, omnes libertates et immunitates, et concessiones alias, eidem comuni per illustrem dominum Jacobum, Dei gratia inclite recordationis regem Aragonum, progenitorem nostrum, et alios antecessores suos concessas et indultas, prout in quodam instrumento, sigillo suo majori cereo pendenti sigillato, cujus instrumenti tenor inferius est insertus, plenius et latius continetur, hoc excepto et detracto specialiter et expresse, scilicet quod omnes et singuli homines Janue et totius districtus Januensis teneantur solvere in regno Majoricarum et ejus insulis mensuraticum et pensum, ut ibi consuetum est, de omnibus mercibus que vendentur vel permutabuntur, de illis mercibus videlicet que vendentur seu consueverint vendi ad pondus vel mensuram : solvant etiam et solvere teneantur in civitate Majoricarum ancoraticum, prout consuetum est; teneantur etiam solvere leudam Caquiliberi et aliorum locorum terre Rossilionis, secundum quod consuetum est.

Versa vice, nos Cavallinus de Medicis, legum doctor, et Gabriel Spinula, legati, nuncii, ambaxatores, sindici et procuratores dicti comunis Januensis, habentes ad hec plenam et liberam potestatem, ut patet per publicum instrumentum, cujus tenor inferius continetur, recognoscentes et concedentes esse vera omnia et singula superius per vos dictum dominum regem dicta et asserta, scilicet sinceritatem dilectionis et bone voluntatis affectum, que olim fuit inter predecessores vestros et vos et comune Janue, volentes similiter et cupientes in hac parte predecessorum nostrorum sequi vestigia et exempla, ad honorem Dei et beatissime Virginis Marie et omnium Sanctorum, laudamus, approbamus, ac etiam confirmamus vobis dicto

domino regi Majoricarum, et omnibus vestris successoribus et subditis, omnes libertates et immunitates, et concessiones omnes alias per dictum comune Janue antecessoribus vestris et eorum gentibus et subditis indultas et concessas, prout in dicto instrumento latius et plenius continetur, cum exceptis et detractis, scilicet de facto mensuratici, pensi et ancoratici et leude Caquiliberi et aliorum locorum terre Rossilionis, prout superius est expressum et exceptatum per vos dictum dominum regem; ita tamen quod subditi vestri dicti domini regis non intelligantur habere immunitatem de illis rebus de quibus non habent immunitatem ex forma dicte conventionis; salvo tamen quod Januenses, qui venerunt vel venerint de Janua vel ejus districtu, vel alio loco ubi tractarentur ut Januenses, cum filiis in Janua, vel in ejus districtu, vel alibi ubi tractarentur ut Januenses, natis, ad habitandum in regno Majoricarum, causa ibi habendi domicilium, dictas immunitates non habeant, nec per predicta eis concessa intelligantur, sed solvere teneantur prout consueverint, et in predictis tractentur prout consueverint. In descendentibus vero eorum, ubicumque nati fuerint, postquam fuerint habitatores regni Majoricarum, et domicilium ibi contraxerint, in predictis libertatibus observetur quod de jure fuerit observandum.

Nos igitur Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum predictus, predicta omnia et singula, per nos et successores nostros, et universos homines dominationi nostre subjectos, promittimus bona fide observare, et non [in] aliquo violare vel contravenire; sed ea servabimus et observari faciemus ab universis subjectis nostre dominationi; et jurare facimus, sub periculo anime nostre, per nobilem virum Petrum de Fenoylhaco militem.

Et nos dictus Petrus de Fenoylhaco miles, mandato dicti domini regis, hoc facimus sacramentum, sub anime sue periculo, ut predicta omnia et singula attendat et compleat, et attendi et compleri faciat. Sic Deus eum adjuvet, et hec sancta quatuor Evangelia, a nobis, mandato suo, corporaliter tacta.

Versa vice, nos Cavallinus de Medicis, legum doctor, et Gabriel

Spinula, ambaxatores et sindici supradicti, per nos et totum comune Janue, et singulos ex eodem comuni, omnia predicta et singula approbamus, laudamus et confirmamus, et ea promittimus observari, et a toto comuni Janue faciemus observari, ut supra dictum est, sine fraude; et de hiis facimus sacramentum. Sic Deus nos adjuvet, et hec sancta quatuor Evangelia, corporaliter a nobis tacta.

Tenor vero dicti instrumenti, sigillo regio sigillati, talis est :

In Dei nomine. Manifestum sit cunctis, presentibus atque futuris, quod nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum et regni Majoricarum, comes Barchinone, et dominus Montispessulani, ad honorem Dei et beate Virginis Marie, per nos et omnes successores nostros, presentes et futuros, et per omnes nostre dominationi subjectos, confirmamus, approbamus, corroboramus vobis Andree de Caffaro, legato sive nuncio comunis Janue, nomine comunis Janue, et universis et singulis hominibus de districtu Janue, presentibus et futuris, omnes illas conventiones, pacta et promissiones, concessiones et dationes, et immunitates quas olim Raymundus Berengarii, proavus noster, vel aliquis nuncius sive legatus ejus, fecit cum comuni Janue, pepigit et promisit, et dominus Ildefonsus, rex Aragonum, comes Barchinone, dux Provincie, quondam avus noster, atque dominus Petrus, venerabilis pater noster, felicis recordationis rex Aragonum, comes Barchinone et dominus Montispessulani, et alii pro eis, secundum quod continetur in cartis inde factis, earum tenoris non ignari, remotis tamen illis antiquitatibus, que in eis de felici quondam exercitu Dertuse et Albaroni continentur, et salvo eo quod inferius continetur. Insuper renovamus et confirmamus vobis Andree, nomine dicti comunis Janue, et omnibus hominibus vestris, universis et singulis, de districtu Janue, veram firmamque pacem inter nos et homines nostre ditioni subjectos, ex una parte, et comune Janue et homines totius vestri districtus, quem nunc habetis, et de cetero, dante Domino, acquisiveritis, ex altera, promittentes vobis, nomine dicti comunis,

dictam pacem firmam, ratam habere, tenere per nos et universos homines nostri districtus, et non contravenire. — Insuper promittimus et convenimus vobis, nomine dicti comunis, salvare et custodire comune Janue, et homines vestros universos et de toto vestro districtu, quem nunc habetis, et de cetero, dante Domino, acquisieritis in toto districtu nostro, tam in mare quam in terra, sanos et naufragos, in rebus et personis. — Preterea concedimus vobis, nomine dicti comunis, et hominibus vestris de toto vestro districtu, ut homines vestri districtus libere possint venire ad regna nostra et secure, ibique comercium habere, ut possint libere et secure vendere et emere, et res emptas extrahere et portare, exceptis tamen vetitis, ut est annona, quam emere et extrahere possitis, sicut et quivis, civis vel extraneus, et si qua similia vetita reperiantur.— Item, concedimus vobis, nomine dicti comunis, ut homines Janue vestri districtus non donent, nec dare teneantur alicui de terra nostra ripaticum, portaticum, pedagium in toto regno nostro. — Rursus convenimus et promittimus vobis Andree, nomine dicti comunis, et hominibus vestris, quod, si aliquis de regno nostro, vel de terra nostra, dominationi nostre subjecta, ceperit, leserit, vel dampnificaverit aliquem de hominibus dictrictus Janue, vel de qualibet re debitor factus fuerit alicujus vel aliquorum de districtu Janue, conquerenti faciemus et fieri faciemus justicie complementum, infra quadraginta dies, postquam querela fuerit deposita, nisi obstaret dilatio, que legitime postularetur in causa; et de bonis illius vel illorum qui offenderint, vel debitores extiterint, satisfactionem perdentibus fieri faciemus, si poterunt inveniri; alioquin eum vel eos banniri per totum districtum nostrum faciemus, et eum vel eos in toto districtu nostro habitare non permittemus, donec concordes steterint cum perdentibus, vel suis creditoribus. — Insuper, pro bono pacis et utilitate subjectorum, convenimus vobis dicto Andree, nomine dicti comunis, quod in aliquo loco nostri districtus non recipiemus, nec recipi faciemus aliquem vel aliquos cursales vel piratas, nec recipientur nec receptabuntur in aliqua parte nostri districtus, nisi esset

in cursu mandato et voluntate vestra, nec etiam aliquem piratam vel aliquos extraneos cursales recipiemus vel recipi faciemus, qui offendant vel offendere velint cives civitatis Janue, vel homines vestri districtus, vel qui vobis vel hominibus vestris guerram faciant, vel etiam qui suspecti fuerint de vestra vestrorumque hominum offensione; et, si forte contingerit aliquem vel aliquos cursales esse vel applicare regno nostro vel terre nostre, dominationi nostre subjecte, vel in aliquo loco de districtu nostro, licitum sit vobis et hominibus vestris illum vel illos capere in quolibet loco de districtu nostro, pro vestre voluntatis arbitrio; et eum vel eos vobis vel hominibus vestris non defendemus, nec defendi faciemus, seu permittemus defendi, sed ad ipsos capiendos opem et auxilium hominibus vestris cum effectu impertiri promittimus, si petitum fuerit, et ipsos captos in personis et rebus libere ducere vobis et hominibus vestris permittemus. — Preterea, concedimus vobis, nomine comunis Janue, et universis de districtu Janue, pacificare omnes querelas et questiones, quecumqtie versari poterunt inter Januenses.

Versa vice, ego Andreas de Caffaro, legatus sive messaticus comunis Janue, nomine dicti comunis, ad honorem Dei et beate Virginis Marie, confirmo et approbo et corroboro vobis domino Jacobo, Dei gratia regi Aragonum et regni Majoricarum, et comiti Barchinone, atque domino Montispessulani, per totum comune Janue et per universos homines districtus ejus, omnes illas conventiones, pacta et promissiones, concessiones et dationes, immunitates, quas olim comune Janue, vel aliquis nuncius sive legatus comunis Janue, fecit, convenit, pepigit et promisit cum dignissimis antecessoribus vestris, domino Raymundo Berengarii, Dei gratia comiti Barchinone et principi regni Aragonum, quondam bone memorie proavo vestro, domino Ildefonso, dignissimo regi Aragonum, comiti Barchinone et duci Provincie, pie memorie quondam avo vestro, atque domino Petro, venerabili rege Aragonum, comiti Barchinone, pie memorie patre vestro, et aliis pro eis, secundum quod continetur in cartis inde factis, earum tenoris non

ignari, remotis tamen illis antiquitatibus, que in eis de felici quondam exercitu Turtuse et Albaroni continentur, et salvo quod inferius dicetur. — Insuper, nomine dicti comunis Janue, renovo et confirmo vobis, et omnibus hominibus vestris, veram firmamque pacem inter comune Janue et homines de districtu Janue, ex una parte, et homines totius vestri districtus, quem nunc habetis, et de cetero, dante Domino, acquisieritis, ex altera, promittens, nomine dicti comunis, dictam pacem firmam et ratam habere et tenere, per comune Janue et universos homines ejus districtus, et non contravenire. — Insuper, convenio et promitto vobis salvare et custodire vos et homines vestros universos et de toto vestro districtu, quem nunc habetis, et de cetero acquisieritis, a Rodano versus occidentem, in toto districtu Janue et ubique, mari et terra, sanos et naufragos, in personis et rebus. — Preterea, concedo, nomine dicti comunis, vobis et hominibus vestris de toto vestro districtu, ut homines vestri districtus a Rodano versus occidentem libere possint venire et secure, et ibi omne comercium habere, ut possint libere et secure vendere et emere, et res emptas extrahere et exportare, exceptis tamen vetitis dicti comunis Janue; et nullum ripaticum, portaticum, pedagium, nullamque dacitam vel exactionem, de hiis videlicet que pertinent ad comune Janue, dent nec dare debeant homines vestri districtus, a Rodano scilicet versus occidentem, nisi homines de illo vel illis locis, cum quo vel cum quibus comune Janue specialem haberet conventionem, que conventio sit salva et in suo robore perduret, salvo tamen eo quod inferius dicetur, et salvo eo quod de oleo, carnibus, caseo, fustaneis et asserio tantum dare debeant, quantum quilibet alius, civis vel extraneus. — Insuper, convenio et promitto, nomine dicti comunis, vobis et hominibus vestris, quod, si aliquis Januensis ceperit, leserit et dampnificaverit aliquem de hominibus vestri districtus, a Rodano versus occidentem, vel etiam de qualibet re debitor factus fuerit alicujus vel aliquorum de vestro districtu, comune Janue conquerenti faciat vel fieri faciat rationem vel justiciam plenarie, infra

XL dies postquam lamentatio facta fuerit, nisi obstaret dilatio justa, que legitime concederetur in causa; et de bonis illius vel illorum qui offenderint, vel debitores extiterint, satisfactionem perdentibus fieri faciet, si poterunt inveniri; alioquin eum vel eos forestabit comune Janue, et in toto districtu Janue eos habitare non permittet, donec concordes fuerint cum perdentibus vel creditoribus. — Insuper, pro bono pacis et utilitate subjectorum, convenio, nomine dicti comunis, et promitto vobis, quod dictum comune in aliquo loco ejus districtus non recipiet nec receptabit aliquem vel aliquos cursales vel piratas de toto vestro districtu, nec recipientur vel receptabuntur in aliqua parte vel loco Janue, nisi esset vel essent in cursu mandato et voluntate vestra, nec etiam aliquem piratam vel aliquos extraneos cursales recipiet vel receptabit dictum comune, qui offendant vel offendere velint vos vel homines vestri districtus, vel qui vobis vel hominibus vestris guerram faciant, vel etiam qui suspecti fuerint de vestra hominumque vestrorum offensione. Et, si contingeret aliquem vel aliquos cursales esse vel applicare Janue, vel in aliquo loco de districtu Janue, et vos vel homines vestri voluerint illum vel illos capere in aliquo loco de Janua vel districtu, eum vel eos vobis vel vestris hominibus non defendet, nec defendi faciet, seu permittet defendi, sed ad ipsos capiendos opem et auxilium hominibus vestris dabit cum effectu, si petitum fuerit, et ipsos captos et in personis et rebus libere ducere permittet.

Ad majorem hujus pacis firmitatem, et ut firmius habeatur, nos Jacobus, Dei gratia rex Aragonum et regni Majoricarum, comes Barchinone, et dominus Montispessulani, predicta omnia et singula, per nos et universos homines nostre dominationi subjectos, promittimus bona fide observare, et non in aliquo violare vel contravenire; sed ea observabimus et observari faciemus ab universis subjectis nostre dominationis, que jurare facimus dilecto nostro nobili viro Peregrino de Castro Azollo, sub periculo anime nostre.

Ego vero, Peregrinus de Castro Azollo, mandato dicti domini regis, hoc facio sacramentum, sub anime sue periculo, ut predicta

omnia et singula attendat et compleat, et attendi et compleri faciat. Sic Deus eum adjuvet, et hec sancta quatuor Evangelia, a me, mandato suo, corporaliter tacta.

Versa vice, ego Andreas de Gaffaro, sepedictus legatus sive nuncius comunis Janue, per me et per totum comune Janue, omnia predicta et singula approbo, laudo et confirmo, et ea promitto observari, et a toto comuni Janue faciam bona fide observari, ut superius dictum est, sine fraude. Sic Deus nos adjuvet, et hec sancta quatuor Evangelia, corporaliter a me tacta.

Datum apud Majoricas, quarto kalendas julii, anno Domini [millesimo] ducentesimo tricesimo.

Signum Jacobi, Dei gratia regis Aragonum et regni Majoricarum, comitis Barchinone, et domini Montispessulani.

Ego Andreas de Gaffaro, nuncius sive legatus comunis Janue, subscribo, et signum crucis meum appono.

Hujus rei testes sunt F., prepositus Terrachonensis, Exemplius de Orreia, P. Cornelii, Dompnus Latro, Assalitus de Godayl, Rodericus Eixemini de Lusia, Luppus Eixemini de Lusia, ejus frater, Atbrandus, civis Montispessulani, Bertrandus Sart, civis Massiliensis, P. Christofofi, civis Montispessulani, Johannes de Orlhaco, civis Montispessulani.

Signum Petri de Sancto Melione scriptoris, qui hoc, mandato domini regis, scribi feci, pro Guillelmo de Sasala, notario suo, loco, die et anno prefixis, cum litteris suprapositis in VI linea, ubi dicitur *salvo eo quod inferius continetur*.

Tenor vero sindicatus seu procuratorii predicti talis est:

In nomine Domini. Amen. Dominus Beltramus de Ficienis, civis Pergamensis, potestas comunis Janue, de voluntate, consensu et beneplacito domini Loysii de Clavaro, abbatis populi Januensis, et ancianorum et consiliariorum consilii generalis, ad consilium cornu et campana more solito vocatorum et congregatorum, nec non ipsi dominus abbas, anciani et consiliarii, auctoritate et décreto dicti domini potestatis, nomine et vice comunis Janue, et pro ipso comuni,

faciunt, constituunt et ordinant, eorum dicto nomine et dicti comunis, sindicos, actores et procuratores et ambaxatores solempnes, et prout melius de jure esse possunt, nobiles et discretos viros dominos Cavallinum de Medicis, legum doctorem, et Gabrielem Spinula, ad eundum et se presentandum coram illustrissimo domino Jacobo, rege Majoricarum, domino Montispessulani, comiteque Rossilionis et Ceritanie, et ad loquendum et conferendum cum ipso domino rege, et quibuscumque officialibus ejus, de negociis et conventionibus, tam ipsius domini regis et subditorum ipsius, quam comunis et hominum Januensium et districtus, et qui per Januenses distringuntur, et ad faciendum conventiones novas, et promittendum omnia que circa hec fuerint necessaria, et ad obligandum dictum comune et bona sua in quocumque genere contractus, prout eisdem melius videbitur, etc. Acta Janue, in palatio comunis, ubi regitur curia dicti domini potestatis, anno Dominice Nativitatis millesimo trecentesimo quinto, indictione secunda secundum consuetudinem Januensem, die vigesima sexta februarii, inter terciam et nonam, presentibus testibus Loysio Calvo, Benedicto de Fontanegio, et Lanfranco de Vallario, notariis et cancellariis comunis Janue.

Januarius de Monleone, sacri imperii et comunis Janue notarius, jussu dictorum dominorum potestatis et abbatis, et voluntate dictorum ancianorum et consilii, ut supra, rogatus scripsi. Et fuit actum quod de predictis omnibus fiant duo instrumenta, et plura, per me Nicolaum Camoti, notarium publicum ville Perpiniani, et per Angelinum de Praello, notarium comunis Janue.

Acta sunt hec in Perpiniano, in castro Perpiniani dicti domini regis, in camera domini regis, die dominica qua dicitur quinto kalendas aprilis, hora inter terciam et nonam, anno Domini millesimo trecentesimo quinto, presentibus testibus nobilibus viris Petro Gaucerandi de Pinoso, Jacobo de Muredine, militibus, Raymondo Guillelmi, sacrista Elnensi, Guillelmo de Podio Orphila, Bernardo Dalmacii, legum doctore, Arnaldo Traverii, judice domini regis, Jacobo Catelli, judice ejusdem domini regis, Graciolo de Cramona,

habitatore Janue, Jacobo de Vintimilia, qui dicitur Gavodanus, et Accursio de Pavia, habitatore Janue.

Et, ad majorem firmitatem omnium predictorum et singulorum habendam, dictus dominus rex jussit hoc presens instrumentum suo sigillo majori cereo in eo pendenti communiri.

Ego Ferrarius Caprara hanc cartam scripsi, mandato Nicolai Camoti. Nicolaus Camoti, scriptor publicus Perpiniani, subscripsit, et suprascripsit in XXVIII linea *meum*, et hoc signum fecit.

Januarius de Monleone, sacri imperii et comunis Janue notarius, ut supra, scripsi et exemplificavi, in publicamque formam redegi a privilegio autentico dicti domini regis, sigillato sigillo pendenti dicti domini regis, appenso fununculo sirici jalni et rubei, quod sigillum erat in forma cere albe, ab una parte cujus sigilli sculpta erat imago regia, sedens in solio regio, et tenens in manu dextra sceptrum regium, in sinistra vero pomum cum cruce superius; et in circuitu ipsius sigilli erant sculpte littere tales: *Jacobus, Dei gracia rex Majoricarum*. Ab alia vero parte dicti sigilli erat sculpta imago militis equitantis armati, tenentis ensem in dextra, in leva vero clipeum; et in circuitu ipsius erant sculpte littere tales: *Comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessulani*, prout in eo vidi et legi, nichil addito vel diminuto, quod mutet sensum vel variet intellectum, de mandato tamen et auctoritate domini Petri de Advocatis, judicis, vicarii et assessoris domini potestatis Janue, qui laudavit, statuit et pronunciavit presens exemplum eandem vim habere et obtinere debere, quam obtineret dictum privilegium autenticum bullatum, presentibus testibus Laurencio Aurie, Jacobino de Mayçana, et Petro Ceresia, notariis, anno Dominice Nativitatis millesimo trecentesimo quinto, indictione secunda secundum consuetudinem Januensem, die quarta madii, inter nonam et vesperas.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 7. Orig. sur parchemin [1].

[1] Il existe dans la même Cassette, même N° 7, une expédition séparée de la convention de Jayme Ier, du 28 juin 1230, laquelle est également transcrite au *Grand Thalamus*, fol. 53 v° et 54 r°.

## LXXIV.

### BULLE DE CLÉMENT V CONCERNANT LA SOCIÉTÉ COMMERCIALE DES ROCELS DE MONTPELLIER.

(10 Juin 1308.)

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis magistris Bernardo de Monte Levardo, rectori de Carins et de Monte Centone, et Aycardo Barbe, canonico Sancti Verani de Jargolio, Caturcensis et Aurelianensis dyocesis ecclesiarum, salutem et apostolicam benedictionem.

Dudum mercatores de Ricardorum, Beatorum et Cardelinorum de Luca, de Pulionum, Fliscibaldorum et Motorum de Florencia, Majoris tabule de Senis, Auramiatorum de Piscerio, Rocellorum de Montepessulano societatibus, et nonnulli alii mercatores, dum adhuc societas ipsorum in sui status integritate maneret, quamplures et magnas pecuniarum summas de pecunia, racione Ecclesie, diversis temporibus receperunt; et adhuc detinentes easdem, eas camere ipsius Ecclesie non curant restituere, ut tenentur. Cum itaque nonnulli episcopi et alie persone ecclesiastice, exempte et non exempte ac privilegiate, nec non aliqui magnates, duces, comites, comitisse, barones, milites, nobiles, cives, burgenses, mercatores, et alii layci regni Francie ducatuum, comitatuum et terrarum, nec non Barbancie et Lothoringie, Anonie.... et de Baro comites, et quarumdam aliarum provinciarum eisdem vicinarum, ac comunitas sive universitas Duacensis, eisdem mercatoribus et societatibus in pluribus pecuniarum quantitatibus, sicut accepimus, teneantur, nec possit de bonis dictorum mercatorum, unde ipsi Ecclesie de hujusmodi pecuniis satisfieri valeat, reperiri, nos, ad providendum indempnitati dicte Ecclesie volentes, prout tenemur, intendere diligenter, discretioni vestre, de qua fiduciam gerimus in Domino specialem, per apostolica scripta mandamus, quatinus vos, vel alter vestrum, per vos vel alium, seu alios predictos, et omnes alios quos, in dictis partibus, in

aliquibus pecuniarum summis, mercatoribus antedictis, per diligentem inquisitionem, per vos vel vestrum alterum super hoc faciendam, fore vobis constiterit obligatos, nec non illos qui libros, papiros, litteras sigillatas in pendenti, vel alia instrumenta publica, aut alias quascumque scripturas, et quascumque res alias, seu bona alia, mobilia vel immobilia, tenent in custodiam, vel aliter habent in commanda, ad predictos mercatores supradictarum societatum pertinencia, seu jure aliquo pertinere debencia, cujuscumque condicionis, status vel dignitatis fuerint, et quacumque libertate exemptionis, vel privilegiis, specialibus vel generalibus, quibuscumque gaudeant, ad solvendum quantitates easdem Ecclesie supradicte, et ad restituendum vobis, nomine prefate Ecclesie, vel alteri vestrum, aut alii seu aliis quem vel quos ad hoc duxeritis deputandos, libros, papiros, litteras, instrumenta, vel alia scripta, ac omnia alia bona suprascripta, monitione premissa, per excommunicationis in personas eorum, in communitates seu universitates, quamlibet interdicti sententiam, appellatione postposita, compellatis, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, ipsosque, vel illos ex eis qui se in hoc difficiles exhibebunt, si persone ecclesiastice fuerint, et si id inobediencia exegerit earumdem, ex parte nostra..... citare curetis, ut certo termino peremptorio, quem ad hoc ipsis duxeritis prefigendum, compareant personaliter coram vobis, pro meritis recepturi...

Datum Pictavis, IIII idus junii, pontificatus nostri anno tercio.

Biblioth. impériale de Paris. Transcription sur parchemin, faisant partie d'un document coté *Poitiers* 48.

## LXXV.

LETTRES DE JAYME II AUX CHEFS DE LA COMMUNE DE GÊNES, AU SUJET D'UN IMPÔT ARBITRAIREMENT PERÇU.

(3 Octobre 1309.)

Jacobus, Dei gratia rex Majoricarum, comes Rossilionis et Ceritanie, et dominus Montispessulani, venerabilibus et dilectis potestati,

ancianis, abbati populi, consilio et comuni venerabili Januensibus, salutem et sincere dilectionis affectum.

Noveritis nos, relatu quorumdam mercatorum nostrorum Montispessulani, diu est et noviter, intellexisse quod vos, seu gentes vestre, recipitis et aliquando temporis recepistis ab eis et aliis mercatoribus Montispessulani, aportantibus in Januam mercaturas quascumque, quatuor denarios pro libra, de ipsis mercaturis quas aportant seu aportari faciunt in Januam, et alios quatuor denarios pro libra, quando abstrabunt seu abstrahi faciunt inde, et alia plura gravamina eis facitis, contra conventiones inter predecessores nostros et nos et predecessores vestros et vos factas et firmatas, et multociens requisiti de non faciendo, facere non cessastis; que, si vera sunt, moleste gerimus, et de eis quamplurimum de discretione vestra miramur. Quare dilectionem vestram requirimus et rogamus attente, quatinus a predictis exactionibus et aliis gravaminibus, dictis mercatoribus Montispessulani illatis, faciatis desisti, et nichilominus eisdem restituatis, seu restitui faciatis ea omnia que ab eis, ratione premissorum, sunt recepta, sicut nos non sustinemus aliquathenus aliquid fieri adversus gentes vestras, venientes ad terras nostras, contra conventiones predictas, seu aliter contra rationem. Nam aliter non possemus conniventibus oculis obmittere, quatinus dictis nostris mercatoribus super premissis haberemus providere de remedio competenti.

Datum Perpiniani, quinto nonas octobris, anno Domini millesimo trecentesimo nono.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 29. Extrait d'un parchemin de procédure.

## LXXVI.

### LETTRES DE GUILLAUME DE NOGARET AUTORISANT POUR MONTPELLIER LA LIBERTÉ D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION.

(10 Juillet 1310.)

Guillelmus de Nogareto, miles domini nostri Francorum regis,

senescallis Bellicadri et Carcassone, vel eorum loca tenentibus, et eorum cuilibet, salutem et dilectionem.

Ad humilem instanciam et requisicionem consulum Montispessulani, vobis et vestrum cuilibet mandamus, quatinus homines Montispessulani, vel alios quoscumque, volentes bladum portare, vel alia victualia vehere volentes de dictis senescalliis apud Montempessulanum, vel econtra, non impediatis, nec paciamini impediri quominus libere possint extrahere et aportare de dictis senescalliis ad dictum locum Montispessulani, et econtra; nec eciam sub aliquo mandato regio generali, super vetito premissorum facto, non intelligatur de Montepessulano vetitum, nisi expresse in mandato regio fieret mensio de Montepessulano. Reddite litteras presentanti.

Datum Nemausi, X die julii, anno Domini millesimo CCC° decimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 2. Extrait d'un acte du mois d'août 1310, sur parchemin.

## LXXVII.

### RÉCLAMATIONS DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AUPRÈS DE LA COMMUNE DE GÊNES, A RAISON D'IMPÔTS INDÛMENT PERÇUS.

(27, 29 et 30 Mars 1311.)

In nomine Domini nostri Jhesu Christi. Amen. Pateat omnibus et singulis, tam presentibus pariter quam futuris, hujus publici et autentici instrumenti presentem seriem inspecturis, quod, existens in civitate Janue, scilicet in palacio comunis ejusdem civitatis, ubi dominus potestas ipsius civitatis moratur et suam curiam tenet et tenere consuevit, magister Petrus Masse, jurisperitus, Montispessulani habitator, procurator, actor seu ambaxator legitime constitutus a consulibus et sindicis ville Montispessulani, fidem faciens de sua procuratione, actoria seu ambaxaria dicto domino potestati per quoddam publicum instrumentum, sumptum et signatum, ut in eo legebatur, manu et signo Guillelmi de Vabro, publici Montispessu-

lani notarii, sub anno Domini millesimo CCC° decimo, et decimo septimo kalendas aprilis, domino Philippo Francorum rege regnante, sigillatumque tribus sigillis cereis pendentibus, videlicet sigillo autentico curie Montispessulani illustrissimi domini nostri Francorum regis, et sigillo curie Montispessulani domini regis Majoricarum illustris, et etiam sigillo consulatus ejusdem ville,... et in presentia et audientia nobilis et potentis viri domini Symionis de Padua, potestatis predicti Janue, personaliter constitutus, dictus procurator, actor seu ambaxator exhibuit, presentavit, atque manualiter tradidit dicto domino potestati Janue, ex parte serenissimi principis domini nostri Francorum regis, et quibus supra nominibus, duas patentes litteras, ejusdem domini regis sigillis magnis autenticis cereis.... sigillatas, tenores quarum primus dinoscitur esse talis :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis nostris potestati, consilio et comuni Janue, salutem et dilectionem.

Significantibus nobis burgensibus nostris de Montepessulano, ad aures nostras pervenit, quod vos contra homines de Montepessulano, ea occasione sumpta, quod bajulus Montispessulani, qui tunc erat, fuit in deffectu justicie, ut dicitis, nolendo compellere quendam debitorem de Montepessulano ad solvendum debitum in quo teneri dicebatur cuidam de Janua creditori suo, marcham seu represalham concecistis, fecistis et constituistis, ac propter hoc non modicam quantitatem pecunie ab illis de Montepessulano levastis, non solum in ipsorum magnum prejudicium et gravamen, sed in nostri vituperium et contemptum, cum nec senescallus noster Bellicadri, cui subest bajulus supradictus, nec nos, qui sumus superiores ipsorum, super corrigendo, emendando vel supplendo deffectum dicti bajuli fuerimus requisiti. Quocirca vos attente requirimus, quatinus, si sit ita, dictam marcham seu represalham sic revocare, et ea que de bonis, mercibus seu pecunia illorum de regno nostro, presertim de Montepessulano, hac occasione levaveritis seu habueritis, levata vel habita fuerint, sic facere restitui illis, a quibus levata fuerint et

recepta, curetis, quod non opporteat super hoc per nos de alio remedio provideri.

Datum Parisius, XVIII<sup>a</sup> die octobris, anno Domini M° CCC° decimo.

Tenor vero secundus dictarum litterarum talis est :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis nostris potestati, consilio et comuni Janue, salutem et dilectionem.

Refferentibus nobis burgensibus Montispessulani, ad auditum nostrum pervenit, quod vos ab ipsis et aliis hominibus et mercatoribus regni nostri, et non ab aliis, in civitate vestra quatuor denarios pro libra, tam ingrediendo quam exeundo civitatem ipsam, et tres denarios pro reva pro singulis libris mercium, quas portant ibidem, exigitis et levatis, pro vestro libito voluntatis, in nostrum et ipsorum prejudicium et gravamen, quanquam ab hujusmodi vos et cives vestri sitis in regno nostro, presertim in Montepessulano, liberi et immunes, vosque statutum habere dicamini quod, sicut estis franchi, liberi et immunes in terra illorum qui ad vestrum locum declinant, ita ipsi in vestro sint liberi et immunes, sic exigendo predicta ab illis de regno nostro contra statutum vestrum proprium minus rationabile veniendo. Quocirca vos requirimus, quatinus, si sit ita, ab hujusmodi exactionibus taliter abstinere velitis, et illos de regno nostro in loco vestro permitatis tanta libertate gaudere, quanta velletis vos et illos de loco vestro in civitate et loco de quo sunt illi de regno nostro libertate gaudere, ita quod non oporteat super hoc per nos de alio remedio provideri.

Datum Parisius, XVIII<sup>a</sup> die octobris, anno Domini M° CCC° decimo.

Quibus litteris presentatis, exhibitis et manualiter traditis dicto domino potestati, et lectis etiam coram ipso, dictus magister Petrus Masse procurator, quibus supra nominibus, dictum dominum potestatem requisivit, instancia qua potuit meliori, quatinus dignaretur et vellet, pro justicie debito, contenta in dictis litteris adimplere, seu adimpleri facere cum effectu. De quibusquidem presentatione et

requisitione idem procurator, nomine quo supra, petiit sibi fieri debere publicum instrumentum per me notarium infrascriptum.

Et incontinenti dominus potestas dixit et respondit, quod ipse debebat esse incontinenti simul cum duodecim gubernatoribus civitatis Janue, et quod ibidem sibi dictas litteras presentaret, et ipsum requireret, quum ipse erat paratus sibi facere breve justicie complementum.

Actum in civitate Janue, scilicet in dicto palacio, in presentia et testimonio Guillelmi Bernardi de Cornone, Petri Odoneti, Duranti Fabri de Orlhaco, Guillelmi Posse, Petri de Castronovo de Avinione, Bernardi Vitalis de Narbona, Hermengaudi Yspanie de Montepessulano, mercatorum, et mei Raimundi Rotgerii, notarii publici Montispessulani pro illustrissimo domino nostro Francorum rege, qui, a dicto procuratore requisitus, hec omnia scripsi, scilicet anno Domini millesimo trescentesimo undecimo, scilicet sexto kalendas aprilis, domino Philippo Francorum rege regnante.

Post que, eadem die, existens in dicta civitate Janue, scilicet in dicto palacio domini potestatis, in loco ubi jus reddere consuevit, et in presentia et audientia mei notarii infrascripti et testium subscriptorum, ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, personaliter constitutus, magister Petrus Masse, jurisperitus, Montispessulani habitator, procurator, ambaxator et actor legitime constitutus a consulibus et sindicis ville Montispessulani, fidem faciens de sua procuratione, actoria seu ambaxaria per quoddam publicum instrumentum, scriptum et signatum, ut in eo legebatur, manu et signo Guillelmi de Vabro, publici Montispessulani notarii, quod instrumentum est superius designatum, coram nobilibus et potentibus viris dominis Symione de Padua potestate, et duodecim gubernatoribus sive consiliariis Janue civitatis, exhibuit, presentavit, atque manualiter tradidit dictis dominis potestati et duodecim gubernatoribus, simul presentibus ibidem, seu alteri eorumdem, ex parte illustrissimi domini nostri Francorum regis et dictorum consulum et sindicorum ville Montispessulani, duas patentes litteras dicti domini Francorum regis, in

pargameno scriptas, sigillatas ejusdem domini regis autenticis..... pendentibus sigillis, quarum tenores superius sunt inserti. Quibus litteris presentatis et exhibitis dictis dominis potestati et gubernatoribus, et lectis etiam coram ipsis, dictus magister Petrus Masse, ex parte domini nostri Francorum regis, et quibus supra nominibus, instancia qua potuit meliori et decentiori, dictos dominos potestatem et gubernatores XII^cim^, et eorum quemlibet, requisivit, ut contenta in dictis litteris regiis perficiant et adimpleant, seu adimpleri faciant cum effectu, taliter ut dominus noster Francorum rex sit de predictis contentus, et quod domini potestas et gubernatores merito possint de justicia comendari per dictum dominum regem Francorum et per magistrum Petrum Masse, nominibus quibus supra; aliter protestatus fuit de eorum negligencia et de omni deffectu justicie, nisi predicta perficiant, adimpleant, seu adimpleri faciant cum effectu, petens dictus procurator, nomine quo supra, de presentatione, requisitione et protestatione, et de omnibus et singulis supradictis sibi fieri publicum instrumentum per me notarium supradictum.

Et incontinenti dominus Symionus de Padua potestas et domini duodecim gubernatores dicte civitatis, simul in dicto palacio presentes, dixerunt et responderunt, quod ipsi et eorum quilibet offerebant se paratos, quantum eos tangebat et eorum officium, adimplere contenta in dictis litteris cum effectu, et facere super hiis breve justicie complementum, remittentes dictum procuratorem ad octo sapientes sive tractatores mercancie dicte civitatis Janue, cum eisdem, seu ad eorum officium, pertineat cognitio de contentis in dictis litteris, ut dixerunt, dicto procuratore, actore et ambaxatore dicente et respondente quod ipse erat paratus et paratum se offerebat recipere de die in diem, hora et horam, predictam et dictum justicie complementum ab eisdem, si dicti velint predicta facere, sicut dicunt; aliter protestabatur de omni deffectu justicie contra ipsos et comune Janue civitatis.

Actum, a paragrafo citra, in dictis civitate, palacio et loco, anno die et principe quibus supra, presentibus testibus supradictis, et

me Raimundo Rotgerii, notario supradicto, qui predicta, requisitus per dictum procuratorem, scripsi.

Post hec, anno quo supra, et quarto kalendas aprilis, dicto domino Philippo rege illustrissimo Francorum regnante, existens in dicta civitate Janue, scilicet in quadam camera palacii comunis dicte civitatis, ubi octo sapientes sive tractatores super facto mercancie, per dictum comune Janue deputati, more solito congregantur, et in presentia mei notarii infrascripti et testium subscriptorum, ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, personaliter constitutus, magister Petrus Masse, jurisperitus, procurator, actor seu ambaxator legitime constitutus a consulibus et sindicis ville Montispessulani, fidem faciens de sua procuratione, actoria seu ambaxaria per quoddam publicum instrumentum, scriptum manu Guillelmi de Vabro, notarii publici Montispessulani, quod instrumentum est superius designatum, coram viris venerabilibus dominis octo sapientibus seu tractatoribus mercancie civitatis Janue antedicte, exhibuit, presentavit, et manualiter tradidit eisdem dominis sapientibus, seu alteri eorumdem, ex parte domini nostri Francorum regis et consulum et sindicorum dicte ville Montispessulani, easdem litteras regias, quas dictis dominis potestati et gubernatoribus exibuerat et presentaverat, tenores quarum superius sunt inserti. Quibus litteris exhibitis, presentatis et manualiter traditis dictis dominis sapientibus, seu alteri eorumdem, et lectis etiam coram ipsis per me notarium supradictum et per Jacobum de Albario, notarium eorumdem, dictus magister Petrus Masse procurator, ex parte dicti domini nostri Francorum regis, et quibus supra nominibus, petiit et cum instancia qua potuit requisivit dictos dominos sapientes, et eorum quemlibet, quatinus dignentur et velint adimplere, seu adimpleri facere contenta in predictis litteris regiis cum effectu, taliter quod dictus dominus rex Francorum de predictis sit contentus, et quod ipsi domini sapientes et comune Janue possint per dictum dominum regem et per magistrum Petrum Masse, nominibus quibus supra, merito de eorum benivolentia atque justicia comendari, dicens et offerens

dictus procurator, nominibus quibus supra, quod mercatores Janue et eorum factores, cum suis mercibus et mercaturis, securi, liberi et immunes, prout aliter consueverunt, causa vendendi vel emendi, et etiam alia negocia explicandi, venire possunt ad villam Montispessulani, quoniam consules, sindici et tota universitas dicte ville parati sunt et paratos se offerunt omnibus hominibus de civitate Janue et districtu ejusdem facere in omnibus et per omnia quicquid possent comodi, servitii et honoris, et quod per dictam universitatem Montispessulani non stat, stetit nec stabit, quominus Januenses ad dictam villam veniant, stent et mercentur, quotiescunque venire, stare voluerint et mercari, petens dictus procurator de predictis sibi fieri publicum instrumentum per me notarium sepedictum.

Et incontinenti dicti domini tractatores sapientes mercancie dixerunt et responderunt, quod littere predicte eisdem non dirigebantur, sed potestati, consilio et comuni, et ipsi non erant potestas, consilium nec comune, sed gerentes quoddam officium, nomine comunis Janue, super facto mercancie, et pro ipso comuni, et, in quantum suum officium tangebat, ipsi facerent quod deberent.

Et dictus procurator, nomine quo supra, iterato dominos sapientes instanter requisivit, ut contenta in dictis litteris regiis effectualiter adimplerent; aliter protestabatur et protestatus fuit de eorum negligentia et de omni deffectu justicie contra ipsos et comune Janue, maxime cum dicti domini potestas et duodecim gubernatores, simul requisiti per dictum procuratorem, remisissent ipsum procuratorem ad ipsos dominos sapientes, et eidem dixissent quod ipsi facerent super contentis in dictis litteris sibi justicie complementum, et quod ad eos spectabat cognitio de contentis in litteris supradictis, prout constat per instrumentum, factum per Raimundum Rotgerii, notarium infrascriptum, petens dictus procurator de predictis sibi fieri publicum instrumentum per me notarium sepedictum.

Actum, a secundo paragrafo citra, in dicta civitate, scilicet in camera supradicta, presentibus Johanne Fabri de Narbona, Guillelmo Bernardi de Cornone, Hermengaudo Yspanie de Montepessulano,

Bernardo Mathey de Montepessulano, mercatoribus, Jacobo de Albario, notario Janue, et me Raimundo Rotgerii, notario predicto, qui, a dicto procuratore requisitus, hec omnia scripsi.

Post hec incontinenti, dictus procurator, accedens ad dictum dominum potestatem, et in ejus presentia constitutus, dixit et exposuit eidem, quod ipse predictas litteras regias, quas eidem presentaverat, dictis dominis octo sapientibus mercancie Janue exhibuerat et manualiter tradiderat, et etiam eas legi fecerat palam et publice coram ipsis, nec non et ipsos requisiverat, ut contenta in dictis litteris adimplerent. Dixit etiam quod ipse dixerat eisdem dominis sapientibus, quod dominus potestas et duodecim gubernatores simul ipsum ad eos remiserant, et quod ipsi sua negocia expedirent, cum ad ipsos spectaret cognitio de contentis in litteris supradictis; qui dicti sapientes predicta facere minime curaverunt. Quare iterato ad cautelam dictum dominum potestatem, instantia qua potuit, requisivit, ut contenta in dictis litteris regiis sibi placeret et dignaretur, ob honorem et reverentiam regie majestatis, et ob debitum justicie, adimplere, seu adimpleri facere cum effectu; aliter protestatus fuit de omni deffectu justicie, contra ipsum et comune et etiam homines Janue civitatis, nisi predicta perficiat et compleat cum effectu, petens dictus procurator, nomine quo supra, de predictis sibi fieri publicum instrumentum per me notarium sepedictum.

Ad que dictus dominus potestas nichil respondit, sed quod dixit: quod scripsi, scripsi.

Actum in civitate predicta, prope cameram dicti domini potestatis, scilicet a paragrafo tercio citra, presentibus testibus supra proxime nominatis, et me Raimundo Rotgerii, notario predicto.

Post hec, anno quo supra, et tercio kalendas aprilis, serenissimo principe domino Philippo rege Francorum regnante, accedens ad palacium dicti domini potestatis, magister Petrus Masse, procurator predictus, in presentia ejusdem domini potestatis personaliter constitutus, dixit et exposuit eidem quod, cum ipse procurator, nomine quo supra, requisivisset sepe et pluries ipsum dominum

potestatem, requisivisset etiam duodecim gubernatores et octo tractatores sive sapientes mercancie Janue, et non posset cum aliquo ex eis rationem sive jus aliquod invenire, et protestatus fuerit coram eis sepe et pluries de eorum negligentia et deffectu, prout constat per publica instrumenta, ad hoc ut magis appareat de eorum negligentia et deffectu, et quod litteris regiis minime hobedire volunt, idem magister Petrus Masse procurator, nominibus quibus supra, iterato, instancia qua potuit meliori atque decentiori, dictum dominum potestatem civitatis Janue requisivit, quatinus sibi placeret, ob debitum justicie, et ob honorem et reverentiam regie majestatis, adimplere, seu adimpleri facere cum effectu contenta in litteris regiis, per ipsum magistrum Petrum eidem, quibus supra nominibus, presentatis; aliter protestatur et protestatus fuit de omni negligentia et deffectu ejusdem, contra ipsum et comune et homines Janue civitatis, petens idem procurator, nomine quo supra, de predictis sibi fieri publicum instrumentum per me notarium supradictum.

Et dictus dominus potestas dixit, quod ipse erat paratus dicto procuratori facere summarie breve justicie complementum.

Et dictus procurator, nomine quo supra, dixit quod ipse fuit et est presto recipere dictum justicie complementum de die in diem, hora et horam, et quod per eum non stat nec stetit, sed per ipsum dominum potestatem, et sic respondendo ipsum duxerat per verba usque ad hodiernam diem; quare protestatur de ejus negligentia et deffectu.

Actum in dictis palacio et civitate, presentibus Guillelmo Bernardi de Cornone, Johanne Fabri de Narbona, Duranto Fabri, Petro Ordoneti de Orlhaco, Hermengaudo Yspanie de Montepessulano, mercatoribus, et me notario sepedicto, qui, requisitus per dictum procuratorem, hec scripsi.

Post hec, et incontinenti, dictus procurator, cum dictus dominus potestas ipsum per responsiones suas et verba inania duceret procrastinando, accessit ad palacium comunis Janue, ubi duodecim gubernatores sive consiliarii dicte civitatis morantur et suam curiam

tenent, et, in presentia eorum personaliter constitutus, dixit et proposuit coram ipsis, quod, ex remissione per eos et dictum potestatem sibi facta ad octo sapientes mercancie Janue super contentis in dictis litteris regiis, ipsis dominis sapientibus dictas litteras regias presentaverat, et eos et eorum quemlibet requisiverat, ex parte dicti domini regis, quatinus dignarentur et vellent contenta in dictis litteris regiis adimplere, seu adimpleri facere cum effectu; qui predicta facere minime curaverunt, nec etiam voluerunt. Quare ipsos dominos gubernatores iterato requisivit ad cautelam, instantia qua potuit meliori, quominus, ex quo cum dominis potestate et octo sapientibus mercancie non posset jus aliquod invenire, nec etiam rationem, eisdem placeret, ob honorem dicti domini nostri Francorum regis, et ob debitum justicie, contenta in dictis litteris adimplere, seu adimpleri facere cum effectu; aliter protestatus fuit quod per eum non stat, quominus jus sibi reddatur super dictis litteris, sed per ipsos dominos gubernatores, potestatem et octo sapientes mercancie. Quare protestatur de eorum negligentia et omni deffectu justicie, contra ipsos et eorum quemlibet, comune et homines Janue, nisi predicta adimpleant cum effectu.

Et dicti domini gubernatores responderunt, quod se non intromitterent de predictis, et quod dictus procurator iret, si vellet, ad dominum potestatem.

Et dictus procurator, nomine quo supra, protestatus fuit iterum de eorum negligentia et deffectu, cum jus non posset cum eis, potestate, nec mercancie sapientibus, invenire.

Actum apud Januam in dicto palatio, a paragrafo ultimo citra, presentibus Guillelmo Bernardi de Cornone, Johanne Fabri de Narbona, Petri Odoneti, Durando Fabri de Orlhaco, Hermengaudo Yspanie de Montepessulano, mercatoribus, et me Raimundo Rotgerio, notario sepedicto, qui, per dictum procuratorem requisitus, hec omnia scripsi, et signum meum apposui consuetum.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 30.
Parchemin original.

## LXXVIII.

### LETTRES DE PHILIPPE LE BEL AUX CHEFS DE LA COMMUNE DE GÊNES, AU SUJET D'IMPÔTS INJUSTEMENT PERÇUS.

(8 Janvier 1311-12.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, dilectis nostris abbati, potestati, ancianis, capitaneo et communi Janue, salutem et dilectionem.

Licet per alias litteras nostras fueritis requisiti, ut marcham impositam per vos injuste, propter deffectum curie regis Majoricarum, ut dicitur, contra homines Montispessulani apud Januam, ac eciam undecim denarios pro libra qualibet de suis mercaturis, tam pro reva, quam eciam pro ingressu et regressu de Janua, quos levatis, revocaretis, cum eciam Januenses sint quitti apud Montempessulanum, et quod illud, quod exinde levavistis, predictis hominibus de Montepessulano restitueretis, vos tamen id hactenus facere non curastis, prout dictorum hominum Montispessulani nobis iterata querimonia reportavit. Idcirco vos requirimus, quatinus, si est ita, dictam marcham revocetis, presertim cum nos, aut senescallus noster Bellicadri pro nobis, parati simus facere justiciam, in deffectu regis Majoricarum et gencium suarum, de hominibus Montispessulani eidem regi subditis, sicut de hominibus alterius baronum nostrorum; dictamque costumam undecim denariorum pro libra, per vos impositam, ut prefertur, dictis hominibus de Montepessulano et aliis regnicolis nostris, penitus revocetis: alioquin damus senescallo nostro Bellicadri presentibus in mandatis, ut super hiis provideat de remedio oportuno.

Datum Parisius, VIII° januarii, anno Domini M° CCC° undecimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 32.
Parchemin original de procédure.

## LXXIX.

### LETTRES DE PHILIPPE LE BEL AU SUJET D'IMPÔTS ABUSIVEMENT LEVÉS PAR LES GÉNOIS SUR LES MARCHANDS FRANÇAIS.

(13 Octobre 1312.)

Noverint universi quod, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, illustrissimo principe domino Philippo rege Francorum regnante, quartadecima die mensis novembris, existens in Montepessullano, in domo Alexandri de Sancto Cyro, mercatoris Montispessullani, dominus Arnaldus de Salvio, miles, locumtenens nobilis viri domini Guillelmi de Carssano, militis, rectoris regii Montispessullani, in presencia dominorum Pascalis Salvaygo et Nicholay Dassori, civium et ambaxatorum comunis Janue, ad dominum regem Majoricarum per dictum comune, ut dicebatur, missorum, presentavit eisdem, ac per me Augerium Rudelli, notarium infrascriptum, publice et sollempniter legi fecit quasdam patentes litteras nobilis viri domini Bernardi de Languicello, militis, locumtenentis domini senescalli Bellicadri et Nemausi, ejusque sigillo in dorso sigillatas, quarum tenor talis est:

Bernardus de Languicello, miles, Albasii dominus, locumtenens nobilis et potentis viri domini Rotberti de Ocrea, militis domini nostri Francorum regis, senescalli Bellicadri et Nemausi, rectori regio Montispessullani, vel ejus locumtenenti, salutem.

Litteras patentes regias nos recepisse noveritis, sub hiis verbis:

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri et Nemausi, vel ejus locumtenenti, salutem.

Prout ex relatione vestra didiscimus, Januenses mercatoribus Montispessulani, et aliis regni nostri, multas et graves impositiones super eorum mercibus, quas portant Januam et inde abstrahunt, emunt ibidem vel vendunt, et novitates indebitas intulerunt, et, licet pluries ex parte nostra requisiti, inferre non cessant. Quinymmo ab

omnibus et singulis mercatoribus regnicolis nostris, et aliis de portu Aquarum Mortuarum merces Januam vehentibus, vel inde ad portum predictum, impositionem novam fecerunt, pro valore mercium valde gravem, nisi in certis vasis, per eos ordinatis, merces hujusmodi defferantur ex portu predicto, vel ad portum eundem, redigere conantes dictum portum sue quodam modo servituti. Quare vobis mandamus, quatinus dictis Januensibus, tam Nemausi quam alibi in senescallia vestra morantibus, significare curetis, quod Januensi comuni intimare curent, ut predictas novitates prorsus tollant, et ablata ex dictis causis emendent, et que levaverunt inde restituant, et quod, nisi infra festum Beati Andree proximum compleverint premissa, et ad debitum statum reducere curaverint, nos in premissis, concedente Domino, remedium apponemus, nec amplius tolerabimus supradicta.

Actum Parisius, terciadecima octobris, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo.

Quarum auctoritate, vobis mandamus, quatinus contenta in prefatis litteris regiis faciatis et intimetis, juxta ipsarum litterarum continenciam et tenorem, et de intimatione quam facietis, faciatis fieri publicum instrumentum, quod nobis mittatis ad proximas Nemausi assizias.

Datum Nemausi, XXIXa die octobris, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo.

Quibus litteris presentatis et lectis, memoratus dominus locumtenens rectoris significavit et requisivit ambaxatores predictos, ut suo comuni intimare velint et curent, ut predictas novitates tollant omnino, et ablata ex causis predictis emendent, et que inde levaverint restituant, et quod, nisi infra proximum festum Beati Andree premissa compleverint, et ad statum debitum reduxerint, dictus dominus rex Francorum, concedente Domino, apponet remedium opportunum, nec amplius tolerabit predicta. Et dicti ambaxatores petierunt copiam litterarum predictarum, que per dictum dominum locumtenentem fuit eis incontinenti concessa.

Acta fuerunt hec in Montepessulano, in domo predicta, in presen-

tia et testimonio domini Johannis Bernardi, jurisperiti, Johannis Gay et Pauleti de Fraxino, servientium, Andree de Lanerio, notarii, civis Janue, scriptoris dictorum ambaxatorum, Antonii de Montegino de Rapallo, domicelli dictorum ambaxatorum, et plurium aliorum, et mei Augerii Rudelli, auctoritate domini regis Francie publici notarii, qui, requisitus per dictum dominum locumtenentem, notam hujus instrumenti recepi, et hec scripsi, in formam publicam redigendo, signoque meo signavi.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. IV, N° 34. Parchemin original.

Au dos : *Instrumentum super facto Janue, quod scripsit Augerius Rudelli, notarius domini regis Francie.* 1312.

## LXXX.

### DEUX LETTRES DE LOUIS X, EN FAVEUR DU COMMERCE DE MONTPELLIER CONTRE LES EXIGENCES DES PÉAGERS DE LA RADELLE.

(6 Mars 1314-15, et 10 Avril 1315.)

Ludovicus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Ex gravi conquestione habitatorum Montispessulani et locorum circumvicinorum, accepimus quod leudarii sive pedagiarii loci vocati La Rudella compellunt indebite et de novo transeuntes per dictum locum, cum navigiis, mercibus et rebus suis, solvere, nomine leude seu pedagii, tantum pro uno onere parvo, aliter vocato Ponte, quantum solvi debet pro uno onere magno, non obstante quod pro duobus parvis oneribus sive pontibus solvi tantum, quantum pro uno magno, consuevit temporibus retroactis. Quare mandamus vobis, quatenus, si, vocatis evocandis, inveneritis ita esse, dictos leudarios seu pedagiarios a premissis desistere, leudaque consueta contentari debite compellatis.

Datum Parisius, sub sigillo quo, vivente domino genitore nostro, utebamur, VI die marcii, anno Domini M° CCC° XIIII°.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Tiroir IV, N° 4. Original à queue de parchemin, avec grand sceau en cire jaune.

Ludovicus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locum tenenti, salutem.

Ex parte consulum ville Montispessulani, nobis fuit expositum quod, cum mercatores ville ejusdem, aut alii, per locum vocatum La Rudele transitum faciunt, ducendo cum navigiis ad villam eandem bladum, legumina, seu mercaturas, aut res alias, de quibus vectigal seu leuda non debetur, nichilominus pedagiarii loci ejusdem de La Rudele ad solvendum sibi pro predictis vectigal seu leudam, aut eisdem tradere propter hoc pignora, donec eisdem facta fuerit fides quod predicta ad predictam villam de Montepessulano deportaverint, compellunt, supplicancium quod, cum pro recuperandis ipsis pignoribus eos plus expendere oporteat, quam si vectigal aut leudam solverent pro predictis, ac sepius plus quam valeant pignora supradicta, sibi super hoc de competenti remedio [velimus] provideri. Quocirca nos, ipsorum supplicacionibus in hac parte annuentes, tenore presencium ordinavimus, quod de cetero sic portancium seu ducencium predicta stabitur juramento, quod predicta ad dictam villam deportabunt seu facient deportari, quousque dicti pedagiarii contrarium ostenderint vel probaverint contra eos. Quocirca mandamus vobis quatinus, predictam servari facientes ordinacionem, nichil contra eam permittatis aliquatenus attemptari.

Actum Parisius, sub sigillo quo, vivente domino genitore nostro, utebamur, die X° aprilis, anno Domini M° CCC° quintodecimo.

Per dominum Briocensem episcopum et Pontium de Omelatio. J. de Templo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 15. Original à double queue de parchemin; sceau arraché.

## LXXXI.

LETTRES DE LOUIS X EN FAVEUR DES MARCHANDS DE MONTPELLIER, POSSESSEURS DE DRAPS DE FLANDRE, ANTÉRIEUREMENT AU 7 AOÛT 1315 [1].

(9 Janvier 1315-16.)

Ludovicus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Ad instanciam consulum Montispessulani, mandamus vobis, quatenus mercatores ville predicte pannos terre Flandrie, quos emerant ante interdictum nostrum et nostras prohibiciones, de quibus vobis legitime constiterit sine fraude, eosdem vendere libere permittatis.

Datum Aureliani, die IX Januarii, anno Domini M° CCC° quinto decimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. G, Cass. VI, N° 14. Original à queue de parchemin; sceau absent.
Au dos : *De pannis Flandrie*.

## LXXXII.

LETTRES DE PHILIPPE LE LONG, ENCORE RÉGENT, AU SUJET DE L'ENTRÉE DU VIN ET DU RAISIN DANS LA VILLE DE MONTPELLIER.

(4 Novembre 1316.)

Philippus, regis Francorum filius, regens regna Francie et Navarre, senescallo Bellicadri et rectori regio Montispessulani, et eorum cuilibet, vel eorum loca tenentibus, salutem.

Ex parte consulum ville Montispessulani, nobis extitit conquerendo monstratum, quod, licet in dicta villa sit statutum, seu consuetudo,

[1] Le roi avait fait défense, par des lettres données à Soissons le 7 août 1315, de porter aucune marchandise aux Flamands. (Voy. *Ordonnances des rois de France*, I, 605.)

quod dicti consules possint ordinare aut statuere, seu eciam prohibere, quocienscumque eis videtur expediens, seu eciam ordinandum, quod nullus immittat, seu immitti faciat vel portari, cujuscumque status seu condicionis existat, infra dictam villam, seu in ejus suburbiis, vinum aliquod, vindemiam seu racemos, nisi dumtaxat de cultura et possessionibus hominum dicte ville, vos nichilominus, seu vestrum aliquis, seu vestra loca tenentes, contra tenorem dicti statuti seu consuetudinis, de locis et prediis alienis permittitis seu facitis in dictam villam racemos, vinum, seu vindemiam asportari, contra ordinacionem consulum predictorum. Quare vobis, et vestrum cuilibet, precipimus et mandamus, quatinus, si de predictis vobis constiterit, non permittatis predictis statuto, consuetudini, ac consulum super predictis ordinacioni, per quamcumque personam aliquatenus obviari, immo ea faciatis a quibuscumque inviolabiliter observari.

Actum Ambiani, sub sigillo quo ante dictorum regnorum susceptum regimen utebamur, die quarta novembris, anno Domini millesimo CCC° sextodecimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XXI, N° 21.
Transcription sur parchemin, du 6 avril 1318.

## LXXXIII.

CINQ LETTRES DE PHILIPPE LE LONG PRÉSENTÉES AUX CHEFS DE LA COMMUNE DE GÊNES, AVEC DEMANDE DE SATISFACTION AU SUJET D'IMPÔTS INDÛMENT PERÇUS ET D'AUTRES GRIEFS PRÉJUDICIABLES AU COMMERCE DE MONTPELLIER.

(19 Mars — 2 Décembre 1317.)

Anno Dominice Incarnacionis millesimo tricentesimo decimo septimo, scilicet octava die mensis novembris, illustrissimo principe domino Philippo Francorum et Navarre rege regnante. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, existentes venerabiles et

discreti viri domini Raymundus de Latis, burgensis Montispessulani, et Petrus Masse, jurisperitus, in civitate Janue, in palacio sive terrassia turris Cerravallis, ubi morantur gubernatores civitatis Janue, in presencia venerabilis et potentis viri domini Zambelini de Bornado, egregissimi legum professoris civitatis Brixie, potestatis Janue, et coram venerabili viro domino Pascalino de Sancto Stephano, abbate populi civitatis Janue, et coram venerabilibus viris dominis gubernatoribus dicte civitatis Janue, predicti, inquam, domini Raymundus de Latis et Petrus Masse, ut procuratores, sindici seu ambaxatores consulum ville Montispessulani et universitatis ejusdem, presentaverunt et produxerunt predicti domini Raymundus de Latis et Petrus Masse, nominibus quibus supra, quasdam patentes litteras serenissimi principis domini Philippi, Dei gracia Francorum et Navarre regis, suo sigillo cereo in enna pendenti sigillatas, quarum tenor inferius est insertus, cum quadam supplicacione, clausa et sigillata, ut in ea videbatur, cum contrasigillo dicti domini Francorum et Navarre regis, quam supplicacionem tradiderunt venerabilibus viris dominis potestati, abbati et gubernatoribus predictis, congregatis et simul existentibus, petentes et requirentes predictos dominos potestatem, abbatem et gubernatores predictam supplicacionem apperiri, et secundum contenta in eadem et dictis litteris regiis breve fieri justicie complementum, taliter quod dictus dominus rex gratum habere debeat, et ipsi predicti domini potestas, abbas et gubernatores de justicia possint comendari : quas predictas litteras regias legi fecerunt publice per me notarium infrascriptum. Item, presentaverunt et produxerunt predicti domini Raymundus et Petrus quatuor alias patentes litteras domini Francorum et Navarre regis, suis sigillis cereis in ennis pendentibus sigillatas, quas legi fecerunt per me notarium infrascriptum, quarum tenores inferius sunt inserti, in presencia dictorum dominorum potestatis, abbatis et gubernatorum, quarum omnium litterarum copiam predictis dominis potestati, abbati et gubernatoribus de presenti tradiderunt, petentes et requirentes contenta in dictis litteris regiis adimpleri, secundum

quod tenor seu series cujuslibet litterarum vult, postulat et requirit, et super eisdem et qualibet ipsarum breve fieri justicie complementum, taliter quod predicti venerabiles viri de justicia possint comendari, et quod cedat in honorem regie magestatis domini Francorum et Navarre regis, comodum et utilitatem consulum et universitatis Montispessulani, potissime cum alias sepe et sepius potestates, abbates et gubernatores civitatis Janue super premissis, qui pro tempore fuerunt, requisiti extiterint per litteras progenitoris domini Francorum regis, ut dixerunt constare per plura publica instrumenta, scripta et signata manu magistri Raymundi Rogerii et manu Poncii Blegerii, publicorum notariorum. Tenores vero dictarum litterarum regiarum per ordinem tales sunt:

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, potestati, abbati, ancianis seu gubernatoribus Janue, et eorum cuilibet, vel eorum locatenentibus, salutem.

Quamdam litteram, nomine requeste, ex parte procuratoris nostri senescallie Bellicadri et consulum Montispessulani nobis traditam, vobis sub contrasigillo nostro mittimus interclusam, requirentes vos attente, quatinus, ea visa et diligenter inspecta, super contentis in eadem, voccatis dictis consulibus, et ipsis super hoc auditis, ad plenum exhibeatis seu exhiberi faciatis eisdem celeris justicie complementum, super premissis autem taliter vos habentes, quod nobis debeat esse gratum, quodque, ad requestam dictorum procuratoris et consulum, si super hoc per eos nobis refferatur querela, non opporteat per nos aliud remedium adhiberi; et de hiis que super premissis feceritis, eisdem faciatis fieri publicum instrumentum.

Datum Parisius, decima nona die marcii, anno Domini millesimo tricentesimo sextodecimo.

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, potestati, abbati, ancianis seu gubernatoribus Janue, et eorum cuilibet, vel eorum locatenentibus, salutem.

Ex gravi querimonia procuratoris nostri senescallie Bellicadri et consulum Montispessulani, accepimus conquerendo, quod vos, seu gentes vestre, ab hominibus Montispessulani, venientibus apud Januam, causa mercandi, cum suis mercaturis et rebus, exigitis pro singulis libris predictarum rerum quatuor denarios pro introitu, et quatuor denarios pro exitu, et tres denarios pro revis, et eciam contra homines Montispessulani et eorum bona marcham sive repressailhiam concessistis, sumpta occasione quod bajulus Montispessulani et locumtenens ibidem pro carissimo et fideli consanguineo nostro rege Majoricarum illustri fuerunt in deffectu justicie, ex eo quod quidam mercatores Januenses petebant quedam debita a quibusdam mercatoribus Montispessulani dictis De Cruzolis, qui bajulus seu locumtenens predicti nunquam fuerunt in deffectu justicie, prout dicti procurator et consules asseruerunt coram nobis; et dato quod predicti bajulus et locumtenens fuissent in deffectu, predicta marcha seu reppressailha concedi non potuit, nobis seu senescallo nostro Bellicadri minime requisitis; et, occasione predictorum undecim denariorum, ac eciam marche seu reppressaille predicte, per vos seu gentes vestras magne quantitates peccunie sunt exacte et levate ab hominibus dicte ville et aliis subditis nostris. Et cum predicta redundent in magnum prejudicium juris nostri et dampnum subjectorum nostrorum, et nos, volentes providere juri nostro et utilitati nostrorum subjectorum, aliter vos per nostras litteras, seu carissimus et dominus genitor noster, requisivimus quod predictas exactiones et marcham sive reppresaillam revocaretis, et levata restitueretis seu restitui faceretis, quod facere minime voluistis, prout coram nobis fuit propositum et assertum, quocirca vos iterato requirimus et rogamus attente, quatinus ipsos super premissis diligencius audientes, eisdem super hiis faciatis et exhibeatis mature justicie complementum, tantum super hiis facientes, quod debeamus contentari, nosque non opporteat ad ipsorum consulum, subditorum nostrorum, de alio remedio providere, facientes nichilominus eisdem de hiis que super hoc feceritis fieri publicum instrumentum.

Actum Parisius, decima nona die marcii, anno Domini millesimo trecentesimo sextodecimo.

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, dilectis nostris abbati, ancianis et potestati civitatis Janue, salutem et dilectionem.

Ex parte dilectorum nostrorum habitatorum ville Montispessulani, fuit expositum conquerendo, quod, licet ipsi ab antiquo consueverint accedere et ingredi Januam et egredi, cum navigiis et mercibus suis, libere, sine aliqua pro eisdem solvenda redibencia, sicut dicunt, vos nichilominus, a paucis temporibus citra, ordinavistis ut habitatores dicte ville de Montepessulano pro mercibus et rebus suis in ingressu Janue quatuor denarios pro libra, et quatuor denarios in exitu, et tres denarios pro reva solvant, et ad hoc compellitis indebite, in ipsorum habitatorum prejudicium, dampnum non modicum et gravamen, nostreque magestatis regie vituperium et contemptum. Quocirca, requirimus vos attente, quatinus, a premissis desistentes, et desisti facientes omnino, ipsa que, occasione hujusmodi, ab eisdem habitatoribus fuerunt extorta, integre restitui faciatis eisdem, taliter super hiis vos habentes, quod nobis ad gratum accedat, nosque non opporteat de alio super hoc remedio providere.

Actum Parisius, die decima nona marcii, anno Domini millesimo tricentesimo sextodecimo.

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, potestati, ancianis seu gubernatoribus Janue, et eorum cuilibet, vel eorum locatenentibus, salutem.

Ex gravi querimonia procuratoris nostri senescallie nostre Bellicadri, accepimus quod vos, seu gentes vestre, contra homines Montispessulani, eciam habitatores partis nostre, et inmediate nobis subjectos, et eorum bona, marcham sive repressailliam concessistis, sumpta occasione quod bajulus Montispessulani et locumtenens ibidem pro carissimo et fideli consanguineo nostro Sancio rege Majoricarum illustri, fuerunt in deffectu justicie, ut dicitur, ex eo quod

quidam mercatores Januenses petebant quedam debita a quibusdam mercatoribus dictis Los Cruzols, et a quibusdam aliis mercatoribus Montispessulani, qui bajulus seu locumtenens predicti nunquam fuerunt in deffectu, ut fertur, justicie exhibende; et dato quod predicti bajulus et locumtenens fuissent in deffectu, predicta marcha seu reppressaillia concedi non debuit, maxime contra homines partis nostre inmediate nobis subjectos, nobis seu senescallo nostro Bellicadri minime requisitis. Item, signifficavit nobis quod vos, seu gentes vestre apud Januam, ab hominibus Montispessulani et aliis regni nostri regnicolis, et non ab aliis, venientibus apud Januam, causa mercandi, cum suis mercaturis et rebus, exigistis, pro singulis libris dictarum rerum seu mercaturarum, quatuor denarios pro introitu, et quatuor denarios pro exitu, et tres denarios pro revis, et occasione dicte marche seu reppressallie, et occasione dictorum undecim denariorum, per vos seu gentes vestras magne peccuniarum quantitates sunt exacte et levate, eciam ab hominibus partis nostre, et aliis regnicolis regni nostri. Et cum predicta redundent in vituperium nostrum, et prejudicium juris nostri, dampnumque subjectorum nostrorum, volentes providere juri nostro et utilitati subjectorum nostrorum, vos requirimus et rogamus attente, quatinus dictam marcham seu repressailliam revocare velitis, et levata occasione undecim denariorum restituere seu restitui facere, tantum super hiis facientes, quod debeamus merito contentari, et quod non opporteat nos aliud remedium adhibere, concedentes nichilominus gentibus nostris, que presentes litteras vobis ex parte nostra exhibebunt, de presentatione earum et responsione vestra patentes litteras, vestri comunis sigillatas sigillo, aut facientes seu permittentes super eis fieri publicum instrumentum.

Datum Parisius, die quarta julii, anno Domini millesimo tricentesimo sextodecimo [1].

[1] A-t-on ici exactement transcrit la date? Il est permis d'en douter, Philippe le Long n'ayant pu être alors que régent.

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, potestati, abbati et ancianis civitatis Januensium, salutem.

Ex gravi fidelium et dilectorum nostrorum consulum Montispessulani querela, accepimus quod, cum ipsi olim, quinque anni sunt, vel circa, emissent, timore caristie future, timentes eciam non inmerito de majori, a viginti quinque usque ad quadraginta milia sextaria bladi, certo precio, a Pascali de Porta et a Nicholao de Nigro, Januensibus subditis vestris, per ipsos venditores portanda et tradenda dictis consulibus apud Aquas Mortuas, termino inter ipsos statuto, prout de predictis constat per publicum instrumentum, dicti venditores dictum bladum tradere et solvere obmiserunt ipsis consulibus antedictis, et, quod deterius est, invalescente caristia, dictum bladum extra regnum nostrum, majori inde habito precio, vendiderunt, in magnum dictorum consulum et habitatorum ville Montispessulani prejudicium et gravamen, adeo quod consules predicti, seu habitatores dicte ville, bladum emere longe majori precio, in dupplo, vel circa, in villa Montispessulani, seu alibi, opportuit, quod emissent a venditoribus supradictis. Quare vos attente, et vestrum quemlibet, requirimus, quatinus venditores predictos ad satisfaciendum dictis consulibus in majori valencia et interesse predictis sic diligenter et sollicite compellatis, quod nobis debeat esse gratum, et vobis et vestris teneamur in similibus complacere. Que in premissis feceritis, nobis per vestras litteras rescribatis.

Datum Parisius, decima nona die marcii, anno Domini millesimo tricentesimo sextodecimo.

•

De quibus omnibus supradictis, et tenoribus dictarum litterarum regiarum, predicti domini Raymundus de Latis et Petrus Masse, nominibus quibus supra, pecierunt sibi fieri publicum instrumentum, simul vel separatim, de unaquaque litterarum predictarum. Testes Egidius Garcesii, miles, Berengarius Dominici, de Majoricis, Raymundus de Capsirio, et Bernardus, ejus filius, de Perpiniano, Fran-

ciscus Bailhaironi, notarii Majoricarum, et magister Vitalis Fabri, notarius infrascriptus.

Post que, anno quo supra, et sextadecima die novembris, circa terciam, in terracia palacii predicti, venerabiles viri domini potestas, abbas et gubernatores predicti, pro suis responsionibus, reddiderunt quamdam papiri cedulam scriptam, quam pro suis responsionibus legi fecerunt per venerabilem virum dominum Petrum de Hugolinis, jurisperitum, dicentes et respondentes predictis litteris regiis et requisicionibus, prout in dicta cedula continetur; cujus cedule tenor talis est:

Dominus Zambelinus de Bornado, legum doctor, civis Brixie, potestas comunis Janue, in presencia, consensu et voluntate consilii gubernatorum civitatis et comunis Januensium, nolens in deffectu justicie inveniri, nec de negligencia repprehendi, protestatur et dicit, in presencia mei notarii et testium infrascriptorum, et presentibus dominis Egidio Garcesii, milite, Berengario Dominici, jurisperito, ambaxatoribus serenissimi domini regis Majoricarum pro gentibus Majoricarum, et domino Raymundo de Capsirio, ambaxatore dicti domini regis pro gentibus de Perpiniano, et dominis Raymundo de Latis et Petro Masse, jurisperito, sindicis seu ambaxatoribus ville Montispessulani, quod, ob reverenciam illustrissimi domini Philippi, regis Francie et Navarre, pro cujus parte presentaverunt predie dicti ambaxatores, seu aliqui eorum, litteras ipsi domino potestati, quamplures continentes certas querimonias seu querelas procuratoris senescallie Bellicadri et consulum et habitatorum Montispessulani, ac eciam ob devocionem dicti domini Majoricarum regis, et pro puro amore quem retroactis temporibus comune Januensium habere consuevit ad gentes predictas, et habet, et dante Domino in futurum habere intendit, paratus est ipse dominus potestas, per se et per judices suos, et specialiter per vicarium suum, et paratum se offert super querelis seu querimoniis contentis in dictis litteris et in qualibet earum, et super quibuscumque aliis, quas dicti ambaxatores, vel aliquis eorum, vel eciam aliquis alius de gentibus predictis, facere voluerint, facere et

reddere summarium et expeditum justicie complementum, et in hiis summarie procedere, prout debite fuerit procedendum, dum tamen adsit qui ipsam justiciam consequatur, et qui eidem domino potestati vel ejus vicario, nominét seu declaret personas contra quas predicte querele sunt, et quantitates et tempora, et alia, que et prout in talibus fieri debent, seu fieri consueverunt, et de predictis fidem faciat sicut debet; quam declaracionem, unam vel plures, idem dominus potestas, ad exoneracionem suam, si ipsi ambaxatores hac via procedere velint, requirit, cum instancia precipiens et injungens, et eciam comittens Stephano de Lavania, exequtori suo presenti, quod vadat et citet, personaliter vel ad domum, prout melius possit, omnes et singulas illas personas de Janua, vel de districtu Janue, quas dicti ambaxatores, vel aliquis eorum, eidem nominaverint, vel nominaverit, et eisdem precipiat, pro parte ipsius domini potestatis, quod coram eo vel ejus vicario se debeant presentare illa die quam ipsi exequtori dixerint, recepture declaraciones quas contra eas dicti ambaxatores, vel aliquis eorum, vel alius de dictis gentibus, offerre voluerit, et responsure dictis declaracionibus, et quod alias ipse dominus potestas, vel ejus vicarius, contra ipsas personas procederet, in quantum posset, de jure; et de predictis, cum honore et reverencia dictorum dominorum regum, ad cautelam suam et dicti comunis, et omnium et singulorum de dicto comuni, mandavit et mandat michi notario infrascripto quod facere deberem unum et plura publica instrumenta. — Et predicti Raymundus de Latis et Petrus Masse, non admittentes seu acceptantes predictas responsiones, quathenus tenori dictarum litterarum obviare seu prejudicare possent, nec etiam recedere a tenore cujuslibet ipsarum litterarum et supplicacione, dixerunt et protestati fuerunt se nolle hic subire judicium seu judicia, nisi si et in quantum de juris necessitate repperirentur astricti, et tenor seu series cujuslibet dictarum litterarum postulat et requirit, petentes sibi fieri copiam dictarum responsionum, citra omnem consensum et juris prorogacionem.

Actum Janue, in dicta terrassia turris palacii Cerravallis, in

presencia et testimonio discretorum virorum dominorum Petri de Hugolinis, Marini de Marinis, jurisperitorum, Petri de Reza et Lamfranco de Podio, notario dicti comunis, Johannis Carrerie, Francisci Balhaironi, et magistri Vitalis Fabri, notarii infrascripti.

Post que, anno quo supra, scilicet vicesima sexta die novembris, domino Philippo Francorum et Navarre rege regnante, noverint universi quod, existentes predicti domini Raymundus de Latis, burgensis Montispessulani, et Petrus Masse, jurisperitus, procuratores, sindici, seu ambaxatores universitatis ville Montispessulani, coram venerabilibus viris dominis Zambelino de Bornado, egregissimo legum professore, potestate Janue, et Pascalino de Sancto Stephano, abbate populi Janue, et gubernatoribus dicte civitatis Janue, presentaverunt et publice legi fecerunt per me notarium infrascriptum quamdam papiri cedulam scriptam, petentes, requirentes et protestantes dicti domini Raymundus et Petrus, nominibus quibus supra, ut in ipsa cedula continetur, cujus cedule tenor talis est :

Existentes Raymundus de Latis et Petrus Masse, sindici, procuratores, seu ambaxatores consulum et ville Montispessulani, coram venerabili viro domino Zambelino de Borna, egregissimo legum professore, cive Brixie, ac potestate comunis Janue, et coram venerabili viro domino Pascalino de Sancto Stephano, abbate populi et universitatis Janue, et coram venerabilibus viris dominis gubernatoribus dicte civitatis Janue, dixerunt quod dictus dominus potestas, in presencia et consensu et voluntate consilii dictorum dominorum gubernatorum civitatis et comunis Janue, pridie eis ambaxatoribus respondit, quod super contentis in dictis litteris regiis, eisdem domino potestati, abbati et dominis gubernatoribus presentatis, domini Philippi, Francorum et Navarre regis, per eosdem Raymundum et Petrum ambaxatores, paratus erat, per se et per judices suos, et specialiter per vicarium suum, et paratum se offerebat super querelis seu querimoniis contentis in dictis litteris et in qualibet earum, et super quibuscumque aliis, facere et reddere summarium et expeditum justicie complementum; propter que dicti ambaxatores dixerunt

quod ipsi sunt et fuerunt parati recipere dictum summarium et expeditum justicie complementum de presenti, et semper parati sunt et fuerunt, ex quo dictas litteras presentaverunt, si dictus dominus potestas, vel dominus abbas, seu dicti domini gubernatores, simul vel separatim, facere seu reddere vellent seu voluissent dictum justicie complementum, protestantes quod per ipsos Raymundum et Petrum non stetit, nec stat vel stabit, quominus dictum summarium et expeditum justicie complementum accipiant et acceptent de hora in horam, et de die in diem, si sit qui cum eis reddere velit, et salvo quod tenori dictarum litterarum regiarum renunciare non intendunt seu contravenire, tacite vel expresse; immo protestantur se velle persistere super tenore cujuslibet dictarum litterarum, prout alias protestati fuerunt, et salvo et protestato quod coram dictis dominis potestate, abbate et gubernatoribus, seu coram alio in civitate Janue, judicium seu judicia subire nolunt seu intendunt, nisi si et in quantum tenor seu series cujuslibet dictarum litterarum postulat et requirit, dictum summarium et expeditum justicie complementum, verbo thenus dictum, de presenti petunt et requirunt sibi fieri facto et cum effectu per dictos dominos potestatem, abbatem et gubernatores, secundum continencias dictarum litterarum regiarum et tenores, et supplicacionis clause et sigillate contrasigillo dicti domini Francorum et Navarre regis, predictis dominis potestati, abbati et gubernatoribus presentate. — Dixerunt eciam quod certum et notorium est predictis dominis potestati, abbati et gubernatoribus, quod comune Janue habuit et levavit et exegit dictos quatuor denarios pro introitu, et quatuor denarios pro exitu pro libra, et tres denarios pro reva, de quibus fit mentio in litteris regiis, que sunt in universo sexdecim milia floreni et plus, et sic certum est, de quibus seu de quo petunt fieri justicie complementum dicti ambaxatores, juxta continenciam litterarum regiarum predictarum. — Item, dixerunt quod dicta marcha fuit concessa per dictum comune Janue, de qua fit mentio in dictis litteris regiis, ad instanciam Certojanclar, mercatoris Janue, pretextu cujus dicte marche de

facto apposite, dictus Certojanclar exhegit, seu dictum comune, ab hominibus Montispessulani trecentas libras turonenses : et sic constat de quantitate predictis domino potestati, abbati et gubernatoribus. Et tamen constat per publicum instrumentum, scriptum et signatum, ut in eo legitur, manu Angelini de Perello, notarii comunis Janue, quod fuit actum et conventum inter dominum Jacobum, quondam regem Majoricarum et dominum Montispessulani, ex una parte, et discretos viros dominum Cavallinum de Medicis, legum doctorem, et Gabrielem de Spinola, ambaxatores, sindicos et procuratores comunis Janue, et habentes omnimodam plenitudinem potestatem (potestatis) premissorum, ex altera, quod expresse omnia leuda seu pignoraciones per comune Janue imposita adversus homines Montispessulani essent revocata, cassata et annullata, et super hiis que capta erant occasione premissorum breve fieret justicie complementum, et quod eciam omnia vetita et inhibiciones essent cassata et annullata et amota, sic quod, tenore dicti instrumenti, tam dicti undecim denarii pro introitu et exitu et revis jam levati et habiti, et quod levatum est seu habitum per comune Janue, racione dicte marche seu laudis, de quibus omnibus fit mencio in dictis litteris regiis, restitui debent et debet, ita quod de jure non restat nisi observacio premissorum in dicto instrumento contentorum et exequcio litterarum regiarum, si earum tenores hobedirentur, quam eciam tenores dicti instrumenti et alterius instrumenti, sumpti manu dicti notarii et manu Nicholai Camati, notarii Perpiniani, continentis confirmaciones, approbaciones et de novo concessiones factas per dictos dominos Cavallinum de Medicis et Gabrielem de Spinola hominibus Montispessulani : homines Montispessulani et universitas debent esse immunes a prestacione seu solucione dictorum undecim denariorum, pro introitu et exitu et revis; et nullum rippaticum, portaticum, pedagium debent solvere, nullamque dacitam vel exaccionem solvere debent, de rebus seu mercaturis quas vehunt, seu asportari faciunt seu vehi, vel vendunt in civitate Janue; et ibi omne comercium possunt habere, libereque emere et vendere;

quo tempore approbacionis et confirmacionis et de novo concessionis seu rathificacionis dictarum convencionum nulla extabat convencio contraria, jure vel facto, inter communem Janue et universitatem Montispessulani; propter que, virtute dicte confirmacionis, approbacionis et de novo concessionis, homines Montispessulani debent esse inmunes et liberi a prestacione seu solucione in civitate Janue omnium superius predictorum et aliarum exaccionum; que duo instrumenta parati sunt ostendere de presenti et de eis fidem facere predictis dominis potestati, abbati et dominis gubernatoribus, licet consimilia instrumenta penes se habeant; et ea ostendent regie majestati et ejus venerabili consilio. — Item, dixerunt quod litteris regiis, directis dominis potestati, abbati et gubernatoribus, sunt declarata nomina Pascalis de Porta et Nicholai de Nigro, civium Janue, qui vendiderunt viginti milia vel quadraginta milia sextaria bladi consulibus Montispessulani, que tradi debebant per eos venditores dictis consulibus in Aquis Mortuis, que minime completa fuerunt per dictos venditores; et quod predicta non compleverunt, declarant interesse, racione premissorum, decem milia librarum turonensium, contractusque fuit celebratus in senescallia Bellicadri, seu ejus ressorto, per duos venditores. Quare iterato et cum omni reverencia supplicant et requirunt contenta in dictis litteris regiis cum effectu adimpleri, realiter et de facto, taliter quod cedat in honorem regium domini Francie et Navarre regis, et comodum et utilitatem consulum et ville Montispessulani; alias protestantur de deffectu justicie et juris denegacione, et gravamine, dampnis et interesse, que sunt in universo viginti milia librarum turonensium et plus, de quibus regia celsitudo providebit consulibus et ville Montispessulani, seu ejus venerabile consilium, per viam marche seu laudi, seu alio juris remedio opportuno, quum modo ter comune Janue super premissis fuerit requisitum, tam ex parte progenitoris domini Philippi Francie regis, quam ex parte ejusdem domini Philippi, ut de predictis requisicionibus constat per plurima instrumenta, scripta et signata, ut in eis legitur, tam manu magistri Raymundi Rogerii,

quam manu magistri Poncii Blegerii et Vitalis Fabri, notariorum domini Francie regis. — Et recepta copia dictarum cedularum per dictos dominos potestatem, abbatem et gubernatores, dictus dominus potestas, pro se et dicto domino Paschalino de Sancto Stephano abbate et dominis gubernatoribus dicte civitatis Janue ibidem presentibus, ad respondendum super premissis, et debite faciendum quod racionis fuerit, diem martis proximam predictis dominis Raymundo et Petro assignavit. Et de predictis dicti domini Raymundus de Latis et Petrus Masse pecierunt sibi fieri publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec in dicta civitate Janue, in dicta terrassia turris Serravallis, in presencia et testimonio dominorum Petri de Hugolinis, Marini de Marino, jurisperitorum, Johannis Carrerie, Guiraudi Calveti, et plurium aliorum, et magistri Vitalis Fabri, notarii infrascripti.

Qua die martis superius assignata, predicti domini potestas, abbas et gubernatores, predictis dominis Raymundo de Latis et Petro Masse coram ipsis in dicto loco comparentibus, et petentibus super predictis responderi, presentem diem prorogaverunt, ad faciendum id ad quod presens dies extiterat assignata, usque ad diem jovis proximam, dicentes se non potuisse deliberasse super predictis, pluribus negociis occupati, cui prorogacioni predicti domini Raymundus et Petrus assencierunt, et pecierunt sibi fieri publicum instrumentum. Testes domini Egidius Garcesii, miles, Berengarius Dominici, jurisperitus, Franciscus Bailhaironi, notarius de Majoricis, et magister Vitalis Fabri, notarius sepedictus.

Post que, anno quo supra, et dicta die jovis superius prorogata, in dicto loco, predicti domini potestas, abbas et gubernatores, predictis dominis Raymundo et Petro comparentibus et consencientibus, dictam diem jovis ad id ad quod dicta dies extiterat assignata sive prorogata, diem crastinam assignarunt, ad comparendum coram eis infra terciam. De quibus predicti domini Raymundus et Petrus, nominibus quibus supra, pecierunt sibi fieri publicum instrumentum. Testes Marinus de Marino, Petrus de Hugolinis, jurisperiti,

Johannes Carrerie, Guiraudus Calveti, et magister Vitalis Fabri, notarius antedictus.

Post que, anno quo supra, et predictis die et hora superius proxime assignatis, que computabatur secunda die decembris, et in dicto loco, comparuerunt predicti domini Raymundus de Latis et Petrus Masse, nominibus quibus supra, coram predictis dominis potestate, abbate et gubernatoribus, et pecierunt, nominibus quibus supra, sibi responderi et fieri, prout eis extiterat assignatum per dominos supradictos. Et dicti domini potestas et abbas et gubernatores dicte civitatis Janue, pro responsionibus suis, ibidem publice legi fecerunt per dominum Petrum de Hugolinis, jurisperitum, quemdam caternum papiri scriptum, longum tenorem et scripturam tenentem; quo caterno lecto, pecierunt sibi fieri de contentis in dicto caterno publicum instrumentum, quem caternum, nec tenorem ipsius, de presenti michi Vitali Fabri, notario, licet pluries requisiti quod michi traderent copiam, ut inde possem facere publicum instrumentum, tradere noluerunt, dicentes quod de presenti copiam non traderent michi, quousque de dicto caterno transcriptum fieri fecissent, et ipso transcripto facto michi traderent. Et incontinenti, lectis dictis responsionibus, predicti domini Raymundus et Petrus, nominibus quibus supra, addendo in suis requisicionibus et protestacionibus, dixerunt ut sequitur. Et predicti domini Raymundus et Petrus non consencierunt predictis responsionibus, immo contradixerunt, et de deffectu juris et justicie, et juris denegacione protestati fuerunt, dicentes eciam quod, preveniente dicto deffectu justicie, regiam magestatem domini Francorum et Navarre regis informabunt, et ejus venerabile consilium, quod homines Montispessulani nullum rippaticum, portaticum, pedagium vel dacitam, vel aliam exaccionem, vel illos undecim denarios, de quibus fit mencio in dictis litteris, solvere debent in civitate Janue, tamquam illi qui gaudere debent convencionibus inhitis inter dictum dominum Majoricarum regem, seu ejus progenitorem, ex una parte, et comune Janue, seu ejus legatum, ex altera, cum expresse in dictis convencionibus

actum fuerit quod homines Montispessulani gaudere debeant dictis convencionibus, que convenciones facte fuerunt anno Domini millesimo tricentesimo quinto. Dixerunt eciam quod presens comune est in deffectu justicie revocandi contenta in dictis litteris regiis, cum deffectu justicie supplende ad dictum dominum Francorum et Navarre regem, eo casu in quo bajulus et locumtenens Montispessulani super contentis in dictis litteris regiis essent in deffectu justicie: et tamen non constat quod dominus rex Francorum fuerit requisitus super dicto deffectu justicie, ubi alias esset dictus deffectus super contentis in dictis litteris; de quibus omnibus pecierunt sibi fieri publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec anno, die et loco quibus supra, in presencia et testimonio dominorum Egidii Garcesii, militis, Berengarii Dominici, jurisperiti, Raymundi de Capsirio, Francisci Balhaironi, notarii Majoricarum, Johannis Carrerie, magistri Juncca, notarii Janue, et plurium aliorum, et magistri Vitalis Fabri, publici domini nostri Francorum regis notarii, qui predicta omnia et singula in notam recepit in suo prothocollo, de cujus nota non cancellata ego Gauffridus Calvi, clericus ejus substitutus et juratus, hec omnia sumpsi, scripsi fideliter et extraxi.

Ego vero, Vitalis Fabri, notarius publicus regius Montispessulani, predicta omnia in protocollo meo notavi et fideliter correxi cum meo originali. Et ideo, hic me subscribens, hoc publicum instrumentum signo meo signavi.

Arch. mun. de Montp, Arm. E, Cass. IV, N° 36. Parchemin original.
Au dos: *Hec instrumenta sunt de requisicionibus Janue.*

## LXXXIV.

### DEUX LETTRES DE PHILIPPE LE LONG EN FAVEUR DU COMMERCE DE MONTPELLIER.

(21 Juin 1317.)

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Belli-

cadri, vel ejus locumtenenti, ac custodibus et visitatoribus portuum senescallie predicte, et aliis justitiariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Ex querela gencium carissimi et fidelis consanguinei nostri Sancii, regis Majoricarum illustris, nobis est intimatum, quod vos, seu gentes nostre senescallie vestre, mercatores venientes de Yspania vel aliunde, et volentes applicare ad portus de Latis et de Frontiniano et aliorum locorum terre dicti regis Majoricarum, causa veniendi et apportandi res et merces suas ad Montempessulanum, non permittitis inibi aplicare seu dischargiare; gentibus nostris senescallie vestre ex adverso proponentibus quod portus Aquarum Mortuarum, qui fuit constitutus pro utilitate publica, non solum regni Francie, sed etiam aliorum regnorum et civitatum ac comunitatum maritimarum et privilegiatarum, et certe redibiciones imposite applicantibus ad dictum portum cum matura deliberatione et voluntate eorum quorum intererat, penitus desereretur et destrueretur, una cum villa Aquarum Mortuarum, cum magnis sumptibus, occasione dicti portus et defensione totius terre, constructa, si fieret quod petitur, dicentibus etiam quod dudum, ad instanciam regis Aragonum et regis Majoricarum et quorumdam aliorum, super contingentibus dictum capitulum fuit facta inquesta, quam, si completa fuerit, pecierunt judicari, aliter compleri, et completam judicari. Quibus auditis, super predictis sic duximus ordinandum, quod dicta inquesta complebitur, si nundum est completa, et, cum completa fuerit, nos prompte et indilate faciemus, super contentis in dicto capitulo et inquesta, quod fuerit rationis. Preterea, volentes gratiam et favorem dicto regi Majoricarum exhibere, concedimus quod, absque aliquo prejudicio juris nostri, interim parvi ligni, qui sine exhoneratione transire poterunt, transeant per gradus predictos, non committendo super dicto transitu aliquam fraudem, dum tamen solvant redibencias, certa pedagia, et alia que in Aquis mortuis persolvissent, si dischargassent ibidem. Unde vobis et vestrum singulis districtius inhibemus, ne mercatores volentes cum dictis parvis lignis per dictos gradus transire,

contra ordinationem predictam, ullatenus impediatis, aut impediri permittatis.

Datum Parisius, die XXI[a] junii, anno Domini M° CCC° decimo septimo.

Philippus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, ac custodibus et visitatoribus portuum dicte senescallie, et eorum cuilibet, salutem.

Ex querimonia gencium carissimi et fidelis consanguinei nostri Sancii, regis Majoricarum illustris, intelleximus quod, cum per litteras dominorum genitoris et germani nostrorum ipse possit tenere custodes in villa et portu de Latis et de Frontiniano, ne res per nos et predecessores nostros prohibite extrahantur extra regnum, nichilominus vos, seu gentes nostre, ipsum regem Majoricarum, aut gentes suas, nitimini impedire, ne dictos custodes teneat in locis predictis, in prejudicium, ut asserunt, dicti regis. Unde, quamvis per gentes nostras responsum fuerit, quod in custodia predicta nullum impedimentum prestatur eidem, licet in pluribus abutantur, tamen nos, volentes dictum regem Majoricarum et gentes suas amicabiliter pertractare, et a gentibus nostris pertractari, vobis et vestrum cuilibet tenore presentium inhibemus, ne, contra concessiones super dicta custodia a dominis genitore et germano nostris sibi factas, impediatis, aut impediri permittatis eundem, seu gentes suas, quominus dictos custodes in locis predictis teneat, juxta concessionum tenorem predictarum, nisi dictis concessionibus abuterentur, aut causa rationabilis superveniens aliud suaderet. Visitatores vero portuum ex parte nostra deputabuntur, secundum formam concessionis predicte.

Datum Parisius, die XXI[a] junii, anno Domini M° CCC° decimo septimo.

Arch. impér. de Paris, *Trésor des Chartes*, J, 340, N° 37.
Minute originale, appartenant à un rouleau de parchemin.

## LXXXV.

### LETTRES DE PHILIPPE LE LONG AUTORISANT LE COMMERCE RÉGULIER D'EXPORTATION AVEC LES ÉTATS DU ROI DE MAJORQUE.

(6 Juillet 1317.)

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, Carcassone et Bellicadri senescallis, vel eorum locatenentibus, ac custodibus portuum dictarum senescalliarum, ceterisque justiciariis nostris, ad quas presentes littere pervenerint, salutem.

Mandamus vobis ex causa, quatinus carnalagia, etiam lanuta, omniaque victualia, pannos crudos et aptatos, telas et alia mercimonia, cujuscunque generis existant, ad terras et loca carissimi consanguinei nostri, regis Majoricarum illustris, de regno nostro extrahi et transvehi, solvendo antiqua deveria, hiis tamen que per ordinationes antiquas extrahi sunt prohibita duntaxat exceptis, paciffice et libere permitatis, ordinationibus in contrarium dudum editis non obstantibus quibuscunque.

Actum Parisius, VIa die julii, anno Domini M. CCC. septimo decimo.

Arch. impériales de Paris, *Trésor des Chartes*, J, 340, N° 37. Parchemin original.

## LXXXVI.

### LETTRES DE SAUVEGARDE DE PHILIPPE LE LONG EN FAVEUR DES HABITANTS DE MONTPELLIER.

(6 Septembre 1317.)

Philippus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Mandamus vobis, et vestrum singulis, quatinus consules et habitatores universitatis Montispessulani in suis justis possessionibus,

juribus, privilegiis, franchisiis, libertatibus et saisinis, in quibus ipsos, vocatis evocandis, esse et fuisse noveritis ab antiquo, pacifice manuteneatis, custodiatis, et defendatis ab omnibus injuriis, violentiis, gravaminibus, novitatibus indebitis, et oppressionibus quibuscumque, non permittentes ipsos, vel eorum aliquos, in premissis ab aliquibus indebite molestari, vel eisdem fieri aliquas indebitas novitates, et factas si quas esse inveneritis, ad statum pristinum et debitum reducatis, seu faciatis reduci, prout justum fuerit, et ad vestrum quemlibet noveritis pertinere.

Datum Parisius, VI<sup>a</sup> die septembris, anno Domini M° CCC° decimo septimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 18. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## LXXXVII.

### LETTRES DE PHILIPPE LE LONG, CONTRE LES EXCÈS USURAIRES DES JUIFS.

(16 Août 1319.)

A touz ceuls qui ces lettres verront, Henri de Taperel, garde de la prevosté de Paris, salut.

Sachent tui que nous avons veues les lettres nostre seigneur le roy, contenanz la fourme qui s'ensuit :

Philippus, Dei gracia Francie et Navarre rex, Tholose, Carcassone et Bellicadri senescallis, ceterisque justiciariis nostris, salutem.

Ex gravi querela consulum Montispessulani, sicut aliter, didicimus quod Judei, et alii notorii usurarii, tot et tam magnas usuras in illis partibus exercent, quod adeo fraudulentos contractus ineunt cum illis qui cum eis contrahunt, quod, infra breve tempus, contrahentium cum eisdem omnino exhauriunt facultates, ac postmodum, virtute contractuum hujusmodi, eosdem faciunt in carceribus detineri, eo quod sunt sub viribus nostre curie Montispessulani obligati, quousque ibidem diem claudunt extremum, pro eo quod non permittitis eosdem

cum bonorum suorum cessione a carceribus liberari. Unde, cum valde sit inhumanum, quod aliquis debitor, qui bonorum suorum cessionem facere velit, pro debito in carcere teneatur, quousque diem claudat extremum, vobis iterato mandamus, et vestrum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, quatinus omnes et singulos, pro debitis vel talibus contractibus captos et carceribus mancipatos, quantumcunque sub viribus cujuscunque sigilli fuerint quibuscunque personis obligati, qui de suis bonis creditoribus suis facere volunt cessionem plenariam sine fraude, facta ipsa cessione sine fraude, vocatis evocandis, ab eodem carcere liberetis, nisi pro nostris aut nundinarum Campanie debitis fuerint obligati.

Datum Parisius, decima sexta die augusti, anno Domini millesimo CCC decimo nono.

Et nous ce present transcript avons scellé du scel de la prevosté de Paris, l'an de grace mil CCC dis et neuf, le lundi proche apres la Saint-Luc evangeliste.

Arch. mun. de Montp., Arm. D, Cass. XX, N° 8. Original sur parchemin, avec sceau en cire brune.

## LXXXVIII.

### LETTRES DE PHILIPPE LE LONG, INTERDISANT AUX MARCHANDS ITALIENS LE SÉJOUR DE MONTPELLIER.

(3 Août 1321.)

Philippe, par la grace de Dieu roys de France et de Navarre, au seneschal de Biaucayre, salut.

Comme par noz predecesseurs jadis roys de France et les mercheanz Lombarz et Ytaliens, pour certayne cause eussent ensemble convenances, compositions et ordenances, c'est assavoir que nulh mercheant Ytalien, qui ou temps estoit et qui porroit estre ou temps avenir ou riaume de France, ne demorroyent ne avoir pourroient domicile ne mercheandier en la ville de Montpeyllier, mes demorroient en nostre ville de Nimes, et aucus des Ytaliens, compaignies

et personnes singulers, se dient avoir eu graces et priveleges d'aucuns de noz predecesseurs et de nous de demourer et mercheandier en la dicte ville de Montpellier, non contrastantz les dictes convenances et ordenances que noz devanciers eurent avec les diz Ytaliens, les queles convenances et ordenances nous volons estre tenues et gardées; et comme nostre dicte ville de Nimes et les citoiens d'icelle, pour les devant dictes graces que les diz Ytaliens ont eues de demourer et merchandier a Montpeyllier, soit forment empirie, nous, eue deliberation sur ce avec nostre grant concell, de certaine science et par cause, toutes les dictes graces avons rapelleez et repellons de tout, a quellconques compaignes ou personnes singuleres, et par quelconques causes elles aient esté ottroiées, de nous o de noz devanciers. Si vous mandons que ceste revocation et rapell vous faites asavoir par cri sollempnel, par les lieux de vostre seneschaucée ou autremant a vous souzmis, e comandés estroitemant, sus paine de corps et d'avoir, a touz ceus Ytaliens qui ont et n'ont les dictes graces, qui contre les dictes convenances sont demorés a Montpeyllier, que dedenz quarante journs apres le dit cri fait, il vuident la ville de Montpeyllier, et aillent demourer a Nimes, si il leur plaist, et a touz ceus qui auront les dictes graces, que il les vous apportent ou envoyent dedenz une certayne journée, que vous leur assignerez par vostre cri, les queles eues, sanz delai las envoyés par devers nouz amés et feauls les genz de noz comptes a Paris, aus quiels vous rescrirés ce que fait en aurés.

Donné au boys de Vincenes, trois journs d'ahost, l'an de grace mil troiz cenz XXI.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 62 r° [1].

[1] Il paraîtrait qu'on ne tint guère compte de ces Lettres de Philippe le Long. Nous les trouvons exactement reproduites au fol. 62 v° du *Grand Thalamus*, au nom de Philippe de Valois, et avec la date *Villeneuve Sainct-Denis en Brie*, *li primier jorn de jullet*, *l'an de grace mil troys cens trente et trois*. — Ménard (*Histoire de Nismes*, II. Pr. 30 et 31,) donne le procès-verbal de la publication des Lettres du 3 août 1321, faite le 13 novembre à Montpellier, mais ne semble pas en avoir connu le texte même, ici transcrit.

## LXXXIX.

### LETTRES DE PHILIPPE LE LONG EN FAVEUR DES MARCHANDS DE BOIS QUI SE RENDAIENT A MONTPELLIER.

(16 Octobre 1321.)

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Conquesti sunt nobis mercatores trabium fustearum, Montempessulanum frequentantes, quod, cum frequenter ipsi dictas trabes fusteas colligatas, que vulgariter carrasse vocantur, habeant apud Montempessulanum ducere, per mare vel per stagnum, et inde consueverint in Aquis Mortuis solvere denarium unum pro libra, nostre gentes illarum partium, non contente solutione dicti denarii modo consueto, compellunt, seu compellere nituntur ipsos mercatores ab itinere recto divertere, dictasque trabes seu carrassas ducere per Aquas Mortuas, in grande mercatorum ipsorum prejudicium et jacturam, cum, si hoc fieret, in eundo bene per unam dietam deviarent, et per tantumdem in redeundo. Quocirca, presencium vobis auctoritate mandamus, quatinus, si, vocatis evocandis, ita esse noveritis, gentes nostras predictas ab hujusmodi compulsione desistere compellatis.

Datum Parisius, XVI^a^ die octobris, anno Domini M° CCC° vicesimo primo.

Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 6. Original à queue de parchemin, sceau absent.

Au dos : *Littere quod ductores carrassarum possint libere portare ipsas per mare et stagnum, dum tamen solvant* 1 *den. pro libra in Aquis Mortuis.* 1321.

## XC.

**LETTRES DE CHARLES LE BEL MAINTENANT A L'ÉGARD DES MARCHANDS ITALIENS L'INTERDICTION DU SÉJOUR DE MONTPELLIER.**

(28 Juillet 1322.)

Karolus, Dei gratia Francié et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Ad supplicationem consulum civitatis Nemausi, mandamus vobis districtius injungentes, quatinus Lombardos seu Ytalicos mercatores, Conventionibus regiis Nemausi existentibus, in villa Montispessulani morari seu mercari, per se vel per alios, cóntra formam alterius mandati, per carissimum dominum et germanum nostrum Philippum, condam dictorum regnorum regem, ut dicitur, vobis, vel vestro predecessori, aliter facti, prout vobis de eo liquebit, nullathenus permittatis; sed mandatum ipsum exsequamini, et faciatis inviolabiliter observari, contemptores ejusdem taliter punientes, quod gratum debeat esse nobis.

Datum Parisius, die XXVIII julii, anno Domini M° CCC° XXII°.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 62 v°.

## XCI.

**LETTRES DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE GUI CHEVRIER, EN FAVEUR DES HABITANTS DE MONTPELLIER, CONTRE LE PÉAGER DE LA RADELLE.**

(2 Novembre 1323.)

Guido Caprarii, miles domini nostri Francie et Navarre regis, ejusque senescallus Bellicadri et Nemausi, judici Lunelli, salutem.

Cum, prout exposuerunt nobis consules ville Montispessulani, pedagiarius de Rudella, contra usum et antiquam observanciam, de blado vehecto apud Latas, quanquam ibi vendatur, mensuretur, et

immediate apud Montempessulanum deferatur, pedagium exigere et levare nitatur, indebite, sicut dicunt, mandamus et precipimus vobis [quatinus], utraque parte vocata, visisque litteris et aliis..... probationibus, per quas de jure suo vos poterunt informare, ordinetis et faciatis super hiis quod vobis apparuerit legitime ordinandum, ita quod, si dubium vobis occurrat, nobis illud quantocius referatis, ut, audita vestra relatione, ordinemus quod debuerit rationabiliter ordinari.

Datum Montispessulani, die IIa novembris, anno Domini M°CCC° XXIII.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 19. Original sur papier.

## XCII.

CINQ LETTRES DE CHARLES LE BEL, EN FAVEUR DU COMMERCE DE MONTPELLIER, CONTRE LES PRÉTENTIONS DES PÉAGERS DE LA RADELLE.

(26 Juin, — 6 Août 1324.)

Karolus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Consulum Montispessulani supplicationem recepimus, continentem quod, ipsis hominibusque Montispessulani, et quibuscumque aliis, defferentibus blada et legumina apud Montempessulanum per Rudelam seu Forsam, prope villam Aquarum Mortuarum, existentibus in possessione vel quasi transeundi libere cum rebus prefatis per dictum locum, et [cum] per inclite recordationis carissimum dominum genitorem nostrum, dum in humanis agebat, mandatum fuisse dicatur senescallo Bellicadri, qui tunc erat, ne permitteret levari aliquod pedagium a transeuntibus per dictum locum, blada seu legumina defferentibus, nichilominus pedagiarii et publicani de Rudela a transeuntibus per ipsum locum, blada seu legumina apud Montempessulanum portantibus, pedagium nituntur levare, ipsos pignorando et molestando indebite et de novo, in dictorum conque-

rentium ac portantium predicta blada et legumina per prefatum locum, et totius patrie grande prejudicium et gravamen. Idcirco mandamus vobis quatinus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit ita esse, dictos pedagiarios et publicanos ab exactione hujusmodi pedagii et novitate predicta cessare omnino, dictosque consules et ceteros transeuntes per dictum locum, blada defferentes seu legumina apud Montempessulanum, sua possessione et libertate predictis gaudere et uti, prout rationis fuerit, faciatis, omne impedimentum indebite appositum amovendo, pignoraque sua ea occasione detenta eisdem reddi et restitui facientes, taliter vos in premissis acturi, quod, ob justicie defectum, ad nos non sit ulterius recurrendum.

Actum Parisius, die XXVI$^{a}$ junii, anno Domini M$^{o}$ CCC$^{o}$ vicesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, Liasse cotée N$^{o}$ 22.
Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Karolus, Dei gratia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Consulum Montispessulani supplicationem recepimus, continentem quod, ipsis hominibusque Montispessulani, et quibuscumque aliis, blada seu legumina apud Montempessulanum portantibus, per Rudelam seu Forsam, prope villam Aquarum Mortuarum, transeuntibus, existentibus in possessione vel quasi libertatis seu immunitatis transeundi per dictum locum, absque prestatione pedagii et alterius redibencie cujuscumque, nichilominus pedagiarii seu publicani dicti loci de Rudela a portantibus blada predicta seu legumina apud Montempessulanum, per dictum locum transeuntibus, pedagium levare nituntur, ipsos pignorando et molestando indebite et de novo, in dictorum conquerentium ac portantium blada predicta seu legumina, per prefatum locum transeuntium, et totius patrie grande prejudicium et gravamen. Idcirco mandamus vobis quatinus, si, vocatis evocandis, vobis ita esse constiterit, dictos pedagiarios seu publicanos ab exactione hujusmodi pedagii et novitate predicta cessare

omnino, dictosque consules et ceteros per dictum locum transeuntes, res predictas apud Montempessulanum portantes, sua possessione et libertate seu immunitate predictis gaudere et uti faciatis, pignora sua, ea occasione detenta, eisdem reddi ac restitui facientes, taliter in premissis vos acturi, quod, ob justitie defectum, non sit ad nos ulterius recurrendum.

Datum Parisius, XIIIa die julii, anno Domini millesimo CCC° vicesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, Liasse N° 22. Original à queue de parchemin, avec grand sceau royal en cire jaune.

Karolus, Dei gracia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Ad supplicacionem consulum ville Montispessulani, asserencium quod vos a mercatoribus bladum et alia victualia [portantibus], per locum de Rudella apud Montempessulanum vela facientibus, pedagium sive vectigal, contra usum antiquum diucius observatum, arrestando et pignorando eosdem, levare permittitis, indebite et de novo, in ipsorum supplicancium et rei publice dampnum non modicum et jacturam, propter quod iidem supplicantes, quia predicta cessari, pignora hujusmodi restitui, et jus facere requisitus super hoc noluistis, ad nos seu nostram curiam, prout accepimus, appellarunt, requirentes ut eisdem vellemus providere super hiis de remedio oportuno; nos, eorum requisitioni annuentes, mandamus vobis quatinus, si, vocatis evocandis, omissa dicta appellationis causa, constiterit de premissis, attemptata post et contra dictam appellationem ad statum pristinum et debitum reducentes, predicta pignora eisdem mercatoribus restituere, novitatemque hujusmodi cessare penitus faciatis, taliter quod ipsi supplicantes ad nos non redeant querelosi.

Datum Parisius, XXVa die julii, anno Domini M° CCC° vicesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, Liasse N° 22. Original à queue de parchemin, avec grand sceau royal en cire jaune.

Karolus, Dei gratia Francie et Navarre rex, judici nostro de Biterris, in senescallia Carcassone, salutem.

Causam appellationis, ad nos seu nostram curiam emisse per consules Montispessulani, ut dicitur, a gravaminibus indebitis, illatis per senesçallum Bellicadri, contra eorum immunitatem seu libertatem, eis et ceteris quibuscumque, per locum de Rudela seu Forsa, prope villam Aquarum Mortuarum, transitum facientibus, blada seu legumina apud Montempessulanum defferentibus, ut asserunt consules memorati, vobis, facta prius fide de appellatione predicta, et debita prosequtione ipsius, vocatis evocandis, committimus audiendam, et fine debito terminandam, mandantes vobis quatinus, in prejudicium appellationis predicte, nichil contra dictos appellantes attemptari permittatis, attemptata, si que sint post et contra, ad statum pristinum et debitum reduci celeriter facientes. Ab omnibus vero vobis pareri in premissis volumus et mandamus.

Datum apud Domatum, die IIª augusti, anno Domini millesimo CCC° vicesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. E., Cass. II, Liasse N° 22. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

Karolus, Dei gracia Francie et Navarre rex, rectori Montispessulani pro nobis, salutem.

Ex insinuacione consulum Montispessulani, accepimus quod, ipsis hominibusque Montispessulani, ac quibuscumque aliis, per locum de Rudela sive Fossa, prope villam Aquarum Mortuarum, transeuntibus, blada seu legumina deferentibus apud Montempessulanum, existentibus in possessione et saisina pedagium non solvendi, nichilominus pedagiarii de Rudela ipsos in dicta possessione seu saisina impedire nituntur, indebite et de novo, pignorando eosdem propter hoc, in sui et possessionis sue prejudicium et gravamen. Et quia a pluribus gravaminibus et aliis, eisdem illatis, ut dicunt, per senescallum nostrum Bellicadri, ad nostram curiam appellarunt, et judicem super hujusmodi appellationibus impetrarunt, vobis committimus et

mandamus quatinus, vobis facta fide de hujusmodi appellationibus, et quod eas infra tempus debitum prosecuti fuerint, si, vocatis evocandis, vobis constiterit de premissis, dictos consules et transeuntes per locum predictum, blada et legumina portantes, sua possessione predicta gaudere et uti pacifice faciatis; pignora vero eorum, si que propter hoc capta sint, eis reddi et restitui, prout justum fuerit, faciatis, non permittentes ipsos in ipsa possessione per dictos pedagiarios, aut aliis indebite perturbari. Vobis autem in premissis et ea tangentibus pareri volumus et mandamus.

Datum Parisius, die VI augusti, anno Domini M° CCC° vicesimo quarto.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass II, Liasse N° 22. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## XCIII.

### LETTRES DE CHARLES LE BEL EN FAVEUR DU COMMERCE DE MONTPELLIER.

(8 Octobre 1325.)

Karolus, Dei gracia Francie et Navarre rex, senescallo Bellicadri, ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, vel eorum loca tenentibus, ac quibuscumque deputatis ad exigendum subsidium, tallias seu imposiciones, racione guerre Vasconie, salutem.

Mandamus vobis quatenus, ab execucione imposicionis de mandato nostro super mercaturis et bonis, extra regnum nostrum Francie per terram vel per aquam deportandis, indicte racione guerre, ex nunc in antea desistentes, habitatores Montispessulani deinceps ad imposicionis solucionem, racione mercaturarum suarum, extra dictum regnum per terram vel aquam extrahendarum, compellere non presumatis, salvis nobis deveriis [et] juribus exigi solitis ab antiquo.

Datum Parisius, die VIII^a octobris, anno Domini millesimo CCC° vicesimo quinto.

In camera compotorum. Julianus.

Arch. mun. de Montp., Arm. G, Cass. VI, N° 20. Original à queue de parchemin, avec fragment de sceau royal en cire jaune.

## XCIV.

### PROCÈS-VERBAL D'UNE INSPECTION DE SAFRAN AVARIÉ.

(11 Septembre 1326.)

Anno Dominice Incarnationis millesimo trescentesimo vicesimo sexto, scilicet tercio idus septembris, domino Karolo Francorum rege regnante. Notum sit cunctis quod, cum quadam quantitas safrani fuisset denunciata discretis viris dominis Petro Roca, Jacobo Pererii, et Bernardo Garussi, consulibus ville Montispessulani, pro falsa et incamarata, per Hugonem Fabri, Berengarium Ferrarii, Jacobum de Ruthena, et Raimundum de Segunzaco, custodes juratos averum Montispessulani, quequidem quantitas dicti safrani dicebatur esse Bernardi Magistri et Berengarii Carbonelli, mercatorum Catalanorum, dicti domini consules dictum safranum ad domum Consulatus Montispessulani fecerunt deportari; et, cum examinatio dicti safrani et aliorum averum incamaratorum dictis custodibus pertineat, prout dicunt, dicti custodes, volentes procedere ad examinationem et inspectionem dicti safrani, non intendentes tamen in predictis uti aliqua juridictione, set solum ex usu antico et longissimo ad eos pertinente, ut dixerunt, infrascripta faciendi, inspiciendi et examinandi, fecerunt vocari et venire ad dictam domum dicti Consulatus testes infrascriptos, videlicet Guillelmum Bernardi de Tribus lupis, Guillelmum de Roveria, Petrum Angilberti, Raimundum de Galhaco, Bartholomeum de Truolo, Stephanum de las Tors, Guillelmum Duranti, Johannem de Avinione, Durantum Carralis, Johannem Penheyre, Raimundum Naturalis, Philipum Bidocii, Thomam de Conchis, Johannem Fabri, piperarios Montispessulani, Guillelmum Mercerii, mercatorem de Marcilia, Johannem Narbone de Avinione, et Ynardum Pinhioli de Aquis, qui omnes etiam, ut dicitur, habent experientiam cognoscendi safranum incamaratum et avera incamarata, potissime cum sint mercatores et piperarii. Et incontinenti omnes prenominati piperarii et mercatores viderunt,

tenuerunt et inspexerunt diligenter dictum safranum, videlicet quandam balam, in qua erant quinque alude, et viso, palpato et diligenter inspecto dicto safrano per predictos piperarios et mercatores, ad requisitionem dictorum custodum, predicti piperarii et mercatores juraverunt super sancta quatuor Dei Evangelia dicere veritatem, si dictus safranus est incamaratus, aut non. Et diligenter interrogati per dictos custodes, dixerunt et deposuerunt unanimiter suo juramento, in presentia dictorum dominorum consulum et custodum predictorum, dictum safranum esse incamaratum, et dictam balam esse incamaratam, et quod dictus safranus contentus in dicta bala et in dictis quinque aludis est falsus et incamaratus, et non est bonus, legalis seu mercabilis, nec dictum safranum venderent seu emerent pro bono, legali, sive mercabili. Quibus depositionibus dictorum testium auditis et intellectis per dictos custodes, ipsi custodes dictam balam dicti safrani, continentem in se dictas quinque aludas, pro falsa et incamarata dictis dominis consulibus reddiderunt, petentes et requirentes sibi de predictis fieri publicum instrumentum.

Acta sunt hec in Montepessulano, in domo Consulatus, anno et die predictis, presentibus testibus Petro Cardinalis, clerico, Petro Fabri, nuncio dominorum consulum, et me Guillelmo de la Deveza, publico Montispessulani notario, qui, vocatus, requisitus et rogatus per dictos custodes, hec scripsi, et signo meo signavi.

Arch. mun. de Montp., Arm. D, Cass. XV, N° 1. Parchemin original.
Au dos : *Del fach del sufran incamarat.* — 1326.

## XCV.

### INSTITUTION DE GARDES DES MARCHANDISES.

(4 Octobre 1326.)

Noverint universi quod nos Petrus Roqua et Bartholomeus Don, consules et clavarii domus Consulatus ville Montispessulani, una

cum Petro Ferrarii, Egidio Viridarii juniore, Jacobo Boni amici, Raymundo Garrici, Jacobo Pererii, et aliis nostris conconsulibus, fecimus, elegimus, constituimus et creavimus, isto presenti anno, in domo dicti Consulatus, prout hacthenus et a tanto tempore citra per predecessores nostros est fieri consuetum, quod in contrarium memoria hominum non existit, videlicet Brengarium Ferrarii, Hugonem Fabri, Raymundum de Segunzaco, piperarios Montispessulani, et Jacobum de Ruthena, apothecarium dicte ville, in custodes mercium et averum; quiquidem custodes nobis juramentum prestiterunt infrascriptum, prout per custodes alios, qui pro tempore fuerunt in Montepessulano, predecessoribus nostris consulibus dicte ville est prestari consuetum; cujusquidem juramenti tenor dinoscitur esse talis :

Ieu homs, establit a garda dels avers, jur a vos XII cossols de Montpeylier, que fizelment et diligentment enquerray et ensercaray, ses frau e ses engan, si alcuna falceza o encamarament trobaray en avers o en merces, que deion yssir de Montpeylier per mercadaria ad autres luocs, o ques vendon en Monpeylier, la qual falseza o encamarament trobada o conoguda manifestarai als cossols, et a profieg et a garda daquesta fazenda sagrament penrai de totz aquells que veiairem sera que ops sia. Tot ayso tenrai et gardarai a bona fe, segon mon poder, remoguda tota amor, et tota temor, et tota amistat, et tota enemistat, et tot parentesc, tot lo temps de ma aministration, si Dieus me ajut et aquestz sans Euvangelis de Dieu, de me toquatz. Encaras promet, sotz lo dig sagrament, a vos XII cossols, que totz aquells que sabrai que avers liaran o liar faran, per portat o per trametre foras de Montpeylier, jurar farai que negun encamarament ni neguna falseza non fasson en aquells avers, ni far non lai faran ni sofriron que si fassa. Aquells avers, que liatz trairan o traire faran desta vila per mercadaria, non desliaran, ni desliar non faran, ni sofriran ques deslion, per encamarar o fac bautuc, pueys que seran liatz o yssitz de Montpeylier, ni enans, et que negun aver soanat o vedat de liar per las gardas dels avers o de la major partida dells,

prometens, sotz aquell meteus sagrament, que negun aver mieu non liarai ni liar non farai ni suffriray ques lie, entro que una de las gardas autras l'aion vist et abandonat de liar; et que negun aver en que aia part non liaray.

In quorum omnium testimonium, nos prefati consules et clavarii domus dicti Consulatus sigillum ejusdem domus presentibus duximus appendendum, anno Domini millesimo CCC° vicesimo sexto, scilicet quarto nonas octobris.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XIV, N° 6. Parchemin original, avec sceau du Consulat en cire rouge.

## XCVI.

### PROCÈS-VERBAL D'EXAMEN ET D'ENQUÊTE AU SUJET DE SAFRAN AVARIÉ.

(30 Octobre 1326.)

Noverint universi quod, anno Dominice Incarnationis millesimo trescentesimo vicesimo sexto, scilicet tercio kalendas novembris, domino Karolo Dei gracia rege Francorum regnante, Jacobus de Ruthenis, apothecarius, Hugo Fabri et Berengarius Ferrarii, piperarii, custodes averum jurati Montispessulani, existentes in domo Consulatus Montispessulani, coram videlicet venerabilibus viris dominis consulibus ejusdem ville, dixerunt eisdem, nomine quo supra, et nomine etiam Raimundi de Segunzaco, eorum concustodis, quod ipsi, per se et per viginti et plus bonos homines, et peritos ad cognoscendum safranum bonum seu incamaratum, inspexerunt seu inspici fecerunt quandam quantitatem safrani, que est in decem aludis, in domo dicti Consulatus, et que dicitur esse Brengarii Carbonelli, mercatoris Cathalani de Serveria, quoquidem safrano inspecto per ipsos custodes, et per dictos viginti et plus bonos viros et prudentes, et peritiam cognoscendi safranum bonum et incamaratum habentes, invenerunt dictum safranum falsum et incamaratum, prout ex depositionibus dictorum viginti, contentis in quadam informatione, per ipsos cus-

todes dictis dominis consulibus reddita, et per ipsos custodes super predictis facta, cujus tenor inferius est insertus, plenissime continetur. Quemquidem safranum dictis dominis consulibus manifestaverunt esse falsum et incamaratum, requirentes dictos dominos consules ut de eo faciant fieri quod debebunt.

Tenor vero dicte informationis, superius per dictos custodes dictis dominis consulibus reddite, talis est :

Anno Dominice Incarnationis millesimo trescentesimo vicesimo sexto, scilicet undecimo kalendas novembris. Cum quedam quantitas safrani fuisset denunciata pro falsa et incamarata dominis consulibus ville Montispessulani, et hoc per Jacobum de Ruthena, apothecarium, Brengarium Ferrarii, Hugonem Fabri, et Raymundum de Segunzaco, piperarios, custodes averum juratos Montispessulani, dicti custodes, non intendentes aliqua uti jurisdictione, set tantummodo pro bono statu terre, et longissimo usu et antiquo ad eos pertinente, atento tenore sacramenti per eos prestiti corporaliter, fecerunt deportari in domo dicti Consulatus dictam quantitatem safrani, prout acthenus est fieri consuetum ; in quaquidem quantitate erant decem alude safrani, que esse dicebantur Brengarii Carbonelli, mercatoris Cathalani de Serveria ; et in eadem domo dictum safranum inspici fecerunt, an dictus safranus sit bonus, nec ne, per Petrum Guillelmum majorem diebus, Bernardum Bedoyer, Guillelmum Rutla de Marsilia, Guillelmum Mercerii de Marsilia, Guiraudum Viguerii, Petrum Andree, Johannem Pictoris, Petrum Boneti, Andream de Lauzis, Petrum Martini, et Bertholomeum de Trivolono, piperarios Montispessulani, qui omnes prenominati dixerunt, relationem fecerunt dictis custodibus, et deposuerunt in eorum juramento dictum safranum non esse bonum, nec mercabilem, ymo, ut dixerunt, esse incamaratum de rebus aliis, que non sunt de natura safrani, quas ipsi cognoscere non possunt, nec cognosci possunt per aliquem seu aliquos, nisi per illos seu per illum qui dictum safranum incamaraverunt.

Item, anno quo supra, scilicet X° kalendas novembris, dicti custodes, volentes se amplius informare de predictis, ad se venire fece-

runt in dicta domo dicti Consulatus, prout est fieri consuetum, Bernardum de Auriaco, mercatorem, Petrum Angilberti, piperarium, et Petrum Pauli, qui omnes, dicto safrano per ipsos diligenter inspecto, dixerunt et suo juramento asseruerunt dictum safranum non esse bonum, nec mercabilem; ymo sunt in eodem aposite quedam res, que non possunt cognosci, que non sunt de natura safrani; et ideo dixerunt dictum safranum esse incamaratum.

Post hec, anno quo supra, scilicet nono kalendas novembris, dicti custodes, volentes se magis informare de predictis, ad se venire fecerunt in dicta domo dicti Consulatus, prout est fieri consuetum, testes infrascriptos, qui, jurati super sancta quatuor Dei Euvangelia puram et meram dicere veritatem, super predictis deposuerunt, ut sequitur.

Guiraudus Genesii, mercator Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento se non habere noticiam cognoscendi safranum bonum vel incamaratum; tamen non apparet sibi quod dictus safranus sit bonus, legalis seu mercabilis, nec ipsum emeret pro bono, legali seu mercabili. — Item, Petrus Lamberti, draperius Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento quod dictus safranus non est bonus, legalis seu mercabilis, nec ipsum emeret pro bono, legali seu mercabili. — Item, Petrus de Balmis, mercator Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento se non habere noticiam cognoscendi safranum bonum vel incamaratum; tamen non apparet sibi quod dictus safranus sit bonus, legalis seu mercabilis, nec ipsum emeret pro bono, legali seu mercabili. — Item, Pontius Bego, piperarius Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento quod dictus safranus est falsus et incamaratus, et ipsum non emeret nec venderet pro bono, legali seu mercabili. — Item, Philippus Bidocii, piperarius Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento quod dictus safranus est totaliter corruptus et devastatus, et etiam putrefactus, propter maximam lentositatem que fuit ibi apposita, videlicet de oleo vel aqua, vel alia re quam ignorat, et quod ipsum non emeret neque venderet pro bono, legali seu mercabili. — Item, Johannes

Colleti, piperarius Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento quod videtur sibi quod dictus safranus non sit bonus, legalis seu mercabilis, nec ipsum emeret pro bono, legali seu mercabili, cum videatur sibi quod in dicto safrano fuerint apposite quedam alie res, que non sunt de natura safrani, quas non cognoscit, propter quarum rerum apositionem dictus safranus est totus corruptus et putrefactus. — Item, Thomas de Conchis, mercator Montispessulani, testis juratus, dixit suo juramento quod dictus safranus est falsus et incamaratus.

Acta et reddita fuerunt hec omnia in dicta domo dicti Consulatus, in presentia et testimonio Bernardi Martini, Stephani Ministralis, Johannis Pontii, canabasseriorum Montispessulani, Petri Cardinalis, clerici, Dyonisii Boneti, nuncii dominorum consulum Montispessulani, et mei Arnaudi Bodonis, publici Montispessulani notarii, qui predicta omnia, requisitus a dictis custodibus, scripsi et in notam recepi.

Arch. mun. de Montp., Arm. D, Cass. XV, N° 2. Parch. orig. Au dos : 1326. *Carta de la conoichensa de las* x *aludas del saffran.*

## XCVII.

### LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS AUTORISANT LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES DANS L'INTÉRIEUR DU ROYAUME.

(5 Novembre 1328.)

Universis et singulis justiciariis, et aliis quibuscumque, ad quos presentes littere pervenerint, Hugo de Carssano, miles, rector regius Montispessulani, salutem, et fidem credulam presentibus adhibere.

Noveritis nos quasdam litteras regias, sigillo cerco magno regio impendenti sigillatas, non viciatas, non rasas, non abolitas, nec in aliqua sui parte suspectas, vidisse, tenuisse, et coram nobis legi fecisse, tenorem qui sequitur continentes :

Philippus, Dei gracia Francorum rex, bayllivo Matisconensi, vel

ejus locumtenenti, ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Ex parte Petri Grandis, Guillelmi Burgondi, dicti Oillons d'Espinal, Bernardi de Fontanis, ac Theobaldi de Marchia, mercatorum, nobis fuit expositum graviter conquerendo quod, cum ipsi quasdam lanarum et telarum quantitates per regnum nostrum a civitate Cabilonensi apud Nemausum portari et conduci facerent, comissarii in dicta bayllia super victualibus et mercaturis que de regno nostro extrahuntur et reddibentia inde debita ex parte nostra deputati ipsas mercaturas arrestarunt, eo quod prefati conquerentes sedulam non obtinuerint ab eisdem deputatis conducendi ac in regno nostro reponendi mercaturas predictas. Quare mandamus vobis et vestrum cuilibet, ut ad ipsum pertinuerit, quatenus lanas et telas predictas in regno nostro existentes, et per illud conducendas, ut est dictum, una cum vecturis, animalibus, nec non et alia bona, occasione hujusmodi detenta, visis presentibus, sine custu et sumptibus liberari faciatis, non obstante quod iidem mercatores sedulam seu escroam non receperint a comissariis antedictis, cum non sit intentionis nostre quod pro mercaturis et rebus quibuscumque, ducendis et portandis per regnum nostrum de villa ad villam, et infra regnum reponendis, ipsis dicta redibentia exsolvatur, nec inde recipiatur cedula seu escroa ab eisdem. Volumus tamen quod, si forsan dicti mercatores aliquas lanarum vel telarum quantitates predictarum a regno nostro extraherent, financiam proinde solvi ordinatam gentibus nostris ad hoc ex parte nostra deputatis, sicut decet, persolvant.

Datum Parisius, quinta die novembris, anno Domini millesimo CCC° vicesimo octavo.

In cujus visionis et inspectionis testimonium, nos dictus rector sigillum nostre curie cereum huic presenti vidimus jussimus apponendum; quod est actum in Montepessulano vicesima septima die junii, anno Dominice Incarnationis M° CCC° tricesimo quinto.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XVII. Original à queue de parchemin, avec sceau en cire rouge.

## XCVIII.

**LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS, POUR RETENIR A NIMES LES MARCHANDS ITALIENS.**

(8 Novembre 1329.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, aut ejus locumtenenti, salutem.

Ad requisitionem consulum et universitatis civitatis Nemausi et castri Arenarum, vobis mandamus, quatinus mercatores Conventionum ad observandum conventiones olim inter nos, ex una parte, et mercatores ipsos, ex altera, inhitas, super eo quod mercatores ipsi in civitate Nemausi mercari et mercaturas suas, cum eas ad Aquarum Mortuarum portum aplicare contingit, ad civitatem eandem facere apportari tenentur, precipue secundum quarundam ordinationis et sententie per nostram curiam super hoc factarum tenorem, de quibus per litteras aut aliter vobis legitime constiterit, compellatis.

Datum Parisius, VIII<sup>a</sup> die novembris, anno Domini millesimo trescentesimo vicesimo nono.

Arch. mun. de Montp., *Grand Thalamus*, fol. 62 r°.

## XCIX.

**LETTRE DES CONSULS DE MONTPELLIER AUX CAPITOULS DE TOULOUSE POUR LES INVITER A ENVOYER A GÈNES UN CONSUL.**

(20 Mai 1333.)

Venerabilibus et circumspectis viris dominis nobilibus de Capitulo regie urbis et suburbii Tholose, consules ville Montispessulani, salutem, et sui regiminis exitum prosperum et felicem.

Reverendi domini, circumspectam discretionem vestram non credimus ignorare civitatem et comitatum Tholose habere, juxta conventiones dudum inhitas inter capitulum Tholosanum et olim bone

memorie dominum comitem Tholosanum, ex parte una, et comune Janue, ex parte altera, jus creandi unum consulem, officialem et rectorem in civitate Janue et ejus territorio et districtu, qui inter mercatores civitatis et comitatus Tholose, in dicta civitate Janue comorantes, de causis et litibus habeat conoscere et diffinire, et alia agere et complere, juxta conventiones predictas, prout in quadam forma dicte creationis, quam vestre discretioni mitimus, presentibus alligatam, plenius videre poteritis contineri. Quapropter providam prudentiam vestram duximus presentibus exortandam, quatenus, pro conservatione libertatum et privilegiorum civitatis egregie et comitatus Tholose predictorum, creationi dicti consulis, rectoris et officialis vobis placeat intendere vigilanter, prout facere potestis et vestro incumbit officio, juxta conventiones supradictas, presertim cum, occasione marche, quam de presenti dicti Januenses faciunt contra homines et mercatores Montispessulani, nos seu nostri mercatores consulem, officialem seu rectorem ad premissa in dicta civitate Janue creare comode nequeamus.

Nobilitatem vestram, cum augmento gratie et honoris, conservet Altissimus feliciter, ut obtatis, per tempora longiora.

Datum in Montepessulano, XX die mensis maii, sub anno Domini M° CCC° XXXIII°.

Arch. mun. de Montp., Arm. A, Cass. XVII, N° 10.
Minute originale sur papier.

## C.

SUPPLIQUE DES REPRÉSENTANTS DES SÉNÉCHAUSSÉES DE TOULOUSE, DE BEAUCAIRE ET DE CARCASSONNE AU ROI DE FRANCE, POUR LA RÉPRESSION DE LA PIRATERIE.

Signifient au Roy nostre sire les consuls et habitans des seneschaucées de Tholose, de Beaucaire et de Carcassonne, que, comme il aient acoustumé a porter et raporter par mer marchandises

pluseurs et diverses, et especialment ou cas de deffaut de blez et d'autres vitailles avenoient ou pais, eussent acoustumé a soy secourre et aydier par la mer, car d'autre part avoir ne le puent convenablement, et crendroit par la grant diffance que en y est, la plus grant et la plus grevable qui pieça y fust, il se fussent commenciez a aidier et secourre, si comme il avoient acostumé, pour quoy le blés selont la diffance qui y estoit a convenable marchié, toutesfoiz les Genevois et Cathalans aussi, esmeuz de male volenté et envie sur les habitans dessusdiz, et en mespris, selont ce que il puet clerement apparoir, du Roy nostre sire, et en tres grant domage et perilz du royaume, especialment des parties par dela, IX nef que aucuns marchans des dites seneschaucées faisoient amener de estraignes regions chargieez de blez pour succourre au pais, es quelles il avoit bien trois cens mille sestiers de blez ou environ, ont prises et arresteez, et le blez et les marchans retenuz, et pluseurs injures et vileniez a eulx faites, et aucuns tourmentez en jehennie, et aucun mors, et faites et dites tantes autres roberieez et autres choses orribles, que trop seroit long a raconter; pour quoy est advenu et est encores que blez en est plus chier la moitié que devant, et tous jours enchirist, et est perilz que, se remede brief n'i est pourveu, que par force il convendra les diz consuls et habitans vuedier le royaume, et euls transporter es autres regions, ou les diz robeeurs portent le blé qu'il desrobent ainsi, pour quoy il y est meilleur marchiez; et combien que le Roy nostre sire ou ses predecesseurs aient establi et ordené que marques soient donnez contre telz en tel cas, toutesvoiez elles sont au jour d'uy si perilheuses, pour les grans menasses que il font,.... et si longes a poursuire, avant que elles vengnent a fin, si come euls meisme se vantent, que, avant que elles soient finiez, il ont tant gaangnié avec ce que il tienent par les dites roberiez de ceulz du royaume, que, supposé que eulz paient la marque quant elle est finie, il leur demeure quitte ce que il ont tolu et roubé, et du gaangne a ceulz; et pour ce que ces marques furent ordeneez et establieez au commencement que tantes roberiez ne se

feissent, pour ce, car leur malice est creue et multiplié, et fait chascun jour plus, seroit mestier pourveoir de nouvel et plus brief remede, supplient humblement les diz consuls et habitans que il pleust au Roy nostre sire, que il feist une ordenance general, et qu'il la feist publier et garder par tout son royaume, que des ce que un marchant de son royaume seroit desrobez ainsi en mer par les estraignes, et il le pouroit monstrer bien et souffisament devant son seneschal ou bailli, et autre son ordenaire, par qui la roberie serait faite, que de ce tantost et sanz delay tous marchans et nez, de tel pais dont les robeurs seroient, et tous les biens fussent prins et mis et arrestez en la main du Roy, et que certain terme leur fust establis, dedens le quel il eussent signifié a leur commune ladite roberie, et que il la feissent adrecier dedens ycelui terme, et que, se fait ne l'avoient, que des lors de leurs biens fust satisfait a desrobé; et par ceste voie seroit plus briefment pourveu aus habitans du royaume, et de ce ne leur feroit li Roys point de tort; car euls usent de telz droit es cas semblablez, c'est asavoir que quant euls de ce qui vint a leur cognoissance uns hons du royaume ou d'autre lieu les a desrobez ou donné domage, tantost, sanz autre requeste ne information faire, convient que par les marchans du royaume ou d'autre lieu habitans en leur pais leur soit amendé et satisfait a leur volenté ou autre guise, et euls et leurs biens seroient tantost pris et arrestez, jusques a tant que satisfaction en soit faite, et il seroit tres grant necessité sur ceste chose estre pourveuz de remede bon et brief, que ceuz des diz domages et les autres qui se font de jour en jour, et que il en manacent tous jours de plus a faire a jour d'uy.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*. Minute originale sur parchemin, avec additions interlinéaires. — Sans date, mais d'une écriture du XIV<sup>e</sup> siècle, et paraissant avoir suggéré les lettres de Philippe de Valois du 6 novembre 1333, touchant la répression de la piraterie.

## CI.

LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS INTERDISANT LES FRAUDES QUI PARALYSAIENT L'EXERCICE DU DROIT DE MARQUE OU DE REPRÉSAILLES.

(24 Novembre 1333.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Tholose, Carcassone et Bellicadri senescallis, ceterisque justiciariis nostris, ad quos presentes littere pervenerint, et eorum cuilibet, aut locatenentibus eorundem, salutem.

Nonnulli mercatores regni nostri nobis gravi conquestione monstrarunt quod, cum eis, vel eorum aliquibus, contra justiciabiles comunitatum Janue et Saone, seu comunitatum et regum vel principum aliorum, propter robarias dictis subditis nostris factas, de quibus dicti reges et principes ac comunitates preffate in exibendo et reddendo justiciam deffecerunt, marche seu represalie per nostram curiam conceduntur, dictis marchis et eorum comodo seu effectu, per fraudem et maliciam quorundam regnicolarum nostrorum, frustrantur et evacuantur omnino, pro eo quia predicti regnicole nostri, que sunt aliena querentes, et dictis mercatoribus quod suum est subtrahentes, de mercibus et peccuniis subditorum civitatum, seu comunitatum et regum vel principum predictorum, ad eorum utilitatem, suo proprio nomine, fraudulose mercantur, ne marche seu represalie predicte executionem debitam consequantur, quequidem fraudes seu malicie in illis partibus salvatarie vulgariter nuncupantur. Cum itaque fraus et dolus alicui patrocinari non debeant, dignumque sit ut talibus maliciis et exquisitis fraudibus obvietur, vobis et vestrum cuilibet districte precipimus et mandamus, quatinus in locis sollempnibus senescalliarum vestrarum, de quibus expedire videritis, et a predictis mercatoribus, seu eorum aliquibus, fueritis requisiti, faciatis publice proclamari, ne aliqui subditi seu regnicole nostri predictas salvatarias ex nunc in antea facere audeant seu presumant, et, si

aliquas tempore preterito fecerint, eas, ut brevius poterunt, studeant revocare, et ad noticiam nostram, seu aliorum officialium nostrorum, indilate deducant easdem, sub pena omnium bonorum suorum, que, si in predictis deliquisse probentur, nobis, seu aliis altis justiciariis, sub quorum jurisdictione consistunt, volumus aplicari, omnem diligenciam quam poteritis in premissis et ea tangentibus taliter apponentes, ne talia vel similia in senescalliis seu districtibus vestris de cetero comitantur.

Datum apud Petram Fontem, XXIIII^a die novembris, anno Domini M° CCC° XXXIII°.

Per dominum regem, ad relationem domini Raymundi Saqueti et magistri Roberti Le Clerc. — Chambellan.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 4. Original à queue de parchemin, avec fragment de grand sceau royal en cire jaune ;— et *Grand Thalamus*, fol. 63 r° et v°, où la date porte 23 novembre, et non 24 novembre comme ici.— Mais il faut réellement lire 24 novembre, comme on le voit par les lettres de Philippe de Valois de janvier 1334 (1335), transcrites ci-après.

## CII.

### LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS CONCERNANT LA RÉPRESSION DE LA PIRATERIE.

(26 Novembre 1333.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallis Tholose, Carcassone, Bellicadri, ceterisque justiciariis nostris, et singulis eorum, ad quos presentes littere pervenerint, vel locatenentibus eorundem, salutem.

Cum, propter querelosam insinuationem dilectorum nostrorum consulum et habitatorum Montispessulani, Narbone, et aliorum plurium locorum regni nostri, super pluribus raubariis, depredationibus, violenciis, et aliis maleficiis et dampnis, datis, commissis et

illatis, tam in mari quam in terra, subditis et habitatoribus regni nostri, per alienigenas, subditos tam illustribus regibus Aragonum et Majoricarum, consanguineis nostris carissimis, quam comunitatibus Janue et Saone, et nonnullis aliis, et propter eas eciam que sperabantur verisimiliter commitende, nos, subditis nostris volentes, ut tenemur ex debito commissi nobis regiminis, de opportuno remedio providere super premissis, de quibus tamen dampna passis nondum per curiam nostram per marche concessiones provisum est, habita pleniori deliberatione nostri consilii, certam ordinationem duxerimus faciendam, vobis et vestrum cuilibet precipiendo mandamus, districtius injungentes, quatinus ordinationem premissam, de qua liquebit, de puncto in punctum observetis et exequamini diligenter, taliter id acturi, quod, ob vestri negligenciam vel deffectum, predicti subditi et incole regni nostri ad nos redire querelosi, contra tenorem ac formam dicte ordinationis, amplius non cogantur, in premissis et circa premissa et eorum executionem, mutuis requisitionibus faciendis adinvicem parendo, et prestando alter alteri, si et prout opus fuerit, consilium, auxilium et juvamen.

Datum apud Petram Fontem, XXVI$^{a}$ die novembris, anno Domini M$^{o}$ CCC$^{o}$ XXX tercio.

Per dominum regem, ad relationem Raymundi Saqueti et magistri Roberti Le Clerc. — Chambellan.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N$^{o}$ 4. Original à queuè de parchemin, avec fragment de grand sceau royal en cire jaune; et *Grand Thalamus* fol. 63 r$^{o}$.

## CIII.

### SUPPLIQUE DES HABITANTS DE MONTPELLIER RÉCLAMANT AUPRÈS DU ROI DE FRANCE LE LIBRE USAGE DE LEURS GRAUX.

Au Roy nostre sire supplient humblement les consuls et les habitanz de la ville de Montpellier, de Narbonne, et les autres du pais, que,

comme ou temps passé il eussent acoustumé de mener et passer blez, autres vitailles et marchandises, qui venoient par mer, par la robine qui vient de Rozer en Aigues Mortes, et de Aigues Mortes par le gré venir en l'estang, pour aler d'illecques a Montpellier, et crendroit la dite robine de Rozer soit si empeschié que nuls n'y puet passer chargiez de blef ou d'autres marchandises, et le gré aussi de Eves Mortes si serrez que nulle navie chargié n'y puet entrer en l'estang, pour quoi les marcheans et touz les habitanz du pais sont trop malement grevez, qu'il plaise au Roy nostre sire ottroier de sa grace especial que les marcheans, en apportant blef et autres marchandises venant du Rozer ou d'autres parties par mer, les puissent jusques au gré de Carnon mener, et par ycelui entrer en l'estang, jusques a tant que la dite robine de Rozer soit depeschié, et le dit gré d'Aigues Mortes ouvert aussi, si que navies chargiez puissent aler et passer par l'un et par l'autre, en paiant touz jourz a Aigues Mortes les creuz, travers, leudes, et autres redevances au Roy nostre sire deuz, aussi comme se il passoient par la dite robine de Rozer ou par le gré d'Aigues Mortes.

Arch. mun. de Montp., Arm. B, Cass. XX, N° 24 *bis*. Parchemin original, sans date, mais d'une écriture attestant le XIVe siècle.

## CIV.

### RÉPARATIONS PRESCRITES PAR PHILIPPE DE VALOIS AU GRAU VOISIN DE L'EMBOUCHURE DU LEZ, ET COMMENCEMENT DE MISE A EXÉCUTION.

(27 Juillet 1333, — 30 Juillet 1334.)

Anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo tercio, et decima septima die marcii, domino Philippo Francorum rege regnante. Noverint universi et singuli quod, receptis per nobilem virum dominum Hugonem de Carsano, militem, rectorem regium Montispessulani,

quibusdam litteris patentibus regiis, sigillo magno regio sigillatis in pendenti, ut prima facie apparebat, sibi presentatis pro parte dominorum consulum maris Montispessulani, quarum litterarum regiarum tenor talis est :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, ac rectori nostro Montispessulani, vel eorum locatenentibus, salutem.

Supplicaverunt nobis procurator noster et consules maris Montispessulani quod, cum ad ipsos consules pertineat cura et sollicitudo repparationis gradus, per quem vehuntur et revehuntur mercature de Montepessulano ad Aquas Mortuas, et propter dampnosas inundationes fluminis Lani, cadentis in dictum gradum, que a tribus annis citra plus solito evenerunt, dictus gradus in aliquibus partibus sit adeo arena et sordibus impeditus, quod navigia dictas mercaturas vehentia ibidem navigare nequeunt sine periculo naufragandi, et ob deffectum repparationis dicti gradus emolumenta nostra, que ex dictis mercaturis percipimus apud Aquas Mortuas, et mercatorum ac rei publice commoda minuuntur, quatinus in hac parte de competenti providere remedio dignaremur, videlicet quod, ad triennium, aliquam moderatam impositionem, super quolibet ex navigiis et mercaturis per dictum gradum transeuntibus, faciendam et levandam per eos, in repparationem gradus predicti fideliter convertendam, concederemus eisdem, presertim cum redditus nec emolumenta habeant, unde possint dictam repparationem facere, sicut dicunt. Nos, eorum supplicationi annuentes, mandamus vobis, et vestrum cuilibet, quathinus, si, vocatis aliquibus ex electoribus mercatoribus et aliis probis viris Montispessulani et aliorum locorum, de quibus vobis expediens videbitur, una cum procuratore nostro vestre senescallie, summarie et de plano constiterit de necessitate repparationis predicte, dictam moderatam impositionem, vel aliam quam magis expedientem noveritis, faciendam et levandam per eos, ob repparationem predictam, auctoritate nostra eisdem concedatis. Volumus tamen quod de hiis, que inde percipient et expendent, annis singulis compotum fideliter vobis reddant.

Datum apud Nemus Vicenarum, die vicesima septima julii, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo tercio.

Per dominum regem, ad relationem domini regis. Saqueti. Aubigni.

Idem dominus rector, volens exequi mandatum regium, concessit litteras suas citatorias dictis consulibus, suo sigillo sigillatas, quarum tenor talis est :

Hugo de Carsano, miles, rector regius Montispessulani, Guillelmo Raymundi, servienti regio, ceterisque servientibus regiis Montispessulani, et eorum cuilibet, ad quos presentes littere pervenerint, salutem.

Litteras patentes regias, sigillo magno regio in pendenti sigillatas, nos recepisse noveritis, sub hiis verbis :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, ac rectori nostro Montispessulani, vel eorum locatenentibus, salutem.

Supplicaverunt nobis procurator noster et consules maris Montispessulani quod, cum ad ipsos consules pertineat cura et sollicitudo repparationis gradus, per quem vehuntur et revehuntur etc.

Verum, cum nos, ad requisitionem consulum predictorum, die sabbati mane in dicto loco ipsius gradus personaliter interesse intendamus, causa exequendi mandatum regium predictum, idcirco, auctoritate dicti mandati regii, vobis et vestrum cuilibet precipiendo mandamus, quathinus requiratis bajulum Montispessulani illustris domini regis Majoricarum, et in ejus deffectu locumtenentem ibidem pro ipso domino rege, nec non etiam bajulum de Latis, ut ad dictam diem et horam citent mercatores et alios qui eis nominabuntur, pro predictis adimplendis, prout eis subsunt aut sub suis jurisdictionibus contigerit repperiri; alioquin, in eorum deffectu, dictam citationem faciatis; citantes etiam providum virum magistrum Petrum de Banio, procuratorem regium substitutum, ad dictos diem et horam, cum eum presens negocium tangat, juxta mandatum regium predictum. Reddatis litteras sigillatas, et nos certificetis diligenter de citationibus premissis et de nominibus citatorum.

Datum in Montepessulano, decima septima die marcii, anno Domini millesimo CCC° XXXIII°.

Quas litteras citatorias Guillelmus Raymundi, serviens regius Montispessulani, repportavit, et retulit dicto domino rectori se citasse providum virum dominum Petrum de Banio, jurisperitum, procuratorem regium substitutum, ad comparendum coram ipso domino rectore, die, loco et hora, et ad id, prout continetur in litteris citatoriis antedictis. Retulit etiam citatos fuisse venerabiles viros et discretos mercatores Montispessulani, qui sunt de electoribus ville Montispessulani, infrascriptos, ad comparendum simili modo coram ipso domino rectore, juxta dictarum continentiam litterarum, videlicet Salvatorem Guillelmum, Guiraudum Genes, Petrum Boni amici, dominum Thorum de Podio, thesaurarium regium senescallie Bellicadri, Pontium Alamandini, Egidium Bertholomei, Bernardum Arnaudi, Bernardum de Pertot, Bernardum de Murles, Petrum Pauli, Hugonem Fabri, Egidium Viridarii, Guillelmum Cesane, Raymundum Franchi juniorem, Johannem Claparede, Bernardum Duranti, Pontium Calvelli, Raymundum Fabri, Jacobum Rodesii, Guillelmum de Perugiis, Nicolaum et Franciscum Ymberti fratres, Petrum de Durayca, et Guillelmum Juvenis de Montepessulano, per Guillelmum Ordi, servientem bajuli Montispessulani, et mandato bajuli predicti, ac Petrum Benedicti de Aquis Mortuis, et Durantum Peregrini de Marcilia, patronum, ut dicitur, unius galee; item de Latis Guillelmum Bos, bajulum, Guillelmum Lauterii, consulem, Nicolaum Gardiole, Bernardum Coste, et Jacobum Grimaudi, ad comparendum coram ipso domino rectore, ut supra.

Qua die et hora matutina superius assignata, intitulata decima nona die marcii, comparuerunt apud gradum de Latis, juxta stagnum, circa finem Robine, in loco vulgariter dicto La Goleta de Latas, coram dicto domino rectore, dictus procurator regius substitutus, prout de sua potestate constat per quasdam litteras patentes providi viri domini Guillelmi Bonerii, jurisperiti, procuratoris regii substituti, suoque sigillo, ut prima facie apparebat, sigillatas in dorso,

quarum litterarum tenor talis est, etc.—Comparuerunt etiam in dicto loco, coram dicto domino rectore, discreti viri Petrus de la Gautru, Dalphinus de Sancto Johanne, et Johannes Alamanni, consules maris Montispessulani, pro se et Guillelmo Baralli, conconsule suo; petentes et requirentes idem procurator regius substitutus predictus et dicti consules maris, quibus supra nominibus, adimpleri mandatum regium, in dictis litteris regiis contentum, maxime cum per evidentiam rei et loci appareat et apparere possit eidem domino rectori, et cuilibet intuhenti, de necessitate maxima reparationis predicte, et evidenti dampno regio, et dampno ac periculo tocius rei publice antedicte. Comparuerunt etiam ibidem incontinenti infrascripti citati, ut dixerunt, videlicet domini Guiraudus Genesii, Egidius Bertholomei, Petrus Pauli, Guillelmus Juvenis, Hugo Fabri, Johannes Claparede, Bernardus Comitis, Raymundus Franchi junior, Franciscus Ymberti, Salvator Guillelmi, mercatores Montispessulani. Item, comparuerunt coram ipso domino rectore Guillelmus Bos de Latis bajulus, Johannes Lauterii consul, Nicolaus Gardiole, Bernardus Coste, Jacobus Grimaudi de Latis, qui dicuntur habere peritiam in tali vel simili casu. Comparuerunt etiam a casu coram ipso domino rectore Johannes Bonis, Guillelmus Salamonis et Johannes Pelichoni, barquerii de Latis, et plures alii euntes et redeuntes, qui juraverunt ad sancta Dei Evangelia dicere veritatem, in presentia ipsius procuratoris regii substituti et consulum predictorum, presenteque ibidem provido viro Bartholomeo Roardi, thesaurario domini regis Majoricarum, et non consentiente ad predicta, in quantum possent juri ipsius domini regis prejudicare.

Et dictus dominus rector, viso dicto loco dicte repparationis faciende, et occulis propriis subjecto, habitaque relatione et tractatu ac deliberatione cum dictis probis viris et pluribus aliis, euntibus et transeuntibus navigando; et idem dominus rector, cum, prenominatis vocatis, cum magna sollicitudine et cura inspexisset dictum locum, et cum quodam navigio venisset ad stagnum, quod dicitur vocari Ventre buou, ante dictum gradum sive guletam de Latis, una

mecum notario et quibusdam ex mercatoribus et gentibus supradictis, quod navigium non poterat duci seu vehi ad locum seu portum de Latis per dictam robinam, more solito, absque adjutorio hominum, qui intrabant aquam stagni, et impingebant navigium cum maximo labore et periculo, ut videbatur, et alii astantes dicebant et testificabantur; attento etiam quod quedam navigia erant in dicto loco, pauca numero et parva quantitate, et cum modico onere, que non poterant moveri nec venire ad Latas, ut consueverant, more solito, nisi exonerarentur, et inde sequebantur magne expense et pericula et labores, quodque esset in dicto loco sive gradu, a parte inferiori, maxima quantitas arene, fimi sive luti, per quem locum antiquitus, ut dicebatur, transire Lanus solebat, et propter dictam arenam et lutum idem Lanus et ejus meatus deviabat ab alia parte, et sic erat impeditus transitus aque dicti Lani et navigiorum, que non possunt vehi seu adduci ad portum de Latis, ut fieri consuevit; visis igitur omnibus supradictis, et habito consiliò et tractatu super premissis per dictum dominum rectorem, presente ibidem dicto procuratore regio substituto, ac dictis maris consulibus, et aliis probis viris predictis, ac dicto Bartholomeo Roardi, nomine domini regis Majoricarum, ut supra, voluit et ordinavit cum consilio predictorum, ut supra, pro utilitate regia ac rei publice universalis, quod, pro necessitate et utilitate evidenti dicte repparationis, quod gula dicte robine, clausa et arenata juxta finem ipsius robine, seu aterrita, que est, seu qui locus est juxta quasdam furcas, aperiatur et cavetur, ita quod robina dicti Lani recto itinere transeat et transire possit, ut antiquitus consuevit, in illo termino seu spacio qui est inter dictas furcas et partem que respicit Magalonam. Item, voluit et ordinavit, cum consilio predicto, quod dicta robina, que tortuosa est in aliquibus partibus suis, et maxime in quodam loco dicto Torba velas, erigatur et redressetur. Item, quod duo esclaffidors sive resclause, que solent esse ab antiquo, ut fertur, in ripperia Lani versus Latas, quorum unus erat subtus molendina Latarum, ubi apparebat adhuc vestigium in quodam angulari lapideo, ubi erat quedam canalis ad

opus dicti esclafidor, et plures dicebant se vidisse ibidem dictum esclafidor, quem cum prenominatis idem dominus rector vidit et inspexit, et alter esclafidor dicitur esse superius, juxta pradam, fiant ibi, seu refficiantur duo esclafidors, qui per certos homines ibi depputandos tempore inundationum aquarum claudantur, dando viam dictis inundationibus, ne, intrantes dictam robinam, ipsam impleant arena et sordibus, et tempore claro teneantur aperti, juxta temporis qualitatem. Quibus peractis, idem dominus rector, attentis omnibus supradictis, cum consilio prenominatorum, precepit et injunxit prenominatis Salvatori Guillelmi, Guiraudo Genesii, Egidio Bertholomei et Francisco Ymberti, ut videant et inspiciant bene et fideliter, suo juramento, de modo dicte impositionis imponende et faciende cum minoribus expensis quibus fieri poterit, attento dicto opere faciendo et constamento ejusdem, et quod sibi relationem faciant premissorum, ut exinde, exequendo mandatum regium, concedere valeat ipsis consulibus, auctoritate et nomine domini nostri regis, impositionem supradictam, et modum ejusdem.

Deinde, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo quarto, et decima nona die aprilis, domino Philippo Francorum rege regnante, noverint universi et singuli quod, existentes in curia regia Montispessulani, coram nobili viro domino Hugone de Carsano, milite, rectore regio Montispessulani predicto, Petrus de la Gautru et Johannes Alamanni, consules maris Montispessulani predicti, requisiverunt dictum dominum rectorem, pro se et aliis conconsulibus suis, ut habeat relationem a dictis juratis, et consilium qualiter meliori modo concedi, fieri et levari poterit impositio predicta, per ipsum dominum rectorem mandato regio concedenda. Et ibidem existentes venerabiles viri domini Guiraudus Genesii, Salvator Guillelmi et Egidius Bertholomei, mercatores Montispessulani predicti, retulerunt ipsi domino rectori quod, dimissa alia via, que tractata et ordinata fuerat super et in modo levandi impositionem predictam, habito consilio et deliberatione ac tractatu cum pluribus mercatoribus et aliis periciam hujus negocii habentibus, consilioque mutato in melius

pro utilitate regia et tocius rei publice, quod expedit et melius est ac utilius omnibus mercatoribus, et aliis istud presens negocium tangentibus, nunc et in futurum, quod dicta impositio levetur et exigatur apud Latas, per dictos consules, qui nunc sunt vel pro tempore fuerint, durante tempore infrascripto impositionis predicte, per hunc modum et per hanc viam, videlicet quod, quicumque veniet et applicabit in portu de Latis, cum mercaturis seu mercimoniis quibuscumque, eundo seu redeundo ac transeundo per Rudellam, vel per quascumque alias mundi partes, ad portum de Latis veniendo, eundo aut redeundo, ut supra, solvat et solvere teneatur ac deliberare in dicto loco de Latis pro dictis mercaturis medietatem redibencie, leude seu pedagii, quod solvitur et deliberatur et deliberari consuevit in dicta Rudella, videlicet, si deliberaverit quatuor solidos, quod deliberet dictis consulibus duos solidos, racione dicte impositionis, et sic de aliis. Item, quod omnes caupoli, barque, carrace, et alia navigia, que venient ad estacam et portum de Latis, solvent tamtundem, quantum recte pro estaca datur et dari consuevit, et omnes in hoc contribuent et solvent, durante tempore ipsius impositionis. Item, quod dicta impositio et impositionis exactio levetur et levari incipiat a die lune proxima, que erit festum Beati Marci evangeliste, in tres annos continuos et sequentes, per consules maris supradictos, vel depputandos ab eis, requirentes ipsi consules maris, quibus supra nominibus, eundem dominum rectorem, et ei supplicantes, ut eis concedat impositionem predictam, et exactionem ejusdem ac emolumenta, non intendentes propter premissa in aliquo prejudicare juri aut jurisdictioni domini regis Majoricarum. Et dictus dominus rector, visis et attentis omnibus premissis, discussis et consideratis, dictis consulibus maris, presentibus, petentibus et recipientibus, dictam impositionem, auctoritate regia, et vigore dictarum litterarum regiarum, concessit, per eos seu depputandos ab eis, ex causis premissis, modo proxime dicto, levandam et percipiendam, a dicta die lune proxima in tres annos continuos et sequentes, precipiens idem dictus rector eisdem consulibus, presentibus et recipientibus, ex parte regia, et vigore dictarum

litterarum, ut dicto domino senescallo, aut eidem domino rectori, annis singulis computum reddant et rationem, de receptis et expensis per eos super premissis, juxta mandatum regium predictum, et juxta dictarum continentiam litterarum, non intendens idem dominus rector, propter premissa, in aliquo prejudicare, seu aliquod prejudicium generare juri aut jurisdictioni domini regis Majoricarum, sed solum exequi mandatum domini nostri Francorum regis, juxta dictarum litterarum regiarum seriem et tenorem; de quibus omnibus et singulis dicti Petrus de la Gautru et Johannes Alamanni, consules maris, pro se et aliis conconsulibus suis, petierunt sibi fieri publicum instrumentum;.... et etiam idem dominus rector de omnibus premissis petiit sibi fieri publicum seu publica instrumenta.

Acta fuerunt hec in curia regia Montispessulani. Testes sunt dominus Johannes Ricardi, judex regius Montispessulani, magister Jaufridus Cavallerii, jurisperitus, et plures alii,... et ego Bernardus de Pineto, notarius Montispessulani publicus auctoritate regia, qui, requisitus, predicta... in notam recepi.....

Deinde, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo quarto, et penultima die julii,.... noverint universi et singuli quod, existens... in presentia ipsius domini rectoris, dictus magister Petrus de Banio, procurator regius substitutus predictus, dixit et retulit, nomine quo supra, eidem domino rectori se vidisse et diligenter inspexisse totum processum presentem et dictam concessionem, et modum et formam exactionis ejusdem, et omnia et singula in eo contenta, que omnia, cum, juxta suum videre, juste et rite processerint, eo modo meliori quo fieri potuit et debuit, pro utilitate evidenti domini nostri regis et tocius rei publice,... idcirco idem procurator regius substitutus.... omnia et singula in presenti processu contenta laudavit..... et ratificavit, ac etiam emologavit.....

Acta, habita ac recitata fuerunt hec in parte regia Montispessulani, in carreria ante domum habitationis ipsius procuratoris regii substituti, ad que fuerunt testes vocati et presentes providi viri domini Lappus Londelli,... et ego idem Bernardus de Pineto, notarius pre-

dictus, qui, mandatus et requisitus, predicta omnia et singula in notam seu notas recepi....

Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 8. Parchemin original [1].

## CV.

### LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS AU SUJET DU PÉAGE DE LA RADELLE.

(22 Janvier 1333-34.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, aut ejus locumtenenti, salutem.

Ad supplicationem consulum ville Montispessulani, dicentium quod, cum super possessione quam pacifice et diu habuisse et habere se dicunt, videlicet inmunitatis et franchisie non solvendi pedagium seu vectigal in loco vocato de Rudella, pro bladis et leguminibus, que ad dictam villam et per locum predictum faciunt apportari, inter ipsos consules, ex una parte, et vicarium Lunelli et pedagiarios dicti loci, ex altera, coram vobis seu predecessore vestro, vel vestro aut ipsius locumtenente, controversia fuerit agitata, processusque magni hinc inde super hiis facti, demum, propter libelli ineptitudinem et alia, in judicio fuerint anullati, mandamus vobis

[1] Il existe aux Archives départementales de l'Hérault, Fonds des consuls de mer de Montpellier, Reg. B, 47, fol. 73 r°, un procès-verbal d'expertise analogue, à la date du 25 juin 1351, mais moins important pour les détails relatifs à la description des lieux. Il témoigne du besoin fréquent de réparations que nécessitait le canal de la Robine, si accessible aux ensablements. — Un autre acte de 1368 (*ibid.* fol. 89, r° sq., et en original sur parchemin, B 59,) donne ainsi la position des deux écluses : « *Quorumquidem sclafitoriorum unum est, videlicet minus, situm in dicta ripperia Lani, prope pontem vocatum Pont Mejan, et vocatur vulgariter Sclafitorium de Nachiraguas; aliud vero, videlicet majus, situm est in dicta ripperia Lani, juxta seu prope magnum murum dicti loci de Latis, in capite palissate, juxta bisturrem que est prope molendinum inferius, et vocatur vulgariter L'esclafidor del port.....* » Les consuls de mer avaient le droit d'ouvrir ou de fermer les écluses, selon l'occurrence.

quatinus, si dicti supplicantes novam super hiis movere velint instanciam, contra dictos vicarium et pedagiarios ac dominum Lunelli, coram vobis vocatis evocandis, et receptis, si opus fuerit, testibus aliis, pendente dictorum processuum instantia productis per consules predictos, ipsis super hiis promptum et debitum exhibere curetis justicie complementum.

Datum Parisius, XXII[a] die januarii, anno Domini millesimo CCC° tricesimo tertio.

In requestis. Gervasius.

Arch. mun. de Montp., Arm. E, Cass. II, N° 27. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## CVI.

### LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS CONTRE LES USURIERS DE MONTPELLIER.

(29 Janvier 1333-34.)

Philippe, par la grace de Dieu roy de France, au seneschal de Baicaire, ou a son lieu tenant, salut.

Segnefié nous a esté que Bounin et Rafin, Lombars, et plusieurs autres demourans a Montpellier, en prejudice de nos ordenances, et en enfraignant ycelles, ont presté et prestent a usure, en prenant usures excessives, de quoi nulle punicion n'a esté faite, si comme l'en dit. Si vous mandons que de ce vous vous enfourmez, et ceuls que l'information rendra souspez apeliez sur ce, selon la fourme de nos dites ordenances, et en enquerez la verité, appellez ceuls qui seront a appeller, et, selon ce qu'il en seront trouvé coulpable, les punissez en tele maniere, gardant la fourme de nos dites ordenances, que li autres y praignent exemple.

Donné à Paris, le XXIX[e] jour de janvier, l'an de grace mil CCC trente trois.

Par les genz des Comptes. Ja. de Boulay.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. IX, N° 3. Original à queue de parchemin, sceau arraché.

## CVII.

**LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES DES HABITANTS DE GÊNES ET DE SAVONE AVEC SES SUJETS.**

(Janvier 1334-35.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, solita consideracione pensantes quod diversa scandala variaque pericula, que hostis antiqui malicia continue comittit et suscitat, regalis providencie sapiencia circumspecta quandoque per rigorem justicie corrigentis extirpat, quandoque per dulcorem clemencie pacificantis emendat, sicut qualitas exigit casuum diversorum, idcirco, cum olim inter quosdam subditos nostros, ex parte una, et commune Janue et Januenses, ex altera, pro culpis et excessibus aliquorum Januensium, qui contra subditos nostros se habuerant insolenter, et pro quibus excessibus marche fuerant a nobis concesse certis personis contra habitatores Janue et Saone, orta foret multarum materia questionum, nos tandem, antique devocionis Januensium ad coronam Francie non obliti, super dissensionibus et questionibus supradictis inter nostros subditos et Januenses prefatos teneri voluimus et mandavimus viam pacis, partesque super hiis hinc inde fecimus audire per carissimum consanguineum nostrum ducem Borbonie, pluresque consiliarios nostros de cameris parlamenti et compotorum, ac alios, quorum audita relacione, super premissis in modum qui sequitur duximus ordinandum :

Primo videlicet quod Arnaldus de Deuce, Johannes Colleti, ac plures alii mercatores de Narbona et de Montepessulano, qui marcham habent contra habitatores Janue et Saone de octuaginta millibus regalium auri, et de aliis magnis pecuniarum summis, pro expensis, interesse et dampnis habere debeant viginti quinque millia libr. turon., ultra ea que jam, virtute marche eis concesse, vel aliter, de bonis Januensium habuerunt, pro solucione et integra satisfactione

sortis, interesse, dampnorum et expensarum, ac omnium que, premissorum occasione, per dictos de Narbona [et de] Montepesculano marcham habentes a dictis habitatoribus Janue et Saone modo aliquo peti possent, solvendorum eisdem mercatoribus, vel eorum certo mandato, in modum inferius annotatum, videlicet quod [per] Januenses, nostra licencia et auctoritate prehabita, ordinetur et fiat una imposicio trium denariorum pro libra, de et super omnibus mercibus et mercaturis Januensium, trium videlicet denariorum pro libra omnium mercium et mercimoniorum que per eos Januenses in regno nostro Francie adducentur, et aliorum trium denariorum pro libra similiter omnium mercium et mercimoniorum que per eosdem ab eodem regno extrahentur. Et de pecunia que colligetur et levabitur ex imposicione predicta, dicti Arnaldus et alii mercatores de Narbona et de Montepessulano habebunt quolibet anno quinque millia libr. turon., ita quod secundo et aliis sequentibus annis ex pecunia levanda ex imposicione predicta suppleatur eisdem Arnaldo et mercatoribus quicquid minus dicta quantitate quinque milia libr. turon. anno aliquo vel aliquibus habuissent, ut ipsi Arnaldus et mercatores ex pecunia ex dicta imposicione levanda, usque ad integram satisfactionem dicte summe viginti quinque millium libr. turon., si ad hoc pecunia ex ipsa imposicione levanda sufficit, quinque millia libr. turon., prout cicius fieri poterit, successive prius et ante alios, de quibus infra fit mencio, habeant omni anno. Debent tamen mercatores Januenses Parisius existentes promitere et se efficaciter obligare, quod dicta imposicio primo anno valebit quinque millia libr. turon., et quod ipsi supplebunt, et dabunt illis qui habere debent dictam summam quinque millium libr. turon., quicquid proximo primo anno defficeret de eadem.

Est insuper actum et expresse ordinatum, quod dilectus noster Anthonius Pessaygue, miles, qui marcham habet contra universitatem et habitatores Saone pro sexaginta millibus libr. turon., secundum formam arresti dati in parlamento nostro die ultima marcii, anno M° CCC° XX nono, Guillelmus Daneg, civis Agathensis, qui

marcham habet contra universitatem et habitatores predictos pro septuaginta florenis auri, per arrestum datum in parlamento nostro die vicesima prima januarii, anno M° CCC° vicesimo octavo, Bernardus Rogerii de Biterris, qui marcham habet, pro se et consortibus suis, contra universitatem et habitatores Janue pro octogentis florenis auri, per arrestum datum in parlamento, anno et die predictis, Bernardus de Partot, mercator de Montepessulano, qui marcham habet contra dictos Saonenses pro duobus millibus octingentis et quinquaginta libr. turon., Georgius de Massa, qui marcham habet, vice et nomine dicti Bernardi, pro decem et septem balis lane, Poncius Alamandini et heredes Johannis Naturalis, qui marcham habent contra illos qui se dicunt fideles imperii de Janua pro duobus millibus centum et viginti libr. turon., Bernardus Falguerie, Salvator Guillelmi et ejus socii, qui marcham habent contra Saonenses predictos pro tribus milibus et centum libr. turon., Stephanus Rogerii et Petrus Goyne de Limoso, qui marcham habent contra eosdem Saonenses pro septingentis libr. turon., Salvator Guillelmi et Stephanus Rogerii, burgenses de Montepessulano, qui marcham habent contra Saonenses hujusmodi pro nogentis centum et septuaginta libr. turon., Peregrinusque de Castaneto et Guillelmus de Bordaloyrano, qui marchas habent contra prenominatos Januenses pro duobus millibus ducentis xxx^ta et duobus libr. turon., Jacobus Scarampi, qui marcham habet, suo vel patris sui nomine, in nundinis Campanie, contra eosdem Januenses, occasione debiti Rixardi Donati, de quadringentis florenis ad agnum, et Petrus Rocheta, qui marcham habet contra dictos Januenses pro sexentis libr. turon., et alii, si qui contra dictos de Janua et Saona hodie marchas habent, vel habentes causam ab eis vel eorum aliquo super marchis predictis, et super omnibus dampnis, expensis et interesse, que petere possent, occasione dictarum marcharum, contra predictos de Janua et Saona, communiter vel divisim concordare possint et debeant adinvicem, prout quilibet melius poterit, infra sex menses, a data presencium proxime sequturos; et, facta solucione et satisfactione primo dictis Arnaldo de

Deuce et aliis in sua marcha comprehensis, ex pecunia dicte imposicionis, omni anno de v millibus libr. turon., ut dictum est supra, quicquid quolibet anno residuum fuerit ex pecunia ipsius imposicionis converti et cedere debeat in soluciones et satisfactiones dictorum Anthonii et aliorum post eum supra nominatorum, marchas habencium, pro rata quantitatum que inter eos fuerint, ut predicitur, concordate; ita tamen quod, si contingat dictos Anthonium et alios post se nominatos superius, vel aliquos ex eis, cum communi Janue, infra sex menses, ut predicitur, concordiam non habere, illi eorum qui infra dictum tempus noluerint aut non potuerint concordare, uti non valeant marchis suis contra quosquam de Janua et Saona, durantibus dictis sex mensibus, nec usque ad finem aliorum quatuor mencium tunc proximorum, vel, illarum virtute marcharum, aliquos habitatores Janue vel Saone in personis aut bonis aliquibus impedire, vel facere aliquathenus impedire. Transactis vero dictis sex et IIIIor mensibus, eidem Anthonio et marchas habentibus ac Januensibus salva sint eorum jura, talia qualia ante ordinacionem hujusmodi eisdem partibus competebant.

Ordinatum est eciam, quod imposicio dictorum trium denariorum pro libra colligi debeat et levari per personas que ad hoc per commune Januensium fuerint deputate. Tamen prefati omnes marchas habentes, quibus, ut premititur, ex pecunia dicte imposicionis levata fuerit solucio facienda, personas quot voluerint, eorum sumptibus et expensis, poterunt ordinare, que collectoribus dicte imposicionis assistant, et videant, informent ac instruant quod colligatur ab omnibus a quibus fuerit colligenda, et quod pecunia collecta solvatur et detur quibus danda fuerit et solvenda, et ne committatur circa hoc fraus aliqua quoquomodo. Pecunia autem collecta ex imposicione predicta, in fine cujuslibet mensis, vel cujuslibet septimane, illis qui eam, secundum modum superius expressatum, habere debuerint, solvatur et detur, vel eorum procuratoribus, ad hoc sufficiens mandatum habentibus, qui de eo quod receperint quittacionem et liberacionem facere teneantur.

Est insuper ordinatum, quod omnes detenciones, arrestaciones et sequestraciones, facte modo aliquo de dictorum Januensium sive habitatorum Janue vel Saone personis, bonis vel juribus quibuscunque Parisius, in Campania, Nemausi, Aquis Mortuis, [in] senescallia Bellicadri, vel alia qualibet parte regni nostri, ad instanciam marchas habencium, et ipsarum tantum marcharum vigore, relaxari debeant et dimiti; detur tamen ydonea caucio a personis contra quas arrestaciones et sequestraciones sunt facte, de restituendis curie nostre rebus arrestatis, vel earum justa extimacione fideliter facienda, in casu quo Januenses de regno recederent, aut non conversarentur in eo, vel saltem in casu quo per curiam nostram declararetur, partibus auditis, quod ex parte Januensium esset hujusmodi ordinacio non servata, et quod foret per eosdem Januenses illorum marchas habencium satisfactio impedita. Si tamen persone contra quas, jure et vigore marcharum, arrestaciones et sequestraciones sunt facte, dare nolint, vel non possint, hujusmodi caucionem, et velint per relaxacionem et liberam dimissionem rerum arrestatarum, ac eciam pro liberacione prestite caucionis, postquam forte dederint hujusmodi caucionem, prosequi jura sua, ordinatum est quod, auditis partibus, super arrestacionibus predictis, summarie et de plano, ac sine strepitu et figura judicii, per gentes parlamentum nostrum tunc tenentes, vel alios pro nobis tunc temporis presidentes, fiat eisdem partibus celeris et mature justicie complementum. Sequestraciones vero sive arresta, facta de quibuscunque rebus et bonis contra Januenses aliquos, ad instanciam aliquorum subditorum nostrorum, non jure seu vigore marcharum, sed duntaxat ex vigore vel forma ordinacionum nostrarum, factarum Pissiaci et apud Petram Fontem, de quibus inferius fiet mencio specialis, auctoritate presentis ordinacionis nulla penitus sint et cassa, ac sine difficultate et gravamine relaxentur. Bona autem arrestata per aliquos per alium arrestari non possint, sed solum illi qui ea fecerint arrestare audiantur, dicentes se jus ad illa vel in illis habere, aut in quantitate extimacionis rerum, pro qua caucio data

erit, salvis partibus juribus et deffensionibus, qualia hodie partibus ipsis, et cuilibet earum, competere dinoscuntur.

Fuit ulterius eciam ordinatum expresse, quod illi duntaxat, qui nunc marchas habent, et pro quantitatibus tantum, de quibus inter ipsos marchas habentes et commune Janue, vel personam legitimam pro ipso communi, ut supra, facta est concordia, et facta erit infra sex menses proxime sequturos, in dicta imposicione et pecunia ex ipsa levanda jus habeant; alii vero quam dicti Januenses marchas habentes nichil juris in illa sibi valeant vindicare.

Preterea provisum est, ex ordinacione presenti, quod omnes marche jam concesse contra habitatores Janue et Saone ex nunc nulle penitus sint et casse, eo casu quo per Januenses servata fuerit presens ordinacio habentibus dictas marchas, nec fuerint in deffectu servandi ipsas marchas habentibus ordinacionem presentem. Eo vero casu quo Januenses illis qui marchas habent presentem ordinacionem violarent, vel modo debito non servarent, poterunt ipsi marchas habentes uti marchis suis contra habitatores Janue et Saone, pro quantitatibus pro quibus marche concesse fuerint, sicut potuissent antequam presens ordinacio firmaretur, deducto tamen omni eo quod marchas habentes recuperassent, vel de bonis Januensium quomodolibet habuissent, salvis tamen et reservatis dictis partibus, et earum cuilibet, omnibus juribus et deffencionibus talibus, qualia eis hodie possunt competere quoquomodo. Verumtamen, eo casu quo dicti marchas habentes dicerent Januenses ordinacionem hujusmodi in aliquo non servasse, et ad jura marcharum suarum propterea reddire se velle, proponendus erit deffectus per illos qui hujusmodi marchas habent coram gentibus parlamenti vel presidentibus supradictis, vocatis ad hoc duntaxat personis, que per commune Janue ad colligendum dictas imposiciones fuerint Parisius deputate. Postquam vero, auditis partibus, deffectus in quo Januenses fuisse dicerentur fuerit per nostram curiam declaratus, habeant et habere debeant Januenses tempus septem mensium ad excundum de regno, cum personis et bonis eorum, que tamen bona ante presen-

tem ordinacionem, ad instanciam marchas habencium, arrestata non forent, et cum bonis eciam que arrestata forent ante presentem ordinacionem, postquam per caucionem vel sentenciam fuerint expedita; nec possint ipsi Januenses impediri in personis vel bonis ipsis, antequam dictum tempus septem mensium sit elapsum. Ceterum, ad securitatem Januensium et cautelam, ne imposterum ledi possint subita concessione et exequtione marcharum, ordinatum est similiter quod per nos vel curiam nostram contra Januenses marche non concedantur in antea, nisi fuerint in deffectu vel negligencia justiciam faciendi rectores et officiales Janue, ad quos spectabit pro tempore, in casibus in quibus ab illis fuerit debito modo requisita justicia et petita, et quod in casibus in quibus inventum fuerit denegatam fuisse Janue justiciam, vel neglectam, si forte marcham vel marchas propterea contra Januenses concedi contingat, non possint Januenses in personis vel bonis ipsorum ante concessionem marche sive marcharum, nec postquam marcha vel marche contra Januenses eosdem concesse fuerint publice per sentenciam vel arrestum, usque ad septem menses a tempore publice probacionis, sentencie vel arresti, molestari, gravari, vel modo aliquo impediri; sed possint Januenses exire de regno, et quelibet bona sua extra regnum portare et mittere, donec tempus dictorum septem mensium sit elapsum, omni impedimento cessante, non obstantibus in premissis vel aliquo omnium premissorum regiis ordinacionibus, factis Pissiaci, per litteras nostras datas ibidem, anno Domini millesimo CCC° tricesimo tercio, die sexta novembris, et apud Petram Fontem, per litteras nostras datas eodem anno, XXIIII[a] die dicti mensis, vel quibuslibet aliis ordinacionibus, litteris et mandatis contrariis, editis vel edendis, sed, in quantum premissis, vel alicui premissorum obvient, omnino sublatis, et maxime dictis ordinacionibus et litteris Pissiaci et apud Petram Fontem editis, quoad prejudicium Januensium, ex toto viribus vacuatis.

Ordinatum est eciam, quod marcha concessa supradictis habitatoribus de Biterris, pro octingentis florenis auri in principali, et pro

certis custibus, expensis, dampnis et interesse, contra Januenses predictos, constante curie nostre summarie et de plano quod habitatores predicti ab ipsis Januensibus, vel de bonis eorum, dictam summam octingentorum florenorum habuerint, et ultra, pro custibus, dampnis, expensis et interesse predictis, tria milia florenorum, ex tunc anulletur penitus et cassetur.

Nos igitur premissa omnia et singula, prout superius sunt expressa, prò bono pacis, tranquillitatis et concordie, inter subditos regni nostri et Januenses predictos ac eorum subditos de cetero servandarum, ordinavimus et constituimus bona fide, presente et consenciente discreto viro Nicholino de Flisco, dicto Cardinali, ambaxatore, sindico et procuratore dicti communis Janue, nomine ipsius communis et pro ipso, qui ad hoc habet potestatem, prout apparere potest per quoddam publicum procuratorium, sigillo dicti communis sigillatum, quod in dicta compotorum nostrorum camera fecimus retinere, et poni in loco in quo nostra privilegia conservantur. Premissa omnia, quathenus prefatum tangunt commune, expresse promisit; eaque, a nobis, ut promititur, ordinata, pro nobis et successoribus nostris, ex certa sciencia et ex causa, eidem ambaxatori regia auctoritate concedimus, consentimus, et volumus imperpetuum firma esse, ac inviolabiliter observari debere. Fuit insuper, ex parte ejusdem ambaxatoris, contemplacione nostri nominis et honoris, ac pro securitate subditorum nostrorum, nobis expresse promissum et conventum, quod in statutis et capitulis communis Janue, que capitaneus et vicarius, quando incipiunt regere, jurare tenentur, continebitur et specialiter exprimetur, quod Januenses et districtuales dicti communis ab injuriis et offensis personalibus et realibus subditorum nostrorum perpetuo debeant abstinere, et quod capitaneus et vicarius de contrarium facientibus bonam et promptam faciant justiciam et vindictam, nec non eciam quod in ordinacionibus dicti communis, secundum quas illi qui galeas armant certas cauciones prestare tenentur de non offendendo amicos communis predicti, similiter continebitur et specialiter exprimetur, quod ab offensis et injuriis eorundem sub-

ditorum nostrorum armatores predicti debeant abstinere, et quod cauciones, que per dictos armatores galearum de cetero prestabuntur, ad subditos regni nostri, sicut ad amicos alios communis Janue, extendentur et specialiter prorogentur. Premissis autem omnibus et singulis concensit dictus ambaxator, nomine dicti communis, expresse per eum protestacione premissa, quod privilegiis et convencionibus, que Januenses in regno nostro Francie habent et habere se dicunt, nullum ex premissis vel eorum aliquo fiat vel intelligatur prejudicium esse factum; dictusque consanguineus noster, et alie gentes nostre pro nobis, de jure nostro regio salvando, expresse fuerunt similiter in contrarium protestati, nec consenserunt, sed contradixerunt, mutuis protestacionibus invicem protestantes. In quorum omnium testimonium et fidem indubiam, presentibus nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum Parisius, anno Domini M° CCC° tricesimo quarto, mense januarii.

Par le Roy, a la relacion de son conseil. Vistrebet.—Multiplicata.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 6. Copie du XIV° siècle sur papier, en double exemplaire.

## CVIII.

LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS DÉTERMINANT LA FRANCHISE DES TOILES TRANSPORTÉES DES DIVERS LIEUX DU ROYAUME A AIGUESMORTES ET A MONTPELLIER.

(22 Juillet 1335)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Bellicadri, vel ejus locumtenenti, salutem.

Ex parte consulum Montispessulani, nobis extitit graviter conquerendo monstratum, quod, licet in portu de Aquis Mortuis, per quem, non per alium, nisi nostra auctoritate regia in illis partibus aliter deputatum, tele extrahi possunt de regno nostro, impositio facta pro telis hujusmodi consueverit ibi, non alibi, exigi et levari, nichilo-

minus magister Johannes Ricardi, judex noster Montispessulani, asserens se ad hoc deputatum a custodibus dicti portus, impositionem predictam a mercatoribus dicte ville Montispessulani, et aliis qui ad dictam villam telas defferunt et adducunt, inde apud Biterras et Narbonam defferendas, et alibi infra regnum, exigere nititur, indebite et injuste, in eorum grave prejudicium, prout dicunt. Cum autem predicta impositio, que in portu predicto solvi consuevit, in illis dumtaxat telis que de regno nostro extrahuntur vendicet sibi locum, mandamus vobis, etiam, si opus fuerit, tenore presentium specialiter comittentes, quatenus dictos mercatores, pro telis adductis et adducendis apud Montempessulanum, ut predicitur, et inde extractis et extrahendis, dum tamen de regno nostro minime extrahantur, ad solvendum dictam impositionem compelli, seu propter hoc molestari, aut telas hujusmodi arrestari nullatenus permittatis, ymo, si quid a dictis mercatoribus per dictos custodes, judices, et alios deputatos ab eis, captum fuerit, occasione predicta, a dictis mercatoribus vel exactum, eisdem mercatoribus, cum dampnis et expensis rationabilibus, reddi et restitui faciatis, dictos custodes, judices, et deputatos ad hoc viriliter et debite compellendo, taliter quod, ob vestri deffectum, ad nos recurrere non sit opus.

Datum Parisius, die XXII julii, anno Domini millesimo CCC° tricesimo quinto.

Per cameram competorum. Chambellan.

Arch. mun. de Montp., Arm. H, Cass. V, N° 9. Original à queue de parchemin.

## CIX.

MANDEMENT DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE, PHILIPPE DE PRIE, PUNISSANT, EN VERTU DES LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS DU 6 NOVEMBRE 1335, UN CAS INSIGNE DE PIRATERIE.

(13 Juillet 1336.)

Philippus de Pria, miles domini nostri Francorum regis, senes-

callus Bellicadri et Nemausi, rectori et judici regiis Montispessulani, vel loca tenentibus eorumdem, et eorum cuilibet, salutem.

Litteras patentes regias, in nostris assisiis et senescallia nuper legitime publicatas, recepimus in hec verba :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis ac fidelibus gentibus nostris, parlamentum nostrum nunc vel in futurum tenentibus, nec non et senescallis Tholose, Carcassone, Bellicadri, et aliis universis et singulis justiciariis nostris, aut loca tenentibus eorumdem, ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem.

Regiam decet solertiam ita rei publice curam gerere et subditorum commoda investigare, ut regni utilitas incorrupta persistat, et singulorum status jugiter servetur illesus. Cum igitur, fama publica referente, et ex insinuatione querelosa consulum et habitatorum Biterris, Narbone, Montispessulani, Bellicadri, et plurium habitatorum aliarum civitatum et villarum regni nostri, nobis fuerit intimatum, curiaque nostra sufficienter fuerit informata, quod nonnulli, subditi illustribus regibus Aragonum et Majoricarum, consanguineis nostris carissimis, atque communitatibus de Janua et Saona, et quibusdam aliis regibus, principibus et communitatibus, per mare more piratico incedentes, regnicolis et subditis nostris, blada et alias mercaturas de ultra mare et aliis diversis mundi partibus ad regnum nostrum, pro necessitate rei publice et regnicolarum ejusdem, et specialiter ad tollendum inopiam, que, propter bladi sterilitatem ac indigentiam, anno presenti verisimiliter dubitatur, asportantibus, seu vehi et asportari facientibus, per violenciam et armorum potentiam gravia dampna et intolerabilia, atque atroces injurias, noviter atque alias pluries, intulerunt, nec non et eosdem predictis bladis et mercibus aliis, mala malis accumulando, spoliarunt et depredati fuerunt, insultus interdum ad modum guerre publice facientes in eosdem, licet nos vel dicti nostri subditi contra eos guerram nullam crederemus habere, et quod officiales et justiciarii dictorum regum, principum et communitatum, eas personas representantes, in reddendo justiciam negligentes existunt et hac-

tenus extiterunt, ymo, quod pejus est, aliqui ex eis aliquociens eisdem piratis et malefactoribus favorem magnum impendunt, taliter quod non videntur carere scrupulo societatis occulte, in magnum subditorum nostrorum et regnicolarum predictorum prejudicium et jacturam, nostreque magestatis regie vituperium et contemptum; Nos igitur, eisdem nostris subditis et regnicolis de opportuno remedio providere, et eisdem, prout tenemur, justiciam exhibere volentes, deliberatione et consilio habitis cum multis prelatis, baronibus et proceribus regni nostri, statuto imperpetuum valituro, in modum qui sequitur duximus ordinandum; videlicet quod, quandocumque et quociensumque habitatores aliqui senescalliarum vestrarum vobis, seu alicui vestrum, significaverint se per piratas, seu predones, aut malefactores aliquos, in mari vel in terra, fuisse spoliatos, depredatos seu disraubatos, vos, seu loca tenentes vestri, seu alii a vobis deputandi, de predicta raubaria, depredatione, seu spoliatione summarie et de plano informationem summariam fieri facietis, et, si per dictam informationem, vel aliam, per justiciarios vel officiales nostros, vel alios debite factam, de predictis significatis vobis apparuerit, ad requisitionem conquerentis seu significantis, ab eodem denuntiante seu significante cautione recepta, tali qualem arbitrio vestro dare poterit, malefactores, piratas, seu predones predictos, seu participes eorum, complices et fautores, et eorum bona, si eos in senescalliis vestris, vel earum ressortis, repereritis, capietis, et tamdiu captos tenebitis, donec ex integro satisfecerint dampna passis, et nobis et parti emendam prestiterint competentem. Si vero dicti pirate seu malefactores in senescalliis vestris vel earum ressortis non potuerint reperiri, bona omnium et singulorum justiciabilium et subditorum regum, principum et communitatum, quorum seu quarum dicti pirate seu predones subditi vel justiciabiles existent, in vestris jurisdictionibus inventorum, ad manum nostram ponetis, et tamdiu sine recredentia tenebitis, usquequo dampna passis fuerit plenarie satisfactum, vel per nos seu curiam nostram aliud fuerit ordinatum. Quibus bonis ad manum nostram positis, per vestras pa-

tentes litteras reges, principes et communitates predictos, seu eorum officiales, personas eorum representantes, seu quoscumque alios, quorum dicti malefactores justiciabiles et subditi existent, requiretis ut predictis regnicolis nostris et subditis, hujusmodi dampna passis, restitutionem plenariam fieri faciant, tam de principali, quam de expensis et interesse propter hoc subsequtis, de qua requisitione et responsione, quam facere voluerint, gentes nostras pro tempore parlamentum nostrum Parisius tenentes, ut citius poteritis, certificare curabitis. Que gentes, visis informationibus, requisitione et responsione predictis, per concessionem marche, vel aliter, dictis subditis nostris dampna passis, absque iteratione alterius requisitionis, de remedio opportuno providebunt, prout eis videbitur faciendum, taliter quod dicti regnicole et subditi nostri per terram et mare mercari possint, incedere paciffice et quiete, solvendo pedagia et reddibentias consuetas, et quod ex nunc amplius in talibus non graventur, sed ab injuriis et indebitis molestiis deffendantur. Quare dictis gentibus nostris, pro tempore parlamentum Parisius tenentibus, et vobis senescallis predictis, et loca tenentibus vestris, damus tenore presentium in mandatis, quatinus statutum seu ordinationem nostram predictam faciatis inviolabiliter observari, et eam in locis sollempnibus nobis subditis publicari, ut ad illorum quorum interest vel potest tangere noticiam deducatur, statutis, graciis et quibuscumque aliis ordinationibus contra predictam nostram ordinationem seu statutum precedentibus non obstantibus quibuscumque. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus est appensum.

Datum Piciacy, die VI[a] novembris, anno Domini millesimo CCC[o] tricesimo tercio.

Verum, cum Johannes et Guillelmus de Badonis, Petrus Raynardi, Rotgerius Caboti, Poncius Grimaudi, Guiraudus Genesii, et quamplures alii mercatores Narbone, Montispessulani et Biterris, domini nostri regis subditi, nobis graviter conquerendo significaverint, quod, cum ipsi nuper, in anno Domini millesimo CCC[mo] tricesimo quarto, mense augusti, in quadam cocha Petri Nicholay de

Narbona apud Constantinopolim, et in loco de Aragosa districtus Venesie, per ipsum Petrum, eorum nomine, honerari fecissent certas quantitates coriorum, aluminis et cere, et eciam frumenti, causa portandi apud Aquas Mortuas, dictaque cocha, sic predicto honere honerata, veniret recto itinere versus dictum locum Aquarum Mortuarum, et esset in maribus de Caberina prope insulam Cicilie, venerunt Berenguarius Borriana de Barchinona et Raimundus Marini de Majoricis, ductores et patroni duarum cocharum armatarum, una cum Francisco de Plassa de Balneolis, Johanne Marquesii, Guillelmo Botardi, Petro Serra, Berenguario Sardani, Ferrario de Palaciola, Berengario Maynardi de Barchinona regni Aragonum, Berenguario de Guels de Peralata, Michaele de Baies, Petro de Vallibus, Raimundo Bruguera, Jacobo Oliverii, Bernardo Villarii, Anthonio Ledonis, Na Baiardo, et En Cabreira de Majoricis regni Majoricarum, et pluribus aliis eorum complicibus, subditis illustribus dominorum (dominis) Aragonum et Majoricarum regibus, more piratico et hostili incedentes, versus dictam locham irruentes, eandem, et omnes res et merces predictas, et alia que erant infra dictam cocham, per vim et violenciam acceperunt, non obstante quod esset dictum et hostensum dictis piratis per omnes dicte coche ipsos esse regni Francie, et in gardia speciali ipsius domini regis Francie, una cum dictis rebus et bonis in dicta cocha existentibus; et per consequens ipsum Petrum, mercatores, marinerios, et alios dicte coche, spoliaverunt, et eos spoliatos usque ad camisiam de dicta cocha ejesserunt, et in loco de Malta posuerunt, et cum dicta cocha et rebus et mercibus predictis recesserunt, dictamque cocham, per spacium quatuor mensium cum dimidio, piratando et cursitando cum ea, tenuerunt, et postmodum cum ea ad castrum Callaris insule Sardinie aplicuerunt, et desarmaverunt. Deinde prefati Petrus Nicholay et nonnulli mercatores depredati, ad dictum castrum Callaris accedentes, ibidem fratrem Raimundum de Empuriis, gubernatorem, seu gubernatoris locum tenentem dicte terre Sardinie pro domino Aragonum rege, sepius et instanter requisive-

runt, exponendo sibi raubariam predictam, et ipsum de dicto facto informando, ut ipsis Petro et mercatoribus reddi et restitui faceret dictam cocham cum rebus et mercibus predictis, et de dicta raubaria justiciam ministraret; quod idem frater Raimundus facere denegavit, pretendens se dictos piratas affidasse, sed quod se cum dictis piratis componerent, aliter ipsos piratas cum dictis cocha et mercibus abire et recedere permitteret, quando vellent. Qui Petrus et mercatores, requisitis dictis piratis legitime ut restitutionem facerent premissorum, hoc facere nolentibus, videntes quod aliter transire non poterant, tractante dicto fratre Raimundo et volente, dederunt ipsis piratis et solverunt pro rescato duo milia et septingentos florenos auri, quos sub usuris manulevarunt et receperunt, et decostiterunt quingentos LX florenos auri; et sic decostitit dictum rescatum tria milia ducentos quadraginta florenos auri. Quo rescato soluto, idem frater Raimundus dictos Petrum et mercatores ad faciendum ipsis piratis quitantiam de predicta [summa] compulsit, volendo omnia dictis piratis tradere, et etiam ipsos Petrum et mercatores in eorum manibus ponere, nisi quitantiam facerent supradictam. Demum, restituta sic dicta cocha, quum ipsi mercatores et Petrus fuerunt in ea, nullam yssarciam, arma, paramenta seu fornimenta invenerunt in ea, quia ea retinuerant pirate predicti; sed predicta opportuit ipsos Petrum et mercatores emere in dicto castro, et decostiterunt eis cum salariis LXX marineriorum, quos ibidem conduxerunt, octingentos florenos auri. Retinuerunt quoque etiam pirate predicti, tempore quo tenuerunt cocham predictam, de mercibus predictis, videlicet centum triginta quintalia et L libras dicti aluminis, facientia quinquaginta unam cargas, valentes ducentas IIII^or libras turonensium parvorum. Retinuerunt etiam CCCXXVII coria, facientia triginta tria honera, valentia quadringentas LXXVIII libras et X solidos turonenses; item unum honus et sex coria, valentia XXIIII libras turonenses et IIII^or solidos. Retinuerunt insuper octo quintalia cere ponderis Romanie, facientia tres cargas, valentes nonaginta libras turonenses; nec non etiam retinuerunt pirate pre-

dicti de dicto blado ducentas xxviii saumas et mediam bladi seu frumenti predicti, valentes mille iii libr. iiii^{or} sol. turon. Que omnia supradicta prefati Petrus et mercatores invenerunt minus, et fuisse extracta per ipsos piratas de cocha predicta, et aliqua ex hiis perceperunt esse per eosdem piratas vendita et exhonerata. Deteriorate fuerunt quoque residue merces, que remanserunt in dicta cocha, preter et ultra illas quas retinuerunt penes se dicti pirate, pretextu balneationis aque maris, longinquitatis temporis, ob culpam et dolum dictorum piratarum, in valore duodecim milium florenorum auri et plus, in quibus prefati mercatores dampnificati fuerunt. Dampnificaveruntque ipsum Petrum in iiii^{or} milibus florenorum auri, ratione nauli, quod habuisset de alio vaigio, quod fecisset apud Romaniam et facere potuisset, nisi fuisset captio jamdicta, quia merces in Aquis Mortuis parate extiterant, et solum expectabatur quod veniret idem Petrus cum cocha predicta, pro dicto alio viagio faciendo. Item, tempore quo ipsi pirate tenuerunt dictam cocham, eam destruxerunt et devastaverunt, propter quod non potuit facere viagium suum; sed opportuit ipsam in Majoricis applicare, et eam ibidem aptare, reparare et refficere, in cujus reffectione expenderunt prefati Petrus et mercatores mille xl florenos auri; que omnia supradicta ascendunt in summa viginti unum milia octuaginta florenorum auri et mille octingentas libras turon. parvorum. Que omnia in informatione, per vos dictum judicem facta, plenius vidimus contineri. Quare, requisiti per dictos mercatores dampna passos eorum indempnitati providere, juxta formam et tenorem litterarum regiarum supradictarum, vobis igitur, et vestrum cuilibet, precipimus et mandamus, ac etiam comittimus, quatinus, sequendo formam litterarum regiarum supradictarum, saltim contra subditos domini Majoricarum regis, recepta ab ipsis mercatoribus conquerentibus cautione tali, qualem arbitrio vestro dare poterunt, malefactores, piratas, seu predones predictos, seu eorum participes, complices et fautores, et eorum bona, si eos in senescallia nostra Bellicadri vel ejus ressorto reperire potueritis, capiatis, et captos tamdiu teneatis, donec ex

integro satisfecerint dictis mercatoribus dampna passis, et domino nostro regi et parti emendam prestiterint competentem. Si vero dictos piratas seu malefactores in senescallia nostra vel ejus ressorto non potueritis reperire, bona omnium et singulorum justiciabilium et subjectorum dicti domini Majoricarum regis, in dicta nostra senescallia et ejus ressorto inventorum, ad manum regiam ponatis, et tamdiu sine recredentia teneatis, usquequo dampna passis predictis fuerit plenarie satisfactum, vel per dominum nostrum Francorum regem, vel ejus curiam, fuerit aliud ordinatum, juxta formam et tenorem litterarum regiarum supradictarum, quas de puncto in punctum per vos super premissis volumus observari, taliter circa hoc vos habentes, quod non possitis de negligentia reprehendi.

Datum Nemausi, die XIII^a^ julii, anno Domini millesimo CCC° XXXVI°.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 7. Original à queue de parchemin, avec sceau du sénéchal en cire rouge.

## CX.

### PUBLICATIONS CONCERNANT LA POLICE DU PORT DE LATTES.

(9 Décembre 1336.)

Anno Dominice Incarnationis millesimo trescentesimo tricesimo sexto, scilicet nona die mensis decembris, domino Philipo rege Francorum regnante. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, existentes..... in loco dicto Guleta de Latis, et vexillo consulum maris Montispessulani extenso in altum in navigio, venerabiles et discreti viri domini........ consules maris Montispessulani, sedentes in eodem pro tribunali, decreverunt, causa cognita, preconisationes infrascriptas esse faciendas, more solito, per loca videlicet infrascripta, per Guillelmum Lauri, preconem publicum Montispessulani....

Baros, mando los senhors cossols de mar de Montpeylier que

neguna persona, estranha o privada, de qualque condicio que ella sia, no sia tant auzarda, que auze empachiar ni ditar pantenas, ni cops, ni ramilha, ni neguna autra manieyra d'empachier el viatge en ren de la canal dels senhiors cossols de mar de Montpeylier, so es assaber de Morre de jonc entro a la Goleta de Latas, ni en ren de la Robina de Latas. Et qui encontra ayso faria, los senhiors cossols de mar de Montpeylier hi farian so que far hi devrian, ses tota merce.

Hujus decreti fuerunt testes vocati et rogati Bernardus Ballayre de Vico, habitator de Latis, Petrus, burgensis de Latis, Ramundus Sabaterii de Latis, ..... et plures alii, et ego Petrus Cardinalis, habitator Montispessulani, auctoritate regia publicus notarius, qui, requisitus et rogatus, hec omnia scripsi.

Et incontinenti, tubicinato prius per ministros cum tubis, tambalis et namphilo, fuit dicta preconisatio per dictum Guillelmum Lauri, preconem juratum Montispessulani, exsequta et alta voce proclamata, prout superius continetur, in presentia et testimonio, etc.

Deinde, accedentes ad locum qui dicitur Passus Astelle, fuit supra proxime scripta preconisatio exsecuta, per modum superius expressatum, per dictum preconem.....

Deinde, accedentes seu navigantes per dictum stagnum ad locum qui dicitur Sinquanten, et ad locum qui dicitur Gradus Porquerie, in eisdem locis fuit consimiliter predicta preconisatio singulariter exsequta per dictum preconem et proclamata, tubicinato prius, ut supra; et fuerunt testes qui supra proxime, et ego dictus Petrus Cardinalis, notarius regius, qui, requisitus et rogatus, ut supra, hec omnia scripsi et in notam recepi.

Deinde continuando, et exsequendo dictas preconisationes, venerunt ad locum qui dicitur Passa de Carnone, et prius tubicinato ibi, ut supra, fuit dicta preconisatio, ut supra, facta et proclamata per dictum preconem, modo premisso, testibus quibus supra presentibus, et me predicto Petro Cardinalis, notario regio, etc.

Venientes cum dictis navigiis ad locum qui dicitur esse coram manegueriis d'En Valsieyra, fuit per modum predictum dicta preco-

nisatio facta et exsequta per dictum preconem, prius tubicinato cum tubis, ut supra; et fuerunt testes qui supra proxime, et ego dictus Petrus Cardinalis, notarius regius, etc.

Post hec, eodem die, predicti domini maris consules, existentes sive constituti personaliter in castro de Latis coram discreto viro..... Boyssioni, bajulo dicti castri, instanter requisiverunt eumdem bajulum, quatenus, more solito actlienus, decernat preconisationes infrascriptas esse faciendas per castrum et loca infra designata. Qui dictus bajulus, [videns] requisita fore consentanea juri, sedens pro tribunali in dicto castro, causa cognita, decrevit preconisationes infrascriptas esse faciendas per dictum preconem in platea dicti castri et aliis locis infrascriptis; de quibus dicti domini maris consules et preco sibi petierunt fieri instrumentum per me notarium infra et supra scriptum, hujus decreti per dictum bajulum dati. Fuerunt testes Johannes Rotberti de Latis, Guillelmus Ayle, Raimundus Ayle predicti, et plures alii, et ego predictus Petrus Cardinalis, notarius regius, etc.

Et incontinenti, ibidem, in dicta platea dicti castri Latarum, fuit dicta preconisatio, ad instanciam dictorum consulum maris, facta et exsequta per dictum preconem, palam et publice, in modum qui sequitur:

Baros, manda la cort, de part mossenhior lo rey de Malhorgas, senhior de Montpeylier, a la requesta dels cossols de mar de Montpeylier, que neguna persona, estranhia ni privada, de qualque condicio que ella sia, no sia tant auzarda, que auze forviar ab alcus mercadarias o autras cauzas, o passar per autres luocs o camis del luoc o del port de Latas ves Montpeylier, sinon tant solament per lo gran cami public, et acostumat a portar las mercadarias davant dichias, passan juxta la recluza del cami de Latas[1]. Et qui encontra ayso

[1] Le bureau de perception des oboles de Lattes se trouvait sur le chemin de Montpellier, près de l'ermitage de la Recluse; ce qui explique pourquoi il est enjoint de passer par là. Voyez l'acte d'apposition des pannonceaux royaux, de décembre 1368, Arch. dép. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer, B, 47, fol. 89 r°.

faria, la cort hi faria so que far hi devria, ses tota merce. — Encaras mais manda la davant dichia cort que qualque persona que cure vallatz alcus o forsatz, al dich gran cami toquantz, de Montpeylier entro a Latas, et de Latas entro a Montpeylier, que la terra la qual dels digz vallatz ditaran, deio ditar et pauzar et pauzon et dicton en lo gran cami davandig, et non en autra part; et qui encontra ayso faria, la cort hi fara so que far hi devria, ses tota merce. — Encaras mays manda la davant dichia cort que neguna persona, estranhia ni privada, de qualque condicio que sia, non sia tant auzarda, que auze en lo gran cami dessusdig negunas peyras arrabar, ni en autra manieyra aquell derrapiar ni deffar, so es asaber de la vila de Montpeylier entro a la Goleta de Latas, ni de la Goleta de Latas entro a Montpeylier, aitant quant se estent o dura la jurisdiccio de Montpeylier et del dig castell de Latas. — Encaras mays manda la davant dichia cort que neguna persona, estranhia o privada, de qualque condicio que sia, non sia tant auzarda, que auze passar, ni en autra manieyra menar carretas par los pontz pauzatz dins la jurisdiccio davant dichia de Montpeylier, entro a Latas, ni de Latas entro a Montpeylier, sinon tant solamentz per aquells pontz per que sarentras es acostumat; et qui encontra ayso faria, la cort hi faria so que far hi devria, ses tota merce.

De quibus dicti domini maris consules et dictus preco sibi petierunt fieri publicum instrumentum. Horum, a proximo para[gra]pho citra, fuerunt testes qui supra proxime, et ego Petrus Cardinalis notarius supradictus, qui, requisitus et rogatus per dictos maris consules et preconem, hec omnia scripsi et in notam recepi, et inde facere debui publicum instrumentum.

Post hec incontinenti, dictus preco, accedens, mecum notario et testibus infrascriptis, ad trivium curie dicti castri Latarum, preconisavit, ut supra, et alta voce proclamavit preconisationes supra proxime dictas, tubicinato prius cum tubis, ut supra; de quibus dicti domini maris consules et dictus preco sibi petierunt fieri publicum instrumentum. Horum, a proximo paragrapho citra, fuerunt

testes Guilhermus Ayle et Raimundus Ayle, tubicinatores, et quamplures alii, et ego Petrus Cardinalis, auctoritate regia publicus notarius suprascriptus, qui, requisitus et rogatus, predicta omnia et singula scripsi, et signo meo signavi.

Arch. dép. de l'Hérault, Fonds des consuls de mer de Montpellier, B, 65 (Parchemin original), et B, 47, fol. 170 r° (Transcription). — Il existe des criées ou publications analogues, aux dates de 1335, 1338, 1339, 1340, 1343, 1344, 1354, 1359, 1360, 1363 et 1387.

## CXI.

### MANDEMENT DU LIEUTENANT DU SÉNÉCHAL DE BEAUCAIRE RELATIF A LA PUNITION D'UN NOUVEAU CAS DE PIRATERIE.

(29 Mars 1337.)

Robertus de Pomayo, miles, castellanus et vicarius Bellicadri, locumque tenens nobilis et potentis viri domini Philippi de Pria, militis domini nostri Francorum regis, senescalli Bellicadri et Nemausi, rectori regio Montispessulani, ceterisque justiciariis dicte senescallie, quibus presentes littere pervenerint, et eorum cuilibet, vel eorum loca tenentibus, salutem.

Litteras patentes regias nos recepisse noveritis, sub hiis verbis :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus gentibus nostris, parlamentum nostrum nunc vel in futurum tenentibus, nec non et senescallis Tholose, Carcassone, Bellicadri, et aliis universis et singulis justiciariis nostris, aut loca tenentibus eorumdem, ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem.

Regiam decet solertiam ita rei publice curam gerere et subditorum commoda investigare, ut regni utilitas incorrupta persistat, et singulorum status jugiter servetur illesus. Cum igitur, fama publica referente, et ex insinuatione querelosa consulum et habitatorum Narbone, Montispessulani, et plurium habitatorum aliarum civitatum et villarum regni nostri, etc.

Datum Pisiaci, die sexta novembris, anno Domini millesimo CCC^mo triscesimo tercio.

Verum, cum ad instanciam Bernardi Roardi, mercatoris Montispessulani, subditi domini nostri regis, asserentis quod, cum ipse dudum, videlicet anno Domini M° CCC^mo XXXIIII°, Johanni Sancho de Massilia tradidisset in comandam quoddam lignum suum, vocatum Sancta Maria, tunc existens in portu Aquarum Mortuarum, munitum velis, arboribus, cathenis, ferris, sarcia et alio correrio competenti et armis, certam summam peccunie valentibus, videlicet ducentos et decem florenos auri, et ultra magnam quantitatem peccunie, extractam de caxia dicti patroni, causa navigandi per mare, et cômodum ac utilitatem ejusdem Bernardi faciendi et acquirendi cum dicto ligno, predictum quoque lignum oneratum certis mercimoniis Bernardi Duranti, paratoris Biterris, dum fuit seu pervenisset per mare navigando ad portum Arestangni (Oristagni?) insule Sardinie, superveniens ibidem Raimundus de Petra alta, subditus et justiciabilis incliti domini Frederici, illustris regis Cicilie, cum suis complicibus et III galeis armatis, de ligno ipso totum suum fornimentum sive apparatum et merces predictas cepit, et secum adduxit quo voluit violenter, lignum ipsum ibidem vacuum dimittendo, in dampnum et prejudicium dicti Bernardi Roardi pariter et jecturam, pro eo quia postmodum dictum lignum, sicut premittitur, spoliatum dicto suo fornimento et apparatu, minime potuit navigare, ex quo amisit naulum CCC^tarum libr. turon., quod potuisset lucratum fuisse cum dicto ligno, nisi dictam spoliationem passus fuisset idem Bernardus; super premissis informationem fieri fecimus, per quam manifeste costat de depredatione predicta : idcirco, vigore dictarum litterarum regiarum, vobis dicto rectori committimus, et vestrum cuilibet precipimus et mandamus, quatinus, recepta per vos seu alterum vestrum a dicto Bernardo cautione tali, qualem arbitrio vestro dare poterit, dictum Raimundum de Petra alta, et ejus complices et fauctores, et eorum bona, si eos vos dictus rector infra nostram senescalliam ubilibet, ac alii in vestris jurisdictionibus reperieritis, capiatis, et tamdiu captos

teneatis, donec ex integro dicto Bernardo satisfecerint dampno passo, et domino nostro regi et parti emendam prestiterint competentem. Si vero dictus Raimundus et ejus complices et fauctores infra senescalliam nostram seu in jurisdictionibus vestris non potuerint reperiri, bona omnium et singulorum justiciabilium et subditorum dicti domini Frederici, regis Cicilie, cujus dictus Raimundus justiciabilis et subditus existit, infra dictam senescalliam nostram vel in vestris jurisdictionibus inventorum, ad manum regiam ponatis, et tamdiu sine recredentia teneatis, usquequo dicto Bernardo Roardi, hujusmodi dampna passo, fuerit plenarie satisfactum, vel per dominum nostrum regem seu ejus curiam aliud fuerit ordinatum, certifficantes nos de hiis que feceritis in premissis, ut inde nos certifficare valeamus gentes regias supradictas, juxta tenorem litterarum regiarum predictarum, sic agentes, quod non possitis de negligentia reprehendi, set pocius de diligentia commendari.

Datum Nemausi, sub sigillo regio dicto senescallie, die XXIX marcii, anno Domini millesimo CCC° triscesimo septimo.

Arch. mun. de Montp., Arm. C, Cass. XX, N° 8. Original sur parchemin, sceau arraché.
Au dos : *Letres d'arest sobre los bens de Sesiliens, per En Bernat Roart*. 1337.

## CXII.

LETTRES DE PHILIPPE DE VALOIS DÉFENDANT DE RECHERCHER LES MARCHANDS DE MONTPELLIER HORS LE CAS D'USURE MANIFESTE OU D'AGIOTAGE USURAIRE.

(7 Avril 1337.)

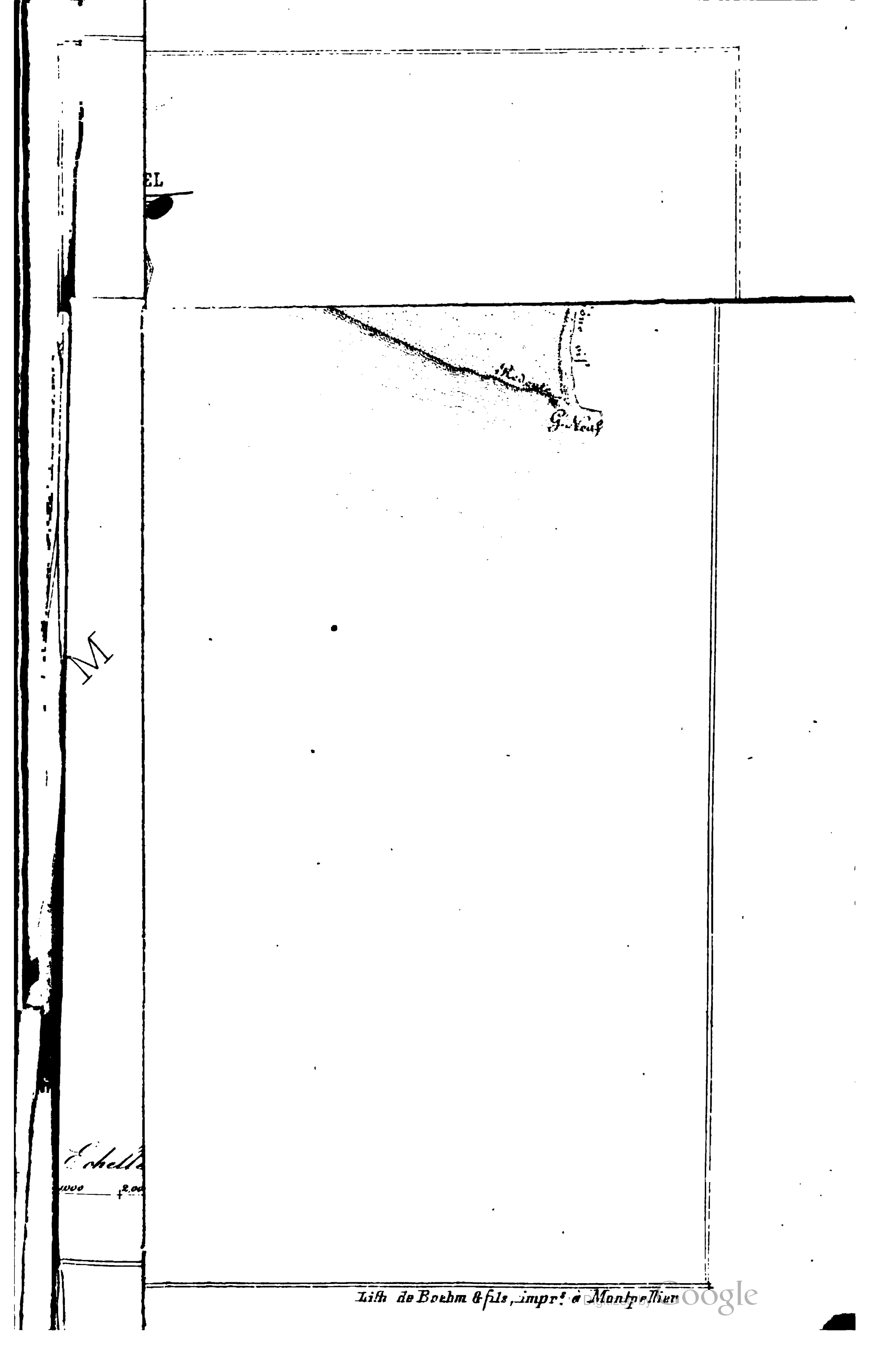
Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo et receptori Bellicadri, aut eorum locatenentibus, ac quibuscumque deputatis a nobis seu aliis nostro nomine in dicta senescallia super facto usurarum salutem.

Auditis nonnullis conquestionibus consulum ville Montispessulani ac plurium aliorum mercatorum dicte ville, quod vos, vel vestrum aliqui, nedum contra usurarios de usuris publice diffamatos proceditis, quinymo contra ipsos et alios mercatores, mercaturas licitas, usuris cessantibus, exercentes, vobis et vestrum cuilibet presentibus inhibemus, ne, predicta occasione, aliquem impetatis, aut contra aliquem procedatis, nisi contra illos quos peccuniam pro peccunia ad usuram mutuasse inveneritis, et contra illos qui res per eos, vel alios pro eis, venditas reemerunt, aut reemi fecerunt, sub velamine usurarum, et contra illos eciam qui de usuris sunt per famam publicam diffamati, alios, nisi sint aut fuerint prefatarum condicionum, vel aliquarum seu alicujus ex eis, minime propter hoc molestantes; sed reducatis ad pristinum statum, si quid aliter feceritis, et eis restitui faciatis omnia bona sua, si que propter hoc capta fuerint vel saisita.

Datum Parisius, die VII aprilis, anno domini M° CCC tricesimo septimo.

Per dominum regem, ad relacionem consilii. Ja. de Boulayo.

**Arch. mun. de Montp., Arm. G, Cass. V, N° 21. Original à queue de parchemin, sceau absent.**




Lith de Boehm & fils, impr.s à Montpellier



# APPENDICE.

La carte qui accompagne ce volume se distingue des esquisses analogues publiées jusqu'ici, par une branche toute neuve d'indications, dont la présence nécessite, à cause de sa nouveauté même, quelques éclaircissements.

Nous devons cette carte, nous sommes heureux de le répéter, au précieux concours de l'honorable ingénieur en chef du service maritime du département de l'Hérault. M. Régy, avec une générosité d'initiative qui nous flatte d'autant plus, a bien voulu la faire dresser sous sa direction, pour l'intelligence spéciale de l'*Histoire du commerce de Montpellier*. Complétant, à l'aide de nos Pièces justificatives, les données provenant de ses études antérieures, il a cru pouvoir ajouter à la géographie de notre littoral déjà connue une série très-remarquable d'observations, dont personne n'avait encore formulé à ce point l'ensemble. Grâce à la théorie du judicieux ingénieur, la question des graux[1], si importante pour notre ancienne navigation, sort désormais de l'ordre des problèmes insolubles, et vient prendre parmi les conquêtes géologico-historiques la place qui lui était réservée. Voici, d'après les notes qu'a eu l'obligeance de nous remettre M. Régy, le système le plus probable touchant cette question.

[1] Est-il besoin de rappeler que ce mot vient du latin *Gradus*, et sert à désigner une coupure de la plage entre la mer et les étangs?





Les graux doivent être considérés, quant à leur utilité, sous deux aspects : 1° sous celui de la navigation, eu égard à l'entrée et à la sortie des navires ou barques; 2° sous celui de la salubrité publique et de l'empoissonnement des étangs, au moyen du renouvellement des eaux. Nous ne parlons pas de l'avantage qu'on leur reconnaissait jadis comme moyen de défense ou de fortification naturelle.

Les uns, le grau de l'Hérault par exemple, ne servent qu'à la navigation.

D'autres, comme celui de Pérols, ont simplement pour objet d'établir une communication entre les eaux de la mer et celles des étangs.

Quelques autres, tels que le grau de Cette, répondent à ce double besoin.

Aux premières époques de notre histoire, les étangs du littoral de la Méditerranée avaient encore une certaine profondeur. Les barques à voiles latines pouvaient y naviguer.

Le fond des étangs s'exhaussa en vertu de deux actions parallèles, les rivières y conduisant par leur embouchure leurs sables limoneux, et la mer les ensablant, à son tour, par le passage même des graux.

La plage s'élève par les apports de la mer : elle isole de plus en plus les étangs, elle barre les graux. La conséquence de ces faits est de rendre de moins en moins puissantes les chasses des courants dans les graux, et de plus en plus difficile le maintien de la profondeur de ces derniers. Peu à peu ils se ferment, se dessèchent, « par le hasard de la mer », comme disent les anciens actes, ou disparaissent tout d'un coup, pendant que s'en ouvrent d'autres, destinés à disparaître eux aussi par les mêmes moyens. Les graux se déplacent donc, mais sans suivre aucune loi, sans qu'il soit possible de

les fixer. Les services qu'on obtenait des graux diminuent à proportion ; ou bien ils changent de nature, leur utilité se restreignant à renouveler, au profit de la santé publique et de la pêche, l'eau des étangs. Encore même ne parvient-on pas toujours à leur garantir ce genre d'utilité.

Les observations que nous ont transmises les textes originaux, et les remarques que nous avons pu faire, quand se sont manifestées certaines ruptures entre la mer et les étangs, permettent, continue M. Régy, non-seulement d'apprécier les causes de la formation des graux, mais d'indiquer d'une manière approximative, en joignant à ces témoignages les données offertes par les anciennes cartes et par l'état actuel du littoral, la place où il a dû exister de ces ouvertures. L'aspect de la plage, du côté des étangs surtout, fournit de très-utiles indices, les ensablements y ayant agi avec une puissance moins subversive que du côté de la mer.

C'est en tenant compte de ces indices, et en combinant entre elles les diverses sortes de preuves ou de probabilités, poursuit le sagace ingénieur, que nous avons essayé de représenter sur la carte ci-jointe la position des graux mentionnés aux époques successives de l'histoire. Les flèches marquent la direction des ports auxquels ils correspondent.

## PREMIÈRE SÉRIE.

Nous rangeons sous ce titre général les graux les plus anciennement connus, ceux qui donnèrent dès l'origine accès aux navires ou barques, au moyen desquels eurent lieu le commerce et l'approvisionnement, soit de Maguelone, soit de Montpellier. Ce premier groupe englobe les graux mentionnés jusque vers le milieu du XIII[e] siècle.

Grau de Maguelone, qualifié de Port sarrazin, à cause de sa fréquentation par les corsaires mahométans, qui attira sur cette plage les rigueurs de Charles Martel. L'évêque Arnaud, en reconstruisant la cathédrale de Maguelone, au XI[e] siècle, le fit fermer, pour se mettre à l'abri des pirates, et le remplaça par une ouverture artificielle, qui reçut, eu égard à sa postériorité, le nom de *Grau neuf.*

Grau neuf. Cette nouvelle brèche se trouvait à l'Est de l'église de Maguelone, et dans la direction de Lattes. Elle était obstruée par des attérissements en 1299, lors de l'enquête entreprise par les ordres de Philippe le Bel, et désormais hors d'état de livrer passage aux barques.

Un troisième grau s'ouvrit à l'Est de celui-ci, vraisemblablement par l'effet de quelque coup de mer, et se ferma peu de temps après.

### DEUXIÈME SÉRIE.

Dans cette catégorie figurent les graux qui se sont ouverts à l'Est de Maguelone, à partir de l'apparition du grau de Cauquillouse jusqu'à l'établissement du port de Cette. Même usage que pour les graux de la période précédente.

Grau de Cauquillouse ou de Porquières. Il s'ouvrit de lui-même vers 1268, suivant les dépositions de l'enquête de 1299, publiées parmi les Pièces justificatives de l'*Histoire du commerce de Montpellier,* et remplaça avantageusement les graux de Maguelone. Il existait encore en 1367, et avec une assez grande profondeur, puisqu'il fut question d'y faire un port, qu'on parlait de substituer avec profit au port d'Aiguesmortes. Mais il varia de position durant ce long intervalle.

Grau de Vic. Il prit naissance, lui aussi, « par le hasard de la

mer », environ vingt-deux ans après le grau de Cauquillouse, c'est-à-dire vers 1290. Contrairement à l'usage ordinaire, les deux ouvertures subsistèrent simultanément pendant un certain nombre d'années. Le grau de Vic, toutefois, paraît avoir été inférieur à celui de Cauquillouse; et, soit à cause de cette infériorité naturelle, soit eu égard à sa plus grande distance de la robine de Lattes, il fut beaucoup moins pratiqué par le commerce.

Grau de Carnon. Il est mentionné dans divers actes, et notamment dans des lettres de Philippe le Bel et de Philippe le Long.

Grau de Melgueil ou de Mauguio. Il était situé en face du port de Melgueil, établi à l'embouchure de la petite rivière de Salaison. Il se ferma vers 1340, puis se rouvrit vers 1346, pour se refermer et se rouvrir encore. Il existait de nouveau depuis environ cent vingt ans, lorsque, en 1589, il cessa également de nouveau. Il reparut quelques années après, à l'Est de la dernière ouverture, toujours naturellement, et naturellement aussi recommença à disparaître, au préjudice des habitants, « desquels une bonne partie se prevaloit, » par moyen de la pescherie des etangs, lesquels estoient grandement » peuplés de poisson par moyen du grau, où maintenant ne se peche » que des carpes et autre mauvais poisson, et peu de bon, estant la » peche quasi du tout perdue audit Mauguio[1]. »

## TROISIÈME SÉRIE.

Cette nouvelle série comprend les graux situés à l'Ouest de Maguelone, comme la seconde embrasse les graux situés à l'Est de la même île.

[1] Mémoire de la première partie du XVII[e] siècle, aux Archives de la mairie de Mauguio. Cf. Biblioth. de la ville de Nimes, manuscr. du fonds d'Aubais, coté 13844.

Grau de Frontignan. Placé vis-à-vis de cette petite ville, il se ferma en 1623, quand s'ouvrit le grau de Palavas. Par lui se pratiquait le commerce de Frontignan, qui avait alors jusqu'à cinquante barques à voiles; et il desservait de plus les petits ports de l'étang de Thau, Mèze, Bouzigues, Marseillan, dont les embarcations faisaient en moyenne, ainsi que celles de Frontignan, quatre voyages chaque année [1].

Grau de Palavas. Il s'ouvrit en 1623, au moment où se ferma le grau de Frontignan, et à quelque distance d'un autre grau naguère projeté, mais sans mise à exécution, en face de la métairie des Aresquiers. — Il s'obstrua à son tour, lorsque, en 1663, prit naissance le grau que le chevalier de Clerville désigne sous le nom de Grau de Mauguio, et qu'on suppose avoir dû être celui de Balestras.

Grau de Balestras. Son emplacement est marqué, à l'Est du grau actuel du Lez, par les restes d'une ancienne tour, dite vulgairement redoute. Ce fut probablement ce grau qui se substitua, en 1663, à celui de Palavas. Le nom de ce dernier fut reporté au grau du Lez, quand celui-ci eut remplacé le grau de Balestras.

Grau du Lez. Ainsi appelle-t-on aujourd'hui l'embouchure de la rivière du Lez, communiquant avec la mer. Cette communication n'existait pas d'une manière aussi directe autrefois. Le Lez se jetait primitivement dans l'étang de Lattes. Endigué par les États de Languedoc, il fut conduit jusqu'au canal des Étangs, puis jusqu'à la Méditerranée, à l'Ouest du grau de Balestras. On s'explique, à l'aide de cette topographie, les noms de grau de Balestras et de grau de Palavas que reçoit périodiquement ou même concurremment le grau du Lez.

[1] Clerville, *Discours sur les ouvertures vulgairement appelées* GRAUS, 1665, in-4°, pag. 7 et 15.

QUATRIÈME SÉRIE.

Grau et port de Cette. En 1666, l'étang de Thau se trouvant séparé de la mer par la plage, Clerville, après avoir bien examiné l'état des graux et de la côte, conclut « qu'il falloit, ouvrir pour » ouvrir, percer la plage sous le cap de Cette, plutôt qu'en un autre » lieu, et d'autant plus que, n'y en ayant aucun où les étangs » fussent assez fondés pour recevoir en toutes saisons des barques » chargées aussi bien que déchargées dans leurs bassins, il n'y avoit » pas autre chose à chercher dans toute l'étendue de la côte qui » court depuis Aiguesmortes jusqu'à ce cap. » Le canal de Cette ou du Grau a été ouvert, de 1669 à 1680, par Paul de Riquet.

Le grau et port de Cette remplaça tous les anciens graux, hors d'état de servir à la navigation, et auxquels on ne pouvait plus demander que de se maintenir au profit de la salubrité publique et dans l'intérêt des pêcheries.

CINQUIÈME SÉRIE.

C'est à ce double besoin hygiénique et alimentaire que répondent les graux aujourd'hui existants ou projetés sur cette partie du littoral, en dehors de ceux de Cette et du Lez.

Graux modernes. En 1856, à la suite de tempêtes et d'inondations dont on n'a pas perdu le souvenir, cinq graux contigus se sont ouverts sur l'étang de Vic, et un sixième grau s'est manifesté en face de Frontignan. Quatre de ces coupures se sont fermées presque aussitôt. La cinquième s'est obstruée en 1859. La sixième, seule subsistante, n'a aujourd'hui guère plus de $0^m,20$ à $0^m$ 30 de profondeur.

Graux projetés ou en voie d'exécution. A cette catégorie appartient le grau artificiellement ouvert en dernier lieu à Pérols, à l'Est de l'ancien grau de Carnon. Le canal par lequel doit s'établir la communication entre la mer et l'étang de Mauguio, est coupé par un barrage mobile, qui permet, par sa fermeture pendant les gros temps, de soustraire le canal et l'étang aux ensablements de la Méditerranée, et dont l'ouverture en temps ordinaire est destinée à rétablir l'échange des eaux de la mer et des étangs, momentanément interrompu.

Un autre grau est projeté pour Mauguio, à la redoute du Grand-Travers, dans la position même du grau de Melgueil des siècles passés.

Un troisième grau existe aussi en projet pour Frontignan, un peu à l'Est de l'ancien grau de ce nom.

FIN DU TOME PREMIER.

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

*

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.